

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXCI

1938

N° 4431-4457

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4431. — Afghanistan et Tchécoslovaquie :	
Traité d'amitié. Signé à Paris, le 13 octobre 1937	9
N° 4432. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'échange des publications officielles, avec annexes. La Havane, les 4 et 12 mai 1938	19
N° 4433. — Etats-Unis d'Amérique et Etats-Unis du Venezuela :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Caracas, le 12 mai 1938	35
N° 4434. — Etats-Unis d'Amérique et Japon :	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Tokio, le 1 ^{er} juin 1938, et à Washington, le 20 juin 1938	43
N° 4435. — Finlande et Norvège :	
Avenant au Traité de commerce du 11 novembre 1930 entre les deux pays. Signé à Helsinki, le 21 juillet 1937	75
N° 4436. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Traité additionnel au Traité d'extradition du 7 juin 1893 entre les deux pays. Signé à Washington, le 1 ^{er} février 1938	83
N° 4437. — Égypte et Turquie :	
Traité d'amitié. Signé à Ankara, le 7 avril 1937	89
N° 4438. — Égypte et Turquie :	
Traité d'établissement. Signé à Ankara, le 7 avril 1937	95

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXCI

1938

Nos. 4431-4457

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4431. — Afghanistan and Czechoslovakia :	
Treaty of Friendship. Signed at Paris, October 13th, 1937	9
No. 4432. — United States of America and Cuba :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Official Publications, with Annexes. Habana, May 4th and 12th, 1938	19
No. 4433. — United States of America and United States of Venezuela :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Caracas, May 12th, 1938	35
No. 4434. — United States of America and Japan :	
Parcel Post Agreement, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Tokyo, June 1st, 1938, and at Washington, June 20th, 1938	43
No. 4435. — Finland and Norway :	
Additional Agreement to the Treaty of Commerce of November 11th, 1930, between the Two Countries. Signed at Helsinki, July 21st, 1937... ..	75
No. 4436. — United States of America and Norway :	
Supplemental Treaty to the Extradition Treaty of June 7th, 1893, between the Two Countries. Signed at Washington, February 1st, 1938	83
No. 4437. — Egypt and Turkey :	
Treaty of Friendship. Signed at Ankara, April 7th, 1937	89
No. 4438. — Egypt and Turkey :	
Treaty of Establishment. Signed at Ankara, April 7th, 1937	95

	Pages
N° 4439. — Égypte et Turquie :	
Convention sur la nationalité, et protocole final. Signés à Ankara, le 7 avril 1937	105
N° 4440. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Arrangement concernant le statut des travailleurs frontaliers, avec annexe. Signé à Bruxelles, le 22 juillet 1938	113
N° 4441. — Estonie, Lettonie et Lituanie :	
Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec annexe. Signée à Kaunas, le 9 avril 1938	119
N° 4442. — Estonie, Lettonie et Lituanie :	
Convention portant loi uniforme concernant les chèques, avec annexe. Signée à Kaunas, le 9 avril 1938	165
N° 4443. — Allemagne et Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Convention relative au tourisme allemand vers la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg (convention touristique). Signée à Berlin, le 27 juin 1938	199
N° 4444. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression de la légalisation des certificats d'origine, Sofia, le 5 janvier 1938, et notes y annexées, Sofia, les 11 et 13 janvier 1938	207
N° 4445. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux taxes de visa des passeports. Paris, les 12 et 14 janvier 1938	213
N° 4446. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Commonwealth d'Australie et Nouvelle-Zélande et Luxembourg :	
Convention additionnelle au Traité d'extradition du 24 novembre 1880. Signée à Luxembourg, le 23 janvier 1937	219
N° 4447. — Malaisie et Siam :	
Accord entre les Administrations des postes de la Malaisie et du Siam concernant l'établissement d'un service pour l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 15 septembre 1937...	225
N° 4448. — Malaisie et Siam :	
Accord entre les Administrations des postes de la Malaisie et du Siam concernant l'établissement d'un service pour l'échange des mandats de poste, avec appendice. Signé à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 16 septembre 1937	265
N° 4449. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant la classification des chariots de filage à anneaux d'après le tarif douanier polonais. Varsovie, le 14 octobre 1937	279

	Page
No. 4439. — Egypt and Turkey :	
Convention regarding Nationality, and Final Protocol. Signed at Ankara, April 7th, 1937.	105
No. 4440. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Arrangement concerning the Status of Frontier Workers, with Annex. Signed at Brussels, July 22nd, 1938	113
No. 4441. — Estonia, Latvia and Lithuania :	
Convention providing a Uniform Law for Bills of Exchange and Promissory Notes, with Annex. Signed at Kaunas, April 9th, 1938	119
No. 4442. — Estonia, Latvia and Lithuania :	
Convention providing a Uniform Law for Cheques, with Annex. Signed at Kaunas, April 9th, 1938	165
No. 4443. — Germany and Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Convention concerning German Tourist Traffic with Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg (Tourist Convention). Signed at Berlin, June 27th, 1938	199
No. 4444. — United States of America and Bulgaria :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Waiving of Legalization on Certificates of Origin, Sofia, January 5th, 1938, and Notes relating thereto, Sofia, January 11th and 13th, 1938	207
No. 4445. — United States of America and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Fees for Passport Visas. Paris, January 12th and 14th, 1938	213
No. 4446. — Great Britain and Northern Ireland, Commonwealth of Australia and New Zealand and Luxemburg :	
Convention supplementary to the Treaty of November 24th, 1880, regarding Extradition. Signed at Luxemburg, January 23rd, 1937	219
No. 4447. — Malaya and Siam :	
Agreement between the Post Office of Malaya and the Post Office of Siam regarding the Establishment of a Parcel Post Service, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Bangkok, September 2nd, 1937, and at Kuala Lumpur, September 15th, 1937... ..	225
No. 4448. — Malaya and Siam :	
Agreement between the Post Office of Malaya and the Post Office of Siam regarding the Establishment of a Money Order Service, with Appendix. Signed at Bangkok, September 2nd, 1937, and at Kuala Lumpur, September 16th, 1937.....	265
No. 4449. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Classification of Ring Spinning Travellers under the Polish Customs Tariff. Warsaw, October 14th, 1937	279

	Pages
N° 4450. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Portugal :	
Accord relatif aux relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le protectorat du Betchouanaland, et la colonie de Mozambique. Signé à Lisbonne, le 11 mai 1938 ...	285
N° 4451. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande et Inde et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance mutuelle des documents d'identité pour le personnel des aéronefs. Stockholm, le 30 mai 1938	299
N° 4452. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant l'exemption réciproque du paiement des frais de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants pour les entreprises de transport aérien effectuant un service régulier entre le Royaume-Uni et la Suisse. Londres, le 26 juillet 1938	307
N° 4453. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Roumanie :	
Accord concernant les paiements commerciaux, avec annexe. Signé à Bucarest, le 2 septembre 1938	313
N° 4454. — Etats-Unis d'Amérique et Lithuanie :	
Traité en vue de définir dans certains cas les obligations militaires et toutes autres obligations d'allégeance des ressortissants des deux pays. Signé à Kaunas, le 18 octobre 1937	351
N° 4455. — Lithuanie et Pologne :	
Convention relative aux communications postales et aux télécommunications, et protocole de signature. Signés à Kaunas, le 2 mai 1938	359
N° 4456. — Lithuanie et Pologne :	
Convention relative à la navigation et au flottage, avec annexe, protocole final et protocole de signature. Signés à Kaunas, le 14 mai 1938.	373
N° 4457. — Lithuanie et Pologne :	
Convention relative aux communications ferroviaires, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 25 mai 1938... ..	391

	Page
No. 4450. — Great Britain and Northern Ireland and Portugal :	
Agreement regarding the Commercial Relations between Swaziland, Basutoland and the Bechuanaland Protectorate and the Colony of Mozambique. Signed at Lisbon, May 11th, 1938	285
No. 4451. — Great Britain and Northern Ireland, Commonwealth of Australia, New Zealand and India and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Mutual Recognition of Documents of Identity for Aircraft Personnel. Stockholm, May 30th, 1938	299
No. 4452. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption of Air Transport Undertakings operating Regular Services between the United Kingdom and Switzerland from the Payment of Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants. London, July 26th, 1938	307
No. 4453. — Great Britain and Northern Ireland and Roumania :	
Agreement regarding Commercial Payments, with Annex. Signed at Bucharest, September 2nd, 1938	313
No. 4454. — United States of America and Lithuania :	
Treaty for defining in Certain Cases the Liability for Military Service or any other Act of Allegiance of Nationals of Either Country. Signed at Kaunas, October 18th, 1937	351
No. 4455. — Lithuania and Poland :	
Convention concerning Postal Communications and Telecommunications, and Protocol of Signature. Signed at Kaunas, May 2nd, 1938	359
No. 4456. — Lithuania and Poland :	
Convention regarding Navigation and Timber-Floating, with Annex, Final Protocol and Protocol of Signature. Signed at Kaunas, May 14th, 1938	373
No. 4457. — Lithuania and Poland :	
Convention concerning Railway Traffic, with Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, May 25th, 1938	391

N° 4431.

**AFGHANISTAN
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité d'amitié. Signé à Paris, le
13 octobre 1937.

**AFGHANISTAN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty of Friendship. Signed at
Paris, October 13th, 1937.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 443I. — SMLOUVA¹ O PŘÁTELSTVÍ MEZI DVĚMA VYSOKÝMI STÁTY ČESKOSLOVENSKEM A AFGANISTANEM. PODEPSÁNA V. PAŘÍŽI, DNE 13. RÍJNA ROKU. 1937.

Czechoslovak, Persian and French official texts communicated by the "Chargé de Services" of the Permanent Office of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 8th, 1938.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ A JEHO VELIČENSTVO KRÁL AFGANSKÝ, se zřetelem na přání obou stran upevniti svazky upřímného přátelství mezi oběma zeměmi, rozhodli se uzavřiti smlouvu o přátelství a k tomu cíli ustanovili svými zástupci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra Dra. Štefana OSUSKÉHO,

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

N^o 443I.¹—

سازمان
جمهوريت چکوسلواک
دري شاهی
پاکستان

Textes officiels tchécoslovaque, persan et français communiqués par le chargé de services du Bureau permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 septembre 1938.

سازمان
جمهوريت چکوسلواک
دري شاهی پاکستان
پرين جمهور چکوسلواک
و امير پادشاهان تلاميذ شقيق و
آزادي لرزين ربي استکلام رولا دستي نموده که ماين حکمتين
موجود است معمم شاندر که ماين پاکستان
تصديق ماين لرزين
از طرف ربي جمهور چکوسلواک
جواب تباي اسحاق دولتي
نيزون امان و درر

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, June 3rd, 1938.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 3 juin 1938.

Jeho Veličenstvo KRÁL AFGANSKÝ :

Jeho Král. Výsost maršála SHAH WALI kha-
na, mimořádného vyslance a zplnomoc-
něného ministra.

Tito zástupci, prozkoumajše své plné moci,
jež shledány v náležitě a dobré formě, shodli
se na těchto člancích :

ذرات پيغمبر پاكستان :

علي قريش نين و امير محمد شاه پاكستان زوار محمد

نائبگان ننگه بعد از ارائه اعتبارهاي خود که آنها
بر مبادی ترتیب داده و قدرت تفهیم ندین و

یا قصد در مورد ذیل موافقت نمودند :-

Článek 1.

Trvalý mír a nerozlučné přátelství budou
napříště upřímně zachovávány mezi republikou
Československou a královstvím Afganským, ja-
kož i mezi příslušníky těchto dvou států.

اد اول

مابین جمهوری چکوسلواکی و دولت شاهی پاکستان صلح و
ناپیر دوستی لایق صلح میانه برقرار خواهد بود و همچنین
مابین رعایای مدین.

Článek 2.

Obě vysoké smluvní strany budou mít právo
jmenovati a vysílati vzájemně do zemí jedné
a druhé strany své diplomatické zástupce,
opatřené pověřovacími listy řádně vydanými,

اد دوم

مذکورین مابین متدین حق خواهند داشت که متقابلاً در
یکدیگر نمایندگانی دیپلماتیکی که بر ترتیب داده اعتبارهای
خواهند داشت که در شان از حق معتبرند

a tito budou požívati v zemích obou stran stejných práv a výsad, jakých požívají zástupci všech ostatních vlád podle zásad práva mezinárodního.

Obě vysoké smluvní strany budou mít rovněž právo jmenovati na území jedné a druhé strany generální konsuly a konsuly, kteří budou požívati všech práv, zakládajících se na ustanoveních práva mezinárodního.

به نامیوگان دول مازہ جینی برائے حقون جنی اسی
دادہ شود در حکمت لہین پائس با تہر استناد
خواہند کرد ہم چنین لہین مالتین تبارین حق خواهند
داشت کہ در زمانہ دیگر جہاں و شہا و شہا
تہین نمایند و بشین از تمام حقوقکہ جینی برائے
حقون بین اسی بود باشد و شہا خواہند کرد

Článek 3.

Obě vysoké smluvní strany shodují se v tom, že zahájí co nejdříve jednání za účelem uzavření smlouvy obchodní.

۱۹۳۸
لہین مالتین تبارین تفقدہ بر ایکو بر قدر زودتر کن
بروی عقد تبارہ تباری تبارات اہرم نمایند

Článek 4.

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny co nejdříve. Patnáctý den po dni výměny ratifikací vstoupí tato smlouva v platnost.

۱۹۳۸
سایہ بنا تبارین خواہند و تبارین تبارہ می اعلان
زودتر در پائس تبارہ خواہند و تبارین تبارہ
تبارین تبارہ تبارہ تبارہ تبارہ تبارہ تبارہ
خواہند بود

Článek 5.

ماده پنجم

Tato smlouva je sepsána ve dvou vyhotoveních v jazyce československém, perském a francouzském; znění československé a perské jsou stejně autentická.

ماده پنجم این عهدنامه در دو نسخه در زبانهای چکوسلوواکی و پارسی و فرانسوی بر روی کاغذ نوشته شده و متن چکوسلوواکی و پارسی از نظر اعتبار حقوقی مساوی دارند.

Čemuž na svědomí zplnomocnění zástupci obou stran podepsali tuto smlouvu a přiložili k ní své pečeti.

عما به این بنا را نمایندگان طرفین امضاء و مهر نمودند.

Dáno v Paříži, dne třináctého října roku tisícího devítistého třicátého sedmého.

شاه ولی قلی
پاریس
۱۳۱۶

Štefan OSUSKÝ.

SHAH WALI.

Copie certifiée conforme :
Praž, le 27 août 1938.

D^r Kazbunda,
Directeur des Archives a. i.

N^o 4431. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LE ROYAUME D'AFGHANISTAN
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PARIS, LE
13 OCTOBRE 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN, vu le désir des deux Parties de resserrer les liens d'amitié sincère existant entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité d'amitié et dans ce but ont désigné leurs représentants ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

S. E. Monsieur Štefan OSUSKÝ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

S. A. R. le Maréchal SHAH WALI Khan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Lesdits représentants, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Une paix permanente et une amitié indissoluble seront dorénavant sincèrement établies entre la République tchécoslovaque et le Royaume d'Afghanistan, ainsi qu'entre les ressortissants de ces deux États.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes auront le droit de nommer et d'envoyer réciproquement, dans les pays de l'une et de l'autre, leurs représentants diplomatiques, munis des lettres de créance dûment autorisées, qui jouiront, dans les pays des deux Parties, des mêmes droits et privilèges dont jouissent les représentants de tous les autres gouvernements selon les principes du droit international.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux et des consuls qui jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de tous les droits conférés par le droit international.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entamer, le plus tôt possible, des négociations dans le but de conclure un traité de commerce.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4431. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE KINGDOM OF AFGHANISTAN AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13TH, 1937.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN, being mutually desirous of strengthening the ties of sincere friendship existing between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Friendship and have for this purpose appointed as their representatives :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

H. E. Monsieur Štefan OSUSKÝ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

H. R. H. Marshal SHAH WALI Khan, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The said representatives, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Permanent peace and indissoluble friendship shall henceforth be sincerely maintained between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Afghanistan and between the nationals of these two States.

Article 2.

The two High Contracting Parties shall be entitled to appoint and send to their respective countries their duly accredited diplomatic representatives, who shall enjoy in the countries of the two Parties the same rights and privileges as the representatives of all other Governments, in accordance with the principles of international law.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint consuls-general and consuls, who shall enjoy in the territory of the other Party all the rights conferred by international law.

Article 3.

The two High Contracting Parties agree to open negotiations as soon as possible with a view to concluding a commercial treaty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris le plus tôt possible. Il entrera en vigueur quinze jours après la date d'échange desdites ratifications.

Article 5.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, en langues tchécoslovaque, persane et française, les textes tchécoslovaque et persan faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le treize octobre mil neuf cent trente-sept.

Štefan OSUSKÝ.

SHAH WALI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 août 1938.

D^r Kazbunda,

Directeur des Archives a. i.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of the said ratifications.

Article 5.

The present Treaty has been drawn up in duplicate in the Czech, Persian and French languages, the Czech and Persian texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, the thirteenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-seven.

Štefan OSUSKÝ.

SHAH WALI.

N° 4432.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA**

Echange de notes comportant un
accord relatif à l'échange des publi-
cations officielles, avec annexes.
La Havane, les 4 et 12 mai 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA**

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the Ex-
change of Official Publications,
with Annexes. Habana, May 4th
and 12th, 1938.

Nº 4432. — CANJE DE NOTAS ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE CUBA ESTABLECIENDO UN ACUERDO RELATIVO AL INTERCAMBIO DE PUBLICACIONES OFICIALES. LA HABANA, 4 Y 12 DE MAYO DE 1938.

No. 4432. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF CUBA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF OFFICIAL PUBLICATIONS. HABANA, MAY 4TH AND 12TH, 1938.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 septembre 1938.

Spanish and English official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place September 13th, 1938.

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARIA DE ESTADO.

924.

LA HABANA, *mayo 4 de 1938.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Con referencia al Memorándum de esa Embajada de fecha 18 de octubre último, tengo la honra de comunicar a Vuestra Excelencia que, el Gobierno Cubano está de acuerdo con el intercambio de publicaciones oficiales propuesto por el Gobierno de Vuestra Excelencia, a que se refiere el citado Memorándum, y a ese efecto me es grato dejar constancia de lo siguiente :

Habrá un intercambio de publicaciones oficiales entre el Gobierno de Cuba y el Gobierno de los Estados Unidos de Amé-

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

REPUBLIC OF CUBA.
DEPARTMENT OF STATE.

924.

HABANA, *May 4th, 1938.*

MR. AMBASSADOR,

With reference to your Embassy's memorandum of October 18th last, I have the honor to advise Your Excellency that the Cuban Government is in agreement with the exchange of official publications proposed by Your Excellency's Government, to which the said memorandum refers, and for that purpose I take pleasure in making the following a matter of record :

There shall be an exchange of official publications between the Government of Cuba and the Government of the United

¹ Translation of the Government of the United States of America.

rica, que se efectuará de acuerdo con las disposiciones siguientes :

1. La oficina oficial de canje por parte de Cuba es la Dirección de Relaciones Culturales de la Secretaría de Estado. La oficina oficial de canje por parte de los Estados Unidos es la Institución Smithsoniana.

2. Los envíos de canje serán recibidos en nombre de Cuba por la Secretaría de Estado ; en nombre de los Estados Unidos por la Biblioteca del Congreso.

3. El Gobierno de Cuba suministrará regularmente en un ejemplar las publicaciones oficiales de los departamentos, direcciones, oficinas e instituciones, que aparecen en la lista anexa (Lista No. 1). Esta relación se ampliará para que incluya, sin la necesidad de posteriores negociaciones, cualesquiera otra publicación oficial no especificada en la misma o de oficinas nuevas que pueda crear el Gobierno en el futuro.

4. El Gobierno de los Estados Unidos suministrará con regularidad en un ejemplar un juego completo de las publicaciones oficiales de los departamentos, direcciones, oficinas e instituciones, que aparecen en la lista anexa (Lista No. 2). Esta relación se ampliará para que incluya, sin la necesidad de posteriores negociaciones, cualesquiera otra publicación de oficinas nuevas que pueda crear el Gobierno en el futuro.

5. Con respecto a los departamentos, direcciones, oficinas e instituciones que en la actualidad no editan publicaciones y que no se mencionan en las listas adjuntas, se entenderá, en el caso de que las editaran en el futuro, que serán suministradas en un ejemplar.

6. Ninguno de los dos Gobiernos estará obligado por este acuerdo a suministrar publicaciones confidenciales, modelos en blanco o cartas circulares que no sean de carácter público.

7. Cada una de las partes sufragará los gastos postales, de ferrocarriles, marítimos y otros que se originen en su propio país.

8. Ambas partes expresan su voluntad para enviar cuanto antes sea posible los embarques.

States of America, which shall be conducted under the following terms :

1. The official exchange office on the part of Cuba is the Office of the Director of Cultural Relations of the Department of State. The official exchange office on the part of the United States is the Smithsonian Institution.

2. The exchange sendings shall be received on behalf of Cuba by the Department of State ; on behalf of the United States by the Library of Congress.

3. The Government of Cuba will furnish regularly in one copy the official publications of the departments, offices, and institutions which appear in the attached list (List No. 1). This list shall be extended to include, without the necessity of subsequent negotiations, any other official publication not specified in the same or [any publication] of new offices which the Government may create in the future.

4. The United States Government will furnish regularly in one copy a full set of the official publications of the departments, offices, and institutions which appear in the attached list (List No. 2). This list shall be extended to include, without the necessity of subsequent negotiations, any other publication of new offices which the Government may create in the future.

5. With respect to departments, offices, and institutions which at this time do not issue publications and which are not mentioned in the attached lists, it shall be understood that publications issued by them in the future shall be furnished in one copy.

6. Neither of the two Governments shall be obligated by this Agreement to furnish confidential publications, blank forms, or circular letters which are not of a public nature.

7. Each Party shall bear the postal, railway, maritime, and other charges originating in its own country.

8. Both Parties express their willingness to send the shipments as soon as possible.

9. Este acuerdo no se entender  que modifica los acuerdos ya existentes entre los departamentos, instituciones u organismos de los dos países.

Si el Gobierno de Vuestra Excelencia estuviere de acuerdo con el texto anterior, con la recepción de la nota de Vuestra Excelencia, idéntica a la presente, mi Gobierno considerará concluido el acuerdo anterior.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta y distinguida consideración.

J. REMOS.

A Su Excelencia
el señor J. Butler Wright,
Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario
de los Estados Unidos de América.
La Habana.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARÍA DE ESTADO.

LISTA N  1.

LISTA DE PUBLICACIONES OFICIALES CUBANAS QUE DEBEN ENVIARSE A LA BIBLIOTECA DEL CONGRESO DE WASHINGTON, EN VIRTUD DEL ACUERDO DE INTERCAMBIO DE PUBLICACIONES ENTRE LOS GOBIERNOS DE CUBA Y DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

SECRETARÍA DE ESTADO.

Boletín Oficial de la Secretaría de Estado.
Tratados, Convenios y Convenciones celebrados por la República de Cuba.
Publicaciones sobre informaciones económicas, comerciales y financieras.
Publicaciones de la Dirección de Relaciones Culturales.

SECRETARÍA DE EDUCACIÓN.

Revista de la Educación.
Cuadernos periódicos de la Dirección de Cultura.

Revista Cubana.

SECRETARÍA DE COMUNICACIONES.

Bolet n Oficial de la Secretaría.

SECRETARÍA DE DEFENSA NACIONAL.

Revista del Ej rcito Constitucional.
Revista de la Marina de Guerra Constitucional.

9. This Agreement shall not be deemed to modify agreements already existing between the departments, institutions, and agencies of the two countries.

If Your Excellency's Government should be in agreement with the foregoing text, my Government will, upon receipt of Your Excellency's note, identical with the present note, consider the foregoing Agreement to be concluded.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the testimony of my highest and most distinguished consideration.

J. REMOS.

His Excellency
Mr. J. Butler Wright,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary
of the United States of America,
Habana.

REPUBLIC OF CUBA.
DEPARTMENT OF STATE.

LIST No. 1.

LIST OF OFFICIAL CUBAN PUBLICATIONS WHICH ARE TO BE SENT TO THE LIBRARY OF CONGRESS, WASHINGTON, IN VIRTUE OF THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF PUBLICATIONS BETWEEN THE GOVERNMENTS OF CUBA AND OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

DEPARTMENT OF STATE.

Official Bulletin of the Department of State.
Treaties, agreements, and conventions negotiated by the Republic of Cuba.
Economic, commercial, and financial reports.

Publications of the Office of the Director of Cultural Relations.

DEPARTMENT OF EDUCATION.

Review of Education.
Periodical pamphlets of the Office of the Director of Culture.
Cuban Review.

DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS.

Official Bulletin of the Department.

DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENSE.

Review of the Constitutional Army.
Review of the Constitutional Navy.

SECRETARÍA DEL TRABAJO. Revista de la Secretaría.	DEPARTMENT OF LABOR. Review of the Department.
SECRETARÍA DE COMERCIO. Revista de la Secretaría.	DEPARTMENT OF COMMERCE. Review of the Department.
SECRETARÍA DE SANIDAD Y BENEFICENCIA. Boletines e Informaciones de la Secretaría de Sanidad.	DEPARTMENT OF HEALTH AND WELFARE. Bulletins and reports of the Department of Health.
SECRETARÍA DE AGRICULTURA. Revista de la Secretaría.	DEPARTMENT OF AGRICULTURE. Review of the Department.
UNIVERSIDAD DE LA HABANA. Revista de la Universidad.	UNIVERSITY OF HABANA. Review of the University.
ACADEMIA DE LA HISTORIA. Anales de la Academia de la Historia.	ACADEMY OF HISTORY. Annals of the Academy of History.
ACADEMIA NACIONAL DE ARTES Y LETRAS. Anales de la Academia Nacional de Artes y Letras.	NATIONAL ACADEMY OF ARTS AND LETTERS. Annals of the National Academy of Arts and Letters.

II.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 117.

HABANA, *May 12th*, 1938.

EXCELLENCY,

With reference to my memorandum of October 18th, 1937, and to Your Excellency's note No. 924, of May 4th, 1938, I have the honor to express our agreement for the exchange of official publications between the Governments of the United States of America and of Cuba, as follows :

There shall be a complete exchange of official publications between the Government of the United States of America and the Government of Cuba, which shall be conducted in accordance with the following provisions :

(1) The official exchange office on the part of Cuba is the Division of Cultural Relations of the Department of State. The official exchange office for the transmission of publications of the United States is the Smithsonian Institution.

(2) The exchange sendings shall be received on behalf of Cuba by the Department of State ; on behalf of the United States by the Library of Congress.

(3) The Government of Cuba shall furnish regularly in one copy a full set of the official publications of its several departments, bureaus, offices, and institutions. A list of such departments and instrumentalities is attached (List No. 1). This list shall be extended to include, without the necessity of subsequent negotiation, any new offices that the Government may create in the future.

(4) The Government of the United States shall furnish regularly in one copy a full set of the official publications of its several departments, bureaus, offices, and institutions. A list of such departments and instrumentalities is attached (List No. 2). This list shall be extended to include, without the necessity of subsequent negotiations, any new offices that the Government may create in the future.

(5) With respect to departments and instrumentalities which at this time do not issue publications and which are not mentioned in the attached lists, it is understood that publications issued in the future by those offices shall be furnished in one copy.

(6) Neither Government shall be obligated by this Agreement to furnish confidential publications, blank forms, or circular letters not of a public nature.

(7) Each Party to the Agreement shall bear the postal, railroad, steamship, and other charges arising in its own country.

(8) Both Parties express their willingness as far as possible to expedite shipments.

(9) This Agreement shall not be understood to modify the already existing agreements between the various government departments and instrumentalities of the two countries.

I avail myself of this opportunity to extend to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

J. BUTLER WRIGHT.

His Excellency Dr. Juan J. Remos,
Secretary of State,
Habana.

LIST No. 2.

LIST OF UNITED STATES GOVERNMENT DEPARTMENTS, BUREAUS, OFFICES, AND INSTITUTIONS, OFFICIAL PUBLICATIONS OF WHICH ARE TO BE FURNISHED TO THE CUBAN DEPARTMENT OF STATE IN ACCORDANCE WITH THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF OFFICIAL PUBLICATIONS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CUBA.

AGRICULTURE DEPARTMENT.

Crops and markets, monthly.
Department leaflet.
Farmers' bulletin, irregular.
Journal of agricultural research, semi-monthly.
Miscellaneous publication.
Technical bulletin, irregular.
Yearbook of agriculture, bound.

Agricultural economics bureau.
Agricultural situation, monthly.
Statistical bulletin.
Report, annual.

Agricultural engineering bureau.
Report, annual.

Animal industry bureau.
Service and regulatory announcements.

Biological survey bureau.
North American fauna.
Report, annual.

Chemistry and soils bureau.
Soil survey reports.
Report, annual.

Dairy industry bureau.
Report, annual.

Entomology and plant quarantine bureau.
Report, annual.

Experiment station office.
Experiment station record, monthly.
Report on agricultural experiment stations,
annual.

Extension service.

Extension service review, monthly.

Food and drug administration.

Forest service.

Report, annual.

Home economics bureau.

Report, annual.

Information office.

Report, annual.

Plant industry bureau.

Public roads bureau.

Public roads, journal of highway research,
monthly.

Report, annual.

Soil conservation service.

Soil conservation, monthly.

Report, annual.

Weather bureau.

Climatological data for U. S., monthly.

Monthly weather review.

CIVIL SERVICE COMMISSION.

Official Register of the U. S., annual, bound.
Report, annual.

COMMERCE DEPARTMENT.

Annual report of the Secretary of Commerce.

Air Commerce Bureau.

- The Census Bureau.*
 Decennial census.
 Biennial census of manufactures.
 Birth, stillbirth and infant mortality statistics, annual.
 Financial statistics of cities over 100,000, annual.
 Financial statistics of state and local governments, annual.
 Mortality statistics, annual.
 County and city jails, prisoners, annual.
 Prisoners in state and federal prisons, annual.
- Coast and geodetic survey.*
 Special publications.
- Fisheries bureau.*
 Bulletin.
 Fishery circular.
 Investigational report.
- Foreign and domestic commerce bureau.*
 Domestic commerce series.
 Survey of current business.
 Foreign commerce and navigation, bound, annual.
 Monthly summary of foreign commerce.
 Commerce reports, weekly.
 Statistical abstract, annual.
 Trade information bulletin.
 Trade promotion series.
- Lighthouses bureau.*
- National bureau of standards.*
 Circular.
 Journal of research, monthly.
 Technical news bulletin, monthly.
- Navigation and steamboat inspection bureau.*
 Merchant marine statistics, annual.
 Merchant vessels of the United States, annual.
- Patent office.*
 Official gazette, weekly.
 Index of trade-marks, annual.
 Index of patents, annual.
- Shipping board bureau.*
 Shipping board bureau reports.
- CONGRESS.
 Congressional record, bound.
 Congressional directory, bound.
 Statutes at large, bound.
 Code of laws and supplements, bound.
- House of Representatives.*
 Journal, bound.
 Documents, bound.
 Reports, bound.
- Senate.*
 Journal, bound.
 Documents, bound.
 Reports, bound.
- COURT OF CLAIMS.
 Report of cases decided.
- COURT OF CUSTOMS AND PATENT APPEALS.
 Reports (decisions), bound.
- DISTRICT OF COLUMBIA.
 Reports of the various departments of the local government.
- EMPLOYEES' COMPENSATION COMMISSION.
 Annual report.
- FARM CREDIT ADMINISTRATION.
 Annual report.
- FEDERAL COMMUNICATIONS COMMISSION.
 Annual report.
- FEDERAL EMERGENCY ADMINISTRATION OF PUBLIC WORKS.
- FEDERAL HOME LOAN BANK BOARD.
 Federal home loan bank review, monthly.
- FEDERAL HOUSING ADMINISTRATION.
 Annual report.
- FEDERAL POWER COMMISSION.
 Annual report.
- FEDERAL RESERVE SYSTEM.
 Federal reserve bulletin, monthly.
 Annual report.
- FEDERAL TRADE COMMISSION.
 Annual report.
 Decisions, bound.
- GENERAL ACCOUNTING OFFICE.
 Decisions of comptroller-general, bound.
- GOVERNMENT PRINTING OFFICE.
 Annual report.
- Documents office.*
 Documents catalog, biennial.
 Monthly catalog.
- INTERIOR DEPARTMENT,
 Annual report.
 Decisions.

- Education office.*
 Bulletin.
 Pamphlet series.
 School life, monthly except July and August.
 Vocational education bulletin.
- General land office.*
- Geological survey.*
 Bulletin.
 Professional paper.
 Water supply papers.
- Mines bureau.*
 Bulletin.
 Minerals yearbook.
 Technical paper.
- National Park Service.*
- Reclamation bureau.*
 Reclamation era, monthly.
- INTERSTATE COMMERCE COMMISSION.
 Annual report.
 Annual report of statistics on railways.
 Interstate commerce commission reports (decisions), bound.
- JUSTICE DEPARTMENT.
 Annual report of the Attorney General.
 Opinions of the Attorney General.
- Prisons bureau.*
 Federal offenders, annual.
- LABOR DEPARTMENT.
 Annual report.
- Children's bureau.*
- Employment service.*
- Immigration and naturalization service.*
- Labor standards division.*
 Bulletin.
 Industrial health and safety series.
- Labor statistics bureau.*
 Bulletin.
 Monthly labor review.
- Women's bureau.*
 Bulletin.
- LIBRARY OF CONGRESS.
 Annual report, bound.
- Copyright office.*
 Catalog of copyright entries.
- Documents division.*
 Monthly checklist of state publications.
- Legislative reference service.*
 State law index, biennial, bound.
- NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES.
 Annual report.
- NATIONAL ADVISORY COMMITTEE FOR AERONAUTICS.
 Annual report.
 Bibliography of aeronautics, annual.
 Technical reports.
- NATIONAL ARCHIVES.
- NATIONAL EMERGENCY COUNCIL.
 United States government manual.
- NATIONAL LABOR RELATIONS BOARD.
 Decisions.
- NATIONAL MEDIATION BOARD.
 Annual report.
- NATIONAL RESOURCES BOARD.
 Report.
- NAVY DEPARTMENT.
 Annual report of the Secretary of the navy.
- Engineering bureau.*
- Marine corps.*
- Medicine and surgery bureau.*
 Naval medical bulletin, quarterly.
 Annual report of the surgeon general.
 Naval war college.
 International law situations, annual, bound.
- Navigation bureau.*
 Navy directory, quarterly.
 Register, annual.
- Hydrographic office.*
 Publications.
- Nautical almanac office.*
 American ephemeris and nautical almanac, annual.
 American almanac, nautical, annual.
- Supplies and accounts bureau.*
 Naval expenditures, annual.
- POST OFFICE DEPARTMENT.
 Postal guide, annual with monthly supplements.
 Annual report of the Postmaster general.
- Postal savings system.*
 Annual report.
- PRESIDENT OF THE UNITED STATES.
 Addresses, messages.
- RECONSTRUCTION FINANCE CORPORATION.
 Report, quarterly.

SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION.

Decisions.
Annual report.

SMITHSONIAN INSTITUTION.

Report, annual.
Ethnology bureau.
Annual report.
Bulletin.
National museum.
Annual report.

STATE DEPARTMENT.

Arbitration series.
Conference series.
Executive agreement series.
Foreign relations, annual, bound.
Latin American series.
Press releases, weekly.
Territorial papers of the United States, bound.
Treaty series.
Treaty information bulletin, monthly.

SUPREME COURT.

Official reports, bound.

TARIFF COMMISSION.

Annual report.
Miscellaneous series.
Reports.

TAX APPEALS BOARD.

Board of tax appeals reports.

TREASURY DEPARTMENT.

Annual report of the Secretary of the treasury on the state of finances.
Combined statement of receipts, expenditures, balances, etc., annual.
Treasury decisions, bound.
Budget bureau.
Budget annual, bound.
Bookkeeping and warrants division.
Digest of appropriations, annual.
Coast guard.
Register, annual.
Comptroller of the currency.
Annual report.

INTERNAL REVENUE BUREAU.

Internal revenue bulletin, weekly.
Annual report of the commissioner of internal revenue.
Statistics of income.

Mint bureau.

Annual report.

*Narcotics bureau.**Procurement division.**Public health service.*

National institute of health bulletin.
Public health bulletin, irregular.
Public health reports, weekly.
Annual report.
Venereal disease information, monthly.

VETERANS' ADMINISTRATION.

Annual report.
Medical bulletin, quarterly.

WAR DEPARTMENT.

Report of the Secretary of war, annual.

Adjutant general's department.

Official army register, annual.
Army list and directory, semi-annual.

Engineer department.

Report of the chief of engineers (incl. commercial statistics on water-borne commerce), annual.

Rivers and harbors board. Port series.

*General staff corps.**Insular affairs bureau.*

Annual report.

Medical department.

Report of the surgeon general, annual.

*Military intelligence division.**National guard bureau.**Ordnance department.**Quartermaster general.**Signal office.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4432. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE CUBA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES. LA HAVANE, LES 4 ET 12 MAI 1938.

I.

RÉPUBLIQUE DE CUBA.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

924.

LA HAVANE, le 4 mai 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite au mémorandum de votre Ambassade en date du 18 octobre dernier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement cubain approuve l'échange de publications officielles proposé par le Gouvernement de Votre Excellence et auquel a trait ledit mémorandum ; à cette fin, je suis heureux de consigner ici les dispositions suivantes :

Il s'établira un échange de publications officielles entre le Gouvernement de Cuba et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et cet échange aura lieu dans les conditions suivantes :

1. Le bureau officiel d'échange sera, du côté de Cuba, le Bureau du Directeur des Relations culturelles du Département d'Etat ; du côté des Etats-Unis, le bureau d'échange officiel sera la « Smithsonian Institution ».

2. Les envois échangés seront reçus, pour le compte de Cuba, par le Département d'Etat ; pour le compte des Etats-Unis, par la Bibliothèque du Congrès.

3. Le Gouvernement de Cuba fournira régulièrement, en un exemplaire, les publications officielles des départements, bureaux et organismes qui figurent dans la liste ci-jointe (liste N^o 1). Sera inscrite dans cette liste, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des négociations ultérieures, toute autre publication officielle non spécifiée dans cette liste, ou toute publication d'organismes nouveaux que le gouvernement pourrait créer à l'avenir.

4. Le Gouvernement des Etats-Unis fournira régulièrement, en un exemplaire, une collection complète des publications officielles des départements, bureaux et organismes qui figurent dans la liste ci-jointe (liste N^o 2). Sera inscrite dans cette liste, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des négociations ultérieures, toute autre publication d'organismes nouveaux que le gouvernement pourrait créer à l'avenir.

5. Quant aux départements, bureaux et organismes qui actuellement ne font pas paraître de publications et qui ne sont pas mentionnés dans les listes ci-jointes, il est convenu que les publications qu'ils pourront éventuellement faire paraître seront fournies en un exemplaire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

6. Cet accord n'obligera aucun des deux gouvernements à fournir les publications confidentielles, les formulaires ou lettres-circulaires ne revêtant pas un caractère public.

7. Chacune des Parties prendra à sa charge les frais de transport postal, ferroviaire, maritime et autres, imposés dans le pays expéditeur.

8. Les deux Parties se déclarent disposées à expédier les envois dans le plus bref délai possible.

9. Cet accord ne sera pas considéré comme modifiant les accords qui existent déjà entre les départements, organismes et agences des deux pays.

Si le Gouvernement de Votre Excellence approuve le texte ci-dessus, mon gouvernement considérera l'accord précédent comme conclu lorsqu'il recevra, de Votre Excellence, une note conçue dans des termes identiques à ceux de la présente note.

Je saisis cette occasion, etc.

J. REMOS.

Son Excellence M. J. Butler Wright,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique,
La Havane.

RÉPUBLIQUE DE CUBA.
DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

LISTE N° 1

LISTE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES CUBAINES QUI SERONT ADRESSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS, A WASHINGTON, EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES PUBLICATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE CUBA ET DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

Bulletin officiel du Département d'Etat.
Traités, accords et conventions conclus par la République de Cuba.
Rapports économiques, commerciaux et financiers.
Publications du Bureau du Directeur des Relations culturelles.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Revue de l'Instruction publique.
Brochures périodiques du Bureau du Directeur des Relations culturelles.
Revue cubaine.

DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS.

Bulletin officiel du Département.

DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Revue de l'Armée constitutionnelle.
Revue de la Marine de guerre constitutionnelle.

DÉPARTEMENT DU TRAVAIL.

Revue du Département.

DÉPARTEMENT DU COMMERCE.

Revue du Département.

DÉPARTEMENT DE L'HYGIÈNE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Bulletins et rapports du Département de l'Hygiène.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Revue du Département.

UNIVERSITÉ DE LA HAVANE.

Revue de l'Université.

ACADÉMIE D'HISTOIRE.

Annales de l'Académie d'Histoire.

ACADÉMIE NATIONALE DES ARTS ET DES LETTRES.

Annales de l'Académie nationale des Arts et des Lettres.

II.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 117.

LA HAVANE, le 12 mai 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Comme suite à mon mémorandum du 18 octobre 1937 et à la note de Votre Excellence N° 924 en date du 4 mai 1938, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous acceptons l'échange de publications officielles entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de Cuba, dans les conditions suivantes :

Il s'établira un échange complet de publications officielles entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Cuba, et cet échange aura lieu conformément aux dispositions suivantes :

1. Le bureau d'échange officiel, du côté de Cuba, est le Bureau des Relations culturelles du Département d'Etat. Le bureau d'échange officiel chargé de transmettre les publications des Etats-Unis est la « Smithsonian Institution ».

2. Les envois échangés seront reçus, pour le compte de Cuba, par le Département d'Etat ; pour le compte des Etats-Unis, par la Bibliothèque du Congrès.

3. Le Gouvernement de Cuba fournira régulièrement, en un exemplaire, une collection complète des publications officielles de ses divers départements, bureaux, organismes et institutions. On trouvera ci-joint une liste de ces divers départements et organismes intermédiaires (liste N° 1). Sera inscrit dans cette liste, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des négociations ultérieures, tout organisme nouveau que le gouvernement pourrait créer à l'avenir.

4. Le Gouvernement des Etats-Unis fournira régulièrement, en un exemplaire, une collection complète des publications officielles de ses divers départements, bureaux, organismes et institutions. On trouvera ci-joint une liste de ces ministères et organismes intermédiaires (liste N° 2). Sera inscrit dans cette liste, sans qu'il soit nécessaire de procéder à des négociations ultérieures, tout organisme nouveau que le gouvernement pourrait créer à l'avenir.

5. En ce qui concerne les départements et organismes intermédiaires qui, actuellement, ne font pas paraître de publications et qui ne sont pas mentionnés dans les listes ci-jointes, il est entendu qu'ils fourniront un exemplaire des publications qu'ils pourront faire paraître à l'avenir.

6. Cet accord n'obligera aucun des deux gouvernements à fournir les publications confidentielles, les formulaires ou lettres-circulaires ne revêtant pas un caractère public.

7. Chacune des Parties à l'accord prendra à sa charge les frais de transport postal, ferroviaire, maritime et autres, imposés dans le pays expéditeur.

8. Les deux Parties se déclarent disposées à expédier les envois dans le plus bref délai possible.

9. Cet accord ne sera pas considéré comme modifiant les accords qui existent déjà entre les divers départements et organismes des deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

J. BUTLER WRIGHT.

Son Excellence le D^r Juan J. Remos,
Secrétaire d'Etat,
La Havane.

LISTE N° 2

LISTE DES DÉPARTEMENTS, BUREAUX, OFFICES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DONT LES PUBLICATIONS OFFICIELLES SERONT ADRESSÉES AU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DE CUBA, CONFORMÉMENT A L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CUBA.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

- Cultures et marchés (mensuel).
 Brochure du Département.
 Journal des agriculteurs (paraît irrégulièrement).
 Journal des recherches agricoles (bimensuel).
 Publication traitant de sujets divers.
 Bulletin technique (irrégulier).
 Annuaire de l'Agriculture (relié).
- Bureau de l'économie agricole.*
 Situation agricole (mensuelle).
 Bulletin statistique.
 Rapport (annuel).
- Bureau d'agronomie.*
 Rapport (annuel).
- Bureau de l'industrie animale.*
 Avis et règlements de service.
- Bureau d'études biologiques.*
 Faune de l'Amérique du Nord.
 Rapport (annuel).
- Bureau du Service chimique et des terrains.*
 Rapports sur les conditions du sol.
 Rapport (annuel).
- Bureau de l'industrie laitière.*
 Rapport (annuel).
- Bureau d'entomologie et du Service de quarantaine pour les végétaux.*
 Rapport (annuel).
- Bureau des stations d'expérimentation.*
 Compte-rendu des stations d'expérimentation (mensuel).
 Rapport sur les stations d'expérimentation agricoles (annuel).
- Service d'extension.*
 Revue du Service d'extension (mensuelle).
- Service de l'alimentation et des produits pharmaceutiques.*
- Service forestier.*
 Rapport (annuel).
- Bureau de l'économie intérieure.*
 Rapport (annuel).

Office d'information.

Rapport (annuel).

*Bureau industriel.**Bureau des ponts et chaussées.*

Voies publiques, Journal des recherches relatives aux ponts et chaussées (mensuel).
 Rapport (annuel).

Service de préservation du sol.

Préservation du sol (mensuel).
 Rapport (annuel).

Bureau météorologique.

Renseignements de climatologie pour les Etats-Unis (mensuel).
 Revue météorologique (mensuelle).

COMMISSION DES SERVICES ADMINISTRATIFS.

Registre officiel des Etats-Unis (annuel), relié.
 Rapport (annuel).

DÉPARTEMENT DU COMMERCE.

Rapport annuel du Secrétaire au Commerce.

*Bureau du commerce aérien.**Bureau du recensement.*

Recensement décennal.
 Recensement bisannuel des industries.
 Statistiques de la natalité, de la mortalité et de la mortalité infantile (annuelles).
 Statistiques financières pour les villes de plus de cent mille habitants (annuelles).
 Statistiques financières des administrations des Etats et des administrations locales (annuelles).
 Statistiques de la mortalité (annuelles).
 Prisons de comtés et prisons municipales, détenus (annuel).
 Détenus dans les prisons des Etats et les prisons fédérales (annuel)

Service côtier et géodésique.

Publications spéciales.

Bureau des pêcheries.

Bulletin.
 Circulaires sur les pêcheries.
 Rapports d'enquête.

- Bureau du commerce intérieur et extérieur.*
 Recueil de publications sur le commerce intérieur.
 Revue des affaires courantes.
 Commerce extérieur et navigation (annuel), relié.
 Résumé du commerce extérieur (mensuel).
 Rapports commerciaux (hebdomadaires).
 Relevé statistique (annuel).
 Bulletin de renseignements commerciaux.
 Recueil de publications sur le développement du commerce.
- Bureau des phares.*
- Bureau national des étalons (standards).*
 Circulaire.
 Journal des recherches (mensuel).
 Bulletin des nouvelles techniques (mensuel).
- Bureau d'inspection de la marine et de la navigation.*
 Statistiques de la marine marchande (annuelles).
 Navires marchands des Etats-Unis (annuel).
- Bureau des brevets d'invention.*
 Journal officiel (hebdomadaire).
 Répertoire alphabétique des marques de fabrique (annuel).
 Répertoire alphabétique des brevets (annuel).
- Bureau du Conseil de la navigation.*
 Rapports du Bureau du Conseil de la navigation.
- CONGRÈS.
 Actes du Congrès (relié).
 Répertoire du Congrès (relié).
 Lois et règlements (relié).
 Code des lois et suppléments (relié).
- Chambre des représentants.*
 Journal (relié).
 Documents (relié).
 Rapports (relié).
- Sénat.*
 Journal (relié).
 Documents (relié).
 Rapports (relié).
- « COURT OF CLAIMS ».
 Compte rendu des affaires jugées.
- TRIBUNAL DES RECOURS EN MATIÈRE DOUANIÈRE ET EN MATIÈRE DE BREVETS.
 Rapports (jugements) (relié).
- DISTRICT DE COLUMBIA.
 Rapports des diverses administrations du gouvernement local.
- COMMISSION D'INDEMNISATION DES EMPLOYÉS.
 Rapport annuel.
- ADMINISTRATION DU CRÉDIT AGRICOLE.
 Rapport annuel.
- COMMISSION DES COMMUNICATIONS FÉDÉRALES.
 Rapport annuel.
- ADMINISTRATION FÉDÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS URGENTS.
- CONSEIL DE LA « FEDERAL HOME LOAN BANK ».
 Revue de la « Federal home loan bank » (mensuelle).
- ADMINISTRATION FÉDÉRALE DE L'HABITATION.
 Rapport annuel.
- COMMISSION FÉDÉRALE DES FORCES MOTRICES.
 Rapport annuel.
- ORGANISATION DE LA « FEDERAL RESERVE ».
 Bulletin de la « Federal Reserve » (mensuel).
 Rapport annuel.
- COMMISSION FÉDÉRALE DU COMMERCE.
 Rapport annuel.
 Décisions (relié).
- BUREAU GÉNÉRAL DE COMPTABILITÉ.
 Décisions du Contrôleur général (relié).
- IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.
 Rapport annuel.
- Bureau des documents.*
 Catalogue des documents (bisannuel).
 Catalogue mensuel.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.
 Rapport annuel.
 Décisions.
- Bureau de l'Instruction publique.*
 Bulletin.
 Recueil des brochures.
 « School life » (mensuel, sauf juillet et août).
 Bulletin de l'enseignement professionnel.
- Office général foncier.*
- Bureau d'études géologiques.*
 Bulletin.
 Revue professionnelle.
 Documents sur l'approvisionnement en eau.
- Bureau des mines.*
 Bulletin.
 Annuaire de minéralogie.
 Revue technique.

- Service du Parc national.*
- Service des récupérations.*
« Reclamation era » (mensuel).
- COMMISSION DU COMMERCE ENTRE ETATS.
Rapport annuel.
Rapport annuel des statistiques ferroviaires.
Rapports de la Commission du commerce entre Etats (décisions) (relié).
- DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.
Rapport annuel de l'« Attorney General ».
Opinions de l'« Attorney General ».
Bureau des prisons.
Délits contre les lois fédérales (annuel).
- DÉPARTEMENT DU TRAVAIL.
Rapport annuel.
Bureau de l'enfance.
Service de l'emploi.
Service de l'immigration et de la naturalisation.
Section des standards du travail.
Bulletin.
Recueil de publications sur l'hygiène et la protection contre les accidents dans l'industrie.
Bureau des statistiques du travail.
Bulletin.
Revue mensuelle du travail.
Bureau de la femme.
Bulletin.
- BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS.
Rapport annuel (relié).
Bureau des copyrights.
Catalogue des inscriptions au registre des copyrights.
Section des documents.
Relevé mensuel des publications des Etats.
Service de documentation législative.
Répertoire officiel des lois (bisannuel, relié).
- ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES.
Rapport annuel.
- COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION AÉRIENNE.
Rapport annuel.
Bibliographie de l'aéronautique (annuel).
Rapports techniques.
- ARCHIVES NATIONALES.
« NATIONAL EMERGENCY COUNCIL ».
Manuel du Gouvernement des Etats-Unis.
- COMMISSION NATIONALE DES RELATIONS OUVRIÈRES.
Jugements rendus.
- COMMISSION NATIONALE DE MÉDIATION.
Rapport annuel.
- COMMISSION NATIONALE DES RESSOURCES.
Rapport.
- DÉPARTEMENT DE LA MARINE.
Rapport annuel du Secrétaire à la Marine.
Bureau du génie maritime.
Corps d'infanterie et d'artillerie de marine.
Bureau de médecine et de chirurgie.
Bulletin naval de médecine (*Naval medical bulletin*) (trimestriel).
Rapport annuel du « Surgeon general ».
Ecole de guerre navale.
Précédents de droit international (annuel) (relié).
Bureau de la navigation.
Répertoire officiel de la marine (trimestriel).
Registre (annuel).
Bureau d'hydrographie.
Publications.
Bureau de l'Almanach nautique.
Ephémérides et almanach maritime des Etats-Unis (annuel).
Almanach maritime des Etats-Unis (annuel).
Bureau des fournitures et de la comptabilité.
Dépenses de la marine (annuel).
- DÉPARTEMENT DES POSTES.
Guide postal annuel avec suppléments mensuels.
Rapport annuel du « Postmaster general ».
Caisse d'épargne postale.
Rapport annuel.
- PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS.
Discours et messages.
- « RECONSTRUCTION FINANCE CORPORATION ».
Rapport trimestriel.
- « SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION ».
Décisions.
Rapport annuel.

« SMITHSONIAN INSTITUTION ».

Rapport annuel.

Bureau d'ethnologie.

Rapport annuel.
Bulletin.

Musée national.

Rapport annuel.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

Recueil des arbitrages.
Recueil des conférences.
Recueil des règlements d'exécution.
Affaires étrangères (annuel, relié).
Recueil des publications relatives à l'Amérique latine.
Communiqués à la presse (hebdomadaire).
Journaux paraissant sur le territoire des Etats-Unis (relié).
Recueil des traités.
Bulletin de renseignements concernant les traités (mensuel).

COUR SUPRÊME.

Comptes rendus officiels (relié).

COMMISSION DES TARIFS DOUANIERS.

Rapport annuel.
Publications diverses.
Rapports.

COMMISSION DES RECOURS EN MATIÈRE FISCALE.

Rapports de la Commission.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR.

Rapport annuel du Secrétaire au Trésor sur l'état des finances.
Exposé synthétique des recettes, dépenses, soldes etc. (annuel).
Décisions du Trésor (relié).

Bureau du budget.

Budget annuel (relié).

Section de la comptabilité et des warrants.

Recueil des ouvertures de crédit (annuel).

Service des garde-côtes.

Registre (annuel).

Contrôleur de la monnaie.

Rapport annuel.

BUREAU DES RECETTES INTÉRIEURES.

Bulletin des recettes intérieures (hebdomadaire).

Rapport annuel du Commissaire aux recettes intérieures.
Statistique des revenus.

Bureau de la monnaie.

Rapport annuel.

Bureau des narcotiques.

« Procurement division ».

Service de l'hygiène publique.

Bulletin de l'Institut national d'hygiène.
Bulletin d'hygiène publique (irrégulier).
Rapports sur l'hygiène publique (hebdomadaire).
Rapport annuel.
Renseignements concernant les maladies vénériennes (mensuel).

ADMINISTRATION DES ANCIENS COMBATTANTS.

Rapport annuel.
Bulletin médical (trimestriel).

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Rapport du Secrétaire à la guerre (annuel).

Service de l'« Adjutant general ».

Registre officiel de l'armée (annuel).
Liste et répertoire de l'armée (semestriel).

Service du génie.

Rapport de l'ingénieur en chef (comprenant les statistiques commerciales relatives au commerce par eau) (annuel).
Conseil des fleuves et des ports. Recueil relatif aux ports.

*Etat-major général.**Bureau des affaires insulaires.*

Rapport annuel.

Service de santé.

Rapport du « Surgeon general » (annuel).

*Service des renseignements militaires.**Bureau de la milice nationale.**Service du matériel et des dépôts (Ordnance).*

Service des campements, approvisionnements et matériel (Quartermaster general).

Bureau de la signalisation.

N° 4433.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ÉTATS-UNIS
DU VENEZUELA**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. Ca-
racas, le 12 mai 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND UNITED
STATES OF VENEZUELA**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Caracas, May 12th, 1938.

No. 4433. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CARACAS, MAY 12TH, 1938.

Nº 4433. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA ESTABLECIENDO UN ACUERDO PROVISIONAL DE COMERCIO. CARACAS, 12 DE MAYO DE 1938.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place September 13th, 1938.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 septembre 1938.

I.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 351.

CARACAS, *May 12th*, 1938.

EXCELLENCY,

For the purpose of formalizing the result of the conversations which I have had with Your Excellency, I have the honor to inform you that the Government of the United States of America is disposed, pending the conclusion of the reciprocal trade agreement which the two Governments have under consideration, to regulate the commercial relations between the two countries by a *modus vivendi* on the basis of the application of the most-favored-nation principle, in conformity with the following Articles :

Article I.

Both Governments agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying duties as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

Article II.

The provisions of the foregoing Article shall not apply :

(1) To the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or by the United States of Venezuela to adjacent countries

¹ Came into force May 12th, 1938.

¹ Entré en vigueur le 12 mai 1938.

in order to facilitate frontier traffic ; nor shall it apply to advantages resulting from Customs unions to which the United States of America or the United States of Venezuela may become a party.

(2) To the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another irrespective of any change in the political status of any territory or possession of the United States of America.

(3) To articles transshipped through Puerto Rico or the Virgin Islands and imported into Venezuela.

Article III.

The present Agreement shall come into force on this date and shall remain in force for a period of one year or until superseded by a more comprehensive commercial agreement or until denounced by either country by advance written notice of not less than thirty days.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Daniel M. BRADDOCK,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency Dr. E. Gil Borges,
Minister for Foreign Affairs,
Caracas.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
DIRECCIÓN DE POLÍTICA ECONÓMICA.
No. 2264.
SECCIÓN DE ECONOMÍA.

CARACAS, 12 de mayo de 1938.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

Con el fin de formalizar el resultado de las conversaciones que he tenido con V. S., tengo la honra de informarle que el Gobierno de

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNITED STATES OF VENEZUELA.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
BUREAU OF ECONOMIC POLICY.
No. 2264.
ECONOMIC SECTION.

CARACAS, May 12th, 1938.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

For the purpose of formalizing the result of the conversations which I have had with Your Honor, I have the honor to inform you that the

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

Venezuela está dispuesto, mientras se concluye el Tratado de reciprocidad comercial que tienen en consideración los dos Gobiernos, a regular las relaciones comerciales entre los dos países por un *modus vivendi* sobre la base de la aplicación de la cláusula de la nación más favorecida, de conformidad con los artículos siguientes :

Artículo 1º.

Ambos Gobiernos convienen en concederse recíprocamente el tratamiento ilimitado e incondicional de la nación más favorecida en todo lo relativo a derechos de aduana y a todos los impuestos accesorios, a los métodos de percepción de tales derechos, lo mismo que a las reglas y formalidades a que pueden estar sometidas las operaciones aduaneras.

Artículo 2º.

Las estipulaciones del artículo anterior no se aplicarán :

1. A las ventajas acordadas o que se acordaren en lo futuro por los Estados Unidos de Venezuela o por los Estados Unidos de América a países limítrofes a fin de facilitar el tráfico fronterizo ; ni se aplicarán tampoco a las ventajas resultantes de uniones aduaneras de que puedan formar parte los Estados Unidos de Venezuela o los Estados Unidos de América.

2. A las ventajas acordadas o que se acordaren en lo futuro por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones, o la Zona del Canal de Panamá, entre sí o a la República de Cuba. Las disposiciones de este párrafo continuarán aplicándose respecto de cualesquiera ventajas que ahora o después se acordaren entre sí los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o la Zona del Canal de Panamá, con prescindencia de cualquier cambio en el estatuto político de cualquier territorio o posesión de los Estados Unidos de América.

3. A los artículos que se importen a Venezuela y que hayan sido trasbordados en Puerto Rico o en las Islas Vírgenes.

Government of Venezuela is disposed, pending the conclusion of the reciprocal trade agreement which the two Governments have under consideration, to regulate the commercial relations between the two countries by a *modus vivendi* on the basis of the application of the most-favored-nation principle, in conformity with the following Articles :

Article I.

Both Governments agree to concede reciprocally unconditional and unlimited most-favored-nation treatment in all that concerns Customs duties and all accessory imposts, the manner of applying such duties, as well as the rules and formalities to which Customs operations can be submitted.

Article II.

The provisions of the foregoing Article shall not apply :

(1) To the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of Venezuela or by the United States of America to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic ; nor shall they apply to the advantages resulting from Customs unions to which the United States of Venezuela or the United States of America may become a party.

(2) To the advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions, or the Panama Canal Zone, to one another or to the Republic of Cuba. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions, or the Panama Canal Zone, to one another irrespective of any change in the political status of any territory or possession of the United States of America.

(3) To articles transshipped through Puerto Rico or the Virgin Islands and imported into Venezuela.

Artículo 3º.

El presente convenio entrará en vigor desde esta fecha, y permanecerá vigente por un período de un año, a menos que sea sustituido antes por un convenio comercial más extenso, o denunciado por uno de los países mediante notificación por escrito con treinta días de anticipación por lo menos.

Sírvase aceptar V. S. las seguridades de mi muy distinguida consideración,

E. Gil BORGES.

Al Hon. Señor Daniel M. Braddock,
Encargado de Negocios ad-interim
de los Estados Unidos de America.
Presente.

Certified to be a true and complete textua copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Article III.

The present Agreement shall come into force on this date and shall remain in force for a period of 1 year or until superseded by a more comprehensive commercial agreement or until denounced by either country by advance written notice of not less than 30 days.

I beg Your Honor to accept the assurances of my very distinguished consideration.

E. Gil BORGES.

To the Honorable Mr. Daniel M. Braddock,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America,
City.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4433. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. CARACAS, LE 12 MAI 1938.

I.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 351.

CARACAS, le 12 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de consigner en bonne et due forme le résultat des conversations que j'ai eues avec vous j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est disposé, en attendant la conclusion de l'accord commercial réciproque envisagé par les deux gouvernements, à régler les relations commerciales entre les deux pays par la voie d'un *modus vivendi* basé sur l'application du principe de la nation la plus favorisée, conformément aux articles suivants :

Article premier.

Les deux gouvernements conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que pour les règles et formalités auxquelles peuvent être soumises les opérations de douane.

Article II.

Les dispositions du précédent article ne s'appliqueront pas :

1^o Aux avantages actuellement accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par les États-Unis d'Amérique ou par les États-Unis du Venezuela à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ; elles ne s'appliqueront pas non plus aux avantages qui résulteraient d'unions douanières auxquelles les États-Unis d'Amérique ou les États-Unis du Venezuela pourraient devenir parties.

2^o Aux avantages que s'accordent mutuellement ou que pourront s'accorder mutuellement à l'avenir les États-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du canal de Panama, ou à ceux qui seront accordés par eux à la République de Cuba. Les dispositions du présent paragraphe continueront à s'appliquer aux avantages que s'accordent actuellement les États-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du canal de Panama, ou à ceux qu'ils pourront s'accorder mutuellement à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'avenir, indépendamment des changements survenant dans le régime politique de l'un quelconque des territoires ou possessions des Etats-Unis d'Amérique.

3° Aux marchandises transbordées par Porto-Rico ou les îles Vierges et importées au Venezuela.

Article III.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de ce jour et demeurera en vigueur pendant une période d'une année, ou jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial plus complet, ou jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre pays moyennant un préavis de trente jours au moins, donné par écrit.

Veillez agréer, etc.

Daniel M. BRADDOCK,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence le D^r E. Gil Borges,
Ministre des Affaires étrangères,
Caracas.

II.

ETATS-UNIS DU VENEZUELA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

N° 2264.

SECTION ÉCONOMIQUE.

CARACAS, le 12 mai 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Afin de consigner en bonne et due forme le résultat des conversations que j'ai eues avec vous, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Venezuela est disposé, en attendant la conclusion de l'accord commercial réciproque envisagé par les deux gouvernements, à régler les relations commerciales entre les deux pays par la voie d'un *modus vivendi* basé sur l'application du principe de la nation la plus favorisée, conformément aux articles suivants :

Article premier.

Les deux gouvernements conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception desdits droits de douane ainsi que pour les règles et formalités auxquelles peuvent être soumises les opérations de douane.

Article 2.

Les dispositions du précédent article ne s'appliqueront pas :

1° Aux avantages actuellement accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par les Etats-Unis du Venezuela ou par les Etats-Unis d'Amérique à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier ; elles ne s'appliqueront pas non plus aux avantages qui résulteraient d'unions douanières auxquelles les Etats-Unis du Venezuela ou les Etats-Unis d'Amérique pourraient devenir parties.

2° Aux avantages que s'accordent mutuellement ou que pourront s'accorder mutuellement à l'avenir les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du canal de Panama, ou à ceux qui seront accordés par eux à la République de Cuba. Les dispositions du présent paragraphe continueront à s'appliquer aux avantages que s'accordent actuellement les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la Zone du canal de Panama, ou à ceux qu'ils pourront s'accorder mutuellement à l'avenir, indépendamment des changements survenant dans le régime politique de l'un quelconque des territoires ou possessions des Etats-Unis d'Amérique.

3° Aux marchandises transbordées par Porto-Rico ou les îles Vierges et importées au Venezuela.

Article 3.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de ce jour et demeurera en vigueur pendant une période d'une année, ou jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un accord commercial plus complet, ou jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'un ou l'autre pays moyennant un préavis de trente jours au moins, donné par écrit.

Veillez agréer, etc.

E. Gil BORGES.

L'honorable Daniel M. Braddock,
Chargé d'Affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique,
En ville.

N° 4434.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET JAPON**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux, et règlement
d'exécution y annexé. Signés
à Tokio, le 1^{er} juin 1938, et à
Washington, le 20 juin 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND JAPAN**

Parcel Post Agreement, and Detai-
led Regulations annexed thereto.
Signed at Tokyo, June 1st, 1938,
and at Washington, June 20th,
1938.

No. 4434. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN. SIGNED AT TOKYO, JUNE 1ST, 1938, AND AT WASHINGTON, JUNE 20TH, 1938.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place September 13th, 1938.

THE POST OFFICE DEPARTMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS OF JAPAN have agreed upon the following Articles for the purpose of improving the relations of Parcel Post between the two countries :

Article I.

EXCHANGE OF PARCELS.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) on one hand and Japan on the other hand, there may be exchanged parcels up to the limits of weight and dimensions stated in the Detailed Regulations for the execution of this Agreement.

Article II.

TRANSIT OF PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other Administration.

2. Parcels sent in open mail and in transit to or from one of the services of the two Postal Administrations through the other are subject to the conditions of exchange of parcels between them as well as those between the intermediate Administration and that of the third country concerned.

3. Parcels sent in closed mails and in transit to or from one of the services of the two Postal Administrations through the other are subject to the conditions specially agreed upon between the Chiefs of the two Postal Administrations.

Article III.

POSTAGE.

1. Each Postal Administration is entitled to fix its postage rates for parcels to be collected from the sender.

2. The postage mentioned in the preceding section must be prepaid by the sender.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4434. — ARRANGEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE JAPON CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A TOKIO, LE 1^{er} JUIN 1938, ET A WASHINGTON, LE 20 JUIN 1938.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 septembre 1938.

En vue d'améliorer les échanges de colis postaux entre les deux pays, L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et L'ADMINISTRATION DES COMMUNICATIONS DU JAPON sont convenues des articles suivants :

Article premier.

ECHANGE DES COLIS.

Il peut être échangé entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï), d'une part, et le Japon, d'autre part, des colis dont le poids et les dimensions ne devront pas dépasser les limites fixées dans le règlement d'exécution du présent arrangement.

Article II.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit, par l'intermédiaire de son service, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, de colis dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans le ressort de l'autre administration.

2. Les colis à destination ou en provenance de l'une des deux administrations postales et qui sont expédiés à découvert et en transit par l'intermédiaire de l'autre administration sont assujettis aux conditions fixées pour les échanges de colis entre ces deux administrations, ainsi qu'entre l'administration intermédiaire et celle du tiers pays intéressé.

3. Les colis à destination ou en provenance de l'une des deux administrations postales et qui sont expédiés en dépêches closes et en transit par l'intermédiaire de l'autre administration, sont assujettis aux conditions spécialement convenues entre les chefs des deux administrations postales.

Article III.

AFFRANCHISSEMENT.

1. Chaque administration postale a le droit de fixer les droits d'affranchissement à percevoir auprès de l'expéditeur d'un colis.

2. Les droits d'affranchissement mentionnés au paragraphe précédent doivent être acquittés à l'avance par l'expéditeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Detailed Regulations.

Article V.

PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal.

(d) Any article the admission of which is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article and, in general, any article the conveyance of which is dangerous.

(f) Documents, pictures, and other articles injurious to public morals.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one of the two Postal Administrations to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. However, explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures, and other articles injurious to public morals, are not returned to origin ; they are destroyed on the spot by the Administration which has found them in the mails.

3. The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles.

Article VI.

INSURANCE.

1. Parcels may be insured up to the amount of 500 francs or its equivalent in currency of the country of origin. However, the Chiefs of the two Postal Administrations may, by mutual consent, fix the limit of insured value above 500 francs.

The insured value may not exceed the actual value of the contents, but it is permissible to insure only part of that value.

2. For an insured parcel, an insurance fee fixed by the Postal Administration of the country of origin shall be collected at the time of mailing in addition to the postage.

3. The insurance of all parcels containing coin, bullion, valuable jewelry, or any other precious article is obligatory.

If, in the country of destination, a parcel which has not been insured is found to contain coin, bullion, valuable jewelry, or any other precious article, it may be delivered to its addressee as an insured parcel. In this case, the Postal Administration of the country of destination may collect the insurance fee fixed by that Administration in accordance with the provisions of the preceding section.

Article VII.

CERTIFICATE OF MAILING.

The sender of an ordinary parcel may request, at the time of mailing, a certificate of mailing upon payment of a fee which may be fixed by the Postal Administration of the country of origin.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Les colis doivent être emballés d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu ainsi qu'il est spécifié dans le règlement d'exécution.

Article V.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postaux les articles suivants :

- a)* Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives ;
- b)* Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;
- c)* Des animaux vivants ;
- d)* Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;
- e)* Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous les objets dont le transport est dangereux ;
- f)* Des documents, gravures et autres objets contraires aux bonnes mœurs.

2. Lorsqu'un colis tombant sous le coup d'une des interdictions précitées est remis par l'une des deux administrations à l'autre, cette dernière en disposera d'après ses lois et règlements intérieurs. Toutefois, les explosifs ou articles inflammables, ainsi que les documents, gravures et autres articles contraires aux bonnes mœurs, ne seront pas retournés au lieu d'origine ; ils seront détruits sur place par l'administration qui en aura constaté la présence.

3. Les deux administrations postales se transmettront réciproquement une liste des articles prohibés.

Article VI.

DÉCLARATION DE VALEUR.

1. Les colis peuvent être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 francs ou de l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des deux administrations postales pourront, par accord mutuel, fixer le maximum de la valeur déclarée à un chiffre supérieur à 500 francs.

La valeur déclarée ne devra pas dépasser la valeur effective du contenu. Toutefois, il est permis de ne déclarer qu'une fraction seulement de cette valeur.

2. L'administration postale du pays d'origine percevra, au moment du dépôt d'un colis avec valeur déclarée, outre la taxe d'affranchissement, le droit d'assurance qu'elle aura fixé.

3. Pour tous les colis contenant des pièces de monnaie, des lingots, des bijoux de valeur ou tout autre objet précieux, la déclaration de valeur est obligatoire.

S'il est découvert, dans le pays de destination, qu'un colis expédié sans valeur déclarée contient des pièces de monnaie, des lingots, des bijoux de valeur ou tout autre objet précieux, ce colis pourra être remis à son destinataire comme colis avec valeur déclarée. Dans ce cas, l'administration postale du pays de destination pourra percevoir le droit d'assurance fixé par elle, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

Article VII.

CERTIFICATS DE DÉPÔT.

L'expéditeur pourra se faire délivrer, au moment du dépôt d'un colis ordinaire, un certificat de dépôt moyennant paiement d'un droit qui pourra être fixé par l'administration postale du pays

However, no certificate of mailing, other than the insurance receipt, will be furnished the sender of an insured parcel, and no charge other than the insurance fee will be made for the insurance receipt.

Article VIII.

ADVICE OF DELIVERY. INQUIRY.

1. The sender of an insured parcel may request, either at the time of mailing or after mailing, an advice of delivery upon payment of a fee which may be fixed by the Postal Administration of the country of origin.

2. The sender of an ordinary or insured parcel may request, after mailing, an inquiry for the parcel upon payment of a fee which may be fixed by the Postal Administration of the country of origin. As regards insured parcels, no fee is, however, charged if the sender has already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. The request for an advice of delivery or an inquiry made after the mailing of a parcel is admitted only within the period of one year, counting from the day following that of mailing.

Article IX.

CUSTOMS DUTIES.

Parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel.

Article X.

FEE FOR CUSTOMS FORMALITIES. FEE FOR DELIVERY. WAREHOUSING CHARGES.

1. The Postal Administration of the country of destination may collect from the addressee for the fulfillment of Customs formalities, a fee not exceeding 50 centimes per parcel.

2. The Postal Administration of the country of destination may collect from the addressee, for delivery of parcels at the addressee's residence, a fee not exceeding 50 centimes per parcel. The same fee may be charged for each presentation after the first at the addressee's residence.

3. The Postal Administration of the country of destination may collect from the addressee a suitable warehousing charge for parcels which are not withdrawn within the period which it has fixed. This charge may not, however, exceed 5 francs per parcel.

4. The fees and charges prescribed by the above three sections shall not be canceled even in case the parcel is redirected or returned out of the country.

Article XI.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected, at the request of the addressee, in consequence of the addressee's change of address in the country of destination.

2. For parcels redirected in its territory, the Postal Administration of the country of destination may collect from the addressee additional charges fixed by its internal regulations. These charges shall not be canceled even in case the parcel is redirected or returned out of the country.

d'origine. Toutefois, l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée ne recevra pas de certificat de dépôt autre que le récépissé de son envoi, et la remise de ce récépissé ne donnera lieu au paiement d'aucune autre taxe que le droit d'assurance.

Article VIII.

AVIS DE RÉCEPTION. RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra demander, soit au moment du dépôt, soit ultérieurement, un avis de réception du colis contre paiement d'un droit qui pourra être fixé par l'administration postale du pays d'origine.

2. L'expéditeur d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée pourra adresser, postérieurement au dépôt du colis, une réclamation relative au sort du colis, moyennant paiement d'un droit qui pourra être fixé par l'administration postale du pays d'origine. Cependant, en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, il ne sera perçu aucun droit si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

3. Les demandes d'avis de réception ou les réclamations adressées postérieurement au dépôt d'un colis ne peuvent être présentées que dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour du dépôt du colis.

Article IX.

DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à tous les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits de douane applicables dans ce cas sont perçus auprès du destinataire lors de la remise du colis.

Article X.

DROIT DE DÉDOUANEMENT. DROIT DE REMISE A DOMICILE. DROIT DE MAGASINAGE.

1. L'administration postale du pays de destination peut percevoir auprès du destinataire, pour l'accomplissement des formalités douanières, un droit d'élevant au maximum à 50 centimes par colis.

2. L'administration postale du pays de destination peut percevoir auprès du destinataire, pour la remise des colis à domicile, un droit s'élevant au maximum à 50 centimes par colis. Le même droit pourra être perçu pour toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire.

3. L'administration postale du pays de destination pourra percevoir auprès du destinataire un droit de magasinage approprié pour les colis non retirés dans les délais prescrits. Toutefois, ce droit ne devra pas dépasser cinq francs par colis.

4. Les droits et taxes prévus dans les trois paragraphes ci-dessus ne seront pas annulés, même si les colis sont réexpédiés ou retournés hors du pays.

Article XI.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié, à la demande du destinataire, par suite du changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination.

2. Pour les colis réexpédiés dans son territoire, l'administration postale du pays de destination peut percevoir, auprès du destinataire, les taxes supplémentaires fixées par son règlement intérieur. Ces taxes ne seront pas annulées, même si le colis est réexpédié ou retourné hors du pays.

3. A parcel may be redirected out of the country only at the addressee's request, and provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance. Insured parcels shall not be redirected to another country except as insured mail.

4. When a parcel is redirected out of the country, the charges for conveyance due to the Postal Administrations concerned and, if any, the insurance fees, as well as the various charges cancelation of which is not allowed by the retransmitting Administration, shall be collected additionally from the addressee.

5. The sender is entitled to forbid any redirection, by means of a suitable entry on the parcel and on the Customs declaration.

Article XII.

RECALL. CHANGE OF ADDRESS.

1. So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered.

For this service, the Postal Administration of the country of origin may collect the charge fixed by its internal regulations.

2. The provisions of Sections 2 to 4 of the preceding Article are applicable to the parcel returned or redirected in consequence of the recall or the change of address.

Article XIII.

NON-DELIVERY.

1. The sender of a parcel may make a request at the time of mailing as to the disposal of the parcel in the event it is not deliverable as addressed, the particulars of which are set forth in the Detailed Regulations.

2. If the sender does not make any request in accordance with the preceding section or the sender's request has not resulted in delivery, undeliverable parcels will be returned to the sender without previous notification at the expiration of thirty days counting from the day following that of receipt at the office of destination, while parcels refused by the addressee will be returned at once.

3. The provisions of Article XI, Sections 2 and 4, are applicable to the parcel redirected in the country of destination or returned to origin in consequence of non-delivery.

The same provisions are also applicable to the parcel returned to origin for the reason that it contains any prohibited articles.

4. Undeliverable parcels which the sender has marked "Abandon" are not returned but are disposed of in accordance with the legislation of the country of destination after the expiration of the period mentioned in Section 2 above.

Article XIV.

SALE. DESTRUCTION.

1. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right party.

2. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles are destroyed.

3. Un colis ne peut être réexpédié hors du pays qu'à la demande du destinataire et que s'il remplit les conditions requises pour son acheminement vers une autre destination. Les colis avec valeur déclarée ne seront réexpédiés à destination d'un autre pays que sous forme de colis avec valeur déclarée.

4. Lorsqu'un colis est réexpédié hors du pays, les taxes dues pour le transport aux administrations postales intéressées et, le cas échéant, les droits d'assurance, ainsi que les diverses taxes dont l'annulation n'est pas autorisée par l'administration réexpéditrice, seront perçus en supplément sur le destinataire.

5. L'expéditeur a le droit d'interdire toute réexpédition en faisant figurer une indication spéciale à cet effet sur le colis et sur la déclaration en douane.

Article XII.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

1. Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse.

Pour ce service, l'administration postale du pays d'origine pourra percevoir la taxe prévue par son règlement intérieur.

2. Les dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article précédent sont applicables à tout colis retourné ou réexpédié par suite de retrait ou de modification d'adresse.

Article XIII.

REBUTS.

1. L'expéditeur d'un colis aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si ce colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit traité de la manière indiquée dans le règlement d'exécution.

2. Si l'expéditeur ne fait pas usage de la faculté prévue au paragraphe précédent, ou si sa demande n'a pas entraîné la remise du colis, les colis qui ne pourront être délivrés seront retournés à l'expéditeur sans préavis à l'expiration d'un délai de trente jours à partir du lendemain de la date de réception au bureau de destination ; les colis refusés par le destinataire seront renvoyés immédiatement.

3. Les dispositions de l'article XI, paragraphes 2 et 4, seront applicables à tout colis réexpédié dans le pays de destination ou retourné à l'origine par suite de non-remise au destinataire.

Les mêmes dispositions seront également applicables à tout colis retourné à l'origine parce qu'il contient des articles prohibés.

4. Les colis qui n'auront pu être délivrés et sur lesquels l'expéditeur aura inscrit l'indication « mettre au rebut » ne seront pas renvoyés ; à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2 ci-dessus, il en sera disposé de la manière prévue par la législation du pays de destination.

Article XIV.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Les objets sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

2. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article XV.

PARCELS WRONGLY ACCEPTED. MISSENT PARCELS.

1. If parcels of which the weight or dimensions exceed the limits allowed have been wrongly accepted and dispatched, they are returned to origin by the Postal Administration to which the parcels were sent.

2. Parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the Postal Administration to which the parcels were missent ; nevertheless, the parcels which cannot be reforwarded to their correct destination are returned to origin.

Insured parcels may not be reforwarded except as insured mail.

3. The parcels mentioned in the two sections above must not be charged by the retransmitting country with Customs or other non-postal charges.

Article XVI.

CANCELANON OF CUSTOMS CHARGES.

The two Postal Administrations agree to urge the services concerned in their countries to cancel Customs and other non-postal charges on parcels which are returned to origin, abandoned by the sender, destroyed because the contents are completely damaged, or redirected to a third country.

Article XVII.

INDEMNITY.

1. Except in the cases mentioned in the next section, the two Postal Administrations are responsible for the loss of insured parcels exchanged between the two countries and for the abstraction of or damage to their contents under the conditions prescribed by the Detailed Regulations.

2. The Postal Administrations are relieved from all responsibility :

(a) In case of parcels of which the addressee or the sender as regards returned parcels has accepted delivery without reservations.

(b) In case of loss or damage through *force majeure*, although either Postal Administration may, at its option and without recourse to the other Administration, pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the Administration in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*.

(c) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or when it is due to the nature of the article.

(e) For parcels which contain prohibited articles.

(f) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents.

(g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

(h) When any request for inquiry or application for indemnity has not been made within the period of one year counting from the day following that of mailing the parcel.

3. The two Postal Administrations will not be responsible for the loss of ordinary parcels exchanged between the two countries nor for the abstraction of or damage to their contents ;

Article XV.

COLIS ADMIS A TORT A L'EXPÉDITION. COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

1. Lorsque des colis, dont le poids ou les dimensions dépassent les limites autorisées, ont été admis à tort à l'expédition, ils sont retournés à l'origine par l'administration postale à destination de laquelle ils ont été envoyés.

2. Les colis envoyés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination véritable par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration postale qui a reçu les colis en fausse direction ; néanmoins, les colis qui ne peuvent être réexpédiés à leur véritable destination sont retournés à l'origine.

Les colis avec valeur déclarée ne peuvent être réexpédiés que sous forme de colis avec valeur déclarée.

3. Les colis mentionnés dans les deux paragraphes ci-dessus ne doivent être soumis par le pays réexpéditeur à aucun droit de douane ni à aucune autre taxe non postale.

Article XVI.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux administrations postales conviennent de demander aux services intéressés de leurs pays d'annuler les droits de douane et autres taxes non postales grevant les colis qui sont renvoyés à l'origine, qui sont abandonnés par l'expéditeur ou détruits pour cause de détérioration totale du contenu, ou qui sont réexpédiés sur un tiers pays.

Article XVII.

INDEMNITÉ.

1. Sauf dans les cas mentionnés au paragraphe suivant, les deux administrations postales sont responsables de la perte des colis avec valeur déclarée échangés entre les deux pays et de la spoliation ou de la détérioration de leur contenu, dans les conditions prescrites par le règlement d'exécution.

2. Les administrations postales déclinent toute responsabilité :

a) Dans le cas de colis dont le destinataire, ou l'expéditeur lorsqu'il s'agit de colis retournés, a accepté la livraison sans formuler de réserves.

b) Lorsqu'il y a eu perte ou avarie résultant d'un cas de force majeure, quoique l'une ou l'autre des deux administrations postales ait la faculté, et sans recourir à l'autre administration, de verser une indemnité pour toute perte ou avarie due à un cas de force majeure, même si l'administration dans le service de laquelle s'est produite la perte ou l'avarie reconnaît que cette perte ou cette avarie était due à un cas de force majeure.

c) Lorsqu'elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

d) Lorsque l'avarie a été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'elle est due à la nature de l'objet.

e) Dans le cas de colis contenant des objets interdits.

f) Dans le cas de colis avec valeur déclarée pour lesquels il a été déclaré frauduleusement une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu.

g) Dans le cas de colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu.

h) Dans le cas où il n'aura été adressé aucune réclamation ou demande d'indemnité dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour de l'expédition du colis.

3. Aucune des deux administrations postales ne sera responsable de la perte de colis ordinaires échangés entre les deux pays ni de la spoliation ou de la détérioration de leur contenu ; toutefois,

but either Administration is at liberty to indemnify for the loss, abstraction, or damage which may occur in its service, without recourse to the other Administration.

4. The two Postal Administrations are not responsible for the loss of the parcels mentioned in Article II, Sections 2 and 3, nor for the abstraction of or damage to their contents unless an arrangement to the contrary is made between the Chiefs of the two Postal Administrations.

Article XVIII.

CREDITS.

1. For each parcel exchanged between the two countries, the Postal Administration of the country of origin shall pay to that of the country of destination the sums indicated in the Detailed Regulations.

2. In case of redirection or of return of parcels from one of the two countries to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other the sums equal to its credits mentioned in the preceding section and the following charges, as the case may be :

(a) Sea rates due to the retransmitting Administration.

(b) Charges which are not canceled by the retransmitting Administration.

(c) Charges due to a third country.

3. As regards parcels originating in one of the two countries and sent through the other to a third country, the Postal Administration of the country of origin shall pay to the intermediate Administration the sums required by the latter.

4. As regards parcels originating in a third country and sent to one of the two countries through the other in open mail, the intermediate Administration shall pay to the Administration of destination the sums indicated in the Detailed Regulations.

Article XIX.

POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XX.

AIR PARCELS. PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

The Chiefs of the two Postal Administrations may come to special arrangements for the exchange of air parcels and of parcels for delivery free of charge.

Article XXI.

STANDARD MONETARY UNIT.

The franc regarded as the monetary unit in the provisions of this Agreement is the gold franc of 100 centimes of a weight of 10/31 of a gram and of a fineness of 0.900.

Article XXII.

TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICE

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Postal Administration may temporarily suspend the Parcel Post Service, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice to the other Administration.

chaque administration aura la faculté, sans consulter l'autre administration, de verser une indemnité pour la perte, la spoliation ou l'avarie qui a pu se produire dans son service.

4. Aucune des deux administrations postales n'est responsable de la perte de colis mentionnés à l'article II, paragraphes 2 et 3, ni de la spoliation ou de la détérioration de leur contenu, à moins qu'il n'en ait été convenu autrement par voie d'arrangement entre les chefs des deux administrations postales.

Article XVIII.

BONIFICATIONS.

1. Pour chaque colis échangé entre les deux pays, l'administration postale du pays d'origine versera à celle du pays de destination les sommes indiquées dans le règlement d'exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un des deux pays à l'autre, l'administration qui aura effectué la réexpédition ou le renvoi réclamera à l'autre les sommes qui lui reviennent en vertu du paragraphe précédent, ainsi que les taxes suivantes, selon le cas :

a) Les taxes maritimes dues à l'administration qui effectue la réexpédition ou le renvoi.

b) Les taxes qui ne sont pas annulées par l'administration qui effectue la réexpédition ou le renvoi.

c) Les taxes dues à un tiers pays.

3. En ce qui concerne les colis en provenance de l'un des deux pays et expédiés à travers le territoire de l'autre à destination d'un tiers pays, l'administration postale du pays d'origine versera à l'administration intermédiaire les sommes exigées par cette dernière.

4. En ce qui concerne les colis en provenance d'un tiers pays et expédiés à destination d'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, par courrier ouvert, l'administration intermédiaire versera à l'administration du pays de destination les sommes indiquées dans le règlement d'exécution.

Article XIX.

INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRESCRITES.

Les colis visés par le présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues par les différents articles.

Article XX.

COLIS TRANSPORTÉS PAR AVION. COLIS FRANCS DE DROITS.

Les chefs des deux administrations postales pourront conclure des arrangements spéciaux pour l'échange de colis par avion et de colis francs de droits.

Article XXI.

UNITÉ MONÉTAIRE.

Le franc considéré comme unité monétaire dans les dispositions du présent arrangement est le franc-or de 100 centimes, du poids de 10/31 de gramme et au titre de 0,900.

Article XXII.

SUSPENSION TEMPORAIRE DE SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, l'une ou l'autre des deux administrations postales pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, à condition d'en donner immédiatement avis à l'autre administration.

Article XXIII.

DETAILED REGULATIONS. APPLICATION OF INTERNAL LEGISLATION.

1. The details necessary for the execution of this Agreement will be fixed in the form of Detailed Regulations between the two Postal Administrations.
2. As regards the items not provided for in this Agreement the internal legislation shall remain applicable in each country.
3. The two Postal Administrations notify each other of their laws, ordinances, and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as all modifications thereof which may be subsequently made.

Article XXIV.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement shall supersede the Convention signed at Washington on the 30th day of June 1904 corresponding to the 30th day of the 6th month of the 37th year of Meizi.
2. This Agreement shall come into force on the 1st day of July 1938 corresponding to the 1st day of the 7th month of the 13th year of Syōwa, and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which one of the two Postal Administrations has given notice to the other of its intention to terminate the Agreement.

Done in duplicate and signed at Tōkyō on the 1st day of the 6th month of the 13th year of Syōwa, and at Washington on the 20th day of June 1938.

(Seal) James A. FARLEY,
Postmaster General
of the United States of America.

Ryntaro NAGAI,
Minister of State
for Communications of Japan.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN.

In accordance with the provisions of Article XXIII, Section 1, of the Parcel Post Agreement between the United States of America and Japan, the two Postal Administrations have agreed as follows :

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND DIMENSIONS.

1. The limits of weight and dimensions of parcels exchanged between the United States of America and Japan are as follows :

(a) Parcels originating in the United States of America addressed to Japan :

Weight, 22 pounds.

Dimensions, greatest length 4 feet on condition that parcels over 42 inches but not over 44 inches long do not exceed 24 inches in girth ; that parcels over 44

Article XXIII.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. APPLICATION DE LA LÉGISLATION INTÉRIEURE.

1. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations postales dans un règlement d'exécution.
2. En ce qui concerne les questions non prévues dans le présent arrangement, la législation intérieure restera applicable dans chaque pays.
3. Les deux administrations postales se communiqueront mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs relatifs à l'échange de colis postaux, ainsi que toutes modifications qui pourraient ultérieurement y être apportées.

Article XXIV.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement remplace la Convention signée à Washington le 30 juin 1904, qui correspond au 30^e jour du 6^e mois de la 37^e année de Meizi.
2. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938, qui correspond au 1^{er} jour du 7^e mois de la 13^e année de Syōwa, et restera valable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des deux administrations postales aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire à Tokio, le 1^{er} jour du 6^e mois de la 13^e année de Syōwa, et à Washington, le 20 juin 1938.

(Sceau) James A. FARLEY,
*Directeur général des Postes
des Etats-Unis d'Amérique.*

Ryntaro NAGAI,
*Ministre d'Etat du Japon
pour les Communications.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LE JAPON.

Conformément aux dispositions de l'article XXIII, paragraphe premier, de l'Arrangement relatif à l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, les deux administrations postales sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les limites de poids et de dimensions des colis échangés entre les Etats-Unis d'Amérique et le Japon sont les suivantes :

a) Colis en provenance des Etats-Unis d'Amérique et à destination du Japon :

Poids : 22 livres.

Dimensions : plus grande longueur, 4 pieds, à condition que les colis dont la longueur dépasse 42 pouces mais non 44 pouces, ne mesurent pas plus de 24 pouces

inches but not over 46 inches long do not exceed 20 inches in girth ; that parcels over 46 inches but not over 4 feet long do not exceed 16 inches in girth ; and that parcels up to 3½ feet in length do not exceed 6 feet in length and girth combined.

(b) Parcels originating in Japan addressed to the United States of America :

Weight, 10 kilograms.

Dimensions, length on one side 1 meter 25 on condition that parcels not over 5 kilograms in weight do not exceed 60 cubic decimeters in volume and that parcels over 5 kilograms but not over 10 kilograms in weight do not exceed 80 cubic decimeters in volume.

2. The viewpoint of the dispatching office in regard to the exact calculation of the weight and the dimensions must be considered as prevailing except in case of obvious error.

Article 2.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself or on a label or tag firmly attached thereto. It is not allowed to write with initials the name and address of the sender or addressee, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees which is generally understood. Addresses in pencil are also not allowed, except those written with copying ink on a surface previously dampened.

A slip bearing the name and address of the sender and the addressee must be enclosed in the parcel when the address is written on a label which is not gummed to the parcel. It is advisable that such slips be enclosed in all parcels.

2. Parcels must be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents and so effectually that it is impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation ; in particular, when the contents consist of precious metal, articles of metal or heavy goods, it is essential that stout metal boxes or wooden cases at least one centimeter (2/5 inch) thick should be used for packing.

Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal, of strong wood, or strong corrugated cardboard, or of strong fibreboard, or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in case of breakage.

Powders and dyes in powder form must be packed in lead-sealed metal containers, which containers must be enclosed in substantial outer covers so as to obviate all damage to the accompanying mail matter.

3. Insured parcels must be sealed by means of wax, by lead or other seals. Either Administration may require a special design or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed in its service.

Article 3.

CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel, on a special form provided for the purpose by the Administration of origin.

The Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, the actual weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 44 pouces mais non 46 pouces ne mesurent pas plus de 20 pouces de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 46 pouces mais non 4 pieds ne mesurent pas plus de 16 pouces de pourtour ; et que les colis jusqu'à 3 pieds $\frac{1}{2}$ de longueur ne dépassent pas 6 pieds, longueur et pourtour réunis.

b) Colis en provenance du Japon et à destination des Etats-Unis d'Amérique :

Poids : 10 kg.

Dimensions : longueur d'un côté, 1 m. 25, à condition que les colis qui ne pèsent pas plus de 5 kg. n'aient pas un volume supérieur à 60 dm³ et que les colis qui pèsent plus de 5 kg., mais pas plus de 10 kg., n'aient pas un volume supérieur à 80 dm³.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions, les indications fournies par le bureau expéditeur prévaudront, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être inscrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même, ou sur une étiquette adhérente au colis ou attachée solidement à ce dernier. Il est interdit de n'indiquer que par des initiales le nom et l'adresse de l'expéditeur ou du destinataire, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire. Les adresses écrites au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encre sur un fonds préalablement mouillé.

Une feuille portant le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire doit être insérée dans le colis, lorsque l'adresse est écrite sur une étiquette qui n'est pas adhérente au colis. Il est recommandé d'insérer une feuille portant ces indications dans tous les colis.

2. Les colis doivent être emballés d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu, de telle sorte qu'on ne puisse toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation. En particulier, lorsque le contenu consiste en métaux précieux, en articles de métal ou objets lourds, il est indispensable d'employer pour l'emballage des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois ayant au moins un centimètre ($\frac{2}{5}$ de pouce) d'épaisseur.

Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le deuxième (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé solide ou en fibre de bois solide, ou tout autre récipient de résistance équivalente), il doit être réservé un espace rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

Les poudres et les teintures en poudre doivent être emballées dans des récipients en métal soudés qui doivent eux-mêmes être enfermés dans des emballages solides de manière à empêcher tout dégât aux autres correspondances.

3. Les colis avec valeur déclarée doivent être scellés avec des cachets de cire, des plombs, ou de toute autre manière. Chacune des deux administrations peut exiger une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets scellant les colis avec valeur déclarée expédiés dans son service.

Article 3.

DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira pour chaque colis une déclaration en douane sur une formule spéciale fournie à cet effet par l'administration du pays d'origine.

La déclaration en douane indiquera la nature du colis, la composition exacte et détaillée de son contenu, le montant exact et détaillé de sa valeur, la date d'expédition, le poids effectif, le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, et sera solidement attachée au colis.

2. When more than one ordinary parcel is mailed simultaneously by the same sender to the same addressee at the same address, the sender may prepare only one Customs declaration for the parcels, which Customs declaration shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding section, the total number of the relative parcels and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels shall be clearly marked in such case with a fractional number, the denominator of which will indicate, in arabic figures, the total number of the relative parcels, and the numerator the serial number of the parcel.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

Article 4.

INDICATION OF INSURED PARCELS.

1. On the address side, each insured parcel must bear a label with the words " Insured " or " Valeur déclarée ", or be stamped or marked with the same words in close proximity to the number given the parcel.

2. The insured parcels must bear an indication of the amount of the insured value, mentioned fully and legibly in the currency of the country of origin and in roman letters. This amount must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin and the result of conversion is added below the original description. The amount of the insured value must also be indicated on the Customs declaration.

3. The exact weight of each insured parcel must be entered by the office of origin on the address side of the parcel.

Article 5.

ADVICE OF DELIVERY. INQUIRY.

1. As to a parcel for which an advice of delivery is asked, the office of origin impresses on the address side of the parcel and on the Customs declaration with a stamp, the letters or words " A. R. " or " Avis de réception ". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill up an advice of delivery form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having duly filled up the advice of delivery form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for an advice of delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration duly fills up an advice of delivery form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel. This inquiry form is treated according to the provisions of Section 5 below, except that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form and returns the advice of delivery form to origin in the manner prescribed by the preceding section.

4. When the sender makes inquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action is taken in accordance with the rules laid down in the preceding section. In that case, a second fee is not charged, and the office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration enters at the top of the advice of delivery form the words " Duplicate of the advice of delivery ".

5. When the sender requests an inquiry for the parcel, the office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration fills up an inquiry form and sends it to the office of destination or to any other office appointed by the Administration of destination accompanied, whenever possible, by a facsimile of the address of the parcel. If the service of the country of destination is in a position to furnish information as to the ultimate disposal of the parcel, it completes the form and returns it to the office of the country of origin from which the form has

2. Lorsqu'un même expéditeur envoie simultanément au même destinataire et à la même adresse plus d'un colis ordinaire, l'expéditeur pourra n'établir pour tous les colis qu'une seule déclaration en douane, qui indiquera, outre les renseignements spécifiés dans le paragraphe précédent, le nombre total des colis compris dans l'envoi et qui sera solidement attachée à l'un de ces colis. Dans ce cas, les colis seront marqués visiblement d'une fraction dont le dénominateur en chiffres arabes représentera le nombre total des colis compris dans l'envoi et le numérateur le numéro d'ordre du colis.

3. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations en douane.

Article 4.

DÉSIGNATION DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

1. Les colis avec valeur déclarée devront porter du côté de la suscription et à proximité immédiate du numéro d'ordre du colis, une étiquette, un timbre ou une marque avec les mots « Insured » ou « Valeur déclarée ».

2. Les colis avec valeur déclarée doivent porter l'indication du montant de la valeur déclarée, inscrit en toutes lettres et lisiblement dans la monnaie du pays d'origine, en caractères latins. Ce montant doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine, et le résultat de la conversion doit être indiqué au-dessous de l'inscription originale. Le montant de la valeur déclarée doit également être indiqué sur la déclaration en douane.

3. Le poids exact de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit sur le colis par le bureau d'origine, du côté de la suscription.

Article 5.

AVIS DE RÉCEPTION. RÉCLAMATIONS.

1. Dans le cas d'un colis pour lequel un avis de réception est demandé, le bureau d'origine doit imprimer sur le colis, du côté de la suscription, et sur la déclaration en douane, avec un timbre, les lettres ou les mots « A.R. » ou « Avis de réception ». Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplira une formule d'avis de réception et la fixera au colis. Si cette formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établira un duplicata.

2. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule d'avis de réception, la renvoie en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation ou sont mentionnés les détails concernant la transmission du colis. Cette formule de réclamation est traitée conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-dessous ; toutefois, dans les cas où le colis a été régulièrement délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et retourne la formule d'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe précédent.

4. Lorsque l'expéditeur fait une réclamation au sujet d'un avis de réception qui ne lui a pas été retourné après un délai raisonnable, les dispositions prescrites au paragraphe précédent sont prises. Dans ce cas, il n'est pas perçu de nouveau droit, et le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice inscrit en tête de la formule d'avis de réception les mots « Duplicata de l'avis de réception ».

5. Lorsque l'expéditeur demande des renseignements sur le sort du colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplit une formule de réclamation et l'envoie au bureau de destination ou à tout autre bureau désigné par l'administration destinataire, accompagnée chaque fois qu'il est possible d'un fac-similé de l'adresse figurant sur le colis. Si le service du pays de destination est en mesure de fournir des renseignements au sujet du sort du colis, il remplit la formule et la renvoie au bureau du pays d'origine d'où la formule avait

been forwarded. When the disposal of the parcel cannot be established by the service of the country of destination, the fact is recorded on the form and the form is returned accompanied, whenever possible, by a declaration from the addressee certifying that he has not received the parcel.

Article 6.

TRANSIT PARCELS.

Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

Article 7.

METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. Parcels shall be exchanged, in bags duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels exchanged direct between the two countries shall be enclosed in separate bags from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of bags containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article 8.

RECEPTACLES.

1. The two Administrations shall provide their respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or the country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty and without charge to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. The returning Administration shall repay to the Administration of origin the value of any bags which it fails to return.

Article 9.

BILLING OF PARCELS.

1. Ordinary parcels and insured parcels exchanged direct between the two countries are entered on separate parcel bills.

The ordinary parcels are entered on the parcel bills to show the total number of the parcels and the total net weight thereof, while redirected or returned parcels are entered individually.

The insured parcels are entered individually on the parcel bills to show their numbers, the name of the office of origin, and their total net weight.

The entry on the parcel bills of any redirected or returned parcel must be followed by the word "Redirected" or "Returned" together with the detailed statement of charges which may be additionally collected, in the "Observations" column.

2. Transit parcels sent *à découvert* are entered individually on the parcel bills separate from those mentioned in the preceding section.

3. The amount to be credited must be totaled and shown on each parcel bill. The total number of bags comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

été envoyée. Lorsque le service du pays de destination ne peut rendre compte du sort du colis, le fait est indiqué sur la formule et celle-ci est renvoyée, accompagnée, chaque fois qu'il est possible, d'une déclaration du destinataire attestant qu'il n'a pas reçu le colis.

Article 6.

COLIS EN TRANSIT.

Chaque administration fera connaître à l'autre les pays à destination desquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire, et le montant des taxes qui lui seront dues pour ce service ainsi que toutes autres conditions.

Article 7.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés, dans des sacs dûment fermés et scellés, par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée échangés directement entre les deux pays seront expédiés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs contenant les colis avec valeur déclarée porteront les marques distinctives qui seront de temps à autre arrêtées d'un commun accord.

Article 8.

SACS POSTAUX.

1. Les deux administrations fourniront les sacs nécessaires au transport de leurs colis, et chaque sac portera le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs seront retournés vides et sans frais au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides à retourner seront expédiés par paquets de dix, neuf sacs renfermés dans le dixième. Le nombre total de sacs retournés sera signalé sur les feuilles de route correspondantes.

3. L'administration réexpéditrice remboursera à l'administration d'origine la contre-valeur de tout sac manquant.

Article 9.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée échangés directement entre les deux pays figureront sur des feuilles de route séparées.

Pour les colis ordinaires, on inscrira sur les feuilles de route le nombre total des colis et leur poids net total ; les colis réexpédiés ou retournés seront inscrits séparément.

Les colis avec valeur déclarée seront inscrits séparément sur les feuilles de route, avec l'indication de leur numéro d'ordre, du nom du bureau d'origine et de leur poids net total.

L'inscription sur les feuilles de route d'un colis réexpédié ou retourné devra être suivie du mot « Redirected » (réexpédié) ou « Returned » (retourné). Les taxes supplémentaires qui pourront être perçues seront indiquées en détail dans la colonne « Observations ».

2. Les colis en transit expédiés à découvert seront inscrits individuellement sur les feuilles de route. Ces inscriptions seront distinctes de celles qui concernent les colis mentionnés au paragraphe précédent.

3. Le montant total des sommes à bonifier devra être indiqué sur chaque feuille de route. Le nombre total de sacs constituant chaque envoi devra également être indiqué sur les feuilles de route.

4. Each dispatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

5. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the bags. The bag containing the parcel bill is designated by the letter " F " traced in a conspicuous manner on the label.

Article 10.

CHECKING OF PARCELS.

1. The office of exchange which has received a parcel mail shall check the parcels and the accompanying bills. If a parcel is missing or any other irregularity is noted, it shall be immediately reported to the dispatching office of exchange by means of a bulletin of verification. The report of such a serious irregularity as to involve the responsibility of the respective Administration shall be accompanied by such vouchers as the strings, wax, or lead seals used for closing the bag which contained the parcels, if they are available.

If no report is made by the next mail, it will be assumed that the mail has been received in proper order until the contrary is proved.

2. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the dispatching office of exchange from which the dispatch was received.

3. If any parcel which is in the course of transmission is observed to bear evidence of violation or damage, it must have the facts noted on it and be marked with the stamp of the office making the note, or a document drawing attention to the violation or damage must be annexed to the parcel.

Article 11.

RECALL. CHANGE OF ADDRESS.

1. For requests for recall or change of address of parcels, the sender, in handing the application to the post office of origin, must prove his identity and produce the certificate of mailing or the receipt of the parcel, if any. After proof of identity, for which the Administration of origin assumes responsibility, the procedure is as follows :

(a) If the request is meant to be sent by post, the application, together with an exact facsimile of the address of the parcel, is dispatched in a registered cover directly to the office of destination or to any other office appointed by the Administration of destination.

(b) If the request is to be made by telegraph, the terms of the request are transmitted by telegraph to the office of destination or to any other office appointed by the Administration of destination. In case of the request for change of address of an insured parcel, the request must be confirmed by the first mail in the manner prescribed by the preceding paragraph. In this case, the words " Confirmation of the telegraphic request for the change of address " must be shown on the upper part of the application.

2. The office which has received the request mentioned in the preceding section searches for the parcel in question and takes the necessary action.

3. If the search is fruitless, or if the parcel has already been delivered to the addressee, or if the request by telegraph is not explicit enough to permit the parcel to be surely recognized, the fact is reported at once to the office from which the request was forwarded and which informs the applicant accordingly.

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche, en commençant chaque année une série nouvelle pour chaque bureau d'échange de destination. Le dernier numéro de chaque année sera indiqué sur la feuille de route du premier envoi de l'année suivante.

5. Les feuilles de route seront établies en double exemplaire. L'original sera envoyé dans le courrier régulier, et le duplicata sera inséré dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route est désigné par la lettre « F » tracée de façon apparente sur l'étiquette.

Article 10.

VÉRIFICATION DES COLIS.

1. Le bureau d'échange qui reçoit un courrier de colis procède à la vérification des colis et des feuilles de route qui les accompagnent. Si un colis est manquant ou s'il est constaté une autre irrégularité, le fait sera signalé immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Toute notification d'une irrégularité assez grave pour engager la responsabilité des administrations respectives sera accompagnée, si possible, de pièces justificatives telles que ficelles, cachets de cire ou plombs utilisés pour fermer le sac qui contenait les colis.

S'il n'est pas signalé d'irrégularité par le courrier suivant, on considérera, jusqu'à preuve du contraire, que le courrier a été trouvé régulier.

2. Si une feuille de route manque, un duplicata sera établi et une copie en sera envoyée au bureau d'échange expéditeur duquel a été reçu l'envoi.

3. Si l'on constate qu'un colis en cours de transmission porte des traces de violation ou d'avarie, on signalera le fait sur le colis et l'on y apposera le timbre du bureau ayant effectué l'indication, ou l'on joindra au colis un document attirant l'attention sur la violation ou l'avarie.

Article 11.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

1. Pour les demandes de retrait ou de modification d'adresse d'un colis, l'expéditeur, en remettant la demande au bureau de poste d'origine, devra établir son identité et produire le certificat de dépôt ou, le cas échéant, le récépissé du colis. Une fois constatée l'identité, pour laquelle l'administration d'origine est responsable, on procède comme suit :

a) Si la demande doit être expédiée par la poste, elle sera envoyée, avec un fac-similé exact de l'adresse qui figurait sur le colis, sous pli recommandé, directement au bureau de destination ou à tout autre bureau désigné par l'administration de destination.

b) Si la demande doit être faite par télégraphe, les termes en seront transmis par télégraphe au bureau de destination ou à tout autre bureau désigné par l'administration de destination. En cas de demande de changement d'adresse d'un colis avec valeur déclarée, la demande doit être confirmée par le premier courrier de la manière prescrite au paragraphe précédent. Dans ce cas, les mots « Confirmation de la demande télégraphique de changement d'adresse » devront figurer dans le haut de la demande.

2. Le bureau qui a reçu la demande mentionnée au paragraphe précédent procède aux recherches concernant le colis en question et prend les dispositions nécessaires.

3. Si les recherches restent sans résultat, si le colis a déjà été remis au destinataire ou si la demande télégraphique n'est pas assez claire pour permettre d'identifier le colis avec certitude, le fait est signalé immédiatement au bureau d'où émane la demande et celui-ci informe en conséquence le requérant.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. The sender of a parcel may request at the time of mailing that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination, or (c) returned immediately.

If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the address side of the parcel and on the relative Customs declaration and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

- “ If not deliverable as addressed ‘ Abandon. ’ ”
 “ If not deliverable as addressed ‘ Deliver to..... ’ ”
 “ If not deliverable as addressed ‘ Return immediately. ’ ”

2. The parcels to be returned as undeliverable to the country of origin shall be marked to show the reason for non-delivery.

3. If a parcel, for any reason, is neither delivered as addressed nor returned to origin, the Administration of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Article 13.

SALE. DESTRUCTION.

When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article XIV of the Agreement, a report of the sale or destruction is prepared. A copy of the report, together with the Customs declaration, is forwarded to the office of origin.

Article 14.

PARCELS WRONGLY ACCEPTED. MISSENT PARCELS.

1. When parcels exceeding the limits of weight and dimensions allowed or missent parcels are returned to origin, the returning Administration refunds to the dispatching Administration the amount credited for the parcel and reports the irregularity by means of a bulletin of verification.

2. When missent parcels are reforwarded to their proper destination, and if the amount credited to the reforwarding Administration is insufficient to cover the expenses of the onward transmission, the reforwarding Administration claims from the dispatching Administration the amount of the deficiency, and reports the reason for the claim by means of a bulletin of verification.

Article 15.

INDEMNITY.

1. On the basis of the provisions of Article XVII of the Agreement, the sender is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss of an insured parcel and of the abstraction of or damage to its contents.

Article 12.

REBUTS.

1. L'expéditeur d'un colis aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que, si ce dernier ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit *a)* traité comme colis tombé en rebut, ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination, ou *c)* immédiatement renvoyé.

Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le colis, du côté de la suscription, et sur la déclaration en douane, la formule utilisée devant être la suivante ou une formule analogue :

- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée abandonner. »
 « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée remettre à..... »
 « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée renvoyer immédiatement à l'expéditeur. »

2. Les colis non délivrés à renvoyer au pays d'origine porteront l'indication de la cause pour laquelle ils n'ont pu être remis.

3. Si pour une raison quelconque un colis n'est ni remis à l'adresse indiquée ni renvoyé à l'origine, l'administration d'origine sera informée d'une manière précise du sort fait au colis.

Article 13.

VENTE. DESTRUCTION.

Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article XIV de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée de la déclaration en douane, est transmise au bureau d'origine.

Article 14.

COLIS ADMIS A TORT A L'EXPÉDITION. COLIS ENVOYÉS EN FAUSSE DIRECTION.

1. Lorsque des colis dépassant les limites de poids et de dimensions autorisées ou des colis envoyés en fausse direction sont renvoyés à l'origine, l'administration qui effectue le renvoi rembourse à l'administration expéditrice le montant crédité pour le colis et signale l'irrégularité au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsque des colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination, et lorsque le montant crédité à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais d'acheminement des colis, l'administration réexpéditrice reprend sur l'administration expéditrice le montant de la différence et indique les raisons de cette reprise dans un bulletin de vérification.

Article 15.

INDEMNITÉ.

1. Aux termes des dispositions de l'article XVII de l'arrangement, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant au montant effectif de la perte subie du fait de la perte d'un colis avec valeur déclarée et de la spoliation ou de l'avarie de son contenu.

Indemnity is paid to the addressee when he claims it, either after making reservations when accepting delivery of a pilfered or damaged parcel, or if he proves that the sender has waived his rights in his favour.

When an insured parcel is redirected or returned to a third country from one of the two countries, the sender, in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the redirection or return of the parcel, can lay claim only to the indemnity which the Administration of the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that Administration is obligated to pay in accordance with the agreement made between the Administrations of the countries directly interested in the redirection or return.

2. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price or, in the absence of current price, the ordinary estimated value) at the time and place of mailing of the parcel, provided in any case that the indemnity shall not exceed the amount for which the parcel was insured.

Indirect loss or loss of profits is not taken into consideration.

In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to return of the postal charges which have been paid. However, the insurance fees are not returned in any case.

3. The obligation of paying the indemnity shall rest with the Administration to which the office of origin is subordinate, provided that, in the case where the indemnity is paid to the addressee in accordance with the second paragraph of the first section, it shall rest with the Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

4. The payment of indemnity shall be made as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the paying Administration may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the parcel in question or the responsibility incurred.

5. The Administration which undertakes the payment of indemnity is authorized to pay indemnity on behalf of the Administration which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

6. Responsibility for loss, abstraction, or damage of a parcel discovered by the receiving office of exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the dispatching office of exchange by bulletin of verification, shall fall upon the Administration to which the dispatching office of exchange is subordinate unless it be proved that the damage occurred in the service of the receiving Administration.

7. Until the contrary is proved, responsibility for a parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any observation and being furnished with all necessary particulars for inquiry, is unable to show its proper disposition.

8. If the loss, abstraction, or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to ascertain in which service the irregularity took place, the Administrations concerned bear the loss in equal shares.

9. The Administration responsible or on whose account payment is made in accordance with Section 5 is bound to repay to the Administration making payment on its behalf, without delay and within not more than nine months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

10. Repayments are to be made free of cost to the creditor Administration by means of either a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

L'indemnité est versée au destinataire lorsqu'il la réclame, soit s'il a formulé des réserves en acceptant la livraison d'un colis spolié ou endommagé, soit s'il prouve que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

Lorsqu'un colis avec valeur déclarée est réexpédié ou renvoyé de l'un des deux pays à un tiers pays, l'expéditeur, en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenant après la réexpédition ou le renvoi du colis, ne peut réclamer que l'indemnité que l'administration du pays dans lequel a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou que cette administration est tenue de payer, conformément à l'arrangement conclu entre les administrations des pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi.

2. Le montant de l'indemnité est calculé d'après la valeur effective (prix courant ou, en l'absence de prix courant, valeur ordinaire d'estimation) à l'époque et au lieu de l'expédition du colis, cette indemnité ne pouvant en aucun cas dépasser le montant pour lequel le colis a été assuré.

Les pertes indirectes ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit au remboursement des frais d'affranchissement qu'il a supportés. Toutefois, les droits d'assurance ne seront remboursés en aucun cas.

3. L'obligation de payer l'indemnité incombera à l'administration dont relève le bureau d'origine ; toutefois, dans les cas où l'indemnité est payée au destinataire, conformément aux dispositions du deuxième alinéa du premier paragraphe, elle incombera à l'administration de destination.

L'administration qui effectue le paiement se réserve le droit de reprendre la somme payée par elle sur l'administration responsable.

4. Le paiement de l'indemnité aura lieu aussitôt que possible et au plus tard dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour où la demande a été présentée.

Toutefois, l'administration à laquelle incombe le paiement pourra, à titre exceptionnel, le différer au delà du délai stipulé si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas pu établir ce qu'était devenu le colis en question ni déterminer la responsabilité engagée.

5. L'administration qui effectue le paiement de l'indemnité est autorisée à payer l'indemnité pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, aura laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

6. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis constatée par le bureau d'échange destinataire au moment de l'ouverture des sacs postaux et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification, la responsabilité incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que le dommage s'est produit dans le service de l'administration qui a reçu le colis.

7. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité d'un colis incombera à l'administration qui, ayant pris livraison du colis sans formuler d'observation, et étant mise en possession de tous les renseignements nécessaires à une enquête, ne pourra établir qu'elle en a disposé comme il convenait.

8. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans quel service l'irrégularité a eu lieu, les administrations intéressées supportent la perte par parties égales.

9. L'administration responsable ou pour le compte de laquelle l'indemnité aura été payée conformément au paragraphe 5 est tenue d'en rembourser le montant à l'administration qui aura effectué le paiement pour son compte, sans retard et dans un délai de neuf mois au maximum après avoir été avisée du paiement.

10. Les remboursements sont effectués sans frais pour l'administration créditrice, par mandat de poste ou par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créateur, ou par tout autre moyen qui aura pu être convenu par échange de correspondance.

Article 16.

PAYMENT.

1. The amounts to be paid by the Administration of origin to that of destination, in accordance with the provisions of Article XVIII, Section 1, of the Agreement are as follows :

A. In the case of parcels originating in the United States of America :

(a) Parcels for Japan proper and for any of its dependencies (Tyōsen, Taiwan, Karahuto, the Leased Territory of Kwantung, the South Manchuria Railway Zone, and the South Sea Islands under Japanese Mandate), which are dispatched directly thereto, 20 centimes per pound or fraction thereof.

(b) Parcels for one of the Japanese dependencies sent through Japan proper, 40 centimes per pound or fraction thereof.

For an insured parcel, 10 centimes shall be paid in addition for each parcel mentioned under (a) and 40 centimes for each parcel mentioned under (b).

B. In the case of parcels originating in Japan :

(a) Parcels for the United States proper and for Alaska, which are dispatched directly thereto, 32 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(b) Parcels for Guam, Samoa, Hawaii, Puerto Rico, United States Virgin Islands, which are dispatched directly thereto, 16 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(c) Parcels for Alaska sent to Seattle, 64 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(d) Parcels for Alaska sent to any United States port except Seattle, 100 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(e) Parcels for Puerto Rico or the United States Virgin Islands sent through the United States, 84 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(f) Parcels for Guam sent to San Francisco and parcels for Samoa and Hawaii sent to San Francisco or to San Pedro, 48 centimes per 455 grams or fraction thereof.

(g) Parcels for Guam sent to any United States port except San Francisco and parcels for Samoa and Hawaii sent to any United States port except San Francisco or San Pedro, 84 centimes per 455 grams or fraction thereof.

For an insured parcel, 10 centimes shall be paid in addition for each parcel mentioned under (a) and (b) and 30 centimes for each parcel mentioned under (c), (d), (e), (f), and (g).

2. For parcels originating in a third country and sent *à découvert* to one of the two countries through the other, the intermediary Administration shall pay to the Administration of destination the amounts equal to those fixed by the preceding section.

3. The allocation or claim of the amounts mentioned in the preceding two sections and in Article XVIII, Sections 2 and 3, of the Agreement shall be made by means of parcel bills.

Article 17.

ACCOUNTING.

1. Each Administration shall prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration.

Article 16.

PAIEMENTS.

1. Les sommes à payer par l'administration d'origine à l'administration de destination, conformément aux dispositions de l'article XVIII, paragraphe premier, de l'arrangement, sont les suivantes :

A. Pour les colis en provenance des Etats-Unis d'Amérique.

a) Colis à destination du Japon proprement dit et de l'une quelconque de ses dépendances (Tyōsen, Taiwan, Karahuto, Territoire à bail du Kouan-Toung, Zone du chemin de fer de la Mandchourie du Sud, et îles de la Mer du Sud sous mandat japonais), qui y sont expédiés directement, 20 centimes par livre ou fraction de livre.

b) Colis à destination d'une des dépendances japonaises, expédiés à travers le territoire du Japon proprement dit, 40 centimes par livre ou fraction de livre.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, il sera acquitté un droit supplémentaire de 10 centimes par colis pour les colis de la catégorie *a)*, et de 40 centimes par colis pour les colis de la catégorie *b)*.

B. Pour les colis en provenance du Japon :

a) Colis à destination des Etats-Unis proprement dits et de l'Alaska, qui y sont expédiés directement, 32 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

b) Colis à destination de Guam, de Samoa, des îles Hawaï, de Porto-Rico, des îles Vierges des Etats-Unis, qui y sont expédiés directement, 16 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

c) Colis à destination de l'Alaska, expédiés à Seattle, 64 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

d) Colis à destination de l'Alaska, expédiés à l'un quelconque des ports des Etats-Unis, à l'exception de Seattle, 100 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

e) Colis à destination de Porto-Rico ou des îles Vierges des Etats-Unis, expédiés à travers le territoire des Etats-Unis, 84 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

f) Colis à destination de Guam, expédiés à San-Francisco, et colis à destination de Samoa et des îles Hawaï, expédiés à San-Francisco ou à San-Pedro, 48 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

g) Colis à destination de Guam, expédiés à l'un quelconque des ports des Etats-Unis sauf San-Francisco, et colis à destination de Samoa et des îles Hawaï, expédiés à l'un quelconque des ports des Etats-Unis, à l'exception de San-Francisco et de San-Pedro, 84 centimes par 455 grammes ou fraction de 455 grammes.

Pour les colis avec valeur déclarée, il sera perçu un droit supplémentaire de 10 centimes par colis des catégories *a)* et *b)* et de 30 centimes par colis des catégories *c)*, *d)*, *e)*, *f)* et *g)*.

2. Pour les colis en provenance d'un tiers pays, expédiés à découvert à destination de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, l'administration intermédiaire paiera à l'administration de destination les montants fixés dans le paragraphe précédent.

3. L'attribution ou la réclamation des montants mentionnés aux deux paragraphes précédents et aux paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII de l'arrangement s'effectuera au moyen de feuilles de route.

Article 17.

COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration établira un état trimestriel des sommes dues par l'autre administration pour les colis envoyés par celle-ci.

2. These accounts accompanied by the parcel bills and, if any, copies of bulletins of verification relating thereto shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the quarter following the quarter to which they relate.

3. The compilation, transmission, and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

4. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts drawn on the capital or one of the commercial towns of the creditor country, or in any other manner which may from time to time be agreed upon between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

Article 18.

MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other all items necessary for carrying out the exchange of parcels.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate and signed at Tōkyō on the 1st day of the 6th month of the 13th year of Syōwa, and at Washington on the 20th day of June 1938.

(Seal) James A. FARLEY,
Postmaster General
of the United States of America.

Ryntaro NAGAI,
Minister of State
for Communications of Japan.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between Japan and the United States of America concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Tokyo on June 1st, 1938, and at Washington on June 20th, 1938.

James A. Farley,
Postmaster General.

2. Ces états accompagnés des feuilles de route et, s'il y a lieu, des copies des bulletins de vérification y afférents seront envoyés à l'administration correspondante pour examen, dans le courant du trimestre qui suivra celui auquel ils se rapportent.

3. L'établissement, l'envoi et l'acceptation des comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard avant la fin du trimestre suivant.

4. Le paiement des soldes de ces comptes entre les deux administrations s'effectuera au moyen de traites sur la capitale ou sur l'une des villes commerciales du pays créditeur, ou de toute autre manière qui pourra de temps à autre être convenue entre les deux administrations, les frais afférents au paiement étant à la charge de l'administration débitrice.

Article 18.

NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront l'une à l'autre tous les renseignements nécessaires pour effectuer l'échange des colis.

Le présent règlement d'exécution entrera en application le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif aux colis postaux et aura la même durée que ledit arrangement. Toutefois, les administrations intéressées pourront d'un commun accord en modifier de temps à autre les dispositions.

Fait en double exemplaire et signé à Tokio, le 1^{er} jour du 6^e mois de la 13^e année de Syōwa, et à Washington, le 20 juin 1938.

(*Sceau*) James A. FARLEY,
*Directeur général des Postes
des Etats-Unis d'Amérique.*

Ryntaro NAGAI,
*Ministre d'Etat du Japon
pour les Communications.*

N° 4435.

FINLANDE ET NORVÈGE

Avenant au Traité de commerce du
11 novembre 1930 entre les deux
pays. Signé à Helsinki, le 21 juillet
1937.

FINLAND AND NORWAY

Additional Agreement to the Treaty
of Commerce of November 11th,
1930, between the Two Countries.
Signed at Helsinki, July 21st,
1937.

N^o 4435. — AVENANT ¹ AU TRAITÉ DE COMMERCE DU 11 NOVEMBRE 1930 ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 21 JUILLET 1937.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Norvège et de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 14 septembre 1938.

Les dispositions de la section I, § 2, du Protocole additionnel au Traité ² de commerce du 11 novembre 1930 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article premier.

Sur toute l'étendue de la frontière entre la Norvège et la Finlande, les habitants de la frontière proprement dits seront, aux conditions mentionnées aux articles suivants, autorisés à importer en franchise de douane d'un pays à l'autre des marchandises destinées exclusivement à leur usage personnel ou à celui de leurs familles, et dont ils effectuent eux-mêmes le transport.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit de désigner elle-même ceux de ses habitants qui devront être considérés comme habitants de la frontière proprement dits. Ceux-ci seront munis d'une carte de frontière.

Article 2.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront décider que les personnes désirant bénéficier de la franchise de douane, conformément aux dispositions de l'article précédent, devront en outre être munies d'un livret de contrôle. Ce dernier devra contenir une déclaration, signée sur la foi et l'honneur par le titulaire, portant que les marchandises qu'il désire introduire en franchise sont destinées à son usage personnel ou à celui de sa famille. Dans ledit livret doit être inscrite toute quantité de marchandises importées en franchise.

Article 3.

Les marchandises suivantes seront admises en franchise à l'importation en Norvège, dans la limite des quantités et valeurs indiquées ci-dessous :

a)	Pain	5 kg.
b)	Lard	5 kg.
c)	Café et succédanés du café	2 kg.
d)	Riz	2 kg.
e)	Sucre	3 kg.

¹ Entré définitivement en vigueur le 14 juin 1938.

² Vol. CXXX, page 17, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4435. — ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE TREATY OF COMMERCE OF NOVEMBER 11TH, 1930, BETWEEN FINLAND AND NORWAY. SIGNED AT HELSINKI, JULY 21ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Norway and Finland to the League of Nations. The registration of this Additional Agreement took place September 14th, 1938.

The provisions of Section I, paragraph 2, of the Additional Protocol to the Treaty³ of Commerce of November 11th, 1930, are hereby cancelled and replaced by the following provisions :

Article 1

Throughout the frontier between Norway and Finland, *bona fide* inhabitants of the frontier zone shall be entitled, subject to the conditions hereinafter provided, to import free of Customs duties from one country to the other goods intended exclusively for their personal use or for that of their families, which they themselves carry with them.

Each of the two Contracting Parties reserves to itself the right to decide which of its inhabitants are to be regarded as *bona fide* inhabitants of the frontier zone. *Bona fide* inhabitants of the frontier zone shall be provided with frontier cards.

Article 2.

The competent authorities of either Contracting Party may decide that persons desirous of obtaining exemption from Customs duties under the preceding Article must further be provided with a control book containing a declaration, signed by the holder on his faith and honour, to the effect that the goods he desires to bring in duty free are intended for his personal use or for that of his family, and to require all goods imported duty free to be entered in the said book.

Article 3.

The following goods shall be admitted free of Customs duties when imported into Norway, up to the quantities or values indicated below :

(a)	Bread	5 kg.
(b)	Bacon	5 kg.
(c)	Coffee and coffee substitutes	2 kg.
(d)	Rice	2 kg.
(e)	Sugar.	3 kg.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came finally into force June 14th, 1938.

³ Vol. CXXX, page 17, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

- f) Tissus et autres articles textiles et en cuir produits par l'industrie domestique finlandaise ainsi que chaussures en cuir de fabrication finlandaise — d'une valeur totale ne dépassant pas 20 couronnes.
- g) Autres marchandises — d'une valeur totale ne dépassant pas 10 couronnes.

Ces quantités et valeurs représentent le maximum de marchandises qu'une seule et même personne pourra importer en franchise à chaque voyage. Dans le cas où plusieurs membres d'une même famille voyageraient ensemble, un seul d'entre eux bénéficiera de la franchise. Les quantités de marchandises qu'une même famille pourra importer en franchise, au cours d'une même journée, ne pourront pas dépasser les chiffres indiqués ci-dessus.

Si la quantité ou la valeur de quelqu'une des marchandises importées est supérieure aux quantités et valeurs ci-dessus indiquées, le droit de douane ordinaire sera perçu sur la quantité entière de la marchandise importée, conformément aux règles générales en vigueur.

Ne sont pas compris dans la franchise les cartes à jouer, les produits manufacturés du tabac et toutes autres marchandises pour lesquelles, outre le droit de douane, doivent être acquittés des droits d'accise, non plus que les spiritueux, vins et autres boissons alcooliques. L'introduction de marchandises qui sont ou viendraient à être soumises à des prohibitions d'importation, pourra être interdite aussi dans le commerce de frontière.

La Finlande accordera à la Norvège un traitement analogue.

Article 4.

En cas d'abus le droit d'importer en franchise pourra être retiré.

Article 5.

a) Tout propriétaire ou métayer de propriétés rurales situées de chaque côté de la frontière, d'un seul tenant, ou à une distance ne dépassant pas 20 kilomètres entre leurs limites les plus proches, pourra introduire en franchise de douane d'un pays à l'autre les semences, les animaux domestiques et les instruments nécessaires à l'exploitation desdites propriétés.

b) Les habitants des régions situées de part et d'autre à proximité de la frontière pourront introduire des marchandises destinées à leurs besoins domestiques d'un pays à l'autre, soit pour les y faire décolorer, teindre, tanner, moudre, filer ou tisser, ou pour les y soumettre à toute autre préparation analogue, soit pour les y faire réparer, et ensuite les introduire de nouveau dans le premier pays, sans être redevables de droits de douane à cet effet dans aucun des deux pays.

c) Les animaux de traction et véhicules qui manifestement ne servent qu'au transport de marchandises ou de personnes de l'un des deux pays à l'autre, seront exempts de tous droits de douane.

Article 6.

En ce qui concerne la franchise de douane à l'exportation en Finlande de marchandises achetées en Norvège par des ressortissants finlandais, la Norvège permettra que les marchandises se trouvant dans un entrepôt de douane norvégien, à leur exportation aux communes finlandaises de Petsamo, Inari, Utsjoki et Enontekiö, soient déchargées des entrepôts de manière qu'elles ne soient pas tenues à acquitter de droits de douane et d'autres taxes connexes, pourvu qu'un certificat émanant d'une autorité finlandaise ou, dans des cas particuliers, d'une autorité norvégienne, soit fourni, attestant l'importation de la marchandise en Finlande. Le remboursement de droits de douane et de taxes qui ont déjà été acquittés sera accordé dans ces cas contre présentation d'un certificat analogue et sous réserve de l'observation des dispositions de la législation douanière norvégienne.

La Finlande accordera aux habitants des districts limitrophes norvégiens les mêmes facilités dont il est question à l'alinéa précédent.

- (f) Woven goods and other textile and leather articles which are products of Finnish domestic industry, and leather footwear of Finnish manufacture, to a total value not exceeding 20 crowns.
- (g) Other goods to a total value not exceeding 10 crowns.

The said quantities and values represent the maximum amount of goods that any one person may import duty free on any one passage of the frontier. Where more than one member of the same family travel together, one only shall be entitled to exemption from duty. The quantities of goods that any one family may import duty free on any one day may not exceed the figures given above.

Should the quantity or value of any one of the goods imported exceed the quantities and values above stated, the ordinary Customs duty shall be levied in accordance with the current regulations on the whole of the goods imported.

Exemption from Customs duties shall not extend to playing cards, manufactured tobacco products or any other goods liable to excise duty in addition to Customs, or to spirits, wines or other alcoholic beverages. The import of goods which are or may hereafter be subject to import prohibitions may also be forbidden in the case of frontier traffic.

Finland shall grant Norway similar treatment.

Article 4.

The right to import free of Customs duties may be withdrawn in the event of its abuse.

Article 5.

(a) Any owner or *métayer* farmer of rural holdings situate on both sides of the frontier, being continuous or distant not more than 20 kilometres from one another at the nearest points, may bring in seed, domestic animals, and implements necessary for the working of the said holdings from one country to the other duty free.

(b) The inhabitants in either country of districts situate near the frontier may bring in goods intended for their domestic requirements from one country to the other, whether for the purpose of bleaching, dyeing, tanning, milling, spinning or weaving, or other similar process, or for repair, and subsequently bring them back to the original country, without rendering themselves liable to Customs duties in respect thereof in either country.

(c) Draught animals and vehicles which are manifestly used only for transport of goods or persons from one country to the other shall be exempt from Customs duties.

Article 6.

As regards exemption from Customs duties on the exportation into Finland of goods purchased in Norway by Finnish nationals, Norway shall allow goods in a Norwegian bonded warehouse, when exported to the Finnish communes of Petsamo, Inari, Utsjoki and Enontekiö, to be taken out of bond in such a manner that they are not liable for Customs duties or other charges connected therewith, provided that a certificate from a Finnish authority or, in special cases, from a Norwegian authority is produced certifying that the goods are being imported into Finland. Repayment of Customs duties and charges already paid shall be granted in such cases, provided that a similar certificate is produced and that the provisions of the Norwegian law in respect of Customs have been complied with.

Finland shall grant inhabitants of contiguous Norwegian districts the same facilities as those to which the preceding paragraph relates.

Article 7.

Le Gouvernement finlandais déclare qu'il a l'intention, tant que les communes finlandaises mentionnées à l'article 6 bénéficieront d'un régime douanier de faveur, de veiller à ce que l'importation autorisée en vertu de ce régime ne dépasse pas les besoins raisonnables du commerce local dans ces régions.

Article 8.

Chacune des deux Parties contractantes prendra les mesures nécessaires pour mettre en exécution les dispositions du présent avenant.

Article 9.

Il est bien entendu que les dispositions du présent avenant ne restreindront en rien la liberté des deux Parties contractantes d'accorder des facilités douanières plus étendues que celles prévues par ce dernier.

Article 10.

Le présent avenant sera mis en vigueur, à titre provisoire, à partir du 1^{er} août 1937. Il entrera définitivement en vigueur après l'accomplissement des formalités requises par la législation des deux pays et suivra, quant à sa durée, le sort du Traité de commerce du 11 novembre 1930.

Si ledit traité est toujours en vigueur à l'expiration d'une période de 3 ans à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent avenant, et dans le cas où l'une ou l'autre des deux Parties contractantes serait d'avis que la situation dans les régions frontalières a sensiblement changé, des pourparlers seront, sur la demande de l'une ou l'autre des deux Parties, ouverts aussitôt que possible en vue d'apporter les modifications nécessaires aux dispositions du présent avenant.

Fait à Helsinki, en double exemplaire, le 21 juillet 1937.

(L. S.) (u) Johan MICHELET.

(L. S.) (u) Väinö VOIONMAA.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 13 août 1938.

Le Directeur des Affaires de la
Société des Nations,
Rolf Andersen.

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

Article 7.

The Finnish Government hereby declares its intention to take steps, for such time as the Finnish communes to which Article 6 relates enjoy a privileged regime in respect of Customs, to prevent imports authorised under the said regime from exceeding the reasonable requirements of local trade in such districts.

Article 8.

Each of the two Contracting Parties shall take the necessary steps to give effect to the provisions of the present Additional Agreement.

Article 9.

It is understood that nothing in the provisions of the present Additional Agreement shall limit in any way the freedom of the two Contracting Parties to accord Customs facilities of a more extensive character than those for which the present Additional Agreement provides.

Article 10.

The present Additional Agreement shall be put into force provisionally as from August 1st, 1937. It shall come definitively into force after the completion of the formalities required by the laws of both countries, and shall remain in force for the same period as the Treaty of Commerce of November 11th, 1930.

If on the expiry of a period of three years from the date of the coming into force of the present Additional Agreement, the Treaty of Commerce at the same date being still in force, one or other of the two Contracting Parties is of opinion that the situation in the two frontier districts has materially changed, negotiations shall be opened as soon as possible, on the motion of either Party, with a view to the necessary amendment of the provisions of the present Additional Agreement.

Done at Helsinki, in duplicate, this 21st day of July, 1937.

(L. S.) (Signed) Johan MICHELET.

(L. S.) (Signed) Väinö VOIONMAA.

N° 4436.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE**

Traité additionnel au Traité d'extradition du 7 juin 1893 entre les deux pays. Signé à Washington, le 1^{er} février 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY**

Supplemental Treaty to the Extradition Treaty of June 7th, 1893, between the Two Countries. Signed at Washington, February 1st, 1938.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4436. — TILLEGGSTRAKTAT¹ TIL UTLIVERINGSTRAKTATEN AV 7 JUNI 1893 MELLEML NORGE OG AMERIKAS FORENTE STATER. UNDERTEGNET I WASHINGTON DEN 1STE FEBRUAR 1938.

Textes officiels norvégien et anglais communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 septembre 1938.

KONGERIKET NORGE OG AMERIKAS FORENTE STATER som ønsker å utvide fortegnelsen over forbrydelser for hvilke utlevering kan innrømmes i henhold til den traktat² som blev sluttet mellem Norge og Amerikas Forente Stater den 7 juni 1893, med det formål å bedre strafferettspleien og å forebygge forbrydelser innenfor deres respektive territorier og jurisdiksjoner, har besluttet å avslutte en tilleggstraktat i dette øiemed og har opnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Herr Wilhelm VON MUNTHE AF MORGENSTIERNE, sin overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister i Washington ; og

PRESIDENTEN FOR AMERIKAS FORENTE STATER :

Herr Cordell HULL, Amerikas Forente Staters Utenriksminister ;

som, efter å ha meddelt hverandre sine fullmakter, som blev funnet i god og riktig form, er kommet overens om og har sluttet avtale om følgende bestemmelser :

Artikkel I.

Følgende forbrydelser føies til i fortegnelsen over forbrydelser, nummerert 1 til 12, i artikkel II i nevnte traktat av 7 juni 1893, for hvilke utlevering kan innrømmes, nemlig :

13. Konkursforbrydelser, forutsatt at handlingen i De Forente Stater kan straffes som « felony » og i Norge er en forbrydelse som efter den almindelige borgerlige straffelov kan medføre strengere straff enn fengsel i ett år.

14. Overtredelser av lovgivningen om narkotiske midler, forsåvidt handlingen, begått i Norge, vilde kunne medføre fengselsstraff.

Artikkel II.

Nærværende traktat skal ansees som en integrerende del av nevnte utleveringstraktat av 7 juni 1893, og artikkel II i sistnevnte traktat skal leses som om den fortegnelse over forbrydelser

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 6 août 1938.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXII, page 460.

No. 4436. — SUPPLEMENTAL TREATY¹ TO THE EXTRADITION TREATY OF JUNE 7TH, 1893, BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND NORWAY. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 1ST, 1938.

Norwegian and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place September 14th, 1938.

THE KINGDOM OF NORWAY and THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted under the Treaty² concluded between Norway and the United States of America on June 7th, 1893, with a view to the better administration of justice and prevention of crime within their respective territories and jurisdictions, have resolved to conclude a Supplemental Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Mr. Wilhelm MUNTHE DE MORGENSTIERNE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Washington ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed to and concluded the following Articles :

Article I.

The following crimes are added to the list of crimes numbered 1 to 12 in Article II of the said Treaty of June 7th, 1893, on account of which extradition may be granted, that is to say :

13. Crimes or offenses against the bankruptcy laws, provided that the act may be punished in the United States as a felony and in Norway is a crime which, under the General Civil Penal Code, may be punished with a more severe penalty than imprisonment for one year.

14. Violations of legislation concerning narcotics, if the act, committed in Norway, would be subject to punishment by imprisonment.

Article II.

The present Treaty shall be considered as an integral part of said Extradition Treaty of June 7th, 1893, and Article II of the last-mentioned Treaty shall be read as if the list of crimes and offenses

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, August 6th, 1938.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 85, page 468.

og forseelser den inneholder, opprinnelig hadde omfattet de tilföiede forbrydelser og forseelser som er omhandlet og gitt nummer 13 og 14 i første artikkel i nærværende traktat.

Nærværende traktat skal ratifiseres av de høie kontraherende parter i overensstemmelse med deres respektive forfatningsmessige regler og skal tre i kraft fra dagen for utvekslingen av ratifikasjonene, som skal finne sted i Oslo så snart som mulig.

Til bekreftelse herav har ovennevnte befullmektigede undertegnet nærværende traktat. både i det norske og det engelske sprog og har forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer i Washington den 1ste februar 1938.

(L. S.) (u) W. MORGENSTIERNE.

(L. S.) (u) Cordell HULL.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 août 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Certified to be a true and complete copy of
the original Supplementary Treaty in all the
languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

therein contained had originally comprised the additional crimes and offenses specified and numbered 13 and 14 in the first Article of the present Treaty.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods, and shall take effect on the date of the exchange of ratifications which shall take place at Oslo as soon as possible.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty in both the Norwegian and English languages and have hereunto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Washington, this first day of February, nineteen hundred and thirty-eight.

(L. S.) (s.) W. MORGENSTIERNE.

(L. S.) (s.) Cordell HULL.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 août 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Certified to be a true and complete copy of
the original Supplementary Treaty in all the
languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4436. — TRAITÉ ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 7 JUIN 1893 ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 1^{er} FÉVRIER 1938.

LE ROYAUME DE NORVÈGE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'étendre la liste des délits et crimes pouvant donner lieu à extradition en vertu du Traité conclu entre la Norvège et les États-Unis d'Amérique le 7 juin 1893, en vue de faciliter l'administration de la justice et la répression des délits dans leurs territoires et juridictions respectifs, ont décidé de conclure un traité additionnel à cette fin et ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Wilhelm MUNTHE DE MORGENSTIERNE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ;

Qui, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les délits et crimes énumérés ci-après sont ajoutés à la liste des délits et crimes numérotés de 1 à 12 dans l'article II du Traité précité du 7 juin 1893 pouvant donner lieu à l'extradition :

13. Infractions (délits ou crimes) aux lois sur la banqueroute, si l'acte, aux États-Unis, est punissable en tant que délit ou crime (*felony*), et si, en Norvège, il est considéré comme délit passible, en vertu du Code pénal civil, d'une peine supérieure à une année de prison.

14. Infractions aux lois sur les stupéfiants, à condition que l'acte, s'il est commis en Norvège, soit passible d'une peine de prison.

Article II.

Le présent traité sera considéré comme partie intégrante du Traité d'extradition précité du 7 juin 1893, et l'article II de ce dernier traité devra se lire comme si la liste des délits et crimes qui y figure avait toujours englobé les délits et crimes supplémentaires qui ont été spécifiés, sous les numéros 13 et 14, à l'article premier du présent traité.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes conformément à leur procédure constitutionnelle et entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Oslo aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité, en langues norvégienne et anglaise, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Washington, le premier février mil neuf cent trente-huit.

(L. S.) (Signé) W. MORGENSTIERNE.

(L. S.) (Signé) Cordell HULL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4437.

ÉGYPTE ET TURQUIE

Traité d'amitié. Signé à Ankara, le
7 avril 1937.

EGYPT AND TURKEY

Treaty of Friendship. Signed at
Ankara, April 7th, 1937.

N° 4437. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE L'ÉGYPTE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A ANKARA, LE 7 AVRIL 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 septembre 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE,
d'une part, et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE,
d'autre part,

Constatant les rapports traditionnels et les affinités naturelles entre l'Égypte et la Turquie et également animés du désir sincère de resserrer les liens de l'amitié et de la fraternité existant entre elles,

Ont résolu de conclure à cette fin un traité d'amitié et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE :

Son Excellence Mohamed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Ankara ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur le D^r Tevfik RÜSTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Égypte et la Turquie.

Article 2.

Les représentants diplomatiques de chacune des Hautes Parties contractantes ainsi que tout le personnel de leur mission faisant partie du Corps diplomatique jouiront, à charge de réciprocité, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, honneurs et immunités que les représentants et agents diplomatiques des autres Puissances.

¹ Entré en vigueur le 26 avril 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4437. — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN EGYPT AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, APRIL 7TH, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 17th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT,
of the one part, and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY,
of the other,

Recognising the traditional relationship and natural affinities between Egypt and Turkey, and being also sincerely desirous of drawing closer the ties of friendship and fraternity existing between them,

Have resolved for that purpose to conclude a Treaty of Friendship and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Mohammed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Ankara ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

His Excellency Dr. Tevfik RÜSTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Smyrna ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between Egypt and Turkey.

Article 2.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties, together with all the members of their missions who belong to the diplomatic corps, shall, on a basis of reciprocity, enjoy, on the territory of the other Party, the same privileges, honours and immunities as diplomatic representatives and agents of other Powers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 26th, 1938.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer auprès de l'autre des consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, qui résideront soit dans la capitale soit dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura, en outre, après avoir obtenu au préalable l'agrément de l'autre, le droit de nommer, en dehors des fonctionnaires de carrière, des consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires qui résideront dans les susdites villes et qui ne pourront, en aucun cas être choisis parmi les nationaux de l'Etat où ils résident.

Les agents des deux catégories, régulièrement munis de l'exequatur, jouiront respectivement, sous condition d'une parfaite réciprocité, des droits, privilèges et attributions consacrés par le droit commun international.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées au Caire le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Ankara, le 7 avril 1937.

(Sceau) (Signature) M. Mufti GAZAERLI.

(Sceau) (Signature) Dr T. R. ARAS.

Pour copie certifiée conforme
à l'original :

*Le Directeur des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères
du Royaume d'Egypte,*

W. Rostunu.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to accredit to the other consuls-general, consuls and vice-consuls *de carrière*, who shall reside either in the capital or in the chief towns in which similar agents appointed by foreign countries are generally permitted to reside.

Further, each of the High Contracting Parties shall, having previously obtained the other's consent, have the right to appoint, besides officials *de carrière*, honorary consuls-general, consuls and vice-consuls, who shall reside in the above-mentioned towns, and who shall in no case be selected from among nationals of the State in which they reside.

Agents of both categories, duly provided with their exequatur, shall respectively enjoy, subject to complete reciprocity, the rights, privileges and attributes conferred by international law.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Cairo as soon as possible.

It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, this seventh day of April, 1937.

(Seal) (Signed) M. Mufti GAZAERLI.

(Seal) (Signed) Dr. T. R. ARAS.

N° 4438.

ÉGYPTE ET TURQUIE

Traité d'établissement. Signé à Ankara, le 7 avril 1937.

EGYPT AND TURKEY

Treaty of Establishment. Signed at Ankara, April 7th, 1937.

N° 4438. — TRAITÉ¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE L'ÉGYPTE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 7 AVRIL 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 septembre 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE

d'une part, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE

d'autre part,

Egalement animés du désir sincère de développer leurs relations cordiales par la conclusion d'un traité d'établissement entre les deux Etats,

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE :

Son Excellence Mohammed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Ankara ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur le Docteur Tevfik RÜSTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre sauf dans les localités ou zones interdites ou l'abandonner en tout temps, sans être soumis à des restrictions de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont ou seraient soumis les nationaux ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire, soit à la suite d'une sentence légale, soit en vertu des lois et règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire ou sur la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, à des individus ressortissants de l'autre Partie de s'établir ou de séjourner sur son territoire et de les expulser pour ces motifs.

¹ Entré en vigueur le 11 mai 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4438. — TREATY ² OF ESTABLISHMENT BETWEEN EGYPT AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, APRIL 7TH, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 17th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT,
of the one part, and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY,
of the other part,

Both being sincerely desirous of developing their cordial relations by the conclusion of a Treaty between the two States respecting conditions of domicile,
Have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Mohammed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Ankara ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

His Excellency Doctor Tefvik RÜSTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Smyrna ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Nationals of either High Contracting Party may, subject to compliance with the laws and regulations of the country, enter freely, travel, reside and establish themselves in the territory of the other Party, except in prohibited localities or zones, or may leave it at any time, without being subject to restrictions of any kind other than those to which nationals of that country or, should special provisions for foreigners exist, nationals of the most-favoured nation are or may hereafter be subject.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to prohibit, under the order of the court, or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or pauperism, or for reasons affecting the external or internal safety of the State, individual nationals of the other Party from residing or establishing themselves in its territory and to expel them for such reasons.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 11th, 1938.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le présent traité ne porte pas atteinte au droit, pour chacune des Hautes Parties contractantes, d'interdire l'immigration et d'édicter des mesures spéciales pour l'admission et l'emploi des travailleurs et salariés étrangers.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit de posséder, d'acquérir tous biens meubles et immeubles et d'en disposer de quelque manière que ce soit, étant bien entendu qu'ils ne pourront acquérir que les biens dont l'acquisition par les étrangers est admise en vertu des lois du pays.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce ainsi que tout métier et profession dont l'exercice n'est pas ou ne serait pas, suivant la loi du pays, réservé aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer sur le territoire de l'autre, pour leur personne et leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie, métier et profession, aucun impôt, taxe ou charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Ils seront autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, sans être soumis en cela, en leur qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire dans l'armée, la marine, les forces aériennes, la garde nationale ou la milice, ainsi que de toute obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils ne seront soumis à d'autres prestations ou réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les nationaux.

Article 7.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour des raisons d'utilité publique prévues par la loi. Ils auront, réciproquement, droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par la loi en vigueur dans les pays respectifs.

Aucune expropriation ne pourra avoir lieu avant que l'indemnité ait été versée ou dûment consignée.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, quant à leur personne et à leurs biens, sur le territoire de l'autre, de la plus entière protection des lois, tribunaux et autres autorités, à l'égal des nationaux.

Article 2.

The present Treaty shall not affect the right of each of the High Contracting Parties to prohibit immigration or to enact special measures for the admission and employment of foreign workers or wage-earners.

Article 3.

Nationals of one High Contracting Party, provided that they comply with the laws and regulations of the country, shall be entitled to most-favoured-nation treatment in the territory of the other Party, in so far as concerns the right to possess or acquire all kinds of movable and immovable property, and to dispose of the same in any manner whatsoever, it being clearly understood that they may only acquire property the acquisition of which by foreign nationals is allowed under the law of the country.

Article 4.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other, provided they comply with the laws and regulations of the country, to engage in any kind of industry or commerce, or any trade or profession the exercise of which, under the law of the country, is not now or hereafter reserved to nationals.

Article 5.

Nationals of one of the High Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other, in respect of their person or property, rights or interests, including their commerce, industry, trade or profession, to any charge, tax or impost of any description other or higher than those levied on nationals.

In respect of any taxes or duties payable for residence or establishment, nationals of both Parties shall be entitled to most-favoured-nation treatment.

They shall be authorised to export freely their property or the product of the sale of their property, subject to the legal provisions in force in the country, without thereby becoming liable as foreigners for payment of taxes, dues or duties higher than are paid by nationals.

Article 6.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other, from any military service in the army, navy, air force, national guard or militia, and from any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be subject to other military levies or requisitions only to the extent and under the conditions laid down for nationals.

Article 7.

Nationals of one of the High Contracting Parties may not be expropriated in the territory of the other except for reasons of public utility prescribed by law. They shall be entitled, on terms of reciprocity, to the compensation fixed for nationals by the law in force in the respective countries.

No expropriation may take place before the compensation has been paid over or duly deposited.

Article 8.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be entitled, in respect of their person and property, in the territory of the other, to the fullest protection of the laws and of the courts and other authorities, on an equal footing with nationals.

Comme les nationaux, ils auront libre accès devant les tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, et jouiront, comme ceux-ci, de la liberté de choisir dans tous les procès leurs avocats, avoués ou agents parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions selon les lois du territoire en question.

Sous condition de réciprocité, aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé aux ressortissants respectifs des deux pays en raison de leur qualité d'étrangers.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront soumis, conformément aux principes généraux du droit international et dans les mêmes conditions que les nationaux, à la législation territoriale : lois, décrets, arrêtés et règlements en matières criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autres ainsi qu'aux juridictions réservées aux nationaux.

En matière de statut personnel, les tribunaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront tenus d'appliquer, sous réserve des règles relatives à l'ordre public, la loi nationale des parties au procès.

Article 10.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, les compagnies d'assurance et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui existent régulièrement d'après les lois de cette dernière, seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement.

Lesdites sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements de l'autre pays, qui sont ou seront en vigueur, et, lorsque la législation de celui-ci prévoit l'obligation d'une autorisation, après obtention de ladite autorisation, s'établir sur le territoire de ce pays, y créer des filiales, succursales ou agences et y ester en justice comme demandeur ou défendeur.

L'activité desdites sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci. Elles ne seront pas traitées, quant à leur activité, moins favorablement que les sociétés de la nation la plus favorisée.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, les dispositions de l'article 8 s'appliquent également d'une manière analogue aux sociétés visées par le présent article.

Les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi que leurs filiales, succursales ou agences ne seront pas soumises sur le territoire de l'autre pays, en ce qui concerne les droits, taxes et impôts, à une charge fiscale plus élevée que celle supportée par les sociétés de la nation la plus favorisée.

Il est entendu qu'elles seront astreintes à acquitter les taxes afférentes à l'obtention des actes d'autorisation et d'enregistrement pour les sociétés étrangères et à déposer les cautionnements prévus par la loi. Elles ne seront soumises à d'autres prestations ou à des réquisitions militaires que dans la mesure et aux conditions prévues pour les sociétés nationales.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, le revenu ou les bénéfices, chacune des Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés, succursales, filiales ou agences de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investie sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles appliquées à la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toutes sortes de biens mobiliers. Il en sera de même, conformément à l'article 3, pour l'acquisition des biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu que l'acquisition de biens immeubles n'est pas l'objet même de la société.

Like nationals they shall have free access to the courts in any of the instances of justice, to claim or to defend their rights, and shall be free, in all legal proceedings, in the same way as nationals, to choose their counsel, attorneys or agents from among persons allowed to exercise those professions according to the laws of the territory in question.

Subject to reciprocity, no security or deposit of any description whatsoever may be levied on the respective nationals of the two countries by reason of their status as foreigners.

Article 9.

Nationals of either of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, in accordance with the general principles of international law and under the same conditions as the country's own nationals, be amenable to the territorial legislation (laws, decrees, orders and regulations in criminal, civil, commercial, administrative, fiscal or other matters) and to the courts reserved for nationals.

In matters of personal status, the courts of each of the High Contracting Parties shall be bound to apply the national law of the parties to the case, subject to the rules relating to public order.

Article 10.

Joint stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance and transport companies which have their headquarters in the territory of one of the High Contracting Parties and which are regularly incorporated according to the laws of that country, shall be legally recognised by the other Party.

Subject to compliance with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in the territory of the other country, and should the latter's legislation make a permit necessary, after obtaining such permit the said companies shall be entitled to establish themselves in the territory of that country, to set up subsidiary companies, branches or agencies therein and to appear in court as plaintiff or defendant.

The activities of the said companies incorporated under the legislation of one High Contracting Party shall, in so far as they are carried on in the territory of the other, be subject to the laws and regulations of the latter Party. As regards their activities, such companies shall not be treated less favourably than companies belonging to the most-favoured nation.

In all matters concerning the legal and judicial protection of their property, the provisions of Article 8 shall also apply, in like manner, to the companies referred to in the present Article.

Companies belonging to one of the High Contracting Parties and their subsidiary companies, branches or agencies shall not be subject in the territory of the other Party, as regards duties, taxes or imposts, to fiscal burdens higher than those applicable to companies belonging to the most-favoured nation.

It is agreed that they shall be subject to pay the fees for permits for and the registration of foreign companies and to deposit securities as provided by law. They shall be liable for other levies or military requisitions only to the same extent and subject to the same conditions as national companies.

In the case of taxation on the basis of capital, income or profits, each High Contracting Party shall only tax the companies, subsidiary companies, branches or agencies of the other Party on such part of their business assets as has been invested in its territory, on property which they own there, on profits which they make there or on business which they do there, according to the nature of the taxes.

These companies may, under the same conditions as those applied to the most-favoured nation and subject to compliance with the laws of the country, acquire all kinds of movable property. This shall apply also, in conformity with Article 3, to the acquisition of the immovable property necessary for the company's operations, provided that the acquisition of such property is not the actual purpose of the company's existence.

Article II.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'interprétation du présent traité et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis d'un commun accord, par voie du compromis, à un arbitrage.

Article 12.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées au Caire.

Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire pendant trois années. S'il n'a pas été dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera prorogé par voie de tacite reconduction et, en ce cas, demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Ankara, le 7 avril 1937.

(Sceau) (Signé) M. Mufti GAZAERLI.

(Sceau) (Signé) D^r T. R. ARAS.

Pour copie conforme à l'original :

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères
du Royaume d'Égypte,
W. Rostunu.*

Article 11.

Any disputes arising between the two High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty that cannot be solved through the diplomatic channel shall be submitted to arbitration by joint consent by means of a special agreement (*compromis*).

Article 12.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Cairo.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force for three years. If it has not been denounced six months before the expiry of that period, it shall be renewed by tacit consent, and in such a case shall remain in force until the expiry of a period of six months after one of the High Contracting Parties shall have notified to the other its intention of denouncing it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, this 7th day of April, 1937.

(Seal) (Signed) M. Mufti GAZAERLI.

(Seal) (Signed) Dr. T. R. ARAS.

N° 4439.

ÉGYPTE ET TURQUIE.

Convention sur la nationalité, et protocole final. Signés à Ankara, le 7 avril 1937.

EGYPT AND TURKEY

Convention regarding Nationality, and Final Protocol. Signed at Ankara, April 7th, 1937.

N° 4439. — CONVENTION ¹ SUR LA NATIONALITÉ ENTRE L'ÉGYPTÉ
ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 7 AVRIL 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1938.*

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ d'une part,
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part,

Considérant comme conforme à leurs intérêts réciproques de régler certaines questions de nationalité des anciens ressortissants ottomans intéressant les deux États,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ :

Son Excellence Mohammed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Ankara ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Monsieur le D^r Tevfik RÜSTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les anciens ressortissants ottomans établis en Égypte à la date du 5 novembre 1914 et qui sont d'origine turque nés ou dont le père est né en Turquie, en Égypte, à l'étranger ou dans l'un des territoires détachés de la Turquie en vertu du Traité ² de Lausanne du 24 juillet 1923, auront, s'ils ont été considérés par l'Égypte comme ayant acquis la nationalité égyptienne, la faculté d'opter pour la nationalité turque.

Toutefois, il est bien entendu que, parmi ces personnes, celles qui sont nées en Égypte et dont le père est également né en Égypte, n'auront pas cette faculté d'option.

Article 2.

Les anciens ressortissants ottomans qui se sont rendus en Égypte après la date du 5 novembre 1914 conservent leur nationalité turque.

Néanmoins sont considérés comme égyptiens ceux d'entre eux qui ne sont pas d'origine turque et qui avaient acquis la nationalité égyptienne avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

¹ Entrée en vigueur le 11 mai 1938.

² Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4439. — CONVENTION ² REGARDING NATIONALITY BETWEEN EGYPT AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, APRIL 7TH, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 17th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT of the one part
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY of the other part,

Regarding it as being to their mutual advantage to settle certain questions concerning the nationality of former Ottoman nationals which are of interest to both States,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Mohammed El-Mofti EL-GAZAERLI Bey, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Ankara ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

His Excellency Dr. Tevfik RÜSTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Smyrna ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Any former Ottoman national ordinarily resident in Egypt on November 5th, 1914, who is of Turkish origin by birth or whose father was born in Turkey, in Egypt, in a foreign country or in one of the territories detached from Turkey in accordance with the Treaty ³ of Lausanne of July 24th, 1923, shall, if he has been regarded by Egypt as having acquired Egyptian nationality, be entitled to opt for Turkish nationality.

Nevertheless, it is clearly understood that no such person who was born in Egypt and whose father was also born in Egypt shall have this right of option.

Article 2.

Former Ottoman nationals who have settled in Egypt subsequently to November 5th, 1914, shall retain their Turkish nationality.

Nevertheless, any such person who is not of Turkish origin and who had acquired Egyptian nationality before the coming into force of the present Convention shall be deemed to be Egyptian.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 11th, 1938.

³ Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les anciens ressortissants ottomans qui bénéficiaient de l'indigénat égyptien et qui étaient établis en Turquie à la date du 5 novembre 1914 sont considérés comme ayant conservé leur nationalité turque.

Toutefois, ceux d'entre eux qui sont nés en Egypte et dont le père est également né en Egypte auront la faculté d'opter pour la nationalité égyptienne.

Article 4.

Les anciens ressortissants ottomans qui bénéficiaient de l'indigénat égyptien et qui étaient établis à l'étranger à la date du 5 novembre 1914, mais qui sont d'origine turque nés ou dont le père est né en Turquie, en Egypte ou dans l'un des territoires détachés de la Turquie en vertu du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923, ayant conservé la nationalité turque, ne seront pas considérés par le Gouvernement égyptien comme ayant acquis la nationalité égyptienne.

Toutefois, ceux d'entre eux qui sont nés en Egypte et dont le père est également né en Egypte auront la faculté d'opter pour la nationalité égyptienne.

Article 5.

L'option prévue dans les articles premier, 3 et 4 doit être faite dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

En application de l'article premier, l'option sera adressée en Turquie au Ministère de l'Intérieur, en Egypte à la légation de Turquie et en pays étrangers aux légations et aux consulats de Turquie.

En application des articles 3 et 4, l'option doit être adressée en Egypte au Ministère de l'Intérieur, en Turquie à la légation d'Egypte et en pays étrangers aux légations ou aux consulats d'Egypte.

Article 6.

La nationalité reconnue en vertu des articles premier, 2, 3 et 4 s'étend de plein droit à la femme mariée et aux enfants âgés de moins de 18 ans.

Article 7.

La légation de Turquie présentera au Ministère des Affaires étrangères égyptien, dans un délai de trois mois après l'expiration du délai prévu à l'article 5, les listes des optants pour la nationalité turque en vertu de l'article premier. Ces listes devront mentionner les noms de la femme et des enfants mineurs.

Après remise des listes précitées, le Ministère des Affaires étrangères égyptien s'entendra avec la légation de Turquie pour le maintien ou la radiation, sur ces listes, des personnes qui y sont inscrites suivant qu'elles remplissent ou non les conditions de l'option, et arrêtera, d'accord avec la légation, une liste définitive.

Article 8.

La légation d'Egypte présentera au Ministère des Affaires étrangères turc, dans un délai de trois mois après l'expiration du délai prévu à l'article 5, les listes des optants pour la nationalité égyptienne en vertu des articles 3 et 4. Ces listes devront mentionner les noms de la femme mariée et des enfants mineurs.

Après remise des listes précitées, le Ministère des Affaires étrangères turc s'entendra avec la légation d'Egypte pour le maintien ou la radiation, sur ces listes, des personnes qui y sont inscrites, suivant qu'elles remplissent ou non les conditions de l'option, et arrêtera, d'accord avec la légation, une liste définitive.

Article 9.

Le Ministère des Affaires étrangères présentera à la légation de Turquie au Caire, dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de cette convention, les listes des personnes qui

Article 3.

Former Ottoman nationals who enjoyed the benefits of Egyptian denizenship (*indigénat*) and who were ordinarily resident in Turkey on November 5th, 1914, shall be deemed to have retained their Turkish nationality.

Nevertheless, any such person who was born in Egypt and whose father was also born in Egypt shall be entitled to opt for Egyptian nationality.

Article 4.

No former Ottoman national who enjoyed the benefits of Egyptian denizenship (*indigénat*) and who was ordinarily resident in a foreign country on November 5th, 1914, but who is of Turkish origin by birth or whose father was born in Turkey, in Egypt or in one of the territories detached from Turkey in accordance with the Treaty of Lausanne of July 24th, 1923, having retained Turkish nationality, shall not be deemed by the Egyptian Government to have acquired Egyptian nationality.

Nevertheless, any such person, who was born in Egypt and whose father was also born in Egypt shall be entitled to opt for Egyptian nationality.

Article 5.

The right of option provided for in Articles 1, 3 and 4 must be exercised within a period of one year as from the coming into force of the present Convention.

For the purposes of the application of Article 1, the option must be notified in Turkey to the Ministry of the Interior, in Egypt to the Turkish Legation and in foreign countries to Turkish Legations or Consulates.

For the purposes of the application of Articles 3 and 4, the option must be notified in Egypt to the Ministry of the Interior, in Turkey to the Egyptian Legation and in foreign countries to Egyptian Legations or Consulates.

Article 6.

The nationality recognised in accordance with Articles 1, 2, 3 and 4 shall *ipso facto* extend to the wife of the person concerned and to his children under eighteen years of age.

Article 7.

The Turkish Legation shall, within three months after the expiration of the period specified in Article 5, communicate to the Egyptian Ministry of Foreign Affairs the lists of persons opting for Turkish nationality in accordance with Article 1. Such lists shall include the names of wives and minor children.

After the above-mentioned lists have been communicated, the Egyptian Ministry of Foreign Affairs shall come to an agreement with the Turkish Legation in regard to the retention in or the removal from the said lists of the names of persons included therein, according to whether they do or do not comply with the conditions for option, and shall, in agreement with the Legation, draw up a final list.

Article 8.

The Egyptian Legation shall, within three months after the expiration of the period specified in Article 5, communicate to the Turkish Ministry of Foreign Affairs the lists of persons opting for Egyptian nationality in accordance with Articles 3 and 4. Such lists shall include the names of wives and minor children.

After the above-mentioned lists have been communicated, the Turkish Ministry of Foreign Affairs shall come to an agreement with the Egyptian Legation in regard to the retention in or the removal from the said lists of the names of persons included therein, according to whether they do or do not comply with the conditions for option, and shall, in agreement with the Legation, draw up a final list.

Article 9.

The Ministry of Foreign Affairs shall, within a period of three months as from the coming into force of the present Convention, communicate to the Turkish Legation at Cairo the lists of persons

ont acquis la nationalité égyptienne dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 2. Les listes devront mentionner les noms de la femme et des enfants mineurs.

Après remise des listes précitées, la légation de Turquie s'entendra avec le Ministère des Affaires étrangères égyptien pour le maintien ou la radiation, sur ces listes, des personnes qui y sont inscrites suivant qu'elles remplissent ou non lesdites conditions, et arrêtera, d'accord avec le ministère, une liste définitive.

Article 10.

Les listes définitives prévues aux articles précédents pourront être corrigées d'un commun accord s'il venait à être constaté ultérieurement que tel individu inscrit ne remplissait pas les conditions requises.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées au Caire, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Ankara, le 7 avril 1937.

(Sceau) (Signé) M. Mufti GAZAERLI.

(Sceau) (Signé) D^r T. R. ARAS.

Pour copie conforme à l'original :

*Le Directeur des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères
du Royaume d'Égypte,
W. Rostunu.*

PROTOCOLE FINAL

Les personnes qui ont exercé leur droit d'option conformément aux dispositions de la Convention sur la nationalité signée à la date de ce jour entre la Turquie et l'Égypte ne seront pas, de ce chef, contraintes à quitter le pays à la nationalité duquel elles ont renoncé et continueront à y bénéficier des droits concédés à leurs autres concitoyens.

Les effets des mesures, des dispositions, des décisions légales, administratives et judiciaires appliquées en Turquie avant l'entrée en vigueur de cette convention à l'égard des personnes qu'elle considérait comme ses propres ressortissants et dont la nationalité vient d'être déterminée par cette convention, ainsi qu'à l'égard de leurs biens resteront acquis. La nouvelle nationalité ainsi reconnue à ces personnes ne modifiera en rien les effets dont il s'agit.

Fait en double, à Ankara, le 7 avril 1937.

(Signé) M. Mufti GAZAERLI.

(Signé) D^r T. R. ARAS.

Pour copie conforme à l'original :

*Le Directeur des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères
du Royaume d'Égypte,
W. Rostunu.*

who have acquired Egyptian nationality under the conditions specified in paragraph 2 of Article 2. Such lists shall include the names of wives and minor children.

After the above-mentioned lists have been communicated, the Turkish Legation shall come to an agreement with the Egyptian Ministry of Foreign Affairs in regard to the retention in or removal from the said lists of the names of persons included therein, according to whether they do or do not comply with the said conditions, and shall, in agreement with the Ministry, draw up a final list.

Article 10.

The final lists referred to in the preceding Articles may be corrected by agreement, should it be found later that any person whose name is included therein did not comply with the conditions specified.

Article 11.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Cairo as soon as possible. It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, this 7th day of April, 1937.

(Seal) (Signed) M. Mufti GAZAERLI.

(Seal) (Signed) Dr. T. R. ARAS.

FINAL PROTOCOL.

Persons who have exercised their right of option under the provisions of the Convention regarding Nationality signed this day between Turkey and Egypt shall not, on that account, be obliged to leave the country whose nationality they have renounced and shall continue to enjoy in that country the rights granted to their fellow-citizens.

The consequences of any legal, administrative or judicial measures, provisions or decisions applied in Turkey before the present Convention came into force to persons regarded by Turkey as her own nationals, whose nationality has now been settled by the present Convention, as well as to their property, shall not be affected. The new nationality thus accorded to these persons shall in no way modify the consequences in question.

Done in duplicate at Ankara, this 7th day of April, 1937.

(Signed) M. Mufti GAZAERLI.

(Signed) Dr. T. R. ARAS.

N° 4440.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Arrangement concernant le statut
des travailleurs frontaliers, avec
annexe. Signé à Bruxelles, le
22 juillet 1938.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Arrangement concerning the Status
of Frontier Workers, with Annex.
Signed at Brussels, July 22nd,
1938.

N° 4440. — ARRANGEMENT¹ BELGO-LUXEMBOURGEOIS CONCERNANT LE STATUT DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 22 JUILLET 1938.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 septembre 1938.*

A l'effet de permettre l'application des accords intervenus entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg pour éviter les doubles impositions, les représentants soussignés DU GOUVERNEMENT BELGE et DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit en ce qui concerne le régime des travailleurs frontaliers de nationalité belge ou luxembourgeoise :

1° Les travailleurs frontaliers, au regard du présent arrangement, sont les nationaux belges ou luxembourgeois qui, tout en conservant leur résidence effective dans la zone frontalière de l'un des deux pays, où ils retournent, en principe, chaque jour, vont travailler dans un établissement industriel, commercial ou agricole situé dans la zone frontalière de l'autre pays.

Ne tombent pas sous l'application du présent arrangement et ne peuvent donc pas être mis en possession de la carte de travailleur frontalier, prévue au 3° ci-après :

a) Ceux qui, en qualité d'administrateur délégué, gérant, directeur ou, à titre analogue, sont placés à la tête de la gestion journalière d'une entreprise ;

b) Les directeurs techniques, les directeurs commerciaux, les ingénieurs, les chimistes, les actuaire ;

2° Au regard du présent arrangement, la zone frontalière belge comprend les provinces de Luxembourg et de Liège.

La zone frontalière grand-ducale comprend l'entière du territoire luxembourgeois ;

3° Les travailleurs frontaliers de nationalité belge ou luxembourgeoise résidant en Belgique, seront mis, par l'administration communale du lieu de leur résidence, en possession d'une carte frontalière valable pendant deux ans et du modèle ci-joint.

Il sera loisible au Gouvernement luxembourgeois de subordonner l'utilisation de cette carte à l'apposition sur celle-ci du visa de l'autorité qu'il désignera à cette fin.

Pour pouvoir travailler dans un établissement situé dans la zone frontalière belge, les travailleurs frontaliers luxembourgeois ou belges, résidant dans le Grand-Duché, devront faire revêtir leur carte d'identité luxembourgeoise, par les soins de l'administration communale du lieu de leur travail, de la mention « travailleur frontalier » appuyée du sceau de la commune. Ce document, ainsi complété, tient lieu de carte frontalière ;

4° La délivrance de la carte frontalière, de même que l'apposition du visa ou du sceau communal ne pourront donner lieu à perception d'aucun droit ou taxe ;

5° Ces règles entreront en vigueur le 1^{er} avril 1938.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 22 juillet 1938.

(S.) F. LAVERS.

(S.) A. WEHRER.

¹ Entré en vigueur le 7 septembre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4440. — ARRANGEMENT ² BETWEEN BELGIUM AND LUXEMBURG
CONCERNING THE STATUS OF FRONTIER WORKERS. SIGNED
AT BRUSSELS, JULY 22ND, 1938.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place September 26th, 1938.

In order to enable effect to be given to the agreements concluded between Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg for the prevention of double taxation, the undersigned representatives of THE BELGIAN GOVERNMENT and of THE LUXEMBURG GOVERNMENT, duly authorised for that purpose, have agreed on the following provisions concerning the treatment of frontier workers of Belgian or Luxemburg nationality :

1. For the purposes of the present Arrangement, Belgian or Luxemburg nationals who, while continuing to reside in the frontier zone of either country, whither as a rule they return every day, go to work in industrial, commercial or agricultural establishments situated in the frontier zone of the other country shall be deemed to be frontier workers.

The present Arrangement shall not apply to the following categories of persons who may, therefore, not be given the frontier worker's card referred to in No. 3 hereunder :

- (a) Persons who as managing directors, managers, directors, or in any other similar capacity are at the head of the ordinary management of an undertaking ;
- (b) Technical directors, commercial directors, engineers, chemists, actuaries.

2. For the purposes of the present Arrangement, the Belgian frontier zone shall include the provinces of Luxemburg and Liège.

The Grand Ducal frontier zone shall include the whole of Luxemburg territory.

3. Frontier workers of Belgian or Luxemburg nationality residing in Belgium shall have issued to them by the communal authorities of their place of residence a frontier card valid for two years in conformity with the model annexed hereto.

The Luxemburg Government may make the use of this card conditional on its being countersigned by the authority designated by the said Government for that purpose.

Luxemburg or Belgian frontier workers residing in the Grand Duchy who desire to be allowed to work in an establishment in the Belgian frontier zone must have their Luxemburg card of identity endorsed by the communal authorities of the place in which they work with the words " frontier worker ", attested by the seal of the commune. This document, thus completed, shall take the place of the frontier card.

4. No dues or taxes may be levied in respect of the issue of the frontier card or the affixing thereto of the visa or seal of the commune.

5. These regulations shall come into force on April 1st, 1938.

Done in duplicate at Brussels, this 22nd day of July, 1938.

(Signed) F. LAVERS.

(Signed) A. WEHRER.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force September 7th, 1938.

MODÈLE DE LA CARTE FRONTALIÈRE. — MODEL DER GRENSARBEIDERSKAART.

ROYAUME DE BELGIQUE

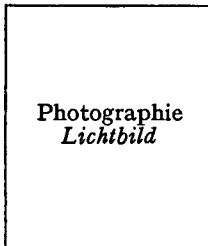
Carte de travailleur frontalier

KÖNIGREICH BELGIEN

GRENSARBEITERKARTE

FICHE STATISTIQUE

STATISTISCHER ZETTEL

N^o
Nr.N^o
Nr.Photographie
LichtbildNom et prénoms
*Name und Vornamen*Nom et prénoms
*Name und Vornamen*Date de naissance
*Geburtsdatum*Date de naissance
*Geburtsdatum*Domicile
*Wohnsitz*Domicile
*Wohnsitz*Nature du travail
*Art der Arbeit*Profession
*Beruf*Nationalité
*Staatsangehörigkeit*Nationalité
*Staatsangehörigkeit*Signature du porteur :
*Unterschrift des Inhabers :*Valable jusqu'au
*Gültig bis zum*Lieu et date de délivrance :
*Ort und Datum der Ausstellung :*Délivré par la commune de
*Ausgestellt durch die Gemeinde*Signature du bourgmestre :
Unterschrift des Bürgermeisters :

A renvoyer d'urgence au Ministère du Travail
et de la Prévoyance sociale (Service de la main-
d'œuvre) à Bruxelles.

Sofort zurückzusenden an das Ministerium der
Arbeit und der Sozialfürsorge (Dienst für Arbeit-
nehmer) in Brüssel.

ACCORD
BELGO-LUXEMBOURGEOIS

ROYAUME DE BELGIQUE
KÖNIGREICH BELGIEN

CARTE DE TRAVAILLEUR
FRONTALIER
GRENSARBEITERKARTE

Accord belgo-luxembourgeois
du

Belgisch-Luxemburgisches Ab-
kommen vom

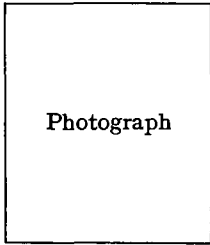
MODEL FRONTIER CARD.

KINGDOM OF BELGIUM
Frontier Worker's Card

FOR STATISTICAL
PURPOSES

No.

No.



Name and Christian name :.....

Name and Christian name :

Date of birth :

Date of birth :

Domicile :

Domicile :

Nature of work :

Profession :

Nationality :

Nationality :

Signature of bearer :

Place and date of issue :

Valid till.....

Issued by the Commune of :

Signature of the Burgomaster :

To be returned immediately to the Ministry
of Labour and Social Welfare (Labour Service)
at Brussels.

ARRANGEMENT BETWEEN
BELGIUM AND LUXEMBURG

KINGDOM OF BELGIUM

FRONTIER WORKER'S
CARD

Arrangement between Belgium
and Luxemburg dated.....

N° 4441.

**ESTONIE,
LETTONIE ET LITHUANIE**

Convention portant loi uniforme sur
les lettres de change et billets
à ordre, avec annexe. Signée à
Kaunas, le 9 avril 1938.

**ESTONIA,
LATVIA AND LITHUANIA**

Convention providing a Uniform
Law for Bills of Exchange and
Promissory Notes, with Annex.
Signed at Kaunas, April 9th, 1938.

N^o 4441. — CONVENTION ¹ ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE PORTANT LOI UNIFORME SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 9 AVRIL 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Lithuanie près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} octobre 1938.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,
LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

Désireux de contribuer de leur côté à l'unification de la législation en matière de lettres de change et billets à ordre sont convenus de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

S. E. Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

S. E. Monsieur Aleksander WARMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie en Lithuanie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

S. E. Monsieur Ludvigs SEJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie en Lithuanie ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements de Lithuanie, d'Estonie et de Lettonie s'engagent à introduire dans leurs langues nationales, à partir du 1^{er} octobre 1938, dans leurs territoires respectifs une loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre formant le texte de l'annexe de la présente convention et rédigée sur la base des Conventions internationales en matière de lettres de change et billets à ordre, signées à Genève, le 7 juin 1930, à savoir :

1^o Convention ² portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre (avec protocole et annexes) ;

¹ Les ratifications ont été déposées à Kaunas, le 30 juin 1938.

Entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1938.

² Vol. CXLIII, page 257 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLX, page 428 ; vol. CLXIV, page 412 ; vol. CLXVIII, page 236 ; vol. CLXXVII, page 437 ; et vol. CLXXXI, page 402, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4441. — CONVENTION² BETWEEN ESTONIA, LATVIA AND LITHUANIA PROVIDING A UNIFORM LAW FOR BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 9TH, 1938.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Lithuania to the League of Nations.
The registration of this Convention took place October 1st, 1938.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,
THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA,

Being each desirous of contributing towards the unification of the legislation concerning bills of exchange and promissory notes, have agreed to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Aleksander WARMA, Estonian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Lithuania ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Ludvigs SEJA, Latvian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Governments of Lithuania, Estonia and Latvia undertake to introduce, on October 1st, 1938, in their respective territories and in their national languages, a uniform law for bills of exchange and promissory notes, forming the text of the Annex to the present Convention and drawn up on the basis of the international Conventions on Bills of Exchange and Promissory Notes signed at Geneva on June 7th, 1930, namely :

(1) Convention³ providing a Uniform Law for Bills of Exchange and Promissory Notes (with Protocol and Annexes) ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The ratifications were deposited in Kaunas, June 30th, 1938.
Came into force October 1st, 1938.

³ Vol. CXLIII, page 257 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLX, page 428 ; Vol. CLXIV, page 412 ; Vol. CLXVIII, page 236 ; Vol. CLXXVII, page 437 ; and Vol. CLXXXI, page 402, of this Series.

2^o Convention¹ destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre (avec protocole) ;

3^o Convention² relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre (avec protocole).

Article 2.

Les gouvernements des trois Parties contractantes s'engagent à adhérer simultanément aux conventions internationales visées à l'article premier.

Article 3.

Les trois gouvernements se mettront d'accord sur un texte uniforme de la notification de l'adhésion visée à l'article 2 à adresser au Secrétaire général de la Société des Nations et sur la date précise de sa remise.

En même temps seront également signalées au Secrétaire général de la Société des Nations les réserves autorisées en vertu des conventions mentionnées à l'article premier dont il est fait usage lors de la rédaction du texte de la loi uniforme concernant les lettres de change et billets à ordre.

Article 4.

Les Parties contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à une modification de la loi uniforme concernant les lettres de change et billets à ordre formant l'annexe de l'article premier de la présente convention.

De même, les Parties contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à la dénonciation de l'une ou de toutes les conventions visées à l'article premier et, en cas de besoin, d'apporter les modifications qui en résultent à la loi uniforme concernant les lettres de change et billets à ordre formant l'annexe de l'article premier de la présente convention.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie le 30 juin 1938.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après le jour où les instruments de ratification des trois Parties contractantes se trouveront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie.

La durée de validité de la présente convention est illimitée. Toutefois chaque Partie contractante se réserve le droit de la dénoncer avec un préavis de trois mois. La dénonciation de la présente convention par l'une des Parties contractantes ne portera pas atteinte à sa validité par rapport aux deux autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Kaunas, le 9 avril 1938.

LOZORAITIS.

A. WARMA.

L. SEJA.

¹ Vol. CXLIII, page 317 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLX, page 428 ; vol. CLXIV, page 412 ; vol. CLXVIII, page 237 ; et vol. CLXXVII, page 438, de ce recueil.

² Vol. CXLIII, page 337 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLX, page 429 ; vol. CLXIV, page 413 ; vol. CLXVIII, page 237 ; vol. CLXXVII, page 439 ; et vol. CLXXXIX, page 485, de ce recueil.

(2) Convention¹ for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes (with Protocol) ;

(3) Convention² on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes (with Protocol).

Article 2.

The Governments of the three Contracting Parties undertake to accede simultaneously to the international Conventions specified in Article 1.

Article 3.

The three Governments will agree upon a uniform text notifying the Secretary-General of the League of Nations of the accession specified in Article 2 and upon the exact date when such notification shall be made.

At the same time, the Secretary-General of the League of Nations shall be notified of any reservations, authorised in virtue of the Conventions mentioned in Article 1, that may be made when drafting the text of the uniform law on bills of exchange and promissory notes.

Article 4.

The Contracting Parties undertake to modify only by mutual agreement the uniform law on bills of exchange and promissory notes forming the Annex to Article 1 of the present Convention.

Similarly, the Contracting Parties undertake to denounce only by mutual agreement any one or all of the Conventions specified in Article 1 and, if necessary, to introduce such modifications as may result into the uniform law on bills of exchange and promissory notes forming the Annex to Article 1 of the present Convention.

Article 5.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of Lithuania on June 30th, 1938.

The present Convention shall come into force three months after the day on which the instruments of ratification of the three Contracting Parties shall have been deposited at the Ministry of Foreign Affairs of Lithuania.

The validity of the present Convention shall be of unlimited duration. Nevertheless, each Contracting Party reserves the right to denounce it by giving three months' notice. The denunciation of the present Convention by one of the Contracting Parties shall not affect its validity as regards the other two Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their respective seals.

Done at Kaunas, this 9th day of April, 1938.

LOZORAITIS.

A. WARMA.

L. SEJA.

¹ Vol. CXLIII, page 317 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLX, page 428 ; Vol. CLXIV, page 412 ; Vol. CLXVIII, page 237 ; and Vol. CLXXVII, page 438, of this Series.

² Vol. CXLIII, page 337 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLX, page 429 ; Vol. CLXIV, page 413 ; Vol. CLXVIII, page 237 ; Vol. CLXXVII, page 439 ; and Vol. CLXXXIX, page 485, of this Series.

ANNEXE

LOI UNIFORME CONCERNANT LA LETTRE DE CHANGE
ET LE BILLET A ORDRE

TITRE PREMIER

DE LA LETTRE DE CHANGE.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA CRÉATION ET DE LA FORME DE LA LETTRE DE CHANGE.

Article premier.

La lettre de change contient :

- 1^o La dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
- 2^o Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;
- 3^o Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;
- 4^o L'indication de l'échéance ;
- 5^o Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- 6^o Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;
- 7^o L'indication de la date et du lieu où la lettre est créée ;
- 8^o La signature de celui qui émet la lettre (tireur).

Lorsque le tireur, pour une raison quelconque, n'est pas à même d'apposer lui-même sa signature sur la lettre de change, celle-ci peut être signée, sur demande du tireur, par une autre personne. Dans ce cas la lettre de change doit contenir la certification d'un notaire constatant qu'elle a été signée sur demande du tireur.

Article 2.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme lettre de change, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants :

La lettre de change dont l'échéance n'est pas indiquée est considérée comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du tiré.

La lettre de change n'indiquant pas le lieu de sa création est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3.

La lettre de change peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Elle peut être tirée sur le tireur lui-même.

Elle peut être tirée pour le compte d'un tiers.

Article 4.

Une lettre de change peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

ANNEX.

UNIFORM LAW ON BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES.

TITLE I.

BILLS OF EXCHANGE.

CHAPTER I. — ISSUE AND FORM OF A BILL OF EXCHANGE.

Article 1.

A bill of exchange contains :

- (1) The term " bill of exchange " inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;
- (2) An unconditional order to pay a determinate sum of money ;
- (3) The name of the person who is to pay (drawee) ;
- (4) A statement of the time of payment ;
- (5) A statement of the place where payment is to be made ;
- (6) The name of the person to whom or to whose order payment is to be made ;
- (7) A statement of the date and of the place where the bill is issued ;
- (8) The signature of the person who issues the bill (drawer).

If the drawer is unable for any reason himself to place his signature on the bill of exchange, the latter may be signed, at the drawer's request, by another person. In this case, the bill of exchange shall bear a statement by a notary certifying that it has been signed at the request of the drawer.

Article 2.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding Article is wanting is invalid as a bill of exchange, except in the cases specified in the following paragraphs :

A bill of exchange in which the time of payment is not specified is deemed to be payable at sight.

In default of special mention, the place specified beside the name of the drawee is deemed to be the place of payment, and at the same time the place of the domicile of the drawee.

A bill of exchange which does not mention the place of its issue is deemed to have been drawn in the place mentioned beside the name of the drawer.

Article 3.

A bill of exchange may be drawn payable to drawer's order.

It may be drawn on the drawer himself.

It may be drawn for account of a third person.

Article 4.

A bill of exchange may be payable at the domicile of a third person either in the locality where the drawee has his domicile or in another locality.

Article 5.

Dans une lettre de change payable à vue ou à un certain délai de vue, il peut être stipulé par le tireur que la somme sera productive d'intérêts. Dans toute autre lettre de change, cette stipulation est réputée non écrite.

Le taux des intérêts doit être indiqué dans la lettre ; à défaut de cette indication, la clause est réputée non écrite.

Les intérêts courent à partir de la date de la lettre de change, si une autre date n'est pas indiquée.

Article 6.

La lettre de change dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

La lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 7.

Si la lettre de change porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par lettre de change, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou au nom desquelles elle a été signée, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 8.

Quiconque appose sa signature sur une lettre de change, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu de la lettre et, s'il a payé, à les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 9.

Le tireur est garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut s'exonérer de la garantie de l'acceptation ; toute clause par laquelle il s'exonère de la garantie du paiement est réputée non écrite.

Article 10.

Si une lettre de change, incomplète à l'émission, a été complétée contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis la lettre de change de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

CHAPITRE II. — DE L'ENDOSSEMENT.

Article 11.

Toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par la voie de l'endossement.

Lorsque le tireur a inséré dans la lettre de change les mots « non à ordre » ou une expression équivalente, le titre n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser la lettre à nouveau.

Article 5.

When a bill of exchange is payable at sight, or at a fixed period after sight, the drawer may stipulate that the sum payable shall bear interest. In the case of any other bill of exchange, this stipulation is deemed not to be written (*non écrite*).

The rate of interest must be specified in the bill ; in default of such specification, the stipulation shall be deemed not to be written (*non écrite*).

Interest runs from the date of the bill of exchange, unless some other date is specified.

Article 6.

When the sum payable by a bill of exchange is expressed in words and also in figures and there is a discrepancy between the two, the sum denoted by the words is the amount payable.

Where the sum payable by a bill of exchange is expressed more than once in words or more than once in figures and there is a discrepancy, the smaller sum is the sum payable.

Article 7.

If a bill of exchange bears signatures of persons incapable of binding themselves by a bill of exchange, or forged signatures, or signatures of fictitious persons, or signatures which for any other reason cannot bind the persons who signed the bill of exchange or on whose behalf it was signed, the obligations of the other persons who signed it are none the less valid.

Article 8.

Whosoever puts his signature on a bill of exchange as representing a person for whom he had no power to act is bound himself as a party to the bill and, if he pays, has the same rights as the person for whom he purported to act. The same rule applies to a representative who has exceeded his powers.

Article 9.

The drawer guarantees both acceptance and payment.

He may release himself from guaranteeing acceptance ; every stipulation by which he releases himself from the guarantee of payment is deemed not to be written (*non écrite*).

Article 10.

If a bill of exchange, which was incomplete when issued, has been completed otherwise than in accordance with the agreements entered into, the non-observance of such agreements may not be set up against the holder unless he has acquired the bill of exchange in bad faith or, in acquiring it, has been guilty of gross negligence.

CHAPTER II. — ENDORSEMENT.

Article 11.

Every bill of exchange, even if not expressly drawn to order, may be transferred by means of endorsement.

When the drawer has inserted in a bill of exchange the words " not to order " or an equivalent expression, the instrument can only be transferred according to the form and with the effects of an ordinary assignment.

The bill may be endorsed even in favour of the drawee, whether he has accepted or not, or of the drawer, or of any other party to the bill. These persons may re-endorse the bill.

Article 12.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

Article 13.

L'endossement doit être inscrit sur la lettre de change ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos de la lettre de change ou sur l'allonge.

Article 14.

L'endossement transmet tous les droits résultant de la lettre de change.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

- 1^o Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
- 2^o Endosser la lettre de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- 3^o Remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 15.

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant de l'acceptation et du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement ; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles la lettre est ultérieurement endossée.

Article 16.

Le détenteur d'une lettre de change est considéré comme porteur légitime, s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont à cet égard réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Si une personne a été dépossédée d'une lettre de change par quelque événement que ce soit, le porteur, justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se dessaisir de la lettre que s'il l'a acquise de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 17.

Les personnes actionnées en vertu de la lettre de change ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 18.

Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais il ne peut endosser celle-ci qu'à titre de procuration.

Article 12.

An endorsement must be unconditional. Any condition to which it is made subject is deemed not to be written (*non écrite*).

A partial endorsement is null and void.

An endorsement "to bearer" is equivalent to an endorsement in blank.

Article 13.

An endorsement must be written on the bill of exchange or on a slip affixed thereto (*allonge*). It must be signed by the endorser.

The endorsement may leave the beneficiary unspecified or may consist simply of the signature of the endorser (endorsement in blank). In the latter case, the endorsement, to be valid, must be written on the back of the bill of exchange or on the slip attached thereto (*allonge*).

Article 14.

An endorsement transfers all the rights arising out of a bill of exchange.

If the endorsement is in blank, the holder may :

- (1) Fill up the blank either with his own name or with the name of some other person ;
- (2) Re-endorse the bill in blank or to some other person ;
- (3) Transfer the bill to a third person without filling up the blank and without endorsing it.

Article 15.

In the absence of any contrary stipulation, the endorser guarantees acceptance and payment.

He may prohibit any further endorsement ; in this case, he gives no guarantee to the persons to whom the bill is subsequently endorsed.

Article 16.

The possessor of a bill of exchange is deemed to be the lawful holder if he establishes his title to the bill through an uninterrupted series of endorsements, even if the last endorsement is in blank. In this connection, cancelled endorsements are deemed not to be written (*non écrits*). When an endorsement in blank is followed by another endorsement, the person who signed this last endorsement is deemed to have acquired the bill by the endorsement in blank.

Where a person has been dispossessed of a bill of exchange, in any manner whatsoever, the holder who establishes his right thereto in the manner mentioned in the preceding paragraph is not bound to give up the bill unless he has acquired it in bad faith or unless in acquiring it he has been guilty of gross negligence.

Article 17.

Persons sued on a bill of exchange cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the drawer or with previous holders, unless the holder, in acquiring the bill, has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 18.

When an endorsement contains the statements "value in collection" ("*valeur en recouvrement*"), "for collection" ("*pour encaissement*"), "by procuration" ("*par procuration*") or any other phrase implying a simple mandate, the holder may exercise all rights arising out of the bill of exchange, but he can only endorse it in his capacity as agent.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 19.

Lorsqu'un endossement contient la mention « valeur en garantie », « valeur en gage » ou toute autre mention impliquant un nantissement, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de la lettre de change, mais un endossement fait par lui ne vaut que comme un endossement à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent invoquer contre le porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en recevant la lettre, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 20.

L'endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur. Toutefois, l'endossement postérieur au protêt faute de paiement, ou fait après l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser le protêt.

CHAPITRE III. — DE L'ACCEPTATION.

Article 21.

La lettre de change peut être, jusqu'à l'échéance, présentée à l'acceptation du tiré, au lieu de son domicile, par le porteur ou même par un simple détenteur.

Article 22.

Dans toute lettre de change, le tireur peut stipuler qu'elle devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai.

Il peut interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation, à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change payable chez un tiers ou d'une lettre payable dans une localité autre que celle du domicile du tiré ou d'une lettre tirée à un certain délai de vue.

Il peut aussi stipuler que la présentation à l'acceptation ne pourra avoir lieu avant un terme indiqué.

Tout endosseur peut stipuler que la lettre devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai, à moins qu'elle n'ait été déclarée non acceptable par le tireur.

Article 23.

Les lettres de change à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date.

Le tireur peut abréger ce dernier délai ou en stipuler un plus long.
Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Article 24.

Le tiré peut demander qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première. Les intéressés ne sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande que si celle-ci est mentionnée dans le protêt.

Le porteur n'est pas obligé de se dessaisir, entre les mains du tiré, de la lettre présentée à l'acceptation.

In this case, the parties liable can only set up against the holder defences which could be set up against the endorser.

The mandate contained in an endorsement by procuration does not terminate by reason of the death of the party giving the mandate or by reason of his becoming legally incapable.

Article 19.

When an endorsement contains the statements "value in security" ("*valeur en garantie*"), "value in pledge" ("*valeur en gage*"), or any other statement implying a pledge, the holder may exercise all the rights arising out of the bill of exchange, but an endorsement by him has the effects only of an endorsement by an agent.

The parties liable cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the endorser, unless the holder, in receiving the bill, has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 20.

An endorsement after maturity has the same effects as an endorsement before maturity. Nevertheless, an endorsement after protest for non-payment, or after the expiration of the limit of time fixed for drawing up the protest, operates only as an ordinary assignment.

Failing proof to the contrary, an endorsement without date is deemed to have been placed on the bill before the expiration of the limit of time fixed for drawing up the protest.

CHAPTER III. — ACCEPTANCE.

Article 21.

Until maturity, a bill of exchange may be presented to the drawee for acceptance at his domicile, either by the holder or by a person who is merely in possession of the bill.

Article 22.

In any bill of exchange, the drawer may stipulate that it shall be presented for acceptance with or without fixing a limit of time for presentment.

Except in the case of a bill payable at the address of a third party or in a locality other than that of the domicile of the drawee, or, except in the case of a bill drawn payable at a fixed period after sight, the drawer may prohibit presentment for acceptance.

He may also stipulate that presentment for acceptance shall not take place before a named date.

Unless the drawer has prohibited acceptance, every endorser may stipulate that the bill shall be presented for acceptance, with or without fixing a limit of time for presentment.

Article 23.

Bills of exchange payable at a fixed period after sight must be presented for acceptance within one year of their date.

The drawer may abridge or extend this period.

These periods may be abridged by the endorsers.

Article 24.

The drawee may demand that a bill shall be presented to him a second time on the day after the first presentment. Parties interested are not allowed to set up that this demand has not been complied with unless this request is mentioned in the protest.

The holder is not obliged to surrender to the drawee a bill presented for acceptance.

Article 25.

L'acceptation est écrite sur la lettre de change. Elle est exprimée par le mot « accepté » ou tout autre mot équivalent ; elle est signée du tiré. La simple signature du tiré apposée au recto de la lettre vaut acceptation.

Quand la lettre est payable à un certain délai de vue ou lorsqu'elle doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé en vertu d'une stipulation spéciale, l'acceptation doit être datée du jour où elle a été donnée, à moins que le porteur n'exige qu'elle soit datée du jour de la présentation. A défaut de date, le porteur, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur fait constater cette omission par un protêt dressé en temps utile.

Article 26.

L'acceptation est pure et simple, mais le tiré peut la restreindre à une partie de la somme.

Toute autre modification apportée par l'acceptation aux énonciations de la lettre de change équivaut à un refus d'acceptation. Toutefois, l'accepteur est tenu dans les termes de son acceptation.

Article 27.

Quand le tireur a indiqué dans la lettre de change un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, sans désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de l'acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement.

Si la lettre est payable au domicile du tiré, celui-ci peut, dans l'acceptation, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué.

Article 28.

Par l'acceptation le tiré s'oblige à payer la lettre de change à l'échéance.

A défaut de paiement, le porteur, même s'il est le tireur, a contre l'accepteur une action directe résultant de la lettre de change pour tout ce qui peut être exigé en vertu des articles 48 et 49.

Article 29.

Si le tiré qui a revêtu la lettre de change de son acceptation a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre, l'acceptation est censée refusée. Sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre.

Toutefois, si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, il est tenu envers ceux-ci dans les termes de son acceptation.

CHAPITRE IV. — DE L'AVAL.

Article 30.

Le paiement d'une lettre de change peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval.

Cette garantie est fournie par un tiers ou même par un signataire de la lettre.

Article 31.

L'aval est donné sur la lettre de change ou sur une allonge.

Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Article 25.

An acceptance is written on the bill of exchange. It is expressed by the word "accepted" or any other equivalent term. It is signed by the drawee. The simple signature of the drawee on the face of the bill constitutes an acceptance.

When the bill is payable at a certain time after sight, or when it must be presented for acceptance within a certain limit of time in accordance with a special stipulation, the acceptance must be dated as of the day when the acceptance is given, unless the holder requires that it shall be dated as of the day of presentment. If it is undated, the holder, in order to preserve his right of recourse against the endorsers and the drawer, must authenticate the omission by a protest drawn up within the proper time.

Article 26.

An acceptance is unconditional, but the drawee may restrict it to part of the sum payable.

Every other modification introduced by an acceptance into the tenor of the bill of exchange operates as a refusal to accept. Nevertheless, the acceptor is bound according to the terms of his acceptance.

Article 27.

When the drawer of a bill has indicated a place of payment other than the domicile of the drawee without specifying a third party at whose address payment must be made, the drawee may name such third party at the time of acceptance. In default of this indication, the acceptor is deemed to have undertaken to pay the bill himself at the place of payment.

If a bill is payable at the domicile of the drawee, the latter may in his acceptance indicate an address in the same place where payment is to be made.

Article 28.

By accepting, the drawee undertakes to pay the bill of exchange at its maturity.

In default of payment, the holder, even if he is the drawer, has a direct action on the bill of exchange against the acceptor for all that can be demanded in accordance with Articles 48 and 49.

Article 29.

Where the drawee who has put his acceptance on a bill has cancelled it before restoring the bill, acceptance is deemed to be refused. Failing proof to the contrary, the cancellation is deemed to have taken place before the bill was restored.

Nevertheless, if the drawee has notified his acceptance in writing to the holder or to any party who has signed the bill, he is liable to such parties according to the terms of his acceptance.

CHAPTER IV. — "AVALS".

Article 30.

Payment of a bill of exchange may be guaranteed by an *aval* as to the whole or part of its amount.

This guarantee may be given by a third person or even by a person who has signed as a party to the bill.

Article 31.

The *aval* is given either on the bill itself or on an *allonge*.

It is expressed by the words "good as *aval*" ("*bon pour aval*") or by any other equivalent formula. It is signed by the giver of the *aval*.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto de la lettre de change, sauf quand il s'agit de la signature du tiré ou de celle du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 32.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie la lettre de change, le donneur d'aval acquiert les droits résultant de la lettre de change contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de la lettre de change.

CHAPITRE V. — DE L'ÉCHÉANCE.

Article 33.

Une lettre de change peut être tirée :

- A vue ;
- A un certain délai de vue ;
- A un certain délai de date ;
- A jour fixe.

Les lettres de change, soit à d'autres échéances, soit à échéances successives, sont nulles.

Article 34.

La lettre de change à vue est payable à sa présentation. Elle doit être présentée au paiement dans le délai d'un an à partir de sa date. Le tireur peut abréger ce délai ou en stipuler un plus long. Ces délais peuvent être abrégés par les endosseurs.

Le tireur peut prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

Article 35.

L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue est déterminée, soit par la date de l'acceptation, soit par celle du protêt.

En l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.

Article 36.

L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois.

Quand une lettre de change est tirée à un ou plusieurs mois et demi de date ou de vue, on compte d'abord les mois entiers.

Si l'échéance est fixée au commencement, au milieu (mi-janvier, mi-février, etc.) ou à la fin du mois, on entend par ces termes le premier, le quinze ou le dernier jour du mois.

Les expressions « huit jours » ou « quinze jours » s'entendent, non d'une ou deux semaines, mais d'un délai de huit ou de quinze jours effectifs.

L'expression « demi-mois » indique un délai de quinze jours.

It is deemed to be constituted by the mere signature of the giver of the *aval* placed on the face of the bill, except in the case of the signature of the drawee or of the drawer.

An *aval* must specify for whose account it is given. In default of this, it is deemed to be given for the drawer.

Article 32.

The giver of an *aval* is bound in the same manner as the person for whom he has become guarantor.

His undertaking is valid even when the liability which he has guaranteed is inoperative for any reason other than defect of form.

He has, when he pays a bill of exchange, the rights arising out of the bill of exchange against the person guaranteed and against those who are liable to the latter on the bill of exchange.

CHAPTER V. — MATURITY.

Article 33.

A bill of exchange may be drawn payable :

- At sight ;
- At a fixed period after sight ;
- At a fixed period after date ;
- At a fixed date.

Bills of exchange at other maturities or payable by instalments are null and void.

Article 34.

A bill of exchange at sight is payable on presentment. It must be presented for payment within a year of its date. The drawer may abridge or extend this period. These periods may be abridged by the endorsers.

The drawer may prescribe that a bill of exchange payable at sight must not be presented for payment before a named date. In this case, the period for presentment begins from the said date.

Article 35.

The maturity of a bill of exchange payable at a fixed period after sight is determined either by the date of the acceptance or by the date of the protest.

In the absence of the protest, an undated acceptance is deemed, so far as regards the acceptor, to have been given on the last day of the limit of time for presentment for acceptance.

Article 36.

Where a bill of exchange is drawn at one or more months after date or after sight, the bill matures on the corresponding date of the month when payment must be made. If there be no corresponding date, the bill matures on the last day of this month.

When a bill of exchange is drawn at one or more months and a-half after date or sight, entire months must first be calculated.

If the maturity is fixed at the commencement, in the middle (mid-January or mid-February, etc.) or at the end of the month, the first, fifteenth or last day of the month is to be understood.

The expressions " eight days " or " fifteen days " indicate not one or two weeks, but a period of eight or fifteen actual days.

The expression " half-month " means a period of fifteen days.

Article 37.

Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paiement.

Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence.

Les délais de présentation des lettres de change sont calculés conformément aux règles de l'alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l'intention a été d'adopter des règles différentes.

CHAPITRE VI. — DU PAIEMENT.

Article 38.

Le porteur d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit présenter la lettre de change au paiement, soit le jour où elle est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

La présentation d'une lettre de change à une Chambre de compensation équivaut à une présentation au paiement.

Il appartiendra au gouvernement de déterminer les institutions qui sont à considérer comme Chambres de compensation, et sous quelles conditions la présentation peut être effectuée.

Article 39.

Le tiré peut exiger, en payant la lettre de change, qu'elle lui soit remise acquittée par le porteur.

Le porteur ne peut refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur la lettre et que quittance lui en soit donnée.

Article 40.

Le porteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

Le tiré qui paie avant l'échéance le fait à ses risques et périls.

Celui qui paie à l'échéance est valablement libéré, à moins qu'il n'y ait de sa part une fraude ou une faute lourde. Il est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements mais non la signature des endosseurs.

Article 41.

Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays d'après sa valeur au jour de l'échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu du paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

Article 37.

When a bill of exchange is payable on a fixed day in a place where the calendar is different from the calendar in the place of issue, the day of maturity is deemed to be fixed according to the calendar of the place of payment.

When a bill of exchange drawn between two places having different calendars is payable at a fixed period after date, the day of issue is referred to the corresponding day of the calendar in the place of payment, and the maturity is fixed accordingly.

The time for presenting bills of exchange is calculated in accordance with the rules of the preceding paragraph.

These rules do not apply if a stipulation in the bill or even the simple terms of the instrument indicate an intention to adopt some different rule.

CHAPTER VI. — PAYMENT.

Article 38.

The holder of a bill of exchange payable on a fixed day or at a fixed period after date or after sight must present the bill for payment either on the day on which it is payable or on one of the two business days which follow.

The presentment of a bill of exchange at a clearing-house is equivalent to a presentment for payment.

It shall be for the Government to decide which institutions are to be regarded as clearing-houses and under what conditions presentment may be effected.

Article 39.

The drawee who pays a bill of exchange may require that it shall be given up to him receipted by the holder.

The holder may not refuse partial payment.

In case of partial payment, the drawee may require that mention of this payment shall be made on the bill and that a receipt therefor shall be given to him.

Article 40.

The holder of a bill of exchange cannot be compelled to receive payment thereof before maturity.

The drawee who pays before maturity does so at his own risk and peril.

He who pays at maturity is validly discharged, unless he has been guilty of fraud or gross negligence. He is bound to verify the regularity of the series of endorsements, but not the signature of the endorsers.

Article 41.

When a bill of exchange is drawn payable in a currency which is not that of the place of payment, the sum payable may be paid in the currency of the country, according to its value on the date of maturity. If the debtor is in default, the holder may at his option demand that the amount of the bill be paid in the currency of the country according to the rate on the day of maturity or the day of payment.

The usages of the place of payment determine the value of foreign currency. Nevertheless, the drawer may stipulate that the sum payable shall be calculated according to a rate expressed in the bill.

The foregoing rules shall not apply to the case in which the drawer has stipulated that payment must be made in a certain specified currency (stipulation for effective payment in foreign currency).

La clause de paiement effectif en monnaie étrangère n'a pas d'effet si en Lithuanie des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie viennent de paraître. Les indices caractéristiques de ces circonstances ainsi que leur apparition et leur fin seront fixés par le gouvernement.

Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui de paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

Article 42.

A défaut de présentation de la lettre de change au paiement dans le délai fixé par l'article 38, tout débiteur a la faculté d'en remettre le montant en dépôt à l'autorité compétente, aux frais, risques et périls du porteur.

CHAPITRE VII. — DES RECOURS FAUTE D'ACCEPTATION ET FAUTE DE PAIEMENT.

Article 43.

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés :

A l'échéance :

Si le paiement n'a pas eu lieu ;

Même avant l'échéance :

1^o S'il y a eu refus, total ou partiel, d'acceptation ;

2^o Si pour les biens du tiré, accepteur ou non, a eu lieu l'ouverture de procédure de la faillite, de procédure judiciaire de concordat ou de l'administration de biens, voire dans le cas de cessation de paiements, même non constatée par un jugement, de la part du tiré ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse ;

3^o Si pour les biens du tireur d'une lettre de change non acceptable a eu lieu l'ouverture de procédure de la faillite, de procédure judiciaire de concordat ou de l'administration de biens.

Article 44.

Le refus d'acceptation ou de paiement doit être constaté par un acte authentique (protêt faute d'acceptation ou faute de paiement).

Le protêt faute d'acceptation doit être fait dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation. Si, dans le cas prévu par l'article 24, premier alinéa, la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt peut encore être dressé le lendemain.

Le protêt faute de paiement d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être fait l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour où la lettre de change est payable. S'il s'agit d'une lettre payable à vue, le protêt doit être dressé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent pour dresser le protêt faute d'acceptation.

Le protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement.

En cas de cessation de paiements du tiré, accepteur ou non, ou en cas de saisie de ses biens demeurée infructueuse, le porteur ne peut exercer ses recours qu'après présentation de la lettre au tiré pour le paiement et après confection d'un protêt.

Lorsque pour les biens du tiré, accepteur ou non, ainsi que pour les biens du tireur d'une lettre non acceptable a eu lieu l'ouverture de procédure de la faillite, de procédure judiciaire de concordat

The stipulation regarding effective payment in foreign currency shall not apply in the event of exceptional circumstances in Lithuania affecting the rate of exchange of the currency. The indices significant of such circumstances shall be determined by the Government, which shall decide also when they are deemed to have appeared and to have ceased to exist.

If the amount of the bill of exchange is specified in a currency having the same denomination, but a different value in the country of issue and the country of payment, reference is deemed to be made to the currency of the place of payment.

Article 42.

When a bill of exchange is not presented for payment within the limit of time fixed by Article 38, every debtor is authorised to deposit the amount with the competent authority at the charge, risk and peril of the holder.

CHAPTER VII. — RECOURSE FOR NON-ACCEPTANCE OR NON-PAYMENT.

Article 43.

The holder may exercise his right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable :

At maturity :

If payment has not been made ;

Even before maturity :

(1) If there has been total or partial refusal to accept ;

(2) If proceedings for bankruptcy, legal settlement or the administration of property have been instituted in connection with the property of the drawee, whether he has accepted or not, or in the event of a stoppage of payment on his part, even when not declared by a judgment, or where execution has been levied against his goods without result ;

(3) If proceedings for bankruptcy, legal settlement or the administration of property have been instituted in connection with the property of the drawer of a non-acceptable bill of exchange.

Article 44.

Default of acceptance or of payment must be evidenced by an authentic act (protest for non-acceptance or non-payment).

Protest for non-acceptance must be made within the limit of time fixed for presentment for acceptance. If, in the case contemplated by Article 24, paragraph 1, the first presentment takes place on the last day of that time, the protest may nevertheless be drawn up on the next day.

Protest for non-payment of a bill of exchange payable on a fixed day or at a fixed period after date or sight must be made on one of the two business days following the day on which the bill is payable. In the case of a bill payable at sight, the protest must be drawn up under the conditions specified in the foregoing paragraph for the drawing up of a protest for non-acceptance.

Protest for non-acceptance dispenses with presentment for payment and protest for non-payment.

If there is a stoppage of payment on the part of the drawee, whether he has accepted or not, or if execution has been levied against his goods without result, the holder cannot exercise his right of recourse until after presentment of the bill to the drawee for payment and after the protest has been drawn up.

If proceedings for bankruptcy, legal settlement or the administration of property have been instituted in connection with the property of the drawee, whether he has accepted or not, or in

ou de l'administration de biens, la production du jugement correspondant suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours. La production de la publication du jugement correspondant dans le journal officiel ou dans un journal désigné pour la publication des communications des autorités judiciaires équivaut à la production du jugement.

Article 45.

Le jour où le protêt faute d'acceptation ou faute de paiement sera dressé, le notaire ou le fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser le protêt est tenu d'en donner avis par écrit à toutes les personnes obligées par la lettre de change, dont les adresses sont soit indiquées sur le titre, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par la personne ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt.

Le porteur dispensé par une clause spéciale de dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur immédiat et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour de la présentation. Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent un avis est donné à un signataire de la lettre de change, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi de la lettre de change.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Article 46.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », « sans protêt », ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute d'acceptation ou faute de paiement.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de la lettre de change dans les délais prescrits ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation des délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait dresser le protêt, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt, s'il en est dressé un, peuvent être recouverts contre tous les signataires.

Article 47.

Tous ceux qui ont tiré, accepté, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers le porteur.

connection with that of the drawer of a non-acceptable bill, the production of the relevant judgment suffices to enable the holder to exercise his right of recourse. Proof of publication of the relevant judgment in the official gazette or in a newspaper approved for the publication of communications from the judicial authorities shall be deemed equivalent to production of the judgment.

Article 45.

On the day on which the protest for non-acceptance or non-payment is drawn up, the notary or official authorised by law to draw up the protest shall be required to give written notification of it to all persons liable in respect of the bill of exchange whose addresses are indicated on the bill or known to the public official drawing up the protest or indicated by the person at whose instance the protest was drawn up. The costs of the said notification shall be added to the costs of the protest.

A holder who is exempted under a special stipulation from the obligation to draw up a protest for non-acceptance or non-payment in order to exercise his right of recourse must give notice of non-acceptance or non-payment to his immediate endorser and to the drawer within the four business days which follow the day for presentment. Every endorser must, within the two business days following the day on which he receives notice, notify his endorser of the notice he has received, mentioning the names and addresses of those who have given the previous notices, and so on through the series until the drawer is reached. The periods mentioned above run from the receipt of the preceding notice.

When, in conformity with the preceding paragraph, notice is given to a person who has signed a bill of exchange, the same notice must be given within the same limit of time to his *avaliseur*.

Where an endorser either has not specified his address or has specified it in an illegible manner, it is sufficient that notice should be given to the preceding endorser.

A person who must give notice may give it in any form whatever, even by simply returning the bill of exchange.

He must prove that he has given notice within the time allowed. This time-limit shall be regarded as having been observed if a letter giving the notice has been posted within the prescribed time.

A person who does not give notice within the limit of time mentioned above does not forfeit his rights. He is responsible for the injury, if any, caused by his negligence, but the damages shall not exceed the amount of the bill of exchange.

Article 46.

The drawer, an endorser, or a person guaranteeing payment by *aval* (*avaliseur*) may, by the stipulation "*retour sans frais*", "*sans protêt*", or any other equivalent expression written on the instrument and signed, release the holder from having a protest of non-acceptance or non-payment drawn up in order to exercise his right of recourse.

This stipulation does not release the holder from presenting the bill within the prescribed time or from the notices he has to give. The burden of proving the non-observance of the limits of time lies on the person who seeks to set it up against the holder.

If the stipulation is written by the drawer, it is operative in respect of all persons who have signed the bill; if it is written by an endorser or an *avaliseur*, it is operative only in respect of such endorser or *avaliseur*. If, in spite of the stipulation written by the drawer, the holder has the protest drawn up, he must bear the expenses thereof. When the stipulation emanates from an endorser or *avaliseur*, the costs of the protest, if one is drawn up, may be recovered from all the persons who have signed the bill.

Article 47.

All drawers, acceptors, endorsers or guarantors by *aval* of a bill of exchange are jointly and severally liable to the holder.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'une lettre de change qui a remboursé celle-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 48.

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

- 1° Le montant de la lettre de change non acceptée ou non payée avec les intérêts, s'il en a été stipulé ;
- 2° Les intérêts au taux de six pour cent à partir de l'échéance ;
- 3° Les frais du protêt, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais ;
- 4° Un droit de commission au taux d'un tiers pour cent du montant de la lettre de change.

Si le recours est exercé avant l'échéance, déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre. Cet escompte sera calculé, d'après le taux de l'escompte officiel (taux de la Banque), tel qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

Article 49.

Celui qui a remboursé la lettre de change peut réclamer à ses garants :

- 1° La somme intégrale qu'il a payée ;
- 2° Les intérêts de ladite somme, calculés au taux de six pour cent, à partir du jour où il l'a déboursée ;
- 3° Les frais qu'il a faits ;
- 4° Un droit de commission calculée conformément aux dispositions de l'art. 48, alinéa 1, N° 4.

Article 50.

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à recours peut exiger, contre remboursement, la remise de la lettre de change avec le protêt et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 51.

En cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la somme pour laquelle la lettre n'a pas été acceptée peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit, en outre, lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs.

Article 52.

Toute personne ayant le droit d'exercer un recours, peut, sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre (retraite) tirée à vue sur l'un de ses garants et payable au domicile de celui-ci.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 48 et 49, un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue, tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Si la retraite est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre à vue tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

The holder has the right of proceeding against all these persons individually or collectively without being required to observe the order in which they have become bound.

The same right is possessed by any person signing the bill who has taken it up and paid it.

Proceedings against one of the parties liable do not prevent proceedings against the others, even though they may be subsequent to the party first proceeded against.

Article 48.

The holder may recover from the person against whom he exercises his right of recourse :

- (1) The amount of the unaccepted or unpaid bill of exchange with interest, if interest has been stipulated for ;
- (2) Interest at the rate of 6 per cent from the date of maturity ;
- (3) The expenses of protest and of the notices given as well as other expenses ;
- (4) Commission at the rate of one-third per cent of the amount of the bill of exchange.

If the right of recourse is exercised before maturity, the amount of the bill shall be subject to a discount. This discount shall be calculated according to the official rate of discount (bank rate) ruling on the date when recourse is exercised at the place of domicile of the holder.

Article 49.

A party who takes up and pays a bill of exchange can recover from the parties liable to him :

- (1) The entire sum which he has paid ;
- (2) Interest on the said sum calculated at the rate of 6 per cent, starting from the day when he made payment ;
- (3) Any expenses which he has incurred ;
- (4) Commission calculated in accordance with the provisions of Article 48, paragraph 1, No. 4.

Article 50.

Every party liable against whom a right of recourse is or may be exercised can require, against payment, that the bill shall be given up to him with the protest and a receipted account.

Every endorser who has taken up and paid a bill of exchange may cancel his own endorsement and those of subsequent endorsers.

Article 51.

In the case of the exercise of the right of recourse after a partial acceptance, the party who pays the sum in respect of which the bill has not been accepted can require that this payment shall be specified on the bill and that he shall be given a receipt therefor. The holder must also give him a certified copy of the bill, together with the protest, in order to enable subsequent recourse to be exercised.

Article 52.

Every person having the right of recourse may, in the absence of agreement to the contrary, reimburse himself by means of a fresh bill (redraft) to be drawn at sight on one of the parties liable to him and payable at the domicile of that party.

The redraft includes, in addition to the sums mentioned in Articles 48 and 49, brokerage and the cost of stamping the redraft.

If the redraft is drawn by the holder, the sum payable is fixed according to the rate for a sight bill drawn at the place where the original bill was payable upon the party liable at the place of his domicile. If the redraft is drawn by an endorser, the sum payable is fixed according to the rate for a sight bill drawn at the place where the drawer of the redraft is domiciled upon the place of domicile of the party liable.

Article 53.

Après l'expiration des délais fixés :

- Pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue ;
- Pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement ;
- Pour la présentation au paiement en cas de clause de retour sans frais ;

le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur.

A défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours, tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation, à moins qu'il ne résulte des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation.

Si la stipulation d'un délai pour la présentation est contenue dans un endossement, l'endosseur, seul, peut s'en prévaloir.

Article 54.

Quand la présentation de la lettre de change ou la confection du protêt dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur la lettre de change ou sur une allonge : pour le surplus, les dispositions de l'article 45 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter la lettre à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt.

Si la force majeure persiste au delà de trente jours à partir de l'échéance, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni la confection d'un protêt soit nécessaire.

Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, le délai de trente jours court de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur ; pour les lettres de change à un certain délai de vue, le délai de trente jours s'augmente du délai de vue indiqué dans la lettre de change.

Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt.

CHAPITRE VIII. — DE L'INTERVENTION.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 55.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut indiquer une personne pour accepter ou payer au besoin.

La lettre de change peut être, sous les conditions déterminées ci-après, acceptée ou payée par une personne intervenant pour un débiteur quelconque exposé au recours.

L'intervenant peut être un tiers, même le tiré, ou une personne déjà obligée en vertu de la lettre de change, sauf l'accepteur.

L'intervenant est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qui il est intervenu. En cas d'inobservation de ce délai, il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de la lettre de change.

Article 53.

After the expiration of the limits of time fixed :

- For the presentment of a bill of exchange drawn at sight or at a fixed period after sight ;
- For drawing up the protest for non-acceptance or non-payment ;
- For presentment for payment in the case of a stipulation *retour sans frais* ;

the holder loses his rights of recourse against the endorsers, against the drawer and against the other parties liable, with the exception of the acceptor.

In default of presentment for acceptance within the limit of time stipulated by the drawer, the holder loses his right of recourse for non-payment, as well as for non-acceptance, unless it appears from the terms of the stipulation that the drawer only meant to release himself from the guarantee of acceptance.

If the stipulation for a limit of time for presentment is contained in an endorsement, the endorser alone can avail himself of it.

Article 54.

Should the presentment of the bill of exchange or the drawing up of the protest within the prescribed limits of time be prevented by an insurmountable obstacle (legal prohibition (*prescription légale*) by any State or other case of *vis major*), these limits of time shall be extended.

The holder is bound to give notice without delay of the case of *vis major* to his endorser and to specify this notice, which he must date and sign, on the bill or on an *allonge*; in other respects, the provisions of Article 45 shall apply.

When *vis major* has terminated, the holder must without delay present the bill of exchange for acceptance or payment and, if need be, draw up the protest.

If *vis major* continues to operate beyond thirty days after maturity, recourse may be exercised, and neither presentment nor the drawing up of a protest shall be necessary.

In the case of bills of exchange drawn at sight or at a fixed period after sight, the time-limit of thirty days shall run from the date on which the holder, even before the expiration of the time for presentment, has given notice of *vis major* to his endorser. In the case of bills of exchange drawn at a certain time after sight, the above time-limit of thirty days shall be added to the period after sight specified in the bill of exchange.

Facts which are purely personal to the holder or to the person whom he has entrusted with the presentment of the bill or drawing up of the protest are not deemed to constitute cases of *vis major*.

CHAPTER VIII. — INTERVENTION FOR HONOUR.

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 55.

The drawer, an endorser, or a person giving an *aval* may specify a person who is to accept or pay in case of need.

A bill of exchange may, subject as hereinafter mentioned, be accepted or paid by a person who intervenes for the honour of any debtor against whom a right of recourse exists.

The person intervening may be a third party, even the drawee or, save the acceptor, a party already liable on the bill of exchange.

The person intervening is bound to give, within two business days, notice of his intervention to the party for whose honour he has intervened. In default, he is responsible for the injury, if any, due to his negligence, but the damages shall not exceed the amount of the bill of exchange.

2. ACCEPTATION PAR INTERVENTION.

Article 56.

L'acceptation par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où des recours sont ouverts, avant l'échéance, au porteur d'une lettre de change acceptable.

Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

Dans les autres cas d'intervention, le porteur peut refuser l'acceptation par intervention. Toutefois s'il l'admet, il perd les recours qui lui appartiennent avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été donnée et contre les signataires subséquents.

Article 57.

L'acceptation par intervention est mentionnée sur la lettre de change, elle est signée par l'intervenant. Elle indique pour le compte de qui elle a lieu ; à défaut de cette indication, l'acceptation est réputée donnée pour le tireur.

Article 58.

L'accepteur par intervention est obligé envers le porteur et envers les endosseurs postérieurs à celui pour le compte duquel il est intervenu, de la même manière que celui-ci.

Malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur, contre remboursement de la somme indiquée à l'article 48, la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté, s'il y a lieu.

3. PAIEMENT PAR INTERVENTION.

Article 59.

Le paiement par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où, soit à l'échéance, soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Le paiement doit comprendre toute la somme qu'aurait à acquitter celui pour lequel il a lieu.

Il doit être fait au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement.

Article 60.

Si la lettre de change a été acceptée par des intervenants ayant leur domicile au lieu du paiement, ou si des personnes ayant leur domicile dans ce même lieu ont été indiquées pour payer au besoin, le porteur doit présenter la lettre à toutes ces personnes et faire dresser, s'il y a lieu, un protêt faute de paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt.

A défaut de protêt dans ce délai, celui qui a indiqué le besoin ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée et les endosseurs postérieurs cessent d'être obligés.

Article 61.

Le porteur qui refuse le paiement par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

2. ACCEPTANCE BY INTERVENTION (FOR HONOUR).

Article 56.

There may be acceptance by intervention in all cases where the holder has a right of recourse before maturity on a bill which is capable of acceptance.

When the bill of exchange indicates a person who is designated to accept or pay it in case of need at the place of payment, the holder may not exercise his rights of recourse before maturity against the person naming such referee in case of need and against subsequent signatories, unless he has presented the bill of exchange to the referee in case of need and until, if acceptance is refused by the latter, this refusal has been authenticated by a protest.

In other cases of intervention, the holder may refuse an acceptance by intervention. Nevertheless, if he allows it, he loses his right of recourse before maturity against the person on whose behalf such acceptance was given and against subsequent signatories.

Article 57.

Acceptance by intervention is specified on the bill of exchange. It is signed by the person intervening. It mentions the person for whose honour it has been given and, in default of such mention, the acceptance is deemed to have been given for the honour of the drawer.

Article 58.

The acceptor by intervention is liable to the holder and to the endorsers, subsequent to the party for whose honour he intervened, in the same manner as such party.

Notwithstanding an acceptance by intervention, the party for whose honour it has been given and the parties liable to him may require the holder, in exchange for payment of the sum mentioned in Article 48, to deliver the bill, the protest and a receipted account, if any.

3. PAYMENT BY INTERVENTION.

Article 59.

Payment by intervention may take place in all cases where, either at maturity or before maturity, the holder has a right of recourse on the bill.

Payment must include the whole amount payable by the party for whose honour it is made.

It must be made at the latest on the day following the last day allowed for drawing up the protest for non-payment.

Article 60.

If a bill of exchange has been accepted by persons intervening who are domiciled in the place of payment, or if persons domiciled there have been named as referees in case of need, the holder must present the bill to all these persons and, if necessary, have a protest for non-payment drawn up at the latest on the day following the last day allowed for drawing up the protest.

In default of protest within this limit of time, the party who has named the referee in case of need, or for whose account the bill has been accepted, and the subsequent endorsers are discharged.

Article 61.

The holder who refuses payment by intervention loses his right of recourse against any persons who would have been discharged thereby.

Article 62.

Le paiement par intervention doit être constaté par un acquit donné sur la lettre de change avec indication de celui pour qui il est fait. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur.

La lettre de change et le protêt, s'il en a été dressé un, doivent être remis au payeur par l'intervention.

Article 63.

Le payeur par intervention acquiert les droits résultant de la lettre de change contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. Toutefois, il ne peut endosser la lettre de change à nouveau.

Les endosseurs postérieurs au signataire pour qui le paiement a eu lieu sont libérés.

En cas de concurrence pour le paiement par intervention, celui qui opère le plus de libération est préféré. Celui qui intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés.

CHAPITRE IX. — DE LA PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES ET DES COPIES.

I. PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES.

Article 64.

La lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques.

Ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre ; faute de quoi, chacun d'eux est considéré comme une lettre de change distincte.

Tout porteur d'une lettre n'indiquant pas qu'elle a été tirée en un exemplaire unique peut exiger à ses frais la délivrance de plusieurs exemplaires. A cet effet, il doit s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter ses soins pour agir contre son propre endosseur, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires.

Article 65.

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires. Toutefois, le tiré reste tenu à raison de chaque exemplaire accepté dont il n'a pas obtenu la restitution.

L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués.

Article 66.

Celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les autres exemplaires le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Celle-ci est tenue de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire.

Si elle s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt :

- 1^o Que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande ;
- 2^o Que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

Article 62.

Payment by intervention must be authenticated by a receipt given on the bill of exchange mentioning the person for whose honour payment has been made. In default of such mention, payment is deemed to have been made for the honour of the drawer.

The bill of exchange and the protest, if any, must be given up to the person paying by intervention.

Article 63.

The person paying by intervention acquires the rights arising out of the bill of exchange against the party for whose honour he has paid and against persons who are liable to the latter on the bill of exchange. Nevertheless, he cannot re-endorse the bill of exchange.

Endorsers subsequent to the party for whose honour payment has been made are discharged.

In case of competition for payment by intervention, the payment which effects the greater number of releases has the preference. Any person who, with a knowledge of the facts, intervenes in a manner contrary to this rule loses his right of recourse against those who would have been discharged.

CHAPTER IX. — PARTS OF A SET AND COPIES.

I. PARTS OF A SET.

Article 64.

A bill of exchange can be drawn in a set of two or more identical parts.

These parts must be numbered in the body of the instrument itself; in default, each part is considered as a separate bill of exchange.

Every holder of a bill which does not specify that it has been drawn as a sole bill may, at his own expense, require the delivery of two or more parts. For this purpose, he must apply to his immediate endorser, who is bound to assist him in proceeding against his own endorser, and so on in the series until the drawer is reached. The endorsers are bound to reproduce their endorsements on the new parts of the set.

Article 65.

Payment made on one part of a set operates as a discharge, even though there is no stipulation that this payment annuls the effect of the other parts. Nevertheless, the drawee is liable on each accepted part which he has not recovered.

An endorser who has transferred parts of a set to different persons, as well as subsequent endorsers, are liable on all the parts bearing their signature which have not been restored.

Article 66.

A party who has sent one part for acceptance must indicate on the other parts the name of the person in whose hands this part is to be found. That person is bound to give it up to the lawful holder of another part.

If he refuses, the holder cannot exercise his right of recourse until he has had a protest drawn up specifying :

- (1) That the part sent for acceptance has not been given up to him on his demand ;
- (2) That acceptance or payment could not be obtained on another of the parts.

2. COPIES.

Article 67.

Tout porteur d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies.

La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit indiquer où elle s'arrête.

Elle peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original.

Article 68.

La copie doit désigner le détenteur du titre original. Celui-ci est tenu de remettre ledit titre au porteur légitime de la copie.

S'il s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande.

Si le titre original, après le dernier endossement survenu avant que la copie ne soit faite, porte la clause : « à partir d'ici l'endossement ne vaut que sur la copie » ou toute autre formule équivalente, un endossement signé ultérieurement sur l'original est nul.

CHAPITRE X. — DES ALTÉRATIONS.

Article 69.

En cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte originaire.

CHAPITRE XI. — DE LA PRESCRIPTION.

Article 70.

Toutes actions résultant de la lettre de change contre l'accepteur se prescrivent par trois ans à compter de la date de l'échéance.

Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an à partir de la date du protêt dressé en temps utile ou de celle de l'échéance, en cas de clause de retour sans frais.

Les actions des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur se prescrivent par six mois à partir du jour où l'endosseur a remboursé la lettre ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 71.

La prescription s'interrompt dans les cas prévus par les lois respectives, mais dans aucun cas la prescription ne sera suspendue.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE XII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 72.

Le paiement d'une lettre de change dont l'échéance est à un jour férié légal ne peut être exigé que le premier jour ouvrable qui suit. De même, tous autres actes relatifs à la lettre

2. COPIES.

Article 67.

Every holder of a bill of exchange has the right to make copies of it.

A copy must reproduce the original exactly, with the endorsements and all other statements to be found therein. It must specify where the copy ends.

It may be endorsed and guaranteed by *aval* in the same manner and with the same effects as the original.

Article 68.

A copy must specify the person in possession of the original instrument. The latter is bound to hand over the said instrument to the lawful holder of the copy.

If he refuses, the holder may not exercise his right of recourse against the persons who have endorsed the copy or guaranteed it by *aval* until he has had a protest drawn up specifying that the original has not been given up to him on his demand.

Where the original instrument, after the last endorsement before the making of the copy, contains a clause "commencing from here an endorsement is only valid if made on the copy" or some equivalent formula, a subsequent endorsement on the original is null and void.

CHAPTER X. — ALTERATIONS.

Article 69.

In case of alteration of the text of a bill of exchange, parties who have signed subsequent to the alteration are bound according to the terms of the altered text ; parties who have signed before the alteration are bound according to the terms of the original text.

CHAPTER XI. — LIMITATION OF ACTIONS.

Article 70.

All actions arising out of a bill of exchange against the acceptor are barred after three years, reckoned from the date of maturity.

Actions by the holder against the endorsers and against the drawer are barred after one year from the date of a protest drawn up within proper time, or from the date of maturity where there is a stipulation *retour sans frais*.

Actions by endorsers against each other and against the drawer are barred after six months, reckoned from the day when the endorser took up and paid the bill or from the day when he himself was sued.

Article 71.

The period of limitation shall be interrupted in the cases specified by the respective laws, but shall in no case be suspended.

Interruption of the period of limitation is only effective against the person in respect of whom the period has been interrupted.

CHAPTER XII. — GENERAL PROVISIONS.

Article 72.

Payment of a bill of exchange which falls due on a legal holiday (*jour férié légal*) cannot be demanded until the next business day. So, too, all other proceedings relating to a bill of

de change, notamment la présentation à l'acceptation et le protêt, ne peuvent être qu'un jour ouvrable.

Lorsqu'un de ces actes doit être accompli dans un certain délai dont le dernier jour est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 73.

Les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 74.

Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire n'est admis.

TITRE II

DU BILLET A ORDRE

Article 75.

Le billet à ordre contient :

- 1° La dénomination du titre insérée dans le texte même et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
- 2° La promesse pure et simple de payer une somme déterminée ;
- 3° L'indication de l'échéance ;
- 4° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- 5° Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;
- 6° L'indication de la date et du lieu où le billet est souscrit ;
- 7° La signature de celui qui émet le titre (souscripteur).

Lorsque le souscripteur, pour une raison quelconque, n'est pas à même d'apposer lui-même sa signature sur le billet à ordre, celui-ci peut être signé, sur demande du souscripteur, par une autre personne. Dans ce cas le billet à ordre doit contenir la certification d'un notaire constatant qu'il a été signé sur demande du souscripteur.

Article 76.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme billet à ordre, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

Le billet à ordre dont l'échéance n'est pas indiquée est considéré comme payable à vue.

A défaut d'indication spéciale, le lieu de création du titre est réputé être le lieu du paiement et, en même temps, le lieu du domicile du souscripteur.

Le billet à ordre n'indiquant pas le lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du souscripteur.

Article 77.

Sont applicables au billet à ordre, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la nature de ce titre, les dispositions relatives à la lettre de change et concernant :

- L'endossement (articles 11-20) ;
- L'échéance (articles 33-37) ;

exchange, in particular presentment for acceptance and protest, can only be taken on a business day.

Where any of these proceedings must be taken within a certain limit of time the last day of which is a legal holiday (*jour férié légal*), the limit of time is extended until the first business day which follows the expiration of that time. Intermediate holidays (*jours fériés*) are included in computing limits of time.

Article 73.

Legal or contractual limits of time do not include the day on which the period commences.

Article 74.

No days of grace, whether legal or judicial, are permitted.

TITLE II.

PROMISSORY NOTES.

Article 75.

A promissory note contains :

- (1) The term "promissory note" inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;
- (2) An unconditional promise to pay a determinate sum of money ;
- (3) A statement of the time of payment ;
- (4) A statement of the place where payment is to be made ;
- (5) The name of the person to whom or to whose order payment is to be made ;
- (6) A statement of the date and of the place where the promissory note is issued ;
- (7) The signature of the person who issues the instrument (maker).

If the maker is unable for any reason himself to place his signature on the promissory note, the latter may be signed, at the maker's request, by another person. In this case, the promissory note shall bear a statement by a notary certifying that it has been signed at the request of the maker.

Article 76.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding Article are wanting is invalid as a promissory note except in the cases specified in the following paragraphs.

A promissory note in which the time of payment is not specified is deemed to be payable at sight.

In default of special mention, the place where the instrument is made is deemed to be the place of payment and at the same time the place of the domicile of the maker.

A promissory note which does not mention the place of its issue is deemed to have been made in the place mentioned beside the name of the maker.

Article 77.

The following provisions relating to bills of exchange apply to promissory notes so far as they are not inconsistent with the nature of these instruments, viz. :

- Endorsement (Articles 11 to 20) ;
- Time of payment (Articles 33 to 37) ;

Le paiement (articles 38-42) ;
 Les recours faute de paiement (articles 43-50, 52-54) ;
 Le paiement par intervention (articles 55, 59-63) ;
 Les copies (articles 67 et 68) ;
 Les altérations (article 69) ;
 La prescription (articles 70-71) ;
 Les jours fériés, la computation des délais et l'interdiction des jours de grâce (articles 72, 73 et 74).

Sont aussi applicables au billet à ordre les dispositions concernant la lettre de change payable chez un tiers ou dans une localité autre que celle du domicile du tiré (articles 4 et 27), la stipulation d'intérêts (article 5), les différences d'énonciation relatives à payer (article 6), les conséquences de l'apposition d'une signature dans les conditions visées à l'article 7, celles de la signature d'une personne qui agit sans pouvoirs ou en dépassant ses pouvoirs (article 8), et la lettre de change en blanc (article 10).

Sont également applicables au billet à ordre, les dispositions relatives à l'aval (articles 30 à 32) ; dans le cas prévu à l'article 31, dernier alinéa, si l'aval n'indique pas pour le compte de qui il a été donné, il est réputé l'avoir été pour le compte du souscripteur du billet à ordre.

Article 78.

Le souscripteur d'un billet à ordre est obligé de la même manière que l'accepteur d'une lettre de change.

Les billets à ordre payables à un certain délai de vue doivent être présentés au visa du souscripteur dans les délais fixés à l'article 23. Le délai de vue court de la date du visa signé du souscripteur sur le billet. Le refus du souscripteur de donner son visa daté est constaté par un protêt (article 25) dont la date sert de point de départ au délai de vue.

TITRE III

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

CHAPITRE PREMIER. — DES PROTÊTS.

Article 79.

Tout protêt doit être dressé par un notaire ou un fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser le protêt.

Article 80.

L'officier public autorisé à dresser le protêt auquel la lettre de change ou le billet à ordre ont été présentés en vue du protêt, invite, oralement ou par écrit, les personnes à l'égard desquelles le protêt doit être dressé, à effectuer les actes découlant de la lettre de change ou du billet à ordre.

Si les actes découlant de la lettre de change ou du billet à ordre ne sont pas effectués, l'officier public dressera un acte de protêt.

Article 81.

L'acte de protêt doit contenir :

- 1^o La date du protêt ;
- 2^o Le numéro de l'acte du protêt ;

Payment (Articles 38 to 42) ;
 Recourse in case of non-payment (Articles 43 to 50, 52 to 54) ;
 Payment by intervention (Articles 55, 59 to 63) ;
 Copies (Articles 67 and 68) ;
 Alterations (Article 69) ;
 Limitation of actions (Articles 70 and 71) ;
 Holidays, computation of limits of time and prohibition of days of grace (Articles 72, 73 and 74).

The following provisions are also applicable to a promissory note : The provisions concerning a bill of exchange payable at the address of a third party or in a locality other than that of the domicile of the drawee (Articles 4 and 27) ; stipulation for interest (Article 5) ; discrepancies as regards the sum payable (Article 6) ; the consequences of signature under the conditions mentioned in Article 7, the consequences of signature by a person who acts without authority or who exceeds his authority (Article 8) ; and provisions concerning a bill of exchange in blank (Article 10).

The following provisions are also applicable to a promissory note : Provisions relating to guarantee by *aval* (Articles 30-32) ; in the case provided for in Article 31, last paragraph, if the *aval* does not specify on whose behalf it has been given, it is deemed to have been given on behalf of the maker of the promissory note.

Article 78.

The maker of a promissory note is bound in the same manner as an acceptor of a bill of exchange

Promissory notes payable at a certain time after sight must be presented for the visa of the maker within the limits of time fixed by Article 23. The limit of time runs from the date of the visa signed by the maker on the note. The refusal of the maker to give his visa with the date thereon must be authenticated by a protest (Article 25), the date of which marks the commencement of the period of time after sight.

TITLE III.

ADDITIONAL PROVISIONS.

CHAPTER I. — PROTESTS.

Article 79.

All protests must be drawn up by a notary or an official authorised by law to draw up protests.

Article 80.

The public official authorised to draw up protests to whom the bill of exchange or promissory note has been presented with a view to the protest being made shall, either orally or in writing, call upon the persons to whom the protest is to be addressed to perform the actions arising out of the bill of exchange or promissory note.

If the actions arising out of the bill of exchange or promissory note are not *performed*, the public official shall draw up an instrument of protest.

Article 81.

The instrument of protest shall contain :

- (1) The date of the protest ;
- (2) The number of the instrument of protest ;

3° Le nom de celui au profit duquel le protêt est dressé ainsi que le nom de celui à l'égard duquel le protêt est dressé ;

4° L'indication du fait que celui, à l'égard duquel le protêt est dressé, était invité infructueusement à effectuer les actes découlant de la lettre de change et du billet à ordre ou qu'il n'était pas rencontré ou que ses bureaux ou son logement n'ont pu être trouvés ;

5° L'indication du lieu et du jour auxquels la remise de l'invitation ou la tentative de remise restée infructueuse ont eu lieu ;

6° Le montant des frais de protêt.

Si le tiré, auquel une lettre de change est présentée à l'acceptation, exige une seconde présentation le lendemain, indication en sera faite dans l'acte de protêt.

L'acte de protêt doit être signé par l'officier public autorisé à le dresser et muni du sceau officiel.

Article 82.

L'acte de protêt doit être apposé à la lettre de change ou au billet à ordre ou sur leur allonge.

L'acte de protêt doit être apposé immédiatement après la dernière inscription au verso de la lettre de change ou du billet à ordre, à défaut d'inscription immédiatement sur l'un des bords du verso du titre.

Si l'acte de protêt est apposé sur une allonge la ligne d'attachement doit être munie du sceau officiel. Dans ce cas la signature de l'officier public autorisé à dresser le protêt n'a pas besoin d'être accompagnée du sceau.

Si la demande en protêt s'effectue sous forme de la présentation de plusieurs exemplaires de la même lettre de change ou du même billet à ordre ou du titre original et d'une copie, la confection du protêt sur l'un des exemplaires ou sur l'original est suffisante. Les autres exemplaires ou la copie doivent indiquer l'exemplaire sur lequel l'acte de protêt a été apposé ou que le protêt se trouve sur le titre original. Les dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3 phrase 1 s'appliquent respectivement à cette indication. L'indication doit être signée par l'officier public autorisé à dresser l'acte de protêt.

Article 83.

L'acte de protêt que le porteur d'une copie fait dresser conformément au deuxième alinéa de l'article 68 contre le détenteur du titre original doit être apposé sur la copie ou sur une allonge.

Si le protêt est dressé en cas d'acceptation partielle, une copie doit être faite de la lettre de change et l'acte de protêt doit être apposé sur cette copie ou sur une allonge. La copie doit contenir de même tous les endossements et autres inscriptions de la lettre de change.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 82 sont respectivement applicables.

Article 84.

Il suffira de dresser un seul protêt lorsqu'il s'agit des actes découlant d'une seule lettre de change ou d'un seul billet à ordre à effectuer par plusieurs personnes ou par la même personne plusieurs fois.

Article 85.

Le paiement de la lettre de change ou du billet à ordre peut être effectué entre les mains de l'officier public autorisé à dresser l'acte du protêt. Il ne peut être privé de la compétence d'accepter les paiements.

(3) The name of the person for whose benefit the protest has been drawn up and the name of the person to whom the protest is addressed ;

(4) A statement to the effect that the person to whom the protest was addressed has been called upon without result to perform the actions arising out of the bill of exchange or promissory note, or that he has not been found or that his office or domicile has not been traced ;

(5) A statement of the place and date of delivery of the said summons or of the unsuccessful attempt to deliver the same ;

(6) The total costs of the protest.

If the drawee to whom a bill of exchange is presented for acceptance requires a second presentment the following day, a statement to this effect shall be entered on the instrument of protest.

The instrument of protest shall be signed by the public official authorised to draw it up and shall bear the official seal.

Article 82.

The instrument of protest shall be affixed to the bill of exchange or promissory note or to the *allonge*.

The instrument of protest shall be affixed immediately after the last entry on the back of the bill of exchange or promissory note or, in the absence of such entry, directly, to one side, on the back.

If the instrument of protest is affixed to an *allonge*, it shall bear the official seal at the point of attachment. In this case, the signature of the public official authorised to draw up the protest need not be accompanied by the seal.

If the protest is effected in the form of the presentment of a set of parts forming a single bill of exchange or promissory note or in that of the presentment of the original document and one copy, it shall be sufficient to draw up the protest on one of the parts or on the original. The other parts or the copy shall indicate to which part the instrument of protest has been affixed or shall specify that the protest is to be found on the original bill of exchange or promissory note. The provisions of paragraph 2 and of the first sentence of paragraph 3 shall apply respectively to this indication. The said indication shall be signed by the public official authorised to draw up the instrument of protest.

Article 83.

An instrument of protest which the holder of a copy causes to be drawn up in accordance with Article 68, paragraph 2, against the possessor of the original bill of exchange or promissory note shall be affixed to the said copy or to an *allonge*.

If the protest is drawn up in the case of partial acceptance, a copy shall be made of the bill of exchange and the instrument of protest shall be affixed to the said copy or to an *allonge*. Similarly, the copy shall embody all the endorsements and other entries on the bill of exchange.

The provisions of Article 82, paragraphs 2 and 3, shall apply respectively.

Article 84.

It shall be sufficient to draw up a single protest in the case of actions arising out of a single bill of exchange or a single promissory note which are to be performed by a number of persons or by the same person several times.

Article 85.

Payment of a bill of exchange or promissory note may be effected through the public official authorised to draw up the instrument of protest. He may not be deprived of his power to accept such payments.

Article 86.

La rectification des fautes d'écriture, d'omissions et d'autres défauts de l'acte de protêt doit être effectuée par l'officier public autorisé à dresser un acte de protêt avant la remise de l'acte de protêt à la personne sur la demande de laquelle le protêt a été dressé. L'acte de protêt doit contenir l'indication des rectifications effectuées, signée par l'officier public.

Article 87.

Une copie légalisée de l'acte de protêt doit être conservée. Indication doit être faite au sujet du contenu de la lettre de change ou du billet à ordre ou de leur copie. Cette indication doit contenir :

- 1° Le montant de la lettre de change et du billet à ordre.
- 2° La date de l'échéance.
- 3° L'indication du jour et du lieu de la création.
- 4° Les noms du tireur et du souscripteur, le nom de la personne à laquelle ou sur l'ordre de laquelle le paiement doit être effectué, ainsi que le nom du tiré.
- 5° S'il est indiqué une personne autre que le tiré ou, dans le cas d'un billet à ordre, autre que le souscripteur, qui doit effectuer le paiement, le nom de cette personne ainsi que, le cas échéant, les noms des intervenants au besoin et des personnes ayant accepté la lettre de change ou le billet à ordre par honneur.

Les copies et indications sont à conserver en bon ordre.

CHAPITRE II. — DE L'ENRICHISSEMENT.

Article 88.

Dans les cas où les engagements en vertu du titre du tireur, de l'accepteur ou du souscripteur sont éteints par prescription ou par le fait qu'un acte nécessaire pour conserver le droit de recours a été omis, ceux-ci resteront responsables envers le porteur pour autant qu'ils se seraient enrichis des dommages encourus par lui. L'action pour le recouvrement du bénéfice se prescrit par trois ans après l'extinction de l'obligation découlant de la lettre de change ou du billet à ordre.

Une telle action ne peut être intentée contre les endosseurs dont les engagements sont éteints.

CHAPITRE III. — DES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE, ET DES ACTES DE PROTÊT PERDUS, VOLÉS OU DÉTRUITS.

Article 89.

Une lettre de change ou un billet à ordre perdus, volés ou détruits peuvent être annulés par voie d'appel conformément aux dispositions du Code de procédure civile. Le délai d'appel est de deux mois ; il court du premier jour de l'échéance, si la lettre de change ou un billet à ordre n'est pas encore échu.

Toutes les personnes nommées dans la lettre de change ou dans le billet à ordre doivent être avisées, autant que possible, de l'ouverture de la procédure d'appel.

Article 90.

Après ouverture de la procédure d'appel, le tribunal peut accorder au demandeur le droit d'exiger le paiement à l'échéance par l'accepteur de la lettre de change ou par le souscripteur du billet à ordre, à condition qu'il fournisse des garanties jusqu'au moment où les titres seront déclarés

Article 86.

Errors in writing, omissions and other defects in the instrument of protest shall be corrected by the public official authorised to draw up an instrument of protest before the said instrument is delivered to the person at whose request the protest has been drawn up. The instrument of protest shall contain a statement of any corrections made, signed by the public official.

Article 87.

A certified copy of the instrument of protest shall be preserved. The contents of the bill of exchange or promissory note or of any copy of the same shall be indicated. The said indication shall contain :

- (1) The sum payable by the bill of exchange and the promissory note ;
- (2) The date of maturity ;
- (3) A statement of the date and place of issue ;
- (4) The names of the drawer and maker, the name of the person to whom or to whose order payment is to be effected and the name of the drawee ;
- (5) If a person other than the drawee or, in the case of a promissory note, other than the maker is indicated as being liable for payment, the name of the said person and, if necessary, the names of possible interveners and of persons having accepted the bill of exchange or promissory note for honour.

The copies and indications shall be carefully preserved.

CHAPTER II. — BENEFITS.

Article 88.

Should the obligations assumed in virtue of the instrument by the drawer, the acceptor or the maker lapse by limitation (*prescription*) or because an action required to maintain the right of recourse has been omitted, the said persons shall remain responsible to the holder for a sum equal to any benefits accruing to them as a result of the loss sustained by him. Actions for the recovery of benefits are barred after three years as from the lapse of obligations arising out of the bill of exchange or promissory note.

Such actions may not be taken against endorsers whose obligations have lapsed.

CHAPTER III. — BILLS OF EXCHANGE, PROMISSORY NOTES AND INSTRUMENTS OF PROTEST
LOST, STOLEN OR DESTROYED.

Article 89.

A bill of exchange or promissory note may, if lost, stolen or destroyed, be cancelled on appeal in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure. The time-limit for such appeal shall be two months ; it shall run as from the first day of maturity, if the bill of exchange or promissory note has not yet matured.

All persons named in the bill of exchange or promissory note shall, as far as possible, be advised of the opening of appeal proceedings.

Article 90.

After the opening of appeal proceedings, the Court may grant the plaintiff the right to demand payment on maturity by the acceptor of the bill of exchange or the maker of the promissory note, on condition that he provides guarantees until the instrument has been declared null and void.

nuls. A défaut de telles garanties, le demandeur n'a que le droit d'exiger la remise, à ses frais, du montant du titre en dépôt aux autorités judiciaires. L'obligé ayant satisfait à cette réclamation est libéré des obligations découlant du titre.

Article 91.

Celui sur la demande duquel le titre a été annulé, est autorisé à se prévaloir des droits découlant du titre envers les obligés.

Dans le cas où le jugement annulant le titre est déclaré nul par suite d'une contestation, les actes effectués par l'obligé en vertu du jugement resteront valables même à l'égard des tiers, en particulier à l'égard de celui qui s'est pourvu en annulation du jugement, à moins que l'obligé en effectuant les actes n'ait été au courant de l'annulation du jugement.

Article 92.

Un acte de protêt perdu, volé ou détruit peut être remplacé par un certificat constatant la confection de l'acte de protêt délivré par le service conservant la copie légalisée de l'acte de protêt. Sont à insérer dans ce certificat le contenu de l'acte de protêt et les indications faites selon l'article 87.

TITRE IV

DES DROITS DE TIMBRE DES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE.

Article 93.

La validité des engagements pris en matière de lettres de change ainsi que l'exercice des droits qui découlent d'une lettre de change ne sont pas subordonnés à l'observation des dispositions de la loi sur les droits de timbre, sauf les cas déterminés par les alinéas suivants.

L'exercice des droits découlant d'une lettre de change sera suspendu jusqu'à l'acquittement des droits de timbre prescrits ainsi que des amendes encourues pour non-paiement ou pour un paiement incomplet en matière de droits de timbre.

La lettre de change sera privée de la qualité et des effets de titre immédiatement exécutoire, qui lui seraient attribués par la loi, si le droit de timbre n'était pas, dès la création du titre, dûment acquitté conformément aux dispositions de la loi sur les droits de timbre.

Article 94.

Tout billet à ordre pour lequel les droits de timbre n'ont pas été dûment, dès la création du titre, acquittés conformément aux dispositions de la loi sur les droits de timbre, est réputé n'ayant aucun effet de billet à ordre.

TITRE V

DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE.

Article 95.

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation

In the absence of such guarantees, the plaintiff shall simply have the right to demand the deposit with the judicial authorities, at his expense, of the sum payable by the bill of exchange or promissory note. A party liable who has complied with this request shall be freed from the obligations arising out of the bill of exchange or promissory note.

Article 91.

The person at whose request the instrument was cancelled shall be authorised to avail himself of the rights arising out of the said instrument against those liable.

Should the judgment cancelling the instrument be declared null and void on appeal, the actions performed by the party liable in virtue of the judgment shall remain valid even in regard to third parties, and more especially in regard to the party who has taken proceedings with a view to having the judgment quashed, unless the party liable was aware, at the time when he performed the said actions, that the judgment had been quashed.

Article 92.

An instrument of protest which has been lost, stolen or destroyed may be replaced by a certificate stating that the instrument of protest was drawn up and issued by the authority holding the certified copy of the instrument of protest. The said certificate shall embody the contents of the instrument of protest and the particulars given in accordance with Article 87.

TITLE IV.

STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES.

Article 93.

The validity of obligations assumed in connection with bills of exchange and the exercise of rights arising out of a bill of exchange shall not be subject to the observance of the provisions of the law on stamp duties, except in the cases specified in the following paragraphs.

The exercise of rights arising out of a bill of exchange shall be suspended until payment has been made of the prescribed stamp duties and of fines incurred for non-payment or for incomplete payment of stamp duties.

A bill of exchange shall be deemed to have lost any legal character and force as a document immediately enforceable, if when the instrument was made the stamp duty was not duly paid in accordance with the provisions of the law on stamp duties.

Article 94.

Any promissory note for which stamp duties were not duly paid at the time of issue, in accordance with the provisions of the law on stamp duties, shall be deemed inoperative as a promissory note.

TITLE V.

CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES.

Article 95.

The capacity of a person to bind himself by a bill of exchange or promissory note shall be determined by his national law. If this national law provides that the law of another country is competent in the matter, this latter law shall be applied.

A person who lacks capacity, according to the law specified in the preceding paragraph, is nevertheless bound, if his signature has been given in any territory in which, according to the law

duquel la personne aurait été capable. Cette disposition ne sera pas appliquée si l'engagement a été pris en matière de lettre de change et de billet à ordre par un des ressortissants à l'étranger.

Article 96.

La forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits.

Cependant, si les engagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'Etat où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers quant à la forme n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur.

Les engagements pris à l'étranger en matière de lettre de change et de billet à ordre par le ressortissant de la Lithuanie seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 97.

Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables.

Les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

Article 98.

Les délais de l'exercice de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 99.

La loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

Article 100.

La loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel.

La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

Article 101.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 102.

La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

Copie certifiée conforme :

Kaunas, le 15 septembre 1938,

Girdvainis,

*p. Directeur du Département juridique
et administratif.*

in force there, he would have the requisite capacity. This provision shall not be applied if the contract arising out of a bill of exchange or promissory note has been entered into by one of the nationals abroad.

Article 96.

The form of any contract arising out of a bill of exchange or promissory note is regulated by the laws of the territory in which the contract has been signed.

If, however, the obligations entered into by means of a bill of exchange or promissory note are not valid according to the provisions of the preceding paragraph, but are in conformity with the laws of the territory in which a subsequent contract has been entered into, the circumstance that the previous contracts are irregular in form does not invalidate the subsequent contract.

Contracts by means of a bill of exchange and promissory note entered into abroad by one national of Lithuania shall be valid in respect of another of its nationals in its territory, provided that they are in the form laid down by the national law.

Article 97.

The effects of the obligations of the acceptor of a bill of exchange or maker of a promissory note are determined by the law of the place in which these instruments are payable.

The effects of the signatures of the other parties liable on a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which is situated the place where the signatures were affixed.

Article 98.

The limits of times for the exercise of rights of recourse shall be determined for all signatories by the law of the place where the instrument was created.

Article 99.

The question whether there has been an assignment to the holder of the debt which has given rise to the issue of the instrument is determined by the law of the place where the instrument was issued.

Article 100.

The question whether acceptance may be restricted to part of the sum or whether the holder is bound to accept partial payment is governed by the law of the country in which the bill of exchange is payable.

The same rule governs the payment of promissory notes.

Article 101.

The form of and the limits of time for protest, as well as the form of the other measures necessary for the exercise or preservation of rights concerning bills of exchange or promissory notes, are regulated by the laws of the country in which the protest must be drawn up or the measures in question taken.

Article 102.

The measures to be taken in case of the loss or theft of a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which the bill of exchange or promissory note is payable.

N° 4442.

**ESTONIE,
LETTONIE ET LITHUANIE**

**Convention portant loi uniforme con-
cernant les chèques, avec annexe.
Signée à Kaunas, le 9 avril 1938**

**ESTONIA,
LATVIA AND LITHUANIA**

**Convention providing a Uniform
Law for Cheques, with Annex.
Signed at Kaunas, April 9th, 1938.**

N^o 4442. — CONVENTION ¹ ENTRE L'ESTONIE, LA LETTONIE ET LA LITHUANIE, PORTANT LOI UNIFORME CONCERNANT LES CHÈQUES. SIGNÉE A KAUNAS, LE 9 AVRIL 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Lithuanie près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} octobre 1938.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,
LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

Désireux de contribuer de leur côté à l'unification de la législation en matière de chèques sont convenus de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

S. E. Monsieur Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

S. E. Monsieur Aleksander WARMA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie en Lithuanie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

S. E. Monsieur Ludvigs SEJA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie en Lithuanie ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements de Lithuanie, d'Estonie et de Lettonie s'engagent à introduire dans leurs langues nationales, à partir du 1^{er} octobre 1938, dans leurs territoires respectifs une loi uniforme concernant le chèque formant le texte de l'annexe de la présente convention et rédigée sur la base des Conventions internationales en matière de chèques, conclues à Genève, le 19 mars 1931, à savoir :

1^o Convention² portant loi uniforme sur les chèques (avec protocole et annexes) ;

¹ Les ratifications ont été déposées à Kaunas, le 30 juin 1938.
Entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1938.

² Vol. CXLIII, page 355 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLXIV, page 413 ; vol. CLXVIII, page 239 ; vol. CLXXVII, page 439 ; et vol. CLXXXI, page 403, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4442. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA, LATVIA AND LITHUANIA PROVIDING A UNIFORM LAW FOR CHEQUES. SIGNED AT KAUNAS, APRIL 9TH, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Lithuania to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 1st, 1938.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,
THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA,

Being each desirous of contributing towards the unification of the legislation concerning cheques, have agreed to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries:

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Monsieur Stasys LOZORAITIS, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Aleksander WARMA, Estonian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Lithuania ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Ludvigs SEJA, Latvian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Lithuania ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Governments of Lithuania, Estonia and Latvia undertake to introduce, on October 1st, 1938, in their respective territories and in their national languages, a uniform law for cheques, forming the text of the Annex to the present Convention and drawn up on the basis of the international Conventions on Cheques signed at Geneva on March 19th, 1931, namely :

(1) Convention³ providing a Uniform Law for Cheques (with Protocol and Annexes);

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The ratifications were deposited in Kaunas, June 30th, 1938. Came into force October 1st, 1938.

³ Vol. CXLIII, page 355 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLXIV, page 413 ; Vol. CLXVIII, page 239 ; Vol. CLXXVII, page 439 ; and Vol. CLXXXI, page 403, of this Series.

2^o Convention¹ destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques (avec protocole) ;

3^o Convention² relative au droit de timbre en matière de chèques (avec protocole).

Article 2.

Les gouvernements des trois Parties contractantes s'engagent à adhérer simultanément aux conventions internationales visées à l'article premier.

Article 3.

Les trois gouvernements se mettront d'accord sur un texte uniforme de la notification de l'adhésion visée à l'article 2 à adresser au Secrétaire général de la Société des Nations et sur la date précise de sa remise.

En même temps seront également signalées au Secrétaire général de la Société des Nations les réserves autorisées en vertu des conventions mentionnées à l'article premier dont il est fait usage lors de la rédaction du texte de la loi uniforme concernant le chèque.

Article 4.

Les Parties contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à une modification de la loi uniforme concernant le chèque formant l'annexe de l'article premier de la présente convention.

De même, les Parties contractantes sont d'accord de ne procéder que d'un commun accord à la dénonciation de l'une ou de toutes les conventions visées à l'article premier et, en cas de besoin, d'apporter les modifications qui en résultent à la loi uniforme concernant le chèque formant l'annexe de l'article premier de la présente convention.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie le 30 juin 1938.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après le jour où les instruments de ratification des trois Parties contractantes se trouveront déposés au Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie.

La durée de validité de la présente convention est illimitée. Toutefois chaque Partie contractante se réserve le droit de la dénoncer avec un préavis de trois mois. La dénonciation de la présente convention par l'une des Parties contractantes ne portera pas atteinte à sa validité par rapport aux deux autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Kaunas, le 9 avril 1938.

LOZORAITIS.

A. WARMA.

L. SEJA.

¹ Vol. CXLIII, page 407 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLXIV, page 413 ; vol. CLXVIII, page 239 ; et vol. CLXXVII, page 440, de ce recueil.

² Vol. CXLIII, page 7 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLXIV, page 412 ; vol. CLXVIII, page 235 ; vol. CLXXVII, page 426 ; et vol. CLXXXIX, page 484, de ce recueil.

- (2) Convention¹ for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Cheques (with Protocol) ;
- (3) Convention² on the Stamp Laws in connection with Cheques (with Protocol).

Article 2.

The Governments of the three Contracting Parties undertake to accede simultaneously to the international Conventions specified in Article 1.

Article 3.

The three Governments will agree upon a uniform text notifying the Secretary-General of the League of Nations of the accession specified in Article 2 and upon the exact date when such notification shall be made.

At the same time, the Secretary-General of the League of Nations shall be notified of any reservations, authorised in virtue of the Conventions mentioned in Article 1, that may be made when drafting the text of the uniform law on cheques.

Article 4.

The Contracting Parties undertake to modify only by mutual agreement the uniform law on cheques forming the Annex to Article 1 of the present Convention.

Similarly, the Contracting Parties undertake to denounce only by mutual agreement any one or all of the Conventions specified in Article 1 and, if necessary, to introduce such modifications as may result into the uniform law on cheques forming the Annex to Article 1 of the present Convention.

Article 5.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of Lithuania on June 30th, 1938.

The present Convention shall come into force three months after the day on which the instruments of ratification of the three Contracting Parties shall have been deposited at the Ministry of Foreign Affairs of Lithuania.

The validity of the present Convention shall be of unlimited duration. Nevertheless, each Contracting Party reserves the right to denounce it by giving three months' notice. The denunciation of the present Convention by one of the Contracting Parties shall not affect its validity as regards the other two Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their respective seals.

Done at Kaunas, this 9th day of April, 1938.

LOZORAITIS.

A. WARMA.

L. SEJA.

¹ Vol. CXLIII, page 407 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLXIV, page 413 ; Vol. CLXVIII, page 239 ; and Vol. CLXXVII, page 440, of this Series.

² Vol. CXLIII, page 7 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLXIV, page 412 ; Vol. CLXVIII, page 235 ; Vol. CLXXVII, page 426 ; and Vol. CLXXXIX, page 484, of this Series.

ANNEXE

LOI UNIFORME CONCERNANT LE CHÈQUE

CHAPITRE PREMIER. — DE LA CRÉATION ET DE LA FORME DU CHÈQUE.

Article premier.

Le chèque contient :

- 1° La dénomination de chèque, insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;
- 2° Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;
- 3° Le nom de celui qui doit payer (tiré) ;
- 4° L'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ;
- 5° L'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ;
- 6° La signature de celui qui émet le chèque (tireur).

Article 2.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut ne vaut pas comme chèque, sauf dans les cas déterminés par les alinéas suivants.

A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu de paiement. Si plusieurs lieux sont indiqués à côté du nom du tiré, le chèque est payable au premier lieu indiqué.

A défaut de ces indications ou de toute autre indication, le chèque est payable au lieu où le tiré a son établissement principal.

Le chèque sans indication du lieu de sa création est considéré comme souscrit dans le lieu désigné à côté du nom du tireur.

Article 3.

Le chèque ne peut être tiré que sur un banquier ayant des fonds à la disposition du tireur et conformément à une convention, expresse ou tacite, d'après laquelle le tireur a le droit de disposer de ces fonds par chèque.

Un titre qui n'est pas tiré sur un banquier n'est pas considéré comme chèque, bien qu'il porte la mention de chèque.

Article 4.

Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite.

Cependant, si le banquier, sur qui le chèque est tiré, inscrit, sur la demande du tireur, sur ce chèque une mention de confirmation, il s'engage par cette déclaration envers le porteur de payer le chèque ; pour le paiement il s'oblige aussi envers le tireur et les endosseurs. Le paiement du chèque confirmé ne peut être refusé même si entre temps pour les biens du tireur a eu lieu l'ouverture de procédure de la faillite.

L'obligation résultant de la confirmation est éteinte si le chèque, dans un délai de huit jours à partir de son émission, n'a pas été présenté au paiement. Les dispositions de l'article 40 seront appliquées à la constatation de la présentation.

L'action en recours résultant de la confirmation se prescrit par un an à partir de l'expiration du délai de présentation.

ANNEX.

UNIFORM LAW ON CHEQUES.

CHAPTER I. — THE DRAWING AND FORM OF A CHEQUE.

Article 1.

A cheque contains :

- (1) The term " cheque " inserted in the body of the instrument and expressed in the language employed in drawing up the instrument ;
- (2) An unconditional order to pay a determinate sum of money ;
- (3) The name of the person who is to pay (drawee) ;
- (4) A statement of the place where payment is to be made ;
- (5) A statement of the date when and the place where the cheque is drawn ;
- (6) The signature of the person who draws the cheque (drawer).

Article 2.

An instrument in which any of the requirements mentioned in the preceding Article is wanting is invalid as a cheque, except in the cases specified in the following paragraphs.

In the absence of special mention, the place specified beside the name of the drawee is deemed to be the place of payment. If several places are named beside the name of the drawee, the cheque is payable at the first place named.

In the absence of these statements, and of any other indication, the cheque is payable at the place where the drawee has his principal establishment.

A cheque which does not specify the place at which it was drawn is deemed to have been drawn in the place specified beside the name of the drawer.

Article 3.

A cheque can only be drawn on a banker holding funds at the disposal of the drawer and in conformity with an agreement, express or implied, whereby the drawer is entitled to dispose of those funds by cheque.

A document which is not drawn on a banker shall not be regarded as a cheque, even if it bears a statement that it is a cheque.

Article 4.

A cheque cannot be accepted. A statement of acceptance on a cheque shall be disregarded.

However, if the banker on whom the cheque is drawn makes, at the drawer's request, a statement of confirmation on the said cheque, such statement shall render him liable towards the holder for payment of the cheque ; it shall also render him liable for payment towards the drawer and the endorsers. Payment of a confirmed cheque may not be refused, even if proceedings for bankruptcy have meanwhile been instituted in connection with the drawer's property.

All obligations arising out of confirmation shall lapse if the cheque is not presented for payment within eight days of its issue. The provisions of Article 40 shall apply as regards evidence of presentment.

Actions for recourse arising out of confirmation are barred after one year as from the expiry of the time-limit for presentment.

Le banquier n'est autorisé de pourvoir des chèques d'une mention de confirmation que s'il a des fonds disponibles du tireur.

Article 5.

Le chèque peut être stipulé payable :

- A une personne dénommée, avec ou sans clause expresse « à ordre » ;
- A une personne dénommée, avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente ;
- Au porteur.

Le chèque au profit d'une personne dénommée, avec la mention « ou au porteur », ou un terme équivalent, vaut comme chèque au porteur.

Le chèque sans indications du bénéficiaire vaut comme chèque au porteur.

Article 6.

Le chèque peut être à l'ordre du tireur lui-même.

Le chèque peut être tiré pour le compte d'un tiers.

Le chèque ne peut être tiré sur le tireur lui-même, sauf dans le cas où il s'agit d'un chèque tiré entre différents établissements d'un même tireur. Dans ce cas le chèque ne peut pas être tiré au porteur.

Article 7.

Toute stipulation d'intérêts insérée dans le chèque est réputée non écrite.

Article 8.

Le chèque peut être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité, à condition toutefois que le tiers soit banquier.

Article 9.

Le chèque dont le montant est écrit à la fois en toutes lettres et en chiffres vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres.

Le chèque dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme.

Article 10.

Si le chèque porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par chèque, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires, ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé le chèque, ou au nom desquelles il a été signé, les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables.

Article 11.

Quiconque appose sa signature sur un chèque, comme représentant d'une personne pour laquelle il n'avait pas le pouvoir d'agir, est obligé lui-même en vertu du chèque et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

Article 12.

Le tireur est garant du paiement. Toute clause par laquelle le tireur s'exonère de cette garantie est réputée non écrite.

A banker shall be authorised to make a statement of confirmation on cheques only if he has funds available belonging to the drawer.

Article 5.

A cheque may be made payable :

- To a specified person, with or without the express clause " to order " ;
- To a specified person, with the words " not to order " or equivalent words ;
- To bearer.

A cheque made payable to a specified person with the words " or to bearer ", or any equivalent words, is deemed to be a cheque to bearer.

A cheque which does not specify the payee is deemed to be a cheque to bearer.

Article 6.

A cheque may be drawn to the drawer's own order.

A cheque may be drawn for account of a third person.

A cheque may not be drawn on the drawer himself unless it is drawn by one establishment on another establishment belonging to the same drawer. In this case, the cheque may not be drawn to the bearer.

Article 7.

Any stipulation concerning interest which may be embodied in the cheque shall be disregarded.

Article 8.

A cheque may be payable at the domicile of a third person, either in the locality where the drawee has his domicile or in another locality, provided always that such third person is a banker.

Article 9.

Where the sum payable by a cheque is expressed in words and also in figures and there is any discrepancy, the sum denoted by the words is the amount payable.

Where the sum payable by a cheque is expressed more than once in words or more than once in figures and there is any discrepancy, the smaller sum is the sum payable.

Article 10.

If a cheque bears signatures of persons incapable of binding themselves by a cheque, or forged signatures, or signatures of fictitious persons, or signatures which for any other reason cannot bind the persons who signed the cheque or on whose behalf it was signed, the obligations of the other persons who have signed it are none the less valid.

Article 11.

Whosoever puts his signature on a cheque as representing a person for whom he had no power to act is bound himself as a party to the cheque and, if he pays, has the same rights as the person for whom he purported to act. The same rule applies to a representative who has exceeded his powers.

Article 12.

The drawer guarantees payment. Any stipulation by which the drawer releases himself from this guarantee shall be disregarded.

Article 13.

Si un chèque incomplet à l'émission, a été complété contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces accords ne peut pas être opposée au porteur à moins qu'il n'ait acquis le chèque de mauvaise foi ou que, en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde.

CHAPITRE II. — DE LA TRANSMISSION.

Article 14.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec ou sans clause expresse « à ordre » est transmissible par la voie de l'endossement.

Le chèque stipulé payable au profit d'une personne dénommée avec la clause « non à ordre » ou une clause équivalente n'est transmissible que dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire.

L'endossement peut être fait même au profit du tireur ou de tout autre obligé. Ces personnes peuvent endosser le chèque à nouveau.

Article 15.

L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée non écrite.

L'endossement partiel est nul.

Est également nul l'endossement du tiré.

L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

L'endossement au tiré ne vaut que comme quittance, sauf dans le cas où le tiré a plusieurs établissements et où l'endossement est fait au bénéfice d'un établissement autre que celui sur lequel le chèque a été tiré.

Article 16.

L'endossement doit être inscrit sur le chèque ou sur une feuille qui y est attachée (allonge). Il doit être signé par l'endosseur.

L'endossement peut ne pas désigner le bénéficiaire ou consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être inscrit au dos du chèque ou sur l'allonge.

Article 17.

L'endossement transmet tous les droits résultant du chèque.

Si l'endossement est en blanc, le porteur peut :

- 1° Remplir le blanc, soit de son nom, soit du nom d'une autre personne ;
- 2° Endosser le chèque de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- 3° Remettre le chèque à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser.

Article 18.

L'endosseur est, sauf clause contraire, garant du paiement.

Il peut interdire un nouvel endossement ; dans ce cas, il n'est pas tenu à la garantie envers les personnes auxquelles le chèque est ultérieurement endossé.

Article 13.

If a cheque which was incomplete when issued has been completed otherwise than in accordance with the agreements entered into, the non-observance of such agreements may not be set up against the holder unless he has acquired the cheque in bad faith or, in acquiring it, has been guilty of gross negligence.

CHAPTER II. — NEGOTIATION.

Article 14.

A cheque made payable to a specified person, with or without the express clause "to order", may be transferred by means of endorsement.

A cheque made payable to a specified person, in which the words "not to order" or any equivalent expression have been inserted, can only be transferred according to the form and with the effects of an ordinary assignment.

A cheque may be endorsed even to the drawer or to any other party to the cheque. These persons may re-endorse the cheque.

Article 15.

An endorsement must be unconditional. Any condition to which it is made subject shall be disregarded.

A partial endorsement is null and void.

An endorsement by the drawee is also null and void.

An endorsement "to bearer" is equivalent to an endorsement in blank.

An endorsement to the drawee has the effect only of a receipt, except in the case where the drawee has several establishments and the endorsement is made in favour of an establishment other than that on which the cheque has been drawn.

Article 16.

An endorsement must be written on the cheque or on a slip affixed thereto (*allonge*). It must be signed by the endorser.

The endorsement may leave the beneficiary unspecified or may consist simply of the signature of the endorser (endorsement in blank). In the latter case, the endorsement, to be valid, must be written on the back of the cheque or on the slip attached thereto (*allonge*).

Article 17.

An endorsement transfers all the rights arising out of a cheque.

If the endorsement is in blank, the holder may :

- (1) Fill up the blank either with his own name or with the name of some other person ;
- (2) Re-endorse the cheque in blank or to some other person ;
- (3) Transfer the cheque to a third person without filling up the blank and without endorsing it.

Article 18.

In the absence of any contrary stipulation, the endorser guarantees payment.

He may prohibit any further endorsement ; in this case, he gives no guarantee to the persons to whom the cheque is subsequently endorsed.

Article 19.

Le détenteur d'un chèque endossable est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés sont, à cet égard, réputés non écrits. Quand un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le chèque par l'endossement en blanc.

Article 20.

Un endossement figurant sur un chèque au porteur rend l'endosseur responsable aux termes des dispositions qui régissent le recours ; il ne convertit, d'ailleurs, pas le titre en un chèque à ordre.

Article 21.

Lorsqu'une personne a été dépossédée d'un chèque par quelque événement que ce soit, le porteur entre les mains duquel le chèque est parvenu — soit qu'il s'agisse d'un chèque au porteur, soit qu'il s'agisse d'un chèque endossable pour lequel le porteur justifie de son droit de la manière indiquée à l'article 19 — n'est tenu de se dessaisir du chèque que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

Article 22.

Les personnes actionnées en vertu du chèque ne peuvent pas opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les porteurs antérieurs, à moins que le porteur, en acquérant le chèque, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur.

Article 23.

Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits découlant du chèque, mais il ne peut endosser celui-ci qu'à titre de procuration.

Les obligés ne peuvent, dans ce cas, invoquer contre le porteur que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur.

Le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin par le décès du mandant ou la survenance de son incapacité.

Article 24.

L'endossement fait après le protêt ou une constatation équivalente, ou après l'expiration du délai de présentation, ne produit que les effets d'une cession ordinaire.

Sauf preuve contraire, l'endossement sans date est présumé avoir été fait avant le protêt ou les constatations équivalentes ou avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE III. — DE L'AVAL.

Article 25.

Le paiement d'un chèque peut être garanti pour tout ou partie de son montant par un aval. Cette garantie est fournie par un tiers, sauf le tiré, ou même par un signataire du chèque.

Article 19.

The possessor of an endorsable cheque is deemed to be the lawful holder if he establishes his title to the cheque through an uninterrupted series of endorsements, even if the last endorsement is in blank. In this connection, cancelled endorsements shall be disregarded. When an endorsement in blank is followed by another endorsement, the person who signed this last endorsement is deemed to have acquired the cheque by the endorsement in blank.

Article 20.

An endorsement on a cheque to bearer renders the endorser liable in accordance with the provisions governing the right of recourse ; but it does not convert the instrument into a cheque to order.

Article 21.

Where a person has, in any manner whatsoever, been dispossessed of a cheque (whether it is a cheque to bearer or an endorsable cheque to which the holder establishes his right in the manner mentioned in Article 19), the holder into whose possession the cheque has come is not bound to give up the cheque unless he has acquired it in bad faith or unless in acquiring it he has been guilty of gross negligence.

Article 22.

Persons sued on a cheque cannot set up against the holder defences founded on their personal relations with the drawer or with previous holders, unless the holder in acquiring the cheque has knowingly acted to the detriment of the debtor.

Article 23.

When an endorsement contains the statement " value in collection " (" *valeur en recouvrement* ") " for collection " (" *pour encaissement* "), " by procuration " (" *par procuration* "), or any other phrase implying a simple mandate, the holder may exercise all rights arising out of the cheque, but he can endorse it only in his capacity as agent.

In this case, the parties liable can only set up against the holder defences which could be set up against the endorser.

The mandate contained in an endorsement by procuration does not terminate by reason of the death of the party giving the mandate or by reason of his becoming legally incapable.

Article 24.

An endorsement after protest or after an equivalent declaration or after the expiration of the limit of time for presentment operates only as an ordinary assignment.

Failing proof to the contrary, an undated endorsement is deemed to have been placed on the cheque prior to the protest or equivalent declaration or prior to the expiration of the limit of time referred to in the preceding paragraph.

CHAPTER III. — " AVALS ".

Article 25.

Payment of a cheque may be guaranteed by an *aval* as to the whole or part of its amount.

This guarantee may be given by a third person other than the drawee, or even by a person who has signed the cheque.

Article 26.

L'aval est donné sur le chèque ou sur une allonge.

Il est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente ; il est signé par le donneur d'aval.

Il est considéré comme résultant de la seule signature du donneur d'aval, apposée au recto du chèque, sauf quand il s'agit de la signature du tireur.

L'aval doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, il est réputé donné pour le tireur.

Article 27.

Le donneur d'aval est tenu de la même manière que celui dont il s'est porté garant.

Son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme.

Quand il paie le chèque, le donneur d'aval acquiert les droits résultant du chèque contre le garanti et contre ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu du chèque.

CHAPITRE IV. — DE LA PRÉSENTATION ET DU PAIEMENT.

Article 28.

Le chèque est payable à vue. Toute mention contraire est réputée non écrite.

Le chèque présenté au paiement avant le jour indiqué comme date d'émission est payable le jour de la présentation.

Article 29.

Le chèque émis et payable dans le même pays doit être présenté au paiement dans le délai de huit jours.

Le chèque émis dans un autre pays que celui où il est payable doit être présenté dans un délai, soit de vingt jours, soit de soixante-dix jours, selon que le lieu d'émission et le lieu de paiement se trouvent situés dans la même ou dans une autre partie du monde.

A cet égard, les chèques émis dans un pays de l'Europe et payables dans un pays riverain de la Méditerranée ou *vice versa* sont considérés comme émis et payables dans la même partie du monde.

Le point de départ des délais susindiqués est le jour porté sur le chèque comme date d'émission.

Article 30.

Lorsqu'un chèque est tiré entre deux places ayant des calendriers différents, le jour de l'émission sera ramené au jour correspondant du calendrier du lieu du paiement.

Article 31.

La présentation à une Chambre de compensation équivaut à la présentation au paiement.

Il appartiendra au gouvernement de déterminer les institutions qui sont à considérer comme Chambre de compensation, et sous quelles conditions la présentation peut être effectuée.

Article 32.

La révocation du chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation.

S'il n'y a pas de révocation, le tiré peut payer même après l'expiration du délai.

Article 26.

An *aval* is given either on the cheque itself or on an *allonge*.

It is expressed by the words "good as *aval*", or by any other equivalent formula. It is signed by the giver of the *aval*.

It is deemed to be constituted by the mere signature of the giver of the *aval*, placed on the face of the cheque, except in the case of the signature of the drawer.

An *aval* must specify for whose account it is given. In default of this, it is deemed to be given for the drawer.

Article 27.

The giver of an *aval* is bound in the same manner as the person for whom he has become guarantor.

His undertaking is valid even when the liability which he has guaranteed is inoperative for any reason other than defect of form.

He has, when he pays the cheque, the rights arising out of the cheque against the person guaranteed and against those who are liable to the latter on the cheque.

CHAPTER IV. — PRESENTMENT AND PAYMENT.

Article 28.

A cheque is payable at sight. Any contrary stipulation shall be disregarded.

A cheque presented for payment before the date stated as the date of issue is payable on the day of presentment.

Article 29.

A cheque payable in the country in which it was issued must be presented for payment within eight days.

A cheque issued in a country other than that in which it is payable must be presented within a period of twenty days or of seventy days, according as to whether the place of issue and the place of payment are situated respectively in the same continent or in different continents.

For the purposes of this Article, cheques issued in a European country and payable in a country bordering on the Mediterranean or *vice versa* are regarded as issued and payable in the same continent.

The date from which the above-mentioned periods of time shall begin to run shall be the date stated on the cheque as the date of issue.

Article 30.

Where a cheque is drawn in one place and is payable in another having a different calendar, the day of issue shall be construed as being the corresponding day of the calendar of the place of payment.

Article 31.

Presentment of a cheque at a clearing-house is equivalent to presentment for payment.

It shall be for the Government to decide which institutions are to be regarded as clearing-houses and under what conditions presentment may be effected.

Article 32.

The countermand of a cheque only takes effect after the expiration of the limit of time for presentment.

If a cheque has not been countermanded, the drawee may pay it even after the expiration of the time-limit.

Article 33.

Ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque.

Article 34.

Le tiré peut exiger, en payant le chèque, qu'il lui soit remis acquitté par le porteur.

Le porteur ne peut pas refuser un paiement partiel.

En cas de paiement partiel, le tiré peut exiger que mention de ce paiement soit faite sur le chèque et qu'une quittance lui en soit donnée.

Article 35.

Le tiré qui paie un chèque endossable est obligé de vérifier la régularité de la suite des endossements mais non la signature des endosseurs.

Article 36.

Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut en être payé, dans le délai de présentation du chèque, en la monnaie du pays d'après sa valeur au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le montant du chèque soit payé dans la monnaie du pays d'après le cours, soit du jour de la présentation, soit du jour de paiement.

Les usages du lieu du paiement servent à déterminer la valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans le chèque.

Les règles ci-énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère).

La clause de paiement effectif en monnaie étrangère n'a pas d'effet si en Lituanie des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie viennent de paraître. Les indices caractéristiques de ces circonstances ainsi que leur apparition et leur fin seront fixés par le gouvernement.

Si le montant du chèque est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente, dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

CHAPITRE V. — DU CHÈQUE BARRÉ ET DU CHÈQUE A PORTER EN COMPTE.*Article 37.*

Le tireur ou le porteur d'un chèque peut le barrer avec les effets indiqués dans l'article suivant.

Le barrement s'effectue au moyen de deux barres parallèles apposées au recto. Il peut être général ou spécial.

Le barrement est général s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou la mention « banquier » ou un terme équivalent ; il est spécial si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial, mais le barrement spécial ne peut être transformé en barrement général.

Le biffage du barrement ou du nom du banquier désigné est réputé non avenu.

Article 33.

Neither the death of the drawer nor his incapacity taking place after the issue of the cheque shall have any effect as regards the cheque.

Article 34.

The drawee who pays a cheque may require that it shall be given up to him receipted by the holder.

The holder may not refuse partial payment.

In case of partial payment, the drawee may require that the partial payment shall be mentioned on the cheque and that a receipt shall be given to him.

Article 35.

The drawee who pays an endorsable cheque is bound to verify the regularity of the series of endorsements, but not the signature of the endorsers.

Article 36.

When a cheque is drawn payable in a currency which is not that of the place of payment, the sum payable may, within the limit of time for the presentment of the cheque, be paid in the currency of the country according to its value on the date of payment. If payment has not been made on presentment, the holder may at his option demand that payment of the amount of the cheque in the currency of the country shall be made according to the rate on the day of presentment or on the day of payment.

The usages of the place of payment shall be applied in determining the value of foreign currency. Nevertheless, the drawer may stipulate that the sum payable shall be calculated according to a rate expressed in the cheque.

The foregoing rules shall not apply to the case in which the drawer has stipulated that payment must be made in a certain specified currency (stipulation for effective payment in a foreign currency).

The stipulation regarding effective payment in foreign currency shall not apply in the event of exceptional circumstances in Lithuania affecting the rate of exchange of the currency. The indices significant of such circumstances shall be determined by the Government, which shall decide also when they are deemed to have appeared and to have ceased to exist.

If the amount of the cheque is specified in a currency having the same denomination but a different value in the country of issue and the country of payment, reference is deemed to be made to the currency of the place of payment.

CHAPTER V. — CROSSED CHEQUES AND CHEQUES PAYABLE IN ACCOUNT.

Article 37.

The drawer or holder of a cheque may cross it with the effects stated in the next Article hereof. A crossing takes the form of two parallel lines drawn on the face of the cheque. The crossing may be general or special.

The crossing is general if it consists of the two lines only or if between the lines the term "banker" or some equivalent is inserted; it is special if the name of a banker is written between the two lines.

A general crossing may be converted into a special crossing, but a special crossing may not be converted into a general crossing.

The obliteration either of a crossing or of the name of the banker shall be regarded as not having taken place.

Article 38.

Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou à un client du tiré.

Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné, ou, si celui-ci est le tiré, qu'à son client. Toutefois, le banquier désigné peut recourir pour l'encaissement à un autre banquier.

Un banquier ne peut acquérir un chèque barré que d'un de ses clients ou d'un autre banquier. Il ne peut l'encaisser pour le compte d'autres personnes que celles-ci.

Un chèque portant plusieurs barrements spéciaux ne peut être payé par le tiré que dans le cas où il s'agit de deux barrements dont l'un pour encaissement par une Chambre de compensation.

Le tiré ou le banquier qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

Article 39.

Le tireur ainsi que le porteur d'un chèque peut défendre qu'on le paye en espèces, en insérant au recto la mention transversale « à porter en compte » ou une expression équivalente.

Dans ce cas, le chèque ne peut donner lieu, de la part du tiré, qu'à un règlement par écritures (crédit en compte, virement ou compensation). Le règlement par écritures, vaut paiement.

Le biffage de la mention « à porter en compte » est réputé non avenu.

Le tiré qui n'observe pas les dispositions ci-dessus est responsable du préjudice jusqu'à concurrence du montant du chèque.

CHAPITRE VI. — DU RECOURS FAUTE DE PAIEMENT.

Article 40.

Le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés, si le chèque, présenté en temps utile n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté :

- 1° Soit par un acte authentique (protêt) ;
- 2° Soit par une déclaration du tiré, datée et écrite sur le chèque avec l'indication du jour de la présentation ;
- 3° Soit par une déclaration datée d'une Chambre de compensation constatant que le chèque a été remis en temps utile et qu'il n'a pas été payé.

Article 41.

Le protêt ou la constatation équivalente doit être fait avant l'expiration du délai de présentation.

Si la présentation a lieu le dernier jour du délai, le protêt ou la constatation équivalente peut être établi le premier jour ouvrable suivant.

Article 42.

Le porteur doit donner avis du défaut de paiement à son endosseur et au tireur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou de la constatation équivalente, et, en cas de clause de retour sans frais, le jour de la présentation. Chaque endosseur doit, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis, faire connaître à son endosseur l'avis qu'il a reçu, en indiquant

Article 38.

A cheque which is crossed specially can be paid by the drawee only to a banker or to a customer of the drawee.

A cheque which is crossed specially can be paid by the drawee only to the named banker or, if the latter is the drawee, to his customer. Nevertheless, the named banker may procure the cheque to be collected by another banker.

A banker may not acquire a crossed cheque except from one of his customers or from another banker. He may not collect it for the account of other persons than the foregoing.

A cheque bearing several special crossings may not be paid by the drawee except in a case where there are two crossings, one of which is for collection through a clearing-house.

The drawee or banker who fails to observe the above provisions is liable for resulting damage up to the amount of the cheque.

Article 39.

The drawer or the holder of a cheque may forbid its payment in cash by writing transversally across the face of the cheque the words " payable in account " (" *à porter en compte* ") or a similar expression.

In such a case, the cheque can only be settled by the drawee by means of book-entry (credit in account, transfer from one account to another, set off or clearing-house settlement). Settlement by book-entry is equivalent to payment.

Any obliteration of the words " payable in account " shall be deemed not to have taken place.

The drawee who does not observe the foregoing provisions is liable for resulting damage up to the amount of the cheque.

CHAPTER VI. — RECOURSE FOR NON-PAYMENT.

Article 40.

The holder may exercise his right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable if the cheque on presentment in due time is not paid and if the refusal to pay is evidenced :

- (1) By a formal instrument (protest) ;
- (2) By a declaration dated and written by the drawee on the cheque and specifying the day of presentment ;
- (3) By a dated declaration made by a clearing-house, stating that the cheque has been delivered in due time and has not been paid.

Article 41.

The protest or equivalent declaration must be made before the expiration of the limit of time for presentment.

If the cheque is presented on the last day of the limit of time, the protest may be drawn up or the equivalent declaration made on the first business day following.

Article 42.

The holder must give notice of non-payment to his endorser and to the drawer within the four business days which follow the day on which the protest is drawn up or the equivalent declaration is made or, in case of a stipulation (*retour sans frais*), the day of presentment. Every endorser must, within the two business days following the day on which he receives notice, inform

les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les délais ci-dessus indiqués courent de la réception de l'avis précédent.

Lorsqu'en conformité de l'alinéa précédent, un avis est donné à un signataire du chèque, le même avis doit être donné dans le même délai à son avaliseur.

Dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède.

Celui qui a un avis à donner peut le faire sous une forme quelconque, même par un simple renvoi du chèque.

Il doit prouver qu'il a donné l'avis dans le délai imparti. Ce délai sera considéré comme observé si une lettre missive donnant l'avis a été mise à la poste dans ledit délai.

Celui qui ne donne pas l'avis dans le délai ci-dessus indiqué, n'encourt pas de déchéance ; il est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence, sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant du chèque.

Si la constatation du refus du paiement s'effectue par un acte public de protêt, l'envoi de l'avis peut être effectué de même par un notaire ou par le fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser l'acte de protêt. Dans ce cas l'officier public dressant le protêt est tenu le jour où le protêt sera dressé d'en donner avis par écrit à toutes les personnes obligées dans le chèque dont les adresses sont, soit indiquées sur le chèque, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par la personne ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt.

Article 43.

Le tireur, un endosseur ou un avaliseur peut, par la clause « retour sans frais », « sans protêt », ou toute autre clause équivalente, inscrite sur le titre et signée, dispenser le porteur, pour exercer ses recours, de faire établir un protêt ou une constatation équivalente.

Cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation du chèque dans le délai prescrit ni des avis à donner. La preuve de l'inobservation du délai incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Si la clause est inscrite par le tireur, elle produit ses effets à l'égard de tous les signataires ; si elle est inscrite par un endosseur ou un avaliseur, elle produit ses effets seulement à l'égard de celui-ci. Si, malgré la clause inscrite par le tireur, le porteur fait établir le protêt ou la constatation équivalente, les frais en restent à sa charge. Quand la clause émane d'un endosseur ou d'un avaliseur, les frais du protêt ou de la constatation équivalente, s'il est dressé un acte de cette nature, peuvent être recouvrés contre tous les signataires.

Article 44.

Toutes les personnes obligées en vertu d'un chèque sont tenues solidairement envers le porteur.

Le porteur a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont obligées.

Le même droit appartient à tout signataire d'un chèque qui a remboursé celui-ci.

L'action intentée contre un des obligés n'empêche pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi.

Article 45.

Le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours :

- 1^o Le montant du chèque non payé ;
- 2^o Les intérêts au taux de six pour cent à partir du jour de la présentation ;

his endorser of the notice which he has received, mentioning the names and addresses of those who have given the previous notices and so on through the series until the drawer is reached. The periods mentioned above run from the receipt of the preceding notice.

When, in conformity with the preceding paragraph, notice is given to a person who has signed a cheque, the same notice must be given within the same limit of time to his *avaliseur*.

Where an endorser either has not specified his address or has specified it in an illegible manner, it is sufficient if notice is given to the endorser preceding him.

The person who must give notice may give it in any form whatever, even by simply returning the cheque.

He must prove that he has given notice within the limit of time prescribed. This time-limit shall be regarded as having been observed if a letter giving the notice has been posted within the said time.

A person who does not give notice within the limit of time prescribed above does not forfeit his rights. He is liable for the damage, if any, caused by his negligence, but the amount of his liability shall not exceed the amount of the cheque.

If the statement of non-payment is made in a public instrument of protest, notice may similarly be sent by a notary or by the official authorised by law to draw up the instrument of protest. In this case, the public official who draws up the protest shall be required, on the day when the protest is drawn up, to give written notification of it to all persons liable in respect of the cheque whose addresses are indicated on the cheque or known to the public official drawing up the protest or indicated by the person at whose instance the protest was drawn up. The costs of the said notification shall be added to the costs of the protest.

Article 43.

The drawer, an endorser, or an *avaliseur* may, by the stipulation “*retour sans frais*”, “*sans protêt*”, or any other equivalent expression written on the instrument and signed, release the holder from having a protest drawn up or an equivalent declaration made in order to exercise his right of recourse.

This stipulation does not release the holder from presenting the cheque within the prescribed limit of time or from giving the requisite notices. The burden of proving the non-observance of the limit of time lies on the person who seeks to set it up against the holder.

If the stipulation is written by the drawer, it is operative in respect of all persons who have signed the cheque; if it is written by an endorser or an *avaliseur*, it is operative only in respect of such endorser or *avaliseur*. If, in spite of the stipulation written by the drawer, the holder has the protest drawn up or the equivalent declaration made, he must bear the expenses thereof. When the stipulation emanates from an endorser or *avaliseur*, the costs of the protest or equivalent declaration, if drawn up or made, may be recovered from all the persons who have signed the cheque.

Article 44.

All the persons liable on a cheque are jointly and severally bound to the holder.

The holder has the right to proceed against all these persons, individually or collectively, without being compelled to observe the order in which they have become bound.

The same right is possessed by any person signing the cheque who has taken it up and paid it.

Proceedings against one of the parties liable do not prevent proceedings against the others, even though such other parties may be subsequent to the party first proceeded against.

Article 45.

The holder may claim from the party against whom he exercises his right of recourse :

- (1) The unpaid amount of the cheque ;
- (2) Interest at the rate of 6 per cent as from the date of presentment ;

3° Les frais du protêt ou de la constatation équivalente, ceux des avis donnés, ainsi que les autres frais ;

4° Un droit de commission au taux d'un tiers pour cent du montant du chèque.

Article 46.

Celui qui a remboursé le chèque peut réclamer à ses garants :

1° La somme intégrale qu'il a payée ;

2° Les intérêts de ladite somme, calculés au taux de six pour cent, à partir du jour où il l'a déboursée ;

3° Les frais qu'il a faits ;

4° Un droit de commission calculée conformément aux dispositions de l'article 45, N° 4.

Article 47.

Tout obligé contre lequel un recours est exercé ou qui est exposé à un recours peut exiger, contre remboursement, la remise du chèque avec le protêt ou la constatation équivalente et un compte acquitté.

Tout endosseur qui a remboursé le chèque peut biffer son endossement et ceux des endosseurs subséquents.

Article 48.

Quand la présentation du chèque, la confection du protêt ou la constatation équivalente dans les délais prescrits est empêchée par un obstacle insurmontable (prescription légale d'un Etat quelconque ou autre cas de force majeure), ces délais sont prolongés.

Le porteur est tenu de donner, sans retard, avis du cas de force majeure à son endosseur et de mentionner cet avis, daté et signé de lui, sur le chèque ou sur une allonge ; pour le surplus, les dispositions de l'article 42 sont applicables.

Après la cessation de la force majeure, le porteur doit, sans retard, présenter le chèque au paiement et, s'il y a lieu, faire établir le protêt ou une constatation équivalente.

Si la force majeure persiste au delà de quinze jours à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration du délai de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur, les recours peuvent être exercés, sans que ni la présentation ni le protêt ou une constatation équivalente soit nécessaire.

Né sont pas considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation du chèque ou de l'établissement du protêt ou d'une constatation équivalente.

CHAPITRE VII. — DE LA PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES.

Article 49.

Sauf les chèques au porteur, tout chèque émis dans un pays et payable dans un autre pays ou dans une partie d'outre-mer du même pays et *vice versa*, ou bien émis et payable dans la même partie ou dans diverses parties d'outre-mer du même pays, peut être tiré en plusieurs exemplaires identiques. Lorsqu'un chèque est établi en plusieurs exemplaires, ces exemplaires doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi chacun d'eux est considéré comme un chèque distinct.

- (3) The expenses of the protest or equivalent declaration and of the notices given, as well as other expenses ;
- (4) Commission at the rate of one-third per cent of the amount of the cheque.

Article 46.

A party who takes up and pays a cheque can recover from the parties liable to him :

- (1) The entire sum which he has paid ;
- (2) Interest on the said sum calculated at the rate of 6 per cent as from the day on which he made payment ;
- (3) Any expenses which he has incurred ;
- (4) Commission calculated in accordance with the provisions of Article 45, paragraph 1, No. 4.

Article 47.

Every party liable against whom a right of recourse is or may be exercised can require, against payment, that the cheque shall be given up to him with the protest or equivalent declaration and a receipted account.

Every endorser who has taken up and paid a cheque may cancel his own endorsement and those of subsequent endorsers.

Article 48.

Should the presentment of the cheque or the drawing up of the protest or the making of the equivalent declaration within the prescribed limits of time be prevented by an insurmountable obstacle (legal prohibition (*prescription légale*) by any State or other case of *vis major*), these limits of time shall be extended.

The holder is bound to give notice without delay of the case of *vis major* to his endorser and to make a dated and signed declaration of this notice on the cheque or on an *allonge* ; in other respects, the provisions of Article 42 shall apply.

When *vis major* has terminated, the holder must without delay present the cheque for payment and, if need be, procure a protest to be drawn up or an equivalent declaration made.

If *vis major* continues to operate beyond fifteen days after the date on which the holder, even before the expiration of the time-limit for presentment, has given notice of *vis major* to his endorser, recourse may be exercised and neither presentment nor a protest nor an equivalent declaration shall be necessary.

Facts which are purely personal to the holder or to the person whom he has entrusted with the presentment of the cheque or the drawing up of the protest or the making of the equivalent declaration are not deemed to constitute cases of *vis major*.

CHAPTER VII. — PARTS OF A SET.

Article 49.

With the exception of bearer cheques, any cheque issued in one country and payable in another or payable in a separate part overseas of the same country or *vice versa*, or issued and payable in the same or in different parts overseas of the same country, may be drawn in a set of identical parts. When a cheque is in a set of parts, each part must be numbered in the body of the instrument, failing which each part is deemed to be a separate cheque.

Article 50.

Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire, alors même qu'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires.

L'endosseur qui a transmis les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont tenus à raison de tous les exemplaires portant leur signature qui n'ont pas été restitués.

CHAPITRE VIII. — DES ALTÉRATIONS.

Article 51.

En cas d'altération du texte d'un chèque, les signataires postérieurs à cette altération sont tenus dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original.

CHAPITRE IX. — DE LA PRESCRIPTION.

Article 52.

Les actions en recours du porteur contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés se prescrivent par six mois à partir de l'expiration du délai de présentation.

Les actions en recours des divers obligés au paiement d'un chèque les uns contre les autres se prescrivent par six mois à partir du jour où l'obligé a remboursé le chèque ou du jour où il a été lui-même actionné.

Article 53.

La prescription s'interrompt dans les cas prévus par les lois respectives, mais dans aucun cas la prescription ne sera suspendue.

L'interruption de la prescription n'a d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif a été fait.

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 54.

Sont considérées comme banquiers, dans le sens de la présente loi, toutes les institutions de crédit qui, d'après les dispositions réglant leurs opérations, s'occupent de la réception d'argent en compte et effectuent des paiements pour le compte d'un tiers.

Article 55.

La présentation et le protêt d'un chèque ne peuvent être faits qu'un jour ouvrable.

Lorsque le dernier jour du délai accordé par la loi pour l'accomplissement des actes relatifs au chèque et notamment pour la présentation ou pour l'établissement du protêt ou d'un acte équivalent, est un jour férié légal, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Les jours fériés intermédiaires sont compris dans la computation du délai.

Article 50.

Payment made on one part operates as a discharge, even though there is no stipulation that such payment shall render the other parts of no effect.

An endorser who has negotiated parts to different persons and also the endorsers subsequent to him are liable on all the parts bearing their signatures which have not been given up.

CHAPTER VIII. — ALTERATIONS.

Article 51.

In case of alteration of the text of a cheque, parties who have signed subsequent to the alteration are bound according to the terms of the altered text ; parties who have signed before the alteration are bound according to the terms of the original text.

CHAPTER IX. — LIMITATION OF ACTIONS.

Article 52.

Actions of recourse by the holder against the endorsers, the drawer and the other parties liable are barred after six months as from the expiration of the limit of time fixed for presentment.

Actions of recourse by the different parties liable for the payment of a cheque against other such parties are barred after six months as from the day on which the party liable has paid the cheque or the day on which he was sued thereon.

Article 53.

The period of limitation shall be interrupted in the cases specified by the respective laws, but shall in no case be suspended.

Interruption of the period of limitation is only effective against the person in respect of whom the period has been interrupted.

CHAPTER X. — GENERAL PROVISIONS.

Article 54.

All credit institutions which, in accordance with the provisions governing their transactions, accept money on account and effect payments for the account of third persons shall, within the meaning of the present law, be regarded as bankers.

Article 55.

The presentment or protest of a cheque may only take place on a business day.

When the last day of the limit of time prescribed by the law for performing any act relating to a cheque, and particularly for presentment or for the drawing up of a protest or the making of an equivalent declaration, is a legal holiday, the limit of time is extended until the first business day which follows the expiration of that time. Intermediate holidays are included in computing limits of time.

Article 56.

Les délais prévus par la présente loi ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

Article 57.

Aucun jour de grâce, ni légal ni judiciaire, n'est admis.

CHAPITRE XI. — DES PROTÊTS.

Article 58.

Tout protêt doit être dressé par un notaire ou un fonctionnaire qui d'après la loi est autorisé à dresser le protêt.

Article 59.

L'officier public autorisé à dresser le protêt auquel le chèque a été présenté en vue du protêt par le porteur, invite le tiré à payer le chèque. Si le tiré n'acquitte pas le chèque l'officier public autorisé à dresser le protêt dressera un acte de protêt.

Article 60.

L'acte de protêt doit contenir :

- 1^o La date du protêt ;
- 2^o Le numéro de l'acte du protêt ;
- 3^o Le nom de celui au profit duquel le protêt est dressé, le nom du tireur ainsi que celui du tiré ;
- 4^o L'indication du fait que l'invitation au tiré d'acquitter le chèque est restée infructueuse ou que ses bureaux n'ont pu être trouvés ;
- 5^o L'indication du lieu et du jour auxquels la remise de l'invitation ou la tentative de remise restée infructueuse ont eu lieu ;
- 6^o Le montant des frais de protêt.

L'acte de protêt doit être signé par l'officier public autorisé à le dresser et muni du sceau officiel.

Article 61.

L'acte de protêt doit être apposé au chèque ou sur son allonge.

L'acte de protêt doit être apposé immédiatement après la dernière inscription au verso du chèque, à défaut d'inscription immédiatement sur l'un des bords du verso du titre.

Si l'acte de protêt est apposé sur une allonge, la ligne d'attachement doit être munie du sceau officiel. Dans ce cas la signature de l'officier public autorisé à dresser le protêt n'a pas besoin d'être accompagnée du sceau.

Si la demande en protêt s'effectue sous forme de la présentation de plusieurs exemplaires du même chèque, la confection du protêt sur l'un des exemplaires est suffisante. Les autres exemplaires ou la copie doivent indiquer l'exemplaire sur lequel l'acte de protêt a été apposé. Les dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3 phrase 1 s'appliquent respectivement à cette indication. L'indication doit être signée par l'officier public autorisé à dresser l'acte de protêt.

Article 56.

The limits of time stipulated in the present law shall not include the day on which the period commences.

Article 57.

No days of grace, whether legal or judicial, are permitted.

CHAPTER XI. — PROTESTS.

Article 58.

All protests must be drawn up by a notary or an official authorised by law to draw up protests.

Article 59.

The public official authorised to draw up protests to whom the cheque has been presented by the bearer with a view to the protest being made shall call upon the drawee to honour the cheque. If the drawee does not honour the cheque, the public official authorised to draw up protests shall draw up an instrument of protest.

Article 60.

The instrument of protest shall contain :

- (1) The date of the protest ;
- (2) The number of the instrument of protest ;
- (3) The name of the person for whose benefit the protest has been drawn up, the name of the drawer and that of the drawee ;
- (4) A statement to the effect that the summons addressed to the drawee to honour the cheque was unsuccessful or that his office has not been traced ;
- (5) A statement of the place and date of delivery of the said summons or of the unsuccessful attempt to deliver the same ;
- (6) The total costs of the protest.

The instrument of protest shall be signed by the public official authorised to draw it up and shall bear the official seal.

Article 61.

The instrument of protest shall be affixed to the cheque or to the *allonge*.

The instrument of protest shall be affixed immediately after the last entry on the back of the cheque or, in the absence of such entry, directly, to one side, on the back.

If the instrument of protest is affixed to an *allonge*, it shall bear the official seal at the point of attachment. In this case, the signature of the public official authorised to draw up the protest need not be accompanied by the seal.

If the protest is effected in the form of the presentment of a set of parts forming a single cheque, it shall be sufficient to draw up the protest on one of the parts. The other parts or the copy shall indicate to which part the instrument of protest has been affixed. The provisions of paragraph 2 and of the first sentence of paragraph 3 shall apply respectively to this indication. The said indication shall be signed by the public official authorised to draw up the instrument of protest.

Article 62.

Le paiement du chèque peut être effectué entre les mains de l'officier public autorisé à dresser l'acte de protêt. Il ne peut être privé de la compétence d'accepter les paiements.

Article 63.

La rectification des fautes d'écriture, d'omissions et d'autres défauts de l'acte de protêt doit être effectuée par l'officier public autorisé à dresser un acte de protêt avant la remise de l'acte de protêt à la personne sur la demande de laquelle le protêt a été dressé. L'acte de protêt doit contenir l'indication des rectifications effectuées, signée par l'officier public.

Article 64.

Une copie légalisée de l'acte de protêt doit être conservée. Indication doit être faite au sujet du contenu du chèque. Cette indication doit contenir :

1^o Le montant du chèque ;

2^o L'indication du jour et du lieu de la création ;

3^o Le nom du tireur, le nom de la personne à laquelle ou sur l'ordre de laquelle le paiement doit être effectué, ainsi que le nom du tiré.

Les copies et indications sont à conserver en bon ordre.

CHAPITRE XII. — DE L'ENRICHISSEMENT ET DE LA RESPONSABILITÉ SPÉCIALE DU TIREUR.*Article 65.*

Le tireur, dont l'obligation résultant du recours s'est éteinte par prescription ou par le fait qu'un acte nécessaire pour conserver le droit de recours a été omis, reste obligé pour autant qu'il se serait enrichi des dommages encourus par le porteur. L'action pour le recouvrement du bénéfice se prescrit par un an à compter de la date de l'émission du chèque.

Une telle action ne peut être intentée contre les endosseurs.

Article 66.

Si le chèque n'était pas payé en raison du fait que le tireur n'avait pas des fonds disponibles chez le tiré ou en avait insuffisamment, le tireur est responsable pour les dommages encourus de ce fait par le détenteur.

Cette action peut être intentée dans le délai d'une année à compter du jour de l'émission du chèque.

CHAPITRE XIII. — DES CHÈQUES ET DES ACTES DE PROTÊT PERDUS, VOLÉS OU DÉTRUITS.*Article 67.*

Un chèque perdu, volé ou détruit peut être déclaré nul par voie d'appel conformément aux dispositions du Code de procédure civile ; le délai d'appel doit être de deux mois. Toutes les personnes nommées dans le chèque doivent être avisées, autant que possible, de l'ouverture de la procédure d'appel.

Article 68.

Si le chèque a été présenté au paiement en temps dû, mais le banquier en a refusé le paiement, le tribunal peut accorder au demandeur le droit d'exiger, après ouverture de la procédure d'appel,

Article 62.

Payment of a cheque may be effected through the public official authorised to draw up the instrument of protest. He may not be deprived of his power to accept such payments.

Article 63.

Errors in writing, omissions and other defects in the instrument of protest shall be corrected by the public official authorised to draw up an instrument of protest before the said instrument is delivered to the person at whose request the protest has been drawn up. The instrument of protest shall contain a statement of any corrections made, signed by the public official.

Article 64.

A certified copy of the instrument of protest shall be preserved. The contents of the cheque shall be indicated. The said indication shall contain :

- (1) The sum payable by the cheque ;
- (2) A statement of the date and place named in the cheque ;
- (3) The name of the drawer, the name of the person to whom or to whose order payment is to be effected and the name of the drawee.

The copies and indications shall be carefully preserved.

CHAPTER XII. — BENEFITS AND THE SPECIAL RESPONSIBILITY OF THE DRAWER.*Article 65.*

A drawer whose obligation arising out of recourse has lapsed by limitation (*prescription*) or because an action required to preserve the right of recourse has been omitted shall remain liable for a sum equal to any benefits accruing to him as a result of the loss sustained by the bearer. Actions for the recovery of profits are barred after one year as from the date on which the cheque was drawn.

Such actions may not be taken against endorsers.

Article 66.

If the cheque was not honoured because the drawer had no available funds with the drawee, or if the funds were inadequate, the drawer shall be responsible for the loss incurred on this account by the holder.

Such actions may be taken within one year as from the date on which the cheque was drawn.

CHAPTER XIII. — CHEQUES AND INSTRUMENTS OF PROTEST LOST, STOLEN OR DESTROYED.*Article 67.*

A cheque may, if lost, stolen or destroyed, be declared null and void on appeal in accordance with the provisions of the Code of Civil Procedure ; the time-limit for such appeal shall be two months. All persons named in the cheque shall, as far as possible, be advised of the opening of appeal proceedings.

Article 68.

If the cheque has been presented for payment at the proper time and if the banker has refused payment, the Court may grant the plaintiff the right, after the opening of appeal proceedings, to

le paiement par le tireur, à condition qu'il fournisse des garanties jusqu'au moment où le chèque sera déclaré nul ; à défaut de telles garanties, le demandeur n'a que le droit d'exiger la remise en dépôt, à ses frais, par le tireur du montant du chèque aux autorités judiciaires. Le tireur ayant satisfait à cette réclamation est libéré des obligations découlant du titre.

Article 69.

Celui sur la demande duquel le titre a été annulé, est autorisé à se prévaloir des droits découlant du titre envers les obligés.

Dans le cas où le jugement annulant le titre est déclaré nul par suite d'une contestation, les prestations effectuées par l'obligé en vertu du jugement resteront valables même à l'égard des tiers, en particulier à l'égard de celui qui s'est pourvu en annulation du jugement, à condition que l'obligé en effectuant les prestations, n'ait pas été au courant de l'annulation du jugement.

Article 70.

Un acte de protêt perdu, volé ou détruit peut être remplacé par un certificat constatant la confection de l'acte de protêt délivré par le service conservant la copie légalisée de l'acte de protêt. Sont à insérer dans ce certificat le contenu de l'acte de protêt et les indications faites selon l'article 64.

CHAPITRE XIV. — DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE CHÈQUES.

Article 71.

La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Cette disposition ne sera pas appliquée si l'engagement a été pris par un des ressortissants à l'étranger.

Article 72.

La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré.

Si, d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition sont néanmoins valables.

Article 73.

La forme des engagements pris en matière de chèques est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu du paiement suffit.

Cependant, si les engagements souscrits sur un chèque ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation du pays où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur.

demand payment by the drawer, on condition that he provides guarantees until the cheque has been declared null and void ; in the absence of such guarantees, the plaintiff shall simply have the right to demand the deposit by the drawer with the judicial authorities, at the plaintiff's expense, of the sum payable by the cheque. A drawer who has complied with this request shall be freed from the obligations arising out of the cheque.

Article 69.

The person at whose request the instrument has been cancelled shall be authorised to enjoy the rights arising out of the said instrument against those liable.

Should the judgment cancelling the cheque be declared null and void on appeal, the payments effected by the party liable in virtue of the judgment shall remain valid even in regard to third parties, and more especially in regard to the party who has taken proceedings with a view to having the judgment cancelled, unless the party liable was aware, at the time when he effected the said payments, that the judgment had been cancelled.

Article 70.

An instrument of protest which has been lost, stolen or destroyed may be replaced by a certificate stating that the instrument of protest was drawn up and issued by the authority holding the certified copy of the instrument of protest. The said certificate shall embody the contents of the instrument of protest and the particulars given in accordance with Article 64.

CHAPTER XIV. — CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES.

Article 71.

The capacity of a person to bind himself by a cheque shall be determined by his national law. If this national law provides that the law of another country is competent in the matter, this latter law shall be applied.

A person who lacks capacity, according to the law specified in the preceding paragraph, is nevertheless bound if his signature has been given in any territory in which, according to the law in force there, he would have the requisite capacity.

This provision shall not be applied if the contract has been entered into by one of the nationals abroad.

Article 72.

The law of the country in which the cheque is payable determines the persons on whom a cheque may be drawn.

If, under this law, the instrument is not valid as a cheque by reason of the person on whom it is drawn, the obligations arising out of the signatures affixed thereto in other countries whose laws provide otherwise shall nevertheless be valid.

Article 73.

The form of any contract arising out of a cheque is regulated by the laws of the country in which the contract has been signed. Nevertheless, it shall be sufficient if the forms prescribed by the law of the place of payment are observed.

If, however, the obligations entered into by means of a cheque are not valid according to the provisions of the preceding paragraph, but are in conformity with the laws of the country in which a subsequent contract has been entered into, the circumstance that the previous contracts are irregular in form shall not invalidate the subsequent contract.

Les engagements pris à l'étranger en matière de chèque par le ressortissant de la Lithuanie seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 74.

La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites règle les effets de ces obligations.

Article 75.

Les délais de l'exercice de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 76.

La loi du pays où le chèque est payable détermine :

1° Si le chèque est nécessairement à vue ou s'il peut être tiré à un certain délai de vue et également quels sont les effets d'une postdate ;

2° Le délai de présentation ;

3° Si le chèque peut être accepté, certifié, confirmé ou visé et quels sont les effets de ces mentions ;

4° Si le porteur peut exiger et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel ;

5° Si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause « à porter en compte » ou d'une expression équivalente et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente ;

6° Si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci ;

7° Si le tireur peut révoquer le chèque ou faire opposition au paiement de celui-ci ;

8° Les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque ;

9° Si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés.

Article 77.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques, sont réglés par la loi du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Copie certifiée conforme :

Kaunas, le 15 septembre 1938.

Girdvainis,

*p. Directeur du Département juridique
et administratif.*

Contracts by means of a cheque entered into abroad by one national of Lithuania shall be valid in respect of another of its nationals in its territory, provided that they are in the form laid down by the national law.

Article 74.

The law of the country in whose territory the obligations arising out of a cheque have been assumed shall determine the effects of such obligations.

Article 75.

The limits of time for the exercise of rights of recourse shall be determined for all signatories by the law of the place where the instrument was created.

Article 76.

The law of the country in which the cheque is payable shall determine :

- (1) Whether a cheque must necessarily be payable at sight or whether it can be drawn payable at a fixed period after sight, and also what the effects are of the post-dating of a cheque ;
- (2) The limit of time for presentment ;
- (3) Whether a cheque can be accepted, certified, confirmed or visaed, and what the effects are respectively of such acceptance, certification, confirmation or visa ;
- (4) Whether the holder may demand, and whether he is bound to accept, partial payment ;
- (5) Whether a cheque can be crossed or marked either with the words " payable in account " or with some equivalent expression, and what the effects are of such crossing or of the words " payable in account " or any equivalent expression ;
- (6) Whether the holder has special rights to the cover and what the nature is of these rights ;
- (7) Whether the drawer may countermand payment of a cheque or take proceedings to stop its payment (*opposition*) ;
- (8) The measures to be taken in case of loss or theft of a cheque ;
- (9) Whether a protest or any equivalent declaration is necessary in order to preserve the right of recourse against the endorsers, the drawer and the other parties liable.

Article 77.

The form of and the limits of time for protest, as well as the form of the other measures necessary for the exercise or preservation of rights concerning cheques, shall be regulated by the law of the country in whose territory the protest must be drawn up or the measures in question taken.

N° 4443.

**ALLEMAGNE ET BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Convention relative au tourisme
allemand vers la Belgique et le
Grand-Duché de Luxembourg
(convention touristique). Signée à
Berlin, le 27 juin 1938.

**GERMANY AND BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Convention concerning German
Tourist Traffic with Belgium and
the Grand Duchy of Luxemburg
(Tourist Convention). Signed at
Berlin, June 27th, 1938.

N° 4443. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT BELGE, AGISSANT TANT EN SON NOM QU'AU NOM DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS, RELATIVE AU TOURISME ALLEMAND VERS LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG (CONVENTION TOURISTIQUE). SIGNÉE A BERLIN, LE 27 JUIN 1938.

*Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 octobre 1938.*

Désireux de favoriser le tourisme d'Allemagne vers la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, LE GOUVERNEMENT BELGE agissant tant en son nom qu'au nom DU GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS, en vertu d'accords existants, et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les personnes ayant leur domicile ou leur résidence habituelle en Allemagne, à l'exclusion de celles se rendant pour affaires en Belgique ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, peuvent, pour la durée de la présente convention, outre la quantité de devises pouvant être exportée librement, se procurer et emporter dans ces derniers territoires, sans l'autorisation des offices de devises :

- a)* Des lettres de crédit de voyage ;
- b)* Des chèques de voyage ;
- c)* Des bons d'hôtel ;
- d)* Des bons pour voyages à forfait et voyages collectifs jusqu'à concurrence de la contre-valeur en francs belges de 150 Rm. au plus par personne et par mois de calendrier.

Il y a lieu de tenir compte cependant que les moyens de paiement touristique (devises touristes) repris sous les lettres *a)* et *b)* ne peuvent dépasser au total 50 Rm. par personne et par mois de calendrier.

Article II.

Le Gouvernement allemand autorisera le « Mitteleuropäisches Reisebüro G. m. b. H. » (M. E. R.), et ses représentants en Allemagne, qui sont chargés de la vente des billets de chemins de fer allemands à émettre, conformément à l'article premier, des chèques de voyage, des lettres de crédit de voyage, des bons d'hôtel, ainsi que des bons pour voyages collectifs et à forfait.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4443. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER KÖNIGLICH BELGISCHEN REGIERUNG, DIE ZUGLEICH IM NAMEN DER LUXEMBURGISCHEN REGIERUNG HANDELT, ÜBER DEN DEUTSCHEN REISEVERKEHR NACH BELGIEN UND NACH DEM GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG (REISEVERKEHRS-ABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 27. JUNI 1938.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 4th, 1938.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE KÖNIGLICH BELGISCHE REGIERUNG, die zugleich auf Grund bestehender Verträge im Namen DER LUXEMBURGISCHEN REGIERUNG handelt, haben in dem Bestreben, den Reiseverkehr von Deutschland nach Belgien und nach dem Grossherzogtum Luxemburg zu fördern, folgendes vereinbart :

Artikel I.

Für die Dauer dieses Abkommens können Personen, die ihren Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Deutschen Reich haben und zu nichtgeschäftlichen Zwecken nach Belgien oder nach dem Grossherzogtum Luxemburg reisen, ohne Genehmigung der Devisenstellen :

- a)* Reisekreditbriefe
- b)* Reiseschecks
- c)* Hotelgutscheine
- d)* Gutscheine für Pauschal- oder Gesellschaftsreisen im Gegenwert von höchstens 150 Reichsmark je Person und Kalendermonat über die jeweils geltende Freigrenze hinaus erwerben und nach Belgien oder nach dem Grossherzogtum Luxemburg verbringen.

Dabei gilt folgende Einschränkung :

Die Reisezahlungsmittel der unter *a)* und *b)* genannten Arten dürften je Person und Kalendermonat insgesamt nicht über den Betrag von 50 Reichsmark hinaus ausgegeben werden.

Artikel II.

Die Deutsche Regierung wird das Mitteleuropäische Reisebüro, G.m.b.H. (MER) und seine Vertretungen in Deutschland, die mit dem Verkauf der Fahrausweise der Deutschen Reichsbahn betraut sind, ermächtigen, Reiseschecks, Reisekreditbriefe, Hotelgutscheine sowie Gutscheine für Gesellschafts- oder Pauschalreisen gemäss Artikel I auszustellen.

Article III.

La délivrance des devises touristes, dont question à l'article premier, doit être mentionnée sur le passeport de l'acquéreur. Cette inscription doit comporter :

- a) Le montant et le moyen de paiement touristique employé ;
- b) Le mois qui est pris en considération ;
- c) La date et la signature de l'organisme émetteur ;
- d) La mention : « Tourisme belgo-luxembourgeois ».

Les devises obtenues ne pourront servir qu'à couvrir des frais de séjour sur les territoires belge et grand-ducal pendant la durée du voyage.

Les paiements devront être mentionnés par les offices de paiement belgo-luxembourgeois sur le passeport du voyageur.

Article IV.

On ne peut, sans autorisation, se prévaloir de la présente convention ou d'une autre convention sur le tourisme que pendant trois mois de calendrier au plus au cours de l'année.

Article V.

Les lettres de crédit de voyage et les chèques de voyage doivent porter eux-mêmes ou sur une feuille annexée, une mention imprimée visiblement, attirant l'attention des voyageurs sur l'obligation de dépenser, en frais de séjour, la contre-valeur sur les territoires belge et grand-ducal et sur les pénalités que peut entraîner, d'après les dispositions allemandes sur les devises, l'emploi abusif de l'argent.

Article VI.

Les montants en francs belges destinés au tourisme sont déposés à un « compte touristique Belgique-Luxembourg » à la Banque nationale de Belgique.

Les bureaux de vente visés à l'article II se procureront auprès de la « Reichsbank » les montants nécessaires en francs belges jusqu'à concurrence des devises touristes vendues.

Article VII.

La Banque nationale de Belgique et la « Reichsbank » arrêteront de commun accord les mesures techniques nécessaires en vue de l'application de la présente convention.

Article VIII.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938 et cessera ses effets le 30 septembre 1938.

Fait à Berlin, en double exemplaire, en français et en allemand, le 27 juin 1938.

Pour le Gouvernement belge :
V^{te} DAVIGNON.

Pour le Gouvernement allemand :
CLODIUS.

Artikel III.

Die Ausgabe der in Artikel I genannten Reisezahlungsmittel ist im Reisepass des Erwerbers einzutragen. Die Eintragung muss enthalten :

- a) Betrag und Art des Reisezahlungsmittels,
- b) Angabe des Kalendermonats, für den die Inanspruchnahme erfolgt,
- c) Datum und Unterschrift der Ausgabestelle,
- d) den Zusatz « Reiseverkehr Belgien-Luxemburg ».

Die abgegebenen Beträge dürfen nur zur Bestreitung der Aufenthaltskosten in Belgien und im Grossherzogtum Luxemburg während der Reise verwendet werden.

Die Auszahlungen sind von den Belgisch-Luxemburgischen Auszahlungsstellen im Reisepass des Reisenden zu vermerken.

Artikel IV.

Die Inanspruchnahme dieses oder eines anderen Reiseabkommens ohne Genehmigung ist insgesamt für höchstens drei Kalendermonate während eines Kalenderjahres statthaft.

Artikel V.

Die Reisekreditbriefe und Reiseschecks haben selbst oder auf einem beigefügten Blatt einen sichtbar aufgedruckten Vermerk zu enthalten, welcher den Reisenden auf die Verpflichtung der Verwendung des Gegenwertes zu Aufenthaltskosten in Belgien und im Grossherzogtum Luxemburg und auf die Strafbestimmungen aufmerksam macht, die eine missbräuchliche Verwendung nach den deutschen Devisenbestimmungen zur Folge haben kann.

Artikel VI.

Die Mittel für den Reiseverkehr werden auf einem « Reisekonto Belgien-Luxemburg » bei der Belgischen Nationalbank bereitgestellt. Die unter Artikel II genannten Ausgabestellen fordern in Höhe der ausgegebenen Reisezahlungsmittel die benötigten Frankenbeträge bei der Reichsbank an.

Artikel VII.

Die Reichsbank und die Belgische Nationalbank werden ermächtigt, die zur Durchführung dieses Abkommens erforderlichen technischen Massnahmen zu vereinbaren.

Artikel VIII.

Dieses Abkommen tritt am 1. Juli 1938 in Kraft und gilt bis zum 30. September 1938.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und französischer Sprache in Berlin am 27. Juni 1938.

Für die Deutsche Regierung :
(g) Carl CLODIUS.

Für die Königlich Belgische Regierung :
(g) DAVIGNON.

Pour copie conforme :

Le Directeur,
V. Godart.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4443. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN GOVERNMENT AND THE BELGIAN GOVERNMENT, ACTING BOTH ON ITS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF LUXEMBURG, CONCERNING GERMAN TOURIST TRAFFIC WITH BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG (TOURIST CONVENTION). SIGNED AT BERLIN, JUNE 27TH, 1938.

Desirous of promoting German tourist traffic with Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg, THE BELGIAN GOVERNMENT, acting both on its own behalf and on behalf of THE GOVERNMENT OF LUXEMBURG in virtue of existing agreements, and THE GERMAN GOVERNMENT have agreed on the following provisions :

Article I.

Persons domiciled or habitually resident in Germany, other than persons proceeding on business to Belgium or to the Grand Duchy of Luxemburg, shall be entitled, for the duration of the present Convention, without permission from the Foreign Exchange Control Office to procure and take with them into Belgium or the Grand Duchy of Luxemburg (over and above the amount of foreign exchange, the export of which is unrestricted) the following, that is to say :

- (a) Travellers' letters of credit ;
- (b) Travellers' cheques ;
- (c) Hotel vouchers ;
- (d) Vouchers for inclusive or collective travel up to the Belgian franc equivalent of not more than RM. 150 per person per calendar month.

Provided always that the currency for tourist purposes (*Tourist Devisen*) represented by (a) and (b) above must not exceed a total of RM. 50 per person per calendar month.

Article II.

The German Government shall authorise the " *Mitteleuropäisches Reisebüro G. m. b. H.* " (M.E.R.) and its agencies in Germany, the which are responsible for the sale of German railway tickets, to issue travellers' cheques, travellers' letters of credit, hotel vouchers, and vouchers for collective or inclusive travel, under the terms of Article I.

Article III.

The issue of the *Tourist Devisen*, to which reference is made in Article I, must be entered on the passport of the recipient thereof. The entry must include :

- (a) The amount and currency concerned ;
- (b) The month concerned ;
- (c) The date and signature of the issuing organisation ;
- (d) The specification " *Belgo-Luxemburg Tourist Traffic* ".

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The foreign exchange so obtained may not be used for any purpose other than the defrayal of expenditure incurred by the traveller in the course of his stay in Belgian or Grand Ducal territory.

Payments by Belgo-Luxemburg paying offices must be entered by them on the traveller's passport.

Article IV.

Save by special permission, travellers shall not be entitled to the benefits of the present Convention, or of any other Convention for the purposes of tourist traffic, for more than three calendar months in any one year.

Article V.

Travellers' letters of credit and travellers' cheques must carry, whether in the text or on an attached slip, a clearly printed notice drawing the attention of travellers to the obligation to expend the equivalents of the amounts concerned in the course of their stay in Belgian or Grand Ducal territory, and to the penalties attaching under the German foreign exchange regulations to improper use of the money.

Article VI.

The amount in Belgian francs provided for tourist purposes shall be deposited in a "Belgo-Luxemburg Tourist Traffic Account" at the National Bank of Belgium.

The offices for the sale of tickets to which reference is made in Article II shall procure Belgian francs from the Reichsbank to the amount of the Tourist *Devisen* sold by them.

Article VII.

The National Bank of Belgium and the Reichsbank shall concert together as to technical measures in execution of the present Convention.

Article VIII.

The present Convention shall come into force on July 1st, 1938, and shall lapse on September 30th, 1938.

Done in duplicate at Berlin, in French and German, this 27th day of June, 1938.

For the Belgian Government :
(Signed) Vicomte DAVIGNON.

For the German Government :
(Signed) Carl CLODIUS.

N° 4444.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression de la légalisation des certificats d'origine, Sofia, le 5 janvier 1938, et notes y annexées, Sofia, les 11 et 13 janvier 1938.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Waiving of Legalization on Certificates of Origin, Sofia, January 5th, 1938, and Notes relating thereto, Sofia, January 11th and 13th, 1938.

N^o 4444. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT BULGARE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION DE LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. SOFIA, LE 5 JANVIER 1938.

No. 4444. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BULGARIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE WAIVING OF LEGALIZATION ON CERTIFICATES OF ORIGIN. SOFIA, JANUARY 5TH, 1938.

Textes officiels français et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 octobre 1938.

French and English official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place October 5th, 1938.

I.

LE MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE A LA LÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A SOFIA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

N^o 4212-19-II.

SOFIA, le 5 janvier 1938.

NOTE VERBALE

Le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation des États-Unis d'Amérique, qu'il est prêt, sur la base de la réciprocité, à supprimer la formalité de la légalisation des certificats d'origine, accompagnant des marchandises de part et d'autre. Dans ces conditions, les certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes aux États-Unis seront acceptés où de droit en Bulgarie sans leur exiger de légalisation

¹ Traduction du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ROYAL BULGARIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS TO THE AMERICAN LEGATION AT SOFIA.

MINISTRY OF FOREIGN
AFFAIRS AND WORSHIP.

No. 4212-19-II.

SOFIA, January 5th, 1938.

NOTE VERBALE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honor to inform the Legation of the United States of America that it is prepared to waive, on the basis of reciprocity, the formality of legalization on certificates of origin accompanying merchandise from either country. Under the circumstances the certificates of origin issued by the competent authorities in the United States shall be accepted where required in Bulgaria without legalization or translation.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

ou de traduction. De même les certificats d'origine bulgares, délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie bulgares à Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna et Roussé devront être également acceptés où de droit aux Etats-Unis d'Amérique sans leur exiger la légalisation ou la traduction. Les certificats d'origine bulgares seront établis en langue française.

En portant ce qui précède à la connaissance de la Légation des Etats-Unis, le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de la prier de vouloir bien lui communiquer son accord avec ce qui précède, ainsi que de l'aviser quelles sont les autorités compétentes aux Etats-Unis qui auront à délivrer les certificats d'origine américains.

Le Ministère royal des Affaires étrangères profite de l'occasion pour réitérer à l'honorable Légation les assurances de sa haute considération.

(Seal)

II.

THE AMERICAN LEGATION AT SOFIA TO THE
ROYAL BULGARIAN MINISTRY OF FOREIGN
AFFAIRS.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 13.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Royal Bulgarian Ministry of Foreign Affairs and has the honor to acknowledge the receipt of the Ministry's note verbale No. 4212-19-II, of January 5th, 1938, to the effect that the Bulgarian Government agrees to waive all requirements of legalization on certificates of origin relating to merchandise issued by competent authorities in the United States or by organizations such as Chambers of Commerce.

In view of the assurances set forth in the Ministry's note under acknowledgment, the Legation has been instructed to inform the Ministry that the American Government will not require the legalization or authentication of certificates of origin issued by competent authorities in Bulgaria, such as the Chambers

Likewise, Bulgarian certificates of origin issued by the Bulgarian Chambers of Commerce and Industry in Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna, and Roussé shall be accepted also in the United States of America where required without legalization or translation. The Bulgarian certificates of origin shall be in the French language.

In bringing the foregoing to the attention of the Legation of the United States, the Royal Ministry of Foreign Affairs has the honor to request the Legation to be good enough to inform the Ministry of its assent to the foregoing as well as to inform it as to which authorities in the United States shall be competent to issue American certificates of origin.

The Royal Ministry of Foreign Affairs avails itself of the opportunity to renew to the honorable Legation the assurances of its high consideration.

(Seal)

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LA LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE A
SOFIA AU MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE BULGARIE.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 13.

La Légation des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère royal bulgare des Affaires étrangères et a l'honneur d'accuser réception de la note verbale du Ministère N° 4212-19-II, en date du 5 janvier 1938, portant que le Gouvernement bulgare accepte de supprimer toutes les formalités de légalisation des certificats d'origine relatifs à des marchandises qui ont été délivrés par des autorités compétentes des Etats-Unis ou par des organisations telles que les chambres de commerce.

Etant donné les assurances données dans la note du Ministère dont il est accusé réception, la Légation a été chargée de faire savoir au Ministère que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique n'exigera pas la légalisation ou l'authentification des certificats d'origine délivrés par des autorités compétentes de Bulgarie,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of Commerce and Industry at Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna and Roussé, which are mentioned in the Ministry's note referred to above.

With reference to the penultimate paragraph of the Ministry's note, the Legation has no list on file of the authorities and organizations in the United States which would be competent to issue certificates of origin, but suggests that such organizations would be the Merchants' Association of New York and the Chambers of Commerce in the important centers of the United States.

The Legation avails itself of this opportunity to renew to the Ministry the assurance of its highest consideration.

SOFIA, *January 5th*, 1938.

To the Royal Bulgarian
Ministry of Foreign Affairs,
Sofia.

RELATED NOTES.

I.

THE AMERICAN LEGATION AT SOFIA TO THE
ROYAL BULGARIAN MINISTRY OF FOREIGN
AFFAIRS.

LEGATION OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 14.

The Legation of the United States of America presents its compliments to the Royal Bulgarian Ministry of Foreign Affairs and, with reference to the recent exchange of notes for the waiving of legalization on certificates of origin, has the honor to state that it is the Legation's understanding that the Agreement does not include the waiving of legalization or authentication on health certificates covering shipments of animal or plant products.

The Legation avails itself of this opportunity to renew to the Ministry the assurance of its highest consideration.

SOFIA, *January 11th*, 1938.

To the Royal Bulgarian
Ministry of Foreign Affairs,
Sofia.

telles que les Chambres de commerce et d'industrie de Sofia, Plovdiv, Bourgas, Varna et Roussé, qui sont mentionnées dans la note précitée du Ministère.

Pour ce qui concerne l'avant-dernier paragraphe de la note du Ministère, la Légation a l'honneur de faire savoir qu'elle ne possède pas de liste des autorités et organisations des Etats-Unis compétentes pour délivrer les certificats d'origine, mais elle suppose que ces organisations seraient la « Merchants' Association of New York » et les chambres de commerce des centres importants des Etats-Unis.

La Légation saisit cette occasion, etc.

SOFIA, *le 5 janvier* 1938.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères de Bulgarie,
Sofia.

NOTES CONNEXES

I.

LA LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE A
SOFIA AU MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE BULGARIE.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 14.

La Légation des Etats-Unis d'Amérique présente ses compliments au Ministère royal bulgare des Affaires étrangères et, en ce qui concerne le récent échange de notes relatives à la suppression de la légalisation des certificats d'origine, a l'honneur de déclarer que, selon l'interprétation de la Légation, l'accord ne s'applique pas à la suppression de la légalisation ou de l'authentification des certificats sanitaires accompagnant des envois d'origine animale ou végétale.

La Légation saisit cette occasion etc.

SOFIA, *le 11 janvier* 1938.

Au Ministère royal
des Affaires étrangères de Bulgarie,
Sofia.

II.

LE MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BULGARIE A LA LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE A SOFIA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

N° 4643-19-II.

SOFIA, *January 13th*, 1938.

NOTE VERBALE

En réponse à la note verbale N° 14 en date du 11 janvier courant, le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation des Etats-Unis d'Amérique que le Gouvernement bulgare est d'accord avec la Légation de considérer que l'échange des notes du 5 janvier a. c. concernant la non-légalisation des certificats d'origine ne s'applique pas aux certificats sanitaires accompagnant des envois d'origine animale ou végétale.

Dans ces conditions la légalisation desdits certificats sanitaires, qu'exigent les autorités américaines quand ces certificats seront délivrés par les autorités bulgares, comporterait à titre de réciprocité la légalisation des certificats sanitaires délivrés par les autorités américaines. Cette légalisation devra s'effectuer selon les formes prescrites par la loi bulgare pour les documents officiels.

Le Ministère royal saisit cette occasion pour renouveler à la Légation des Etats-Unis d'Amérique les assurances de sa très haute considération.

(Seal)

Certified to be true and complete textual copies of the original Notes exchanged, in all the languages in which they were signed, and of related Notes.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
*Chief Clerk and Administrative
Assistant.*

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE ROYAL BULGARIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS TO THE AMERICAN LEGATION AT SOFIA.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

No. 4643-19-II.

SOFIA, *January 13th*, 1938.

NOTE VERBALE.

In reply to the note verbale No. 14 dated January 11th of this month, the Royal Ministry of Foreign Affairs has the honor to inform the Legation of the United States of America that the Bulgarian Government agrees to consider the exchange of notes of January 5th instant concerning the waiving of legalization of certificates of origin as non-applicable to health certificates accompanying shipments of animal or plant origin.

Under the circumstances the legalization of such health certificates, which the American authorities require when issued by the Bulgarian authorities, will necessitate the legalization, on the basis of reciprocity, of health certificates issued by the American authorities. Such legalization shall be performed in accordance with the regulations prescribed by the Bulgarian law concerning official documents.

The Royal Ministry avails itself of this opportunity to renew to the Legation of the United States of America the assurance of its high consideration.

(Seal)

¹ Translation of the Government of the United States of America.

N° 4445.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE

Echange de notes comportant un
accord relatif aux taxes de visa
des passeports. Paris, les 12 et
14 janvier 1938.

UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding Fees for
Passport Visas. Paris, January
12th and 14th, 1938.

No. 4445. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING FEES FOR PASSPORT VISAS. PARIS, JANUARY 12TH AND 14TH, 1938.

N° 4445. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX TAXES DE VISA DES PASSEPORTS. PARIS, LES 12 ET 14 JANVIER 1938.

English and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place October 5th, 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 octobre 1938.

I.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.

No. 836.

PARIS, FRANCE, *January 12th, 1938.*

EXCELLENCY,

I have the honor to confirm to Your Excellency in the following terms the tentative Agreement reached as a result of informal discussions between the competent bureau of the Ministry of Foreign Affairs and this Embassy for a reci-

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 836.

PARIS, FRANCE, *le 12 janvier 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence, dans les termes ci-après, le projet d'arrangement intervenu à la suite de pourparlers officieux entre le bureau compétent du Ministère des Affaires étrangères et l'Ambassade des États-

¹ Came into force January 15th, 1938.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Entré en vigueur le 15 janvier 1938.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

procal increase of the tariff for passport visas charged by the Governments of France and the United States :

(a) Passport visas issued to American citizens by French Consuls will be valid for two years, unless the passport is valid for a lesser period, in which case the visa will be valid only during the period of validity of the passport. The visa will give the right to enter France as often as the holder may wish during its validity. The fee will be seventy-five francs.

(b) The fee for a non-immigrant passport visa valid for any number of entries into the United States by a bearer of a French passport during a period of twelve months from the date of issue of the visa shall be two dollars and seventy-five cents United States currency, or approximate equivalent in francs ; provided the passport remains valid during that period and that the non-immigrant status of the bearer of the passport is maintained. The passport visa applied for will be granted and the length of sojourn determined in accordance with existing regulations.

A second visa, subject to the same conditions, and provided the passport remains valid, will be issued gratis if applied for by the date of expiration of the original visa or within one year thereafter, provided that the validity of such visa shall not exceed one year nor extend beyond two years from the date on which the original visa was issued.

(c) The fee for transit visas issued to American citizens by French Consuls, to be valid fifteen days, will be ten francs.

(d) The fee for transit visas to be granted to bearers of French passports by American Consuls will be fifty cents United States currency, or approximate equivalent in francs.

(e) No visa fees shall be collected from American or French members of delegations representing war veterans organizations temporarily visiting the United States or France.

Unis d'Amérique, au sujet d'une augmentation réciproque du tarif des visas de passeports appliqué par le Gouvernement français et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

a) Les visas de passeports délivrés par les Consuls français aux citoyens américains seront valables deux ans, à moins que le passeport n'ait une validité inférieure, auquel cas le visa ne sera valable que pour la période de validité du passeport. Le visa donnera droit au porteur d'entrer en France aussi souvent qu'il le désirera pendant la période de validité. Le coût sera de soixante-quinze francs.

b) Le coût du visa de passeport de non-immigrant, valable pour un nombre quelconque d'entrées aux Etats-Unis effectuées par le porteur d'un passeport français pendant une période de douze mois à compter de la date de la délivrance du visa, sera de deux dollars soixante-quinze cents de la monnaie des Etats-Unis ou l'équivalent approximatif en francs, sous réserve que le passeport reste valable pendant cette période et que le statut de non-immigrant du porteur du passeport demeure. Le visa de passeport demandé sera accordé et la durée du séjour sera fixée conformément aux règlements en vigueur.

Un second visa, soumis aux mêmes conditions, sera, sous réserve que le passeport demeure valable, délivré gratuitement s'il a été demandé au plus tard à la date d'expiration du visa original ou dans l'année qui suivra, à condition que la validité de ce visa n'excède pas un an ou ne s'étende pas au delà de deux ans à compter de la date à laquelle le visa original a été délivré.

c) Le coût des visas de transit valables quinze jours délivrés aux ressortissants américains par les consuls français sera de dix francs.

d) Le coût des visas de transit délivrés par les consuls américains aux porteurs de passeports français sera de cinquante cents de la monnaie des Etats-Unis ou l'équivalent approximatif en francs.

e) Il ne sera pas perçu de droit de visa sur les membres français ou américains des délégations représentant des associations d'anciens combattants de la guerre visitant temporairement les Etats-Unis ou la France.

(f) The aforementioned Agreement shall become effective January 15th, 1938.

My Government has authorized me to accept, on its behalf, the provisions of the aforementioned Agreement and to signify that it will take the steps necessary to give effect to the Agreement as of January 15th, 1938, upon being advised that Your Excellency's Government is disposed to give like effect to the understanding as of the date mentioned.

I avail myself of this occasion of renewing to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William C. BULLITT.

His Excellency
Monsieur Yvon Delbos,
Minister of Foreign Affairs,
Paris.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SOUS-DIRECTION DES CHANCELLERIES
ET DU CONTENTIEUX.

1^{er} BUREAU.

H. 7.9/23. 1937.

N^o 1.

PARIS, le 14 janvier 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 12 janvier 1938 relative à l'augmenta-

f) L'arrangement ci-dessus entrera en vigueur le 15 janvier 1938.

Mon gouvernement m'a autorisé à accepter en son nom les termes de l'arrangement qui précède et à faire savoir qu'il prendra les mesures nécessaires pour donner effet à l'arrangement à partir du 15 janvier 1938, à condition qu'il ait été informé que le gouvernement de Votre Excellence est disposé à donner également effet à l'arrangement à partir de la date indiquée.

Je saisis cette occasion, etc.

William C. BULLITT.

Son Excellence
Monsieur Yvon Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS.

OFFICE OF ASSISTANT DIRECTOR
OF CHANCELLERIES AND OF THE
OFFICE OF ADMINISTRATIVE CLAIMS.

1ST BUREAU.

H. 7.9/23. 1937.

No. 1.

PARIS, January 14th, 1938.

MR. AMBASSADOR,

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of January 12th, 1938, in regard

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

tion réciproque du tarif des visas de passeports applicable entre nos deux pays et qui stipule :

a) Les visas de passeports délivrés par les consuls français aux citoyens américains seront valables deux ans à moins que le passeport n'ait une validité inférieure, auquel cas le visa ne sera valable que pour la période de validité du passeport. Le visa donnera droit au porteur d'entrer en France aussi souvent qu'il le désirera pendant la période de validité. Le coût sera de 75 francs.

b) Le coût du visa de passeport de non-immigrant, valable pour un nombre quelconque d'entrées aux Etats-Unis effectuées par le porteur d'un passeport français pendant une période de douze mois à compter de la date de la délivrance du visa, sera de deux dollars soixante-quinze cents de la monnaie des Etats-Unis ou son équivalent approximatif en francs, sous réserve que le passeport reste valable pendant cette période et que le statut de non-immigrant du porteur du passeport demeure. Le visa de passeport demandé sera accordé et la durée du séjour sera fixée conformément aux règlements en vigueur.

Un second visa, soumis aux mêmes conditions sera, sous réserve que le passeport demeure valable, délivré gratuitement s'il a été demandé au plus tard à la date d'expiration du visa original ou dans l'année qui suivra, à condition que la validité de ce visa n'exécède pas un an ou ne s'étende pas au delà de deux ans à compter de la date à laquelle le visa original a été délivré.

c) Le coût des visas de transit valables quinze jours délivrés aux ressortissants américains par les consuls français sera de dix francs.

d) Le coût des visas de transit délivrés par les consuls américains aux porteurs de passeports français sera de cinquante cents de la monnaie des Etats-Unis ou l'équivalent approximatif en francs.

e) Il ne sera pas perçu de droit de visa sur les membres français ou américains des délégations représentant des associations d'anciens combattants de la guerre visitant temporairement les Etats-Unis ou la France.

f) L'arrangement ci-dessus entrera en vigueur le 15 janvier 1938.

to the reciprocal increase of the tariff for passport visas applicable between our two countries, wherein it is stated that :

(a) Passport visas issued to American citizens by French Consuls will be valid for two years, unless the passport is valid for a lesser period, in which case the visa will be valid only during the period of validity of the passport. The visa will give the right to enter France as often as the holder may wish during its validity. The fee will be seventy-five francs.

(b) The fee for a non-immigrant passport visa valid for any number of entries into the United States by a bearer of a French passport during a period of twelve months from the date of issue of the visa shall be two dollars and seventy-five cents United States currency, or approximate equivalent in francs; provided the passport remains valid during that period and that the non-immigrant status of the bearer of the passport is maintained. The passport visa applied for will be granted and the length of sojourn determined in accordance with existing regulations.

A second visa, subject to the same conditions, and provided the passport remains valid, will be issued gratis if applied for by the date of expiration of the original visa or within one year thereafter, provided that the validity of such visa shall not exceed one year nor extend beyond two years from the date on which the original visa was issued.

(c) The fee for transit visas issued to American citizens by French Consuls, to be valid fifteen days, will be ten francs.

(d) The fee for transit visas to be granted to bearers of French passports by American Consuls will be fifty cents United States currency, or approximate equivalent in francs.

(e) No visa fees shall be collected from American or French members of delegations representing war veterans organizations temporarily visiting the United States or France.

(f) The aforementioned Agreement shall become effective January 15th, 1938.

Je suis heureux de vous faire connaître l'accord du Gouvernement français sur les termes de l'arrangement qui précède et je donne les instructions nécessaires pour qu'il puisse entrer en vigueur le 15 janvier 1938.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation,

L'Ambassadeur de France
Secrétaire général,
Alexis LÉGER.

Son Excellence
Monsieur William C. Bullitt
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
à Paris.

I am pleased to notify you of the agreement of the French Government to the terms of the aforementioned arrangement and I am giving the instructions necessary to its entry into force as of January 15th, 1938.

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

For the Minister of Foreign Affairs
by delegation :

The Ambassador of France
Secretary General :
Alexis LÉGER.

His Excellency
Mr. William C. Bullitt,
Ambassador of the United States of America,
Paris.

Certified to be true and complete textual
copies of the original Notes exchanged, in
all the languages in which they were signed.

For the Secretary
of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

N° 4446.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE
ET NOUVELLE-ZÉLANDE
ET LUXEMBOURG**

Convention additionnelle au Traité
d'extradition du 24 novembre
1880. Signée à Luxembourg, le
23 janvier 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA
AND NEW ZEALAND
AND LUXEMBURG**

Convention supplementary to the
Treaty of November 24th, 1880,
regarding Extradition. Signed at
Luxemburg, January 23rd, 1937.

No. 4446. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND NEW ZEALAND AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG SUPPLEMENTARY TO THE TREATY² OF NOVEMBER 24TH, 1880, REGARDING EXTRADITION. SIGNED AT LUXEMBURG, JANUARY 23RD, 1937.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place October 7th, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,

Desiring to make further provision for the reciprocal extradition of fugitive criminals,

Have resolved to conclude a supplementary Convention for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Esmond OVEY, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of the Fourth Class of the Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg ;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

Sir Esmond OVEY, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of the Fourth Class of the Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg ;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

Sir Esmond OVEY, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of the Fourth Class of the Royal Victorian Order, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg ;

¹ The exchange of ratifications took place at Brussels, July 1st, 1938.
Came into force August 1st, 1938.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 71, page 48.

N^o 4446. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION² DU 24 NOVEMBRE 1880. SIGNÉE A LUXEMBOURG, LE 23 JANVIER 1937.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 octobre 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG,

Désireux de prendre des mesures supplémentaires en vue de l'extradition réciproque de criminels en fuite,

Ont résolu de conclure une convention supplémentaire à cet effet et à cette fin ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Esmond OVEY, chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, membre de la 4^e classe de l'Ordre royal de Victoria, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg ;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Sir Esmond OVEY, chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, membre de la 4^e classe de l'Ordre royal de Victoria, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg ;

POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Sir Esmond OVEY, chevalier-commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, membre de la 4^e classe de l'Ordre royal de Victoria, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1938.

Entrée en vigueur le 1^{er} août 1938.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 697.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Joseph BECH, Grand-Cross of the Order of Adolph of Nassau, Grand-Officer of the Order of the Crown of Oak, etc., Her Minister of State, President of the Government ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the Extradition Treaty concluded at Luxemburg on the 24th November, 1880, shall apply to :

(1) The following British Protectorates, which are administered under the authority of His Majesty's Government in the United Kingdom, viz. : Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate, Zanzibar, and

(2) The following British-protected States, which are administered on the advice of His Majesty's Government in the United Kingdom, viz. : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu and Brunei, and

(3) The following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by His Majesty, viz. : Cameroons under British mandate, Togoland under British mandate, the Tanganyika Territory and Palestine (including Transjordan) (being territories in respect of which the mandates are exercised by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland), New Guinea (in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (in respect of which the mandate is exercised by His Majesty's Government in the Dominion of New Zealand), and Nauru.

If after the signature of this Convention it should be considered advisable to extend its provisions to any British Protectorates or to any British-protected States, other than those mentioned, the High Contracting Parties agree that the Convention may be so extended by means of an agreement contained in an exchange of notes between the respective Governments, and that such extension shall take effect from the date prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

Article 2.

Requisitions for extradition under the present Convention shall be made in accordance with the provisions of the Treaty of the 24th November, 1880, and as if the said Protectorates, protected States and mandated territories were possessions of His Majesty.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications in conformity with the laws of the High Contracting Parties, and shall remain in force so long as the Extradition Treaty of the 24th November, 1880, and shall lapse with the termination of that Treaty.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, grand-croix de l'Ordre d'Adolphe de Nassau, grand-officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, etc., son ministre d'Etat, président du Gouvernement ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de ce que les dispositions du Traité d'extradition conclu à Luxembourg, le 24 novembre 1880, s'appliqueront :

(1) Aux protectorats britanniques suivants, qui sont administrés sous l'autorité du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à savoir : Bechuanaland, Gambia, Kenya, Nigeria, Rhodésie du Nord, Territoires du Nord de la Côte d'Or, Nyasaland, Sierra Leone, îles Salomon, Somaliland, Swaziland, Uganda, Zanzibar, et

(2) Les Etats sous protection britannique, qui sont administrés sous la tutelle du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à savoir : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu, et Brunéi, et

(3) Les territoires suivants, à l'égard desquels des mandats ont été acceptés par Sa Majesté pour compte de la Société des Nations, à savoir : Les Camerouns sous mandat britannique, Togoland sous mandat britannique, le Territoire de Tanganyika et la Palestine (comprenant la Transjordanie) (comme étant des territoires à l'égard desquels les mandats sont exercés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord), Nouvelle-Guinée (à l'égard de laquelle le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), Samoa occidental (à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Dominion de la Nouvelle-Zélande) et Nauru.

Si, après la signature de cette convention, il était jugé recommandable d'en étendre les dispositions à des protectorats britanniques ou des territoires sous protection britannique, autres que ceux mentionnés ci-dessus, les Hautes Parties contractantes conviennent de ce que la convention pourra être étendue moyennant un accord résultant d'un échange de notes entre les gouvernements respectifs et qu'une telle extension prendra effet à partir de la date fixée dans les notes qui seront échangées à l'effet d'opérer l'extension.

Article 2.

Les demandes d'extradition, en vertu de la présente convention, seront faites conformément aux stipulations du Traité du 24 novembre 1880, tout comme si les protectorats, Etats sous protection et territoires sous mandat énoncés étaient des possessions de Sa Majesté.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications en conformité avec les lois des Hautes Parties contractantes, restera en vigueur aussi longtemps que le Traité d'extradition du 24 novembre 1880, et prendra fin en même temps que celui-ci.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Done in duplicate in English and French at Luxemburg, the twenty-third of January, in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty-seven.

Fait en double exemplaire, en anglais et en français, à Luxemburg, le vingt-trois janvier de l'an de grâce mil neuf cent trente-sept.

For Great Britain and Northern Ireland : Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

(L. S.) Esmond OVEY.

For the Commonwealth of Australia : Pour le Commonwealth d'Australie :

(L. S.) Esmond OVEY.

For the Dominion of New Zealand : Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

(L. S.) Esmond OVEY.

For the Grand Duchy of Luxemburg : Pour le Grand-Duché de Luxemburg :

(L. S.) BECH.

N° 4447.

MALAISIE ET SIAM

Accord entre les Administrations des postes de la Malaisie et du Siam concernant l'établissement d'un service pour l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 15 septembre 1937.

MALAYA AND SIAM

Agreement between the Post Office of Malaya and the Post Office of Siam regarding the Establishment of a Parcel Post Service, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Bangkok, September 2nd, 1937, and at Kuala Lumpur, September 15th, 1937.

No. 4447. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF MALAYA AND THE POST OFFICE OF SIAM REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A PARCEL POST SERVICE. SIGNED AT BANGKOK, SEPTEMBER 2ND, 1937, AND AT KUALA LUMPUR, SEPTEMBER 15TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 7th, 1938.

THE POST OFFICES OF MALAYA and SIAM agree to effect a regular direct exchange of parcels between Malaya and Siam.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "Malaya" means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British Protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

¹ Came into force October 1st, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4447. — ACCORD² ENTRE LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE LA MALAISIE ET DU SIAM CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN SERVICE POUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BANGKOK, LE 2 SEPTEMBRE 1937, ET A KUALA-LUMPUR, LE 15 SEPTEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 octobre 1938.

LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE LA MALAISIE et DU SIAM conviennent d'effectuer un échange régulier et direct de colis postaux entre la Malaisie et le Siam.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est joint, l'expression « Malaisie » s'applique aux Etablissements du Détroit, aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et à tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourrait ultérieurement faire partie de l'Union postale de la Malaisie.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de 22 livres, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur, ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions du colis, la manière de voir du bureau expéditeur sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

COLIS EN TRANSIT.

Les deux administrations postales garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tous pays avec lesquels elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1937.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels depatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be 0.80, 1.40, 2.00 and 3.00 francs for parcels not exceeding 3 lb., 7 lb., 11 lb. and 22 lb. respectively ; and the territorial rates of Siam shall be 1.35, 1.75, 1.75 and 2.75 francs for parcels not exceeding 3 lb., 7 lb., 11 lb. and 22 lb. respectively.

The Post Office of Siam reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Post Office of Malaya reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Post Offices shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Post Office of Siam may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other sum as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 8.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :
 - (a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration qui participe au transport par terre ou par mer.

Article 4.

DROITS DE TRANSPORT PAR TERRE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les droits de transport par terre en Malaisie seront les suivants : 0 fr. 80, 1 fr. 40, 2 francs et 3 francs pour les colis jusqu'à 3 livres, 7 livres, 11 livres et 22 livres, respectivement ; les droits de transport par terre au Siam seront les suivants : 1 fr. 35, 1 fr. 75, 1 fr. 75 et 2 fr. 75 pour les colis jusqu'à 3 livres, 7 livres, 11 livres et 22 livres, respectivement.

L'Administration des postes siamoise se réserve le droit de modifier ses taxes conformément à toute modification qui pourrait être apportée en matière de taxes par des conventions internationales postérieurement à la Convention postale du Caire de 1934.

L'Administration postale de la Malaisie se réserve le droit de modifier les taxes pour ses transports par terre, conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourrait être décidée dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays d'une manière générale.

Article 5.

DROITS DE TRANSPORT PAR MER.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des postes siamoise peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis, ou toute autre taxe qui pourrait être fixée par des conventions internationales postérieures à la Convention postale du Caire de 1934. L'Administration postale de la Malaisie pourra percevoir les droits qu'elle fixera de temps à autre pour des services analogues à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays d'une manière générale.

Article 7.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane et autres taxes non postales seront acquittés par les destinataires des colis, sous réserve des dispositions contraires du présent accord.

Article 8.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents des postes ou salir ou détériorer les autres envois ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Articles of an obscene or immoral nature ;

(d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Letters, notes or documents having the character of an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him. (It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice) ;

(f) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the Office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Post Office of the country of destination does not agree to cancel.

- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées ou les allumettes) ;
- c) Des objets obscènes ou immoraux ;
- d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;
- e) Des lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle ou personnelle, ainsi que des lettres ou des paquets de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes demeurant avec lui (il est cependant permis d'insérer dans un colis postal une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives) ;
- f) Des animaux vivants (sauf les abeilles, qui doivent être enfermées dans des boîtes de manière à prévenir tout danger pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu).

2. Il est en outre interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que le bureau du pays de destination ne soit autorisé par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle ne peut en aucun cas entraîner le renvoi au bureau d'origine.

4. Les matières explosives inflammables ou dangereuses ainsi que les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; le bureau qui les aura trouvés dans les envois en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration postale du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à ce colis pour qu'elle puisse prendre éventuellement toutes mesures nécessaires.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Un colis sans valeur déclarée ne peut faire l'objet d'un avis de réception.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par son règlement intérieur. De même, un colis postal pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent accord vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera acquittée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues pour la réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées dans le cas d'une nouvelle réexpédition ou d'un renvoi du colis à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, le cas échéant, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux engagés, dont l'administration postale du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 25, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ” ;

“ If not deliverable as addressed, deliver to ” ;

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 33.

Article 13.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 14.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 11.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés suivant les dispositions de l'article 25, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 12.

REBUT.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être remis sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, après avoir été conservé pendant les délais prescrits par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit ou bien *a)* traité comme colis tombé au rebut, ou bien *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous

..... »

La même demande doit également figurer sur l'enveloppe extérieure du colis.

3. Les droits sur les colis non remis aux destinataires et renvoyés seront perçus suivant les dispositions de l'article 33.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les objets sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 15.

COLIS TOMBÉS AU REBUT.

Les colis qui n'ont pu être remis aux destinataires et que les expéditeurs ont abandonnés ne seront pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traitera d'après sa législation.

Article 16.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Malaya and Siam.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in case of a parcel for delivery in Siam shall be fixed at \$340 and in the case of a parcel for delivery in Malaya at 425 Bahts. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a cent or of a satang shall be ignored.

The two Post Offices undertake to admit Cash-on-Delivery parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Post Offices of the countries of origin and of destination of the Cash-on-Delivery parcels.

Exceptionally, where there is no Cash-on-Delivery Agreement between the country of origin and an Unfederated Malay State, settlement of accounts may be made through the intermediary of the Post Office of Malaya.

2. Cash-on-Delivery parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured, parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Office of origin and shall not exceed :

(a) 10 cents for each \$10 or fraction of \$10 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Malaya.

(b) 20 satangs for each 15 Bahts or fraction of 15 Bahts of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Siam with a minimum of 25 satangs.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Post Offices of Malaya and Siam shall be entitled to collect from the sender of a Cash-on-Delivery parcel posted in Malaya or Siam a supplementary fee not exceeding 10 cents or 25 satangs respectively for each parcel and from the addressee of a Cash-on-Delivery parcel delivered in Malaya and Siam a supplementary fee not exceeding 15 cents and 25 satangs respectively for each parcel.

Article 18.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Cash-on-Delivery parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 16.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement pourra donner lieu à la perception d'un droit de 1 franc au maximum.

Il ne sera perçu aucun droit si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'une année à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation sera motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation sera restitué.

Article 17.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. RÈGLEMENT.

1. Il pourra être échangé des colis contre remboursement entre la Malaisie et le Siam.

Le montant du remboursement sera indiqué dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le montant maximum du remboursement, dans le cas d'un colis expédié à destination du Siam, sera de 340 dollars et, dans le cas d'un colis expédié à destination de la Malaisie, de 425 bahts. Dans le calcul du montant du remboursement, on ne tiendra pas compte des fractions de cent ou de satang.

Les deux administrations postales garantissent le droit de transit par leurs services aux colis contre remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations postales des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

Dans les cas où il n'existe pas d'arrangement entre le pays d'origine et un Etat malais non fédéré, en ce qui concerne les colis contre remboursement, le règlement des comptes pourra se faire, à titre exceptionnel, par l'intermédiaire de l'Administration postale de la Malaisie.

2. Les colis contre remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes prévues pour les colis ordinaires ou pour les colis avec valeur déclarée, suivant le cas. En outre, l'expéditeur paiera un droit spécial qui sera fixé par le bureau d'origine et ne pourra dépasser :

a) 10 cents par 10 dollars ou fraction de 10 dollars du remboursement, dans le cas de colis déposés en Malaisie ;

b) 20 satangs par 15 bahts ou fraction de 15 bahts du remboursement dans le cas de colis déposés dans le Siam, avec un minimum de 25 satangs.

3. Le montant du remboursement perçu sera transmis sous la forme d'un mandat de remboursement émis en franchise.

4. Outre le droit spécial, fixé en vertu du paragraphe 2, les Administrations postales de la Malaisie et du Siam pourront percevoir sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement déposé en Malaisie ou dans le Siam une taxe supplémentaire s'élevant au maximum à 10 cents ou 25 satangs, respectivement, pour chaque colis, et sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement remis en Malaisie ou dans le Siam une taxe supplémentaire s'élevant au maximum à 15 cents et 25 satangs, respectivement, pour chaque colis.

Article 18.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne pourra pas faire annuler ou modifier après le dépôt, le montant du remboursement.

Article 19.

CASH-ON-DELIVERY PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Post Offices shall be responsible under the conditions fixed by Articles 25 to 31 hereafter for the loss of a Cash-on-Delivery parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 20.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 16 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Post Office concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 21.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Post Office of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Post Office of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Cash-on-Delivery parcels and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 29 of the Detailed Regulations.

The Post Office of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 31 the sum which has been advanced by the despatching Post Office.

Article 22.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Post Office to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Post Office of the country of origin of the Cash-on-Delivery parcel and shall accrue definitely to that Office at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Post Offices.

Article 19.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales répondent, aux conditions prévues par les articles 25 à 31 ci-dessous, de la perte de tout colis grevé de remboursement et de la spoliation ou de l'avarie de son contenu.

*Article 20.*INDEMNITÉ EN CAS DE DÉFAUT DE PERCEPTION, OU DE PERCEPTION INSUFFISANTE
OU FRAUDULEUSE DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été remis au destinataire sans que le remboursement soit perçu, l'expéditeur aura droit à une indemnité, à condition qu'il ait fait une réclamation dans le délai prévu par l'article 16 et que le défaut de perception du remboursement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. La même règle s'appliquera si le montant perçu sur le destinataire est inférieur au montant du remboursement ou si la perception du remboursement a été faite frauduleusement.

En aucun cas, l'indemnité ne pourra dépasser le montant du remboursement.

Par le versement de l'indemnité, le bureau intéressé est subrogé dans les droits de l'expéditeur jusqu'à concurrence du montant payé, dans toute action qui pourrait être exercée contre le destinataire ou contre un tiers.

Article 21.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement par l'administration du pays d'origine des sommes régulièrement perçues sera effectué pour le compte de l'administration du pays de destination. De même, le versement de l'indemnité sera effectué pour le compte de l'administration du pays de destination si cette dernière est responsable.

Après la remise d'un colis, l'administration postale du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse établir que la faute est due à une violation des règlements commise par l'administration postale du pays d'origine, ou qu'elle ne puisse prouver que lorsqu'ils ont été remis à ses services, le colis et le bulletin d'expédition le concernant ne portaient pas les indications de détail prévues par le règlement d'exécution pour les colis contre remboursement et que le colis n'était pas l'objet d'une mention spéciale sur la feuille de route, conformément à l'article 29 du règlement d'exécution.

L'administration postale du pays de destination sera tenue de rembourser, aux conditions prévues par l'article 31, la somme avancée par l'administration postale du pays d'origine.

Article 22.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour une raison quelconque, ne peut être payé au bénéficiaire, ne sera pas remboursé à l'administration postale dont dépend le bureau d'émission. Il sera tenu à la disposition du destinataire par l'administration postale du pays d'origine du colis grevé de remboursement et reviendra définitivement à cette administration au terme de la durée légale de validité.

A tous autres égards et avec les réserves formulées dans le règlement d'exécution, les mandats de remboursement seront soumis aux dispositions de l'arrangement conclu entre les deux administrations pour l'échange des mandats de poste.

Article 23.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of \$500 or 800 Bahts.
2. An insurance fee, to be fixed by the Office of origin, shall be charged for each \$100 or 132 Bahts or part thereof of the insured value.
3. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.
4. The Post Office of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

Article 24.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 25.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2.2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Post Office of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Post Office of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees and if the case arises the despatch fee shall be retained by the Post Offices concerned.

Article 23.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 dollars ou 800 bahts.
2. Il sera perçu un droit d'assurance qui sera fixé par le bureau d'origine, par 100 dollars ou 132 bahts de la valeur déclarée ou par fraction de cette somme.
3. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.
4. L'administration postale du pays d'origine aura également le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée une taxe d'expédition qui ne dépassera pas cinquante centimes.

Article 24.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La valeur déclarée ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu ne représente aucune valeur pécuniaire peut être assuré pour une valeur nominale afin de bénéficier de la garantie du système d'assurance.

Article 25.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOILIATION OU D'AVARIE.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales répondent de la perte des colis postaux, et de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs, pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2,2 livres), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg. mais ne dépasse pas 5 kg. (11 livres) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. mais ne dépasse pas 10 kg. (22 livres). Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans le cas où la perte, l'avarie ou la spoliation se produisent dans le service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser au destinataire une indemnité à ses frais et sans consulter l'administration postale du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse établir que l'expéditeur a renoncé à ses droits en faveur du destinataire.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il n'est pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où la marchandise a été admise à l'expédition.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie totale d'un colis ou pour la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution de la taxe d'affranchissement.

5. Le montant des droits d'assurance et, s'il y a lieu, celui du droit d'expédition, restent acquis dans tous les cas aux administrations intéressées.

Article 26.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When their responsibility not having been proved otherwise they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 8 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of the parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 16 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations ;
- (h) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

Article 27.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 28.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 25, Section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 29.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Post Office of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Post Office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Post Office of the country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Post Offices concerned have no control.

Article 26.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie d'autre manière, elles ne peuvent rendre compte du colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 8 ;
- e) Pour les colis qui ont été assurés, de façon frauduleuse, pour une somme dépassant la valeur exacte du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis au sujet desquels il n'a pas été déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 16 ;
- g) Pour les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou des objets en or, en argent ou en platine dont la valeur dépasse 100 livres sterling (2.500 francs), et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte ayant les dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du Règlement d'exécution ;
- h) Pour tous colis saisis par les autorités douanières en raison de déclaration frauduleuse de leur contenu.

Article 27.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans formuler de réserves.

Article 28.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 1 de l'article 25, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Toutefois, l'administration du pays d'origine pourra, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 29.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. L'administration du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.
3. L'administration postale du pays d'origine peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année, quand la question de responsabilité ne peut pas être réglée en raison de circonstances indépendantes de la volonté des administrations postales intéressées.

Article 30.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 31.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POST OFFICE OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 28 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Post Office responsible through the Accounts provided for in Article 31 § 2 of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 32.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 33.

CLAIMS IN CASE OF THE REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Post Office shall claim from the other Post Office the charges due to it and to any

Article 30.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance régulière au destinataire ou à son agent ni la transmission régulière à l'administration suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié d'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue au cours du transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

3. Les mêmes principes seront appliqués, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations postales seront intervenues dans le transport d'un colis. Néanmoins, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue sont à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur, soit contre des tiers.

En cas de découverte ultérieure, en totalité ou en partie, d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 31.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration postale responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 28, est tenue de rembourser, dans un délai de trois mois après notification du paiement, le montant de l'indemnité. Ce montant sera recouvré sur l'administration postale responsable par la voie des décomptes prévus au paragraphe 2 de l'article 31 du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord refusé de payer l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 32.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifie à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance du colis.

Article 33.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui reviennent, ainsi qu'à toute autre

other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 34.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 10, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 35.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Office which has collected them :
 - (a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 9 ;
 - (b) The enquiry fee referred to in Article 16, Section 1 ;
 - (c) The supplementary fee for a Cash-on-Delivery parcel referred to in Article 17, Section 4 ;
 - (d) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 23, Section 4.
2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Post Office of the country of destination.

Article 36.

CASH-ON-DELIVERY FEE.

The fee mentioned in Article 17, Section 2, shall be shared between the Post Office of the country of origin and that of the country of destination as provided for in Article 35, Section 2, of the Detailed Regulations.

Article 37.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Post Office of the country of origin shall allow to the Post Office of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each \$100 or 132 Bahts of insured value or fraction thereof. If the Office of destination provides the sea service, the despatching Office shall allow an additional rate of 10 centimes for each \$100 or 132 Bahts of insured value or fraction thereof.

Article 38.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Post Offices.
3. In extraordinary circumstances, either Post Office may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.
4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

administration participant à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 34.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, la taxe de réexpédition prévue au paragraphe 2 de l'article 10 est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 35.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis entièrement à l'administration qui les aura perçus :

- a) Le droit pour avis de réception prévu à l'article 9 ;
- b) Le droit appliqué aux réclamations (article 16, paragraphe 1) ;
- c) Le droit supplémentaire sur les colis grevés de remboursement (article 17, paragraphe 4) ;
- d) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 23, paragraphe 4).

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration du pays de destination.

Article 36.

DROIT DE REMBOURSEMENT.

Le droit prévu à l'article 17, paragraphe 2, sera partagé entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, selon les dispositions de l'article 33, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 37.

DROIT D'ASSURANCE.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine sera redevable à l'administration du pays de destination, pour sa participation au transport par terre, d'un montant de 5 centimes par 100 dollars ou 132 bahts de la valeur déclarée, ou par fraction de cette somme. Si l'administration destinataire assure le transport par mer, l'administration d'origine lui versera un montant supplémentaire de 10 centimes par 100 dollars ou 132 bahts de la valeur déclarée, ou par fraction de cette somme.

Article 38.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et les centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et des centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent accord que sous réserve du consentement mutuel des deux administrations.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe s'il est nécessaire.

4. Les deux administrations postales ont établi le règlement ci-après pour assurer l'exécution du présent accord. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord, et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre par consentement mutuel.

5. The internal legislation of Malaya and Siam shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the first day of October, 1937, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Post Offices.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Bangkok the second day of September, 1937, and at Kuala Lumpur the fifteenth day of September, 1937.

(*Sd.*) Luang Kovid APAIRONGSE,
Director-General
of Posts and Telegraphs, Siam.

(*Sd.*) T. P. COE,
Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN MALAYA AND SIAM.

Article I.

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".
3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. La législation intérieure de la Malaisie et celle du Siam resteront applicables pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord prendra effet à partir du 1^{er} octobre 1937 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à dater du jour où il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 15 septembre 1937.

(Signé) Luang Kovid APAIRONGSE,
*Directeur général
des Postes et Télégraphes
du Siam.*

(Signé) T. P. COE,
*Directeur général
des Postes et Télégraphes
de la Malaisie.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF AUX COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LA MALAISIE ET LE SIAM.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale acheminera, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui seront remis par l'autre administration, pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. SACS POSTAUX.

1. L'échange de colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre, s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac, avec l'indication au dos de l'étiquette du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Cash-on-Delivery parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents.

6. Similarly, insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Post Offices.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. The parcels shall be despatched in bags provided by the despatching Post Office. The bags must be returned empty by the receiving Post Office by the next despatch.

9. The number of bags so returned shall be advised on the Parcel Bill.

10. Each Post Office shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 30 of the Agreement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

I. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

5. Les colis grevés de remboursement expédiés par un courrier seront groupés et, autant que possible, placés dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents.

6. De même, les colis avec valeur déclarée seront envoyés dans des sacs distincts, et les étiquettes de ces sacs devront porter une marque distinctive quelconque qui pourra de temps à autre être convenue entre les deux administrations postales.

7. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Les colis seront expédiés dans des sacs fournis par l'administration postale expéditrice. Les sacs devront être retournés vides par l'administration postale destinataire avec le courrier suivant.

9. Le nombre des sacs ainsi retournés sera inscrit sur la feuille de route.

10. Chaque administration postale sera tenue de verser la contre-valeur de tout sac qu'elle n'aura pas retourné. La responsabilité pour la perte des sacs vides sera déterminée conformément aux principes stipulés pour la perte des colis à l'article 30 de l'accord.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le montant total qui doit lui être bonifié par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre des déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;

e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'intermédiaire de l'autre, à moins que dans certains cas le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter les équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises. Toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée à ce dernier assez solidement pour qu'elle ne puisse se détacher. Il sera recommandé à l'expéditeur d'un colis d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de sa propre adresse ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 mètre) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Cash-on-Delivery parcels or insured parcels.

3. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the Office of origin or by any other Office appointed by the Post Office of the country of origin; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the Office of destination, that Office shall make out officially a new Advice of Delivery.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the Office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception, etc. ".

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin or any other Office appointed by the Post Office of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the prescribed fee have been fixed.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs), sera emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément au règlement du pays de destination.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et un seul jeu de déclarations en douane peuvent suffire pour deux ou trois colis ordinaires (au maximum) envoyés simultanément par le même expéditeur au même destinataire. La présente disposition ne s'appliquera pas aux colis contre remboursement ni aux colis avec valeur déclarée.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter en caractères très apparents, la mention « Avis de réception » ou « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine ; elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établira d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles prévues à l'article 9 ci-dessous. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation sur laquelle sont apposés les timbres représentant le droit fixé.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 28 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Cash-on-Delivery parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication "C. O. D." ("Remboursement") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 11.

TRADE CHARGE LABEL.

Cash-on-Delivery parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention.

Article 12.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Cash-on-Delivery parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Post Office is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the Offices of origin of the parcels or to other Offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on the Trade Charge Money Order forms.

Article 13.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which is used for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 14.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 12 of the Agreement.

Cette formule, accompagnée de l'avis de réception, est traitée selon les prescriptions de l'article 28 ci-dessous, sous cette seule réserve que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retirera la formule de réclamation et retournera l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10.

INDICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition qui s'y rapportent porteront, du côté de l'adresse, l'indication « C.O.D. » (« Remboursement »), écrite ou imprimée en caractères gras, et, à la suite de cette indication, le montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur inscrira, en outre, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 11.

ETIQUETTES DE REMBOURSEMENT.

Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition seront pourvus d'une étiquette orange, conforme au spécimen joint au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 12.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis grevé de remboursement devra être accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule sera attachée au bulletin d'expédition et portera l'indication du montant du remboursement en la monnaie du pays d'origine du colis, l'expéditeur devant, en règle générale, y figurer comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration aura la faculté de faire adresser les mandats relatifs à des colis déposés dans ses services aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux. Sur le talon du mandat figureront le nom et l'adresse du destinataire du colis, de même que le lieu et la date du dépôt.

2. Les inscriptions au crayon ne seront pas admises sur les formules de mandats de remboursement.

Article 13.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements sera converti en la monnaie du pays de destination par l'administration postale de ce pays, qui appliquera à cet effet le taux adopté pour la conversion des mandats de poste payables dans le pays d'origine des colis.

Article 14.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement sera payé dans le délai prévu par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis sera traité comme tombé au rebut, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'accord.

Article 15.

REDIRECTION OF CASH-ON-DELIVERY PARCELS.

1. Cash-on-Delivery parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Cash-on-Delivery parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the Office of origin. The new Office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Cash-on-Delivery parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 16.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the Office of destination, or any other Office appointed by the Post Office of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed " Service Instructions " (" Indications de service ") and, after date-stamping it, shall return it without charge to the Office at which the parcel was posted or to the Office specially named by the Post Office of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by each Post Office.

Article 17.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the Office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the Post Office of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 18.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Post Offices that the Order has not been paid or refunded.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Post Offices shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Office of the country of payment and claimed from the Office which issued them.

3. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Post Offices, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Post Office which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Post Office, which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Post Office issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Post Office if the order is not claimed within the period of validity.

Article 15.

RÉEXPÉDITION DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le nouveau pays de destination échange des colis grevés de remboursement avec le pays d'origine. Les colis seront, dans ce cas, accompagnés des formules de mandat de remboursement établies par le bureau d'origine. Le nouveau bureau destinataire procédera au règlement du remboursement comme si le colis lui avait été directement adressé lors de la première transmission.

2. En cas de demande de réexpédition à destination d'un pays qui n'échange pas de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis seront traités comme des colis tombés au rebut.

Article 16.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après la réception du montant du remboursement, le bureau de destination ou n'importe quel autre bureau désigné par l'administration du pays de destination remplira la partie de la formule de mandat de remboursement intitulée « Indications de service » et, après y avoir apposé le timbre à date, la renverra sans frais au bureau de dépôt ou au bureau spécialement indiqué par l'administration postale d'origine sur la formule elle-même.

Les mandats de remboursement seront payés aux expéditeurs dans les conditions fixées par chaque administration postale.

Article 17.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DE FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Toute formule de mandat de remboursement relative à un colis qui, pour une raison quelconque, est renvoyé à l'expéditeur, sera annulée par le bureau qui renvoie le colis et sera renvoyée jointe au bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'une formule de mandat de remboursement est égarée, perdue ou détruite avant la perception du remboursement, le bureau de destination en établira un duplicata.

Article 18.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après la perception du remboursement sera remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement lorsque les deux bureaux auront établi que le mandat n'a été ni payé ni remboursé.

2. Les mandats de remboursement qu'il n'a pas été possible de remettre aux bénéficiaires dans le délai de validité fixé par l'arrangement spécial relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations, devront, à l'expiration du délai de validité, être acquittés par l'administration du pays de paiement et repris sur l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux bénéficiaires et dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le paiement dans le délai de validité fixé par l'arrangement relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement seront établies par le bureau qui aura perçu les remboursements dès que celui-ci aura pu s'assurer que les mandats primitifs n'ont pas été payés durant la période de validité, et seront acquittées par l'autre bureau, qui réclamera les montants qui lui sont dus à l'occasion du premier compte qu'il rendra après leur acquit.

4. Le bureau émetteur d'un mandat de remboursement enverra une notification à l'autre bureau, si le mandat n'est pas réclamé pendant la période de validité.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the Office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that Office, officially registered, for correction.

Article 19.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and in figures. The amount of the insurance shall in addition be converted into gold francs by the Post Office of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 20.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 21.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 22.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Post Office of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 23.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

5. Un mandat de remboursement dont le paiement ne peut pas être effectué en raison de quelque irrégularité de rédaction commise par le bureau de destination du colis sera renvoyé aussitôt que possible à ce bureau, recommandé d'office, pour rectification.

Article 19.

INDICATION DU MONTANT DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, doit porter l'indication du montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite sans rature ni surcharge, même approuvées. L'indication du montant de la valeur déclarée doit figurer sur le colis en lettres et en chiffres. En outre, le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 20.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres, de même que les étiquettes de toute nature et les timbres-poste apposés sur le colis, doivent être espacés de façon à ne pouvoir dissimuler aucune détérioration de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à en couvrir la bordure:

Article 21.

CACHETS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée doit être fermé par des cachets de cire, par des plombs ou par d'autres cachets portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser de traces évidentes de violation.

Les expéditeurs de ces colis seront instamment invités à munir le bulletin d'expédition afférent aux colis, toutes les fois que cela sera possible, d'une reproduction exacte du cachet ou de la marque spéciale susmentionnés.

Article 22.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par le bureau du pays d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de la suscription ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 23.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition y afférent doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau de dépôt ne devra pas utiliser en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans les cas où chaque série est pourvue d'une marque distinctive.

Article 24.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 25.

RE-TRANSMISSION.

1. The Post Office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or Siam has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that Office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 26.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12, Section 2, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 24.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé, par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 25.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration renverra un de ces colis au pays d'où il a été acheminé en dernier lieu, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant qui lui a été attribué est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits dus pour l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui réexpédie le colis fait remise, au bureau qui le lui a livré, des bonifications qu'elle a reçues du chef de ce colis.

3. Les taxes grevant un colis réexpédié, par suite d'un changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel la Malaisie ou le Siam échangent des colis postaux, seront reprises sur l'administration à laquelle le colis est réexpédié, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au nouveau pays de destination.

4. Tout colis réexpédié en port dû sera envoyé dans son emballage primitif et sera accompagné du bulletin d'expédition original. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un nouveau bulletin, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, autant que possible, la date de dépôt audit bureau devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 26.

RENOI DES COLIS NON DÉLIVRÉS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être délivré a formulé une demande non prévue au paragraphe 2 de l'article 12 de l'accord, l'administration du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut retourner le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur indiquera de façon claire et concise sur le colis la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie au moyen d'un timbre ou d'une étiquette. Le bulletin d'expédition original afférent au colis renvoyé doit faire retour au pays d'origine avec le colis.

3. Tout colis à renvoyer à l'expéditeur est inscrit sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il est traité et taxé comme un colis réexpédié à la suite du changement de résidence du destinataire.

Article 27.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 28.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the Offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 29.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 30.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 31.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the parcel mails received from the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Post Office in an account which, accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following that to which it relates.

Article 27.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 14 de l'accord, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 28.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT DES COLIS OU DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Toute réclamation concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'ont pas été renvoyés, sera établie sur une formule analogue au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules seront transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et seront traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 29.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Tous les colis sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route. Les bulletins d'expédition, formules de mandats de remboursement, déclarations en douane, avis de réception, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et, autant que possible, indiquer au-dessous du numéro le nom du navire transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 30.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille de route y afférente ; s'il y a lieu, il signalera les objets manquants ou toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute divergence dans les bonifications et décomptes sera notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification approuvés seront fixés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les rectifications apportées aux feuilles de route qui ne seront pas appuyées par des pièces justificatives ne seront pas considérées comme étant valables.

Article 31.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration fait établir trimestriellement par chacun de ses bureaux d'échange, pour tous les envois de colis reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route à son crédit ou à son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y relatifs, sera envoyé à l'administration correspondante dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a half-yearly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 32.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term, the sums due from one Post Office to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 33.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Post Office shall be effected by means of supplements to the special account of Money Order transactions between the two Post Offices.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those Offices. The Post Office which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half per cent ($\frac{1}{2}\%$) of this total, representing the allowance to the other Post Office specified in Article 36 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Post Offices.

3. The totals of the Trade Charge account shall be included and settled as part of the general account in respect of Money Orders for the same period.

Article 34.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 35.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Post Offices concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Bangkok the second day of September, 1937, and at Kuala Lumpur the fifteenth day of September, 1937.

(*Sd.*) Luang Kovid APAIRONGSE,
Director-General of Posts and Telegraphs,
Siam.

(*Sd.*) T. P. COE,
Director-General of Posts and Telegraphs,
Malaya.

3. Les comptes trimestriels, une fois vérifiés et acceptés par les deux administrations, sont récapitulés dans un compte général semestriel établi par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 32.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes sera payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice, de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général ainsi que le paiement du solde de ce compte doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. A la fin de ce délai, les sommes dues par l'une des administrations à l'autre porteront intérêt au taux de 5 % l'an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 33.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les décomptes relatifs aux mandats de remboursement payés par chaque administration seront effectués au moyen de suppléments au compte spécial des opérations de mandats de poste effectuées entre les deux administrations.

2. Dans ce compte, qui sera accompagné des mandats de remboursement payés et acquittés, les mandats seront inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et dans l'ordre numérique de leur inscription sur les registres de ces bureaux. L'administration postale qui aura préparé le décompte déduira de la somme totale de son crédit un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) de ce total, pourcentage représentant la bonification au profit de l'autre administration postale spécifiée par l'article 36 de l'accord.

La vérification de ce compte sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte général relatif aux mandats de poste échangés pendant la même période et seront réglés comme faisant partie de ce compte.

Article 34.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 35.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution prendra effet à partir du jour de l'entrée en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux, et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations postales intéressées auront le droit d'en modifier de temps en temps les détails d'un commun accord.

Fait en double exemplaire à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 15 septembre 1937.

(Signé) Luang Kovid APAIRONGSE,
Directeur général des Postes et Télégraphes
du Siam.

(Signé) T. P. COE,
Directeur général des Postes et Télégraphes
de la Malaisie.

N° 4448.

MALAISIE ET SIAM

Accord entre les Administrations des postes de la Malaisie et du Siam concernant l'établissement d'un service pour l'échange des mandats de poste, avec appendice. Signé à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 16 septembre 1937.

MALAYA AND SIAM

Agreement between the Post Office of Malaya and the Post Office of Siam regarding the Establishment of a Money Order Service, with Appendix. Signed at Bangkok, September 2nd, 1937, and at Kuala Lumpur, September 16th, 1937.

No. 4448. — AGREEMENT ¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF MALAYA AND THE POST OFFICE OF SIAM REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A MONEY ORDER SERVICE. SIGNED AT BANGKOK, SEPTEMBER 2ND, 1937, AND AT KUALA LUMPUR, SEPTEMBER 16TH, 1937.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 7th, 1938.

Article I.

In this Agreement, the expression "Malaya" means the Colony of the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

Article II.

Between Malaya on the one hand and Siam on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article III.

The Money Order Service between the contracting Post Offices shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Malaya the Office of Exchange shall be that of Kuala Lumpur, and on the part of Siam those of Bangkok, Songkhla (Singora), and Puket.

In addition the following offices shall forward lists direct to Bangkok, Songkhla (Singora), and Puket : Singapore and Penang.

Article IV.

Each of the contracting Post Offices shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it.

The conversion into the money of Siam of sums advised under this Agreement for payment in Siam shall be effected at the Office of Exchange of Kuala Lumpur and at the listing Offices of Singapore and Penang and the conversion into the money of Malaya of sums advised by Siam for payment in Malaya shall be effected by the Offices of Exchange of Bangkok, Songkhla (Singora), and Puket.

¹ Came into force October 1st, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4448. — ACCORD² ENTRE LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE LA MALAISIE ET DU SIAM CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN SERVICE POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A BANGKOK, LE 2 SEPTEMBRE 1937, ET A KUALA-LUMPUR, LE 16 SEPTEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 octobre 1938.

Article premier.

Dans le présent accord, l'expression « Malaisie » s'applique à la Colonie des Etablissements du Détroit, aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, ainsi qu'à tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourra ultérieurement faire partie de l'Union postale malaise.

Article II.

Entre la Malaisie, d'une part, et le Siam, d'autre part, il sera institué un échange régulier de mandats de poste.

Article III.

Le service des mandats de poste entre les administrations postales contractantes sera assuré exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Ces bureaux seront, pour la Malaisie, celui de Kuala-Lumpur et, pour le Siam, ceux de Bangkok, Songkhla (Singora) et Puket.

En outre, les bureaux de Singapour et de Penang seront chargés de transmettre directement les relevés à Bangkok, Songkhla (Singora) et Puket.

Article IV.

Chacune des administrations postales contractantes aura la faculté de fixer de temps à autre le taux de conversion applicable aux mandats émis par elle.

La conversion en monnaie siamoise des sommes payables dans le Siam en vertu du présent accord sera effectuée par le bureau d'échange de Kuala-Lumpur et par les bureaux de Singapour et de Penang chargés d'établir les relevés, et la conversion en monnaie malaise des sommes en provenance du Siam et payables en Malaisie sera effectuée par les bureaux d'échange de Bangkok, Songkhla (Singora) et Puket.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article V.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. This maximum shall not exceed 400 Straits dollars or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

Article VI.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission established under the present Agreement. This commission shall belong to the issuing Post Office ; but the Post Office of Malaya shall allow to the Post Office of Siam one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent) on the amount of Money Orders issued in Malaya and paid in Siam, and the Post Office of Siam shall make a similar allowance to the Post Office of Malaya for Money Orders issued in Siam and paid in Malaya.

Article VII.

In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a cent or of a satang.

Article VIII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the Firm or Company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however, a Christian or personal name or initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article IX.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article X.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article XI.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid, and that the said Office authorises the repayment.

Article V.

Chacune des administrations contractantes aura la faculté de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum de tout mandat émis par elle. Ce maximum ne devra pas dépasser 400 dollars (Détróit) ou l'équivalent le plus proche possible de cette somme en la monnaie du pays d'émission.

Article VI.

Chacune des administrations contractantes aura la faculté de fixer de temps à autre les taux de commission à percevoir pour les mandats émis par elle, à condition de communiquer à l'autre son tarif de droits ou taux de commission, établi en vertu du présent accord. Le montant de cette commission sera acquis à l'administration postale émettrice ; mais l'administration des postes de la Malaisie bonifiera à l'administration siamoise un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) du montant des mandats de poste émis en Malaisie et payés dans le Siam, et l'administration des postes siamoise bonifiera à l'administration de la Malaisie un pourcentage égal pour les mandats de poste émis dans le Siam et payés en Malaisie.

Article VII.

Lors du paiement des mandats aux bénéficiaires, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent ou de satang.

Article VIII.

Tout expéditeur d'un mandat sera tenu d'indiquer, si possible, les noms et prénoms (ou tout au moins l'initiale d'un prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison ou société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Toutefois, si l'on ne peut indiquer de prénom ou d'initiale de prénom, le mandat pourra néanmoins être émis aux risques de l'expéditeur.

Article IX.

Pour tout mandat égaré ou perdu, il sera délivré un duplicata sur demande écrite (contenant les indications nécessaires) adressée par le destinataire au bureau central d'échange des mandats du pays dans lequel était payable le mandat original, et, s'il n'y a pas lieu de croire que l'original du mandat a été perdu en cours de transmission par la poste, le bureau qui délivrera le duplicata pourra percevoir la taxe qui aurait été exigible en vertu des dispositions en vigueur dans le pays.

A la réception d'une demande de l'expéditeur contenant les mêmes indications, il sera donné ordre de ne pas payer le mandat.

Article X.

Les demandes visant, soit la rectification d'une erreur dans le nom du destinataire, soit le remboursement du mandat à l'expéditeur, devront être adressées par l'expéditeur au bureau central du pays d'émission.

Article XI.

Le remboursement d'un mandat de poste ne pourra en aucun cas être effectué avant que le bureau central du pays de paiement ait certifié que le mandat n'a pas été payé, et en ait autorisé le remboursement.

Article XII.

A Money Order shall remain payable for six months after the expiration of the month of issue, and the amount of every Order not paid within that period shall be returned to the Post Office of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article XIII.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Post Office of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The address, as well as the name, of the remitter shall be entered in the relative Advice List at the Office of Exchange or listing Office of the country of issue in the column reserved for the name of the remitter.

The advice of payment shall be prepared by the paying Office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the Office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of a " Through " Money Order (see Article XX) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner.

Article XIV.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XV.

The Siam Offices of Exchange shall communicate to the Office of Exchange of Kuala Lumpur the particulars of sums received for payment in Malaya, and the Office of Exchange of Kuala Lumpur and the listing Offices of Singapore and Penang shall communicate to the Siam Offices of Exchange the particulars of sums received for payment in Siam. Advice Lists of a type to be agreed upon shall be used for this purpose, and every such List accompanied by the relative advices shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders to which it relates.

Article XVI.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with No. 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially, the series commencing each year with No. 1.

Money Orders advised by air mail shall be numbered in a separate series of international numbers and the air mail money order Advice Lists shall also be numbered in a separate series.

Article XVII.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange or listing Office shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate List, duly certified as such.

Article XII.

Un mandat restera payable pendant six mois après l'expiration du mois d'émission, et le montant des mandats qui n'auront pas été payés pendant cette période sera retourné à l'administration postale du pays d'émission, qui en disposera conformément au règlement en vigueur dans ce pays.

Article XIII.

L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement du mandat en versant d'avance, au profit exclusif de l'administration postale du pays d'émission, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception de lettres recommandées.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle ci-annexé (appendice A).

L'adresse ainsi que le nom de l'expéditeur seront inscrits, sur le relevé correspondant, au bureau d'échange ou au bureau chargé d'établir les relevés du pays d'émission, dans la colonne réservée à l'inscription du nom de l'expéditeur.

L'avis de paiement sera établi par le bureau de paiement, qui l'adressera directement à l'expéditeur, par l'intermédiaire du bureau de paiement ou du bureau d'échange du pays de paiement.

L'avis de paiement d'un mandat « en transit » (voir article XX) sera transmis par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays, et toute demande d'avis de paiement faite postérieurement à l'émission d'un mandat sera transmise de la même manière.

Article XIV.

Les mandats envoyés d'un des deux pays à l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine et, en ce qui concerne le paiement, aux règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article XV.

Les bureaux d'échange siamois communiqueront au bureau d'échange de Kuala-Lumpur les indications relatives aux sommes reçues pour paiement en Malaisie, et le bureau d'échange de Kuala-Lumpur, ainsi que les bureaux de Singapour et de Penang chargés d'établir les relevés, communiqueront aux bureaux d'échange siamois les indications relatives aux sommes reçues pour paiement dans le Siam. Des relevés conformes à un modèle à convenir seront utilisés à cet effet, et chaque relevé de ce genre, accompagné des avis correspondants, sera expédié par le premier courrier qui suivra l'émission des mandats auxquels il a trait.

Article XVI.

Les mandats inscrits sur les relevés seront munis d'un numéro appartenant à une série qui commencera chaque mois de l'année civile par le numéro 1. Le numéro de chaque mandat dans le relevé sera dénommé numéro international. Les relevés porteront également un numéro appartenant à une série qui commencera chaque année par le numéro 1.

Les mandats dont l'avis d'émission sera transmis par la voie aérienne seront munis d'un numéro appartenant à une série distincte de numéros internationaux, et les relevés relatifs à ces mandats porteront également un numéro appartenant à une série distincte.

Article XVII.

Tout relevé faisant défaut sera immédiatement réclamé par le bureau d'échange auquel il aurait dû parvenir. Le bureau d'échange expéditeur ou le bureau chargé d'établir les relevés en adressera alors sans retard un duplicata dûment certifié conforme au bureau d'échange destinataire.

Article XVIII.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange or listing Office.

If a List shows other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange or listing Office, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article XIX.

Each Money Order shall be delivered to the remitter thereof, to be forwarded by him, at his own expense, to the payee, except in the case of "Through" Orders (Article XX (c)) which shall be re-advised by the intermediary Office of Exchange.

Article XX.

If the Siam Post Office desires to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of Malaya to any other country with which the Post Office of Malaya transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Siam Post Office shall advise the amount of any such "Through" Order to Kuala Lumpur which will re-advise it to the country of payment.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Malaya.

(c) The particulars of "Through" Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to Kuala Lumpur, or on separate sheets, and the total amounts of the "Through" Orders shall be included in the totals of such Lists.

(d) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Siam Post Office shall allow to the Post Office of Malaya the same percentage (see Article VI) on "Through" Orders as on Orders payable in Malaya, the Office of Exchange of Malaya crediting the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Malaya and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of Malaya.

(f) When the amount of a "Through" Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

If the Post Office of Malaya desires to send Money Orders through the medium of the Siam Post Office to any of the countries with which the Siam Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so under similar conditions to those stated in the foregoing paragraphs.

Each Post Office shall communicate to the other the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article XXI.

(a) At the close of each quarter, each Post Office shall prepare an account, expressed in the currency of the Post Office of payment, showing the totals of the Lists of all money orders which

Article XVIII.

Chaque relevé sera soigneusement vérifié par le bureau d'échange auquel il est adressé, et rectifié s'il contient une erreur manifeste. Toute rectification sera signalée au bureau d'échange expéditeur ou au bureau qui a établi le relevé.

Si un relevé présente d'autres irrégularités, le bureau d'échange qui l'aura reçu en demandera l'explication au bureau d'échange expéditeur ou au bureau qui a établi le relevé, qui devra fournir cette explication dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, il sera sursis à l'émission de tout mandat intérieur se rapportant à une inscription reconnue irrégulière.

Article XIX.

Chaque mandat sera remis à l'expéditeur pour être transmis par lui, à ses propres frais, au destinataire, sauf dans le cas de mandats « en transit » (article XX *c*)), pour lesquels le bureau d'échange intermédiaire retransmettra les indications nécessaires.

Article XX.

Si l'administration des postes siamoise désire envoyer, par l'intermédiaire de l'administration postale de la Malaisie, des fonds par mandat de poste à tout autre pays avec lequel l'administration postale de la Malaisie échange des mandats de poste, elle pourra le faire aux conditions suivantes :

a) L'administration des postes siamoise communiquera le montant du mandat « en transit » à Kuala-Lumpur, qui retransmettra cette indication au pays de paiement.

b) Aucun mandat de ce genre ne devra dépasser le maximum fixé par le pays de destination pour les mandats de poste émis en Malaisie.

c) Les indications relatives aux mandats « en transit » seront inscrites, soit à l'encre rouge, à la fin des relevés ordinaires envoyés à Kuala-Lumpur, soit sur des feuillets distincts, et le montant total des mandats « en transit » sera compris dans les totaux de ces relevés.

d) Le nom et l'adresse du destinataire d'un mandat « en transit », y compris le nom de la ville et du pays de paiement, devront être spécifiés aussi complètement que possible.

e) L'administration des postes siamoise bonifiera à l'administration des postes de la Malaisie le même pourcentage (voir article VI) sur les mandats « en transit » que sur les mandats payables en Malaisie ; le bureau d'échange de la Malaisie bonifiera à l'administration du pays de paiement le même pourcentage sur les mandats « en transit » que sur les mandats émis en Malaisie, et, pour ses services d'intermédiaire, il déduira du montant de chaque mandat dont il aura retransmis les indications une commission spéciale qui sera fixée par l'administration des postes de la Malaisie.

f) Lorsque le montant d'un mandat « en transit » sera remboursé à l'expéditeur, le montant de la commission perçue pour les services d'intermédiaire ne sera pas remboursé.

Si l'administration postale de la Malaisie désire envoyer des mandats, par l'intermédiaire de l'administration des postes siamoise, à l'un quelconque des pays avec lesquels cette dernière échange des mandats de poste, elle pourra le faire moyennant des conditions analogues à celles qui sont spécifiées aux paragraphes précédents.

Chaque administration postale fera connaître à l'autre les noms des pays avec lesquels elle échange des mandats de poste, le montant maximum adopté pour chacun de ces pays et les taux des commissions à déduire au titre de ses services d'intermédiaire.

Article XXI.

a) A la fin de chaque trimestre, chaque administration postale établira, dans la monnaie de l'administration de paiement, un compte indiquant les totaux des relevés de tous les mandats qui

it has listed for payment in the other Post Office during the quarter. These totals shall be increased by the commission of one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) referred to in Article VI. In this account will appear to the debit of the Post Office of payment the total amounts of all repaid and void Orders which have been received by the Post Office of issue from the Post Office of payment during the period to which the account relates, and such other items as may be mutually agreed upon by the two Post Offices for inclusion therein.

(b) The account shall be subject to deductions in respect of advance payment made under Article XXII.

(c) The account, which shall be subject to verification in the Post Office of payment, shall be accompanied by a draft in settlement payable at sight in a town of the Post Office of payment.

Article XXII.

If, pending the settlement of an account, one of the two Post Offices shall ascertain that it owes a balance in the Account prepared by it of more than \$ (Straits) 2,000 or its equivalent in Siamese currency, the indebted Post Office shall promptly remit the approximate amount of such balance to the credit of the other. But when the indebtedness is less than \$2,000, nothing herein contained shall prevent the debtor Post Office from remitting any part of such indebtedness at discretion.

Article XXIII.

Any amount remaining due from one Post Office to the other at the expiration of six months following the period covered by the Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 5 per cent per annum.

Article XXIV.

When either of the contracting Post Offices finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend the Money Order service, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

Article XXV.

Each of the contracting Post Offices shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Post Office.

Article XXVI.

This Agreement shall come into operation on a date to be mutually agreed upon and shall be terminable on a notice by either Party of six calendar months.

Done in duplicate and signed at Bangkok on the second day of September 1937 and at Kuala Lumpur on the sixteenth day of September, 1937.

(*Sd.*) Luang Kovid APAIRONGSE,
Director-General
of Posts and Telegraphs, Siam.

(*Sd.*) T. P. COE,
Director-General
of Posts and Telegraphs, Malaya.

ont été enregistrés pour paiement dans les services de l'autre administration postale pendant le trimestre. Ces totaux seront majorés de la commission d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) mentionnée à l'article VI. Dans ce compte, figurera au débit de l'administration postale de paiement le montant total de tous les mandats remboursés et périmés qui auront été reçus par l'administration d'émission de l'administration de paiement pendant la période sur laquelle porte le compte, ainsi que toutes autres indications que les deux administrations postales auront pu convenir mutuellement d'y faire figurer.

b) Le compte comprendra des déductions au titre des avances faites conformément à l'article XXII.

c) Le compte, qui devra être soumis à la vérification de l'administration postale de paiement, sera accompagné d'un mandat de règlement payable à vue dans une ville de l'administration postale de paiement.

Article XXII.

Si, en attendant le règlement d'un compte, l'une des deux administrations postales constate qu'elle est débitrice, dans le compte établi par elle, d'un solde dépassant 2.000 dollars (Déroit) ou son équivalent en monnaie siamoise, elle portera immédiatement au crédit de l'autre administration le montant approximatif de ce solde. Toutefois, lorsque la somme due sera inférieure à 2.000 dollars, aucune disposition du présent accord ne s'opposera à ce que l'administration postale débitrice fasse le versement d'une fraction de cette somme, à sa discrétion.

Article XXIII.

Toute somme qui, six mois après la période comprise dans le compte, restera due par l'une des administrations postales à l'autre, portera intérêt à partir de ce moment au taux annuel de 5 pour cent.

Article XXIV.

Lorsqu'en raison de circonstances exceptionnelles, l'une des administrations contractantes se verra contrainte de suspendre temporairement le service des mandats de poste, en totalité ou en partie, elle devra immédiatement en aviser, en cas de nécessité par la voie télégraphique, l'autre administration.

Article XXV.

Chacune des administrations contractantes pourra adopter toutes règles complémentaires (qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions qui précèdent) en vue de réaliser une garantie meilleure contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement du système en général, à condition de donner communication de ces règles à l'autre administration.

Article XXVI.

Le présent accord entrera en vigueur à une date à convenir et pourra être dénoncé moyennant préavis de six mois de l'année civile donné par l'une ou l'autre des Parties.

Fait en double exemplaire et signé à Bangkok, le 2 septembre 1937, et à Kuala-Lumpur, le 16 septembre 1937.

(Signé) Luang Kovid APAIRONGSE,
Directeur général
des Postes et Télégraphes
du Siam.

(Signé) T. P. COE,
Directeur général
des Postes et Télégraphes
de la Malaisie.

APPENDIX A.

(Front.)

POST OFFICE OF MALAYA.

ADVICE OF PAYMENT.

Money Order No.

Amount of Order

issued by the Post Office of

on the

19

payable to

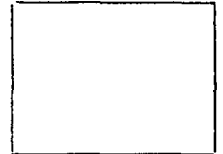
M.

to

at

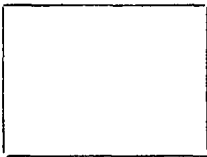
(Place of destination)

(Country of destination)

Stamp of office
of origin.

(Back.)

The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on
the 19

Stamp of paying
office.

Signature of the payee or paying officer.

This advice must be signed by the payee, or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post direct to the remitter.

APPENDICE A

(Recto.)

ADMINISTRATION DES POSTES
DE LA MALAISIE.

AVIS DE PAIEMENT

Mandat de poste N°

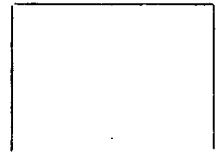
Montant du mandat

émis par le bureau de poste de

le 19

payable à M. à
(Lieu de destination)

(Pays de destination)

Timbre du bureau
d'origine.

(Verso.)

Le soussigné certifie que le mandat de poste dont les indications figurent au recto a été dûment payé le 19

Timbre du bureau
payeur.Signature du destinataire
ou de l'agent du bureau payeur.

Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si le règlement du pays de destination le permet, par l'agent du bureau payeur, puis retourné directement à l'expéditeur par le premier courrier.

N° 4449.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET POLOGNE**

Echange de notes comportant un arrangement concernant la classification des chariots de filage à anneaux d'après le tarif douanier polonais. Varsovie, le 14 octobre 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND POLAND**

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Classification of Ring Spinning Travelers under the Polish Customs Tariff. Warsaw, October 14th, 1937.

No. 4449. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE POLISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE CLASSIFICATION OF RING SPINNING TRAVELLERS UNDER THE POLISH CUSTOMS TARIFF. WARSAW, OCTOBER 14TH, 1937.

N^o 4449. — WYMIANA NOT¹ MIĘDZY RZĄDEM JEGO KRÓLEWSKIEJ MOŚCI ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA ORAZ RZĄDEM RZECZPOSPOLITEJ POLSKIEJ W SPRAWIE TARYFIKACJI BIEGACZY DO MASZYN PRZĘDZALNICZYCH WEDŁUG POLSKIEJ TARYFY CELNEJ. WARSZAWA, DNIA 14-GO PAŹDZIERNIKA, 1937 R.

English and Polish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place October 7th, 1938.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 octobre 1938.

BRITISH EMBASSY.

I.

No. 144. (209/22/37.)

WARSAW, October 14th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to Your Excellency the following Arrangement regarding the appropriate classification of ring spinning travellers under the Polish Customs Tariff :

(1) Under Item 1085 (1) of the Polish Customs Tariff will be classified as ring spinning travellers also ring spinning travellers manufactured entirely or partially from the metals and alloys included in Items 977 to 981 of the Polish Customs Tariff.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Agreement² between the United Kingdom and Poland dated 27th February 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

2. If the Polish Government accept this Arrangement, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency

Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs.

¹ Came into force August 10th, 1938.

² Vol. CLXII, page 181 ; and Vol. CLXXXV, page 431, of this Series.

¹ Entré en vigueur le 10 août 1938.

² Vol. CLXII, page 181 ; et vol. CLXXXV, page 431, de ce recueil.

II.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.
Nr. P.II.WB.82-23/37.

WARSZAWA, dnia 14 października 1937 r.

PANIE AMBASADORZE,

Notą swą z dnia 14 października 1937 r. Nr. 144/209/22/37 zechciała mi Wasza Eksceleńcja zakomunikować co następuje :

« EKSCIELENCJO,

Mam zaszczyt, z polecenia Głównego Sekretarza Stanu Jego Królewskiej Mości dla Spraw Zagranicznych, zaproponować Waszej Eksceleńcji następujące porozumienie dotyczące właściwej taryfikacji biegaczy do maszyn przędzalniczych według Polskiej Taryfy Celnej :

1) Według poz. 1085 p. 1 Taryfy Celnej Polskiej będą zataryfikowane jako biegacze do maszyn przędzalniczych również biegacze do maszyn przędzalniczych wykonane całkowicie lub częściowo z metali i stopów objętych pozycjami 977-981 Taryfy Celnej Polskiej.

2) Niniejsze Porozumienie wejdzie w życie trzydziestego dnia od daty, która będzie ustalona za wspólną zgodą w następnej wymianie not i pozostanie w mocy dopóki będzie obowiązywała Umowa Handlowa pomiędzy Zjednoczonym Królestwem a Polską z dnia 27 lutego 1935.

3) Postanowienia powyższego p. 1 stosowane będą prowizorycznie od dwudziestego dnia po dacie niniejszego Porozumienia.

2. Jeżeli Rząd Polski przyjmuje to Porozumienie, mam zaszczyt zaproponować, aby niniejsza nota i odnośna odpowiedź Waszej Eksceleńcji były uważane

II.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P.II.WB.82-23/37.

WARSAW, October 14th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of October 14th, 1937, No. 144/209/22/37, you were good enough to make me the following communication :

“ YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to propose to Your Excellency the following Arrangement regarding the appropriate classification of ring spinning travellers under the Polish Customs Tariff :

(1) Under Item 1085 (1) of the Polish Customs Tariff will be classified as ring spinning travellers also ring spinning travellers manufactured entirely or partially from the metals and alloys included in Items 977 to 981 of the Polish Customs Tariff.

(2) The present Arrangement will enter into force on the thirtieth day after the date to be fixed by mutual agreement in a subsequent exchange of notes, and will remain in force as long as the Agreement between the United Kingdom and Poland dated 27th February 1935.

(3) The provisions of paragraph (1) above will be applied provisionally from the twentieth day after the date of this Arrangement.

2. If the Polish Government accept this Arrangement, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

jako stanowiące porozumienie między obu Rządami w tym przedmiocie ».

Potwierdzając odbiór powyższej noty, mam zaszczyt powiadomić Waszą Ekszelencję, że Rząd Polski przyjmuje Porozumienie zaproponowane w tej notcie.

Zechce Pan przyjąć, Panie Ambasadorku zapewnienia mego bardzo wysokiego poważania.

SJEMBEK.

Jego Ekszelencja
Sir Howard William Kennard,
Ambasador Nadzwyczajny i
Pełnomocny Jego Brytyjskiej
Mosci.
w Warszawie.

as placing on record the agreement between the two Governments in this matter. ”

In acknowledging receipt of the above note, I have the honour to inform Your Excellency that the Polish Government accepts the Arrangement proposed in the said note.

I have the honour to be, etc.

SJEMBEK.

His Excellency
Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary,
Warsaw.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4449. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LA CLASSIFICATION DES CHARIOTS DE FILAGE A ANNEAUX D'APRÈS LE TARIF DOUANIER POLONAIS. VARSOVIE, LE 14 OCTOBRE 1937.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 144. (209/22/37.)

VARSOVIE, le 14 octobre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence l'arrangement ci-après concernant la classification appropriée des chariots de filage à anneaux d'après le tarif douanier polonais :

1^o Seront également classés comme chariots de filage à anneaux sous la position 1085 (1) du tarif douanier polonais les chariots de filage à anneaux fabriqués entièrement ou en partie au moyen des métaux et des alliages compris sous les positions 977 à 981 du tarif douanier polonais.

2^o Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour après la date qui sera fixée d'un commun accord par un échange de notes ultérieur et demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 27 février 1935 entre le Royaume-Uni et la Pologne.

3^o Les dispositions du paragraphe premier ci-dessus seront appliquées à titre provisoire à partir du vingtième jour qui suivra la date du présent arrangement.

2. Si le Gouvernement polonais accepte cet arrangement, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme constatant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P.II.WB.82-23/37.

VARSOVIE, le 14 octobre 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans votre note du 14 octobre 1937, N° 144/209/22/37, vous avez bien voulu me faire la communication suivante :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence l'arrangement ci-après concernant la classification appropriée des chariots de filage à anneaux d'après le tarif douanier polonais :

1° Seront également classés comme chariots de filage à anneaux sous la position 1085 (1) du tarif douanier polonais les chariots de filage à anneaux fabriqués entièrement ou en partie au moyen des métaux et des alliages compris sous les positions 977 à 981 du tarif douanier polonais.

2° Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour après la date qui sera fixée d'un commun accord par un échange de notes ultérieur et demeurera en vigueur aussi longtemps que l'Accord du 27 février 1935 entre le Royaume-Uni et la Pologne.

3° Les dispositions du paragraphe premier ci-dessus seront appliquées à titre provisoire à partir du vingtième jour qui suivra la date du présent arrangement.

2. Si le Gouvernement polonais accepte cet arrangement, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme constatant l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.»

En accusant réception de la note ci-dessus, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement polonais accepte l'arrangement proposé dans ladite note.

Veillez agréer, etc.

SJEMBEK.

Son Excellence
Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
Varsovie.

N° 4450.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PORTUGAL**

Accord relatif aux relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le protectorat du Betchouanaland, et la colonie de Mozambique. Signé à Lisbonne, le 11 mai 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND PORTUGAL**

Agreement regarding the Commercial Relations between Swaziland, Basutoland and the Bechuanaland Protectorate and the Colony of Mozambique. Signed at Lisbon, May 11th, 1938.

No. 4450. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC REGARDING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN SWAZILAND, BASUTOLAND AND THE BECHUANALAND PROTECTORATE AND THE COLONY OF MOZAMBIQUE. SIGNED AT LISBON, MAY 11TH, 1938.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 7th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, desiring to revise the terms of the Agreement² regulating the commercial relations between Swaziland, Basutoland and the Bechuanaland Protectorate (hereinafter referred to as "the Territories") on the one hand, and the Colony of Mozambique, on the other, signed at Capetown on the 13th February, 1930, and at Lourenço Marques on the 18th February, 1930, by the High Commissioner for South Africa and the Governor-General of Mozambique, respectively, have agreed as follows :

Article I.

The Governments of the Territories and the Government of Mozambique shall grant to each other reciprocally the treatment of the most-favoured nation, as hereinafter stated :

The products of the soil or of the industries of the Territories shall, on importation into Mozambique, and, *vice versa*, the products of the soil or of the industries of Mozambique shall, on importation into the Territories, not be subject to other or higher duties or charges than those which are or may be levied on the like products of any other country ; provided that :

(a) Products of the Territories, on importation into Mozambique, shall not be entitled to the Customs privileges which are or may hereafter be accorded by Mozambique to the products of Portugal, Madeira, the Azores, and the Portuguese colonies ;

(b) Products of Mozambique shall not be entitled to such minimum rates or rebates as, under the legislation of the Territories, are or may hereafter be granted in respect of products of Great Britain and Northern Ireland and the British Dominions, Colonies, or Possessions when imported therefrom for consumption within the Territories ;

(c) Products of Mozambique shall not be entitled to the privileges accorded to the products of the Union of South Africa and of Southern and Northern Rhodesia,

¹ Came into force May 11th, 1938.

² Vol. CVIII, page 393, of this Series.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

N^o 4450. — ACORDO¹ ENTRE O GOVÉRNO DO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE E O GOVÉRNO DA REPUBLICA PORTUGUÊSA REGULANDO AS RELAÇÕES COMERCIAES ENTRE A SUAZILANDIA, A BAZUTOLANDIA E O PROTECTORADO DA BECHUANALANDIA, E A COLONIA DE MOÇAMBIQUE. ASSINADO EM LISBOA, EM 11 DE MAIO DE 1938.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 octobre 1938.

O GOVÉRNO DA REPUBLICA PORTUGUÊSA e O GOVÉRNO DO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE, desejando revêr os termos do Acôrdo² que regula as relações comerciais entre a Colonia de Moçambique, por um lado, e a Suazilândia, Basutolândia e o Protectorado da Bechuanalândia (adiante designados pela expressão « os Territorios »), por outro, assinado na Cidade do Cabo em 13 de Fevereiro de 1930 e em Lourenço Marques em 18 de Fevereiro de 1930, respectivamente, pelo Alto Comissario da Africa do Sul e pelo Governador Geral de Moçambique, concordaram no seguinte :

Artigo 1^o.

O Govérno de Moçambique e os Govérnos dos Territorios conceder-se-hão reciprocamente o tratamento da nação mais favorecida, nas seguintes condições :

Os produtos do solo ou das industrias de Moçambique importados nos Territorios e, reciprocamente, os produtos do solo ou das industrias dos Territorios importados em Moçambique não serão sujeitos a outros ou a mais elevados direitos ou encargos do que os que incidem ou possam vir a incidir sôbre produtos similares de qualquer outro país, salvas as seguintes excepções :

(a) Os produtos dos Territorios quando importados em Moçambique não gozarão do tratamento especial que Moçambique concede ou possa vir a conceder aos produtos de Portugal, da Madeira, dos Açôres e das colonias portuguezas ;

(b) Os produtos de Moçambique não beneficiarão das pautas minimas nem dos bonus (rebates) que os Territorios concedem ou possam vir a conceder aos produtos da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte e das Colonias e possessões ou Dominios britanicos, quando dali importados para consumo nos mesmos Territorios ;

(c) Os produtos de Moçambique não beneficiarão do tratamento especial concedido pelos Territorios aos produtos da União da Africa do Sul, da Rodésia do

¹ Entré en vigueur le 11 mai 1938.

² Vol. CVIII, page 393, de ce recueil.

by virtue of the Customs agreements now existing or agreements of a like nature hereafter concluded between the Governments of the Territories and of the said countries ;

(d) The levying of dumping duties by either the Governments of the Territories or the Government of Mozambique in the interest of an industry established within the Territories or the Union of South Africa or within Mozambique as the case may be, shall not be deemed to be incompatible with the provisions of this Agreement.

Article 2.

All products of the soil or of the industries of the Territories passing in transit through Mozambique, and all products of the soil or of the industries of Mozambique passing in transit through the Territories, shall be exempt from transit, export or re-export duties in Mozambique and the Territories respectively, but shall remain liable to port charges, and, in the case of Mozambique, to the tax known as the commercial contribution, to lighthouse dues and stamp duties, subject to the following reservations :

(a) The transit through or re-exportation from Mozambique of minerals of all kinds, including coal for bunkers, being the products of the Territories, shall be free of Customs duties or any other taxes whatsoever in Mozambique ;

(b) The transit through or re-exportation from Mozambique of gold coin to or from the Territories shall be free of Customs duties and any other taxes whatsoever in Mozambique.

Article 3.

(a) Goods of any origin, and whatever the nationality of the owner, passing in transit through or re-exported from the district of Lourenço Marques and destined for the Territories shall be free of all transit and re-export duties in Lourenço Marques, except the commercial contribution, lighthouse dues, and stamp duties ;

(b) Goods of any origin, and whatever the nationality of the owner, passing in transit through or re-exported from the Territories and destined for Mozambique shall be free of all transit and re-export duties in the Territories.

Article 4.

Goods of any origin, and whatever the nationality of the owner, arriving in the district of Lourenço Marques from the Territories by land for shipment from Lourenço Marques, shall be free of all transit and re-export duties, except lighthouse dues and stamp duties.

Article 5.

(1) Goods coming out of Customs warehouses and out of bonded warehouses within the district of Lourenço Marques shall be admitted into the Territories upon payment of the duties in force in the Territories at the time of entry thereto, *ad valorem* duties to be assessed on the value of the goods in the country whence exported to Lourenço Marques at the time of exportation.

(2) Such goods shall be exempt in Lourenço Marques from the payment of any transit or re-export duties, except port charges, the commercial contribution and stamp duties.

(3) Importers of such goods into the Territories will be required to produce sufficient evidence to satisfy the Customs authorities as to their value, and also to furnish any other information which may be required for the protection of the revenue of the Territories.

Sul e da Rodésia do Norte, por virtude dos acordos aduaneiros existentes ou de acordos semelhantes que de futuro venham a concluir-se entre os Governos dos Territórios e os dos ditos países ;

(d) Não é incompatível com as disposições do presente Acôrdo o lançamento de sobretaxas aduaneiras (dumping duties), tanto por parte de Moçambique como dos Territórios, com o fim de proteger as industrias estabelecidas em Moçambique e nos Territórios ou na União da Africa do Sul.

Artigo 2º.

Os produtos do solo ou das industrias de Moçambique, em trânsito pelos Territórios, e os produtos do solo ou das industrias dos Territórios, em trânsito por Moçambique, serão isentos de direitos de trânsito, de exportação e de reexportação nos Territórios e em Moçambique respectivamente, mas ficarão sujeitos aos encargos do porto e, além destes, em Moçambique, á contribuição comercial, ao impôsto de farolagem e de sêlo, resalvando-se contudo o seguinte :

(a) O trânsito ou reexportação, por Moçambique, de minerios de todas as qualidades, originarios dos Territórios, incluindo carvão para consumo dos navios, que serão isentos de direitos alfandegarios e de quaisquer outras taxas em Moçambique ;

(b) O trânsito ou reexportação, por Moçambique, de ouro amoadado procedente dos Territórios ou a eles destinado, que serão isentos de direitos alfandegarios e de quaisquer outras taxas em Moçambique.

Artigo 3º.

(a) As mercadorias, seja qual fôr a sua origem e a nacionalidade do seu proprietario, em trânsito ou reexportação pelo distrito de Lourenço Marques, com destino aos Territórios, são isentas de quaisquer direitos de trânsito ou de reexportação em Lourenço Marques, mas ficam sujeitas á contribuição comercial e aos impostos de farolagem e de sêlo ;

(b) As mercadorias, seja qual fôr a sua origem e a nacionalidade do seu proprietario, em trânsito ou reexportação pelos Territórios com destino a Moçambique, são isentas nos Territórios de quaisquer direitos de trânsito ou de reexportação.

Artigo 4º.

As mercadorias, seja qual fôr a sua origem e a nacionalidade do seu proprietario, que vierem dos Territórios, por via terrestre, para o distrito de Lourenço Marques a fim de serem embarcadas em Lourenço Marques, serão isentas de quaisquer direitos de trânsito e de reexportação, mas sujeitas aos impostos de farolagem e de sêlo.

Artigo 5º.

(1) As mercadorias, que sairem dos armazens da alfandega ou dos armazens alfandegados do district de Lourenço Marques para entrarem nos Territórios, ficarão sujeitas aos direitos de importação que ali estiverem em vigôr á data da sua entrada, sendo os direitos *ad valorem* calculados sôbre o valor das mercadorias no país exportador na data em que foram exportadas para Lourenço Marques.

(2) As mercadorias acima referidas serão isentas em Lourenço Marques de quaisquer direitos de trânsito ou de reexportação, ficando contudo sujeitas ao pagamento dos encargos do porto, da contribuição commercial e do imposto do sêlo.

(3) Os importadores destas mercadorias nos Territórios terão de apresentar prova bastante acêrca do seu valor que satisfaça as alfandegas dos Territórios, devendo tambem prestar todas as informações que lhes forem exigidas para salvaguarda das receitas dos Territórios.

Article 6.

(1) The Governments of the Territories and the Government of Mozambique shall not impede the mutual trade between the Territories and Mozambique by the imposition of any prohibition or special restrictions upon imports into or exports from the respective countries, but exceptions may be made :

- (a) In consideration of the public safety, or public health, and on moral or humanitarian grounds ;
- (b) In consideration of the protection of animals and plants against disease, insects and harmful parasites, or for their preservation from degeneration or extinction ;
- (c) In respect of arms, ammunition and implements of war, and, in exceptional circumstances, other military supplies ;
- (d) In respect of the export of national treasures of artistic, historic or archaeological value ;
- (e) In respect of goods which are or may be objects of a State monopoly ;
- (f) In respect of prison — or penitentiary — made goods ;
- (g) In extending to imported products the prohibitions or restrictions which are or may be imposed in respect of the production, sale, transport or consumption of similar local products ;
- (h) In subjecting the exportation of their products to certain conditions with a view to ensuring the quality and preserving the reputation of those products, and, at the same time, offering a guarantee to the foreign purchaser ;

provided that such prohibitions or restrictions are applied at the same time and in the same manner and to the same extent to other countries in regard to which like grounds for applying such measures exist, and provided further that they do not constitute a disguised restriction on the mutual trade.

(2) In the event of circumstances arising which may render it necessary to impose upon imports any prohibitions or restrictions not covered by Section (1) of this Article, the Governments of the Territories and the Government of Mozambique shall not without prior notice impose any prohibitions or restrictions which will place the products of Mozambique or of the Territories in any less favourable position than the products of any other country excepting the countries specified in sub-sections (a), (b) and (c), respectively, of Article 1.

Article 7.

With respect to the provisions of this Agreement the Governments of the Territories and the Government of Mozambique shall :

- (a) Adopt all measures and enact all laws that may be necessary for the exact fulfilment of the Articles herein contained ;
- (b) Not adopt measures and not enact laws annulling or diminishing its effects.

Article 8.

Any dispute that may arise relative to the interpretation or the carrying out of the Agreement, and that cannot be settled by direct negotiations between the contracting Governments shall be submitted to arbitration and to this end the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will appoint as Arbiter the Judicial Commissioner in Basutoland and President of the Special Courts of the Bechuanaland Protectorate and Swaziland, and the Portuguese Government the Judge President of the Court of Appeal of Mozambique. If the Judges aforesaid are unable to reach a joint decision they shall together elect an umpire. If no appointment can be mutually agreed upon by them, the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague

Artigo 6º.

(1) O Governo de Moçambique e os Governos dos Territorios não porão impedimentos ao intercambio comercial entre Moçambique e os Territorios pela imposição de proibições ou restrições especiais às importações ou exportações dos respectivos países, reservando-se porém fazê-lo quando se trate de :

- (a) Segurança pública e saúde pública e motivos de ordem moral e humanitária ;
- (b) Protecção de animais e de plantas contra doenças, insectos e parasitas nocivos, ou para evitar a sua degenerescencia ou extinção ;
- (c) Armas, munições e material de guerra e, em circunstancias excepcionais, outros artigos militares ;
- (d) Exportação de tesouros nacionais de valor artistico, historico ou arqueologico ;
- (e) Mercadorias que sejam ou venham a ser monopolizadas pelo Estado ;
- (f) Mercadorias fabricadas nas prisões ou penitenciarias ;
- (g) Importação de mercadorias cuja produção, venda, transporte ou consumo no país importador seja ou venha a ser proibida ou limitada ;
- (h) Sujeitar a exportação dos seus produtos a certas condições, com o fim de garantir a sua qualidade e manter a sua reputação, oferecendo ao mesmo tempo uma garantia aos compradores estrangeiros.

As medidas proibitivas ou restrictivas acima mencionadas só poderão adoptar-se quando forem applicadas ao mesmo tempo, da mesma forma e com a mesma amplitude a outros países, em relação aos quais existam os mesmos motivos para a sua applicação, e contanto que não constituam uma restrição dissimulada ao intercambio entre Moçambique e os Territorios.

(2) No caso de surgirem circunstancias que possam tornar necessaria a applicação às importações de quaisquer restrições ou proibições não compreendidas na secção primeira dèste artigo, o Governo de Moçambique e os Governos dos Territorios não imporão, sem prévio aviso, proibições ou restrições que coloquem os produtos dos Territorios ou de Moçambique em situação desfavoravel em relação aos produtos de qualquer outro país, exceptuando os países especificados nas alíneas (a), (b) e (c) do Artigo 1º do presente Acôrdo.

Artigo 7º.

Em relação ás disposições dèste Acôrdo, o Governo de Moçambique e os Governos dos Territorios :

- (a) Adoptarão todas as medidas e promulgarão todas as disposições legais necessarias para o seu exacto cumprimento ;
- (b) Não adoptarão medidas nem promulgarão disposições legais que anulem ou diminuam os seus efeitos.

Artigo 8º.

Todas as divergencias que se suscitarem relativamente á interpretação ou á execução dèste Acôrdo, e que não possam ser resolvidas por negociações directas entre os Governos Contractantes serão submetidas a arbitragem, nomeando o Governo Português para êsse efeito seu arbitro o Juiz Presidente do Tribunal da Relação de Moçambique e o Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte o Commissario Judicial da Basutolândia e Presidente dos Tribunais Especiais do Protectorado da Bechuanalândia e da Suazilândia. Se os referidos Juizes não chegarem a acôrdo, escolherão um arbitro de desempate e se não houver entendimento sôbre esta escolha, solicitar-se-ha do Presidente do Tribunal Permanente de Justiça Internacional da Haia que faça

shall be requested to make the necessary appointment. The procedure shall be *ex aequo et bono*, and in accordance with the terms of submission to be agreed upon in respect of each particular case.

Article 9.

The present Agreement shall replace the Agreement regulating commercial relations between Swaziland, Basutoland and the Bechuanaland Protectorate, on the one hand, and Mozambique, on the other hand, signed at Capetown on the 13th February, 1930, and at Lourenço Marques on the 18th February, 1930, respectively. It shall come into force on the date of signature and shall remain in force until the 10th September, 1938. If neither contracting Government shall have given notice three months before the 10th September, 1938, of its intention to terminate the present Agreement on that date, it shall continue in force until twelve months from the date on which either contracting Government shall have denounced it; provided that it shall be open to either contracting Government to call for a revision of its terms, whereupon, in default of mutual agreement, the present Agreement shall lapse six months after the date of the receipt of notice of termination.

In witness whereof the undersigned being duly authorised have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in the English and Portuguese languages both being equally authentic.

(L. S.) Antonio DE OLIVEIRA SALAZAR.

(L. S.) W. SELBY.

LISBON, *May 11th*, 1938.

a necessaria nomeação. O julgamento far-se-ha *ex æquo et bono* e nos termos do compromisso arbitral que se celebrará para cada caso.

Artigo 9º.

O presente Acôrdo substitue o acôrdo que regula as relações comerciais entre Moçambique, por um lado, e a Suazilândia, Basutolândia e o Protectorado da Bechuanalândia, por outro, assinado, respectivamente, na Cidade do Cabo em 13 de Fevereiro de 1930 e em Lourenço Marques em 18 de Fevereiro de 1930. Entrará em vigôr á data da sua assinatura e vigorará até 10 de Setembro de 1938. Se nenhum dos Governos Contractantes tiver dado aviso, três meses antes de 10 de Setembro de 1938, da sua intenção de denunciar o presente Acôrdo naquela data, continuará ele em vigôr até a expiração de um ano após a data em que qualquer dos Governos Contractantes o tiver denunciado. Qualquer dos Governos Contractantes poderá, porém, solicitar a revisão das suas clausulas, e, não havendo acôrdo sôbre a revisão, o presente Acôrdo expirará seis meses após a data da notificação para êsse efeito.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados, assinaram o presente Acôrdo e lhe apuzeram os seus sêlos.

Feito em duplicado em português e inglês, sendo ambos os textos autenticos.

(L. S.) Antonio DE OLIVEIRA SALAZAR.

(L. S.) W. SELBY.

LISBOA, 11 de Maio de 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4450. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE RELATIF AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE SWAZILAND, LE BASSOUTOLAND ET LE PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND, ET LA COLONIE DE MOZAMBIQUE. SIGNÉ A LISBONNE, LE 11 MAI 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, désireux de reviser les termes de l'Accord réglant les relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le protectorat du Betchouanaland (ci-après désignés sous le nom de « Territoires »), d'une part, et la colonie du Mozambique, d'autre part, signé au Cap le 13 février 1930 et à Lourenço-Marquês le 18 février 1930, par le haut commissaire pour l'Afrique du Sud et par le gouverneur général du Mozambique respectivement, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements des Territoires et le Gouvernement du Mozambique s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée dans les conditions suivantes :

Les produits du sol ou des industries des Territoires importés au Mozambique et, réciproquement, les produits du sol ou des industries du Mozambique importés dans les Territoires ne seront pas assujettis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être perçus sur les produits similaires d'un autre pays. Il est toutefois entendu ce qui suit :

a) Les produits des Territoires importés au Mozambique ne jouiront pas des privilèges douaniers qui sont ou pourront être ultérieurement accordés par le Mozambique aux produits du Portugal, de Madère, des Açores et des colonies portugaises ;

b) Les produits du Mozambique ne bénéficieront pas des tarifs minimums ou des réductions qui sont ou pourront être ultérieurement accordés, en vertu de la législation des Territoires, aux produits importés de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, ainsi que des Dominions, colonies ou possessions britanniques, lorsque ces produits sont importés pour être consommés dans les Territoires ;

c) Les produits du Mozambique ne bénéficieront pas des privilèges accordés aux produits de l'Union Sud-africaine, de la Rhodésie du Sud et de la Rhodésie du Nord, en vertu des accords douaniers existants ou des accords, de nature analogue, qui pourraient être ultérieurement conclus entre les Gouvernements des Territoires et desdits pays ;

d) La perception, par les Gouvernements des Territoires ou par le Gouvernement du Mozambique, de surtaxes douanières (*dumping duties*) établies en vue de protéger

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les industries sises dans les Territoires ou dans l'Union Sud-africaine, ou au Mozambique, selon le cas, ne sera pas considérée comme incompatible avec les dispositions du présent accord.

Article 2.

Tous les produits du sol ou des industries des Territoires passant en transit à travers le Mozambique et tous les produits du sol ou des industries du Mozambique passant en transit à travers les Territoires seront exempts des droits de transit, d'exportation ou de réexportation au Mozambique et dans les Territoires respectivement, mais ils resteront assujettis aux droits de port et, pour ce qui est du Mozambique, à la taxe connue sous le nom de contribution commerciale, aux droits de phare et de timbre, sous réserve des dispositions ci-après :

a) Les minéraux de tous genres, y compris le charbon de soute, produits des Territoires, seront exempts de droits de douane ou de toute autre taxe au Mozambique, lorsqu'ils passeront en transit à travers le Mozambique ou seront réexportés de ce pays ;

b) Les pièces d'or à destination ou en provenance des Territoires seront exemptes de droits de douane et de toutes autres taxes au Mozambique, lorsqu'elles passeront en transit par le Mozambique ou seront réexportées de ce pays.

Article 3.

a) Les marchandises de toute origine, quelle que soit la nationalité de leur propriétaire, qui passent en transit par le district de Lourenço-Marquês ou sont réexportées de ce district à destination des Territoires seront exemptes de tous droits de transit et de réexportation à Lourenço-Marquês, exception faite de la contribution commerciale, des droits de phare et de timbre ;

b) Les marchandises de toute origine, quelle que soit la nationalité de leur propriétaire, seront exemptes de toutes taxes de transit et de réexportation dans les Territoires lorsqu'elles passeront en transit à travers les Territoires ou seront réexportées de ces Territoires à destination du Mozambique.

Article 4.

Les marchandises de toute origine, quelle que soit la nationalité de leur propriétaire, qui arrivent dans le district de Lourenço-Marquês, en provenance des Territoires, par voie de terre en vue d'être embarquées à Lourenço-Marquês, seront exemptes de tous droits de transit et de réexportation, exception faite des droits de phare et de timbre.

Article 5.

1. Les marchandises sortant des magasins des douanes et des entrepôts douaniers situés dans le district de Lourenço-Marquês seront admises dans les Territoires moyennant versement des droits en vigueur dans les Territoires au moment de leur entrée ; les droits *ad valorem* appliqués à ces marchandises seront calculés d'après les prix pratiqués, au moment de l'exportation, dans le pays qui les a exportées à destination de Lourenço-Marquês.

2. Ces marchandises seront exemptes à Lourenço-Marquês du paiement de tous droits de transit ou de réexportation, à l'exception des droits de port, de la contribution commerciale et des droits de timbre.

3. Les importateurs desdites marchandises dans les Territoires seront tenus de fournir aux autorités douanières des pièces établissant de façon probante la valeur de ces marchandises et de donner également tous autres renseignements qui pourront être exigés pour la sauvegarde des intérêts fiscaux des Territoires.

Article 6.

1. Les Gouvernements des Territoires et le Gouvernement du Mozambique n'entraveront pas les échanges commerciaux entre les Territoires et le Mozambique en établissant des prohibitions ou des restrictions spéciales à l'importation dans leurs pays respectifs ou à l'exportation en provenance de ces pays ; il pourra toutefois être dérogé à cette règle dans les cas et pour les raisons ci-après :

- a) Sûreté publique, santé publique, motifs d'ordre moral ou humanitaire ;
- b) Protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, ou contre la dégénérescence ou l'extinction ;
- c) Armes, munitions et matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, autres fournitures militaires ;
- d) Exportation de trésors nationaux d'une valeur artistique, historique ou archéologique ;
- e) Marchandises faisant ou pouvant faire l'objet d'un monopole d'Etat ;
- f) Marchandises fabriquées dans les prisons ou les pénitenciers ;
- g) Extension, aux produits importés, des prohibitions ou restrictions qui sont ou pourront être imposées à la production, à la vente, au transport ou à la consommation de produits analogues d'origine locale ;
- h) Imposition de certaines conditions à l'exportation des produits du pays, en vue d'assurer la qualité et de maintenir la réputation de ces produits, tout en sauvegardant les intérêts de l'acheteur étranger ;

il est entendu que ces prohibitions ou restrictions seront appliquées en même temps, de la même manière et au même degré à tous autres pays à l'égard desquels il existe des motifs analogues d'appliquer ces mesures, et qu'en aucun cas elles ne constitueront une restriction déguisée aux échanges commerciaux entre les Parties contractantes.

2. Au cas où il se produirait des circonstances qui rendraient nécessaire l'application, aux importations, de prohibitions ou restrictions non visées au paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements des Territoires et le Gouvernement du Mozambique n'appliqueront pas, sans avis préalable, des prohibitions ou restrictions plaçant les produits du Mozambique ou des Territoires dans une situation moins favorable que les produits de tout autre pays, à l'exception des pays désignés aux alinéas a), b) et c) respectivement de l'article premier.

Article 7.

En vue de donner effet aux dispositions du présent accord, les Gouvernements des Territoires et le Gouvernement du Mozambique s'engagent :

- a) A adopter toutes les mesures et à promulguer toutes les dispositions législatives requises pour la stricte application des articles dudit accord ;
- b) A n'adopter aucune mesure et à ne promulguer aucune disposition législative annulant ou diminuant les effets de l'accord.

Article 8.

Tous les différends qui pourront surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord et qui ne pourront être réglés par voie de négociations directes entre les Gouvernements contractants seront soumis à l'arbitrage ; à cette fin, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désignera comme arbitre le commissaire aux affaires judiciaires du Bassoutoland, président des tribunaux spéciaux du protectorat du Betchouanaland et du Swaziland, et le Gouvernement portugais, le juge président de la Cour d'appel du Mozambique. Si les juges précités ne parviennent pas à un accord, ils choisiront ensemble un sur-arbitre. S'ils ne peuvent s'entendre au sujet de cette désignation, le président de la Cour permanente de justice internationale de La Haye sera prié de procéder à la nomination nécessaire. Il sera statué *ex aequo et bono* et conformément aux termes du compromis arbitral adopté dans chaque cas d'espèce.

Article 9.

Le présent accord remplace l'accord réglant les relations commerciales entre le Swaziland, le Bassoutoland et le protectorat du Betchouanaland, d'une part, et le Mozambique, d'autre part, signé respectivement au Cap, le 13 février 1930, et à Lourenço-Marquès, le 18 février 1930. Il entrera en vigueur à la date de la signature et restera applicable jusqu'au 10 septembre 1938. Si aucun des gouvernements contractants ne fait connaître, trois mois avant le 10 septembre 1938, son intention de mettre fin au présent accord à ladite date, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date à laquelle l'un ou l'autre des deux gouvernements contractants l'aura dénoncé. Il est entendu que chacun des deux gouvernements contractants aura la faculté de demander la revision de ses clauses ; au cas où une entente n'interviendrait pas à ce sujet, le présent accord prendra fin six mois après la date de réception de l'avis de dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langue portugaise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Antonio DE OLIVEIRA SALAZAR.

(L. S.) W. SELBY.

LISBONNE, le 11 mai 1938.

N° 4451.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE
ET INDE ET SUÈDE**

Échange de notes comportant un
accord relatif à la reconnaissance
mutuelle des documents d'identité
pour le personnel des aéronefs.
Stockholm, le 30 mai 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA,
NEW ZEALAND AND INDIA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the Mutual
Recognition of Documents of
Identity for Aircraft Personnel.
Stockholm, May 30th, 1938.

No. 4451. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND IN NEW ZEALAND AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE SWEDISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF DOCUMENTS OF IDENTITY FOR AIRCRAFT PERSONNEL. STOCKHOLM, MAY 30TH, 1938.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place October 7th, 1938.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 59.
(102/8/38.)

STOCKHOLM, *May 30th*, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to state, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in the Commonwealth of Australia, and in New Zealand, and of the Government of India, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and the Government of Sweden.

(1) All Swedish subjects arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular Swedish air lines and registered in Sweden may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand, and India, upon the production in lieu of national passports, of licences or certificates of competency in the form of which specimens² are hereto attached.

(2) The above provision is regarded as also applying to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protection of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by Him namely Palestine (including Trans-Jordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa, (administered by His Majesty's Government in New Zealand) and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

¹ Came into force July 1st, 1938.

² Not reproduced.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4451. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DANS LE COMMONWEALTH D'AUS-TRALIE ET EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE MUTUELLE DES DOCUMENTS D'IDENTITÉ POUR LE PERSONNEL DES AÉRONEFS. STOCKHOLM, LE 30 MAI 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 octobre 1938.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 59.
(102/8/38.)

STOCKHOLM, le 30 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'au nom du Gouvernement de l'Inde, qu'ils acceptent les dispositions suivantes comme constituant un accord sur la base de la réciprocité entre eux et le Gouvernement suédois.

1^o Tous les ressortissants suédois arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières suédoises et immatriculés en Suède pourront pénétrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Inde, sur présentation, en lieu et place de passeports nationaux, de permis ou de certificats d'aptitude établis sur le modèle des spécimens³ ci-joints.

2^o La disposition ci-dessus est considérée comme s'appliquant également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires suivants sur lesquels Sa Majesté a accepté d'exercer un mandat au nom de la Société des Nations, à savoir : la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique, le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (actuellement administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1938.

³ Non reproduits.

(3) All British subjects or British protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, and registered in any of the territories under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, referred to in paragraphs 1 and 2 above, may enter Sweden, upon the production, in lieu of national passports, of certificates of competency and licences in the form of which specimens are hereto attached. (The specimens attached are of certificates issued in the United Kingdom. The certificates and licences issued in the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Newfoundland and in the British colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are in the standard form prescribed in Annex E to the International Air Navigation Convention¹, and are thus similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

(5) The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates in either of the forms hereto annexed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(6) The certificates of competency and licences referred to in provision (1) and the certificates of competency and licences referred to in provision (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. This Agreement shall enter into force on the 1st July, 1938, and shall remain in force until six months after notice of termination has been given. Such notification shall specify the Government or Governments in respect of which the termination of the Agreement is desired.

4. The present note and Your Excellency's reply of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the undertaking arrived at in this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant,

E. MONSON.

His Excellency
Monsieur Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, 30th May, 1938.
3 enclosures.

SIR,

Acknowledging receipt of your note of today's date, I have the honour to confirm on behalf of the Royal Swedish Government, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis between them and His Britannic Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, in the Commonwealth of Australia and in New Zealand, and the Government of India.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; Vol. CLXIV, page 355; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

3° Tous les sujets ou protégés britanniques arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières britanniques et immatriculés dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, pourront pénétrer en Suède sur présentation, en lieu et place de passeports nationaux, de certificats d'aptitude et de permis établis sur le modèle des spécimens ci-joints. (Les spécimens ci-annexés sont ceux de certificats délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et permis délivrés dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Inde, à Terre-Neuve et dans les colonies et protectorats britanniques et territoires sous mandat britannique ci-dessus visés, sont du modèle-type prescrit dans l'annexe E de la Convention¹ internationale de navigation aérienne et sont donc analogues, quant à la forme, à ceux qui sont délivrés dans le Royaume-Uni. Ils comportent, toutefois, des variantes appropriées sur des points de détail).

4° Le présent accord ne modifiera en rien les conditions exigées actuellement en ce qui concerne les visas d'entrée dans les territoires en question.

5° Les dispositions de l'accord ne dispensent pas les titulaires de certificats de l'un ou l'autre des modèles ci-annexés de se conformer aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

6° Les certificats d'aptitude et permis visés au point 1 et les certificats d'aptitude et permis visés au point 3 seront exemptés des formalités de timbrage à l'arrivée et au départ.

2. Le présent accord ne s'appliquera dans tous les cas qu'aux personnes dont l'immigration n'est pas interdite par le règlement d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

3. Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1938 et demeurera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après notification du préavis de dénonciation. Cette notification indiquera le ou les gouvernements à l'égard desquels il est désiré mettre fin à l'accord.

4. La présente note et la réponse de Votre Excellence du même jour et de teneur analogue seront considérées comme consacrant l'accord intervenu en cette matière.

Veuillez agréer, etc.

E. MONSON.

Son Excellence
Monsieur Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 30 mai 1938.
3 annexes.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement royal de Suède, que celui-ci accepte que les dispositions suivantes constituent un accord sur la base de la réciprocité entre le Gouvernement suédois et les Gouvernements de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie et en Nouvelle-Zélande, et le Gouvernement de l'Inde :

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

(1) All Swedish subjects arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular Swedish air lines and registered in Sweden may enter the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Commonwealth of Australia, New Zealand, and India, upon the production in lieu of national passports, of licences or certificates of competency in the form of which specimens are hereto attached.

(2) The above provision is regarded as also applying to Newfoundland, to all British colonies and to all territories under the protection of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and to the following territories in respect of which mandates on behalf of the League of Nations have been accepted by Him namely Palestine (including Trans-Jordan), Tanganyika, the Cameroons under British mandate, and Togoland under British mandate (administered by His Majesty's Government in the United Kingdom), New Guinea (administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia), Western Samoa (administered by His Majesty's Government in New Zealand) and Nauru (at present administered by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia).

(3) All British subjects or British protected persons arriving by air as members of the operating personnel of aircraft employed on regular British air lines, and registered in any of the territories under the sovereignty, protection, suzerainty or mandate of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, referred to in paragraphs 1 and 2 above, may enter Sweden, upon the production, in lieu of national passports, of certificates of competency and licences in the form of which specimens are hereto attached. (The specimens attached are of certificates issued in the United Kingdom. The certificates and licences issued in the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Newfoundland and in the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories concerned are in the standard form prescribed in Annex E to the International Air Navigation Convention, and are thus similar in form to those issued in the United Kingdom. They contain, however, appropriate variations in matters of detail.)

(4) The present Agreement shall not affect existing requirements in respect of visas for entry into the territories concerned.

(5) The provisions of the Agreement do not absolve holders of certificates in either of the forms hereto annexed from compliance with the immigration regulations in force at the place of arrival.

(6) The certificates of competency and licences referred to in provision (1) and the certificates of competency and licences referred to in provision (3) shall be exempt from stamping on entry and departure.

2. The operation of the Agreement is limited in all cases to persons who are not prohibited immigrants in the terms of the Immigration Regulations in force at the place of arrival.

3. This Agreement shall enter into force on the 1st of July 1938 and shall remain in force until six months after notice of termination has been given. Such notification shall specify the Government or Governments in respect of which the termination of the Agreement is desired.

4. The present note and your note referred to above of the same date in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your obedient Servant,

Rickard SANDLER.

Sir Edmund Monson Bt.,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.

1^o Tous les ressortissants suédois arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières suédoises et immatriculés en Suède pourront pénétrer dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Inde, sur présentation, en lieu et place de passeports nationaux, de permis ou de certificats d'aptitude établis sur le modèle des spécimens ci-joints.

2^o La disposition ci-dessus est considérée comme s'appliquant également à Terre-Neuve, à toutes les colonies britanniques et à tous les territoires placés sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ainsi qu'aux territoires suivants sur lesquels Sa Majesté a accepté d'exercer un mandat au nom de la Société des Nations, à savoir : la Palestine (y compris la Transjordanie), le Tanganyika, le Cameroun sous mandat britannique, le Togo sous mandat britannique (administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni), la Nouvelle-Guinée (administrée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie), le Samoa occidental (administré par le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande) et Nauru (actuellement administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie).

3^o Tous les sujets ou protégés britanniques arrivant par la voie aérienne et faisant partie de l'équipage d'aéronefs en service sur les lignes aériennes régulières britanniques et immatriculés dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté, la protection, la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, pourront pénétrer en Suède sur présentation, en lieu et place de passeports nationaux, de certificats d'aptitude et de permis établis sur le modèle des spécimens ci-joints. (Les spécimens ci-annexés sont ceux de certificats délivrés dans le Royaume-Uni. Les certificats et permis délivrés dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Inde, à Terre-Neuve et dans les colonies et protectorats britanniques et territoires sous mandat britannique ci-dessus visés, sont du modèle-type prescrit dans l'annexe E de la Convention internationale de navigation aérienne et sont donc analogues, quant à la forme, à ceux qui sont délivrés dans le Royaume-Uni. Ils comportent, toutefois, des variantes appropriées sur des points de détail.)

4^o Le présent accord ne modifiera en rien les conditions exigées actuellement en ce qui concerne les visas d'entrée dans les territoires en question.

5^o Les dispositions de l'accord ne dispensent pas les titulaires de certificats de l'un ou l'autre des modèles ci-annexés de se conformer aux règlements d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

6^o Les certificats d'aptitude et permis visés au point 1 et les certificats d'aptitude et permis visés au point 3 seront exemptés des formalités de timbrage à l'arrivée et au départ.

2. Le présent accord ne s'appliquera dans tous les cas qu'aux personnes dont l'immigration n'est pas interdite par le règlement d'immigration en vigueur au lieu d'arrivée.

3. Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1938 et demeurera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après notification du préavis de dénonciation. Cette notification indiquera le ou les gouvernements à l'égard desquels il est désiré mettre fin à l'accord.

4. La présente note et la réponse de Votre Excellence du même jour et de teneur analogue seront considérées comme consacrant l'accord intervenu en cette matière.

Veuillez agréer, etc.

Rickard SANDLER.

Sir Edmund Monson Bt.,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

N° 4452.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

Echange de notes comportant un arrangement concernant l'exemption réciproque du paiement des frais de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants pour les entreprises de transport aérien effectuant un service régulier entre le Royaume-Uni et la Suisse. Londres, le 26 juillet 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Exemption of Air Transport Undertakings operating Regular Services between the United Kingdom and Switzerland from the Payment of Customs and Other Duties on Fuel and Lubricants. London, July 26th, 1938.

No. 4452. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE SWISS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION OF AIR TRANSPORT UNDERTAKINGS OPERATING REGULAR SERVICES BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SWITZERLAND FROM THE PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER DUTIES ON FUEL AND LUBRICANTS. LONDON, JULY 26TH, 1938.

N° 4452. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT SUISSE COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DU PAIEMENT DES FRAIS DE DOUANE ET AUTRES DROITS SUR LES CARBURANTS ET LUBRIFIANTS POUR LES ENTREPRISES DE TRANSPORT AÉRIEN EFFECTUANT UN SERVICE RÉGULIER ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA SUISSE. LONDRES, LE 26 JUILLET 1938.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place October 7th, 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 octobre 1938.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

No. R 5718/3801/43.

July 26th, 1938.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire to conclude with the Swiss Government an

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

N° R 5718/3801/43.

Le 26 juillet 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désire conclure avec le Gouvernement suisse

¹ Came into force July 26th, 1938.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Entré en vigueur le 26 juillet 1938.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Agreement; in the following terms, for the reciprocal exemption of air transport undertakings operating regular services between the United Kingdom and Switzerland from the payment of Customs and other duties on fuel:

(1) The Government of the United Kingdom will accord in the United Kingdom to air transport undertakings registered in Switzerland and operating regular services between the United Kingdom and Switzerland the following facilities.

(a) On the arrival of the aircraft in the United Kingdom the fuel and the lubricants contained in the tanks installed in the aircraft shall be admitted free of Customs and other duties, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(b) On the departure from the Customs aerodrome in the United Kingdom for a destination abroad, the fuel intended for use on the journey shall be delivered free of Customs and other duties, it being understood, however, that in the event of the aircraft landing again before leaving the United Kingdom the grant of exemption may be subject to certain prescribed conditions.

(c) The exemption contemplated under sub-paragraph (b) may be accorded in the form of a restitution of duties paid.

(d) A Customs aerodrome is an aerodrome open to the public at which a Customs service is in regular operation.

(2) The Federal Government will reciprocally accord in Switzerland to air transport undertakings registered in the United Kingdom and operating regular services between Switzerland and the United Kingdom facilities equivalent to those indicated above.

(3) The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of their desire to terminate the Agreement.

2. If the Swiss Government are prepared to conclude an Agreement in these terms, I

un arrangement dans les termes ci-après, en vue d'assurer aux entreprises de transport aérien effectuant un service régulier entre le Royaume-Uni et la Suisse l'exemption réciproque du paiement des droits de douane et des autres droits sur les carburants:

1° Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera, dans le Royaume-Uni, aux entreprises de transport aérien enregistrées en Suisse et effectuant un service régulier entre le Royaume-Uni et la Suisse, les facilités suivantes.

a) A l'arrivée des aéronefs dans le Royaume-Uni, les carburants et lubrifiants contenus dans leurs réservoirs seront admis en franchise de douane et de tous autres droits, entendu toutefois qu'aucune quantité de ces carburants ou lubrifiants ne puisse être débarquée en franchise.

b) Au départ des aéronefs d'un aéro-drome douanier du Royaume-Uni pour l'étranger, les carburants destinés au ravitaillement des aéronefs pendant le voyage seront livrés francs de douane et d'autres droits, entendu toutefois qu'en cas de nouvel atterrissage avant le départ définitif du territoire du Royaume-Uni, l'octroi de la franchise pourrait être soumis à certaines conditions déterminées.

c) L'exemption visée au sous-paragraph (b) pourrait être accordée sous forme de restitution des droits payés.

d) Un aéro-drome douanier est un aéro-drome ouvert au public et auquel est attaché un service de douane régulier.

2° Le Gouvernement fédéral, réciproquement, s'engage à accorder en Suisse aux entreprises de transport aérien enregistrées dans le Royaume-Uni et effectuant un service régulier entre la Suisse et le Royaume-Uni des facilités équivalentes à celles énumérées ci-dessus.

3° Le présent arrangement entrera immédiatement en vigueur et restera en vigueur trois mois après que l'un des deux gouvernements ait exprimé à l'autre gouvernement le désir de mettre un terme à cet arrangement.

2. Si le Gouvernement suisse est disposé à conclure un accord en ces termes, je propose que

would suggest that the present note and your reply in similar terms be regarded as constituting the Agreement between the two Governments.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant,

HALIFAX.

Monsieur Charles R. Paravicini,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE SUISSE.

I.C.3.1937.

LONDRES, le 26 juillet 1938.

MONSIEUR LE VICOMTE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour par laquelle Votre Seigneurie a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord désirait conclure avec le Gouvernement fédéral un arrangement concernant l'exemption réciproque du paiement des frais de douane et autres droits sur les carburants et lubrifiants pour les entreprises de transport aérien effectuant le service régulier entre la Suisse et le Royaume-Uni, aux termes suivants :

1^o Le Gouvernement du Royaume-Uni accordera, dans le Royaume-Uni, aux entreprises de transport aérien enregistrées en Suisse et effectuant un service régulier entre la Suisse et le Royaume-Uni, les facilités suivantes.

a) A l'arrivée des aéronefs dans le Royaume-Uni, les carburants et lubrifiants contenus dans leurs réservoirs seront admis en franchise de douane et de tous autres droits, entendu toutefois qu'aucune quantité de ces carburants ou lubrifiants ne puisse être débarquée en franchise.

b) Au départ des aéronefs d'un aérodrôme douanier du Royaume-Uni pour l'étranger, les carburants destinés au ravitaillement des aéronefs pendant le voyage seront livrés francs de douane et d'autres droits, entendu toutefois qu'en

la présente note et votre réponse conçues en termes identiques soient considérées comme constituant l'accord entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

HALIFAX.

Monsieur Charles R. Paravicini,
etc., etc., etc.

II.

SWISS LEGATION.

I.C.3.1937.

LONDON, July 26th, 1938.

MY LORD,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which Your Lordship informs me that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland desire to conclude with the Federal Government an Agreement, in the following terms, for the reciprocal exemption of air transport undertakings operating regular services between the United Kingdom and Switzerland from the payment of Customs and other duties on fuel and lubricants :

(1) The Government of the United Kingdom will accord in the United Kingdom to air transport undertakings registered in Switzerland and operating regular services between the United Kingdom and Switzerland the following facilities.

(a) On the arrival of the aircraft in the United Kingdom the fuel and the lubricants contained in the tanks installed in the aircraft shall be admitted free of Customs and other duties, it being understood, however, that no quantity of such fuel or lubricants may be removed from the aircraft without paying duty.

(b) On the departure from the Customs aerodrome in the United Kingdom for a destination abroad, the fuel intended for use on the journey shall be delivered free of Customs and other duties, it being understood, however, that in the event of

cas de nouvel atterrissage avant le départ définitif du territoire du Royaume-Uni, l'octroi de la franchise pourrait être soumis à certaines conditions déterminées.

c) L'exemption visée au sous-paragraphe *b)* pourrait être accordée sous forme de restitution des droits payés.

d) Un aérodrome douanier est un aérodrome ouvert au public et auquel est attaché un service de douane régulier.

2° Le Gouvernement fédéral, réciproquement, s'engage à accorder aux entreprises de transport aérien enregistrées dans le Royaume-Uni et effectuant un service régulier entre la Suisse et le Royaume-Uni des facilités équivalant à celles énumérées ci-dessus.

3° Le présent arrangement entrera immédiatement en vigueur et restera en vigueur trois mois après que l'un des deux gouvernements ait exprimé à l'autre gouvernement le désir de mettre un terme à cet arrangement.

2. Je suis heureux de constater que le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de Sa Majesté sont unanimes en ce qui concerne ces stipulations et sont d'accord que cet échange de notes aura pour effet de constituer l'arrangement entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Vicomte, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être de Votre Seigneurie le très humble et très obéissant serviteur.

C. R. PARAVICINI.

Sa Seigneurie
le Vicomte Halifax, K.G.,
Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté
britannique aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Foreign Office.

the aircraft landing again before leaving the United Kingdom the grant of exemption may be subject to certain prescribed conditions.

(c) The exemption contemplated under sub-paragraph *(b)* may be accorded in the form of a restitution of duties paid.

(d) A Customs aerodrome is an aerodrome open to the public at which a Customs service is in regular operation.

(2) The Federal Government will reciprocally accord in Switzerland to air transport undertakings registered in the United Kingdom and operating regular services between Switzerland and the United Kingdom facilities equivalent to those indicated above.

(3) The present Agreement shall come into force immediately and shall remain in force until three months after the date on which either Government shall have given to the other notice of their desire to terminate the Agreement.

2. I note with satisfaction that the Federal Government and His Majesty's Government are agreed as to these terms, and are willing that the present exchange of notes should be regarded as constituting the Agreement between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

C. R. PARAVICINI.

The Right Honourable
The Viscount Halifax, K.G.,
Principal Secretary of State for Foreign
Affairs of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.,
Foreign Office.

N° 4453.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ROUMANIE**

**Accord concernant les paiements
commerciaux, avec annexe. Signé
à Bucarest, le 2 septembre 1938.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ROUMANIA**

**Agreement regarding Commercial
Payments, with Annex. Signed at
Bucharest, September 2nd, 1938.**

No. 4453. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT REGARDING COMMERCIAL PAYMENTS. SIGNED AT BUCHAREST, SEPTEMBER 2ND, 1938.

English and Roumanian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place October 7th, 1938.

Whereas the Anglo-Roumanian Payments Agreement² of the 2nd May, 1936, as amended by the Anglo-Roumanian Payments (Amendment) Agreement³ of the 27th May, 1937, and the Supplementary Agreement to the Payments (Amendment) Agreement⁴ of the 25th February, 1938, make provision to facilitate payments between the United Kingdom and Roumania ; and

Whereas the contracting Governments desire further to facilitate payments between the United Kingdom and Roumania ;

Now therefore THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF ROUMANIA have agreed as follows :

Article 1.

The Agreements recited in the Preamble to this Agreement and the Technical Agreements concluded between the Anglo-Roumanian Clearing Office (hereinafter referred to as the Clearing Office) and the National Bank of Roumania under the provisions of those Agreements are hereby abrogated and replaced by the subsequent provisions of this Agreement, save that monies held at the coming into force of this Agreement in accounts opened for purposes specified in those Agreements shall be applied in the manner provided in Article 13 of this Agreement and save that any payment properly made or received under those Agreements shall be regarded as a valid payment or receipt.

Article 2.

(1) All debts due and owing on the 10th June, 1936, and all debts falling due after that date from persons in the United Kingdom to persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business outside the United Kingdom in respect of the price of Roumanian goods imported into the United Kingdom shall be paid in sterling to a non-interest-bearing account at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office.

Where a debt is expressed to be payable in a currency other than sterling, payment shall be made in sterling at the London selling rate for sight drafts in such other currency ruling on the date of payment.

Any payment made under the provisions of this Article shall constitute a discharge to the debtor for the corresponding amount of the debt.

¹ Came into force September 12th, 1938.

² Vol. CLXXXIV, page 145, of this Series.

³ Vol. CLXXXIV, page 170, of this Series.

⁴ Vol. CLXXXIV, page 178, of this Series.

TEXTE ROUMAIN. — ROUMANIAN TEXT.

N^o 4453. — ACORD¹ DE PLĂȚI DINTRE GUVERNUL ROMÂN ȘI GUVERNUL MAJESTĂȚII SALE ÎN REGATUL UNIT, SEMNAT LA BUCUREȘTI, LA 2 SEPTEMBRIE 1938.

Textes officiels anglais et roumain communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 octobre 1938.

Având în vedere că Acordul² de Plăți Anglo-Român din 2 Mai 1936, modificat prin Acordul³ de Plăți Anglo-Român (modificator) din 27 Mai 1937 și Acordul⁴ Suplimentar al Acordului de Plăți (modificator) din 25 Februarie 1938, prevăd dispozițiuni în vederea înlesnirii plăților între România și Regatul Unit ; și

Având în vedere că Guvernele contractante doresc să continue a înlesni plățile între România și Regatul Unit ;

În consecință GUVERNUL ROMÂN și GUVERNUL REGATULUI UNIT AL MAREI BRITANII și IRLANDEI DE NORD, au convenit cele ce urmează :

Articolul 1.

Acordurile menționate în preambulul prezentului Acord și Acordurile Tehnice încheiate între Banca Națională a României și Oficiul de Clearing Anglo-Român, (denumit în cele ce urmează Oficiul de Clearing), în conformitate cu dispozițiunile acelor Acorduri sunt abrogate prin prezentul Acord și înlocuite prin dispozițiunile ce urmează ale Acordului de față, sub rezerva că sumele deținute în momentul intrării în vigoare a prezentului Acord în conturile deschise pentru scopurile specificate în acele Acorduri, vor fi utilizate conform dispozițiunilor prevăzute în art. 13 al prezentului Acord și sub rezerva că orice plată regulat făcută și primită conform dispozițiunilor acelor Acorduri va fi socotită ca o plată sau încasare valabilă.

Articolul 2.

(1) Toate datoriile scăzute și exigibile la 10 Iunie 1936, precum și toate datoriile cu scadență posterioară acelei date, ale unor persoane din Regatul Unit către persoane rezidente în mod obișnuit sau exercitând în mod obișnuit activitatea lor în afară de Regatul Unit, în legătură cu prețul de mărfuri românești importate în Regatul Unit, vor fi plătite în lire sterline într'un cont nepurtător de dobânzi la Banca Angliei, în numele Directorului (« Controller ») al Oficiului de Clearing.

În cazurile când o datorie este exprimată a fi plătită în altă monedă decât lira sterlină, plata se va face în lire sterline la cursul de vânzare al tratelor la vedere în această altă monedă, în vigoare pe piața Londrei la data plății.

Orice plată efectuată conform dispozițiunilor acestui articol va constitui o liberare a debitorului pentru suma corespunzătoare din datorie.

¹ Entré en vigueur le 12 septembre 1938.

² Vol. CLXXXIV, page 145, de ce recueil.

³ Vol. CLXXXIV, page 170, de ce recueil.

⁴ Vol. CLXXXIV, page 178, de ce recueil.

(2) In so far, however, as the Clearing Office is satisfied that the above-mentioned price of any goods includes an amount in respect of freight and other similar charges in respect of those goods, the Clearing Office may authorise such amount to be deducted from the debt payable to the Clearing Office, or may repay such amount, and such amount shall then be payable direct to the exporter or his agent or representative.

Article 3.

All sterling paid to the Bank of England for the account of the Clearing Office in respect of the price of imports into the United Kingdom of Roumanian goods shall, on the coming into operation of this Agreement, be allocated by the Clearing Office as follows :

(i) As regards any payment in respect of a debt due to any Roumanian Oil Company in respect of imports of oil, the Clearing Office shall transfer to a non-interest-bearing account at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office (hereinafter referred to as the Special Account) 50 per cent. of that payment or such higher proportion as may be fixed by agreement between the Clearing Office and the National Bank of Roumania.

Out of any balance of such payment not transferred to the Special Account, the Clearing Office may transfer to a non-interest-bearing account to be opened at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office (hereinafter referred to as the Repayments Account) an amount equal to 30 per cent. of that payment. Amounts credited to the Repayments Account shall, at the request of the Oil Company concerned, be repaid direct to a person in the United Kingdom.

Any balance of the payment shall be transferred to a non-interest-bearing account at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office (hereinafter referred to as the Oil Account), and shall be utilised to pay such sums to persons in the United Kingdom as may be necessary to enable the Oil Company concerned to meet its sterling requirements for payments to be made in the United Kingdom. Payments shall only be made from this Account with the prior approval of the National Bank of Roumania and on instructions given by them to the Clearing Office.

There shall be transferred from the Oil Account to the Special Account any amounts standing in the Oil Account at the close of business on the last day of June, September, December and March in any year to the credit of an Oil Company in excess of 25 per cent. of the payments into the Oil Account by that Oil Company during the preceding three months. Sums may also be transferred from the Oil Account to the Special Account at any time at the request of the Oil Companies concerned.

(ii) As regards any payments in respect of the price of Roumanian goods imported into the United Kingdom under the facilities provided by Article 9 of this Agreement the Clearing Office shall pay to the Ordinary Account of the National Bank of Roumania at the Bank of England the percentage to be surrendered in accordance with the provisions of Article 9 (2) and any percentage to be surrendered in accordance with the provisions of any arrangements approved under Article 9 (1). The remainder shall be transferred to a non-interest-bearing account at the Bank of England, in the name of the Controller of the Clearing Office (hereinafter referred to as the Compensation Transactions Account) for distribution in accordance with Article 10 of this Agreement.

(iii) As regards all other payments received in respect of the price of Roumanian goods imported into the United Kingdom :

(a) 20 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account to be opened at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office (hereinafter referred to as the General United Kingdom Account) for distribution in accordance with Article 11 of this Agreement.

(b) 40 per cent. shall be credited to a non-interest-bearing account to be opened at the Bank of England in the name of the Controller of the Clearing Office

(2) Totuși, în măsura în care Oficiul de Clearing va constata că prețul mai sus menționat al oricăror mărfuri, cuprinde o sumă referitoare la navlu, sau alte cheltuieli similare în legătură cu acele mărfuri, Oficiul de Clearing va putea autoriza ca atare sumă să fie scăzută din datoria plătită Oficiului de Clearing, sau va putea restitui această sumă, și această sumă va fi atunci plătită direct exportatorului sau agentului ori reprezentantului său.

Articolul 3.

Toate sumele în lire sterline plătite la Banca Angliei pentru contul Oficiului de Clearing, în legătură cu prețul de mărfuri românești importate în Regatul Unit, vor fi alocate, la intrarea în vigoare a prezentului Acord, de către Oficiul de Clearing, după cum urmează :

(I) În ceea ce privește orice plată pentru o datorie cuvenită oricărei societăți petrolifere românești, în legătură cu importuri de produse petrolifere, Oficiul de Clearing va transfera la un cont nepurtător de dobânzi la Banca Angliei, deschis în numele Directorului Oficiului de Clearing (denumit în cele ce urmează Contul Special), 50% din valoarea plății sau orice proporție mai ridicată ce ar putea fi fixată de comun acord între Banca Națională a României și Oficiul de Clearing.

Din orice sold al unei asemenea plăți, netransferat la Contul Special, Oficiul de Clearing va putea transfera într'un cont nepurtător de dobânzi ce va fi deschis la Banca Angliei în numele Directorului Oficiului de Clearing (denumit în cele ce urmează Contul de Rambursări) o sumă egală cu 30% din acea plată. Sumele creditate la Contul de Rambursări vor fi rambursate direct, la cererea Societății Petrolifere interesate, unei persoane din Regatul Unit.

Orice sold al plății va fi transferat într'un cont nepurtător de dobânzi la Banca Angliei în numele Directorului Oficiului de Clearing Anglo-Român (denumit în cele ce urmează Contul Petrol) și va fi utilizat pentru a plăti către persoane din Regatul Unit sumele ce ar fi necesare pentru a-i permite Societății petrolifere interesate de a acoperi nevoile sale de lire sterline pentru plăți ce trebuiesc făcute în Regatul Unit. Plățile din acest cont vor fi efectuate numai cu aprobarea prealabilă a Băncii Naționale a României și pe baza instrucțiunilor date de aceasta Oficiului de Clearing.

La încheierea operațiunilor din ultima zi a lunilor Iunie, Septembrie, Decembrie și Martie ale oricărui an, se vor transfera din Contul Petrol la Contul Special orice sume aflătoare în Contul Petrol la creditul unei societăți petrolifere, ce depășesc 25% din sumele vărsate în Contul Petrol de acea Societate Petroliferă în cursul celor 3 luni precedente.

De asemenea, în orice moment, vor putea fi virate sume din Contul Petrol în Contul Special, la cererea Societăților petrolifere interesate.

(II) În ceea ce privește orice plăți în legătură cu prețul de mărfuri românești importate în Regatul Unit în conformitate cu înlesnirile prevăzute la art. 9 al prezentului Acord, Oficiul de Clearing va vărsa în Contul Ordinar al Băncii Naționale a României la Banca Angliei procentul ce urmează a fi cedat în conformitate cu prevederile art. 9 (2) și orice procent ce urmează a fi cedat în conformitate cu dispozițiunile oricăror aranjamente aprobate conform art. 9 (1). Soldul va fi transferat într'un cont nepurtător de dobânzi la Banca Angliei în numele Directorului Oficiului de Clearing (denumit în cele ce urmează Contul Operațiuni în Compensație) pentru a fi distribuit în conformitate cu art. 10 al prezentului Acord.

(III) În ceea ce privește orice alte plăți primite în legătură cu prețul de mărfuri românești importate în Regatul Unit.

a) 20% vor fi creditate într'un cont nepurtător de dobânzi ce va fi deschis la Banca Angliei în numele Directorului Oficiului de Clearing Anglo-Român (denumit în cele ce urmează Contul General Regatul Unit) pentru a fi distribuite în conformitate cu art. 11 al prezentului Acord ;

b) 40% vor fi creditate la un cont nepurtător de dobânzi ce va fi deschis la Banca Angliei în numele Directorului Oficiului de Clearing (denumit în cele ce urmează

(hereinafter referred to as the United Kingdom Goods Account) for distribution in accordance with Article 12 of this Agreement.

(c) 40 per cent. shall be transferred to the Special Account.

Article 4.

On and after the coming into force of this Agreement the sterling paid or to be paid to the credit of the Special Account shall be distributed by the Clearing Office to non-interest-bearing Sub-Accounts at the Bank of England in the name of the National Bank of Roumania as follows :

(i) To Sub-Account A, £150,000 in the month of September 1938, £62,000 in each month thereafter until the 31st March, 1939, and £80,000 in each month thereafter for distribution in accordance with Article 5. Any deficiency in this allocation shall, to the extent that sterling has been placed at any time at the disposal of the National Bank of Roumania under this Article, notwithstanding that such sterling may have been regarded as a repayment under the provisions of Article 13 (4), be made up by the National Bank of Roumania. If sufficient sterling has not been placed at the disposal of the National Bank of Roumania the deficiency shall be carried forward to and made up in the subsequent month or months after the normal distributions have been made to the Sub-Accounts. This provision may be altered at any time by agreement between the two contracting Governments.

(ii) Thereafter to Sub-Accounts B, D and F £70,000 a month in the proportion of 12 per cent. to Sub-Account B, 55 per cent. to Sub-Account D and 33 per cent. to Sub-Account F. Any deficiency in this allocation shall, to the extent that sterling has been placed at any time at the disposal of the National Bank of Roumania under this Article, notwithstanding that such sterling may have been regarded as a repayment under the provisions of Article 13 (4), be made up by the National Bank of Roumania. If sufficient sterling has not been placed at the disposal of the National Bank of Roumania, the deficiency shall be carried forward to and made up in the subsequent month or months after the normal distributions have been made to the Sub-Accounts.

(iii) The remainder to the Ordinary Account of the National Bank of Roumania at the Bank of England subject to the above provisions relating to the making up of deficiencies.

Article 5.

The balance standing to the credit of Sub-Account A shall be utilised for the following purposes :

(1) £2,500 a month shall be paid to the Ordinary Account of the National Bank of Roumania at the Bank of England.

(2) The remainder shall be utilised for the Public Debt of the Roumanian State and for Loans issued by the Roumanian Monopolies Institute, and for the amounts payable to the Caisse Commune of the pre-War Austro-Hungarian Debts ; this allocation will be used, in accordance with detailed arrangements made or to be made between the Roumanian Government and the Council of Foreign Bondholders, for the payment of (i) 7 ½ per cent. of the contribution payable by Roumania to the above-mentioned Caisse Commune, (ii) payments in respect of securities or other evidences of title which are shown to the satisfaction of the United Kingdom Government to have been on the 4th May, 1936, in the ownership of British holders as hereinafter defined, and (iii) payments due in the United Kingdom in respect of Paying Agents' charges and commissions.

British holders shall mean (a) persons of whatever nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom ; (b) holders of " Sterling Bonds " of the 4 ½ per cent. Loan of 1913, to the extent of their holding ; (c) holders of War Damage Bonds issued to certain Oil Companies who were signatories to Agreements

Contul Mărfuri Regatul Unit) pentru a fi distribuite în conformitate cu art. 12 al prezentului Acord ;

c) 40% vor fi transferate la Contul Special.

Articolul 4.

La și dela intrarea în vigoare a prezentului Acord sterlinele vărsate sau ce vor fi vărsate la Contul Special vor fi distribuite de Oficiul de Clearing în Sub-conturi neputătoare de dobânzi la Banca Angliei, în numele Băncii Naționale a României, după cum urmează :

(I) La Sub-Contul A, £ 150.000 în luna Septembrie 1938, și £ 62.000 în fiecare lună următoare până la 31 Martie 1939, și £ 80.000 în fiecare lună următoare spre a fi distribuite în conformitate cu art. 5.

Orice lipsă înregistrată în această alocare va fi completată de Banca Națională a României în măsura în care sterline au fost oricând puse la dispoziția Băncii Naționale a României, conform acestui articol, independent de faptul că asemenea sterline ar fi fost considerate ca o rambursare conformă dispozițiilor art. 13 (4).

În cazul când sterline suficiente nu au fost puse la dispoziția Băncii Naționale a României, suma ce lipsește va fi reportată și completată în luna sau lunile următoare după ce distribuirile normale în subconturi vor fi fost efectuate.

Această dispozițiune poate oricând fi modificată de comun acord între cele două guverne contractante.

(II) După aceasta, la Sub-Conturile B, D și F £ 70.000 lunar în proporție de 12% la Subcontul B, 55% la Subcontul D, și 33% la Subcontul F.

Orice lipsă înregistrată în această alocare va fi completată de Banca Națională a României în măsura în care sterline au fost oricând puse la dispoziția Băncii Naționale a României, conform acestui articol, independent de faptul că asemenea sterline ar fi fost considerate ca o rambursare conformă dispozițiilor art. 13 (4).

În cazul când sterline suficiente nu au fost puse la dispoziția Băncii Naționale a României suma ce lipsește va fi reportată și completată în luna sau lunile următoare după ce distribuirile normale în subconturi vor fi fost efectuate.

(III) Soldul la contul ordinar al Băncii Naționale a României la Banca Angliei sub rezerva dispozițiilor susmenționate referitoare la completarea lipsurilor.

Articolul 5.

Soldul aflător la creditul Subcontului A va fi utilizat pentru scopurile ce urmează :

(1) £ 2.500 lunar vor fi vărsate în contul ordinar al Băncii Naționale a României la Banca Angliei.

(2) Restul va fi utilizat pentru Serviciul Datoriei Publice, a Statului Român și al împrumuturilor emise de Cassa Autonomă a Monopolurilor, precum și pentru sumele de plată Cassei Comune a Datoriilor Austro-Ungare antebelice ; această alocație va fi utilizată conform aranjamentelor detaliate încheiate sau care s'ar încheia între Guvernul Român și Consiliul Purtătorilor de Rentă Străină, pentru plata a I) $7\frac{1}{2}\%$ din rata de plată a României către susmenționata Cassă Comună, II) plăți în legătură cu titluri sau alte creanțe derivând din valori mobiliare ce au fost stabilite de către Guvernul Regatului Unit ca aparținând, la data de 4 Mai 1936, deținătorilor Britanici definiți mai jos, și III) plăți datorate în Regatul Unit în legătură cu spese și comisioane ale Agenților Plătitori.

Prin deținători britanici se va înțelege : a) persoane de orice naționalitate, cu reședința obișnuită sau care își exercită în mod obișnuit activitatea în Regatul Unit ; b) deținătorii de « Sterling Bonds » ale împrumutului de $4\frac{1}{2}\%$ din 1913, în măsura deținerii lor ; c) deținătorii de Obligațiuni pentru Despăgubiri de războiu, emise unor

made between those Companies and the Roumanian Government in London on the 1st November, 1926, or in Paris on the 10th December, 1934, to the extent of their holdings of War Damage Bonds issued to them and to which those Agreements relate ; (d) British subjects wherever resident, and corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom, or of any other territory under the Sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate and Governments and public authorities in those territories ; and (e) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid.

Article 6.

The balance standing to the credit of Sub-Account B shall be utilised for payments in respect of outstanding short-term banking credits and bank debts in accordance with such arrangements as exist, or as may be made, between the National Bank of Roumania and the Joint Committee of British Short-Term Creditors.

Article 7.

(1) Sums standing to the credit of Sub-Account D shall be utilised in the first place for the payment of debts due before the 1st August, 1935 (including interest due thereon), from persons in Roumania to persons in the United Kingdom in respect of the sale of any goods (hereinafter referred to as outstanding trade debts). Sterling shall be allocated for payment of the debts to which this paragraph applies at the Roumanian official rate of exchange prevailing at the date of allocation, together with a premium on that rate which shall not exceed 38 per cent.

(2) When the balance in Sub-Account D exceeds the amount necessary to pay the outstanding trade debts in respect of which debtors in Roumania have deposited lei with the National Bank of Roumania for transfer, that balance shall be available for the payment of any debts due to persons in the United Kingdom in respect of the price of United Kingdom goods imported into Roumania before the coming into force of this Agreement.

(3) Payments under this Article shall be made in respect of the whole or part of a debt to the extent to which the debtor provides lei for the purpose, so far as possible in chronological order of due date.

(4) The Clearing Office shall require a declaration to be made by a person in the United Kingdom before any payment is made to him in respect of a debt to be paid through Sub-Account D, that the amount is due to him from the debtor named and has not been paid.

Article 8.

The balance standing to the credit of Sub-Account F shall be utilised for the purchase of United Kingdom goods on the part of the Roumanian Government.

Article 9.

(1) Such facilities as may be granted in Roumania for the special exportation of goods to provide foreign exchange for the settlement of outstanding trade debts or for the importation of goods into Roumania shall be available for payment to persons in the United Kingdom in respect of outstanding trade debts or in respect of the supply of goods on terms not less favourable than those granted for similar payments to persons in any other foreign country. In so far as the facilities apply to the export of goods to the United Kingdom, the arrangements shall be subject to the approval of both contracting Governments.

(2) The special approval of the Government of the United Kingdom will not be required for the export of goods specified in the Annex to this Agreement which are exported from Roumania

anumite Societăți Petrolifere, care erau semnate la Acorduri încheiate între Guvernul Român și acele Societăți la Londra la 1 Noembrie 1926, sau la Paris la 10 Decembrie 1934, în măsura deținerii lor de obligațiuni pentru Despăgubiri de Războiu, emise lor, și la care se referă acele Acorduri; *d*) supuși britanici cu reședința în orice țară sau societățile înregistrate prin sau sub legile Regatului Unit, sau ale oricărui teritoriu, sub suveranitatea Majestății Sale Regelui Mării Britanii, Irlandei, și Dominioanelor Britanice de peste Mări, Impărat al Indiei, sau suveranitatea, protectoratul sau mandatul Majestății Sale și al Guvernelor și autorităților publice din acele teritorii, și *e*) persoane sub protectoratul Majestății Sale, cu reședința obișnuită, sau exercitând în mod obișnuit activitatea lor în Regatul Unit sau în oricare altul din teritoriile susmenționate.

Articolul 6.

Soldul aflător la creditul Sub-Contului B va fi utilizat pentru plăți în legătură cu credite bancare pe termen scurt, exigibile și datorii bancare, în conformitate cu aranjamentele existente sau ce ar putea fi făcute între Banca Națională a României și Comitetul Reunit al Creditorilor Britanici pe Termen Scurt.

Articolul 7.

(1) Sumele aflătoare la creditul Sub-Contului D vor fi utilizate în primul rând pentru plata datoriilor scadente înainte de 1 August 1935 (inclusiv dobânzile aferente) ale persoanelor din România către persoane din Regatul Unit, în legătură cu vânzarea de mărfuri de orice fel (denumite în cele ce urmează datorii comerciale arierate). Sumele în sterline vor fi alocate pentru plata datoriilor la care se referă articolul de față, la cursul oficial al schimbului în România, în vigoare la data alocării, plus o primă calculată la acel curs, al cărei quantum nu va depăși 38 %.

(2) Când soldul Sub-Contului D depășește suma necesară pentru plata datoriilor comerciale arierate, în legătură cu care debitorii din România au depus lei la Banca Națională a României spre a fi transferați, acest sold va fi disponibil pentru plata oricăror datorii către persoane din Regatul Unit, în legătură cu prețul de mărfuri din Regatul Unit, importate în România înaintea intrării în vigoare a prezentului Acord.

(3) Plățile la care se referă Articolul de față vor fi făcute pentru totalul sau o parte a datoriei, în limita leilor depuși de debitor pentru acest scop și pe cât posibil în ordinea cronologică a scadențelor.

(4) Oficiul de Clearing va cere o declarație, ce trebuie făcută de o persoană din Regatul Unit, înainte de a i se face orice plată în legătură cu o datorie plătită prin Sub-Contul D, că suma îi este datorată de debitorul numit și că nu i-a fost achitată.

Articolul 8.

Soldul aflător la creditul Sub-Contului F, va fi utilizat pentru cumpărarea de mărfuri din Regatul Unit de către Guvernul Român.

Articolul 9.

(1) Înlesnirile ce ar fi acordate în România pentru exportul special de mărfuri, în vederea procurării de devize pentru lichidarea de datorii comerciale arierate sau pentru importul de mărfuri în România, se vor acorda pentru plăți către persoane din Regatul Unit, pentru datorii comerciale arierate sau pentru furnizarea de mărfuri, în condițiuni nu mai puțin favorabile ca acele acordate pentru plăți similare către persoane în orice altă țară străină. În măsura în care aceste înlesniri privesc exportul de mărfuri în Regatul Unit, aranjamentele vor fi supuse aprobării ambelor Guverne contractante.

(2) Aprobarea specială a Guvernului Regatului Unit nu va fi necesară pentru exportul mărfurilor specificate în Anexa prezentului Acord, care sunt exportate din România, pentru a permite

in order to provide payment to persons in the United Kingdom under the arrangements set forth in Article 10 of this Agreement and subject to the obligation to surrender the percentage, if any, of the sterling proceeds that is specified in the Annex.

(3) The list of goods and the percentages of sterling set out in the Annex may be modified by agreement between the two contracting Governments, and such modifications may be made so as to come into operation on the first day of any month.

Article 10.

(1) All amounts credited to the Compensation Transactions Account in accordance with Article 3 (*ii*) shall be recorded in the books of the Clearing Office in separate Sub-Accounts in the names of the persons or banks in Roumania respectively nominated at the time of payment as the beneficiaries in respect of the corresponding payments made to the Bank of England. Subject to the provisions of paragraph (2) of this Article, payment shall be made from the Compensation Transactions Account at the sole request of such persons or banks in Roumania or of their nominees to the extent of the amounts standing to the credit of their respective Sub-Accounts.

(2) Of the amounts credited to each Sub-Account in accordance with paragraph (1) of this Article, 50 per cent. shall be available for payments to persons in the United Kingdom in respect of goods grown, produced or manufactured in the United Kingdom and exported to Roumania, and 50 per cent. shall be available for payments to persons in the United Kingdom in respect of any goods imported into Roumania, provided that the debt in respect of which any such payment is made is due to a person in the United Kingdom.

(3) Any sum standing to the credit of a Sub-Account of the Compensation Transactions Account may, at the request of the person or bank in whose name such sum is recorded in accordance with paragraph (1) of this Article, be surrendered to the Special Account.

(4) Notwithstanding the provisions of Article 3 (*ii*) and of paragraphs (1) and (2) of this Article, if the two contracting Governments approve an arrangement under which the sterling proceeds of a special export of Roumanian goods to the United Kingdom may be devoted to the payment of debts other than debts for the supply of goods to Roumania, the sterling proceeds shall be paid to the Bank of England for the account of the Clearing Office, and shall be allocated for utilisation for the purposes specified in the documents approving the special export.

(5) A copy of the export declaration made to the National Bank of Roumania in the case of the export of goods from Roumania under the provisions of Article 9 shall accompany such goods imported into the United Kingdom. The said export declaration should be attached to the form used for making payment to the Bank of England in accordance with Article 2 or forwarded direct to the Clearing Office.

Article 11.

(1) All amounts credited to the General United Kingdom Account in accordance with Article 3 (*iii*) (*a*) shall be recorded in the books of the Clearing Office in separate Sub-Accounts in the names of the beneficiaries nominated (at the time of payment) in respect of the corresponding payments made to the Bank of England. The beneficiaries so nominated shall be the banks in Roumania whose signatures are known to the Clearing Office, or, by arrangement with the Clearing Office, persons in Roumania other than such banks. Subject to the provisions of paragraph (2) of this Article payment shall be made from the General United Kingdom Account at the sole request of such persons or banks in Roumania or of their nominees to the extent of the amounts standing to the credit of their respective Sub-Accounts.

(2) Sums standing to the credit of the Sub-Accounts opened under the preceding paragraph shall be available for any payment in the United Kingdom by a person in Roumania to a person in the United Kingdom.

(3) Any sum standing to the credit of a Sub-Account of the General United Kingdom Account may, at the request of the person or bank in whose name such sum is recorded in accordance with paragraph (1) of this Article, be surrendered to the Special Account.

plăți către persoane în Regatul Unit, în conformitate cu dispozițiunile stabilite în art. 10 al prezentului Acord și sub rezerva obligațiunii de a ceda procentul din produsul în sterline dacă un asemenea procent este specificat în Anexă.

(3) Lista mărfurilor și procentele de sterline stabilite în Anexă pot fi modificate prin Acord între cele două Guverne contractante, iar asemenea modificări vor fi astfel făcute încât să intre în vigoare în prima zi a oricărei luni.

Articolul 10.

(1) Toate sumele creditate la Contul Operațiuni în Compensație conform cu art. 3 (II) vor fi trecute în registrele Oficiului de Clearing în Sub-Conturi separate pe numele persoanelor sau băncilor în România, indicate respectiv în momentul vărsământului ca beneficiari ai vărsămintelor corespunzătoare făcute la Banca Angliei. Sub rezerva dispozițiunilor paragrafului (2) ar articolului de față, plățile se vor face din Contul Operațiuni în Compensație numai la cererea acestor persoane sau bănci din România sau a celor numiți de ele, în limita sumelor aflătoare la creditul subconturilor lor respective.

(2) Din sumele creditate la fiecare sub-cont, conform paragrafului (1) al articolului de față 50 % va fi disponibil pentru plăți către persoane în Regatul Unit, în legătură cu mărfuri cultivate, produse sau fabricate în Regatul Unit și exportate în România, și 50 % va fi disponibil pentru plăți către persoane în Regatul Unit în legătură cu orice mărfuri importate în România sub rezerva că datoria pentru care se va face o asemenea plată să fie datorată unei persoane în Regatul Unit.

(3) Orice sumă aflătoare la creditul unui sub-cont al Contului Operațiuni în Compensație, poate fi cedată la Contul Special la cererea persoanei sau băncii, în numele căreia asemenea sume sunt trecute în conformitate cu paragraful (1) al articolului de față.

(4) Dacă independent de dispozițiunile Articolului 3 (II) și paragrafelor (1) și (2) ale articolului de față, cele două Guverne contractante aprobă un aranjament în baza căruia produsul în sterline al unui export special de mărfuri românești, în Regatul Unit, poate fi destinat la plata de datorii altele decât datoriile pentru furnizarea de mărfuri în România, produsul în sterline va fi plătit la Banca Angliei pentru Contul Oficiului de Clearing și va fi alocat spre utilizare pentru scopurile specificate în documentele aprobând exportul special.

(5) O copie după declarația de export făcută către Banca Națională a României pentru exporturile de mărfuri din România, în conformitate cu dispozițiunile articolului 9, va însoți asemenea mărfuri importate în Regatul Unit. Susmenționata declarație de export trebuie anexată formularului întrebuițat pentru efectuarea plății la Banca Angliei, conform articolului 2 sau remisă direct Oficiului de Clearing.

Articolul 11.

(1) Toate sumele creditate la Contul General Regatul Unit, în conformitate cu articolul 3 (III) (a) vor fi trecute în registrele Oficiului de Clearing în subconturi separate, în numele beneficiarilor indicați (în momentul vărsământului) în legătură cu vărsămintele corespunzătoare făcute la Banca Angliei. Beneficiarii astfel indicați vor fi băncile în România, ale căror semnături sunt cunoscute de Oficiul de Clearing, sau prin aranjament cu Oficiul de Clearing, persoane în România atele decât asemenea bănci. Sub rezerva dispozițiunilor paragrafului (2) al articolului de față plățile din Contul General Regatul Unit se vor face numai la cererea unor asemenea persoane sau bănci în România sau a celor numiți de ele, în limita sumelor aflătoare la creditul subconturilor lor respective.

(2) Sumele aflătoare la creditul subconturilor deschise în conformitate cu paragraful precedent vor fi disponibile pentru orice fel de plăți în Regatul Unit de către o persoană din România către o persoană din Regatul Unit.

(3) Orice sumă aflătoare la creditul unui subcont al Contului General Regatul Unit, poate fi cedată la Contul Special la cererea persoanei sau Băncii, în numele căreia asemenea sume sunt trecute în conformitate cu paragraful (1) al acestui articol.

Article 12.

(1) All amounts credited to the United Kingdom Goods Account in accordance with Article 3 (iii) (b) shall be recorded in the books of the Clearing Office in separate Sub-Accounts in the names of the beneficiaries nominated (at the time of payment) in respect of the corresponding payments made to the Bank of England. The beneficiaries so nominated shall be the banks in Roumania whose signatures are known to the Clearing Office, or, by arrangement with the Clearing Office, persons in Roumania other than such banks. Subject to the provisions of paragraph (2) of this Article payment shall be made from the United Kingdom Goods Account at the sole request of such persons or banks in Roumania or of their nominees to the extent of the amounts standing to the credit of their respective Sub-Accounts.

(2) Sums standing to the credit of the Sub-Accounts opened under the preceding paragraph shall be utilised only for payments to persons in the United Kingdom in respect of goods grown, produced or manufactured in the United Kingdom and exported or to be exported to Roumania.

(3) Any sums standing to the credit of a Sub-Account of the United Kingdom Goods Account may, at the request of the person or bank in whose name such sum is recorded in accordance with paragraph (1) of this Article, be surrendered to the Special Account.

(4) Import licences shall be granted for the import of United Kingdom goods into Roumania to the extent necessary to utilise in full for the purchase of United Kingdom goods the sterling made available under the provisions of this Agreement for the purchase of such goods. The grant of import licences shall be so administered as not to vary to a substantial extent between different classes of imports of United Kingdom goods the relative proportions in which these classes of goods were imported into Roumania in the years 1933-35.

Article 13.

(1) (i) Notwithstanding the provisions of Article 1 of this Agreement, accounts opened under the Agreements abrogated under that Article shall be regarded as having been opened under this Agreement.

(ii) The balances standing at the close of business on the day preceding the date of the coming into force of this Agreement to the credit of the accounts referred to in the preceding paragraph shall be disposed of in the following manner :

(a) Any balance standing to the credit of Sub-Account C opened under Article IV (i) of the Anglo-Roumanian Payments (Technical) Agreement of the 30th May, 1936 (hereinafter referred to as the Technical Agreement), shall be transferred to Sub-Account F.

(b) Any balance standing to the credit of Sub-Account E opened under Article IV (i) of the Technical Agreement shall be transferred to Sub-Account D.

(c) Any balance standing to the credit of the General Trade Account opened under Article 5 of the Anglo-Roumanian Payments (Amendment) Agreement of the 27th May, 1937, shall be at the free disposal of the National Bank of Roumania.

(d) Any balance standing to the credit of any other account opened under the Agreements abrogated under Article 1 of this Agreement shall be applied as though it had been allocated or distributed to that Account under the provisions of this Agreement.

(iii) For the purposes specified in paragraph 1 (ii) (a) (b) and (c) of this Article, allowance shall be made for sums in course of allocation, distribution or payment at, and for advices of payment issued before, the coming into force of this Agreement.

(2) Any surplus on Sub-Account A on the last day of the months of November, February, May and August shall, with the approval of the Clearing Office and the National Bank of Roumania, be transferred to Sub-Account F. A surplus shall not be deemed to arise on Sub-Account A until the balance on the Sub-Account is sufficient to cover the requirements of that Sub-Account for

Articolul 12.

(1) Toate sumele creditate la Contul Mărfuri Regatul Unit în conformitate cu articolul 3 (III) (b) vor fi trecute în registrele Oficiului de Clearing în Subconturi separate, în numele beneficiarilor indicați (în momentul vărsământului) în legătură cu vărsămintele corespunzătoare făcute la Banca Angliei. Beneficiarii astfel indicați vor fi băncile în România ale căror semnături sunt cunoscute de Oficiul de Clearing, sau prin aranjament cu Oficiul de Clearing, persoane în România altele decât asemenea bănci. Sub rezerva dispozițiilor paragrafului (2) al articolului de față, plățile din Contul Mărfuri Regatul Unit se vor face numai la cererea unor asemenea persoane sau bănci în România sau a celor numiți de ele, în limita sumelor aflătoare la creditul subconturilor lor respective.

(2) Sumele aflătoare la creditul subconturilor deschise în conformitate cu paragraful precedent vor fi utilizate numai pentru plăți către persoane din Regatul Unit în legătură cu mărfuri cultivate, produse sau fabricate în Regatul-Unit și exportate sau care vor fi exportate în România.

(3) Orice sumă aflătoare la creditul unui subcont al Contului Mărfuri Regatul Unit, poate fi cedată la Contul Special la cererea persoanei sau băncii, în numele căreia asemenea sumă este trecută în conformitate cu paragraful (1) al acestui articol.

(4) Se vor acorda autorizații de import pentru importul de mărfuri din Regatul Unit în România, în măsura necesară, pentru utilizarea integrală, pentru cumpărări de mărfuri din Regatul Unit, a sterlinelor disponibile, rezultând din dispozițiunile prezentului Acord, pentru cumpărări de asemenea mărfuri.

Eliberarea autorizațiilor de import va fi astfel administrată, încât să nu modifice în mod substanțial diferitele categorii de mărfuri importate din Regatul Unit, față de proporțiile respective în care aceste categorii de mărfuri au fost importate în România în anii 1933-1935.

Articolul 13.

1. (I). Independent de dispozițiunile articolului 1 al prezentului Acord, conturile deschise în conformitate cu Acordurile abrogate prin acel articol vor fi considerate ca fiind deschise conform prezentului Acord.

(II) Soldurile aflătoare la creditul conturilor la care se referă paragraful precedent la încheierea operațiunilor din ziua precedentă datei intrării în vigoare a prezentului Acord, vor fi utilizate după cum urmează :

(a) Orice sold aflător la creditul Subcontului C, deschis conform articolului IV (I) al Acordului de Plăți (Tehnic) Anglo-Român din 30 Mai 1936 (denumit în cele ce urmează Acordul Tehnic) va fi transferat la Subcontul F.

(b) Orice sold aflător la creditul subcontului E deschis conform articolului IV (I) al Acordului Tehnic va fi transferat la Subcontul D.

(c) Orice sold aflător la creditul Contului Comerț General deschis conform art. 5 al Acordului de Plăți Anglo-Român (Modificator) din 27 Mai 1937 va fi lăsat la libera dispoziție a Băncii Naționale a României.

(d) Orice sold aflător la creditul oricărui alt cont deschis în conformitate cu Acordurile abrogate conform art. 1 al acestui Acord va fi utilizat ca și cum ar fi fost alocat sau distribuit aceluși cont conform dispozițiilor prezentului Acord.

(III) Pentru scopurile specificate în paragraful 1 (II) (a), (b) și (c) al acestui articol se va ține seamă de sumele în curs de alocare, distribuire sau plată la data intrării în vigoare a Acordului de față, precum și de avizele de plată emise înaintea intrării în vigoare a Acordului de față.

(2) În ultima zi a lunilor Noemvrie, Februarie, Mai și August, orice surplus în Subcontul A va fi transferat la Subcontul F, cu aprobarea Băncii Naționale a României și a Oficiului de Clearing. Nu se va considera că există un surplus la Subcontul A, decât dacă suma din Subcont este suficientă pentru a acoperi nevoile aceluși subcont pe cele trei luni următoare, evaluate de Oficiul de Clearing

the three following months as estimated by the Clearing Office in agreement with the National Bank of Roumania. This provision shall be subject to amendment by agreement between the Clearing Office and the National Bank of Roumania in the event of it being deemed necessary by either party to make further provision for payments from Sub-Account A.

(3) If any amount which has been allocated to any of the Sub-Accounts of the Special Account is, in the opinion of the Clearing Office and the National Bank of Roumania, not required (or is not immediately required) for the purposes to which it has been allocated, such amount may, by agreement between the Clearing Office and the National Bank of Roumania, be re-allocated (subject to such provisions, if any, for subsequent restoration as may be agreed) to any of the other Sub-Accounts.

(4) The National Bank of Roumania may make advances to the Sub-Accounts of the Special Account to be repaid when and to the extent that the National Bank of Roumania and the Clearing Office are satisfied that an available surplus exists on the relative Sub-Account. Any sum in excess of £250,000 a year received by the National Bank of Roumania in accordance with the provisions of Articles 3 and 4 of this Agreement shall, however, be regarded as a repayment of advances which have already been made to the Sub-Accounts of the Special Account under the Supplementary Payments Agreement of the 25th February, 1938, or of any advances made under this Article, to the extent of any such excess.

Article 14.

(1) A creditor in the United Kingdom in respect of a debt to which Article 7 applies shall be entitled to require the debtor in Roumania to keep deposited in a blocked account opened in the creditor's name in a bank in Roumania to be designated by the creditor an amount in lei corresponding to the amount of the debt calculated on the basis of the Roumanian official rate of exchange adjusted to allow for the premium at which sterling is sold by the National Bank of Roumania or such other rate as may be applicable in accordance with the provisions of Article 7 (1).

(2) In the case of decease of, insolvency of, or composition with a Roumanian debtor, the monies payable in respect of a debt to which Article 7 applies shall be eligible for transfer in the same manner as the original debt.

If the payment is due to the United Kingdom Export Credits Guarantee Department the production of a certificate from that Department shall be accepted by the National Bank of Roumania as proof that the money is due to that Department in respect of a debt to which Article 7 applies.

Article 15.

If a Roumanian debtor is unable to produce the documents required by the National Bank of Roumania to establish the existence of a trade debt, the National Bank of Roumania shall, on receipt of a declaration of the creditor containing particulars of the debt, make such investigation of the books of the debtor as may be necessary to establish the existence and the nature of the debt.

Article 16.

(1) The National Bank of Roumania shall require all persons in Roumania from whom amounts are due to persons in the United Kingdom to make payment in lei to the National Bank of Roumania within the limit of the sums available on each of the Sub-Accounts of the Special Account. For this purpose debts expressed in currencies other than lei shall be converted at the Roumanian official rate of exchange adjusted to allow for the premium at which sterling is sold by the National Bank of Roumania. In the case of outstanding trade debts, such premium shall be in accordance with the provisions of Article 7 (1).

(2) A debtor in Roumania shall not be discharged from his liability in respect of any debt until the creditor has been paid in full in the currency in which the debt was contracted.

Article 17.

(1) The Clearing Office shall notify the National Bank of Roumania daily of payments made into the Special Account, the General United Kingdom Account, the United Kingdom Goods

de acord cu Banca Națională a României. Această dispozițiune va putea fi modificată prin înțelegere între Banca Națională a României și Oficiul de Clearing în cazul când una din părțile va considera că este necesar de a se stabili prevederi suplimentare pentru plățile din Subcontul A.

(3) Dacă o sumă oarecare ce a fost alocată unuia dintre Subconturile Contului Special nu este, după părerea Băncii Naționale a României și a Oficiului de Clearing, necesară (sau nu este imediat necesară) pentru scopurile pentru care a fost alocată, o asemenea sumă poate fi realocată la oricare din celelalte subconturi prin înțelegere între Banca Națională a României și Oficiul de Clearing (sub rezerva dispozițiilor ce s'ar conveni prevăzând restituirea ulterioară, dacă asemenea dispozițiuni ar exista).

(4) Banca Națională a României poate face avansuri la Subconturile Contului Special, care vor fi restituite în momentul și în măsura în care Banca Națională a României și Oficiul de Clearing sunt de acord că un surplus disponibil există în Subcontul respectiv. Orice sumă ce depășește £ 250.000 anual primită de Banca Națională a României în conformitate cu dispozițiunile articolelor 3 și 4 ale prezentului Acord va fi însă considerată ca o rambursare a avansurilor ce au fost anterior făcute Subconturilor Contului Special, conform dispozițiilor Acordului Suplimentar de Plăți Modificator din 25 Februarie 1938, sau a oricăror avansuri făcute conform prezentului articol, în limita acestei depășiri.

Articolul 14.

(1) Un creditor din Regatul Unit în legătură cu o datorie la care se referă articolul 7 va fi îndreptățit să ceară debitorului din România să țină în depozit într'un cont blocat, deschis în numele creditorului la o bancă din România indicată de creditor, o sumă în lei echivalentă cu contravaloarea datoriei calculată pe baza cursului oficial al schimbului în România, modificat pentru a ține seama de prima valutară percepută de Banca Națională a României la vânzările de lire sterline sau orice alt curs ce poate fi aplicat conform dispozițiilor articolului 7 (1).

(2) În caz de deces, faliment sau concordat al unui debitor român, sumele de plată în legătură cu o datorie la care se referă articolul 7, vor fi admise la transfer în același fel ca și datoria inițială.

Dacă plata este datorată lui « United Kingdom Export Credits Guarantee Department », prezentarea unui certificat dela acest Department va fi acceptată de Banca Națională a României, drept dovadă că banii sunt datorăți acelui Department în legătură cu o datorie la care se referă articolul 7.

Articolul 15.

Dacă un debitor român nu are posibilitatea să prezinte documentele cerute de Banca Națională a României, pentru a stabili existența unei datorii comerciale, Banca Națională a României, după primirea unei declarații din partea creditorului, conținând detalii asupra datoriei, va face cercetările în registrele debitorului, necesare pentru a stabili existența și natura datoriei.

Articolul 16.

(1) Banca Națională a României va cere tuturor persoanelor în România, care datoresc sume către persoane din Regatul-Unit să facă plata în lei Băncii Naționale a României, în limita sumelor disponibile în fiecare din Subconturile Contului Special. În acest scop, datoriile libelate în alte monede decât lei, vor fi convertite la cursul oficial al schimbului în România, modificat, pentru a ține seamă de prima valutară percepută de Banca Națională a României la vânzările de lire sterline. În cazul datoriilor comerciale, arierate, această primă va fi în conformitate cu dispozițiunile articolului 7 (1).

(2) Un debitor în România nu va fi liberat de obligația sa în legătură cu orice datorie până când creditorul nu a fost complet achitat în moneda în care datoria a fost contractată.

Articolul 17.

(1) Oficiul de Clearing va aviza zilnic Băncii Naționale a României vărsămintele efectuate în Contul Special, în Contul General Regatul Unit, în Contul Mărfuri Regatul Unit, în Contul

Account, the Repayments Account, the Oil Account and the Compensation Transactions Account. The notifications shall be accompanied by such details as have been or may be agreed upon by the Clearing Office and the National Bank of Roumania.

(2) The Clearing Office shall also advise the National Bank of Roumania of the transfers made from the Special Account to the various Sub-Accounts of that Account and of the amounts credited to the Ordinary Account of the National Bank of Roumania at the Bank of England in accordance with Articles 3 and 4.

(3) On receipt of the notifications mentioned in paragraphs (1) and (2) of this Article, the National Bank of Roumania shall immediately pay to the person entitled thereto, in accordance with the laws in force in Roumania, the amount in lei corresponding to each payment or payments made into the Special Account or the Ordinary Account of the National Bank of Roumania.

Article 18.

(1) The National Bank of Roumania shall furnish the Clearing Office with particulars of payments to be made from the various Sub-Accounts of the Special Account and from the Oil Account, and will authorise the Bank of England to transfer the necessary amounts from these Sub-Accounts to the Clearing Office. The advices of payments shall in the case of trade debts include the name and address of the debtor in Roumania, the name and address of the creditor in the United Kingdom, where possible the name and address of any bank in the United Kingdom which has sent documents for collection, and that bank's remittance number, the amount of the debt, the rate used for conversion in cases of debts expressed in currencies other than sterling, and the amount of the payment.

(2) In the case of goods exported from the United Kingdom to Roumania on or after the 1st June, 1936, the provisions of Articles 7 (2), 8 and 12 (2) of this Agreement shall apply only to debts in respect of goods accompanied by a Certificate of a United Kingdom Chamber of Commerce (or other body authorised by the United Kingdom Government), to the effect that the goods have been produced or manufactured in the United Kingdom.

(3) There shall be attached to the advices of payments issued under Articles 7 (2) and 8 of this Agreement and to the requests for payments made under Article 12 (2) of this Agreement the relative certificates of origin in respect of goods exported on or after the 1st June, 1936, issued by the United Kingdom Chambers of Commerce (or other body authorised by the United Kingdom Government) under paragraph (2) of this Article.

Article 19.

"Persons in the United Kingdom" shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom.

"Persons in Roumania" shall mean persons and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Roumania, and shall include the Government of Roumania and State organisations.

Article 20.

The present Agreement shall come into force on the 12th September, 1938. It may be terminated on the first day of any month by either Government giving notice to the other on or before the first day of the previous month beginning with the 1st May, 1939.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Bucharest, this second day of September, 1938, in English and Roumanian, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland :

(Signed) H. L. FARQUHAR.

For the Government of Roumania :

(Signed) M. CONSTANTINESCU.

de Rambursări, în Contul Petrol și în Contul Operațiuni în Compensație. Avizele vor cuprinde detaliile convenite între Banca Națională a României și Oficiul de Clearing.

(2) Oficiul de Clearing va aviza de asemenea Băncii Naționale a României transferurile efectuate din Contul Special în diferitele subconturi ale aceluși Cont și sumele creditate în Contul Ordinar al Băncii Naționale a României, la Banca Angliei în conformitate cu articolele 3 și 4.

(3) La primirea avizelor menționate în paragrafele (1) și (2) ale acestui articol, Banca Națională a României va plăti imediat persoanei în drept, conform legilor în vigoare în România, contravaloarea în lei a fiecărei sau fiecărui plăți făcute în Contul Special sau în Contul Ordinar al Băncii Naționale a României.

Articolul 18.

(1) Banca Națională a României va comunica Oficiului de Clearing detaliile referitoare la plățile de efectuat din diferitele subconturi ale Contului Special și din Contul Petrol și va autoriza Banca Angliei să transfere la Oficiul de Clearing sumele necesare din subconturi. Avizele de plată vor cuprinde, în cazul datorilor comerciale numele și adresa debitorului din România, numele și adresa creditorului din Regatul Unit, când este posibil numele și adresa oricărei Bănci din Regatul Unit care a trimis documente spre încasare și numărul scrisorii de remitere a băncii respective, suma datoriei, cursul de conversiune în cazul datorilor libelate în alte monete decât lire sterline și suma de plată.

(2) În ceea ce privește mărfuri exportate din Regatul Unit în România la sau după 1 Iunie 1936, dispozițiunile articolului 7 (2), 8 și 12 (2) al prezentului Acord se vor aplica numai la datorii în legătură cu mărfuri însoțite de un certificat al unei Camere de Comerț din Regatul Unit (sau al oricărei alte instituțiuni autorizate de Guvernul Regatului Unit), stabilind că marfurile au fost produse sau fabricate în Regatul Unit.

(3) La avizele de plată emise în conformitate cu articolele 7 (2) și 8 ale prezentului Acord precum și la cererile de plată făcute în conformitate cu art. 12 (2) al prezentului Acord vor fi anexate certificatele de origine respective în legătură cu mărfuri exportate la sau după 1 Iunie 1936, certificate emise de către Camerele de Comerț din Regatul Unit (sau de către orice altă instituțiune autorizată de Guvernul Regatului Unit) în conformitate cu paragraful (2) al acestui articol.

Articolul 19.

Prin «persoane în Regatul Unit» se înțeleg persoane și societăți rezidând în mod obișnuit sau exercitând în mod obișnuit activitatea lor în Regatul Unit.

Prin «persoane în România» se înțeleg persoane sau societăți rezidând în mod obișnuit sau exercitând în mod obișnuit activitatea lor în România, inclusiv Statul Român, precum și organizațiunile Statului (instituțiuni publice).

Articolul 20.

Prezentul Acord va intra în vigoare la 12 Septembrie 1938. El va putea lua sfârșit în prima zi a oricărei luni printr'o notificare făcută de oricare dintre Guverne celuilalt Guvern la sau înainte de prima zi a unei precedente cu începere dela 1 Mai 1939.

Drept care subsemnații, deplin autorizați în acest scop de către Guvernele lor respective, au semnat prezentul Acord și i-au aplicat sigiliile lor.

Făcut în dublu exemplar la București în ziua a doua a unei Septembrie 1938, în limbile română și engleză, ambele texte fiind socotite autentice.

Pentru Guvernul Român :
(ss) M. CONSTANTINESCU.

Pentru Guvernul Regatului Unit al Mării
Britanii și Irlandei de Nord :
(ss) H. L. FARQUHAR.

ANNEX.

LIST OF GOODS, WITH PERCENTAGES OF STERLING PROCEEDS, TO WHICH ARTICLE 9
OF THE PAYMENTS AGREEMENT APPLIES.

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds
		Per cent
75, 77-81	Skins with fur, raw or dressed	30
178	Pig and horse hair	30
179	Cattle hair	30
307-309	Lucern, trefoil seeds, and seeds of other forage plants (with the exception of vetch)	30
316	Hemp seeds	30
321-322	Mustard and poppy seeds	30
394	Walnuts, unshelled, shelled, and chopped	30
728	Waste from the spinning of hemp and jute	30
1000	Pitch	30
1014	Petroleum coke	30
44	Trussed poultry	25
258-260	Buttons of bone, horn, hoofs or corozzo	25
328	Soya bean oil	25
334-336	Sunflower oil, linseed oil and rapeseed oil	25
340-341	Pumpkin oil and castor oil	25
447	Molasses	25
867	Pyrites	25
1028	Manganese	25
40	Preserved meat of all kinds hermetically packed	20
67-69	Crayfish, snails, caviar	20
104	Cured skin parings	20
151-158	Woollen tissues	20
192-193	Felt hats	20
206-211	Silk tissues	20
228	Animal gut	20
250-252	Down and feathers	20
292	Semolina	20
344-345	Vegetable oil, solidified	20
251	Tomato and pimento purée	20
387	Tobacco and cigarettes	20
471-478	Hemp and linen fabrics	20
518-557	Cotton tissues	20
646	Plywood	20
647-649	Veneer	20
650	Parquet flooring and mouldings	20
730-731	Wood pulp and cellulose	20
732-774	Cardboard and paper (unprinted)	20
775-793	Manufactures of paper and cardboard	20
818-819	Rubber threads	20
824	Insulating tape	20
825	Rubber carpets and mats	20
827	Rubber tubes and pipes	20
831	Rubber footwear	20
832	Rubber heels, soles and horse-shoes	20
ex 886-891	Alabaster and alabaster articles	20
ex 1354	Tin ash (and residues)	20

ANEXA

LISTA MĂRFURILOR CU PROCENTELE DIN SUMA OBȚINUTĂ ÎN LIRE LA CARE SE APLICĂ
ART. 9 DIN PREZENTUL ACORD.

Tarif rom. Nr.	Mărfuri	% in Lstg.
75, 77-81	Piei cu blană, crude sau prelucrate	30
178	Păr de porc și de cal	30
179	Păr de bou	30
307-309	Semințe de lucernă, trifoi și alte semințe furajere (cu excepția măzărichei)	30
316	Semințe de cânepă	30
321-322	Semințe de muștar și mac	30
394	Nuci în coaje, curățate sau sfărâmate	30
728	Deșeuri dela filaturi de cânepă și iută	30
1000	Smoolă	30
1014	Cocs de petrol	30
44	Păsări tăiate	25
258-260	Nasturi de os, corn, copite sau corozo	25
328	Uleiu de soia	25
334-336	Uleiu de floarea soarelui, in și napiță	25
340-341	Uleiu de dovleac și de ricin	25
447	Melasă	25
867	Pirite	25
1028	Manganez	25
40	Conserve de carne de tot felul, în ambalaje hermetice	20
67-69	Raci, malci, icre negre	20
104	Răzături de piei cromate	20
151-158	Țesături de lână	20
192-193	Pălării de păslă	20
206-211	Țesături de mătase	20
228	Mațe de animale	20
250-252	Fulgi, puf, pene	20
292	Griș, arpacaș	20
344-345	Uleiuri vegetale solidificate	20
251	Bulion de pătlăgele și ardei	20
387	Tutun și țigarete	20
471-478	Țesături de cânepă și in	20
518-557	Țesături de bumbac	20
646	Foi de lemn pentru placaje	20
647-649	Placaje	20
650	Parchete și frizuri	20
730-731	Pastă mecanică de lemn și celuloză	20
732-774	Carton și hârtie neimprimate	20
775-793	Confecțiuni de hârtie și carton	20
818-819	Fire de cauciuc îmbrăcate în țesături în fire de cauciuc	20
824	Pânze și panglici izolante	20
825	Covoare și preșuri de cauciuc	20
827	Tuburi și țevi de cauciuc	20
831	Încălțăminte de cauciuc	20
832	Tocuri și tălpi, potcoave de cauciuc	20
ex 886-891	Alabastru și lucrări din alabastru	20
ex 1354	Drojdie și cenușe de cositor	20

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds
		Per cent
ex 1446	Heating apparatus	20
1424-1425	Copper taps and valves	20
1489-1504	Toys	20
1586-1588	Sulphuric and sulphurous acid	20
1597	Caustic soda	20
1612	Carbide	20
1626	Calcium hypochloride	20
1668	Zinc oxides	20
1670-1671	Acetic acid	20
1679	Napthenic acids	20
1680-1682	Alcohols	20
ex 1681	Butanol	20
1687	Acetone	20
1694	Calcium acetate	20
1723	Organic chemical fertilisers	20
1733	Chemicals	20
1760	Lamp black	20
1770	Lead oxides	20
1774	Ultramarine and any other blue colours	20
1778	Pencils	20
33	Fresh meat	15
39	Salami	15
45	Eggs in any form except eggs for hatching	15
105-121	Leather manufactures	15
159-161	" Roumanian " carpets	15
163-177	Knitted-wear of wool	15
216-219	Knitted-wear of artificial silk	15
235	Galalite	15
238	Non-comestible gelatine	15
291	Malt extract	15
419	Dried, smoked or scalded fruit	15
420	Crushed pimentos	15
421-422	Mustard powder and prepared mustard	15
435	Chocolate and manufactures of chocolate	15
592-593	Home woven materials	15
ex 595	Berets	15
616	Woollen clothing	15
620	Artificial flowers	15
621	Flowers and foliage for decorative purposes	15
640	Staves and ends of barrels	15
642(a), 643A	Oak barrels	15
883, 884	Mica in sheets or powder	15
959, 996	Glassware and window glass	15
1049-1050	Iron sheets and galvanised iron sheets	15
1069-1071	Boot and shoe pegs and nails	15
1077-1078	Cast-iron pipes	15
1083-1085	Iron stoves	15
1087-1088	Iron containers	15
1089	Cast-iron articles for sanitary installations, including enamelled articles	15
1093-1094	Ironware	15
1096-1097		
ex 1105	Railway points and crossings	15
1107	Iron tyres for wheels	15
ex 1108	Pairs of wheels	15
ex 1109		

Tarif rom. Nr.	Mărfuri	% in Lstg.
1424-1425	Robinete și ventile din aramă.	20
ex 1446	Aparate autocolor	20
1489-1504	Jucării de copii	20
1586-1588	Acid sulfuric și sulfuros	20
1597	Sodă caustică	20
1612	Carbid	20
1626	Hipoclorit de calciu	20
1668	Oxizi de zinc (alb și gri de zinc)	20
1670-1671	Acid acetic	20
1679	Acizi naftenici	20
1680-1682	Alcooluri	20
ex 1681	Butanol	20
1687	Acetonă.	20
1694	Acetat de calciu	20
1723	Ingrășăminte chimice organice.	20
1733	Produse chimice	20
1760	Negru de fum	20
1770	Oxizi de plumb (minium de plumb și litargă)	20
1774	Ultramarin preparat și orice alte culori albastre	20
1778	Creioane.	20
33	Cărnuri proaspete de măcelărie	15
39	Salam.	15
45	Ouă sub orice formă, afară de ouă pentru clocit	15
105-121	Lucrări din piele de tot felul	15
159-161	Covoare românești	15
163-177	Impletituri din lână	15
216-219	Impletituri din mătase artificială	15
235	Galalit	15
238	Gelatină necomestibilă	15
291	Extract de malț	15
419	Fructe uscate, afumate sau opărite	15
420	Ardei pisat	15
421-422	Muștar în praf și preparat	15
435	Ciocolată și surogate	15
592-593	Tesături naționale	15
ex 595	Bascuri din lână	15
616	Confecțiuni din lână	15
620	Flori artificiale.	15
621	Plante naturale și preparate chimic	15
640	Doage și funduri.	15
642(a)	} Butoaie de stejar	15
643(a)		
883, 884	Mică în foi sau praf	15
959, 996	Sticlărie, geamuri	15
1049-1050	Tablă de fier și tablă galvanizată	15
1069-1071	Cuie de orice fel de cismărie	15
1077-1078	Tuburi din fontă de orice dimensiune	15
1083-1085	Sobe de fier	15
1087-1088	Vase din fontă.	15
1089	Articole de fontă pentru instalații igienice, fie chiar smălțuite	15
1093-1094	} Tucerie	15
1096-1097		
ex 1105	Schimbători și încrucișări de cale	15
1107	Bandage pentru roți	15
ex 1108	} Perechi de roți	15
ex 1109		

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds
		Per cent
1133-1134	Parts (cast and forged)	15
1141	Barrels made of sheet iron	15
1142-3	Stoves	15
1144	Enamelled containers	15
1148	Lanterns and lamps	15
1149	Oil lamp burners	15
1159-1161	Crown corks	15
1165	Iron fasteners	15
1167	Cutlery of iron and steel	15
1232	Textile machinery	15
1286-1288	Perambulators, bicycles and tricycles	15
1328	Lead manufactures	15
1332-1333	Lead pipes	15
1364-1365	Tin pipes	15
1381-1382	Aluminium caps and pipes	15
1400	White metal cutlery	15
1437	Copper fasteners	15
—	Timber	15
10, 11, 13	Lambs, sheep and rams other than Caracul	10
29	Butter	10
30	Edible animal fats (lard, pork fat, etc.)	10
ex 30	Margarine	10
31, 32	Cheese	10
36	Bacon	10
37	Salted or pickled meats or dried meat	10
38	Salted or smoked meat	10
41	Pastes of game, fowl or liver	10
42	Meat extracts	10
ex 42	Comestible gelatine	10
49	Fish, fresh or frozen	10
72, 73	Preserved fish	10
74	Honey	10
122-130	Leather shoes	10
188-189	Felt hat shapes	10
231	Cattle horns	10
272	Glue	10
288	Peas	10
295	Pea flour	10
299	Farinaceous pastes	10
304	Starch	10
305	Gluten	10
347	Onions and garlic	10
348	Potatoes	10
350	Dried vegetables	10
352-353	Preserved vegetables	10
362	Dry sugar-beet pulp	10
365-369	Medicinal plants	10
389-393	Fresh fruit	10
431	Malt extract	10
436-437	Spirits and liqueurs	10
439	"Tuica" and plum brandy	10
443	Beer	10
445	Yeast from beer and alcohol	10
449-460	Sugar and sugar products	10
555-558	Ropes and rope strings	10

Tarif rom. Nr.	Mărfuri	% in Lstg.
1133-1134	Piese turnate și foraje	15
1141	Butoaie din tablă de fier	15
1142-3	Sobe	15
1144	Vase emailate	15
1148	Felinare, lămpi	15
1149	Mașini de lămpi	15
1159-1161	Dopuri « Coroana »	15
1165	Broșe, fermoare din fier	15
1167	Tacâmuri de oțel sau fier	15
1232	Mașini pentru industria textilă casnică	15
1286-1288	Cărucioare, biciclete, triciclete	15
1328	Lucrări din plumb	15
1332-1333	Tuburi din plumb	15
1364-1365	Tuburi din foi de cositor	15
1381-1382	Capsule și tuburi de aluminiu	15
1400	Tacâmuri de alpaca	15
1437	Fermoare din aramă	15
628-639	Cherestea	15
10, 11, 13	Miei, oi, berbeci, afară de cei de rasă karakul	10
29	Unt	10
30	Grăsimi comestibile de natură animală (untură de porc, slănină, osânză)	10
ex 30	Unt artificial	10
31, 32	Brânzeturi	10
36	Bacon	10
37	Cărnuri sărate, murate sau uscate	10
38	Cărnuri și slănină sărate sau afumate	10
41	Paste de vânat, de păsări, de ficat	10
42	Extrase de carne	10
ex 42	Gelatină alimentară	10
49	Pește proaspăt sau congelat	10
71, 73	Peste în conserve	10
74	Miere de albine	10
122-130	Încălțăminte de piele	10
188-189	Clopote de păslă pentru pălării	10
231	Coarne de vite	10
272	Clei	10
288	Mazăre	10
295	Făină de mazăre	10
299	Paste făinoase	10
304	Amidon	10
305	Gluten	10
347	Ceapă și usturoi	10
348	Cartofi	10
350	Legume uscate	10
352-353	Conserve de legume	10
362	Borhot uscat de sfeclă	10
365-369	Plante medicinale	10
389-393	Fructe proaspete	10
431	Extract de malț	10
436-437	Alcooluri și licheururi	10
439	Tuică, slivoviță și alte rachiuuri nedenumite	10
443	Bere	10
445	Drojdie de bere și alcool	10
449-460	Zahăr și zaharicale	10
555-558	Frânghii și sfiori	10

Roumanian Tariff No.	Goods	Percentage of Sterling Proceeds
		Per cent
645	Wooden spokes	10
651	Chair seats and backs	10
655-659	Furniture	10
660-687	Articles of wood	10
ex 714	Broom straw	10
716	Straw brooms	10
834-835	Vulcanised rubber goods for technical, industrial and medical purposes	10
860	Mineral waters	10
861	Salt	10
863-871	Filtering soil.	10
864	Caolin.	10
886-891	Marble and articles of marble.	10
915	Plaster of Paris and lime.	10
917	Talc	10
919	Chalk	10
920	Cement	10
927	Ceramic products	10
930	Tiles	10
998	Natural bitumen	10
1003-1007	Coal, briquettes, etc.	10
1024	Ozocerite	10
1278	Electric bulbs	10
1289	Heavy motor vehicles	10
1312	Locomotives.	10
76	Rabbit and hare skins	Nil
ex 77	Hamster and field mouse skins	Nil
ex 288	Soya beans	Nil
346	Fresh vegetables	Nil
440-441	Wine	Nil
634	Vines for grafting	Nil
689	Shavings in bales	Nil
710, 713, 717	Baskets and rush mats	Nil
1055-1057	Coated iron or steel wire	Nil

The goods specified in this list remain subject to such laws, regulations and other arrangements as are or may be in operation in Roumania and in the United Kingdom with regard to the export and import of the goods in question.

M. CONST.

H. L. F.

Tarif rom. Nr.	Mărfuri	% in Lstg.
645	Spite de lemn	10
651	Funduri și rezemători de scaune.	10
655-659	Mobile	10
660-687	Articole și obiecte din lemn	10
ex 714	Pae de măhuri	10
716	Măhuri de pae	10
834-835	Articole de cauciuc vulcanizat cu întrebuințare tehnică, industrială și medicinală	10
860	Ape minerale	10
861	Sare	10
863-871	Pământ filtrant	10
864	Caolin.	10
886-891	Marmoră și lucrări din marmoră	10
915	Ipsos (gips) și var	10
917	Talc	10
919	Cretă	10
920	Ciment	10
927	Produse ceramice	10
930	Țiglă și olane	10
998	Bitum natural	10
1003-1007	Cărbuni, brichete, etc.	10
1024	Ozocherită	10
1278	Becuri electrice	10
1289	Veichicule grele cu autotracțiune.	10
1312	Locomotive	10
76	Piei cu blană de iepure, etc.	—
ex 77	Piei cu blană de popândău și șoareci de câmp	—
ex 288	Soia	—
346	Legume proaspete	—
440-441	Vin	—
634	Vițe de vie pentru altoit	—
689	Talaje în baloturi	—
710, 713, 717	Coșuri, rogojini	—
1055-1057	Sărmă de fier, sau de oțel, rotundă simplă	—

Notă: Mărfurile specificate în această listă rămân supuse legilor, regulamentelor și altor dispozițiuni ce sunt și vor fi în vigoare în România și Regatul Unit, privitor la exportul și importul mărfurilor în chestiune.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4453. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAIN CONCERNANT LES PAIEMENTS COMMERCIAUX. SIGNÉ A BUCAREST, LE 2 SEPTEMBRE 1938.

Attendu que l'Accord anglo-roumain du 2 mai 1936 concernant les paiements, amendé par l'Accord (amendement) anglo-roumain du 27 mai 1937 concernant les paiements et par l'Accord (supplémentaire) du 25 février 1938 à l'Accord (amendement) sur les paiements établissent une réglementation tendant à faciliter les paiements entre le Royaume-Uni et la Roumanie ; et

Attendu que les gouvernements contractants désirent prendre de nouvelles mesures en vue de faciliter les paiements entre le Royaume-Uni et la Roumanie ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE ROUMANIE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les accords mentionnés dans le préambule du présent accord et les accords techniques conclus entre l'Office de clearing anglo-roumain (désigné ci-après comme l'Office de clearing) et la Banque nationale de Roumanie en vertu des dispositions de ces accords sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après du présent accord, étant entendu, toutefois, que les montants inscrits, au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, dans des comptes ouverts pour les fins spécifiées dans lesdits accords seront utilisés comme il est indiqué à l'article 13 du présent accord et que toute somme dûment payée ou reçue en vertu desdits accords sera considérée comme ayant été valablement payée ou reçue.

Article 2.

(1) Toutes les dettes échues et dues à la date du 10 juin 1936 et toutes les dettes venant à échéance après cette date, qui ont été contractées par des personnes dans le Royaume-Uni envers des personnes résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité commerciale hors du Royaume-Uni et qui représentent le prix de marchandises roumaines importées dans le Royaume-Uni, seront payées en livres sterling à un compte non productif d'intérêts, ouvert auprès de la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing.

Lorsqu'une dette est libellée dans une monnaie autre que la livre sterling, le paiement sera effectué en livres sterling au cours de vente coté à Londres, à la date du paiement, pour les traites à vue libellées dans cette autre monnaie.

Tout paiement effectué en vertu des dispositions du présent article libérera le débiteur du montant correspondant de la dette.

(2) Toutefois, si l'Office de clearing constate que le prix susmentionné de marchandises quelconques comprend un montant afférent aux frais de transport et à d'autres frais analogues ayant trait auxdites marchandises, il pourra autoriser la déduction de ce montant de la dette payable à l'Office de clearing ou effectuer le remboursement du montant en question ; dans ce cas, ledit montant sera payable directement à l'exportateur ou à son mandataire ou représentant.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, toutes les sommes en livres sterling versées à la Banque d'Angleterre pour le compte de l'Office de clearing et représentant le prix d'importations dans le Royaume-Uni de marchandises roumaines seront réparties comme suit par ledit Office :

(i) En ce qui concerne tout paiement afférent à une dette contractée envers une compagnie pétrolière roumaine à raison d'importations de pétrole, l'Office de clearing transférera à un compte non productif d'intérêts, ouvert à la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le « Compte spécial »), 50 % dudit paiement ou telle proportion plus élevée qui pourra être fixée d'un commun accord par l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie.

Sur tout reliquat de ce paiement qui n'aura pas été transféré au Compte spécial, l'Office de clearing pourra transférer à un compte non productif d'intérêts, ouvert à la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le « Compte des remboursements »), un montant égal à 30 % dudit paiement. Les montants portés au crédit du Compte des remboursements seront, à la demande de la compagnie pétrolière intéressée, remboursés directement à une personne dans le Royaume-Uni.

Tout reliquat du paiement sera transféré à un compte non productif d'intérêts, ouvert à la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le « Compte du pétrole »), et sera affecté au versement, à des personnes dans le Royaume-Uni, de telles sommes qui pourront être nécessaires pour permettre à la compagnie pétrolière intéressée de faire face aux paiements qu'elle a à effectuer en livres sterling dans le Royaume-Uni. Des paiements ne pourront être effectués par voie de prélèvement sur ce compte qu'avec l'autorisation préalable de la Banque nationale de Roumanie et sur instructions données par cette dernière à l'Office de clearing.

Les montants figurant, au Compte du pétrole, au crédit d'une compagnie pétrolière à la clôture des opérations le dernier jour de juin, de septembre, de décembre et de mars de chaque année, et dépassant 25 % des sommes versées à ce compte par la compagnie pétrolière en question pendant les trois mois précédents, seront transférés du Compte du pétrole au Compte spécial. Des transferts du Compte du pétrole au Compte spécial pourront également être effectués à tout moment sur la demande des compagnies pétrolières intéressées.

(ii) En ce qui concerne les paiements représentant le prix de marchandises roumaines importées dans le Royaume-Uni en vertu des facilités prévues par l'article 9 du présent accord, l'Office de clearing versera au Compte ordinaire de la Banque nationale de Roumanie auprès de la Banque d'Angleterre le pourcentage qui doit être rétrocédé d'après les dispositions de l'article 9 (2) et tel pourcentage qui doit être rétrocédé d'après les dispositions de tout arrangement approuvé conformément à l'article 9 (1). Le reliquat sera transféré à un compte non productif d'intérêts, ouvert auprès de la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le Compte des opérations de compensation), en vue d'être réparti conformément à l'article 10 du présent accord.

(iii) En ce qui concerne tous autres paiements reçus en vue du règlement du prix de marchandises roumaines importées dans le Royaume-Uni :

a) 20 % seront portés au crédit d'un compte non productif d'intérêts, ouvert auprès de la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le Compte général du Royaume-Uni), en vue d'être répartis conformément à l'article 11 du présent accord ;

b) 40 % seront portés au crédit d'un compte non productif d'intérêts, ouvert à la Banque d'Angleterre au nom du Contrôleur de l'Office de clearing (désigné ci-après comme le Compte de marchandises du Royaume-Uni), en vue d'être répartis conformément à l'article 12 du présent accord ;

c) 40 % seront transférés au Compte spécial.

Article 4.

A partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les sommes en livres sterling déjà versées ou à verser au crédit du Compte spécial seront réparties par l'Office de clearing entre des sous-comptes non productifs d'intérêts, ouverts auprès de la Banque d'Angleterre au nom de la Banque nationale de Roumanie, de la façon suivante :

(i) Au sous-compte A, £150.000 pendant le mois de septembre 1938, £62.000 pendant chaque mois qui suivra jusqu'au 31 mars 1939 et ensuite £80.000 pendant chaque mois, en vue de leur répartition conformément à l'article 5. Toute insuffisance de cette dotation sera comblée par la Banque nationale de Roumanie dans la mesure où des livres sterling auront été mises à sa disposition à un moment quelconque en vertu du présent article, même si ces montants en livres sterling ont été considérés comme un remboursement effectué en vertu des dispositions de l'article 13 (4). Au cas où des sommes suffisantes en livres sterling n'auraient pas été mises à la disposition de la Banque nationale de Roumanie, l'insuffisance sera reportée et comblée pendant le mois ou les mois suivants, après que les répartitions normales auront été effectuées entre les sous-comptes. La présente disposition pourra être modifiée en tout temps par voie d'accord entre les deux gouvernements contractants.

(ii) Ensuite, aux sous-comptes B, D et F, £70.000 par mois à raison de 12 % au sous-compte B, de 55 % au sous-compte D et de 33 % au sous-compte F. Toute insuffisance de cette dotation sera comblée par la Banque nationale de Roumanie, dans la mesure où des livres sterling auront été mises à sa disposition à un moment quelconque en vertu du présent article, même si ces montants en livres sterling ont été considérés comme un remboursement effectué en vertu des dispositions de l'article 13 (4). Au cas où des sommes suffisantes en livres sterling n'auraient pas été mises à la disposition de la Banque nationale de Roumanie, l'insuffisance sera reportée et comblée pendant le mois ou les mois suivants, après que les répartitions normales auront été effectuées entre les sous-comptes.

(iii) Le reliquat, au Compte ordinaire de la Banque nationale de Roumanie auprès de la Banque d'Angleterre, sous réserve des dispositions ci-dessus concernant l'insuffisance des dotations des divers sous-comptes.

Article 5.

Le solde disponible figurant au crédit du sous-compte A sera utilisé pour les fins suivantes :

(1) £2.500 par mois seront versées au compte ordinaire de la Banque nationale de Roumanie auprès de la Banque d'Angleterre ;

(2) Le reliquat sera affecté à la dette publique de l'Etat roumain et aux emprunts émis par l'Institut des Monopoles roumain, ainsi qu'au règlement des sommes à verser à la Caisse commune des dettes austro-hongroises d'avant guerre ; cette dotation sera affectée, selon les modalités détaillées qui ont été ou seront établies d'un commun accord par le Gouvernement roumain et le « Council of Foreign Bondholders », (i) au paiement de 7 ½ % de la contribution à verser par la Roumanie à la Caisse commune susmentionnée ; (ii) aux paiements afférents à des valeurs ou autres titres pour lesquels il sera établi, dans des conditions jugées satisfaisantes par le Gouvernement du Royaume-Uni, qu'à la date du 4 mai 1936 ils étaient la propriété de porteurs britanniques au sens de la définition donnée ci-après ; et (iii) aux paiements dus dans le Royaume-Uni au titre des frais et commissions des agents de paiement.

Par « porteurs britanniques » s'entendent a) les personnes de n'importe quelle nationalité résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité commerciale dans le Royaume-Uni ; b) les porteurs des « obligations sterling » de l'emprunt 4 ½ % 1913, pour le montant des titres qu'ils détiennent ; c) les porteurs d'obligations de dommages de guerre remises à certaines compagnies pétrolières signataires des Accords intervenus entre ces compagnies et le Gouvernement roumain à Londres le 1^{er} novembre

1926 ou à Paris le 10 décembre 1934, pour le montant des obligations de dommages de guerre qui leur ont été remises et auxquelles lesdits accords s'appliquent ; *d*) les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence, ou les sociétés constituées par les lois ou conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté, ainsi que les gouvernements et autorités publiques de ces territoires ; et *e*) les personnes se trouvant sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité commerciale dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des territoires susmentionnés.

Article 6.

Le solde figurant au crédit du sous-compte B sera utilisé pour les paiements afférents à des crédits et dettes bancaires à court terme, conformément aux arrangements qui sont intervenus ou pourront intervenir entre la Banque nationale de Roumanie et le « Joint Committee of British Short-Term Creditors ».

Article 7.

(1) Les sommes figurant au crédit du sous-compte D seront affectées en premier lieu au règlement des dettes échues avant le 1^{er} août 1935 (y compris les intérêts) et contractées par des personnes en Roumanie envers des personnes dans le Royaume-Uni, du fait de la vente de marchandises quelconques (dettes désignées ci-après comme dettes commerciales anciennes). Les livres sterling, pour le règlement des dettes visées par ce paragraphe, seront attribuées aux intéressés au cours officiel roumain du change pratiqué à la date de l'attribution, plus une prime, par rapport à ce cours, qui ne devra pas dépasser 38 %.

(2) Si le solde figurant au sous-compte D dépasse le montant nécessaire pour régler les dettes commerciales anciennes pour lesquelles les débiteurs en Roumanie ont déposé des lei auprès de la Banque nationale de Roumanie, aux fins de transfert, ce solde sera disponible pour le règlement de toutes dettes envers des personnes dans le Royaume-Uni, représentant le prix de marchandises du Royaume-Uni importées en Roumanie avant l'entrée en vigueur du présent accord.

(3) Les paiements prévus par le présent article seront effectués pour la totalité ou pour une partie d'une dette, dans la mesure où le débiteur aura fourni des lei à cet effet, autant que possible dans l'ordre chronologique des échéances.

(4) L'Office de clearing exigera que la personne dans le Royaume-Uni fasse, avant qu'une somme quelconque lui soit versée au titre d'une dette devant être réglée par le sous-compte D, une déclaration portant que le montant lui est dû par le débiteur indiqué et que ce montant n'a pas été payé.

Article 8.

Le reliquat figurant au crédit du sous-compte F sera utilisé pour l'achat de marchandises du Royaume-Uni par le Gouvernement roumain.

Article 9.

(1) Les facilités qui pourront être accordées en Roumanie pour l'exportation spéciale de marchandises destinée à fournir des devises étrangères aux fins de règlement de dettes commerciales anciennes ou pour l'importation de marchandises en Roumanie s'appliqueront aux paiements à effectuer à des personnes dans le Royaume-Uni pour le règlement de dettes commerciales anciennes ou de fournitures de marchandises, selon des conditions qui ne seront pas moins favorables que celles qui seront accordées pour des paiements analogues à effectuer à des personnes dans tout autre

pays étranger. Pour autant que ces facilités s'appliqueront à l'exportation de marchandises à destination du Royaume-Uni, les arrangements en question devront être approuvés par les deux gouvernements contractants.

(2) L'approbation spéciale du Gouvernement du Royaume-Uni ne sera pas requise pour l'exportation des marchandises spécifiées dans l'annexe au présent accord, si ces marchandises sont exportées de Roumanie en vue d'assurer des paiements à des personnes dans le Royaume-Uni, conformément aux arrangements prévus à l'article 10 du présent accord, et sous réserve de l'obligation de rétrocéder, le cas échéant, le pourcentage éventuel du produit en livres sterling, qui est indiqué dans l'annexe.

(3) La liste des marchandises et le pourcentage en livres sterling indiqués dans l'annexe pourront être modifiés par voie d'accord entre les deux gouvernements contractants, et ces modifications pourront être effectuées de façon à entrer en vigueur le premier jour d'un mois quelconque.

Article 10.

(1) Tous les montants portés au crédit du Compte des opérations de compensation, conformément à l'article 3 (*ii*), seront inscrits, dans les livres de l'Office de clearing, à des sous-comptes distincts qui seront ouverts aux noms des personnes ou des banques en Roumanie désignées respectivement, à l'époque du paiement, comme les bénéficiaires des paiements correspondants effectués à la Banque d'Angleterre. Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) du présent article, des paiements seront effectués, par voie de prélèvement sur le Compte des opérations de compensation, à la seule requête desdites personnes ou banques en Roumanie ou de leurs représentants, jusqu'à concurrence des sommes figurant au crédit de leurs sous-comptes respectifs.

(2) Sur les montants portés au crédit de chaque sous-compte, conformément au paragraphe (1) du présent article, 50 % seront disponibles pour les paiements à effectuer à des personnes dans le Royaume-Uni, au titre de marchandises récoltées, produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni et exportées en Roumanie, et 50 % pour des paiements à effectuer à des personnes dans le Royaume-Uni au titre de n'importe quelles marchandises importées en Roumanie, à la condition que la dette à laquelle se rapportent ces paiements ait été contractée envers une personne dans le Royaume-Uni.

(3) Toute somme figurant au crédit d'un sous-compte du Compte des opérations de compensation peut, à la demande de la personne ou de la banque au nom de laquelle elle est inscrite en vertu du paragraphe (1) du présent article, être rétrocédée au Compte spécial.

(4) Nonobstant les dispositions de l'article 3 (*ii*) et des paragraphes (1) et (2) du présent article, si les deux gouvernements contractants donnent leur approbation à un arrangement en vertu duquel le produit, en livres sterling, d'une exportation spéciale de marchandises roumaines à destination du Royaume-Uni peut être affecté au règlement de dettes ne représentant pas le prix de marchandises fournies à la Roumanie, ce produit en livres sterling sera versé à la Banque d'Angleterre, au compte de l'Office de clearing, et sera affecté aux fins spécifiées dans les documents portant approbation de l'exportation spéciale.

(5) Un exemplaire de la déclaration d'exportation remise à la Banque nationale de Roumanie, dans le cas d'exportation de marchandises en provenance de la Roumanie conformément aux dispositions de l'article 9, devra accompagner lesdites marchandises importées dans le Royaume-Uni. La déclaration d'exportation en question devra être annexée au formulaire utilisé pour le paiement à la Banque d'Angleterre conformément à l'article 2, ou être transmise directement à l'Office de clearing.

Article 11.

(1) Tous les montants portés au crédit du Compte général du Royaume-Uni conformément à l'article 3 (*iii*) a) seront inscrits, dans les livres de l'Office de clearing, à des sous-comptes distincts, aux noms des bénéficiaires désignés (à l'époque du paiement) des paiements correspondants effectués à la Banque d'Angleterre. Les bénéficiaires ainsi désignés devront être des banques

en Roumanie dont les signatures sont connues de l'Office de clearing ou, selon arrangement avec l'Office de clearing, des personnes en Roumanie autres que des banques de ce genre. Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) du présent article, des paiements seront effectués, par voie de prélèvement sur le compte général du Royaume-Uni, à la seule requête desdites personnes ou banques en Roumanie ou de leurs représentants, jusqu'à concurrence des montants figurant au crédit de leurs sous-comptes respectifs.

(2) Les sommes figurant au crédit des sous-comptes ouverts en vertu du paragraphe précédent seront disponibles pour tous les paiements dans le Royaume-Uni qu'une personne en Roumanie pourra avoir à effectuer à une personne dans le Royaume-Uni.

(3) Toute somme figurant au crédit d'un sous-compte du Compte général du Royaume-Uni peut, à la demande de la personne ou de la banque au nom de laquelle elle est inscrite en vertu du paragraphe (1) du présent article, être rétrocédée au Compte spécial.

Article 12.

(1) Tous les montants figurant au crédit du Compte de marchandises du Royaume-Uni conformément à l'article 3 (*iii*) *b*) seront inscrits, dans les livres de l'Office de clearing, à des sous-comptes distincts, aux noms des bénéficiaires désignés (à l'époque du paiement) des paiements correspondants effectués à la Banque d'Angleterre. Les bénéficiaires ainsi désignés devront être des banques en Roumanie dont les signatures sont connues de l'Office de clearing ou, selon un arrangement avec l'Office de clearing, des personnes en Roumanie autres que des banques de ce genre. Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) du présent article, des paiements seront effectués, par voie de prélèvement sur le Compte de marchandises du Royaume-Uni, à la seule requête desdites personnes ou banques en Roumanie, ou de leurs représentants, jusqu'à concurrence des montants figurant au crédit de leurs sous-comptes respectifs.

(2) Les sommes figurant au crédit des sous-comptes ouverts en vertu du paragraphe précédent ne pourront être utilisées que pour des paiements à effectuer à des personnes dans le Royaume-Uni pour des marchandises récoltées, produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni et exportées ou devant être exportées en Roumanie.

(3) Toute somme figurant au crédit d'un sous-compte du Compte de marchandises du Royaume-Uni pourra, à la demande de la personne ou de la banque au nom de laquelle ladite somme est inscrite en vertu du paragraphe (1) du présent article, être rétrocédée au Compte spécial.

(4) Des licences d'importation seront accordées pour l'importation de marchandises du Royaume-Uni en Roumanie, dans la mesure où cela sera nécessaire pour utiliser intégralement, en vue de l'achat de marchandises du Royaume-Uni, les montants en livres sterling rendus disponibles en vertu des clauses du présent accord aux fins d'achats de marchandises de ce genre. L'octroi des licences d'importation s'effectuera de façon à ne pas modifier profondément, en ce qui concerne les diverses catégories de marchandises importées en provenance du Royaume-Uni, les proportions dans lesquelles ces catégories de marchandises étaient importées en Roumanie au cours des années 1933 à 1935.

Article 13.

(1) (*i*) Nonobstant les dispositions de l'article premier du présent accord, les comptes ouverts sous le régime des accords qui ont été abrogés en vertu dudit article, seront considérés comme ayant été ouverts sous le régime du présent accord.

(*ii*) Les montants figurant au crédit des comptes visés par le paragraphe précédent lors de la clôture des opérations le jour précédant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, seront utilisés de la façon suivante :

- a*) Tout montant figurant au crédit du Sous-compte C ouvert en vertu de l'article IV (*i*) de l'Accord (technique) anglo-roumain du 30 mai 1936 concernant les paiements (désigné ci-après comme l'Accord technique) sera transféré au Sous-compte F.

b) Tout montant figurant au crédit du Sous-compte E ouvert en vertu de l'article IV (*i*) de l'Accord technique sera transféré au Sous-compte D.

c) Tout montant figurant au crédit du Compte commercial général, ouvert en vertu de l'article 5 de l'Accord (amendement) anglo-roumain du 27 mai 1937 concernant les paiements, sera à la libre disposition de la Banque nationale de Roumanie.

d) Tout montant figurant au crédit de tout autre compte ouvert en vertu des accords qui ont été abrogés par l'article premier du présent accord, sera utilisé comme s'il avait été attribué ou affecté à ce compte conformément aux dispositions du présent accord.

(*iii*) Pour les fins mentionnées au paragraphe (1) (*ii*) *a*), *b*) et *c*) du présent article, il sera tenu compte des sommes en cours d'attribution, d'affectation ou de paiement au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, et des avis de paiement émis avant cette date.

(2) Tout excédent figurant au Sous-compte A le dernier jour des mois de novembre, février, mai et août, sera, avec l'approbation de l'Office de clearing et de la Banque nationale de Roumanie, transféré au Sous-compte F. On ne considérera que le Sous-compte A accuse un excédent que si l'avoir figurant à ce sous-compte est suffisant pour couvrir, pendant les trois mois suivants, les charges de celui-ci telles qu'elles seront évaluées par l'Office de clearing, d'accord avec la Banque nationale de Roumanie. La présente disposition pourra être amendée par voie d'accord entre l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie, au cas où l'une ou l'autre partie jugerait nécessaire de constituer une provision supplémentaire pour les paiements imputables au Sous-compte A.

(3) Si, de l'avis de l'Office de clearing et de la Banque nationale de Roumanie, un montant quelconque qui a été affecté à l'un des sous-comptes du Compte spécial n'est pas nécessaire (ou n'est pas immédiatement nécessaire) pour les fins auxquelles il a été affecté, ce montant pourra, en vertu d'un accord entre l'Office de clearing et la Banque nationale de Roumanie, faire l'objet d'une nouvelle affectation (sous réserve, le cas échéant, de tout arrangement qui pourra être conclu d'un commun accord en vue d'une reconstitution ultérieure) à l'un des autres sous-comptes.

(4) La Banque nationale de Roumanie pourra accorder aux sous-comptes du Compte spécial des avances remboursables au moment et dans la mesure où la Banque nationale de Roumanie et l'Office de clearing constateront que les sous-comptes respectifs accusent un excédent disponible. Toute somme que la Banque nationale de Roumanie recevra, en vertu des dispositions des articles 3 et 4 du présent accord, au delà d'un montant de £250.000 par an, sera toutefois considérée, jusqu'à concurrence dudit excédent, comme un remboursement des avances qui ont déjà été accordées aux sous-comptes du Compte spécial en vertu de l'Accord supplémentaire du 25 février 1938 concernant les paiements, ou de toutes avances consenties en vertu du présent article.

Article 14.

(1) Tout créancier dans le Royaume-Uni au titre d'une dette visée par l'article 7 pourra exiger du débiteur en Roumanie que celui-ci maintienne, à un compte bloqué, ouvert au nom du créancier dans une banque en Roumanie que ce dernier désignera, un dépôt en lei d'un montant égal à celui de la dette, calculé sur la base du cours officiel roumain du change, compte tenu de la prime appliquée par la Banque nationale de Roumanie pour la vente de livres sterling, ou de tout autre cours qui pourra être applicable selon les dispositions de l'article 7 (1).

(2) En cas de décès ou d'insolvabilité d'un débiteur roumain ou de compromis avec celui-ci, les sommes payables au titre d'une dette visée par l'article 7 pourront faire l'objet d'un transfert suivant les modalités applicables à la dette primitive.

Si le paiement est dû à l'« United Kingdom Export Credits Guarantee Department », un certificat délivré par ce service sera accepté par la Banque nationale de Roumanie comme preuve établissant que la somme est due audit service au titre d'une dette visée par l'article 7.

Article 15.

Si un débiteur roumain n'est pas en mesure de produire les documents requis par la Banque nationale de Roumanie pour établir la réalité d'une dette commerciale, la Banque nationale de

Roumanie, après réception d'une déclaration du créancier donnant des indications détaillées sur la dette, procédera à telle vérification de la comptabilité du débiteur qui pourra être nécessaire pour établir la réalité et la nature de cette dette.

Article 16.

(1) La Banque nationale de Roumanie exigera de toutes les personnes en Roumanie qui ont à effectuer des paiements à des personnes dans le Royaume-Uni qu'elles en effectuent le versement en lei à la Banque nationale de Roumanie, dans les limites des sommes disponibles dans chacun des sous-comptes du Compte spécial. A cet effet, les dettes libellées en des monnaies autres que le leu seront converties au cours officiel roumain du change, compte tenu de la prime appliquée par la Banque nationale de Roumanie pour la vente de livres sterling. S'il s'agit de dettes commerciales anciennes, cette prime sera fixée conformément aux dispositions de l'article 7 (1).

(2) Un débiteur en Roumanie ne sera libéré de son obligation au titre d'une dette quelconque que lorsque le créancier aura été payé intégralement dans la monnaie en laquelle la dette avait été contractée.

Article 17.

(1) L'Office de clearing fera connaître chaque jour à la Banque nationale de Roumanie les versements effectués au Compte spécial, au Compte général du Royaume-Uni, au Compte de marchandises du Royaume-Uni, au Compte des remboursements, au Compte du pétrole et au Compte des opérations de compensation. Les avis seront accompagnés des indications détaillées qui ont été ou pourront être exigées d'un commun accord par l'Office de clearing et par la Banque nationale de Roumanie.

(2) L'Office de clearing fera également connaître à la Banque nationale de Roumanie les transferts effectués du Compte spécial aux divers sous-comptes de ce compte et les montants portés au crédit du Compte ordinaire de la Banque nationale de Roumanie auprès de la Banque d'Angleterre, conformément aux articles 3 et 4.

(3) Au reçu des avis mentionnés aux paragraphes (1) et (2) du présent article, la Banque nationale de Roumanie versera immédiatement à l'ayant droit, conformément aux lois en vigueur en Roumanie, le montant en lei correspondant au versement ou aux versements effectués au Compte spécial ou au Compte ordinaire de la Banque nationale de Roumanie.

Article 18.

(1) La Banque nationale de Roumanie fera connaître à l'Office de clearing les indications détaillées concernant les versements à effectuer par voie de prélèvement sur les divers sous-comptes du Compte spécial et sur le Compte du pétrole ; elle autorisera également la Banque d'Angleterre à transférer les montants nécessaires de ces sous-comptes à l'Office de clearing. Les avis de versement, s'il s'agit d'une dette commerciale, indiqueront le nom et l'adresse du débiteur en Roumanie, le nom et l'adresse du créancier dans le Royaume-Uni, si possible le nom et l'adresse de toute banque dans le Royaume-Uni qui aura envoyé des effets à l'encaissement et le numéro de la remise de cette banque, le montant de la dette, le taux de conversion s'il s'agit de dettes libellées en monnaies autres que la livre sterling, et le montant versé.

(2) S'il s'agit de marchandises exportées du Royaume-Uni à destination de la Roumanie, le 1^{er} juin 1936 ou à une date ultérieure, les dispositions des articles 7 (2), 8 et 12 (2) du présent accord ne s'appliqueront qu'aux dettes afférentes à des marchandises accompagnées d'un certificat d'une Chambre de commerce du Royaume-Uni (ou de tout autre organisme autorisé par le Gouvernement du Royaume-Uni), attestant que les marchandises ont été produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni.

(3) Aux avis de paiement émis en vertu des articles 7 (2) et 8 du présent accord et aux demandes de paiement formulées en vertu de l'article 12 (2) du présent accord, il sera joint les certificats

d'origine afférents aux marchandises qui ont été exportées le 1^{er} juin 1936 ou à une date ultérieure et délivrés par les Chambres de commerce du Royaume-Uni (ou par tout autre organisme autorisé par le Gouvernement du Royaume-Uni), en vertu du paragraphe (2) du présent article.

Article 19.

Par « personnes dans le Royaume-Uni », s'entendent les personnes et les sociétés résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité commerciale dans le Royaume-Uni.

Par « personnes en Roumanie », s'entendent les personnes et les sociétés résidant habituellement ou exerçant habituellement une activité commerciale en Roumanie, y compris le Gouvernement de Roumanie et les organisations de l'Etat.

Article 20.

Le présent accord entrera en vigueur le 12 septembre 1938. Chacun des deux gouvernements pourra mettre fin à l'accord le premier jour de n'importe quel mois, en avisant l'autre gouvernement le premier jour ou avant le premier jour du mois précédent, à partir du 1^{er} mai 1939.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 2 septembre 1938, en langue anglaise et en langue roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :
(Signé) H. L. FARQUHAR.

Pour le Gouvernement
de Roumanie :
(Signé) M. CONSTANTINESCU.

ANNEXE

LISTE DES MARCHANDISES, AVEC INDICATION DU POURCENTAGE DU PRODUIT EN LIVRES STERLING, AUXQUELLES S'APPLIQUE L'ARTICLE 9 DE L'ACCORD CONCERNANT LES PAIEMENTS.

N° du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling
		Pour cent
75, 77-81	Peaux en poil, brutes ou préparées	30
178	Soies de porc et crin de cheval	30
179	Poils de bœuf	30
307-309	Graines de luzerne et de trèfle, et graines d'autres plantes fourragères (à l'exclusion de la vesce)	30
316	Graines de chanvre	30
321-322	Graines de moutarde et de pavot	30
394	Noix, en coque, nettoyées ou concassées	30
728	Déchets de filage du chanvre et du jute	30
1000	Brai	30
1014	Coke de pétrole	30

N° du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling
		Pour cent
44	Volailles mortes	25
258-260	Boutons en os, corne, sabot ou corozo	25
328	Huile de fèves de soya	25
334-336	Huiles de tournesol, de lin et de colza	25
340-341	Huiles de courge et de ricin	25
447	Mélasses	25
867	Pyrites	25
1028	Manganèse	25
40	Conserves de viandes de toute sorte, en emballages hermétiques	20
67-69	Ecrevisses, escargots, caviar	20
104	Rognures de peaux préparées	20
151-158	Tissus de laine	20
192-193	Chapeaux de feutre	20
206-211	Tissus de soie	20
228	Boyaux d'animaux	20
250-252	Plumes et duvets	20
292	Semoule	20
344-345	Huile végétale, solidifiée	20
351	Purée de tomates et de piments	20
387	Tabac et cigarettes	20
471-478	Tissus de chanvre et de lin	20
518-557	Tissus de coton	20
646	Bois de placage	20
647-649	Contre-plaqué	20
650	Lames de parquets et frises	20
730-731	Pâte de bois et cellulose	20
732-774	Carton et papier (non imprimés)	20
775-793	Articles en papier et en carton	20
818-819	Fils de caoutchouc	20
824	Toile isolante	20
825	Tapis et passages en caoutchouc	20
827	Tubes et tuyaux en caoutchouc	20
831	Chaussures de caoutchouc	20
832	Talons, semelles et sabots en caoutchouc pour pieds de chevaux	20
ex 886-891	Albâtre et articles en albâtre	20
ex 1354	Cendres d'étain (et résidus)	20
ex 1446	Appareils de chauffage	20
1424-1425	Robinets et soupapes en cuivre	20
1489-1504	Jouets	20
1586-1588	Acide sulfurique et acide sulfureux	20
1597	Soude caustique	20
1612	Carbure de calcium	20
1626	Hypochlorite de calcium	20
1668	Oxydes de zinc	20
1670-1671	Acide acétique	20
1679	Acides naphténiques	20
1680-1682	Alcools	20
ex 1681	Butanol	20
1687	Acétone	20
1694	Acétate de calcium	20
1723	Engrais chimiques organiques	20
1733	Produits chimiques	20
1760	Noir de fumée	20
1770	Oxydes de plomb	20
1774	Outremer et autres couleurs bleues	20
1778	Crayons	20

N° du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling
		Pour cent
33	Viande fraîche	15
39	Salami	15
45	Oeufs sous toutes formes, exception faite des oeufs à couver	15
105-121	Articles en cuir	15
159-161	Tapis « roumains »	15
163-177	Articles tricotés en laine	15
216-219	Articles tricotés en soie artificielle	15
235	Galalithe	15
238	Gélatine non comestible	15
291	Extrait de malt	15
419	Fruits secs, fumés ou échaudés	15
420	Piments pilés	15
421-422	Poudre de moutarde et moutarde préparée	15
435	Chocolat et chocolaterie	15
592-593	Etoffes tissées à domicile	15
ex 595	Bérets	15
616	Vêtements de laine	15
620	Fleurs artificielles	15
621	Fleurs et feuilles pour ornements	15
640	Douves et fonds de tonneaux	15
642(a), 643A	Tonneaux de chêne	15
883, 884	Mica en feuilles ou en poudre	15
959, 996	Verrerie et vitres	15
1049-1050	Tôles de fer et tôles galvanisées	15
1069-1071	Crampons et clous pour chaussures	15
1077-1078	Tuyaux de fonte	15
1083-1085	Poêles en fer	15
1087-1088	Récipients en fer	15
1089	Articles en fonte pour installations sanitaires, y compris les articles émaillés	15
1093-1094	Articles en fer	15
1096-1097		
ex 1105	Aiguilles et cœurs de croisements de chemins de fer	15
1107	Bandages en fer pour roues	15
ex 1108	Paires de roues	15
ex 1109		
1133-1134	Pièces détachées (moulées et forgées)	15
1141	Fûts en tôle de fer	15
1142-1143	Fourneaux	15
1144	Récipients émaillés	15
1148	Lanternes et lampes	15
1149	Becs de lampes à pétrole	15
1159-1161	Bouchons-couronnes	15
1165	Fermeoirs en fer	15
1167	Coutellerie en fer et en acier	15
1232	Machines textiles	15
1286-1288	Voitures d'enfants, bicyclettes et tricycles	15
1328	Articles en plomb	15
1332-1333	Tuyaux de plomb	15
1364-1365	Tuyaux d'étain	15
1381-1382	Capsules et tuyaux en aluminium	15
1400	Coutellerie en métal blanc	15
1437	Fermeoirs en cuivre	15
—	Bois	15
10, 11, 13	Agneaux, moutons et béliers, autres que de la race Caracul	10

N° du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling
		Pour cent
29	Beurre	10
30	Graisses animales comestibles (saindoux, graisse de porc, etc.)	10
ex 30	Margarine	10
31, 32	Fromage	10
36	Lard	10
37	Viandes salées, ou en saumure, ou viandes séchées	10
38	Viandes salées ou fumées	10
41	Pâtés de gibier, de volaille ou de foie	10
42	Extraits de viande	10
ex 42	Gélatine comestible	10
49	Poisson, frais ou congelé	10
72, 73	Conserves de poisson	10
74	Miel	10
122-130	Chaussures en cuir	10
188-189	Cloches pour chapeaux de feutre	10
231	Cornes de bovidés	10
272	Colle	10
288	Pois	10
295	Farine de pois	10
299	Pâtes alimentaires	10
304	Amidon	10
305	Gluten	10
347	Oignons et aulx	10
348	Pommes de terre	10
350	Légumes séchés	10
352-353	Conserves de légumes	10
362	Pulpe de betteraves séchée	10
365-369	Plantes médicinales	10
389-393	Fruits frais	10
431	Extrait de malt	10
436-437	Alcools distillés et liqueurs	10
439	« Tuica » et eau-de-vie de prunes	10
443	Bière	10
445	Levure de bière et d'alcool	10
449-460	Sucre et articles en sucre	10
555-558	Cordes et cordages	10
645	Rayons en bois	10
651	Sièges et dossiers de chaises	10
655-659	Meubles	10
660-687	Articles en bois	10
ex 714	Paille pour balais	10
716	Balais de paille	10
834-835	Articles en caoutchouc vulcanisé pour usages techniques, industriels et médicaux	10
860	Eaux minérales	10
861	Sel	10
863-871	Terre filtrante	10
864	Kaolin	10
886-891	Marbre et articles en marbre	10
915	Plâtre de Paris et chaux	10
917	Talc	10
919	Craie	10
920	Ciment	10
927	Produits céramiques	10
930	Tuiles	10
998	Bitume naturel	10

N° du tarif roumain	Marchandises	Pourcentage du produit en livres sterling
		Pour cent
1003-1007	Charbon, briquettes, etc.	10
1024	Ozokérite	10
1278	Ampoules électriques	10
1289	Véhicules lourds à moteur	10
1312	Locomotives	10
76	Peaux de lapins et de lièvres	Néant
ex 77	Peaux de hamsters et de souris des champs	Néant
ex 288	Fèves de soya	Néant
346	Légumes frais	Néant
440-441	Vin	Néant
634	Plants de vigne pour greffage	Néant
689	Copeaux en balles	Néant
710, 713, 717	Paniers et nattes de jonc	Néant
1055-1057	Fil de fer ou d'acier recouvert	Néant

Les marchandises énumérées dans cette liste restent assujetties aux lois, règlements et autres dispositions qui sont ou qui pourront être en vigueur en Roumanie et dans le Royaume-Uni en ce qui concerne leur exportation et leur importation.

M. CONST.

H. L. F.

N° 4454.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LITHUANIE**

Traité en vue de définir dans certains cas les obligations militaires et toutes autres obligations d'allégeance des ressortissants des deux pays. Signé à Kaunas, le 18 octobre 1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LITHUANIA**

Treaty for defining in Certain Cases the Liability for Military Service or any other Act of Allegiance of Nationals of Either Country. Signed at Kaunas, October 18th, 1937.

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

N^o 4454. — LIETUVOS RESPUBLIKOS IR AMERIKOS JUNGTINIŲ VALSTYBIŲ NATŪRALIZACIJOS IR KARINĖS PRIEVOLĖS SUTARTIS¹, PASIRAŠYTA KAUNE, 1937 M. SPALIŲ M. 18. D.

Textes officiels anglais et lithuanien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Lithuanie près la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 octobre 1938.

LIETUVA ir JUNGtinĖs AMERIKOS VALSTYBĖS, norėdamos sutvarkyti tam tikrais atsitikimais karinės prievolės bei kitų ištikimybės veiksnių atlikimą, kiek tai liečia vienos šalies piliečius, kurie buvo arba bus natūralizuoti kitos šalies teritorijoje, arba kai kurių kategorijų asmenis, kurie gimimu yra įgiję abiejų Susitariančių Šalių pilietybę, nutarė sudaryti šiuo reikalu sutartį ir tam tikslui paskyrė savo įgaliotinius :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Stasį LOZORAITĮ, Užsienių Reikalų Ministerį ; ir

JUNGtINIŲ AMERIKOS VALSTYBIŲ PREZIDENTAS :

C. Porter KUYKENDALL, Jungtinių Amerikos Valstybių Chargé d'Affaires ad interim Lietuvai ;

kurie, pateikę vienas antram savo įgaliojimus, rastus gera ir tinkama forma sudarytus, susitarė dėl šių nuostatų :

I straipsnis.

Iš vienos Susitariančios Šalies piliečių, kurie buvo arba bus natūralizuoti kitos šalies teritorijoje, laikinai sugrįžusių į savo pirmąsias pilietybės šalį, nebus reikalaujama atlikti karinę prievolę ar bet kokią kitą ištikimybės veiksmą, ir jie nebus baudžiami už pirmąsias emigravimą arba už neatsiliepimą į šaukimus karinę prievolę atlikti, jei tie asmenys neturėjo stoti į karo tarnybą prieš tai, kai bone fide apsigyveno tos šalies teritorijoje, kurios pilietybę įgijo natūralizuodamiesi.

Bet jei bet kurios Susitariančių Šalių pilietis, kuriam taikomas šis straipsnis, vėl apsigyvena savo kilimo šalyje, nebūdamas pasiryžęs grįžti į šalį, kurioje natūralizavosi, tai jis bus laikomas atsiskiusiu nuo natūralizacijos.

Asmenį galima bus laikyti neturinčiu intencijos grįžta tuo atveju, jei jis, natūralizavęsis vienoje šalyje, išgyveno antroje šalyje daugiau kaip dvejus metus ; prezumpcija nebus taikoma tuo atveju, kai bus pateikta priešingų įrodymų.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 20 juillet 1938.

No. 4454. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND LITHUANIA FOR DEFINING IN CERTAIN CASES THE LIABILITY FOR MILITARY SERVICE OR ANY OTHER ACT OF ALLEGIANCE OF NATIONALS OF EITHER COUNTRY. SIGNED AT KAUNAS, OCTOBER 18TH, 1937.

English and Lithuanian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Lithuania to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place October 8th, 1938.

LITHUANIA and THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of defining in certain cases the liability for military service or any other act of allegiance of nationals of either country who have been or shall become naturalized in the territory of the other country as well as of certain classes of persons born with double nationality, have resolved to conclude a Treaty on the subject and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Stasys LOZORAITIS, Minister of Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

C. Porter KUYKENDALL, Chargé d'Affaires *ad interim* of the United States of America to Lithuania ;

Who, having communicated to each other their full powers found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Nationals of either country, who have been or shall become naturalized in the territory of the other country shall not, upon returning to the country of former nationality for a temporary stay, be required to perform military service or any other act of allegiance, or punished for the original act of emigration, or for failure to respond to a call for military service, liability for which did not accrue until after *bona fide* residence was acquired in the territory of the country whose nationality was obtained by naturalization.

Provided, that, if a national of either country who comes within the purview of this Article shall renew his residence in his country of origin without the intent to return to the country in which he was naturalized, he shall be held to have renounced his naturalization.

The intent not to return may be held to exist when a person naturalized in one country shall have resided more than two years in the other country ; but this presumption may be overcome by evidence to the contrary.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 20th, 1938.

2 straipsnis.

Asmuo, gimęs vienos šalies teritorijoje iš tėvų, kurie yra antrosios šalies piliečiai, ir turįs pagal tų šalių įstatymus abiejų šalių pilietybę, jei nuolat gyvena tos šalies teritorijoje, kurioje gimė, nebus verčiamas atlikti karinę prievolę ar bet kokią kitą ištikimybės veiksmą, jei laikinai apsigyvens antrosios šalies teritorijoje.

Bet, jei tas laikinas apsigyvenimas truks ilgiau kaip dvejus metus, jis bus laikomas nuolatiniu, nebent bus užtektinų įrodymų, kad sakytasis asmuo greitai laiku grįš į antrosios šalies teritoriją.

3 straipsnis.

Šita sutartis bus ratifikuota ir ratifikacijomis bus pasikeista Vašingtone. Ji įsigalios visais savo nuostatais dieną, kurią bus pasikeista ratifikacijomis, ir galios dešimtį metų, skaitant nuo tos dienos.

Jei nė viena Aukštųjų Susitariančių Šalių, bent vienus metus prieš sueinant dešimties metų terminui, skaitant nuo šios sutarties įsigaliojimo dienos, nepareikš antrajai noro atšaukti sutartį, minėtam dešimties metų terminui išėjus, tai sutartis bus laikoma prailginta nenustatytam terminui. Po to ji galės būti atšaukta kiekvienu metu, pranešus apie tai kitai Aukštajai Susitariančiai Šaliai vienus metus iš anksto.

Šiam paliudyti atitinkami įgaliotiniai pasirašė šią sutartį ir pridėjo savo antspaudus.

Sudaryta dviem egzemplioriais, lietuvių ir anglų kalbomis, laikant abi kalbas autentiškomis, Kaune, tūkstantis devyni šimtai trisdešimts septintais metais spalio mėnesio aštuonioliką dieną.

(*pas.*) LOZORAITIS.

Copie certifiée conforme.

Kaunas, le 1^{er} octobre 1938.

Girdvainis,

p. Directeur

*du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

Article 2.

A person born in the territory of one country of parents who are nationals of the other country, and having the nationality of each country under its laws, shall not, if he has his habitual residence, that is, the place of his general abode, in the territory of the country of his birth, be held liable for military service or any other act of allegiance during a temporary stay in the territory of the other country.

Provided, that, if such stay is protracted beyond the period of two years, it shall be presumed to be permanent, in the absence of sufficient evidence showing that return to the territory of the other country will take place within a short time.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Washington. It shall take effect in all its provisions on the day of the exchange of ratifications and shall continue in force for the term of ten years from that day.

If within one year before the expiration of ten years from the day on which the present Treaty shall come into force, neither High Contracting Party notifies the other of an intention of terminating the Treaty upon the expiration of the aforesaid period of ten years, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of terminating the Treaty.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in the Lithuanian and English languages, both authentic, at Kaunas, this eighteenth day of October, nineteen hundred and thirty-seven.

(Seal) C. Porter KUYKENDALL.

Copie certifiée conforme.
Kaunas, le 1^{er} octobre 1938.

Girdvainis,
p. Directeur
du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4454. — TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA LITHUANIE EN VUE DE DÉFINIR DANS CERTAINS CAS LES OBLIGATIONS MILITAIRES ET TOUTES AUTRES OBLIGATIONS D'ALLÉGEANCE DES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS. SIGNÉ A KAUNAS, LE 18 OCTOBRE 1937.

LA LITHUANIE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de définir, dans certains cas, la situation, quant aux obligations militaires et à toutes autres obligations d'allégeance, des ressortissants de l'un des deux pays qui ont été ou qui seront naturalisés dans le territoire de l'autre pays, ainsi que de certaines catégories de personnes nées avec une double nationalité, ont décidé de conclure un traité réglant ces questions et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

C. Porter KUYKENDALL, chargé d'Affaires par intérim des États-Unis d'Amérique en Lithuanie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de l'un ou l'autre pays qui ont été ou qui seront naturalisés dans le territoire de l'autre pays, ne seront pas tenus, lorsqu'ils retourneront dans le pays de leur ancienne nationalité pour un séjour temporaire, d'accomplir un service militaire ou tout autre devoir civique, et ne seront pas passibles de sanctions pour avoir émigré une première fois ou pour n'avoir pas répondu à des convocations militaires auxquelles ils n'auraient eu à se conformer qu'après avoir élu domicile de bonne foi dans le territoire du pays dont ils ont acquis la nationalité par voie de naturalisation.

Toutefois, si un ressortissant de l'un ou l'autre pays, tombant sous le coup des dispositions du présent article, rétablit son domicile dans son pays d'origine sans intention de retourner dans le pays où il a été naturalisé, il sera considéré comme ayant renoncé à sa naturalisation.

On pourra considérer qu'il y a intention de ne pas retourner lorsqu'une personne naturalisée dans l'un des deux pays sera restée plus de deux ans dans l'autre pays ; toutefois, cette présomption peut être non avenue si des preuves sont produites à l'effet contraire.

Article 2.

Toute personne, née dans le territoire de l'un des deux pays de parents qui sont des ressortissants de l'autre pays et possédant la nationalité de chacun des deux pays conformément à leurs lois respectives, ne sera pas considérée comme astreinte au service militaire ou à toute autre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

obligation d'allégeance pendant un séjour temporaire dans le territoire de l'autre pays, si elle a sa résidence habituelle, c'est-à-dire son domicile permanent, dans le territoire du pays où elle est née.

Toutefois, si ce séjour se prolonge au delà d'une durée de deux ans, il sera présumé avoir un caractère permanent, en l'absence de preuves suffisantes établissant que le retour dans le territoire de l'autre pays doit s'effectuer à bref délai.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Washington. Il prendra effet, dans toutes ses dispositions, le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans à compter de ce jour.

Si, dans un délai d'un an avant l'expiration de dix années à compter du jour où le présent traité entrera en vigueur, aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin au traité lors de l'expiration de ladite période de dix ans, le traité gardera pleine vigueur après ladite période et jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs cachets au présent traité.

Fait en deux exemplaires, en langue lithuanienne et en langue anglaise, tous deux faisant foi, à Kaunas, ce dix-huit octobre mil neuf cent trente-sept.

(Sceau) LOZORAITIS.

(Sceau) C. PORTER KUYKENDALL

N° 4455.

LITHUANIE ET POLOGNE

Convention relative aux communications postales et aux télécommunications, et protocole de signature.
Signés à Kaunas, le 2 mai 1938.

LITHUANIA AND POLAND

Convention concerning Postal Communications and Telecommunications, and Protocol of Signature.
Signed at Kaunas, May 2nd, 1938.

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

N^o 4455. — KONVENCIJA ¹ TARP LIETUVOS RESPUBLIKOS IR LENKIJOS RESPUBLIKOS DĖL PAŠTO IR TELESUSISIEKIMO. KAUNAS, 1938 M. GEGUŽĖS MĖN. 2 D.

Textes officiels lithuanien et polonais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Lithuanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 octobre 1938.

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS ir LENKIJOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS, norėdami nustatyti tarp abiejų Šalių tiesioginį ir tranzitinį pašto susisiekimą ir telesusisiekimą, nutarė sudaryti tam reikalui Konvenciją ir paskyrė savo atitinkamus įgaliotinius, būtent :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Poną Stasį LOZORAITĮ, e. Užsienių Reikalų Ministerio p. ;

LENKIJOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Poną Franciszek CHARWAT, Lenkijos Respublikos Nepaprastą Pasiuntinį ir Įgaliotą Ministerį Kaune ;

o tie, pasikeitę savo atitinkamais įgaliojimais, kurie buvo rasti sudaryti gera ir tinkama forma, susitarė dėl šių nuostatų :

I SKYRIUS.

PAŠTO SUSISIEKIMAS.

1 straipsnis.

Pašto siuntomis tarp abiejų Šalių ir tranzitinėmis siuntomis iš principo apsimainoma pagal Pasaulinės Pašto Konvencijos, Sutarčių ir prie jų pridėtų atitinkamų veikiančių Reglamentų nuostatus, atsižvelgiant į kiekvienos Šalies vidaus įstatymus.

2 straipsnis.

Tarpusavio ir tranzitiniame pašto susisiekimė leidžiama apsimainyti paprasta ir registruota korespondencija (laiškais, paprastais ir su apmokėtu atsakymu atvirukais, spaudiniais ir išgaubtais spaudiniais neregiamis, reikalų raštais ir prekių pavyzdžiais), atsakymo kuponais, įvertintais laiškais, paprastais ir įvertintais siuntiniais, pašto ir telegrafo perlaidomis, išperkamojo mokesčio siuntomis ir aukščiau išvardintomis atskiro pasiuntinio įteiktomis siuntomis (expres).

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 27 juin 1938.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 4455. — KONWENCJA¹ MIĘDZY REPUBLIKĄ LITEWSKĄ I RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ W SPRAWACH POCZTY I TELEKOMUNIKACJI, PODPISANA W KOWNIE, DNIA 2 MAJA 1938.

Lithuanian and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Lithuania to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 8th, 1938.

PREZYDENT REPUBLIKI LITEWSKIEJ i PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ, pragnąc nawiązać pomiędzy obu Państwami służbę pocztową i telekomunikacyjną, tak w obrocie wzajemnym jak i tranzytowym, postanowili zawrzeć odpowiednią Konwencję i w tym celu mianowali swymi Pełnomocnikami, a mianowicie :

PREZYDENT REPUBLIKI LITEWSKIEJ :

Pana Stasys LOZORAITIS, p. o. Ministra Spraw Zagranicznych ;

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Franciszka CHARWATA, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Kownie ;

Którzy po wymianie swych odnośnych pełnomocnictw uznanych jako dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

ROZDZIAŁ I.

KOMUNIKACJE POCZTOWE.

Artykuł pierwszy.

Przesyłki pocztowe pomiędzy obu Państwami tak w obrocie wzajemnym jak i tranzytowym są wymieniane, w zasadzie, według postanowień Światowej Konwencji Pocztowej, dołączonych do niej Umów i odpowiednich Regulaminów, każdorazowo ważnych, z uwzględnieniem ustawodawstwa obowiązującego wewnątrz każdego Państwa.

Artykuł 2.

W obrocie pocztowym wzajemnym i tranzytowym są dopuszczone przesyłki listowe zwykle i polecane listy, kartki pocztowe pojedyncze i z opłaconą odpowiedzią, druki wypukłe dla ociemniałych, papiery handlowe i próbki towarów, kupony na odpowiedź, listy z podaną wartością, paczki zwykle i z podaną wartością, przekazy pocztowe i telegraficzne, przesyłki za pobraniem oraz wszystkie wyżej wymienione przesyłki doręczane przez umyślnego posłańca (expres).

¹ The exchange of ratifications took place at Kaunas, June 27th, 1938.

3 straipsnis.

Pašto siuntos bus siunčiamos visomis susisiekimo priemonėmis, kurios bus abiejų Pašto ir Telegrafo Administracijų tarpusavyje leistos vartoti. Tačiau oro susisiekimas gali būti naudojamas persiųsti toms pašto siuntoms, kurias jos tarpusavyje leidžia siųsti šiuo transporto būdu.

4 straipsnis.

Visų rūšių pašto siuntoms, kuriomis apsimaino abi Šalys, taikomi tarptautiniai išsiuntimo Šalyje veikiantieji tarifai.

II SKYRIUS.

TELESUSISIEKIMAS.

5 straipsnis.

Telesusisiekimas tarp abiejų susitariančiųjų Šalių iš principo vykdomas pagal Tarptautinės Telesusisiekimo Konvencijos ir prie jos pridėtų atitinkamų veikiančių Reglamentų nuostatus, atsižvelgiant į kiekvienos Šalies vidaus įstatymus.

6 straipsnis.

Suinteresuotųjų Šalių Pašto ir Telegrafo Administracijos, bendrai susitarusios, įtaiso kelius, reikalingus telesusisiekimui pagal trafiko reikalavimus.

7 straipsnis.

Telesusisiekimo įrengimai ir ryšiai, kiek tai bus galima, bus įtaisomi, palaikomi ir eksploatuojami, atsižvelgiant į atitinkamus Tarptautinių Konsultatyvinių Komitetų (C.C.I.T., C.C.I.F. ir C.C.I.R.) patarimus.

8 straipsnis.

Telesusisiekimo tarifai nustatomi ir sąskaitos likviduojamos pagal kiekvienos Šalies Pašto ir Telegrafo Administracijos Tarptautinės Telesusisiekimo Sąjungos Biurui paskelbtas normas.

III SKYRIUS.

BAIGIAMIEJI NUOSTATAI.

9 straipsnis.

Abiejų Šalių Pašto ir Telegrafo Administracijos turi teisę, bendrai susitarusios, imtis visų priemonių, reikalingų šiai Konvencijai vykdyti.

10 straipsnis.

Ši Konvencija bus ratifikuota, ir ratifikacijos dokumentais bus pasikeista Varšuvoje.

Ji įsigalioja penkiolikai dienų praėjus po apsimainymo ratifikacijos dokumentais.

Artykuł 3.

Przesyłki pocztowe będą przewożone wszelkimi środkami przewozowymi, które będą wzajemnie dopuszczone przez oba Zarządy Poczty i Telegrafów. Jednakże połączenia lotnicze mogą być wykorzystywane do przewozu tych przesyłek pocztowych, które są wzajemnie dopuszczone do tego rodzaju przewozu.

Artykuł 4.

Dla wszelkiego rodzaju przesyłek pocztowych, wymienianych pomiędzy obu Państwami, mają zastosowanie międzynarodowe opłaty taryfowe obowiązujące w Państwie, w którym przesyłka została nadana.

ROZDZIAŁ II.

TELEKOMUNIKACJA.

Artykuł 5.

Telekomunikacje pomiędzy obu umawiającymi się Państwami odbywają się w zasadzie, według postanowień Międzynarodowej Konwencji Telekomunikacyjnej, załączonych do niej Regulaminów, każdorazowo ważnych, z uwzględnieniem ustawodawstwa obowiązującego wewnątrz każdego Państwa.

Artykuł 6.

Zarządy Poczty i Telegrafów zainteresowanych Państw przystąpią, po wzajemnym porozumieniu, do uruchomienia niezbędnych połączeń telekomunikacyjnych w zależności od potrzeb ruchu.

Artykuł 7.

Urządzenia i połączenia telekomunikacyjne będą budowane, utrzymywane i eksploatowane z uwzględnieniem, w miarę możliwości, zaleceń odpowiednich Międzynarodowych Komitetów Doradczych (C.C.I.T., C.C.I.F., C.C.I.R.).

Artykuł 8.

Taryfowe opłaty stosowane w służbie telekomunikacyjnej są ustalone, zaś rachunki likwidowane według norm zgłoszonych przez każdy z Zarządów Poczty i Telegrafów do Biura Międzynarodowego Związku Telekomunikacyjnego.

ROZDZIAŁ III.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

Artykuł 9.

Zarządy Poczty i Telegrafów obu Państw są upoważnione do przedsięwzięcia, we wzajemnym porozumieniu, wszelkich koniecznych środków do wykonania niniejszej Konwencji.

Artykuł 10.

Niniejsza Konwencja będzie ratyfikowana, a dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Warszawie.

Konwencja wejdzie w życie w piętnaście dni po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

II straipsnis.

Ši Konvencija sudaryta dviem egzemplioriais kiekvienas lietuvių ir lenkų kalba. Abu tekstai turi vienodą galią.

Tai patvirtindami, aukščiau minėtieji įgalotiniai pasirašė šią Konvenciją ir pridėjo savo antspaudus.

Sudaryta Kaune tūkstantis devyni šimtai trisdešimt aštuntais metais gegužės mėnesio 2 dieną.

S. LOZORAITIS.

PASIRAŠYMO PROTOKOLAS.

Aukštosios Susitariančiosios Šalys, pasirašydamos Konvenciją tarp Lietuvos Respublikos ir Lenkijos Respublikos dėl pašto ir telesusisiekimo, pareiškia, kad jos laikinai taikys šios Konvencijos nuostatus nuo 1938 m. gegužės mėn. 10 d. iki įsigaliojimo dienos, numatytos minėtos Konvencijos 10 straipsnyje.

Tai patvirtindami, įgalotiniai pasirašė šį protokolą dviejuose egzemplioriuose lietuvių ir lenkų kalba ir pridėjo savo antspaudus. Abu tekstai turi vienodą galią.

KAUNAS, 1938 m. gegužės mėn. 2 d.

LOZORAITIS.

Copie certifiée conforme :

Girdvainis,
p. Directeur
du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères
de Lithuanie.

Artykuł II.

Niniejsza Konwencja sporządzona została w dwóch egzemplarzach, każdy w języku litewskim i polskim. Oba teksty są narówni autentyczne.

W dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszą Konwencję i opatrzyli ją w swe pieczęcie.

Sporządzono w Kownie dnia 2. maja tysiąc dziewięćset trzydziestego ósmego roku.

F. CHARWAT.

PROTOKÓŁ PODPISANIA.

Wysokie Umawiające się Strony przy podpisaniu Konwencji pomiędzy Republiką Litewską i Rzeczpospolitą Polską w sprawie Poczty i Telekomunikacji oświadczają, że będą stosowały prowizorycznie postanowienia tej Konwencji, poczynając od dnia 10 maja 1938 r. aż do daty wejścia jej w życie, jak to przewiduje Artykuł 10. tejże Konwencji.

W dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszy Protokół sporządzony w dwóch egzemplarzach każdy w języku litewskim i polskim i opatrzyli go w swe pieczęcie. Oba teksty są narówni autentyczne.

Kowno, dnia 2 maja tysiąc dziewięćset trzydziestego ósmego roku.

F. CHARWAT.

Copie certifiée conforme :

Girdvainis,
p. Directeur
du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères
de Lithuanie.

¹ TRADUCTION.

N^o 4455. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ET AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS. SIGNÉE A KAUNAS, LE 2 MAI 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireux d'établir entre les deux Etats des services de communications postales et de télécommunications, directes et transitaires, ont décidé de conclure une convention réglant cette question et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Stasys LOZORAITIS, ministre des Affaires étrangères par intérim ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Franciszek CHARWAT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Pologne à Kaunas ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

COMMUNICATIONS POSTALES.

Article premier.

Les communications postales directes ou transitaires, entre les deux Etats, seront en principe assurées conformément aux dispositions de la Convention postale universelle et des accords et règlements pertinents qui y sont annexés, en vigueur au moment, sous réserve de l'observation de la législation de chaque Etat.

Article 2.

Le service postal, direct ou transitaire, entre les deux pays, assurera la transmission des lettres ordinaires et recommandées, des cartes postales simples et avec réponse payée, des documents imprimés en relief pour les aveugles, des papiers de commerce et échantillons de marchandises, des coupons-réponses, des lettres avec valeur déclarée, des colis ordinaires et avec valeur déclarée, des mandats de poste et des mandats télégraphiques, des colis contre remboursement, ainsi que de tous les objets de correspondance susmentionnés expédiés par exprès.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4455. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE REPUBLIC OF POLAND CONCERNING POSTAL COMMUNICATIONS AND TELECOMMUNICATIONS. SIGNED AT KAUNAS, MAY 2ND, 1938.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, being desirous of establishing postal and telecommunication services between the two States, both direct and in transit, have decided to conclude a Convention on the subject and have, for that purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Stasys LOZORAITIS, Acting Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Franciszek CHARWAT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Poland in Kaunas ;

Who, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PART I.

POSTAL COMMUNICATIONS.

Article 1.

Postal communications between the two States, whether direct or in transit, shall, in principle, be conducted in accordance with the provisions of the Universal Postal Convention and the Agreements and relevant Regulations annexed thereto currently in force, subject to compliance with the legislation operative in each State.

Article 2.

The mail service, direct or in transit, between the two countries shall provide for the transmission of ordinary and registered letters, postcards, both single and reply-paid, matter printed in relief for the blind, commercial papers and samples of goods, reply coupons, insured letters, ordinary and insured parcels, postal and telegraphic transfers, cash-on-delivery packets, and also all the aforesaid matter for express delivery.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les courriers seront acheminés par tous les moyens de transport mutuellement autorisés par les deux Administrations des Postes et Télégraphes. Toutefois, les lignes aériennes pourront être utilisées pour l'acheminement des correspondances qui seront mutuellement admises à l'expédition par ce moyen de transport.

Article 4.

Les correspondances échangées entre les deux Etats seront assujetties aux taxes du tarif international appliquées dans le pays d'origine du courrier.

DEUXIÈME PARTIE

TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Article 5.

Les télécommunications entre les deux Etats contractants s'effectueront, en principe, conformément aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications et des règlements qui y sont annexés, en vigueur au moment, sous réserve de l'observation de la législation de chaque Etat.

Article 6.

Les Administrations des Postes et Télégraphes des deux Etats intéressés prendront, d'un commun accord, toutes dispositions utiles pour l'établissement des voies de communication nécessaires au service.

Article 7.

Les installations et les voies de communication seront construites, entretenues et exploitées en tenant compte, dans la mesure du possible, des recommandations y relatives des comités consultatifs internationaux (C.C.I.T., C.C.I.F., C.C.I.R.).

Article 8.

Le tarif applicable dans le service de télécommunications sera fixé, et les comptes seront réglés, conformément aux dispositions notifiées par chacune des Administrations des Postes et Télégraphes au Bureau de l'Union internationale des télécommunications.

TROISIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES.

Article 9.

Les Administrations des Postes et Télégraphes des deux Etats auront le pouvoir de prendre d'un commun accord toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente convention.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie.

La convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 3.

Mails shall be conveyed by all forms of transport which are mutually authorised by the two Postal and Telegraph Administrations. Air lines may, however, be used for the transport of such mails as are mutually accepted for that form of transport.

Article 4.

All mail exchanged between the two States shall be subject to the international tariff rates applied in the country in which the correspondence was posted.

PART II.

TELECOMMUNICATIONS.

Article 5.

Telecommunications between the two contracting States shall, in principle, be conducted in accordance with the provisions of the International Telecommunication Convention and the Regulations annexed thereto currently in force, subject to compliance with the legislation operative in each State.

Article 6.

The Postal and Telegraph Administrations of the two States concerned shall proceed, by joint agreement, to establish the telecommunication connections called for by traffic requirements.

Article 7.

Telecommunication installations and connections shall be constructed, maintained, and operated subject to observance, as far as possible, of the relevant recommendations of the International Advisory Committees (C.C.I.T., C.C.I.F., C.C.I.R.).

Article 8.

The tariff charges applied in the telecommunication service shall be fixed, and the accounts settled, in accordance with the rules notified by each of the Postal and Telegraph Administrations to the Office of the International Telecommunication Union.

PART III.

FINAL PROVISIONS.

Article 9.

The Postal and Telegraph Administrations of both States shall be empowered to take, by joint agreement, all necessary steps for the execution of the present Convention.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

The Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification.

Article II.

La présente convention a été rédigée en double exemplaire, en langues lithuanienne et polonaise. Les deux textes font également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Kaunas, le deux mai mil neuf cent trente-huit.

S. LOZORAITIS.

F. CHARWAT.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention conclue entre la République de Lithuanie et la République de Pologne relative aux communications postales et aux télécommunications, les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles donneront effet, à titre provisoire, aux dispositions de la présente convention à partir du 10 mai 1938 jusqu'à la date où la convention entrera en vigueur, comme il est prévu à l'article 10.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole, rédigé en double exemplaire en langue lithuanienne et en langue polonaise, et y ont apposé leurs sceaux. Les deux textes font également foi.

KAUNAS, le deux mai mil neuf cent trente-huit.

LOZORAITIS.

F. CHARWAT.

Article II.

The present Convention has been drawn up in duplicate in the Lithuanian and Polish languages. Both texts are equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Kaunas, May 2nd, one thousand nine hundred and thirty-eight.

S. LOZORAITIS.

F. CHARWAT.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Convention between the Republic of Lithuania and the Republic of Poland concerning Postal Communications and Telecommunications, the High Contracting Parties declare that they will give provisional effect to the provisions of this Convention as from May 10th, 1938, until the date on which it comes into force as provided in Article 10 of the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol, drawn up in duplicate in the Lithuanian and Polish languages, and have thereto affixed their seals. Both texts are equally authentic.

KAUNAS, *May 2nd, one thousand nine hundred and thirty-eight.*

LOZORAITIS.

F. CHARWAT.

N° 4456.

LITHUANIE ET POLOGNE

Convention relative à la navigation
et au flottage, avec annexe, proto-
cole final et protocole de signature.
Signés à Kaunas, le 14 mai 1938.

LITHUANIA AND POLAND

Convention regarding Navigation and
Timber - Floating, with Annex,
Final Protocol and Protocol of
Signature. Signed at Kaunas, May
14th, 1938.

N^o 4456. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE
ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE A LA NAVIGATION
ET AU FLOTTAGE. SIGNÉE A KAUNAS, LE 14 MAI 1938.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de
Lithuanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le
8 octobre 1938.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Egalement désireux de régler dans l'intérêt commun des deux Etats les questions de la navigation par voie d'eau et de flottage du bois, ont résolu de conclure une convention y relative, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Monsieur Jonas NORKAITIS, directeur du Département économique au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur le Docteur Michał POTULICKI, chef adjoint de la Division juridique au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le droit de flottage et de navigation sur les voies d'eau suivantes : le Nemunas (Niemen), avec tous ses embranchements et le canal Guillaume, le Neris (Wilia), la Žeimena (Żejmiana) avec ses affluents, le Merkis (Mereczanka) et la Pripetė (Prypeć) avec le système du canal Oginski.

Toutefois, chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit de cabotage au pavillon national dans les voies d'eau respectives mentionnées à l'alinéa précédent.

Article 2.

Les deux Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le libre transit fluvial ordinaire ainsi que le libre transit combiné, à savoir celui qui s'effectuerait par voie d'eau et par voie ferrée pour les personnes, bagages, marchandises y compris le bois flotté, et instruments de transport.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 1^{er} juillet 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4456. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING NAVIGATION AND TIMBER-FLOATING. SIGNED AT KAUNAS, MAY 14TH, 1938.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Lithuania to the League of Nations. The registration of this Convention took place October 8th, 1938.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Being equally desirous of settling in the common interest of the two States questions of waterway navigation and timber-floating, have resolved to conclude a Convention on that subject and have appointed for the purpose their respective Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Monsieur Jonas NORKAITIS, Director of the Economic Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Michał POTULICKI, Assistant Head of the Legal Division at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties recognise each other's right of timber-floating and navigation on the following waterways : the Nemunas (Niemen), with all its branches and the William Canal, the Neris (Wilia), the Žeimena (Zejmiana) with its tributaries, the Merkis (Mereczanka), and the Pripetė (Prypeć) with the Oginski canal system.

Each of the two Contracting Parties reserves for its national flag, however, the right of cabotage on the respective waterways mentioned in the preceding paragraph.

Article 2.

The two Contracting Parties recognise each other's right to free ordinary river transit and to free combined transit, that is to say, transit by water and by rail, for passengers, luggage, goods (including floated timber), and instruments of transport.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 1st, 1938.

Article 3.

Seront considérés comme en transit les personnes, bagages, marchandises, y compris le bois flotté, et instruments de transport, dont le trajet par l'Etat où s'effectue le transit n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors de cet Etat. Pendant ce transit, le transbordement, l'entrepôt, la rupture de charge, et le changement de mode de transport sont admis.

Dans le cas de changement de mode ou d'instruments de transport seront utilisés les moyens de transport du pays où le changement s'effectue.

Article 4.

Sous réserve des autres stipulations de la présente convention, les mesures de réglementation et d'exécution prises par les deux Parties contractantes, en ce qui concerne les transports effectués à travers leurs territoires, faciliteront le libre transit fluvial ordinaire ainsi que le libre transit combiné susmentionné sur les voies en service appropriées à un tel transit. Il ne sera fait aucune distinction, tirée soit de la nationalité des voyageurs, soit du pavillon des bateaux ou embarcations appartenant aux deux Parties contractantes, et des radeaux, soit des points d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, soit de toute considération relative à la propriété des marchandises.

Article 5.

A l'occasion du transport dans le trafic entre les deux Parties contractantes, il y aura égalité de traitement pour les conditions, droits et taxes de transport par rapport à ceux appliqués pour le transport de leurs propres nationaux, marchandises et instruments de transport. Ces conditions, droits et taxes ne seront pas moins favorables en ce qui concerne le transit.

Article 6.

Les transports en transit ne seront soumis à aucuns droits ou taxes spéciaux à raison de leur transit. Toutefois, pourront être perçus, sur ces transports en transit, des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration qu'imposerait ce transit.

Article 7.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue, par la présente convention, d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire sera prohibée, ou des marchandises d'une catégorie dont l'importation est interdite, soit pour raison de santé ou de sécurité publique, soit comme précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux.

Chaque Partie aura le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les personnes, marchandises, et notamment les marchandises soumises à un monopole, les bateaux, embarcations ou autres instruments de transport, sont réellement en transit, ainsi que pour s'assurer que les voyageurs en transit sont en mesure de terminer leur voyage et pour éviter que la sécurité des voies et moyens de communication soit compromise.

Article 8.

Les deux Parties contractantes s'accordent que le bois transporté en transit à travers le territoire d'une des Parties, pourra y être scié ou autrement travaillé dans des scieries et autres établissements travaillant pour l'exportation.

Article 9.

Les transports dans les communications directes et dans le transit seront soumis aux lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils s'effectuent, sous réserve des

Article 3.

The following shall be considered as being in transit : passengers, luggage, goods (including floated timber), and instruments of transport, whose journey across the State through which transit takes place is only a portion of the whole journey, begun and to be terminated outside that State. Transshipment, storage, breaking bulk, and change in the mode of transport are allowed during transit.

When the mode or instruments of transport are changed, the means of transport of the country in which the change takes place shall be used.

Article 4.

Subject to the other provisions of the present Convention, the measures of control and execution adopted by the two Contracting Parties in connection with transport carried out across their territories shall facilitate free ordinary river transit and the free combined transit mentioned above on the routes in use suitable for such transit. No distinction shall be made on the ground of the nationality of passengers or the flag of the boats or vessels belonging to the two Contracting Parties, or of the rafts, or of the points of origin or departure, entry, exit, or destination, or of any consideration relating to the ownership of the goods.

Article 5.

When transport takes place in traffic between the two Contracting Parties, the transport terms, dues and taxes shall be the same as those applied to the transport of their own respective nationals, goods and instruments of transport. Those terms, dues and taxes shall not be less favourable as regards transit.

Article 6.

Consignments in transit shall not be subject to any special dues or taxes by reason of their transit. It shall, however, be permissible to levy, on consignments in transit, dues or taxes intended solely to cover the expenses of supervision and administration entailed by such transit.

Article 7.

Neither of the Contracting Parties shall be bound by the present Convention to allow the transit of travellers whose entry into its territory is prohibited, or of goods of a category the importation of which is forbidden, whether for reasons of public health or safety or as a precaution against diseases of animals or plants.

Each Party shall have the right to take the necessary steps to satisfy itself that passengers, goods (especially goods subject to a monopoly), boats, vessels or other instruments of transport are really in transit, and to satisfy itself that passengers in transit are in a position to complete their journey, and to prevent the safety of the channels and means of communication from being endangered.

Article 8.

The two Contracting Parties agree that timber transported in transit across the territory of one of the Parties may be sawn or otherwise worked there in sawmills and other establishments working for the export trade.

Article 9.

Transport in direct traffic and in transit shall be subject to the laws and regulations of the Contracting Party in whose territory it takes place, except as may be otherwise provided in the

dispositions contraires de la présente convention. En ce qui concerne le flottage, l'on tiendra compte également, autant que possible, des coutumes locales.

Article 10.

Les ressortissants ainsi que les personnes juridiques de chacune des deux Parties contractantes ont le droit de navigation et de flottage sur les eaux communes, aux conditions prévues aux articles 11-23 de la présente convention.

Article 11.

Aucun droit ni taxe ne pourront être perçus à raison de l'utilisation des eaux communes.

Article 12.

Les ressortissants ainsi que les personnes juridiques de chacune des deux Parties contractantes exerceront la navigation et le flottage sur les eaux communes en vertu de leur législation nationale et des prescriptions de la présente convention.

Pour autant que l'une des deux Parties contractantes aurait l'intention d'édicter de nouvelles prescriptions, ou de modifier celles en vigueur, et qui pourraient affecter la navigation ou le flottage, relatives aux eaux communes, elle en informera l'autre Partie, afin que celle-ci puisse prendre les mesures appropriées.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas introduire, sans l'assentiment de l'autre Partie, des prescriptions spéciales aux eaux communes qui seraient différentes des prescriptions nationales en vigueur pour leurs eaux intérieures d'importance analogue.

Article 13.

Les bateaux, embarcations et radeaux de toute espèce naviguant sur les eaux communes ainsi que leurs équipages, doivent être munis de documents de navigation et de flottage requis par la législation de la Partie contractante dont sont ressortissantes les personnes exerçant la navigation ou le flottage.

En outre, doivent être porteurs de pièces d'identité, munies d'une photographie, l'équipage, ainsi que toutes les personnes se trouvant sur le moyen de transport.

Article 14.

En principe, la navigation et le flottage du bois sur les eaux communes ne s'effectueront que de jour.

Pendant la nuit, les bateaux, embarcations et radeaux devront, munis de signaux lumineux, être arrêtés et fixés dans des endroits déterminés d'avance à la rive de la Partie contractante dont les personnes exerçant la navigation ou le flottage sont ressortissantes.

Exceptionnellement, et si les autorités locales sont d'accord la navigation et le flottage pourront avoir également lieu de nuit.

Article 15.

Le flottage du bois sur les eaux communes doit s'exercer en radeaux. Les radeaux ne pourront transporter que du bois.

Dans des cas spéciaux, et s'il y a autorisation commune des autorités locales intéressées, le flottage à bûches perdues pourra être admis. Les autorités locales devront en ce cas indiquer les chemins de halage sur lesquels sera admis le service de ce genre de flottage et elles s'en informeront mutuellement.

Article 16.

Sur les eaux communes, les bateaux, embarcations ainsi que leurs personnel et marchandises et les radeaux, ne sont pas soumis aux formalités de passeports, de douane et de contrôle des devises,

present Convention. With regard to the floating of timber, account shall also be taken, as far as possible, of local custom.

Article 10.

The nationals and legal entities of each of the two Contracting Parties shall enjoy navigation and timber-floating rights on the common waters, subject to the conditions laid down in Articles 11 to 23 of the present Convention.

Article 11.

No due or tax shall be levied for the use of the common waters.

Article 12.

The nationals and legal entities of each of the two Contracting Parties shall engage in navigation and timber-floating on the common waters in accordance with their national laws and the provisions of the present Convention.

Should one of the two Contracting Parties intend to issue new regulations, or to amend those in force, in such a way that navigation or timber-floating on the common waters would be affected, it shall inform the other Party, so that the latter may take suitable steps.

Each of the two Contracting Parties undertakes not to introduce without the assent of the other Party special regulations applying to the common waters and differing from the national regulations applying to their inland waters of a like degree of importance.

Article 13.

Boats, vessels, and rafts of every kind navigating on the common waters and their crews must be provided with the navigation and timber-floating documents required by the law of the Contracting Party of which the persons engaged in the navigation or floating are nationals.

Further, the crew and all persons on the means of transport must carry identity papers with photographs attached.

Article 14.

As a rule, navigation and timber-floating on the common waters shall take place only by day.

During the night, the boats, vessels and rafts, bearing signal lights, must stop and remain stationary at places, specified in advance, on the shore of the Contracting Party of which the persons engaged in navigation or floating are nationals.

Exceptionally, if the local authorities agree, navigation and floating may also take place at night.

Article 15.

Timber floated on the common waters must be in rafts. The rafts shall transport timber only.

In special cases, if all the local authorities concerned have given their permission, the floating of separate logs may be allowed. In such cases, the local authorities must indicate the tow-paths on which the persons engaged in that kind of timber-floating will be admitted, and they shall inform each other of them.

Article 16.

On the common waters, boats and vessels (with their crews and goods) and rafts shall not be subject to passport, Customs or currency control formalities, if they do not touch at the shore

s'ils n'abordent pas à la rive de l'autre Etat et si les personnes intéressées n'y descendent pas. Les autorités locales compétentes seront néanmoins en droit de contrôler les documents de navigation ou de flottage ainsi que les pièces d'identité. A cette fin, les conducteurs des bateaux, embarcations ou radeaux devront rendre l'accès possible aux représentants desdits organes, de même que leur retour à terre.

Les bateaux, embarcations et radeaux atteignant le bord de l'autre Partie contractante, sont soumis aux prescriptions douanières, de passeports et administratives de celle-ci. Cette règle ne s'applique pas, toutefois, aux cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 15, si le personnel préposé au flottage à bûches perdues demeure dans les limites des chemins de halage fixés.

Article 17.

En cas de danger, les bateaux, embarcations et radeaux pourront aborder le rivage de l'autre Partie et leur personnel y descendre à terre. Dans ces cas, le conducteur du moyen de transport sera tenu d'en aviser immédiatement le poste de police le plus proche, ses autres compagnons devant rester sur place jusqu'à l'arrivée d'un représentant des organes de police.

Si la sécurité le justifie, la cargaison du bateau, de l'embarcation ou du radeau pourra être également mise à terre.

Dans les cas prévus par le présent article, les autorités locales des deux Parties contractantes devront s'entendre le plus vite possible quant aux moyens susceptibles de liquider l'avarie et de permettre la continuation du flottage ou de la navigation.

Article 18.

Des travaux d'art sur les eaux communes ne pourront être faits qu'avec l'assentiment mutuel des autorités compétentes des deux Parties.

Article 19.

En cas de dommages causés aux travaux mentionnés à l'article 18 ou aux terrains riverains, les autorités locales des deux Parties contractantes s'entendront quant à la fixation en commun de l'importance de ceux-ci ainsi que du montant de l'indemnité.

Il en sera de même en ce qui concerne les dommages éventuels causés par l'utilisation des chemins de halage, mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 15.

Article 20.

Le chargement et le déchargement du bois de flottage sur les eaux communes ne pourra ni entraîner des entassements ni modifier l'état actuel du cours d'eau.

Les autorités locales des deux Parties contractantes se notifieront réciproquement les endroits destinés au chargement et au déchargement.

Le dépôt du bois sur les rivages devra s'effectuer avec la vigilance nécessaire, afin d'éviter des dommages dans les périodes des grandes eaux ou du bris des glaces.

Article 21.

Dans les eaux communes, il est interdit de transporter des marchandises sur des kayaks ou autres légères embarcations.

Article 22.

L'autorité locale d'une des deux Parties contractantes sera tenue de faire retirer toute personne indésirable occupée à la navigation ou au flottage sur les eaux communes, si l'autorité de l'autre Partie le demande pour des raisons de la sécurité ou de l'ordre public.

of the other State and if the persons concerned do not land. The competent local authorities shall, nevertheless, have the right to inspect navigation and timber-floating documents and identity papers. For that purpose, the persons in charge of the boats, vessels or rafts shall give facilities for the representatives of such authorities to board and to return to land.

Boats, vessels and rafts which put in to the shore of the other Contracting Party shall be subject to the latter's Customs, passport and administrative regulations. This rule shall not apply, however, to the cases mentioned in the second paragraph of Article 15, provided the staff engaged in floating separate logs do not depart from the prescribed tow-paths.

Article 17.

In case of danger, boats, vessels and rafts may put in to the shore of the other Party, and their crews shall be allowed to land. In such cases, the person in charge of the means of transport shall be bound to notify the nearest police station immediately, while his companions must remain where they are until the arrival of a representative of the police authorities.

If necessary for safety, the cargo of the boat, vessel or raft may also be landed.

In the cases provided for in the present Article, the local authorities of the two Contracting Parties must agree as quickly as possible on the means of repairing the damage and enabling the floating or navigation to continue.

Article 18.

Engineering works on the common waters can only be constructed with the consent of the competent authorities of both Parties.

Article 19.

In case of damage to the works mentioned in Article 18 or to land along the banks, the local authorities of the two Contracting Parties shall agree on a common estimate of the extent of such damage and the amount of compensation.

The same shall apply in the case of any damage which may be caused by the use of the tow-paths mentioned in the second paragraph of Article 15.

Article 20.

The loading and unloading of timber floated on the common waters must not cause congestion nor change the present condition of the watercourse.

The local authorities of the two Contracting Parties shall notify each other of the places appointed for loading and unloading.

The depositing of timber on the banks must be carried out with the necessary care in order to avoid damage in periods of flood or when the ice is breaking up.

Article 21.

The transport of goods in canoes or other light craft on the common waters shall not be allowed.

Article 22.

The local authority of one of the two Contracting Parties shall be bound to withdraw any undesirable person engaged in navigation or timber-floating on the common waters, if so requested by the authority of the other Party for reasons of public safety or order.

Article 23.

Les deux Parties contractantes indiqueront les autorités qualifiées pour la réglementation de la navigation et du flottage, relativement aux eaux communes, et se communiqueront mutuellement leurs dénomination et siège.

Les autorités prévues à l'alinéa ci-dessus auront à harmoniser entre elles toutes les questions susceptibles d'un règlement commun, et, en particulier, celles qui ont pour but de faciliter et d'améliorer les conditions de la navigation et du flottage sur lesdites eaux.

Article 24.

Les autorités locales seront autorisées à examiner les incidents relatifs à la navigation et au flottage, et auront le droit de statuer selon une procédure qu'elles auront à fixer provisoirement entre elles.

Article 25.

Chacune des deux Parties contractantes désignera les points de contrôle nécessaires pour le contrôle des passeports, les formalités de douane et des devises et en informera l'autre Partie.

Article 26.

Le personnel occupé au flottage du bois de l'une des Parties contractantes pourra atteindre les points de contrôle de l'autre Partie, et en revenir, s'il est porteur de pièces d'identité munies d'une photographie, émanant des autorités de son pays, et si son nom figure sur les listes nominales dressées selon le modèle annexé à la présente convention.

Les listes nominales, établies en double, en langues lithuanienne et polonaise, seront présentées au point de contrôle de l'autre Partie contractante qui en gardera le premier exemplaire, le second exemplaire devant être retourné, muni d'un visa gratuit, aux personnes intéressées.

Les listes nominales visées donnent droit, pendant la durée de validité du visa, aux personnes dont les noms y figurent, de rentrer dans leur pays par la voie qui leur aura été indiquée.

Article 27.

Le personnel de navigation ainsi que les personnes occupées au flottage qui traversent les points de contrôle prévus à l'entrée des voies d'eau intérieures de l'autre Partie contractante devront être porteurs de passeports pour l'étranger, munis de visas.

Article 28.

Chacune des deux Parties contractantes s'accorde à admettre sur son territoire, en ce qui concerne le personnel de flottage venant de celui de l'autre Partie, le chef du transport et son convoyeur.

Toutefois, ces personnes ne seront pas autorisées à exercer sur le territoire de l'autre Partie les travaux de floteurs.

Article 29.

Les autorités locales des deux Parties contractantes se communiqueront mutuellement les noms des personnes occupées à la navigation et au flottage que l'autre Partie n'entendra pas admettre.

Article 23.

The two Contracting Parties shall indicate the authorities competent to control navigation and timber-floating on the common waters, and shall inform each other of the names and addresses of such authorities.

The authorities mentioned in the above paragraph shall settle between themselves all questions capable of being settled in common, and in particular those connected with facilitating and improving navigation and timber-floating conditions on the said waters.

Article 24.

The local authorities shall have power to investigate incidents connected with navigation and timber-floating, and shall have the right to make decisions in accordance with a procedure which they will decide on provisionally between themselves.

Article 25.

Each of the two Contracting Parties shall designate the necessary points of control for the examination of passports and Customs and currency formalities, and shall inform the other Party of them.

Article 26.

The timber-floating staff of one of the Contracting Parties shall be entitled to land at the points of control of the other Party, and to return from them, if they are in possession of identity papers with photographs attached, issued by the authorities of their country, and if their names appear on the nominal rolls drawn up in accordance with the form annexed to the present Convention.

The nominal rolls, drawn up in duplicate in the Lithuanian and Polish languages, shall be presented at the point of control of the other Contracting Party, who shall keep the first copy, the second copy being returned with a free visa to the persons concerned.

The nominal rolls, with visas attached, shall give the persons whose names appear on them the right, while the visas are valid, to return to their country by the route indicated to them.

Article 27.

Navigating personnel and persons engaged in timber-floating who go through the points of control provided at the entrance to the inland waterways of the other Contracting Party must be in possession of passports for travel abroad, with visas attached.

Article 28.

Each of the two Contracting Parties agrees, as regards the timber-floating staff coming from the territory of the other Party, to admit to its own territory the person in charge of the transport and his convoying officer.

Those persons, however, shall not be authorised to work as timber-floaters in the territory of the other Party.

Article 29.

The local authorities of the two Contracting Parties shall communicate to each other the names of persons engaged in navigation and timber-floating whom the other Party does not propose to admit.

Article 30.

La présente convention est conclue pour deux ans.

A l'expiration de ce terme, elle restera en vigueur aussi longtemps que l'une des deux Parties contractantes n'aura pas notifié à l'autre Partie, moyennant un préavis de six mois, son intention d'y mettre fin.

Article 31.

La présente convention, établie en deux exemplaires, sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Kaunas, le 14 mai mil neuf cent trente-huit.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

MODÈLE A-I

Couleur blanche.

Dénomination de l'autorité.

LISTE NOMINATIVE N°.....

du personnel (équipage) du radeau N° jusqu'au point de
flotté sur la rivière contrôle *) à

N° d'ordre	Nom et prénom	Emploi	N° de la carte d'identité et autorité l'ayant délivrée

Les personnes ci-dessus mentionnées sont autorisées à traverser le point de contrôle
..... et à retourner par un endroit de passage jusqu'au

..... le 19.....

(Cachet)

.....
Signature

*) « Polonais » ou « lithuanien ».

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

Article 30.

The present Convention is concluded for two years.

On the expiry of that period, it shall remain in force until one of the two Contracting Parties, giving six months' notice in advance, informs the other Party of its intention to terminate it.

Article 31.

The present Convention, drawn up in duplicate, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the fifteenth day from the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Kaunas, this 14th day of May, one thousand nine hundred and thirty-eight.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

FORM A-I

White.

Name of authority.

NOMINAL ROLL No.....

of the personnel (crew) of raft No. floated on the river as far as the (*) point of control at.....

Serial No.	Surname and Christian Name	Occupation	Number of Identity Card, and Authority issuing it

The above-named persons are authorised to pass the point of control and to return at a crossing-place until.....

....., the, 19.....

(Seal)

Signature

(*) " Polish " or " Lithuanian ".

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

MODÈLE A-II
du visa de contrôle
N°

Dénomination de l'autorité.

Le séjour en *) des personnes
suivantes est accordé jusqu'au et
elles sont tenues de revenir en **)
par un endroit de passage à le 19.....

Cachet

.....
Signature.

*) « Pologne » ou « Lituanie ».

**) « Pologne » ou « Lituanie ».

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

PROTOCOLE FINAL

En signant la Convention relative à la navigation et au flottage, conclue ce jour entre la République de Lituanie et la République de Pologne, les plénipotentiaires des deux Parties ont formulé les déclarations suivantes qui feront partie intégrante de la présente convention.

Ad article premier.

La navigation régulière pour le transport à fins lucratives exigera un arrangement spécial qui sera conclu en temps opportun.

Ad article 2.

Il est entendu que les stipulations de cet article, en ce qui concerne le transit ayant la Lituanie ou la Pologne pour pays de destination, ne sauraient en rien préjuger ni enfreindre aux relations de transit des deux Parties contractantes avec les Etats tiers, en vertu de leurs accords ou arrangements.

Ad article 3, alinéa 2.

Cette disposition ne s'applique qu'aux transports intérieurs, à l'exclusion des cas où le transport antérieur et ultérieur s'effectuerait par mer.

Ad article 10.

Au sens de la présente convention sont considérés comme eaux communes, les secteurs ininterrompus des cours d'eau avoisinants situés entre les eaux intérieures des Parties contractantes, ainsi que les eaux stagnantes appartenant partiellement à l'une et partiellement à l'autre Partie.

Ad articles 12 à 14.

Le bois de provenance lithuanienne, flotté par la Žeimena (Żejmiana), ses affluents et le Neris (Wilia) vers la Lituanie, sera considéré lors du flottage sur les eaux communes comme étant servi par des ressortissants polonais même dans les cas où le chef du transport et son convoyeur seraient des ressortissants lithuaniens.

FORM A-II
of control visa
No.

Name of authority.

The following persons have permission to remain in (*)
until
and must return to (**)
at a crossing-place at on 19

Seal.

Signature

(*) " Poland " or " Lithuania " .
(**) " Poland " or " Lithuania " .

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

FINAL PROTOCOL.

When signing the Convention concerning navigation and timber-floating concluded this day between the Republic of Lithuania and the Republic of Poland, the Plenipotentiaries of the two Parties have made the following declarations, which shall form an integral part of the present Convention.

Ad Article 1.

Regular navigation for transport with a lucrative object will require a special arrangement which will be concluded in due course.

Ad Article 2.

It is agreed that the provisions of this Article relating to transit traffic with Lithuania or Poland as the country of destination shall in no way prejudice or infringe the transit relations of the two Contracting Parties with third States under agreements or arrangements to which they are parties.

Ad Article 3, Second Paragraph.

This provision applies only to inland transport, and not to cases in which previous and subsequent transport takes place by sea.

Ad Article 10.

For the purposes of the present Convention, common waters shall be deemed to mean unbroken stretches of neighbouring waterways situated between the inland waters of the Contracting Parties, together with dead waters belonging partly to one and partly to the other Party.

Ad Articles 12 to 14.

Timber coming from Lithuania floated on the Žeimena (Żejmiana), its tributaries and the Neris (Wilia) towards Lithuania shall be considered, while floated on common waters, as being tended by Polish nationals, even if the person in charge of the transport and his convoying officer are Lithuanian nationals.

Ad article 16.

Le service de contrôle des documents de navigation et de flottage et des pièces d'identité ne saurait entraver la navigation ou le flottage et devra être limité à la proximité immédiate du rivage de la Partie contractante à laquelle il appartient ; pour autant qu'il s'agit d'embarcations légères, de kayaks et de bateaux touristiques, son activité ne s'exercera que dans les cas de stricte nécessité.

Ad article 28.

Dans les cas d'importance exceptionnelle d'un transport, le nombre des convoyeurs pourra être majoré en accord avec les autorités des points de contrôle d'entrée.

Fait à Kaunas, le 14 mai mil neuf cent trente-huit.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Etant donné que la mise en application de certaines prescriptions de ladite convention (notamment son art. 24) nécessite que les compétences des autorités locales soient définies, les deux gouvernements s'accordent que des pourparlers y relatifs aient lieu à bref délai.

Il est entendu, en outre, que l'article 6 ne préjuge pas le droit à chaque Partie contractante de percevoir, hors des droits ou taxes prévus dans cet article, les droits et taxes ordinaires qui découlent de l'article 5.

Fait à Kaunas, le 14 mai 1938.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

Copie certifiée conforme :

Girdvainis,

*p. Directeur du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères de Lithuanie.*

Ad Article 16.

The control of navigation and timber-floating documents and identity papers shall not hinder navigation or timber-floating, and must be confined to the immediate vicinity of the shore of the Contracting Party to which the control service belongs ; in the case of light vessels, canoes and tourist craft, it shall only exercise its activities when strictly necessary.

Ad Article 28.

When a consignment is of exceptional size, the number of convoying officers may be increased in agreement with the authorities of the points of control at the entry to the country.

Done at Kaunas, this 14th day of May, one thousand nine hundred and thirty-eight.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

Whereas the application of certain provisions of the aforesaid Convention (in particular, Article 24) requires that the powers of the local authorities be defined, the two Governments agree that negotiations on the subject shall take place shortly.

It is agreed, further, that Article 6 does not prejudice the right of each Contracting Party to levy, apart from the dues or taxes provided for in that Article, the ordinary dues and taxes referred to in Article 5.

Done at Kaunas, this 14th day of May, 1938.

J. NORKAITIS.

POTULICKI.

N° 4457.

LITHUANIE ET POLOGNE

Convention relative aux communications ferroviaires, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 25 mai 1938.

LITHUANIA AND POLAND

Convention concerning Railway Traffic, with Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, May 25th, 1938.

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

N^o 4457. — SUTARTIS¹ TARP LIETUVOS RESPUBLIKOS IR LENKIJOS RESPUBLIKOS DĖL GELEŽINKELIŲ SUSISIEKIMO. SUDARYTA VARŠUVOJE, 1938 METŲ GEGUŽĖS MĖN. 25 DIENĄ.

Textes officiels lithuanien et polonais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente de Lithuanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 octobre 1938.

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS ir LENKIJOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS, siekdami sutvarkyti geležinkelių susisiekimą tarp Lietuvos ir Lenkijos, nutarė sudaryti atitinkamą sutartį ir paskyrė tam tikslui savo įgaliotinius :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS

Poną Kazį ŠKIRPĄ, Nepaprastą Pasiuntinį ir Įgaliotą Ministerį Varšuvoje ;

LENKIJOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS :

Poną Jan SZEMBEK, Užsienių Reikalų Ministerijos Valstybės Paskretorių,

kurie, pasikeitę ir patikrinę savo įgaliojimus, pripažino juos gerais ir reikiamos formos, susitarė dėl šių nuostatų :

I straipsnis.

ĮSTATYMAI IR TAIŠYKLĖS.

1. Geležinkelių susisiekimui tarp Lietuvos iš vienos pusės ir Lenkijos iš antros pusės galioja, jei ši sutartis nenustato kitaip, kiekvienos Valstybės įstatymai ir taisyklės. Be to, taikomi tų esamųjų ir būsimųjų tarptautinių konvencijų nuostatai, prie kurių abi Susitariančios Šalys yra prisidėjusios arba prisidės.

2. Tuo atveju, kai viena Susitariančioji Šalis atsimestų nuo 1 p. paminėtų konvencijų arba neprisidėtų prie tų konvencijų pakeitimų, tai abiejų Susitariančiųjų Šalių Vyriausybės iš anksto susitars, ar tos konvencijos ir jų pakeitimai bus taikomi susisiekimui tarp Lietuvos ir Lenkijos ar vieton jų turėtų būti taikomi kokie kitoki nuostatai.

3. Ligi Lietuva prisidės prie 1933 m. lapkričio mėn. 23 d. Tarptautinių Keleivių, Bagažo ir Prekių Pervežimo Geležinkeliais Konvencijų, geležinkelių tiesioginiam keleivių, bagažo, bagažo-prekių ir prekių susisiekimui tarp Lietuvos iš vienos pusės ir Lenkijos iš kitos pusės bus taikomi 1924 m. spalio mėn. 23 d. Tarptautinių Keleivių, Bagažo ir Prekių Pervežimo Geležinkeliais Konvencijų (TKK² ir TPK³) 1—56 ir 63 str. str. nuostatai su Susivienodintomis Papildomosiomis Taisyklėmis.

4. Dėl tiesioginio susisiekimo tarifų ir tarnybinių taisyklių, taip pat dėl kitų nuostatų, liečiančių keleivių, bagažo, bagažo-prekių ir prekių pervežimą abiejų Susitariančiųjų Šalių geležinkeliais, susitariama atskirai.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 28 juin 1938.

² Vol. LXXXVIII, page 17 ; et vol. C, page 248, de ce recueil.

³ Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; vol. CXVII, pages 186/187 ; et vol. CLII, page 296, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 4457. — UMOWA¹ MIĘDZY REPUBLIKĄ LITEWSKĄ A RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ O KOMUNIKACJI KOLEJOWEJ, PODPISANA
W WARSZAWIE, DNIA 25 MAJA, 1938.

*Lithuanian and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent
Delegation of Lithuania to the League of Nations. The registration of this Convention took place
October 8th, 1938.*

PREZYDENT REPUBLIKI LITEWSKIEJ i PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ dążąc do uregulowania komunikacji kolejowej między Litwą a Polską postanowili zawrzeć odpowiednią umowę i mianowali w tym celu swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI LITEWSKIEJ :

Pana Kazysa ŚKIRPĘ, Pośła Republiki Litewskiej w Warszawie,

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Jana SZEMBEKA, Podsekretarza Stanu w Ministerstwie Spraw Zagranicznych,

Którzy, po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

USTAWY I PRZEPISY.

1. W komunikacji kolejowej między Litwą z jednej strony, a Polską z drugiej strony, obowiązują ustawy i przepisy każdego Państwa, jeżeli niniejsza Umowa nie zawiera postanowień odrębnych. Ponadto należy stosować postanowienia tych obecnych i przyszłych międzynarodowych konwencji, do których przystąpiły lub przystąpią obie Umawiające się Strony.

2. W razie wypowiedzenia przez jedną z Umawiających się Stron konwencji, wymienionych w punkcie 1) lub nieprzystąpienia jednej z Umawiających się Stron do zmian tych konwencji, Rządy obu Umawiających się Stron porozumieją się zawczasu co do tego czy mają być stosowane jednak w komunikacji między Litwą a Polską, lub jakie przepisy mają je zastąpić.

3. W bezpośredniej komunikacji kolejowej osobowej, bagażowej, ekspresowej i towarowej między Litwą z jednej strony, a Polską z drugiej strony, stosowane będą aż do czasu przystąpienia Litwy do Międzynarodowych Konwencji o przewozie osób, bagażu i towarów kolejami żelaznymi z dnia 23 listopada 1933 r., postanowienia artykułów 1—56 i 63 Międzynarodowych Konwencji o przewozie osób, bagażu i towarów kolejami żelaznymi (KMO² i KMT³) z dnia 23 października 1924 wraz z ujednostajnionymi postanowieniami dodatkowymi.

4. Taryfy dla bezpośredniej komunikacji i przepisy służbowe dla nich oraz inne postanowienia, dotyczące przewozu osób, bagażu, przesyłek ekspresowych i towarów kolejami obu Umawiających się Stron, będą osobno uzgodnione.

¹ The exchange of ratifications took place at Kaunas, June 28th, 1938.

² Vol. LXXVIII, page 17 ; and Vol. C, page 248, of this Series.

³ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; Vol. CXVII, pages 186 and 187 ; and Vol. CLII, page 296, of this Series.

5. Susitariančiųjų Šalių geležinkelių tarnybinės siuntos bus vežamos pagal Tarptautinės Geležinkelių Sąjungos nustatytą tarnybines siuntoms vežti reguliamą.

2 straipsnis.

SANTYKIAI TARP TREČIŲJŲ ASMENŲ IR ŠIOS SUTARTIES.

Tretieji asmenys neįgyja jokių teisių iš šios sutarties (žiūr. 22 str. 1 p.).

3 straipsnis.

SUTARTIEJI NUOSTATAI DĖL KELEIVIŲ, BAGAŽO, MIEGAMŲJŲ, PAŠTO VAGONŲ IR VAGONŲ-RESTORANŲ PERDAVIMO IR PRIĖMIMO.

1. Priimant ir perduodant keleivių ir bagažo vagonus, taikoma Tarpusavio Keleivių ir Bagažo Vagonų Naudojimo Tarptautiniam Susisiekimui Sutartis (RJC) ir tam reikalui tarp suinteresuotųjų Geležinkelių Valdybų sudarytosios atskiros sutartys.

2. Dėl miegamųjų vagonų ir vagonų-restoranų ėjos, kai reikia, susitariama atskirai.

3. Abiejų Susitariančiųjų Šalių pašto vagonai, kurie tarnauja vežiojimui pašto tarp abiejų kraštų, privežami iki perdavimo stoties. Abiejų Susitariančiųjų Šalių Paštų ir Geležinkelių Valdybos, kai reikia, susitaria dėl kitokio pašto vagonų ėjos sutvarkymo.

4 straipsnis.

SUTARTIEJI NUOSTATAI DĖL PREKIŲ VAGONŲ PERDAVIMO, PRIĖMIMO IR NAUDOJIMO.

Prekių vagonams, brezentams ir kitoms krovimo priemonėms priimti, perduoti ir naudoti, taikoma Tarpusavio Prekių Vagonų Tarptautiniame Susisiekime Naudoti Sutartis (RJV) ir taip pat tam reikalui sudarytosios tarp suinteresuotųjų Geležinkelių Valdybų atskiros sutartys.

5 straipsnis.

TARIFAI IR PERVEŽIMO DOKUMENTAI.

1. Kaina už šioje sutartyje atliktus kiekvienos Valdybos geležinkeliais pervežimus negali būti didesnė už atitinkamos Valstybės vidaus tarifų kainą, kuri yra taikoma tomis pat sąlygomis, tame pat ruože ir toje pat kryptyje.

2. Tiesioginio susisiekimo bilietų, bagažo kvitų, keliaraščių, traukinių ir perdavimo lapų, taip pat ir visų kitų dokumentų, kurie perduodami kaimyninės Valdybos stotiai, blankai turi būti atspausdinti lietuvių ir lenkų kalbomis. Be to, važtaraščio blanke turi būti spausdintas tekstas ir prancūzų kalba. Perduodas geležinkelis įrašo įrašus savo krašto kalba ir verčia juos į priimančio geležinkelio krašto kalbą.

3. Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos nustato aukščiau minėtų dokumentų pavyzdžius.

6 straipsnis.

SUSISIEKIMO LANKSTUMAS.

1. Susitariančios Šalys rūpinasi, kad susisiekimas geležinkeliais būtų vykdomas atitinkamai kaimyninio ir tranzitinio geležinkelių susisiekimo reikalavimams.

5. Kolejowe przesyłki służbowe obu Umawiających się Stron będą przewożone na podstawie regulaminów, ustalonych dla przewozu przesyłek służbowych przez Międzynarodowy Związek Kolejowy.

Artykuł 2.

STOSUNKI OSÓB TRZECICH DO NINIEJSZEJ UMOWY.

Osoby trzecie nie mogą wysnuwać żadnych praw z niniejszej Umowy (p. artykuł 22 punkt 1).

Artykuł 3.

UMOWNE POSTANOWIENIA O ZDAWANIU I PRZYJMOWANIU WAGONÓW OSOBOWYCH, BAGAŻOWYCH, SYPIALNYCH, RESTAURACYJNYCH I POCZTOWYCH.

1. Przy przyjmowaniu i zdawaniu wagonów osobowych i bagażowych obowiązują Umowa o wzajemnym używaniu wagonów osobowych i bagażowych w komunikacji międzynarodowej (RIC) tudzież osobne umowy, zawarte w tym przedmiocie pomiędzy zainteresowanymi Zarządami kolejowymi.

2. Co do przebiegu wagonów sypialnych i restauracyjnych nastąpi w razie potrzeby osobne porozumienie.

3. Wagony pocztowe obu Umawiających się Stron, obsługujące ruch pocztowy między obu krajami, będą doprowadzone do stacji zdawczo-odbiorczej. Zarządy kolejowe i pocztowe obu Umawiających się Stron porozumieją się w razie potrzeby co do innego uregulowania przebiegu wagonów pocztowych.

Artykuł 4.

UMOWNE POSTANOWIENIA O ZDAWANIU, PRZYJMOWANIU I UŻYWANIU WAGONÓW TOWAROWYCH.

Przy przyjmowaniu, zdawaniu i używaniu wagonów towarowych, opon i innych przyborów ładunkowych obowiązują : Umowa o wzajemnym używaniu wagonów towarowych w komunikacji międzynarodowej (RIV) tudzież osobne umowy, zawarte w tym przedmiocie między zainteresowanymi Zarządami kolejowymi.

Artykuł 5.

TARYFY I DOKUMENTY PRZEWOZOWE.

1. Przy przewozach, dokonywanych na zasadzie niniejszej Umowy opłaty przewozowe kolei każdego Zarządu nie mogą być wyższe od opłat przewozowych taryf wewnętrznych odnośnego Państwa stosowanych na tych samych warunkach, na tym samym przebiegu i w tym samym kierunku.

2. Bilety, kwity bagażowe, ceduły przewozowe, listy pociągowe i wykazy zdawcze, sporządzane w komunikacji bezpośredniej oraz wszelkie inne dokumenty, zdawane na stacji sąsiedniego Zarządu otrzymują nadruk w języku litewskim i polskim, zaś listy przewozowe muszą mieć ponadto nadruk w języku francuskim ; adnotacje odręczne kolei zdającej, sporządza się w języku krajowym tej kolei i przez nią tłómaczy się na język krajowy kolei przyjmującej.

3. Zarządy kolejowe Umawiających się Stron uzgodnią wzory wyżej wymienionych dokumentów.

Artykuł 6.

SPRAWNOŚĆ KOMUNIKACJI.

1. Strony Umawiające się dołożą starań, aby komunikacja kolejowa odbywała się odpowiednio do potrzeb sąsiedzkiego i tranzytowego ruchu kolejowego.

2. Abi Susitariančiosios Šalys pasižada ypač sudaryti traukinių tvarkaraščius laiko ir krypties atžvilgiais, taip pat vežti paštą, atlikti muitinių, mokesčių ir pasų formalumus tokiu būdu, kad būtų skatinamas tiek abipusis keleivių, bagažo ir prekių susisiekimas, tiek ir tranzito susisiekimas.

3. Tvarkaraščių konferencijose abi Susitariančiosios Šalys atsižvelgs į geležinkelių susisiekimo reikalavimus. Ypač bus derinamas traukinių atėjimo ir išėjimo laikas perdavimo stotyse, o taip pat susitariama dėl traukinių stovėjimo laiko.

4. Apie tvarkaraščių pakeitimus turi būti iš anksto pranešama pašto, muitinės ir policijos įstaigoms.

7 straipsnis.

GELEŽINKELIŲ PERĖJIMAS IR PERDAVIMO STOTYS.

1. Geležinkelių susisiekimas tarp Lietuvos ir Lenkijos vyks per Vievis — Zawiasy perėjimą. Tame perėjime perdavimo stotys bus pakaitomis :

lietuvių pusėj — Vievis
lenkų pusėj — Zawiasy.

2. Kuri iš 1. p. paminėtų stočių kiekvienam tvarkaraščių laikotarpiui bus perdavimo stotis atskiriems traukiniams ir kryptis, nustatoma tvarkaraščių konferencijose.

3. Ligi stotys Vievis ir Zawiasy bus įrengtos, bet ne vėliau kaip ligi 1940 m. gegužės mėn. 15 d., perdavimo stotis bus Landwarów stotis.

8 straipsnis.

PASTATŲ IR ĮRENGIMŲ NAUDOJIMAS IR UŽLAIKYMAS.

1. Lietuvos ir Lenkijos Geležinkelių Valdybos suteikia viena kitai teisę naudotis, atitinkamai šios sutarties nuostatams, geležinkelių susisiekimui reikalingais pastatais ir įrengimais.

2. Jos, kiekviena savo srityje, užlaikys visus pastatus ir įrengimus, esančius perdavimo stotyje arba ruože tarp perdavimo stoties ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos, taisykles atitinkančioje padėtyje.

3. Kitos sąlygos, ypač galimi pakeitimai, liečią pastatus ir įrengimus, bendrai nustatomi papildomoje vietos sutartyje (10 str.).

4. Dėl numatomų pradėti abiejų geležinkelių sąsajos vietoje darbų, reikalinga pranešti kitos Susitariančiosios Šalies kompetentingai vietos valdžios įstaigai.

5. Suinteresuotosios Geležinkelių Valdybos susitars dėl darbų, neįeinančių į einamąjį užlaikymą.

9 straipsnis.

GELEŽINKELIŲ ĮRENGIMŲ NUOSAVYBĖS TEISĖ.

Visi geležinkelių susisiekimui tarnaujantieji pastatai ir įrengimai pasilieka tos Valstybės nuosavybė, kurioje jie yra.

10 straipsnis.

PAPILDOMOJI VIETOS SUTARTIS.

1. Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos sudarys papildomas sutartis, tvarkančias tam tikrus santykius perdavimo stotyse ir ruože tarp tų stočių bei abiejų geležinkelių sąsajos vietos (papildomoji vietos sutartis).

2. Obie Umawiające się Strony zobowiązują się w szczególności ułożyć rozkłady jazdy w odniesieniu do czasu i kierunku oraz dokonywać przewozu poczty, wypełniać formalności celne, skarbowe i paszportowe w ten sposób, aby przez to był popierany zarówno wzajemny ruch osobowy, bagażowy i towarowy jak i ruch tranzytowy.

3. Obie Umawiające się Strony będą uwzględniać potrzeby komunikacji kolejowej na konferencjach w sprawie rozkładów jazdy. W szczególności skoordynowany będzie czas przybycia i odjazdu pociągów na stacjach zdawczo-odbiorczych oraz uzgodnione będą postoje.

4. O wszelkich zmianach rozkładów jazdy należy zawczasu powiadamiać urzędy pocztowe, celne i administracji ogólnej.

Artykuł 7.

PRZEJŚCIE KOLEJOWE I STACJE ZDAWCZO-ODBIORCZE.

1. Do komunikacji kolejowej między Litwą a Polską będzie służyło przejście Vievis-Zawiasy. Jako stacje zdawczo-odbiorcze na tym przejściu służyć będą na przemian :

Vievis po stronie litewskiej,
Zawiasy po stronie polskiej.

2. Na konferencjach rozkładów jazdy ustalane będzie, która ze stacyj wymienionych pod 1) będzie służyła jako stacja zdawczo-odbiorcza dla poszczególnych pociągów i kierunków jazdy w ciągu każdego okresu rozkładu jazdy.

3. Do czasu rozbudowy stacyj Vievis-Zawiasy ale najpóźniej do 15 maja 1940 roku stacja Landwarów służyć będzie jako stacja zdawczo-odbiorcza.

Artykuł 8.

UŻYWANIE I UTRZYMANIE BUDOWLI I URZĄDZEŃ.

1. Litewskie i Polskie Zarządy kolejowe przyznają sobie wzajemnie prawo używania budowli i urządzeń, potrzebnych dla komunikacji kolejowej w myśl postanowień niniejszej Umowy.

2. Będą one, każdy w swoim okręgu, utrzymywały w stanie odpowiadającym przepisom wszystkie budowle i urządzenia, znajdujące się na stacji zdawczoodbiorczej oraz na odcinku między stacją zdawczoodbiorczą a punktem stycznym obu sieci.

3. Bliższe warunki, w szczególności ewentualne zmiany odnośnie budowli i urządzeń, należy zgodnie ustalić w miejscowej umowie dodatkowej (art. 10).

4. O zamierzonym rozpoczęciu robót, wykonywanych na punkcie stycznym obu sieci, należy powiadomić właściwą miejscową władzę administracji ogólnej drugiej Umawiającej się Strony.

5. Interesowane Zarządy kolejowe powinny się porozumiewać co do robót, wychodzących poza ramy bieżącego utrzymania.

Artykuł 9.

PRAWO WŁASNOŚCI URZĄDZEŃ KOLEJOWYCH.

Wszelkie budowle i urządzenia, służące dla komunikacji kolejowej, pozostają własnością tego Państwa, w obrębie którego się znajdują.

Artykuł 10.

MIEJSCOWE UMOWY DODATKOWE.

1. Zarządy kolejowe obu Umawiających się Stron zawrą umowy dodatkowe, regulujące specjalne stosunki na stacjach zdawczo-odbiorczych oraz na odcinku między tymi stacjami a punktem stycznym obu sieci (Miejscowa Umowa Dodatkowa).

2. Prie papildomosios vietos sutarties turi būti pridėtas nuo abiejų geležinkelių sąsajos vietos iki perdavimo stočių ruožo išilginis profilis, taip pat ir tų stočių planai, kuriuose turi būti įvairiomis spalvomis pažymėti bendro naudojimo pastatai ir įrengimai ir tie pastatai ir įrengimai, kurie skirti išimtinai kaimyninei Valdybai naudotis. Prie planų turi būti pridėti sąrašai bendro naudojimo pastatų ir įrengimų ir tų pastatų bei įrengimų, kurie skirti išimtinai kaimyninei Valdybai naudotis.

II straipsnis.

KALBŲ VARTOJIMAS.

1. Tarnybiniai susižinojimai žodžiu ir raštu perdavimo stotyje ir ruože tarp jos ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos pagrinde atliekami valstybine vietos kalba, bet taip pat yra leidžiamas ir trečiosios kalbos vartojimas (žiūr. baigiamąjį protokolą ir 28 str.).

2. Tos pačios Valstybės pareigoms leidžiama tačiau kaimyninėje Valstybėje savo tarpe ir tarnybiniuose santykiuose vartoti savo kalbą.

3. Šios sutarties paliestais reikalais tarnybinė korespondencija telegrafu ir raštu tarp Susitariančiųjų Šalių Valdybų Centrų bus vedama prancūzų kalba.

4. Korespondencija raštu ir telegrafu tarp Susitariančiųjų Šalių stočių ir įstaigų bus atliekama valstybine siuntėjo krašto kalba ir bus perduodama iš vieno geležinkelio į kitą. Korespondenciją priimančias geležinkelis, esant reikalui, padaro vertimą.

5. Nuolat pasikartojantiems geležinkelių susisiekimui pranešimams bendru susitarimu suinteresuotosios Geležinkelių Valdybos įves dviejų kalbų blankus.

6. Tarnybinės patalpos, kurios yra skirtos perdavimo stoty išimtinai kaimyninei Valdybai naudotis, turi būti aprūpintos užrašais dviejose kalbose; pirmoje vietoje turi būti užrašas vietos Valdybos valstybine kalba.

II2 straipsnis.

KAIMYBINĖS VALSTYBĖS PAREIGONYS PERDAVIMO STOTYJE IR RUOŽE TARP JOS IR ABIEJŲ GELEŽINKELIŲ SĄSAJOS VIETOS.

1. Perdavimo stotyje ir ruože tarp šios pastarosios ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos tam tikriems tarnybiniams veiksams atlikti, kurie savo esme turi būti kiekvienos Valdybos savo organų atliekami, kaimyninė Valdyba gali naudoti savo pareigonis. Šie pareigonis turi atlikti tarnybinius veiksmus pagal tuos įstatymus ir taisykles, kurie saisto juos siuntusiąją Valdybą.

2. Į kaimyninę Valstybę gali būti siunčiami pareigonis tik būtinai reikalingame skaičiuje.

3. Personalas, kuris naudojamas artimiausioje perdavimo stočiai kitoje pusėje esančioje stotyje, o taip pat ruože tarp perdavimo stoties ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos, turi būti susipažinęs su tam tikrais atitinkamais tarnybiniams nuostatais ir taisyklėmis, ir kai jis atlieka tarnybinius veiksmus kaimyninės Valdybos perdavimo stotyje, turi mokėti, kiek tatau tarnybai yra reikalinga, susižinoti valstybine kaimyninės Valstybės kalba (tačiau žiūr. II1 str. 1 p.).

4. Kaimyninėje Valstybėje naudojamo personalo tinkamumui įvertinti pripažįstamos taisyklės ir egzaminai tos Valdybos, kurios tas personalas priklauso.

5. Personalas, esantis dėl tarnybos kaimyninėje Valstybėje, eidamas pareigas, turi vykdyti atitinkamų kaimyninės Valstybės organų įsakymus, kiek tokie organai, pagal papildomasias vietos sutartis, turi teisę tokius įsakymus duoti.

6. Personalas, esantis dėl tarnybos kaimyninėje Valstybėje, gali būti išimtinai atvejais taipgi pašauktas, kiek tai leidžia savosios Valdybos tarnyba, atlikti kaimyninės Valdybos tarnybinius veiksmus.

2. Do umów dodatkowych należy dołączyć profile podłużne odcinków od punktu stycznego obu sieci do stacji zdawczo-odbiorczych oraz plany tych stacji, na których należy oznaczyć różnokolorowo budowle i urządzenia, służące do wspólnego używania i te, które przekazano sąsiedniemu Zarządowi do wyłącznego używania. Do planów należy dołączyć wykazy budowli i urządzeń, mających służyć do wspólnego używania i tych, które przekazano sąsiedniemu Zarządowi do wyłącznego używania.

Artykuł 11.

SPRAWY JĘZYKOWE.

1. Ustne i pisemne porozumiewanie się służbowo na stacji zdawczo-odbiorczej i na odcinku między nią a punktem stycznym obu sieci będzie się odbywało w zasadzie w tym języku, który tam jest urzędowy, ale używanie trzeciego języka jest też dopuszczalne (p. protokół końcowy i art. 28).

2. Pracownikom tego samego Państwa wolno jednak w sąsiednim Państwie porozumiewać się między sobą w ich języku także w stosunkach służbowych.

3. Korespondencja służbowa telegraficzna i pisemna między Zarządami Centralnymi Stron w sprawach, związanych z niniejszą Umową, będzie się odbywała w języku francuskim.

4. Korespondencja pisemna i telegraficzna, pomiędzy stacjami i urzędami Stron odbywać się będzie w języku urzędowym kraju nadawczego i będzie zdawana przez jedną kolej drugiej kolei. Kolej otrzymująca korespondencją tłómaczy ją w razie potrzeby.

5. Interesowane Zarządy Kolejowe wprowadzą dla zawiadomień stale powtarzających się w komunikacji kolejowej, wzory dwujęzyczne, obopólnie umówione.

6. Pomieszczenia urzędowe, udzielone na stacji zdawczo-odbiorczej sąsiednim Zarządom do wyłącznego używania, powinny być zaopatrzone dwujęzycznymi napisami, przy czym napis w języku urzędowym miejscowego Zarządu należy umieścić na pierwszym miejscu.

Artykuł 12.

PRACOWNICY SĄSIEDNIEGO PAŃSTWA NA STACJI ZDAWCZO-ODBIORCZEJ I NA ODCINKU MIĘDZY NIĄ A PUNKTEM STYCZNYM OBU SIECI.

1. Przy wykonywaniu na stacji zdawczo-odbiorczej i na odcinku między nią a punktem stycznym obu sieci specjalnych czynności służbowych, które ze względu na swą istotę wymagają wykonywania przez własne organy każdego Zarządu, może sąsiedni Zarząd posługiwać się własnymi pracownikami. Pracownicy ci winni wykonywać czynności służbowe według ustaw i przepisów, obowiązujących Zarząd wysyłający.

2. Do sąsiedniego Państwa mogą być wysyłani pracownicy tylko w liczbie niezbędnej potrzebnej.

3. Personel, używany na najbliższej stacji zdawczo-odbiorczej, znajdującej się po drugiej stronie oraz na szlaku między punktem stycznym obu sieci a stacją zdawczo-odbiorczą powinien być obznajmiony z odnośnymi postanowieniami i przepisami służbowymi i powinien, o ile jest czynny służbowo na stacji zdawczo-odbiorczej sąsiedniego Zarządu, umieć w zakresie potrzeb służbowych porozumieć się w języku urzędowym sąsiedniego Państwa (p. art. 11 pkt. 1).

4. Przy ocenie kwalifikacji personelu używanego w sąsiednim Państwie będą uznawane przepisy i egzaminy tego Zarządu, do którego należy ten personel.

5. Personel w czasie pobytu służbowego w sąsiednim Państwie podlega przy wykonywaniu swojej służby zarządzeniom właściwych organów sąsiedniego Zarządu, o ile w myśl postanowień miejscowej umowy dodatkowej są one uprawnione do wydawania takich zarządzeń.

6. Personel w czasie służbowego pobytu w sąsiednim Państwie może być w wyjątkowych przypadkach wezwany także do wykonywania służbowych czynności sąsiedniego Zarządu, o ile na to pozwala służba dla własnego Zarządu.

7. Abiejų Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos atitinkamu laiku praneš viena kitai pavardes tų pareigonių, kurie eis pareigas kaimyninėje Valstybėje.

8. Papildomosios vietos sutartys nustatys, ar turi ir kurie pareigonyms turi gyventi kaimyninėje Valstybėje.

9. Kompetentingai Valdybai pareikalavus, kaimyninė Valdyba turi atšaukti kiekvieną savo pareigonių iš tarnybos kaimyninėje Valstybėje.

13 straipsnis.

PAGALBA TARNYBOJE.

1. Susitariančiųjų Šalių įstaigos ir pareigonyms, veikiantieji perdavimo stotyje ir ruože tarp šios stoties ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos, eidami savo tarnybą, teiks vieni kitiems tarpusavią pagalbą; ypač tatai taikoma tuomet, kai reikia sutrukdyti arba susekti nusižengimus.

2. Vienos Susitariančiosios Šalies įstaigos teiks reikalingą apsaugą kitos Susitariančiosios Šalies įstaigoms ir pareigonyms, atliekantiems tarnybos veiksmus 1 p. numaty tose vietose, ir vykdys jų prašymus tuo atveju tokiu pat būdu, kokiu tai darytų savosioms įstaigoms ir pareigonyms.

3. Vienos Susitariančiosios Šalies įstaigoms reikalaujant, kitos Susitariančiosios Šalies susisiekime dalyvaujančios kompetentingos įstaigos atitinkamu būdu pradės kvotą tam, kad nustatyti padarytus 1 p. numatytose vietose nusižengimus kitos Susitariančiosios Šalies geležinkelių, pašto, muitinių ir policijos arba tarnybinės drausmės nuostatams, ir įteks šaukimus, reikalingus drausmės teisenai pradėti ir tęsti.

4. Pinigines išlaidas, susidariusias vykdant tokius reikalavimus, reikalavusi administracija betarpiškai sumoka vykdydama administracijai.

14 straipsnis.

PRIEŽIŪROS VALDININKAI.

1. Kiekviena suinteresuotoji Valdyba turi teisę per savo tarnautojus tikrinti kitoje Valstybėje tarnybinius savo pareigonių veiksmus.

2. Šie tarnautojai turi susilaikyti nuo bet kokio kišimosi į eksploatacijos tarnybą.

3. Tiems tarnautojams, kai jie pereina abiejų geležinkelių sąsajos vietą ir laikinai būna kaimyninėje Valstybėje, atitinkamai taikomi 18 str. nuostatai.

4. Kaimyninės Valdybos praneš viena kitai tų pareigonių pavardes.

15 straipsnis.

TARNYBINIAI NUSIKALTIMAI.

Geležinkelių susisiekimą liečiančio tarnybinio nusikaltimo atveju, Geležinkelių Valdyba, kurios srityje nusikalstamasis veiksmas buvo padarytas, reikalui esant, susitarus su suinteresuota kaimynine Valdyba ir, jai padedant, ištiria dalyką. Geležinkelių Valdyba praneša kvotos davinius kaimyninei Valdybai, kuri neatidėliodama duoda tolimesnius parėdymus ir painformuoja apie padarinius pirmąją Valdybą. Pareigonyms, kurie, jų pareiškimu, nemoka pakankamai kaimyninės Valstybės valstybinės kalbos, jų pageidavimu, turi būti apklašinėjami juos siuntusios Valstybės valstybine kalba.

7. Zarządy Kolejowe obu Umawiających się Stron będą sobie komunikowały co pewien czas nazwiska pracowników, którzy będą wykonywali służbę w sąsiednim Państwie.

8. Czy i którzy pracownicy mają mieszkać w sąsiednim Państwie będzie umówione w miejscowej umowie dodatkowej.

9. Na żądanie właściwego Zarządu, Zarząd sąsiedni zobowiązany jest wycofać każdego swego pracownika ze służby w sąsiednim Państwie.

Artykuł 13.

POMOC PRZY WYKONYWANIU SŁUŻBY.

1. Urzędy i pracownicy Stron Umawiających się, czynni na stacji zdawczo-odbiorczej i na odcinku kolejowym między nią a punktem stycznym obu sieci będą się wzajemnie popierali przy wypełnianiu swych obowiązków służbowych, a w szczególności w celu przeszkadzania przekroczeniom i celem ich wykrycia.

2. Władze i Urzędy jednej Umawiającej się Strony będą udzielały potrzebnej ochrony Urzędowi i pracownikom drugiej Umawiającej się Strony, czynnym służbowo na obszarze oznaczonym w punkcie 1) i będą spełniały ich wezwania w tym względzie w takiej samej mierze, jak podobne wezwania swoich własnych Urzędów i pracowników.

3. Właściwe Urzędy Stron, biorących udział w komunikacji kolejowej, będą na bezpośrednie wezwanie Urzędów drugiej Strony dochodziły w odpowiedni sposób jakim jest stan faktyczny przekroczeń przepisów tej Strony, dotyczących dziedziny kolejowej, celnej, paszportowej lub służbowej, o popełnionych na obszarze oznaczonym w punkcie 1) tego artykułu, tudzież będą dorezczały wezwania, potrzebne do wdrożenia i przeprowadzenia postępowania dyscyplinarnego.

4. Wydatki w gotówce, powstałe wskutek załatwiania takich wezwań, powinny być przez Urząd wzywający bezpośrednio zwrócone Urzędowi wezwanemu.

Artykuł 14.

URZĘDNICY SPRAWUJĄCY NADZÓR.

1. Każdy z interesowanych Zarządów ma prawo wykonywać przez własnych urzędników nadzór nad czynnościami służbowymi swoich własnych pracowników, dokonywanymi w sąsiednim Państwie.

2. Urzędnicy ci winni się wstrzymać od wszelkiego mieszania się do służby eksploatacji.

3. Przy przekroczeniu punktu stycznego obu sieci i przy czasowym pobycie tych urzędników w sąsiednim Państwie należy odpowiednio stosować postanowienia artykułu 18.

4. Sąsiednie Zarządy będą sobie wzajemnie podawać do wiadomości nazwiska tych urzędników.

Artykuł 15.

UCHYBIENIA SŁUŻBOWE.

Przy uchybieniach służbowych, dotyczących komunikacji kolejowej, Zarząd kolejowy, w którego okręgu leży miejsce czynu, w razie potrzeby w porozumieniu i z pomocą interesowanego Zarządu sąsiedniego Państwa dochodzi do stanu faktycznego. Zarząd Kolejowy podaje go do wiadomości sąsiedniemu Zarządowi, który wyda bezwzględnie dalsze zarządzenia i powiadomi o ich wyniku drugi Zarząd. Pracownicy niewładający, wedle ich oświadczenia, dostatecznie językiem urzędowym sąsiedniego Państwa, będą przesłuchiwani na ich żądanie w języku urzędowym Państwa wysyłającego.

16 *straipsnis.*

SOCIALINIS DRAUDIMAS IR DRAUDIMAS NUO NELAIMINGŲ ĮVYKIŲ.

1. Socialiniam draudimui ir draudimui nuo nelaimingų įvykių tų geležinkelių pareigonių, kurie nuolatiniai arba laikinai pasiūsti dirbti kaimyninėn Valstybėn, galioja tik tos Valstybės teisiniai nuostatai, kurios priklauso tuos pareigonis siuntusioji Valdyba. Tas pat taikoma ir tuo atveju, kai vienos Valdybos personalas bus kitos Valdybos panaudotas tarnybiniams veiksams atlikti.

2. Socialiniam draudimui arba draudimui nuo nelaimingų įvykių vykdyti, taip pat ginčams spręsti yra kompetentingas draudėjas, administracijos įstaigos ir teismai tos Valstybės, kurios teisiniai nuostatai pagal 1 p. turi būti taikomi.

3. Atsilyginimas, atliktas pagal aukščiau paminėtus nuostatus, atitinkantis įstatyminiams kitos Valstybės nuostatom, darbdavio teisinės-civilinės atsakomybės atžvilgiu turės tų pat teisinių padarinių, kokių turėtų atsilyginimas padarytas pagal jo paties įstatyminius nuostatus. Galimoji regreso teisė priklauso tiksliai vienai Geležinkelių Valdybai ir kitą.

17 *straipsnis.*

GLOBA LIGOS METU.

1. Ligos arba kito nelaimingo įvykio atveju kaimyninės Valdybos personalas ir kartu su juo gyveną ir jo išlaikomi šeimos nariai globojami lygiai taip pat, kaip ir savasis personalas ir jo šeimos nariai.

2. Valdyba, kurios tas personalas priklauso, atlygina pagalbą suteikusiai Vadybai susidariusias dėl to išlaidas.

3. 2 p. numatytoms išlaidoms gauti atgal reikalingas suteikusių pagalbą gydytojo pažymėjimas, kad suteiktoji medicinos pagalba buvo reikalinga ir atitinka ligai arba sužalojimui.

18 *straipsnis.*

LAIKINAS APSISTOJIMAS KAIMYNNINĖJE VALSTYBĖJE.

1. Abiejų Susitariančiųjų Šalių pareigonims, einantiems pareigas geležinkelių perėjime tarp Lietuvos iš vienos pusės ir Lenkijos iš kitos pusės, leidžiama su kompetentingos įstaigos išduotu liudijimu tarnybos ir tarnybos pertraukų metu laikinai apsistoti kaimyninės Valstybės geležinkelių juostoje. Liudijimai turi būti sutarto pavyzdžio ir išduoti tam atsitikimui reikalingam laikui, tačiau, ne ilgiau kaip vieneriems metams. Iš geležinkelių juostos išeiti reikalingas vietinės policijos įstaigos leidimas.

2. Abiejų geležinkelių sąsajos vietai pervaziuoti traukinio ir garvežio brigadų pareigonims vietoj šio str. 1 p. paminėtų liudijimų pakanka įrašyti jų pavardes ir kelionės žurnalą.

3. Pareigony, kurie eidami pareigas kaimyninėje Valstybėje, susiduria su publika arba, kai juos pasiuntusios Valstybės taisyklės to reikalauja, turi dėvėti tarnybinę uniformą arba turėti matomus tarnybinius ženklus. Išeidami iš geležinkelių juostos, jie turi palikti ginklus papildomoje vietoj sutartyje numatytoje vietoje.

4. Nepaneigiant muitų kontrolės teisių, personalas turi teisę imti su savimi, nemokėdamas maito, tokius daiktus, kurie aiškiai skirti asmeniškam vartojimui vienai dienai tarnybos metu arba vykstant į tarnybą ar iš jos grįžtant.

5. Geležinkelių perėjime einąs pareigas personalas pervežamas tarp perdavimo stoties ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos pagal liudijimą, o garvežio ir traukinio brigados — pagal įrašytas kelionės žurnalą pavardes, nemokamai.

Artykuł 16.

UBEZPIECZENIA SOCJALNE I UBEZPIECZENIA OD WYPADKÓW.

1. Dla ubezpieczeń socjalnych i ubezpieczenia od wypadków pracowników kolejowych, których używa się stale lub czasowo w sąsiednim Państwie, są miarodajne wyłącznie przepisy prawne tego Państwa, w obrębie którego ma swą siedzibę Zarząd, przez który ci pracownicy zostali ustanowieni. To samo stosuje się także wówczas, gdy personel jednego Zarządu będzie używany przez drugi Zarząd do wykonywania służbowych czynności.

2. Do przeprowadzenia ubezpieczeń socjalnych i ubezpieczenia od wypadków tudzież do rozstrzygania sporów są właściwymi ubezpieczający, władze administracyjne lub Sądy tego Państwa, którego przepisy prawne w myśl poprzedniego ustępu stosować należy.

3. Zaopatrzenie, przeprowadzone w myśl powyższych postanowień według przepisów prawnych drugiego Państwa, ma pod względem prawno-cywilnej odpowiedzialności przedsiębiorcy taki sam skutek prawny, jak zaopatrzenie przeprowadzone według własnych przepisów prawnych. Z ewentualnym prawem regresu może wystąpić wyłącznie jeden Zarząd Kolejowy wobec drugiego.

Artykuł 17.

OPIEKA W RAZIE CHOROBY.

1. W wypadkach choroby i w innej nagłej potrzebie należy dbać o personel sąsiedniego Zarządu i członków, żyjących z tym personelem we wspólnym gospodarstwie i przez niego utrzymywanych, tak jak o swój własny personel i jego członków rodziny.

2. Koszty z tego wynikłe zwróci Zarząd, do którego należy personel, Zarządowi udzielającemu pomocy.

3. Dla zwrotu kosztów w myśl punktu 2), jest potrzebne zaświadczenie lekarza konsultującego, że pomoc lekarska była potrzebna i odpowiadała chorobie lub obrażeniom.

Artykuł 18.

CZASOWY POBYT W SĄSIEDNIM PAŃSTWIE.

1. Pracownikom obu Umawiających się Stron, czynnym w służbie na przejściu kolejowym między Litwą z jednej strony a Polską z drugiej strony, dozwala się na podstawie zaświadczenia, wystawionego przez właściwy Urząd na czasowy pobyt na terenie kolejowym, położonym w obrębie sąsiedniego Państwa w czasie ałużby i w czasie przerw służbowych. Zaświadczenie należy wystawić według umówionego wzoru na okres czasu dostosowany do okoliczności poszczególnego wypadku nie na dłużej jednak niż na jeden rok. Na wyjście poza teren kolejowy, potrzeba zezwolenia miejscowej władzy administracji ogólnej.

2. Pracownikom wchodzącym w skład drużyny konduktorskiej i parowozowej, wystarczy do przekroczenia punktu stycznego obu sieci, zamiast zaświadczenia, o jakim mowa w punkcie 1) niniejszego artykułu wpisanie ich nazwisk do raportu z jazdy.

3. Personel winien nosić w obrębie drugiego Państwa ubranie służbowe lub widoczne służbowe odznaki, o ile jest obowiązany je nosić w myśl przepisów w Państwie wysyłającym, lub o ile wchodzi w styczność z publicznością w wykonywaniu służby w sąsiednim Państwie. Broń należy złożyć przed opuszczeniem terenu kolejowego w miejscu, wskazanym w miejscowej umowie dodatkowej.

4. Z zastrzeżeniem rewizji celnej personel ma prawo zabierać ze sobą bez opłaty cła takie przedmioty, które oczywiście są przeznaczone do osobistego użytku jednodniowego podczas służby i podczas jazdy do i ze służby.

5. Personel, czynny w służbie na przejściach kolejowych, będzie przewożony na podstawie zaświadczenia, a drużyna konduktorska i parowozowa na podstawie wpisu do raportu z jazdy, bezpłatnie między stacją zdawczo-odbiorczą o punktem stycznym obu sieci.

A priedėlis.

6. Šio str. 1 p. paminėto liudyjimo pavyzdys nurodytas A. priedėlyje. Abiejų Susitariančiųjų Šalių Valdybos praneš viena kitai, kokios įstaigos yra kompetentingos tokius liudyjimus išduoti.

19 *straipsnis.*

APSIGYVENIMAS KAIMYVINĖJE VALSTYBĖJE.

B ir C priedėliai.

1. Kaimyninėje Valstybėje einantiems tarnybos pareigas pareigonims ir ten gyvenantiems, taip pat gyvenantiems kartu su jais šeimos nariams ir tarnams, leidžiama pereiti abiejų geležinkelių sąsajos vietą, taip pat apsistoti tarnybos vietoje, pagal pareigonio vyresnybės išduotą B ir C priedėliuose pažymėtą asmens liudyjimą, kuris vizuojamas kaimyninės Valstybės kompetentingos įstaigos. Tarnybos vieta laikoma ta apylinkė, kurioje yra perdavimo stotis ir kuri bus smulkiau nustatyta papildomoje vietos sutartyje.

2. Šiems pareigonims atitinkamai taikomi 18 str. 3 ir 5 p. p. nuostatai.

20 *straipsnis.*

KAIMYVINĖS VALSTYBĖS PAREIGONIŲ APSAUGOJIMAS.

1. 18 ir 19 str. str. paminėtiems asmenims, esant jiems kaimyninėje Valstybėje, suteikiama reikalingoji apsauga. Ir kaimyninėje Valstybėje pareigonis reikia laikyti valdininkais baudžiamojo statuto prasme. Dėl įžeidimų ir kūno sužalojimų, be privačių skundų, leidžiami taipgi ir viešojo kaltinimo skundai. Šiuo atveju, Susitariančiosios Šalys naudosis šiuo galimumu kaimyninės Valdybos pareigonių naudai lygiai taip, kaip dėl savo pareigonių.

2. Pareigons, einantieji tarnybą kaimyninėje Valstybėje, jiems būnant kaimyninėje Valstybėje, jų tarnybinio pobūdžio titulu atleidžiami :

a) nuo visokių viešosios teisės asmeniškų ir naturalinių prievolių,

b) nuo ten imamų viešųjų mokesčių lygiai taip, kaip tas būtų, jeigu jie kaimyninėje Valstybėje neturėtų nei nuolatinės gyvenamosios vietos, nei nebūtų joje apsistoję.

3. Pareigons, eidami tarnybą kaimyninėje Valstybėje, drausmės atsakomybės atžvilgiu už tarnybinius nusižengimus priklauso tik juos siuntusios Valstybės vyresnybės drausmės valdžios.

21 *straipsnis.*

SPECIALŪS MUITINIŲ NUOSTATAI.

1. Išskyrus įtarimo atvejus ir nepažeidžiant teisių, kurios seka iš savoje Valstybėje kiekvienu laiku veikiančių įstatymų, abiejų Susitariančiųjų Šalių muitinių administracijos pripažins ir nepalies plombų ir antspaudų, kurias uždeda kitos Susitariančiosios Šalies muitinių administracija ant tokių prekių, kurios siunčiamos muitinės priežiūroje, leidžiama, tačiau, papildyti plombas arba antspaudus naujų muitinės ženklų uždėjimu.

2. Kaimyninėje Valstybėje esančioms tarnybinėms įstaigoms ir ten dirbantiems pareigonims, tarnybos tikslams tarnaują daiktai leidžiama įvežti pagal kompetentingos įstaigos liudyjimą be muito, mokesčių ir rinkliavų, ir taip pat leidžiama juos išvežti į tą kraštą, iš kur buvo atvežti, neapmokant muto, mokesčių ir rinkliavų.

3. Tas pat taikoma ir vartotai mantai, skirtai asmeniškam pareigonių, kartu su jais gyvenančių šeimos narių ir tarnų vartojimui.

Załącznik A.

6. Wzór zaświadczenia, wymienionego w punkcie 1 niniejszego artykułu, podaje Załącznik A. Zarządy obu Stron będą sobie podawały do wiadomości urzędy, właściwe do wystawiania takich zaświadczeń.

Artykuł 19.

STAŁY POBYT W SĄSIEDNIM PAŃSTWIE.

Załączniki B i C.

1. Pracownikom czynnym służbowo w sąsiednim Państwie i tam mieszkającym oraz członkom ich rodzin tudzież ich służbie domowej, żyjącym z nimi we wspólnym gospodarstwie, dozwala się na podstawie dowodu tożsamości, wizowanego przez właściwą władzę administracji ogólnej sąsiedniego Państwa i wystawionego przez przełożoną władzę pracownika według wzoru podanego w Załącznikach B i C na przekraczanie punktu stycznego obu sieci oraz na pobyt w miejscu pełnienia służby będzie uważany obszar miejscowości, do którego należy stacja zdawczo-odbiorcza, bliżej oznaczony w miejscowej umowie dodatkowej.

2. Do tych pracowników należy odpowiednie stosować postanowienia punktów (3 i 5) artykułu 18.

Artykuł 20.

OCHRONA PRACOWNIKÓW SĄSIEDNIEGO PAŃSTWA.

1. Osobom, wymienionym w artykułach 18 i 19 w czasie ich pobytu w sąsiednim Państwie udziela się potrzebnej ochrony. Pracowników należy uważać także w Państwie sąsiednim za urzędników w myśl ustawy karnej. O ile w wypadkach zniewag i obrażeń cielesnych jest obok skargi prywatnej dopuszczalne także wniesienie skargi publicznej, Umawiające się Strony będą w danym razie korzystały z tej możliwości na rzecz czynnych w ich obrębie urzędników sąsiednich Zarządów w takiej samej mierze, jak na rzecz własnych urzędników.

2. Pracownicy, zatrudnieni służbowo w sąsiednim Państwie, korzystają, z tytułu ich charakteru służbowego, podczas pobytu w sąsiednim Państwie :

a) z uwolnienia od wszelkiego rodzaju publicznoprawnych świadczeń osobistych i rzeczowych,

b) z uwolnienia od pobieranych tam danin publicznych w takiej mierze, jaka by im przysługiwała, gdyby w sąsiednim Państwie nie mieli ani miejsca zamieszkania, ani miejsca pobytu.

3. Pracownicy, zatrudnieni w sąsiednim Państwie, padlegają pod względem dyscyplinarnego karania ich uchybień służbowych jedynie władzy dyscyplinarnej swych przełożonych władz w Państwie wysyłającym.

Artykuł 21.

SZCZEGÓLNE POSTANOWIENIA CELNE.

1. Zarząd celny każdej Strony Umawiającej się będzie z wyjątkiem wypadków podejrzenia o nadużycia i bez uszczerbku dla praw, które opiera na każdoczesnym ustawodawstwie własnego Państwa, uznawał i pozostawi w stanie nienaruszonym plomby i pieczęcie, założone przez Zarząd celny drugiej Strony na takich towarach, które wysyłane bywają pod dozorem celnym ; zastrzega się mu jednak prawo uzupełnienia plomb lub pieczęci przez nałożenie nowych znaków celnych.

2. Przedmioty służące do służbowego użytku Urzędów położonych w sąsiednim Państwie i tam zatrudnionych pracowników będą mogły być wwiezione bez cła, opłat i należności, za urzędowym zaświadczeniem właściwego Urzędu i będą mogły być wywiezione z powrotem do kraju wyjścia bez pobrania cła, opłat i należności.

3. To samo dotyczy przedmiotów przesiedlenia, o ile chodzi o przedmioty używane, przeznaczone do własnego użytku pracowników oraz ich członków rodziny i służby żyjących z nimi we wspólnym gospodarstwie.

4. Svetimos Geležinkelių Valdybos pareikalautosios pagal Tarptautinių Vagonų Naudojimo Konvencijų nuostatus atsarginės dalys tam, kad pakeisti sugadintas riedmenų dalis, taip pat gražinamosios sugadintosios dalys, dėl kurių yra oficialus siuntimo įstaigos liudyjimas, nurodantis jų paskirtį, yra atleidžiamos nuo maito, mokesčių ir rinkliavų.

22 *straipsnis.*

ATSAKOMYBĖ UŽ NUOSTOLIUS.

1. Už nuostolius, kurie susidaro dėl šiame susisiekiame einančių pareigas pareigonių kaltės ar apsileidimo, atsako tos Valstybės Geležinkelių Valdyba, kurios žinioje yra tie pareigony. Išimtys gali būti sutartos atskirame susitarime (žiūr. I str. 4 p.).

2. Atsakomybė už šio str. I p. numatytus nuostolius, nustatoma pagal įstatymus ir taisykles, kurios galioja padarytų nuostolių ar nelaimingo įvykio vietoje.

3. Jei dėl nesilaikymo veikiančiųjų techninės eksploatacijos ir signalų taisyklių perdavimo stotyje arba ruože tarp abiejų geležinkelių sąsajos vietos ir perdavimo stoties įvyktų mirtis arba sužeidimas, taip pat jei būtų sunaikintos ar sugadintos eksploatacijos priemonės arba geležinkelio įrengimai, tai už tai atsako toji Valdyba, kurios pareigony prasilenkė su nustatytomis taisyklėmis. Už vienos Valdybos personalą, kurį panaudojo kita Valdyba tarnybiniams veiksams atlikti, atsako ši pastaroji Valdyba. Jei nuostoliai padaryti abiejų Susitariančiųjų Šalių pareigonių arba jei negalima nustatyti, kas padarė nuostolius, tai abi Valdybos atsako lygiomis dalimis.

4. Reikalingąsias kvotas daro abiejų Susitariančiųjų Šalių atstovai, nebent kita Susitariančioji Šalis, pranešus jai iš anksto tinkamu laiku, nebus pasiuntusi reikiamu laiku savo atstovą nurodyton vieton. Nustaciūs nuostolius, tatau turi būti skubiai pranešta kitai Susitariančiajai Šaliai. Jei būtų nustatytas nuostolis dėl vežamų geležinkeliais pašto siuntinių, tai kvotoje turi būti pakviestas dalyvauti ir Paštų Valdybos atstovas.

5. Už nelaimingus įvykius, įvykusius dėl blogos stočių, ruožo arba garvežių padėties, atsako toji Valdyba, kuri tą stotį, ruožą arba garvežius turi užlaikyti.

6. Už nelaimingus įvykius, įvykusius dėl blogos vagonų padėties, atsako toji Valdyba, kuri tą vagoną paskutinė techniškai perėmė.

7. Už nuostolius, įvykusius dėl gaivalinės jėgos, geležinkeliai vieni prieš kitus neatsako. Jei nuostoliai padaryti dėl netikėto įvykio, kurio negalima laikyti gaivaline jėga, tai atsako toji Geležinkelių Valdyba, kurios ruože padaryti nuostoliai. Tačiau, kiekviena Geležinkelių Valdyba pati atsako už tuos personalą ir medžiagą liečiančius nuostolius, kurie susidaro dėl netikėto įvykio, važiuojant tarp abiejų geležinkelių sąsajos vietos ir perdavimo stoties.

8. Kiekviena Susitariančioji Šalis turi regreso teisę į antrąją Susitariančiają Šalį, jei pirmoji teisėtu teismo sprendimu turėjo atlyginti nuostolius, už kuriuos antroji Susitariančioji Šalis šia sutartimi atsako visiškai arba dalinai. Regreso teisė galioja ir tuo atveju, kai abi Susitariančiosios Šalys yra susitarusios, kad viena iš jų turės patenkinti nuostolių atlyginimo reikalavimą, neatsižvelgiant į tai, kad visiškai ar dalinai atsako antroji Susitariančioji Šalis.

9. Susitaikymai geruoju, pripažinimai arba sprendimai už akių yra privalomi Valdybai tik tada, kai ji su tuo sutiko arba, kai užklausta, nežiūrint įspėjimo, neatsakė nustatytu tinkamu laiku.

23 *straipsnis.*

MUITŲ IR PASŲ KONTROLĖ.

1. Muitų ir pasų bei valiutų kontrolė atliekama savo Valstybėje.

4. Części zapasowe, zażądane ob obcego Zarządu kolejowego w myśl międzynarodowych konwencji o wzajemnym używaniu wagonów, celem ich wymiany na uszkodzonym taborze, jako też zwracane uszkodzone części, wolne są od cła, opłat i należności, o ile istnieje co do ich przeznaczenia urzędowe zaświadczenie wysyłającego Urzędu.

Artykuł 22.

ODPOWIEDZIALNOŚĆ W WYPADKACH SZKODY.

1. Za szkody, spowodowane działaniem sprzecznym z prawem lub zaniedbaniem personelu, czynnego w niniejszej komunikacji, odpowiada Zarząd kolejowy tego Państwa, który dostarczył personelu. Wyjątki będą uzgodnione osobno (p. Art. 1 pkt. 4).

2. Odpowiedzialność za szkody, wymienione w ustępie 1, określają ustawy i przepisy, obowiązujące w miejscu powstania szkody lub nieszczęśliwego wypadku.

3. W wypadku śmierci lub skażenia osób, zniszczenia środków ruchowych lub urządzeń kolejowych na stacji zdawczo-odbiorczej lub na odcinku pomiędzy punktem stycznym obu sieci i stacją zdawczo-odbiorczą, spowodowanych nieprzestrzeganiem obowiązujących przepisów ruchowych i sygnalizacyjnych, odpowiedzialność ponosi ten Zarząd, którego pracownicy nie zastosowali się do odnośnych przepisów. Za personel jednego Zarządu, którego użył drugi Zarząd do wykonywania czynności służbowych, odpowiada jednak ten drugi Zarząd. Jeżeli szkoda spowodowana została przez pracowników obu Umawiających się Stron, lub gdy ustalenie, kto spowodował szkodę, nie jest możliwe, odpowiedzialność ponoszą oba Zarządy w równych częściach.

4. Dochodzenia, jakie należy wdroyć, powinny być przedsiębrane przez delegatów obu Umawiających się Stron, chyba, że druga Strona, zawnazu powiadomiona, nie wysła delegatów na oznaczone miejsce i w odpowiednim czasie. W razie ustalenia szkody należy drugą Umawiającą się Stronę jaknajspieszniej o tym pawiadomić. W przypadku stwierdzenia szkody w przesyłkach pocztowych, przewożonych kolejami, należy zaprosić do wzięcia udziału w dochodzeniach przedstawiciela Zarządu pocztowego.

5. Za nieszczęśliwe wypadki, spowodowane złym stanem stacji, szlaków lub parowozów odpowiada ten Zarząd, do którego obowiązku należy utrzymanie stacji, szlaku lub parowozu.

6. Za nieszczęśliwe wypadki, spowodowane złym stanem wagonów, odpowiada ten Zarząd, który przejął ten wagon ostatni pod względem technicznym.

7. Za szkody, powstałe z przyczyn siły wyższej koleje wzajemnie odpowiedzialności nie ponoszą. Jeżeli szkoda powstała z powodu przypadku, który nie jest uważany za siłę wyższą, odpowiedzialność ponosi ten Zarząd kolejowy, na którego odcinku szkoda powstała. Jednakże każdy Zarząd kolejowy, o ile chodzi o personel i materiały ponosi sam szkodę, powstałą z takiego przypadku w czasie przejazdu pociągu pomiędzy punktem stycznym obu sieci, a stacją zdawczoodbiorczą.

8. Każda Umawiająca się Strona ma prawo regresu do drugiej Umawiającej się Strony, jeżeli została zobowiązana prawomocnym wyrokiem sądowym do wynagrodzenia szkody, za którą, na podstawie wyżej wymienionych przepisów druga Strona ponosi odpowiedzialność całkowicie lub częściowo. Prawo regresu istnieje również jeżeli obie Umawiające się Strony umówiły się, że jedna z nich ma załatwiać reklamacje o wynagrodzenie szkód, chociaż druga Umawiająca się Strona odpowiada za szkodę całkowicie lub częściowo.

9. Ugody, uznania lub wyroki zaoczne mają moc obowiązującą względem Zarządu tylko wtedy, gdy on się na nie zgodził lub gdy na zapytanie mimo upomnienia nie złożył oświadczenia w terminie odpowiednio oznaczonym.

Artykuł 23.

ODPRAWA CELNA I KONTROLA PASZPORTÓW.

1. Odprawa celna oraz kontrola dewizowa i paszportowa odbywa się w obrębie własnego Państwa.

2. Muitų, valiutų ir pasų kontrolei geležinkelių perėjime Vievis — Zawiasy lietuvių pusėj skiriama Vievis, lenkų gi pusėje skiriama Zawiasy stotis, ligi ji bus įrengta — Landwarów stotis.

3. Be aukščiau paminėtų stočių, muitų, valiutų ir pasų kontrolė gali būti, iš anksto laiku pranešus apie tai antrajai Susitariančiajai Šaliai, nustatyta ir kitur.

4. Kiekviena Susitariančiųjų Šalių turi teisę siųsti savo pareigonis traukiniais, einančiais per abiejų geležinkelių sąsajos vietą, iki artimiausios stoties kitoje Valstybėje ir atgal tam, kad kontroliuotų muitą, valiutas ir pasus savoje Valstybėje iki pat abiejų geležinkelių sąsajos vietos. Šiems pareigonims atitinkamai taikomi 18 str. nuostatai.

24 straipsnis.

EKSPLOATACIJOS TARNYBA PERDAVIMO STOTYJE IR TARP ŠIOS PASTAROSIOS BEI ABIEJŲ GELEŽINKELIŲ SĄSAJOS VIETOS.

1. Tarp abiejų geležinkelių sąsajos vietos ir perdavimo stoties tarpusaviam susisiekimui tarnaujančius traukinius veš kaimyninė Valdyba, kuriai grąžinamos traukinio pervežimo išlaidos (žiūr. 33 str.).

2. Visais kitais atvejais ruože, esančiame tarp abiejų geležinkelių sąsajos vietos ir perdavimo stoties, taip pat šioje pastarojoje, visą tarnybą pagrindė atlieka vietinė Valdyba. Išimtį sudaro tarnyba, kuri yra susijusi su vagonų ir prekių perdavimu ir, jei bus atskirai susitarta, ekspedicijos operacijų tarnyba (žiūr. 12 str.).

3. Traukinių sąstatas, valymas, apšvietimas ir apšildymas bus nustatytas suinteresuotųjų Geležinkelių Valdybų susitarimu.

4. Traukiniui sustatyti privalomos traukinių ejos taisyklės tos Valdybos, kuri traukinį veža.

5. Papildomoje vietos sutartyje bus nustatytos kitos taisyklės naudotis perdavimo stotimi eksploatacijos atžvilgiu, be to, bus sutvarkytas vagonų, bagažo bei prekių perdavimas ir priėmimas, manevrų vykdymas ir svetimojo personalo naudojimas, o taip pat traukinių pervežimas ruože, esančiame tarp abiejų geležinkelių sąsajos vietos ir perdavimo stoties ir šioje pastarojoje. Dėl perdavimo dokumentų (traukinių ir vagonų lapų, bagažo ir prekių perdavimo lapų ir t.t.) sudarymo ir vartojimo susitariama atskirai.

6. Kokiais atvejais išimties keliu leidžiama panaudoti kaimyninės Valdybos traukinių garvežius vagonų perstatymui perdavimo stotyje, nustatoma papildomoje vietos sutartyje.

7. Garvežiai, kurie bus naudojami svetimame geležinkelyje, turi atitikti tų geležinkelių techninius įrengimus. Jei svetimam garvežiui būtų reikalinga maža pataisa, tai jai atlikti perdavimo stotis teikia pagalbą (žiūr. 34 str.).

8. Geležinkelių Valdybos abipusiai teikia viena kitai tinkamu laiku ir nemokamai geležinkelių perėjime tarnybai eiti reikalingas taisykles, aplinkraščius ir rankvedžius. Skubiais atvejais perdavimo stoties viršininkas gali tuo reikalu betarpiškai kreiptis į kitos Valdybos kaimyninės stoties viršininką.

9. Kaimyninei Valdybai reikalinga tiek iš anksto pranešti apie visus geležinkelių perėjime tarnybą liečiančius pakeitimus, kad galėtų supažindinti apie tai savo personalą. Ypač reikalinga pranešti techninės eksploatacijos taisyklių pakeitimus, taip pat įrengimų pakeitimus perdavimo stoty ir ruože tarp šios pastarosios ir abiejų geležinkelių sąsajos vietos, jei tie pakeitimai turi reikšmės tarnybai.

2. Do oprawy celnej, kontroli dewizowej i paszportowej będą przeznaczone na przejściu kolejowym Vievis-Zawiasy stacja Vievis po stronie litewskiej, a stacja Zawiasy, zaś do czasu jej przystosowania stacja Landwarów, po stronie polskiej.

3. Oprócz wyżej wymienionej stacji odprawy celnej, kontroli dewizowej i paszportowej, mogą być wyznaczone inne, po uprzednim powiadomieniu drugiej Umawiającej się Strony we właściwym czasie.

4. Każda Umawiająca się Strona ma prawo posyłać swych pracowników w pociągach przechodzących punkt styczny obu sieci do najbliższej stacji postoju w sąsiednim Państwie i z powrotem, w celu wykonywania we własnym Państwie aż do punktu stycznego obu sieci nadzoru celnego, kontroli dewizowej i paszportowej. Do pracowników tych należy odpowiednio stosować postanowienia artykułu 18.

Artykuł 24.

WYKONYWANIE SŁUŻBY RUCHU MIĘDZY PUNKTEM STYCZNYM OBU SIECI A STACJĄ ZDAWCZĄ-ODBIORCZĄ ORAZ NA STACJI ZDAWCZO-ODBIORCZEJ.

1. Między punktem stycznym obu sieci a stacją zdawczo-odbiorczą Zarząd sąsiedni będzie prowadził ruch pociągów, służących do wzajemnej komunikacji kolejowej za zwrotem kosztów prowadzenia pociągu (p. artykuł 33).

2. Poza tym służbę na szlaku między punktem stycznym obu sieci a stacją zdawczo-odbiorczą, jak również całą służbę na stacji zdawczo-odbiorczej, wykonywać będzie zasadniczo Zarząd miejscowy. Wyjątek stanowi służba związana ze zdawaniem wagonów i towarów, oraz, o ile nastąpi osobne w tym względzie porozumienie, służba ekspedycyjna (p. artykuł 12).

3. Zestawianie, oczyszczanie, oświetlanie i ogrzewanie pociągów będzie ustalone na podstawie porozumienia interesowanych Zarządów kolejowych.

4. Dla ustawienia wagonów w pociągu miarodajne są przepisy ruchu Zarządu, prowadzącego ruch pociągu.

5. Szczegóły używania stacji zdawczo-odbiorczej pod względem ruchu oraz szczegóły zdawania i przejmowania wagonów, bagażu i towarów, wykonywania służby przetokowej i zatrudniania obcego personelu, jak również szczegóły prowadzenia ruchu pociągów na szlaku między punktem stycznym obu sieci, a stacją zdawczo-odbiorczą i na samej stacji zdawczo-odbiorczej, zostaną uregulowane w miejscowej umowie dodatkowej. Sporządzanie i używanie dokumentów zdawczych (wykazy pociągowe, wykazy ładunkowe, wykazy zdawcze, bagażowe i towarowe itd.) zostanie oddzielnie omówione.

6. W jakiej mierze wolno będzie w drodze wyjątku używać parowozów pociągowych Zarządu sąsiedniego do przetaczania wagonów na stacji zdawczo-odbiorczej, zostanie uregulowane w miejscowej umowie dodatkowej.

7. Parowozy, które będą używane na obcej kolei winny odpowiadać urządzeniom technicznym tej kolei. W razie potrzeby dokonania mniejszych napraw obcych parowozów, pomocy udziela stacja zdawczo-odbiorcza (p. art. 34).

8. Zarządy kolejowe dostarczą sobie wzajemnie zawczasu i bezpłatnie przepisów, okólników i podręczników, potrzebnych dla wykonywania służby na przejściu kolejowym. W nagłych wypadkach może zawiadowca stacji zdawczo-odbiorczej zwrócić się w tym względzie bezpośrednio do zawiadowcy sąsiedniej stacji drugiej Zarządu.

9. Zarząd sąsiedni należy zawiadamiać zawczasu o wszystkich zmianach, dotyczących wykonywania służby na przejściu kolejowym i to tak, aby Zarząd ten miał możliwość pouczyć swój personel. W szczególności należy podawać do wiadomości zmiany przepisów ruchu, jako też zmiany w urządzeniach na stacji zdawczo-odbiorczej i na szlaku między tą stacją a punktem stycznym obu sieci, o ile zmiany te mają znaczenia dla wykonywania służby.

25 *straipsnis.*

PASTATŲ IR ĮRENGIMŲ APŠILDYMAS, VALYMAS IR APŠVIETIMAS.

1. Vietinė Valdyba apšildo, valo, apšviečia ir atlieka kitus panašaus pobūdžio darbus tarpusaviam susisiekimui tarnaujantiems pastatams ir įrengimams.
2. Išimty bus nustatomos papildomoje vietos hutartyje.

26 *straipsnis.*

EKSPLOATACIJOS IR TRANSPORTO SUTRUKDYMAS.

1. Suinteresuotosios Geležinkelių Valdybos turi viena kitai pranešti apie visus eksploatacijos ir transporto sutrukdytus, kurie sunkintų arba visiškai sulaukytų susisiekimą geležinkelių perėjimo. Reikalui esant, jos susitaria, kaip tuos trukdytus pašalinti.
2. Papildomoje vietos sutartyje nustatoma kuriai kaimyninės Valdybos įstaigai turi būti siunčiami nustatyti pranešimai dėl eksploatacijos sutrukdymo.

27 *straipsnis.*

PAGALBA NELAIMINGŲ ĮVYKIŲ IR EKSPLOATACIJOS SUTRUKDYMO ATVEJAIS.

1. Geležinkelių valdybos, pareikalavus, teiks viena kitai pagalbą tais atvejais, kai stotyse arba ruožuose įvyksta geležinkelių nelaimingi įvykiai arba eksploatacijos trukdymai.
2. Pagalbos traukiniai ir jų personalas vežami per abiejų geležinkelių sąsajos vietą remiantis asmenų sąrašu kelionės žurnale be maito ir pasų formalumų, tačiau, abiejų geležinkelių sąsajos vietoje jie turi sustoti paimti palydovą ir, suteikus pagalbą, tuojau grįžti.
3. Suinteresuotosios Geležinkelių Valdybos nustato papildomoje vietos sutartyje, iki kurios vietos pagalba yra teiktina ir kitus pagalbos teikimą liečiančius dalykus.
4. Pagrindė, pagalbos traukinys iki nelaimingo įvykio vietos lydymas tos Valstybės pareigonio, kurios ruože įvykis ištiko. Jei yra pavojus pavėluotai suteikti pagalbą, lydėti gali ir pagalbą teikiančiosios Valdybos pareigonis. Toks pareigonis atsako už ėjos saugumo taisyklių vykdymą; šiuo atžvilgiu, pagalbos traukinio personalas turi klausyti jo tarnybinių įsakymų.
5. Vykdamas gelbėjimo ir kelio tvarkymo darbus, pagalbos traukinio personalo viršininkas turi veikti nuotykiu vietoje pagal gelbėjimo darbų vadovo nurodymus.
6. Kaimyninės Valdybos garvežys gali būti vietos Valdybos panaudotas pagalbai tik tuo atveju, kai tas galima daryti netrukdamas kaimyninės Valdybos traukinių ėjai.

28 *straipsnis.*

TRAUKINIŲ ĖJOS PRANEŠIMAI.

1. Tarp traukinių ėjai tvarkyti vietų, esančių abipus abiejų geležinkelių sąsajos vietos, ir kurios bus nurodytos papildomoje vietos sutartyje, traukinių ėjos pranešimai turi būti atliekami pagal traukinius išleidžiančios Valdybos taisykles ir jos valstybine kalba. Tai taikoma ir duodant traukinio personalui paliepinus bei įsakymus raštu.
2. Išimty iš aukščiau pasakyto turi būti nustatytos papildomoje vietos sutartyje.

29 *straipsnis.*

TELEGRAFO, TELEFONO IR BLOKAVIMO LAIDAI.

1. Visi geležinkelių telegrafo, telefono ir panašūs laidai baigiasi antrosios Susitariančiosios Šalies perdavimo stotyje arba perdavimo stočiai artimiausioje kitoje pusėje esančioje stotyje.

Artykuł 25.

OGRZEWANIE, OCZYSZCZANIE I OŚWIETLANIE BUDOWLI I URZĄDZEŃ.

1. Ogrzewanie, oczyszczanie, oświetlanie i tp. budynków i innych urządzeń, służących do wzajemnej komunikacji, należy do Zarządu miejscowego.
2. Odchylenia będą uzgadniane w miejscowej umowie dodatkowej.

Artykuł 26.

PRZESZKODY W RUCHU I PRZEWOZACH.

1. Interesowane Zarządy kolejowe powinny wzajemnie zawiadamiać siebie o wszystkich przeszkodach w ruchu i w przewozach, które utrudniałyby komunikację przez przejście kolejowe, lub ją uniemożliwiały. W razie potrzeby mają się one porozumieć jak należy przeszkody te usunąć.
2. Urzędy sąsiedniego Zarządu, do których należy w razie przeszkód w ruchu wysyłać przepisane zawiadomienia, wyznaczone zostaną w miejscowej umowie dodatkowej.

Artykuł 27.

UDZIELANIE POMOCY W RAZIE WYPADKÓW I PRZESZKÓD W RUCHU.

1. Zarządy kolejowe będą sobie udzielały nawzajem, na żądanie, pomocy w razie wypadków kolejowych i przeszkód w ruchu na ich szlakach i stacjach.
2. Pociągi ratownicze i ich załoga przechodzą punkt styczny obu sieci bez formalności celnych i paszportowych na zasadzie wpisu do raportu z jazdy, powinny jednak zatrzymać się na punkcie stycznym obu sieci celem przyjęcia konwoju i powinny wrócić niezwłocznie po udzieleniu pomocy.
3. Interesowane Zarządy kolejowe uzgodnią w miejscowej umowie dodatkowej miejsce, do którego mają sobie udzielać pomocy oraz dalsze szczegóły udzielania pomocy.
4. Pociąg ratowniczy będzie w zasadzie konwojowany aż do miejsca wypadku przez urzędnika Zarządu, w którego okręgu wypadek się zdarzył. O ile zwłoka groziłaby niebezpieczeństwem, może objąć konwojowanie również urzędnik Zarządu udzielającego pomocy. Urzędnik taki odpowiada za zachowanie przepisów bezpieczeństwa ruchu ; w tym względzie personel pociągu ratowniczego ma stosować się do jego zarządzeń służbowych.
5. Kierownik załogi pociągu ratowniczego powinien przy pracach ratunkowych i uprzątnięciu toru działać wedle wskazówek kierownika prac ratunkowych na miejscu wypadku.
6. Parowóz Zarządu sąsiedniego może być użyty przez Zarząd miejscowy do udzielania pomocy jedynie wtedy, gdy to jest możliwe bez ujemy dla ruchu pociągów Zarządu sąsiedniego.

Artykuł 28.

ZGŁASZANIE POCIĄGÓW.

1. Zgłaszanie pociągów między posterunkami, które są położone po obu stronach punktu stycznego obu sieci, które będą wskazane w miejscowej umowie dodatkowej, powinno odbywać się według przepisów Zarządu prowadzącego ruch pociągu i w jego języku urzędowym. To samo stosuje się przy wydawaniu personelowi pociągu pisemnych wskazówek i rozkazów.
2. Odchylenia od powyższego należy ustalić w miejscowej umowie dodatkowej.

Artykuł 29.

PRZEWODY TELEGRAFICZNE, TELEFONICZNE I BLOKOWE.

1. Wszystkie kolejowe przewody telegraficzne, telefoniczne i inne tym podobne, kończą się na stacji zdawczo-odbiorczej lub na najbliższej stacji znajdującej się po drugiej stronie.

2. Perdavimo stotyje pareigas einąs kaimyninės Valdybos personalas turi teisę tarp perdavimo stoties ir artimiausios kitoje pusėje esančios stoties tarnybos reikalams nemokamai naudotis susisiekimui per geležinkelių perėjimą skirtais geležinkelių telegrafo ir telefono įrengimais.

3. Tarp artimiausių stočių, kurios yra abipus abiejų geležinkelių sąsajos vietos, pagrindo, turi būti įrengta :

- a) telegrafo laidas bendromis tarnybinėmis telegramomis pasikeisti,
- b) laidas pranešti apie traukinius,
- c) reikalui esant, telefono laidas tarp stočių, skambučių laidas ir ten, kur įrengta blokavimo sistema, blokavimo laidas.

Išimtys gali būti numatytos papildomoje vietos sutartyje.

4. Papildomoje vietos sutartyje turi būti nustatyta, kuriuo laiku telegrafo ir telefono aparatai yra užimti, kaip perdavinėti tarnybines telegramas, taip pat, kaip pranešti apie laidų veikimo kliūtis ir kaip jas pašalinti.

30 *straipsnis.*

TARNYBOS, POILSIO IR NAKVYNĖS PATALPOS.

Geležinkelis savininkas duoda svetimai Valdybai jos personalui reikalingas tarnybos, poilsio ir nakvynės patalpas ir taip pat garvežiams pastatyti reikalingą vietą garvežių patalpoje. Tarnybos, poilsio ir nakvynės patalpos turi būti pakankamai apšviestos, apšildytos, aprūpintos baldais ir turi atitikti higienos reikalavimus.

Gyvenamose patalpose arba arti jų, personalui turi būti suteikta galimybė naudotis virimo ir prausimosi įrengimais.

Kiti patalpas liečiantieji dalykai nustatomi papildomose vietos sutartyse.

31 *straipsnis.*

PERDAVIMO IR PRIĖMIMO VEIKSMŲ DARBO VALANDOS.

1. Dėl prekių traukinių perdavimo ir priėmimo valandų perdavimo stotyje susitariama atsižvelgiant į susisiekimo reikalavimus, geležinkelio įrengimų pajėgumą ir traukinių tvarkaraštį.

2. Prekių vagonai nebus perduodami ir priimami šiose šventėse :

Naujų Metų dieną, pirmą ir antrą Velykų, Sekminių ir Kalėdų dienas, taip pat Lietuvos Valstybinėse šventėse — vasario 16 d. ir rugsėjo 8 d. ir Lenkijos Valstybinėse šventėse — gegužės 3 d. ir lapkričio 11 d.

3. Kaimyninės Valdybos nustatys atitinkamai reikalavimams išimtis iš aukščiau pasakyto, lygiai taip pat sutvarkys prekių traukinių eją kitose šventėse ir sekmadieniais.

32 *straipsnis.*

TARNYBINĖS GELEŽINKELIŲ KORESPONDENCIJOS SIUNTIMAS.

1. Siuntimas tarpusavės geležinkelių tarnybinės korespondencijos (telegrafu, telefonu ir raštu), taip pat pervežimas geležinkeliais spaudinių (bilietų, tarifų ir p.), jei šiems reikalams naudojamosi geležinkelių įrengimais, daromas be atlyginimo. Tas pat taikoma ir tarnybinėms piniginėms pajamoms, gautoms perdavimo stotyje ir vežamoms kaimyninei Valdybai.

2. Kaimyninė Valdyba priima perdavimo stotyje geležinkelių tarnybinę korespondenciją pagal perdavimo ir gavimo lapą ir persiųs ją toliau.

2. Personel Zarządu sąsiedniego, pełniący służbę na stacji zdawczo-odbiorczej, ma prawo między stacją zdawczo-odbiorczą, a najbliższą stacją, znajdującą się po drugiej stronie, korzystać bezpłatnie w celach służbowych z kolejowych urządzeń telegraficznych i telefonicznych dla komunikacji przez przejścia kolejowe.

3. Pomiedzy najbliższymi stacjami, które się znajdują po obu stronach punktu stycznego obu sieci powinny w zasadzie znajdować się :

- a) przewód telegraficzny dla ogólnej wymiany telegramów służbowych,
- b) przewód dla zgłaszania pociągów,
- c) w razie potrzeby przewód telefoniczny międzystacyjny, przewód dzwonekowy oraz, gdzie urządzona jest blokada liniowa, przewody blokowe. Odchylenia mogą być uzgodnione w miejscowej umowie dodatkowej.

4. W miejscowej umowie dodatkowej należy uregulować okresy czasu, w których są obsadzone aparaty telegraficzne i telefoniczne, postępowanie przy podawaniu telegramów służbowych oraz postępowanie przy zgłaszaniu i usuwaniu przeszkód w działaniu przewodów.

Artykuł 30.

POMIESZCZENIA SŁUŻBOWE, DYŻURNE I NOCLEGOWE. PAROWOZOWNIA.

1. Kolej właścicielka oddaje do dyspozycji obcego Zarządu potrzebne do umieszczenia personelu tego Zarządu pomieszczenia służbowe, dyżurne i noclegowe oraz stoiska potrzebne do pomieszczenia parowozów. Pomieszczenia służbowe, dyżurne i noclegowe powinny być dostatecznie oświetlone, ogrzane i umeblowane oraz dawać pewność zdrowego w nich pobytu.

2. W lokalach mieszkalnych lub w ich pobliżu powinna być dana personelowi możliwość korzystania z urządzeń do gotowania i mycia się.

3. Szczegóły powinny być uregulowane w miejscowych umowach dodatkowych.

Artykuł 31.

GODZINY URZĘDOWE ZAŁATWIANIA CZYNNOŚCI ZDAWCZO-ODBIORCZYCH.

1. Dla stacji zdawczo-odbiorczej należy uzgodnić godziny urzędowe dla zdawania i przyjmowania pociągów towarowych z uwzględnieniem potrzeb komunikacji, sprawności urządzeń kolejowych i rozkładu jazdy pociągów.

2. Zdawanie i przejmowanie pociągów towarowych nie będzie się odbywało w następujące dniе święteczne : Nowy Rok, pierwszy i drugi dzień Wielkiej Nocy, Zesłanie Ducha Świętego i Bożego Narodzenia, oraz w dniu 3 maja i 11 listopada, jako święta narodowe Polski, tudzież w dniu 16 lutego i 8 września, jako święta narodowe Litwy.

3. Wyjątki od powyższego, jak również ruch pociągów towarowych w niedziele i inne dniе święteczne uregulują, zgodnie z potrzebą, Zarządy sąsiednie.

Artykuł 32.

PRZESYŁANIE KOLEJOWEJ KORESPONDENCJI SŁUŻBOWEJ.

1. Przesyłanie wzajemnej kolejowej korespondencji służbowej (telegraficznej, telefonicznej i listowej), jak również przewóz druków kolejowych (bilety, taryfy i t. p.) wolne są od opłaty, o ile użyte będą do tego urządzenia kolejowe. To samo stosuje się do pieniędzy służbowych celem wywozu dochodów, uzyskanych na stacji zdawczo-odbiorczej dla sąsiednich Zarządów.

2. Służbową korespondencję Zarządów kolejowych będzie Zarząd sąsiedni na stacji zdawczo-odbiorczej za wykazem zdawczym przyjmował i przysyłał ją dalej.

33 *straipsnis.*

ATLYGINIMAS UŽ ATLIKTAŲ TRAUKINIŲ RIDĄ.

1. Jeigu tarp abiejų Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybų nebus susitarta dėl išlyginimo natūra, tai vietinė Valdyba turi atlyginti kaimyninei Valdybai traukinių vežiojimo išlaidas, apskaičiuotas pagal atliktus traukinių-kilometrus.

2. Geležinkelių Valdybų Centrai susitars dėl traukinio-kilometro kainos, kuri, reikalui esant, bus tikrinama kas metai.

3. Traukinių-kilometrai bus apskaičiuoti pagal ruožo ilgį nuo abiejų geležinkelių sąsajos vietos ligi perdavimo stoties vidurio.

4. Traukinių-kilometrai, padaryti pagalbos traukinių ir vagonų, pagalbinių garvežių ir sniego valytojų, apskaičiuojami atskirai (žiūr. 27 str.).

5. Už pagalbos traukinį atlygina ta Valdyba, kurios pareigonyš tą traukinį pareikalavo. Atlyginimas bus apskaičiuotas pagal savikainą, į kurią įeina ir kaina už pagelbinę medžiagą ir taip pat už pagalbos personalo sugaištą nuo traukinio pasiuntimo iš stoties-buveinės iki sugrįžimo į tą pačią stotį, pridedant 10 % administracijos priedo. Tas pat taikoma ir siunčiant pagalbinius garvežius bei sniego valytojus.

34 *straipsnis.*

ATLYGINIMAS UŽ NAUDOJIMĄ KAIMYNNINĖS VALDYBOS ĮRENGIMŲ IR UŽ TAM TIRKUS VEIKSMUS.

1. Kaimyninė Valdyba turi mokėti atlyginimą už naudojimą tik tų perdavimo stoties įrengimų, kurie išimtinai skirti jos reikalams. Tas pat taikoma ir atlyginimui už personalo veiksmus. Šie atlyginimai nustatomi papildomoje vietos sutartyje ir, reikalui esant, peržiūrimi kas metai.

2. Atlyginimas už apšvietimą, apšildymą ir valymą, daromą vien kaimyninės Valdybos tarnybiniams reikalams, apskaičiuojamas pagal savikainą, pridedant 10 % administracijos priedo.

3. Jei vietinė Valdyba perdavimo stotyje atlieka mažas kaimyninės Valdybos garvežių arba įrengimų pataisas, tai atlyginimas apskaičiuojamas už suvartotą medžiagą pagal savikainą, pridedant 10 % administracijos priedo ir už darbą pagal savikainą, pridedant 100 % administracijos priedo.

4. Papildomoje vietos sutartyje nustatoma, ar bus ir kokiomis sąlygomis perdavimo stotyje bus išduodama kaimyninei Valdybai eksploatacijos medžiaga (kuras, šviesos medžiaga, tepalas ir p.). Atlyginimas už ją skaičiuojamas pagal savikainą, pridedant 10 % administracijos priedo.

35 *straipsnis.*

IŠLAIDOS SUSISIEKIMUI SUSITRUKDŽIUS.

Jei susisiekimas laikinai susitrukdo, tai prievolė atlyginti tas išlaidas, kurios ir laike pertraukos susidaro, pasilieka.

36 *straipsnis.*

ATLYGINIMAS UŽ KITOKIUS VEIKSMUS.

1. Už šioje sutartyje neišvardintus vietinės Valdybos veiksmus, atliktus kaimyninei Valdybai, ši pastaroji atlygina vietinei Valdybai josios savikainą.

2. Jei šioje sutartyje nėra aiškiai sutarta mokėti administracijos priedų, tai nuo jų abišaliai atsisakoma.

Artykuł 33.

ODSZKODOWANIE ZA ŚWIADCZENIA PRZY PROWADZENIU POCIĄGÓW.

1. Jeżeli nie nastąpi porozumienie między Zarządami kolejowymi obu Umawiających się Stron co do wyrównania w naturze, Zarząd miejscowy będzie uiszczał Zarządowi sąsiedniemu za świadczenia przy prowadzeniu pociągów odszkodowanie, obliczane na podstawie wykonanych pociągo-kilometrów.

2. Stawki kosztów pociągo-kilometra pociągów uzgodnione zostaną między Centralnymi Zarządami kolejowymi i będą badane w miarę potrzeby co roku.

3. Przy obliczaniu pociągo-kilometrów miarodajną jest długość szlaku od punktu stycznego obu sieci do środka stacji zdawczo-odbiorczej.

4. Pociągo-kilometry, wykonane przez pociągi i wagony ratownicze, parowozy pomocnicze i pługi odśnieżne oblicza się oddzielnie. (p. art. 27).

5. Koszty pociągu ratowniczego ponosi Zarząd, którego urzędnicy zażądali tego pociągu. Liczyć się będzie koszty własne wraz z kosztami za materiał ratunkowy oraz za personel ratowniczy za okres czasu od wysłania pociągu ze stacji macierzystej aż do powrotu na tę stację, z doliczeniem 10% dodatku na administrację. To samo stosuje się przy wysyłaniu parowozów pomocniczych i pługów odśnieżnych.

Artykuł 34.

WYNAGRODZENIA ZA KORZYSTANIE Z URZĄDZEŃ I ZA SZCZEGÓLNE ŚWIADCZENIA ZARZĄDU SĄSIEDNIEGO.

1. Zarząd sąsiedni powinien płacić wynagrodzenie tylko za używanie urządzeń na stacji zdawczo-odbiorczej, które służą wyłącznie do jego celu. To samo stosuje się do wynagrodzenia za świadczenia personalne. Wynagrodzenia te zostaną uzgodnione w miejscowej umowie dodatkowej i będą badane w miarę potrzeby co roku.

2. Koszty własne za oświetlenie, ogrzewanie i oczyszczanie, dokonane do wyłącznych celów służbowych Zarządu sąsiedniego, będą obliczane z doliczeniem 10% dodatku na administrację.

3. W razie dokonania na stacji zdawczo-odbiorczej małych napraw parowozów i narzędzi Zarządu sąsiedniego, przez Zarząd stacji zdawczo-odbiorczej, należy obliczać Zarządowi sąsiedniemu koszty własne z doliczeniem dodatku na administrację w wysokości 10% od kosztów zużytych materiałów, oraz 100% od kosztów robocizny.

4. W miejscowej umowie dodatkowej należy ustalić czy i na jakich warunkach wydawane będą Zarządowi sąsiedniemu na stacji zdawczo-odbiorczej materiały eksploatacyjne (paliwo, światliwo, smary i t. p.). Należy za nie liczyć koszty własne z 10% dodatkiem na administrację.

Artykuł 35.

KOSZTY PRZERWY RUCHU.

W razie przejściowej przerwy ruchu kolejowego nie ustaje obowiązek ponoszenia tych kosztów, które powstają także podczas trwania tej przerwy.

Artykuł 36.

WYNAGRODZENIE ZA INNE ŚWIADCZENIA.

1. Za świadczenia Zarządu miejscowego dla Zarządu sąsiedniego niewyszczególnione w Umowie niniejszej, Zarząd sąsiedni zwróci Zarządowi miejscowemu jego koszty własne.

2. O ile w Umowie niniejszej nie uzgodniono wyraźnie zapłaty dodatku na administrację, zrzekają się go obie Umawiające się Strony.

37 *straipsnis.*

NAUJI PASTATAI IR ĮRENGIMAI.

1. Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos kiekvienu atsitikimu susitars dėl naujų pastatų ir įrengimų statybos, reikalingų tarpusaviam geležinkelių susisiekimui, taip pat ir dėl pakeitimų, papildymų ar padidinimų jau esančių pastatų ir įrengimų, kurie reikalingi kaimyninės Valdybos išimtinam naudojimui.

2. Tuo pat laiku susitariama ir dėl nuomos mokesčio. Statybos vykdymo išlaidas sumoka kiekvienu atveju vietinė Valdyba.

38 *straipsnis.*

ATSISKAITYMAS.

1. Sąskaitos dėl mokėtinų pagal šią sutartį sumų pateikiamos savitarpiai kas ketvirtį metų ir ne vėliau kaip ligi sekančio ketvirčio vidurio (tačiau žiūr. 33 ir 39 str. str.). Sumokėta turi būti ne vėliau kaip per 30 dienų, gavus sąskaitą. Nesumokėjus laiku, mokama 6 nuošimčiai metams užvilkinimo palūkanų.

2. Sąskaitų užginčijimas negali sulaukyti jų apmokėjimo. Sekantieji iš užginčijimo debitorai ir kreditorai įrašomi sekančioje po to sąskaitoje. Sąskaitos apmokėjimas nereiškia jos tikrumo pripažinimo. Pridėtų prie sąskaitų priedų tikrinimo vietoje ir reikalavimų kėlimo teisė lieka galioje. Šio tikrinimo surašomas protokolas, kurį pasirašo abiejų Geležinkelių Valdybų atstovai.

3. Šios tikrinimo teisės nustojama per 6 mėn. po to, kai turinti mokėti Valdyba gavo sąskaitą. Abiejų Valdybų vyresnybės turi užginčijimo teisę ir po to laiko.

4. Geležinkelių Valdybos laiduoja mokėjimus kitų įstaigų, atliekančių pareigas geležinkelių perėjime, ir tarpininkauja šioms prievolėms atlikti.

5. Iš šių atsiskaitymų mokamieji saldaai, jei Geležinkelių Valdybų Centrai nesusitars kitaip, sumokami kreditoriaus valiutoje.

6. Abiejų Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybų Centrai, reikalui esant, susitaria dėl galimybių padaryti mokėjimus nepriklausomus nuo valiutų svyravimų.

39 *straipsnis.*

ATSISKAITYMAS IŠ GAUTŲ UŽ PERVEŽIMĄ, UŽ VAGONUS IR KITŲ PAJAMŲ.

Atsiskaitymas iš pajamų, gautų už pervežimus, už vagonų apyvartą ir už kitus reikalavimus, dėl kurių yra ar bus susitariama atskirai, bus atliekamas pagal atskiras suinteresuotųjų Geležinkelių Valdybų sutartis.

40 *straipsnis.*

TARPUSAVIŲ REIKALAVIMŲ UŽSKAITYMAS.

Kylantiems iš šito arba kitų susisiekimų, kuriuose dalyvauja Lietuva ir Lenkija, reikalavimams abipusiai užskaityti, gali būti pareiškiamos tiktai tos sumos, kurios yra susijusios su pervežimais geležinkeliais Lietuvos arba Lenkijos ruožuose. Kitų sumų užskaityti neleidžiama.

41 *straipsnis.*

TREČIŲJŲ TEISMAS.

1. Dėl šios arba dėl papildomųjų vietos sutarčių kilę ginčai, jeigu jų negalima išspręsti susirašinėjimo keliu arba bendrose konferencijose, sprendžiami Trečiųjų Teismo. Trečiųjų Teismą

Artykuł 37.

NOWE BUDOWLE I URZĄDZENIA.

1. Zarządy kolejowe Stron Umawiających się powinny od wypadku do wypadku porozumiewać się co do wznoszenia nowych budowli i urządzeń koniecznych dla wzajemnej komunikacji kolejowej jak również co do zmian, uzupełnień i rozwoju istniejących budowli wraz z urządzeniami, potrzebnych Zarządowi sąsiedniemu do wyłącznego używania.

2. Jednocześnie należy się ułożyć co do czynszu najmu. Koszty wykonania ponosi w każdym wypadku Zarząd miejscowy.

Artykuł 38.

WYRÓWNANIE RACHUNKÓW.

1. Rachunki na sumy, przypadające do zapłaty na podstawie Umowy niniejszej, należy wzajemnie sobie przedkładać kwartalnie i to najpóźniej do połowy następnego kwartału (p. artykuły 33 i 39). Wypłatę należy skutecznie w przeciągu 30 dni po otrzymaniu rachunku. W razie zwłoki w zapłacie należy płacić 6 od sta rocznie tytułem odsetek za zwłokę.

2. Kwestionowanie rachunków nie może opóźniać wypłaty. Wynikające z zakwestionowania rachunku obciążenia i zapisanie na dobro, należy przeprowadzić w następnym rachunku. Zapłata rachunku nie stanowi uznania jego słuszności. Prawo do badania na miejscu załączników do rachunków i do podnoszenia dalszych roszczeń pozostaje nienaruszone. W przedmiocie tego badania należy sporządzić protokół, który podpiszą przedstawiciele obu Zarządów kolejowych.

3. Prawo do badania wygasa w ciągu 6 miesięcy po otrzymaniu rachunku przez Zarząd obowiązany do zapłaty. Prawo naczelnich władz obu Zarządów do podnoszenia zarzutów i po tym terminie pozostaje nienaruszone.

4. Zarządy kolejowe ręczą za wypłatę wynagrodzeń, należnych od innych urzędów, wykonywujących służbę na przejściach kolejowych i pośredniczą w wypełnieniu takich zobowiązań.

5. Wypłaty salda z niniejszych rozrachunków, należy dokonywać w walucie wierzyciela o ile Centralne Zarządy kolejowe nie umówią się inaczej.

6. Centralne Zarządy kolejowe obu Umawiających się Stron w razie potrzeby porozumieją się w celu możliwego uniezależnienia wypłat od ewentualnych wahań walutowych.

Artykuł 39.

ROZRACHUNEK Z WPŁYWÓW PRZEWOZOWYCH, NALEŻNOŚCI WAGONOWYCH I INNYCH.

Obrachunki dotyczące wpływów z przewozów, należności wagonowych oraz innych należności, które są lub będą osobno umówione, dokonywane będą na podstawie odrębnych umów, zawieranych przez interesowane Zarządy kolejowe.

Artykuł 40.

WYRÓWNYWANIE WZAJEMNYCH NALEŻNOŚCI.

Do wzajemnego wyrównywania należności, wynikających z niniejszej komunikacji lub z innych komunikacji, w jakich uczestniczą Litwa i Polska mogą być zgłaszane tylko sumy, które są związane z przewozami kolejowymi na liniach litewskich albo polskich. Zarachowywanie innych sum nie jest dozwolone.

Artykuł 41.

SĄD ROZJEMCZY.

1. Spory, wynikające z niniejszej Umowy lub z miejscowych umów dodatkowych rozstrzyga Sąd rozjemczy, jeżeli sporów tych nie można załatwić w drodze korespondencyjnej lub na wspólnych

sudaro abiejų Susitariančiųjų Šalių Vyriausybės kviestasis Pirmininkas ir po vieną kiekvienos Susitariančiosios Šalies paskirtas teisėjas. Trečiųjų Teismas renkasi tik reikalui esant, vienai Susitariančiajai Šaliai pareikalavus. Jei Vyriausybės negalėtų susitarti dėl Pirmininko, tai kreipiamasi į Šveicarijos Geležinkelių Prezidentą, prašant paskirti Pirmininku žinovą, iš tarpo trečiosios valstybės piliečių.

2. Kiekviena Susitariančioji Šalis sumokės reikalingą atlyginimą savo paskirtam teisėjui. Pirmininko atlyginimas ir bendrosios Trečiųjų Teismo išlaidos bus mokamos abiejų Susitariančiųjų Šalių pusiau.

3. Dėl procedūros ir Teismo vietos sprendžia pats Trečiųjų Teismas ; nesusitarus — sprendžia Pirmininkas.

42 straipsnis.

SUTARTIES PERŽIŪRĖJIMAS IR PAKEITIMAS.

1. Kiekviena Susitariančioji Šalis gali vieną kartą kalendoriniuose metuose pasiūlyti kitai Susitariančiajai Šaliai peržiūrėti sutartį.

2. Susitariančioji Šalis, kuri pasiūlė sutartį pakeisti, turi įteikti kitai Susitariančiajai Šaliai atitinkamą projektą. Priešingoji Susitariančioji Šalis, vėliausiai per du mėnesius, praneša dėl to savo nuomonę ir gali pateikti priešinį projektą. Po to turi prasidėti pasitarimai.

43 straipsnis.

SUTARTIES KALBA.

Ši sutartis surašyta lietuvių ir lenkų kalbomis dviejuose egzemplioriuose, iš kurių po vieną egzempliorių lietuvių ir lenkų kalba gauna kiekviena Susitariančioji Šalis. Lietuvių ir lenkų tekstas yra vienodai privalomas.

44 straipsnis.

SUTARTIES ĮSIGALIOJIMO IR VEIKIMO LAIKAS.

Ši sutartis ratifikuojama. Ratifikacijos dokumentais turi būti pasikeista galimai greičiau Kaune.

Sutartis įsigalioja pirmą dieną sekancio po ratifikacijos dokumentų pasikeitimo mėnesio ir galioja ligi sueis šeši mėnesiai nuo dienos, kada viena Susitariančiųjų Šalių praneš apie atsisakymą nuo sutarties.

To patvirtinimui aukščiau paminėti Įgaliotiniai pasirašė šią sutartį ir pridėjo joje savo antspaudus.

WARSZAWA, tūkstantis devyni šimtai trisdėšimt aštunti metai gegužės mėnesio 25 dieną

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

BAIGIAMASIS PROTOKOLAS

Šią sutartį pasirašant abiejų Susitariančiųjų Šalių įgaliotiniai susitarė dėl šių nuostatų :

A. Prie 2 str.

Kiekviena Susitariančioji Šalis pasirūpina, kad šią sutartį vykdytų Lietuvos-Lenkijos geležinkelių susisiekime dalyvaujančios privatinių geležinkelių Valdybos. Išvardintos Geležinkelių Valdybos gali reikšti viena kitai iš šios sutarties išplaukiančias teises betarpiškai.

konferencjach. W skład Sądu wchodzi: Przewodniczący, mianowany przez Rządy obu Umawiających się Stron i po jednym sędzi rozjemczym, mianowanym przez każdą ze Stron Umawiających się. Sąd rozjemczy będzie się zbierał tylko od wypadku do wypadku na żądanie jednej z Umawiających się Stron. Gdyby Rządy Umawiających się Stron nie mogły się zgodzić na osobę Przewodniczącego, zwrócą się one do Prezydenta Kolei Szwajcarskich o wyznaczenie przewodniczącego fachowego z pośród obywateli trzeciego Państwa.

2. Każda Umawiająca się Strona zapłaci należności mianowanego przez nią sędziego rozjemczego. Należności Przewodniczącego i koszty ogólne Sądu rozjemczego pokryją obie Umawiające się Strony po połowie.

3. O procedurze i miejscu rozprawy rozstrzyga Sąd rozjemczy; w braku zgody w tym względzie, rozstrzyga Przewodniczący.

Artykuł 42.

REWIZJA ORAZ ZMIANY UMOWY.

1. Każda ze Stron Umawiających się może raz w roku kalendarzowym przedstawić drugiej Umawiającej się Stronie wniosek o rewizję niniejszej Umowy.

2. Strona która przedstawiła wniosek o zmianę, powinna drugiej Stronie przedłożyć odpowiedni projekt. Strona przeciwna powinna najpóźniej w przeciągu dwóch miesięcy zająć co do tego stanowisko i może przedstawić kontrprojekt. Następnie powinny być rozpoczęte rokowania.

Artykuł 43.

JĘZYK UMOWY.

Umowę niniejszą sporządzono w języku litewskim i polskim w dwóch egzemplarzach, przy czym każda Strona Umawiająca się otrzymuje po jednym egzemplarzu w litewskim i polskim języku. Tekst litewski i polski są jednakowo miarodajne.

Artykuł 44.

WEJŚCIE W ŻYCIE I CZAS TRWANIA UMOWY.

Umowa niniejsza będzie ratyfikowana. Dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione jak najrychlej w Kaunas. Umowa wejdzie w życie w pierwszym dniu miesiąca, następującego po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i będzie obowiązywała aż do upływu sześciomiesięcznego okresu od daty notyfikacji jednej z Umawiających się Stron o wypowiedzeniu Umowy. Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy podpisali niniejszą Umowę i wycisnęli na niej swe pieczęcie.

WARSZAWA, dnia 25 maja tysiąc dziewięćset trzydziestego ósmego roku.

K. ŚKIRPA.

SZEMBEK.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

Przy podpisaniu niniejszej Umowy Pełnomocnicy obu Umawiających się Stron zgodzili się na następujące postanowienia:

A. Do artykułu 2.

Każda z Umawiających się Stron dołoży starań, aby niniejsza Umowa była wykonywana przez Zarządy kolei prywatnych biorące udział w litewsko-polskiej komunikacji kolejowej. Te Zarządy kolejowe mogą bezpośrednio dochodzić jeden u drugiego praw, przyznanych kolejom w niniejszej Umowie.

Tuo atveju, kai pasikeistų eksploatacijos įmonininkas, tai toji Susitariančioji Šalis, kur tai įvyksta, įpareigoja savo teisėtą įpėdinį pildyti šios sutarties nuostatus.

B. Prie 7 str.

a) Geležinkelių perėjimas, kuris bus atidarytas pagal 7 str., turi būti atidarytas geležinkelių susisiekimui pasiremiant šia sutartimi tuoj po to, kai bus sudaryta tam tikrus vietas santykius tvarkanti papildomoji vietos sutartis (žiūr. 10 str.).

b) Jei stotis Zawiasy bus paruošta perdavimo stoties veiklai ligi gegužės mėn. 15 d. 1940 m., tai ji gali būti perdavimo stotimi, nors stotis Vievis nebūtų ligi to laiko įrengta.

C. Prie 11 str.

Trečiosios kalbos vartojimas neturi trukdyti tarnybos.

D. Prie 20 str.

Susitariama dėl šių nuostatų :

a) Atleidimas nuo viešųjų rinkliavų neliečia muitų (tačiau žiūr. 18 ir 21 str. str.), monopolio ir kitų vartojimo mokesčių.

b) Muitų, mokesčių ir valiutų įstatymų, taip pat pasų bei draudimo taisyklių, liečiančių įvežimo ir išvežimo apribojimus, peržengimai nelaikomi veiksmais, atliekamais tarnybos pareigas einant.

c) Apie patraukimą kaimyninėje Valstybėje einančio pareigas pareigonio baudžiamojon atsakomybėn, reikia neatidėliojant pranešti tarnybinei pareigonio vyresnybei.

E. Prie 22 str.

Bendrai atliekamų kvotų protokolas turi būti pasirašomas abiejų Susitariančiųjų Šalių atstovų.

F. Prie 24 str.

Abiejų Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos pasirūpins, kad abipusiame geležinkelių susisiekimе prie prekių siuntų būtų pridėdami nustatyti muitinių dokumentai, kurie turi būti įteikti kaimyninės Valstybės muitinių įstaigai. Jei abiejų Susitariančiųjų Šalių muitinių administracijos tų dokumentų reikalų nesutvarkys kitaip, tai prie prekių siuntų pridėdami du siuntėjo muitų deklaracijos egzemplioriai (pirminė deklaracija).

Be to, per abiejų geležinkelių sąsajos vietą traukinius vežusi geležinkelių administracija, atėjus kiekvienam traukiniui, kurio sudėtin įeina, be tarnybinio vagono, dar nors vienas krautas vagonas, turi įteikti kitos Valstybės muitinių įstaigai vieną perdavimo lapo egzempliorių ir taip pat vieną vagono lapo egzempliorių dėl kiekvieno mišriomis siuntomis krauto vagono.

Apie bagažą turi būti muitinių įstaigai pareikšta, įteikiant vieną bagažo perdavimo lapo egzempliorių.

G. Prie 40 str.

Abiejų Susitariančiųjų Šalių Geležinkelių Valdybos susitarę nustato Atsiskaitymų Biūrus, per kuriuos bus išlyginamos abipusės skolos ir reikalavimai.

WARSZAWA, *tūkstantis devyni šimtai trisdešimt aštunti metai gegužės mėnesio 25 dieną.*

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

W przypadku zmiany w prowadzeniu eksploatacji kolei, Strona, u której zmiana zaszła zobowiąże natępców prawnych do wykonywania postanowień niniejszej Umowy.

B. Do artykułu 7.

a) Przejście kolejowe, które ma być otwarte na podstawie artykułu 7, należy na mocy niniejszej Umowy otworzyć dla ruchu kolejowego, skoro tylko zawartą zostanie miejscowa umowa dodatkowa (p. art. 10).

b) Jeżeli stacja Zawiasy zostanie przystosowaną do czynności zdawczo-odbiorczych przed 15 maja 1940 r. może służyć do tego celu choćby stacja Vievis nie została przed tym terminem rozbudowana.

C. Do artykułu 11.

Używanie języka trzeciego nie powinno utrudniać wykonywania służby.

D. Do artykułu 20.

Istnieje zgoda co do następujących punktów :

a) Zwolnienie od danin publicznych nie odnosi się do opłat celnych (p. artykuły 18 i 21), monopolowych i innych opłat spożywczych.

b) Naruszeń ustaw celnych, podatkowych i dewizowych tudzież przepisów paszportowych i przepisów o zakazie lub ograniczeniu przywozu i wywozu nie uważa się za czyny popełnione w wykonywaniu służby.

c) O wdrożeniu ścigania karnego przeciw pracownikowi, zajętemu w sąsiednim Państwie, należy niezwłocznie zawiadamiać przełożoną władzę służbową ściganego.

E. Do artykułu 22.

Protokół ze wspólnych dochodzeń powinien być podpisany przez delegatów obu Stron.

F. Do artykułu 24.

Oba Zarządy kolejowe dołożą starań, aby we wzajemnej komunikacji kolejowej były dołączane do przesyłek towarowych przepisane dokumenty celne, które mają być wręczone urzędowi celnemu Państwa sąsiedniego. O ile sprawa tych dokumentów nie będzie uregulowana inaczej przez Zarządy Celne obu Umawiających się Stron, należy do przesyłek towarowych dołączać dwa egzemplarze deklaracji celnej nadawcy (deklaracji piewotnej).

Poza tym kolej prowadząca ruch przez punkt styczny obu sieci powinna po przybyciu każdego pociągu, w którego skład, oprócz wagonu służbowego, wchodzi conajmniej jeden wagon naładowany, wręczyć urzędowi celnemu drugiego Państwa jeden egzemplarz wykazu zdawczego oraz jeden egzemplarz wykazu ładunkowego na każdy wagon, zawierający przesyłki zbiorowe.

Bagażę powinny być zgłoszone urzędowi celnemu przez wręczenie bagażowego wykazu zdawczego w jednym egzemplarzu.

G. Do artykułu 40.

Zarządy kolejowe obu Umawiających się Stron ustalą we wzajemnym porozumieniu Biura Rozrachunkowe, za których pośrednictwem będą przeprowadzane wyrównania wzajemnych długów i wierzytelności.

WARSZAWA, dnia 25 maja tysiąc dziewięćset trzydziestego ósmego roku.

K. ŠKIRPA.

SZEMBEK.

PRIEDĖLIS A
ZAŁĄCZNIK A

Pirmoji pusė
Strona przednia

Prie 18 str.
do artykułu 18.

LIUDIJIMAS Nr.
ZAŚWIADCZENIE

Galioja ligi 193... m. mėn. d.
Ważny do 193... r.

P.
(Pavardė) (Tarnybinė padėtis)
(Nazwisko) (Stanowisko służbowe)

eina pareigas Lietuvos—Lenkijos kaimyniniame susisiekiame ruože (uoste)
jest czynny służbowo w ruchu sąsiedzkim między Litwą a Polską na odcinku (ach)

ir stotyje.

i na stacj

Įstaigos
antspauda
Pieczęć
urzędowa

193... m. mėn. d.
dnia 193... r.

Įstaiga
Urząd

Savininko parašas
Podpis posiadacza

Liudijimą išduodančio valdininko parašas
Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie

Antroji pusė
Strona odwrotna

PASTABA

Liudijimas turi būti grąžintas jį išdavusiai įstaigai, kai savininkas nebeeina pareigų kaimyniniame susisiekiame, tačiau, kiekvienu atveju liudijimo galiojimo laikui pasibaigus.

UWAGA

Zaświadczenie należy zwrócić Urzędowi, który je wydał, gdy posiadacz nie jest już czynny w ruchu sąsiedzkim, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

Pastaba : Liudijimas turi būti iš rudo kartono.

Uwaga : Zaświadczenie należy sporządzić na brązowym kartonie.

PRIEDĖLIS B
ZALĄCZNIK B
Prie 19 str.
do artykułu 19.

Pirmoji pusė
Strona przednia

Valstybinės spalvos Barvy państwowe		ASSENS LIUDIJIMAS Nr. DOWÓD TOŻSAMOŚCI	
Fotografija Fotografia	Įstaigos antspaudas Pieczęć urzędowa	Galioja ligi 193... m. mėn. d. Wažny do 193...r.	
		P. (Tarnybinė padėtis) (pavardė) (stanovisko službowe) (nazwisko)	
		gyvena zamieszkały w	
		eina pareigas jest czynny służbowo jako	
	 stotyje na stacji	
		193... m. mėn. d. dnia 193...r.	
		Įstaiga Urząd
		Įstaigos antspaudas Pieczęć urzędowa
Savininko parašas Podpis posiadacza		Asmens liudijimą išduodančio valdininko parašas Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości	

Antroji pusė
Strona odwrotna

Gimimo laikas Data urodzenia Gimimo vieta Miejsce urodzenia Ūgis Wzrost Plaukai Włosy Akys Oczy Veidas Twarz Ypatingos žymės Szczególne oznaki	PASTABA Asmens liudijimas turi būti gražintas jį išdavusiai įstaigai tuo atveju, kai savininkas nebeturi tarnybinės gyvenamosios vietos kaimyninėje Valstybėje, tačiau, kiekvienu atveju asmens liudijimo galiojimui pasibaigus. UWAGA Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi który go wydał, gdy posiadacz nie ma już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiednim Państwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.
--	---

Pastaba : Liudijimas turi būti žalio kartono.

Uwaga : Dowód należy sporządzać na zielonym kartonie.

PRIEDĒLIS C
ZAŁĄCZNIK C

Prie 19 str.
do artykułu 19.

Pirmoji pusė
Strona przednia

Valstybinės spalvos Barvy państwowe		ASMENS LIUDIJIMAS Nr. DOWÓD TOŻSAMOŚCI	
Įstaigos antspaudas Pieczęć urzędowa		Galioja ligi 193... m. mėn. d. Ważny do 193 r.	
		P. (žmonai, sūnui, duktei, tarnui, tarnaitėj) *) Dla (żony, syna, córki, służącego, służącej) *)	
Fotografijs Fotografia		P. (tarnybinė padėtis) (pavardė) (stanowisko służbowe) (nazwisko)	
		einančio pareigas..... czynnego służbowo, jako stotyje na stacji	
Savininko parašas Podpis posiadacza *) Nereikalinga išbraukti. *) Niepotrzebne wykreślić.		193... m. mėn. d. dnia 193... r.	
		Įstaiga : Urząd Asmens liudijimą išduodančio valdininko parašas Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości	
Įstaigos antspaudas Pieczęć urzędowa			

Antroji pusė
Strona odwrotna

<p>Gimimo laikas Data urodzenia</p> <p>Gimimo vieta Miejsce urodzenia</p> <p>Ūgis Wzrost</p> <p>Plaukai Włosy</p> <p>Akys Oczy</p> <p>Veidas Twarz.....</p> <p>Ypatingos žymės Szczególne oznaki</p> <p>Gyvena Zamieszkały w</p>	<p style="text-align: center;">PASTABA</p> <p>Asmens liudijimas turi būti gražintas jį išdavusiai įstaigai tuo atveju, kai pareigonis, su kuriuo gyvena kartu liudijimo savininkas, nebeturi tarnybinės gyvenamosios vietos kaimyninėje valstybėje arba, kai liudijimo savininkas nebegyvena kartu su pareigoniu, tačiau, kiekvienu atveju asmens liudijimo galiojimui pasibaigus.</p> <p style="text-align: center;">UWAGA</p> <p>Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy pracownik, z którym posiadacz dowodu żyje we wspólnym gospodarstwie niema już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiednim Państwie lub gdy posiadacz dowodu przestanie z tym pracownikiem żyć we wspólnym gospodarstwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.</p>
--	---

Pastaba : Liudijimas turi būti iš žalio kartono.

Uwaga : Dowód należy sporządzić na zielonym kartonie.

Copie certifiée conforme.

Girdvainis,

*p. Directeur du Département juridique et administratif
au Ministère des Affaires étrangères de Lituanie.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4457. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE
ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIVE AUX COMMUNI-
CATIONS FERROVIAIRES. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 25 MAI 1938.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireux de régler les communications ferroviaires entre la Lithuanie et la Pologne, ont résolu de conclure une convention à cet effet. Ils ont en conséquence désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Kazys ŠKIRPA, ministre de la République de Lithuanie à Varsovie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Jan SZEMBEK, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

1. Les communications ferroviaires entre la Lithuanie, d'une part, et la Pologne, d'autre part, seront régies par les lois et règlements de chaque Etat, sauf dispositions contraires de la présente convention. De plus, sont applicables les dispositions des conventions internationales présentes et futures auxquelles les deux Parties contractantes ont adhéré ou adhèreraient à l'avenir.

2. Si l'une des Parties contractantes dénonce les conventions visées à l'alinéa premier ou si l'une d'entre elles n'adhère pas aux modifications apportées à ces conventions, les gouvernements des deux Parties contractantes s'entendront, en temps utile, sur la question de savoir si ces instruments seront néanmoins applicables aux communications entre la Lithuanie et la Pologne ou quels règlements s'y substitueront éventuellement.

3. Le trafic direct des voyageurs, des bagages, des colis messageries et des marchandises par chemin de fer entre la Lithuanie, d'une part, et la Pologne, d'autre part, sera régi, jusqu'au moment de l'adhésion de la Lithuanie aux Conventions internationales du 23 novembre 1933 concernant le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par chemin de fer, par les dispositions des articles 1 à 56 et 63 des Conventions internationales du 23 octobre 1924 concernant le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par chemin de fer (C.I.V. et C.I.M.), ainsi que par le règlement uniforme complémentaire.

4. Les tarifs applicables aux communications directes, les règlements de service relatifs à ces communications ainsi que toutes autres dispositions relatives au transport des voyageurs, des bagages, des colis messageries et des marchandises par les chemins de fer des deux Parties contractantes feront l'objet d'arrangements particuliers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4457. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE REPUBLIC OF POLAND CONCERNING RAILWAY TRAFFIC. SIGNED AT WARSAW, MAY 25TH, 1938.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of regulating railway communications between Lithuania and Poland, have resolved to conclude a Convention with this object and have appointed as their Plenipotentiaries for the purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Kazys ŠKIRPA, Minister of the Republic of Lithuania in Warsaw;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Jan SZEMBEK, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

LAWS AND REGULATIONS.

1. The laws and regulations of each State shall apply to railway communications between Lithuania of the one part and Poland of the other part, unless otherwise provided for in the present Convention. Furthermore, the provisions of any present or future international conventions to which both the Contracting Parties have acceded, or may in future accede, shall be similarly applicable.

2. Should one of the Contracting Parties denounce the conventions referred to in 1, or should one of the Contracting Parties not accede to amendments to such conventions, the Governments of both Contracting Parties shall decide in due course whether they shall nevertheless be applied in communications between Lithuania and Poland, or what regulations shall replace them.

3. Through passenger, baggage, express and goods traffic by rail between Lithuania on the one hand and Poland on the other hand shall, pending Lithuania's accession to the International Conventions concerning the Transport of Passengers, Baggage and Goods by Rail, dated November 23rd, 1933, be governed by the provisions of Articles 1 to 56 and 63 of the International Conventions concerning the transport of Passengers, Baggage and Goods by Rail (C.I.V. and C.I.M.) of October 23rd, 1924, together with the uniform additional regulations.

4. The tariffs for through communications and the service regulations therefor and other provisions concerning the transport of passengers, baggage, express parcels and goods by the railways of the two contracting States shall form the subject of special agreements.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

5. Les envois de service des chemins de fer des deux Parties contractantes seront transportés en conformité des règlements arrêtés par l'Union internationale des chemins de fer pour le transport des envois de service.

Article 2.

SITUATION DES TIERS PAR RAPPORT A LA PRÉSENTE CONVENTION.

La présente convention ne confère aucun droit aux tiers (voir l'article 22, alinéa premier).

Article 3.

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LA REMISE ET LA PRISE EN CHARGE DES WAGONS DE VOYAGEURS, DES FOURGONS A BAGAGES, DES WAGONS-LITS, DES WAGONS-RESTAURANTS ET DES WAGONS-POSTE.

1. La prise en charge et la remise des wagons de voyageurs et des fourgons à bagages seront régies par la Convention relative à l'emploi réciproque des wagons de voyageurs et des fourgons à bagages dans le trafic international (R.I.C.), ainsi que par les arrangements particuliers qui seraient conclus à ce sujet par les administrations des chemins de fer intéressées.

2. La marche des wagons-lits et des wagons-restaurants fera l'objet, en cas de besoin, d'un accord particulier.

3. Les wagons-poste des deux Parties contractantes qui assurent le service postal entre les deux pays seront convoyés jusqu'à la gare de transmission. Les administrations des chemins de fer et des postes des deux Parties contractantes s'entendront, en cas de besoin, sur les autres mesures relatives à la marche des wagons-poste.

Article 4.

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LA REMISE, LA PRISE EN CHARGE ET L'UTILISATION DES WAGONS DE MARCHANDISES.

La prise en charge, la remise et l'utilisation des wagons de marchandises, des bâches et des autres accessoires de chargement seront régies par la Convention concernant l'emploi réciproque des wagons de marchandises dans le trafic international (R.I.V.), ainsi que par les arrangements particuliers qui seraient conclus à ce sujet par les administrations des chemins de fer intéressées.

Article 5.

TARIFS ET DOCUMENTS DE TRANSPORT.

1. Les frais de transport sur les chemins de fer de chaque administration pour les transports effectués conformément à la présente convention ne pourront pas dépasser les frais de transport du tarif intérieur de l'Etat en question, qui est applicable dans les mêmes conditions, pour le même parcours et dans la même direction.

2. Les billets, les bulletins de bagages, les feuilles d'expédition, les feuilles de train et les bordereaux de transmission délivrés pour les communications directes, ainsi que tous les autres documents établis par une station de l'administration voisine, seront imprimés en lithuanien et en polonais ; toutefois, les lettres de voiture devront, en outre, être imprimées en français ; les annotations manuscrites du chemin de fer émetteur devront être faites dans la langue nationale de l'administration expéditrice et traduits, par ses soins, dans la langue nationale du chemin de fer destinataire.

3. Les administrations des chemins de fer des Parties contractantes s'entendront sur le modèle adopté pour les documents précités.

5. The railway service consignments of the two Contracting Parties shall be conveyed in conformity with the regulations laid down for the transport of service communications by the International Railway Union.

Article 2.

POSITION OF THIRD PARTIES IN REGARD TO THE PRESENT CONVENTION.

The present Convention shall confer no rights on third parties (see Article 22, 1).

Article 3.

CONVENTIONAL REGULATIONS FOR THE HANDING-OVER AND ACCEPTANCE OF PASSENGER CARRIAGES, LUGGAGE VANS, SLEEPING AND RESTAURANT CARS AND MAIL VANS.

1. The acceptance and handing-over of passenger carriages and luggage vans shall be governed by the Convention on the Reciprocal Use of Passenger Carriages and Luggage Vans in International Communications (R.I.V.) and by the special agreements concluded on the subject between the railway administrations concerned.

2. The movement of sleeping and dining-cars shall, where necessary, be regulated by a special agreement.

3. The mail vans of the two Contracting Parties used for postal traffic between the two countries shall be brought up to the exchange station. The railway and postal administrations of the two Contracting Parties shall, if necessary, agree upon other regulations for the movement of mail vans.

Article 4.

CONVENTIONAL REGULATIONS FOR THE HANDING-OVER, ACCEPTANCE AND UTILISATION OF GOODS WAGONS.

The acceptance, handing-over and utilisation of goods wagons, tarpaulins and other loading devices shall be governed by the Convention on the Reciprocal Use of Goods Wagons in International Traffic (R.I.V.) and also by the special agreements concluded on the subject between the railway administrations concerned.

Article 5.

FREIGHT TARIFFS AND DOCUMENTS.

1. The railway transport rates of each administration for freight conveyed in pursuance of the present Convention may not be higher than the transport rates under the internal tariffs of the State in question, applicable under the same conditions, for the same distance and in the same direction.

2. Tickets, baggage registration slips, freight specifications, train lists and consignment lists issued for through traffic, and all other documents issued by a station of the neighbouring administration, shall be printed in the Lithuanian and Polish languages, but waybills must, in addition, be printed in French; manuscript annotations of the issuing railway shall be made in the national language of the administration of that railway and translated by it into the national language of the railway of destination.

3. The railway administrations of the Contracting Parties shall agree upon specimen forms for the above-mentioned documents.

Article 6.

SOUPLESSE DU TRAFIC.

1. Les Parties contractantes prendront toutes mesures utiles pour que les communications ferroviaires fonctionnent de façon à satisfaire aux besoins du trafic limitrophe et du trafic de transit.
2. Les deux Parties contractantes s'engagent notamment à aménager les horaires, tant en ce qui concerne les heures que les directions, de façon à favoriser le trafic de voyageurs, de bagages et de marchandises entre les deux Etats ainsi que le trafic de transit ; elles s'engagent également à effectuer le transport de la poste, ainsi qu'à exécuter les formalités de la douane, de l'administration des finances et du contrôle des passeports dans le même esprit.
3. Les deux Parties contractantes tiendront compte des besoins des communications ferroviaires dans les conférences relatives aux horaires. Elles veilleront, notamment, à la concordance entre l'heure d'arrivée et l'heure de départ des trains aux gares de transmission, ainsi qu'entre les temps d'arrêt.
4. Les services des postes, des douanes, ainsi que ceux de l'administration générale, seront informés en temps utile de toutes les modifications apportées aux horaires.

Article 7.

POINTS DE PASSAGE FERROVIAIRE ET GARES DE TRANSMISSION.

1. Le point de passage Vievis-Zawiasy sera utilisé pour les communications ferroviaires entre la Lithuanie et la Pologne.
Les gares de transmission pour ce point de passage seront alternativement :
Vievis, du côté lithuanien ;
Zawiasy, du côté polonais.
2. Lors des conférences relatives aux horaires, on fixera, pour chaque période visée par l'horaire, celle des stations mentionnées à l'alinéa premier qui servira comme gare de transmission pour les divers trains et les divers sens de marche.
3. En attendant la reconstruction de la gare de Vievis-Zawiasy, et jusqu'au 15 mai 1940 au plus tard, la gare de Landwarów servira de gare de transmission.

Article 8.

UTILISATION ET ENTRETIEN DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS.

1. Les administrations des chemins de fer de Lithuanie et de Pologne se concèdent mutuellement le droit d'utiliser les bâtiments et installations nécessaires au trafic des chemins de fer, en conformité de la présente convention.
2. Elles veilleront, chacune dans son ressort, à l'entretien, conformément aux prescriptions en vigueur, de tous les bâtiments et installations se trouvant dans la gare de transmission et sur la ligne entre cette gare et le point de raccordement des deux réseaux.
3. Les dispositions de détail, et notamment les modifications éventuelles portant sur les bâtiments et les installations, seront fixées d'un commun accord dans un arrangement local complémentaire (article 10).
4. Si l'on a l'intention d'entreprendre des travaux au point de raccordement des deux réseaux, on devra en informer le représentant local de l'administration générale de l'autre Partie contractante.
5. Les administrations des chemins de fer intéressées se mettront d'accord sur les travaux qui dépassent le cadre de l'entretien courant.

Article 6.

TRAFFIC ORGANISATION.

1. The Contracting Parties shall take steps to see that railway communications operate so as to satisfy the requirements of frontier and transit rail traffic.

2. Both the Contracting Parties undertake, in particular, to arrange time-tables as regards times and routes and to convey mails and carry out Customs, fiscal and passport formalities in such a way as thereby to stimulate passenger, baggage and goods traffic between the two States, and also transit traffic.

3. Both the Contracting Parties shall pay due regard to the requirements of railway traffic at time-table conferences. They shall, in particular, co-ordinate the times of arrival and departure of trains at exchange stations and their halts.

4. Due notice of all alterations in time-tables must be given to the postal, Customs and general administrative authorities.

Article 7.

RAILWAY CROSSING-POINTS AND EXCHANGE STATIONS.

1. The Vievis-Zawiasy crossing shall be used for railway traffic between Lithuania and Poland.

At this crossing the following exchange stations shall be used alternately :

Vievis on the Lithuanian side,
Zawiasy on the Polish side.

2. A decision shall be taken at time-table conferences as to which of the stations specified in 1 shall be used as an exchange station for particular trains and travel routes throughout each time-table period.

3. Pending the rebuilding of the Vievis-Zawiasy station, and until May 15th, 1940, at the latest, the Landwarów station shall be used as an exchange station.

Article 8.

USE AND UPKEEP OF BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

1. The Lithuanian and Polish railway administrations shall allow each other the use of the buildings and installations necessary for railway traffic within the meaning of the present Convention.

2. Each administration shall be responsible in its own district for maintaining in the condition required by the regulations all buildings and installations at the exchange station and on the section of line between the exchange station and the point of junction of the two railway systems.

3. Detailed provisions, and particularly any changes that may be necessary in regard to buildings and installations, shall be jointly determined in a local additional agreement (Article 10).

4. Notice of any intention to undertake works at the point of junction of the two systems must be given to the competent local authority of the general administration of the other Contracting Party.

5. The railway administrations concerned shall agree as to work which exceeds the limits of current upkeep.

Article 9.

DROIT DE PROPRIÉTÉ SUR LES INSTALLATIONS DES CHEMINS DE FER.

Tous les bâtiments et installations servant aux communications par chemins de fer demeurent la propriété de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent.

Article 10.

ARRANGEMENTS ADDITIONNELS LOCAUX.

1. Les administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes concluront des arrangements additionnels pour régler les conditions spéciales aux gares de transmission ainsi que sur la ligne allant de ces gares au point de raccordement des deux réseaux (arrangements additionnels locaux).

2. Des profils de la ligne entre le point de raccordement des deux réseaux et les gares de transmission, ainsi qu'un plan de ces gares portant, en couleurs différentes, les bâtiments et installations utilisés en commun ainsi que ceux qui sont réservés à l'usage exclusif de l'administration voisine, seront annexés aux arrangements additionnels. Ces plans seront complétés par un relevé des bâtiments et installations qui doivent être utilisés en commun ainsi que de ceux qui sont affectés à l'usage exclusif de l'administration voisine.

Article 11.

QUESTIONS DE LANGUE.

1. Les relations de service, tant orales qu'écrites, à la gare de transmission et sur la ligne entre cette gare et le point de raccordement des deux réseaux se feront en principe dans la langue officielle de ce secteur ; toutefois, l'usage d'une langue tierce est également autorisé (voir le protocole final et l'article 28).

2. Nonobstant la disposition précédente, les fonctionnaires du même Etat pourront s'entretenir entre eux dans leur langue, sur le territoire de l'Etat limitrophe, même pour les relations de service.

3. La correspondance de service, écrite ou télégraphique, entre les administrations centrales des Parties se fera en français pour les questions ayant trait à la présente convention.

4. La correspondance, écrite et télégraphique, entre les gares et les bureaux des Parties contractantes se fera dans la langue officielle du pays expéditeur et sera remise par une administration des chemins de fer à l'autre. L'administration qui reçoit la correspondance en assurera la traduction en cas de besoin.

5. Les administrations des chemins de fer intéressées établiront, d'un commun accord, des formulaires bilingues pour les communications qui sont d'un usage courant dans le trafic ferroviaire.

6. Les locaux de service réservés dans la gare de transmission à l'usage exclusif de l'administration voisine seront munis d'écriteaux bilingues ; l'inscription libellée dans la langue officielle de l'administration locale aura la première place.

Article 12.

AGENTS DE L'ÉTAT LIMITROPHE EN SERVICE A LA GARE DE TRANSMISSION ET SUR LA LIGNE ENTRE CETTE GARE ET LE POINT DE RACCORDEMENT DES DEUX RÉSEAUX.

1. L'administration voisine pourra se servir de ses propres agents pour assurer, à la gare de transmission et sur la ligne entre cette gare et le point de raccordement [des deux réseaux, les

Article 9.

PROPERTY RIGHTS IN RAILWAY INSTALLATIONS.

All buildings and installations used for railway traffic shall remain the property of the State on whose territory they are situated.

Article 10.

LOCAL ADDITIONAL AGREEMENTS.

1. The railway administrations of the two Contracting Parties shall conclude additional agreements regulating the special conditions obtaining at exchange stations and on the section between the said stations and the point of junction of the two systems (local additional agreements).

2. Horizontal sections of the line from the point of junction of the two systems to the exchange stations, and plans of the said stations, showing in colours the buildings and installations for joint use and those reserved for the exclusive use of the neighbouring administration, shall be annexed to the additional agreements. The plans shall be completed by schedules of the buildings and installations which are to be used jointly and those which are transferred to the neighbouring administration for its exclusive use.

Article 11.

LANGUAGE QUESTIONS.

1. Official communications, both verbal and in writing, at the exchange station and on the section of line between the latter and the point of junction of the two systems shall in principle be conducted in the language which is the official language there, but the use of a third language is also admissible (see Final Protocol and Article 28).

2. Officials of one and the same State may, however, in the neighbouring State communicate with one another in their own language even for official purposes.

3. Official correspondence in writing or by telegraph between the central administrations of the Parties on questions connected with the present Convention shall be carried on in French.

4. Correspondence in writing and by telegraph between the stations and offices of the Contracting Parties shall be conducted in the official language of the country sending the message, and shall be handed over by one railway to the other. The railway receiving correspondence shall translate it if necessary.

5. The railway administrations concerned shall introduce bilingual forms, mutually agreed upon, for communications which recur regularly in railway traffic.

6. The official premises reserved at the exchange stations for the exclusive use of the neighbouring administration shall be provided with notices in two languages, the inscription in the official language of the local administration being placed first.

Article 12.

EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE ON DUTY AT THE EXCHANGE STATION AND ON THE LINE BETWEEN THAT STATION AND THE JUNCTION OF THE TWO SYSTEMS.

1. The neighbouring administration may use its own personnel for the performance at the exchange station and on the line between that station and the junction of the two systems of special

services spéciaux qui, de par leur nature, doivent être confiés au personnel propre de chaque administration. Ces agents devront s'acquitter de leurs fonctions officielles conformément aux lois et règlements de l'administration qui les envoie.

2. Le nombre des agents ainsi détachés sur le territoire de l'Etat limitrophe ne devra pas dépasser le strict nécessaire.

3. Le personnel employé à la gare de transmission la plus rapprochée qui se trouve de l'autre côté du point de raccordement des deux réseaux et sur le tronçon allant de ce point à la gare de transmission devra connaître les lois et règlements concernant le service dans ces secteurs. Lorsque ce personnel doit exercer des fonctions officielles à la gare de transmission de l'administration voisine, il devra posséder suffisamment la langue officielle de l'Etat limitrophe pour satisfaire aux besoins du service (voir article 11, alinéa 1).

4. Pour savoir si le personnel employé sur le territoire de l'Etat limitrophe possède les qualités requises, on se référera aux règlements et aux certificats d'aptitude de l'administration à laquelle ce personnel appartient.

5. Le personnel séjournant, pour des raisons de service, sur le territoire de l'Etat limitrophe se conformera, dans l'exécution du service, aux ordres donnés par les organes compétents de l'administration voisine, pour autant que ceux-ci sont autorisés à donner de pareils ordres en vertu des dispositions de l'arrangement additionnel local.

6. Le personnel séjournant, pour raisons de service, sur le territoire de l'Etat limitrophe pourra également être appelé, dans des cas exceptionnels, à s'acquitter de fonctions de service pour le compte de l'administration voisine, pour autant que son service vis-à-vis de sa propre administration le permet.

7. Les administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes se communiqueront périodiquement la liste nominative des agents qui sont en service sur le territoire de l'Etat limitrophe.

8. L'arrangement additionnel local réglera la question de savoir si des agents peuvent résider sur le territoire de l'Etat limitrophe et indiquera, le cas échéant, les catégories d'agents qui seront ainsi appelés à y résider.

9. L'administration voisine sera tenue de relever ses agents du service sur le territoire de l'Etat limitrophe si l'administration compétente lui adresse une requête dans ce sens.

Article 13.

ASSISTANCE AU PERSONNEL EN SERVICE.

1. Les bureaux et les agents des Parties contractantes en service à la gare de transmission et sur la ligne entre cette gare et le point de raccordement des deux réseaux se prêteront mutuellement assistance dans l'exercice de leurs fonctions, notamment lorsqu'il s'agit de prévenir ou de découvrir des infractions.

2. Les autorités et les bureaux d'une Partie contractante accorderont la protection nécessaire aux bureaux et aux agents de l'autre Partie en service sur le secteur délimité à l'alinéa 1 et feront droit à leurs demandes d'assistance dans la même mesure que s'il s'agissait d'une requête émanant de leurs propres bureaux ou agents.

3. Sur la demande directe des bureaux d'une Partie contractante, les organes compétents des Parties qui assurent les communications ferroviaires ouvriront une enquête appropriée aux fins de constater les infractions aux règlements de ladite Partie concernant les chemins de fer, les douanes, les passeports ou le service, et qui auraient été commises sur le secteur délimité à l'alinéa premier du présent article. Ces organes remettront les notifications qui sont nécessaires pour instituer et instruire l'enquête disciplinaire.

4. Les frais occasionnés par ces notifications seront remboursés directement au bureau requis par le bureau requérant.

duties which, by their nature, require to be carried out by each administration's own personnel. These employees must carry out their duties in accordance with the laws and regulations applicable in the administration which sends them.

2. Employees may be sent to the neighbouring State only in the numbers strictly necessary.

3. The personnel employed at the nearest exchange station situated on the other side and on the section between the junction of the two systems and the exchange station must be acquainted with the relevant service rules and regulations, and must, when on duty at the exchange station of the neighbouring administration, be able to make themselves understood in service matters in the official language of the neighbouring State (see Article 11, 1).

4. The qualifications of the personnel employed in the neighbouring State shall be assessed in accordance with the regulations and tests of the administration to which the said personnel belongs.

5. Personnel on duty in the neighbouring State shall, in the performance of their duties, be subject to the orders of the competent authorities of the neighbouring administration, provided that, under the provisions of the local additional agreement, they are entitled to issue such orders.

6. Personnel on duty in the neighbouring State may, in exceptional cases, also be called upon to perform services for the neighbouring State, so far as their duties under their own administration permit.

7. The railway administrations of the two Contracting Parties shall notify one another at regular intervals of the names of the employees who will be on duty in the neighbouring State.

8. The question whether and which employees are to reside in the neighbouring State shall be decided in the local additional agreement.

9. If the competent administration so requests, the neighbouring administration shall be bound to withdraw any of its employees from service in the neighbouring State.

Article 13.

ASSISTANCE WHILE ON DUTY.

1. The offices and employees of the Contracting Parties operating at the exchange station and on the railway line between that station and the junction of the two systems shall give one another mutual assistance in the discharge of their duties, particularly for the purpose of preventing or detecting breaches of the regulations.

2. The authorities and offices of one Contracting Party shall give all needful assistance to the offices and employees of the other Contracting Party on duty in the territory mentioned in paragraph 1, and shall comply with notifications from them in this connection in the same way as with similar notifications from their own offices or employees.

3. On direct application from the offices of the other Party, the competent offices of the Parties participating in railway traffic shall make an appropriate investigation of the actual state of affairs as regards breaches of the regulations of that Party in the railway, Customs, passport, or service spheres in the territory referred to in paragraph 1 of this Article, and shall also transmit the notifications necessary for the institution and conduct of the disciplinary enquiry.

4. The cash expenditure entailed in respect of such notifications shall be repaid direct to the office notified by the office sending the notification.

Article 14.

AGENTS DE CONTRÔLE.

1. Chacune des administrations intéressées a le droit de faire contrôler par ses propres fonctionnaires la façon dont ses agents exécutent le service sur le territoire de l'Etat limitrophe.
2. Ces contrôleurs devront s'abstenir de toute ingérence dans le service d'exploitation.
3. Les dispositions de l'article 18 s'appliquent *mutatis mutandis* à ces contrôleurs lorsqu'ils franchissent le point de raccordement entre les deux réseaux et lorsqu'ils séjournent temporairement sur le territoire de l'Etat limitrophe.
4. Les administrations voisines se communiqueront mutuellement la liste nominative de ces agents de contrôle.

Article 15.

DÉLITS DE SERVICE.

En cas d'infraction aux règlements de service des chemins de fer, l'administration des chemins de fer dans le ressort de laquelle l'infraction aura été commise procédera aux constatations de fait, le cas échéant, d'entente avec l'administration voisine intéressée et avec son concours. L'administration des chemins de fer communiquera les conclusions de l'enquête à l'administration voisine, qui y donnera sans délai la suite qu'elle comporte et avisera l'autre administration du résultat de ces mesures. Les agents qui, selon leur déclaration, ne possèdent pas suffisamment la langue officielle de l'Etat limitrophe, pourront, sur leur demande, être entendus dans la langue officielle de l'Etat qui les a délégués.

Article 16.

ASSURANCES SOCIALES ET ASSURANCE-ACCIDENT.

1. Les assurances sociales et l'assurance-accident des agents des chemins de fer détachés à titre permanent ou temporaire sur le territoire de l'Etat limitrophe seront régies exclusivement par les règles de droit de l'Etat où se trouve le siège de l'administration qui les a nommés. Il en sera de même lorsque le personnel d'une administration sera chargé par l'autre administration d'assurer certains services.
2. La compagnie d'assurance, les autorités administratives ou les tribunaux de l'Etat dont la législation est applicable aux termes de l'alinéa précédent seront compétents pour prendre les décisions relatives aux assurances sociales et à l'assurance contre les accidents, ainsi que pour trancher les différends y relatifs.
3. Les prestations accordées en application des dispositions ci-dessus et conformément à la législation de l'autre Etat auront, quant à la responsabilité civile de l'employeur, les mêmes effets juridiques que les prestations accordées en vertu de la législation nationale. Le droit de recours ne pourra être exercé que par une administration des chemins de fer contre l'autre.

Article 17.

ASSISTANCE EN CAS DE MALADIE.

1. En cas de maladie ou d'autres nécessités urgentes, les agents de l'administration voisine et les membres de leur famille qui vivent à leur foyer et sont à leur charge auront droit à la même assistance que les agents de l'administration nationale et les membres de leur famille.
2. Les frais occasionnés par ces soins seront remboursés par l'administration à laquelle le personnel appartient à l'administration qui a fourni l'assistance.

Article 14.

SUPERVISORY OFFICIALS.

1. Each of the administrations concerned shall be entitled to exercise through its officials supervision over the work of its own employees in the neighbouring State.
2. Such officials must abstain from any interference with the working of the railway.
3. The provisions of Article 18 shall apply, *mutatis mutandis*, to the crossing of the point of junction of the two systems and to temporary residence, in the case of such officials in the neighbouring State.
4. The neighbouring administrations shall notify one another of the names of these officials.

Article 15.

OFFENCES CONNECTED WITH OFFICIAL DUTIES.

In the case of offences connected with traffic by rail, the railway administration in whose area the offence has been committed shall conduct an enquiry into the facts of the case, if necessary, in agreement with and assisted by the administration of the neighbouring State. The railway administration shall notify the findings to the neighbouring administration, which shall immediately take further steps and notify the other administration of the result of such action. Employees insufficiently acquainted, on their own admission, with the official language of the neighbouring State shall, if they so request, be heard in the official language of the State which sent them.

Article 16.

SOCIAL INSURANCE AND INSURANCE AGAINST ACCIDENTS.

1. For the social insurance and insurance against accidents of railway employees temporarily or permanently on duty in the neighbouring State, only the legal provisions of the State where the head offices of the administration which appointed the said employees are situated shall apply. This shall hold good even where the personnel of one administration is employed by the other administration for the performance of official duties.
2. The insurance company, the administrative authorities or the courts of the State whose legal provisions are applicable under the foregoing paragraph shall be competent in respect of social insurance and insurance against accidents and also for the settlement of disputes.
3. The benefits awarded under the above provisions in accordance with the legal regulations of the other State shall have the same legal effect in regard to the employer's liability under civil law as benefits granted under the State's own legal provisions. Any appeal made may only be lodged by one railway administration against the other.

Article 17.

ASSISTANCE IN CASE OF SICKNESS.

1. In case of sickness or other emergency, the personnel of the neighbouring administration and members of their families living in their households and supported by them shall be treated with the same consideration as the administration's own personnel and members of their families.
2. The expenditure thereby entailed shall be refunded by the administration to which the personnel belongs to the administration granting assistance.

3. Le remboursement des frais visés à l'alinéa 2 se fera sur présentation d'un certificat dans lequel le médecin traitant attestera que les soins médicaux étaient nécessaires et qu'ils étaient justifiés par la maladie ou l'accident.

Article 18.

SÉJOUR TEMPORAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT LIMITROPHE.

1. Les agents des deux Parties contractantes en service aux points de passage ferroviaire entre la Lithuanie, d'une part, et la Pologne, d'autre part, seront autorisés à séjourner temporairement dans la zone du chemin de fer située sur le territoire de l'Etat limitrophe, pendant le service et les interruptions du service, sur la foi d'un permis délivré par le bureau compétent. Ces permis seront établis d'après un modèle convenu ; leur validité sera fixée suivant les besoins de chaque cas d'espèce et ne pourra en tout cas pas dépasser une année. La circulation en dehors de la zone du chemin de fer sera subordonnée à une autorisation du représentant local de l'administration générale.

2. Pour le personnel du cadre des conducteurs et des équipes de locomotives, il suffira, pour leur permettre de franchir le point de raccordement entre les deux réseaux, que leurs noms soient inscrits sur le journal de route, sans qu'il soit besoin des permis visés à l'alinéa premier du présent article.

3. Lorsqu'il se trouve sur le territoire de l'autre Etat, le personnel devra porter l'uniforme ou des insignes visibles, pour autant que les règlements du pays qui le délègue l'exigent ou que son service sur le territoire de l'Etat limitrophe le mette en contact avec le public. Avant de quitter la zone du chemin de fer, les agents devront déposer leurs armes au lieu qui sera fixé dans l'arrangement additionnel local.

4. Sans être exempté de la visite douanière, le personnel pourra importer en franchise les objets qui sont destinés évidemment à son usage personnel pour un jour de service plus la durée du trajet parcouru pour se rendre à son service et en revenir.

5. Le personnel en service aux points de passage des chemins de fer sera transporté gratuitement entre la gare de transmission et le point de raccordement des deux réseaux, sur la foi d'un permis ou d'une inscription dans le journal de route pour le personnel du cadre des conducteurs et des équipes de locomotives.

Annexe A.

6. Le modèle du permis visé à l'alinéa premier du présent article est reproduit à l'annexe A. Les administrations des deux Parties se communiqueront la liste des bureaux qui sont autorisés à délivrer ces permis.

Article 19.

RÉSIDENCE FIXE DANS L'ÉTAT LIMITROPHE.

Annexes B et C.

1. Les agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe et résidant dans cet Etat, ainsi que les membres de leur famille et les domestiques vivant à leur foyer, seront autorisés à franchir le point de raccordement entre les deux réseaux et à séjourner à l'endroit où ils assurent leur service, sur la foi d'une carte d'identité visée par l'organe compétent de l'administration générale de l'Etat voisin et établie par l'autorité supérieure de l'agent, d'après le modèle reproduit aux annexes B et C. Par lieu d'exécution du service, il faut entendre le territoire de la localité où est située la gare de transmission et qui sera défini d'une façon plus précise dans l'arrangement additionnel local.

2. Les alinéas 3 et 5 de l'article 18 s'appliqueront *mutatis mutandis* à ces agents.

3. To secure a refund of the expenditure referred to in 2, a certificate from the doctor consulted must be produced confirming that medical assistance was necessary and was such as the sickness or injury required.

Article 18.

TEMPORARY RESIDENCE IN THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees of both the Contracting Parties on duty at the railway-crossing point between Lithuania on the one hand and Poland on the other hand shall, on the strength of a permit issued by the competent administration, be allowed to remain temporarily in the railway zone situated in the territory of the neighbouring State while on duty or during intervals therein. The permit shall be issued in accordance with a model agreed upon and for a period of time suited to the circumstances of each particular case, but in no event for longer than one year. In order to move outside the railway zone, employees must have a permit from the local representative of the general administrative authorities.

2. In the case of railway guards and engine crews, the mention of their names on the train sheet shall be sufficient warrant for crossing the junction of the two systems, without need for the permit referred to in paragraph 1 of this Article.

3. Personnel must in the territory of the other State wear service uniform or distinctive badges, if required to do so by the regulations of the State despatching them, or if their duties in the neighbouring State bring them into contact with the public. Arms must, before the employee leaves the railway zone, be deposited in the place indicated in the local additional agreement.

4. Subject to Customs examination, personnel may take with them free of Customs duty articles obviously intended for personal use during the day's duty and during their journey to and from work.

5. Personnel on duty at the railway-crossings shall, on the strength of a permit, and guards and engine crews, on the basis of an entry in the train sheet, be conveyed free of charge between the exchange station and the point of junction of the two systems.

Annex A.

6. A model of the permit referred to in paragraph 1 of the present Article is shown in Annex A. The administrations of both Parties shall notify one another of the offices authorised to issue such permits.

Article 19.

PERMANENT RESIDENCE IN THE NEIGHBOURING STATE.

Annexes B and C.

1. On production of an identity card containing the visa of the competent authority of the general administrative authorities of the neighbouring State, issued by the employee's superior authority according to the model shown in Annexes B and C, employees on duty in the neighbouring State and residing in that State and also members of their families and servants belonging to their household shall be allowed to cross the point of junction of the two systems and to reside in the place where their duties are performed. This shall be held to mean the area of the locality in which the exchange station is situated as specified in greater detail in the local additional agreement.

2. The provisions of paragraphs 3 and 5 of Article 18 shall apply, *mutatis mutandis*, to the said employees.

Article 20.

PROTECTION DES AGENTS DE L'ÉTAT LIMITROPHE.

1. La protection nécessaire sera assurée aux personnes visées aux articles 18 et 19 lorsqu'elles séjourneront sur le territoire de l'Etat limitrophe. Les agents seront considérés, sur le territoire de cet Etat, comme des fonctionnaires au sens du Code pénal. En cas d'injures ou de voies de fait, une action publique sera admise indépendamment de la plainte déposée par la victime. Les Parties contractantes useront, en pareil cas, de cette faculté en faveur des agents de l'administration voisine en service sur leur territoire, au même titre que s'il s'agissait de leurs propres agents.

2. Les agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe seront exonérés, pendant leur résidence sur le territoire de cet Etat et en raison de leur caractère officiel :

- a) De toute prestation personnelle ou en nature prescrite par le droit public ;
- b) Des impositions publiques qui y sont perçues, dans la mesure où ils bénéficieraient de cet avantage s'ils n'avaient ni domicile ni résidence dans l'Etat limitrophe.

3. En ce qui concerne les sanctions disciplinaires des infractions de service, les agents qui exercent leurs fonctions sur le territoire de l'Etat limitrophe ne sont justiciables que des autorités supérieures qui exercent un pouvoir disciplinaire dans le pays qui les a détachés.

Article 21.

DISPOSITIONS DOUANIÈRES SPÉCIALES.

1. Sans préjudice des droits qu'elles détiennent en vertu de la législation en vigueur dans leur Etat et sauf le cas de présomption de fraude, les autorités douanières de chaque Partie contractante reconnaîtront comme valables et laisseront intacts les plombs et les scellés apposés par l'administration des douanes de l'autre Etat sur les marchandises transportées sous le contrôle douanier. Il leur est toutefois loisible d'ajouter à ces plombs et à ces scellés de nouvelles marques distinctives des douanes.

2. Les objets servant à l'usage officiel des bureaux situés sur le territoire de l'Etat limitrophe, ainsi que des agents qui y sont employés, pourront être importés ou réexportés dans le pays d'origine en franchise de douane et sans acquitter aucun droit ou taxe, sur présentation d'une attestation de l'autorité compétente.

3. Cette disposition s'applique également aux objets usagés qui sont destinés à l'usage exclusif des agents ainsi qu'aux membres de leur famille et aux domestiques vivant à leur foyer.

4. Les pièces de rechange du matériel roulant avarié qui seraient demandées à l'administration étrangère des chemins de fer en vertu des conventions internationales sur l'emploi réciproque des wagons, de même que les pièces endommagées retournées, seront exonérées des droits de douane et de tous autres droits ou taxes, si leur destination est certifiée officiellement par l'administration expéditrice.

Article 22.

RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES.

1. La responsabilité pour les dommages imputables à une infraction aux lois ou à la négligence du personnel en service pour le trafic présentement visé incombera à l'administration des chemins de fer de l'Etat qui a fourni le personnel. Les dérogations à cette règle feront l'objet d'arrangements particuliers. (Voir article premier, alinéa 4.)

2. L'étendue de la responsabilité pour les dommages visés à l'alinéa premier sera déterminée par les lois et règlements en vigueur à l'endroit où le dommage ou l'accident se sera produit.

Article 20.

PROTECTION OF THE EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE.

1. Adequate protection shall be afforded to the persons specified in Articles 18 and 19 while residing in the neighbouring State. Employees shall also be regarded in the neighbouring State as officials within the meaning of the Penal Code. If in cases of insult or physical injury it is permissible for the Public Prosecutor to bring a charge in addition to that entered by the private plaintiff, each of the Contracting Parties shall in such case avail itself of this possibility on behalf of the employees of the neighbouring administration on duty in its territory as freely as it would on behalf of its own employees.

2. Employees on official duty in the neighbouring State shall, during their residence in the neighbouring State and in virtue of their official status, be exempt :

(a) From all liabilities under public law for personal or material services ;

(b) From all public charges there levied, to the same degree as they would be entitled if they were neither domiciled nor resident in the neighbouring State.

3. Employees on duty in the neighbouring State shall, as regards disciplinary punishment for service offences, be amenable only to the disciplinary authority of their own superiors in the State of origin.

Article 21.

SPECIAL CUSTOMS CLAUSES.

1. Without prejudice to the rights derived from the legal provisions currently in force in their own State, and unless there is presumptive evidence of fraud, the Customs authorities of each Contracting Party shall recognise and leave intact the lead and other seals affixed by the Customs offices of the other State on goods despatched under Customs supervision. They shall, however, be entitled to supplement the lead and other seals by affixing fresh Customs marks.

2. Articles used for official purposes by offices situated in the neighbouring State and by employees on duty there may be imported and re-exported to the country of origin, free of Customs duties, charges and payments, provided an official certificate of the competent authority is produced.

3. The same shall apply to household articles, provided they are no longer new and are intended for the sole use of employees and members of their families and servants belonging to their household.

4. Spare parts for damaged rolling-stock which are applied for from the foreign railway administration under international conventions on the reciprocal use of wagons and also damaged parts returned shall be exempt from Customs duties, charges and payments, provided an official statement is produced from the administration despatching them, certifying the purpose for which they are intended.

Article 22.

RESPONSIBILITY FOR DAMAGE.

1. Responsibility for damage caused by a breach of the law or negligence on the part of the personnel on duty in this traffic shall rest with the railway administration of the State which supplied the personnel. Exceptions shall be the subject of special agreements (see Article 1, paragraph 4).

2. Responsibility for the damage referred to in paragraph 1 shall be determined by the laws and regulations in force in the place in which the damage or accident occurred.

3. En cas de mort ou de blessures de personnes, de destruction des moyens de communication ou des installations ferroviaires à la gare de transmission ou sur la ligne allant du point de raccordement entre les deux réseaux à la gare de transmission, résultant d'accident imputable à la non-observation des règlements en vigueur, au sujet du trafic ou de la signalisation, la responsabilité incombera à l'administration dont les agents n'auront pas observé les prescriptions pertinentes de ces règlements. Toutefois, la responsabilité des actes du personnel d'une administration auquel l'autre administration aura confié l'exécution de certains services, incombera à la seconde administration. Si le dommage est imputable aux agents des deux Parties contractantes ou s'il est impossible de déterminer l'agent fautif, la responsabilité incombera pour moitié à chacune des deux administrations.

4. Les enquêtes nécessaires devront être conduites par des représentants des deux Parties contractantes, sauf dans le cas où l'autre Partie, dûment avisée, n'aurait pas envoyé de délégués à l'endroit fixé et au moment voulu. Lorsque le dommage aura été constaté, la seconde Partie contractante devra être avisée dans le plus bref délai. Si les envois postaux transportés par les chemins de fer ont subi un dommage, un représentant de l'administration des postes sera invité à participer à l'enquête.

5. La responsabilité, en raison des accidents dus au mauvais entretien des gares, de la voie ou des locomotives, incombera à l'administration qui est chargée de l'entretien de la gare, de la voie ou de la locomotive.

6. La responsabilité des accidents dus au mauvais état des wagons incombera à l'administration qui aura été la dernière à recevoir le wagon au point de vue technique.

7. Les administrations seront déchargées de toute responsabilité réciproque en raison des dommages imputables à la force majeure. Si le dommage est provoqué par un accident qui n'est pas considéré comme un cas de force majeure, la responsabilité incombera à l'administration des chemins de fer sur les lignes de laquelle le dommage s'est produit. Toutefois, chaque administration supportera elle-même les dommages subis par son personnel ou son matériel, au cas où un tel accident se produirait lors du passage d'un train entre le point de raccordement des deux réseaux et la gare de transmission.

8. Chacune des Parties contractantes pourra exercer un droit de recours vis-à-vis de l'autre Partie si, en vertu d'une décision d'un tribunal ayant force de chose jugée, elle est tenue de réparer des dommages dont la responsabilité incombe, en totalité ou en partie, à l'autre Partie en vertu des dispositions précitées. Il en sera de même si les deux administrations conviennent que l'une d'elles devra régler les demandes de réparation de dommages même dans le cas où la responsabilité en incomberait, en partie ou en totalité, à l'autre Partie contractante.

9. Les arrangements à l'amiable, les reconnaissances de responsabilité et les sentences par défaut n'engagent une administration qu'avec son agrément ou dans le cas où, malgré le rappel qui lui aurait été adressé, elle aurait omis de faire la déclaration requise dans les délais impartis.

Article 23.

VISITE DE LA DOUANE ET CONTRÔLE DES PASSEPORTS.

1. La visite de la douane, le contrôle des devises et le contrôle des passeports s'effectueront sur le territoire de l'Etat intéressé.

2. Les gares désignées pour la visite de la douane, le contrôle des devises et celui des passeports seront, pour le point de passage ferroviaire Vievis-Zawiasy, la gare de Vievis du côté lithuanien et, du côté polonais, celle de Zawiasy, et la gare de Landwarów jusqu'au moment où la gare de Zawiasy aura été aménagée.

3. En dehors des gares précitées, d'autres gares pourront être désignées pour la visite de la douane, le contrôle des devises et celui des passeports, après que l'autre Partie contractante en aura été dûment informée.

3. In the event of the death of or serious injury to individuals, or the destruction of the means of locomotion or railway installations at the exchange station or on the section of the line between the point of junction of the two systems and the exchange station, due to non-observance of the traffic and signalling regulations in force, responsibility shall rest with the administration whose employees have not complied with the relevant regulations. Responsibility for the personnel of one administration used by the other administration for the performance of service operations shall rest, however, with the other administration. If the damage has been caused by the employees of both Contracting Parties or if it is impossible to ascertain who caused the damage, the two administrations shall share the responsibility equally.

4. The investigations which have to be instituted shall be conducted by representatives of the two Contracting Parties except where the second Party, after being duly notified, fails to send representatives to the place appointed at the proper time. When the damage has been ascertained, the second Contracting Party must be notified as soon as possible thereof. In the event of damage to postal consignments conveyed by rail, a representative of the Postal Administration shall be invited to take part in the investigation.

5. Responsibility for accidents due to the defective condition of stations, permanent way or locomotives shall rest with the administration responsible for the upkeep of the station, permanent way or locomotive.

6. Responsibility for accidents due to the bad condition of wagons shall rest with the administration which, from the technical standpoint, last received the wagon.

7. The railways shall not be responsible to one another for damage suffered in cases of *force majeure*. If the damage has occurred as the result of an accident which is not considered *force majeure*, responsibility shall rest with the railway administration on whose section of line the damage took place. Nevertheless, each railway administration shall be solely responsible for damage to its own personnel and rolling-stock due to such an accident during the passage of a train between the point of junction of the two systems and the exchange station.

8. Each Contracting Party shall have a right of appeal against the other Contracting Party if, by a court judgment which has acquired the force of law, it is required to pay compensation for damage the total or partial responsibility for which devolves, under the above provisions, on the other Party. The right of appeal may also be exercised when both Contracting Parties have agreed that one of them shall settle compensation claims for damage, even though the other Contracting Party is wholly or partly responsible for the damage.

9. Friendly agreements, acceptance of liability or judgments by default shall only bind an administration by its own consent, or if, after being reminded, it fails to submit a declaration by the date fixed.

Article 23.

CUSTOMS EXAMINATION AND PASSPORT CONTROL.

1. Customs examination and foreign currency and passport control shall be carried out in the territory of the respective States.

2. For the purposes of Customs examination and foreign currency and passport control the Vievis station on the Vievis-Zawiasy railway-crossing shall be designated on the Lithuanian side, and the Zawiasy station (and pending its adaptation the Landwarów station) on the Polish side.

3. On prior notice being given in good time to the other Contracting Party, other stations, in addition to those above mentioned, may be designated for Customs examination and foreign currency and passport control.

4. Chaque Partie contractante aura le droit d'envoyer ses agents dans les trains qui franchissent le point de raccordement entre les deux réseaux jusqu'à l'arrêt le plus proche sur le territoire de l'Etat limitrophe et sur le trajet de retour. Ces agents seront chargés de procéder à la visite de la douane, au contrôle des devises et des passeports sur le territoire de leur Etat, jusqu'au point de raccordement entre les deux réseaux. Les dispositions de l'article 18 s'appliqueront *mutatis mutandis* à ces agents.

Article 24.

FONCTIONNEMENT DU MOUVEMENT DES TRAINS ENTRE LE POINT DE RACCORDEMENT DES DEUX RÉSEAUX ET LA GARE DE TRANSMISSION AINSI QUE DANS CETTE GARE.

1. La conduite des trains assurant le trafic limitrophe entre le point de raccordement des deux réseaux et la gare de transmission sera assurée par l'administration voisine contre le remboursement des frais de traction. (Voir article 33.)

2. En outre, le service sur la ligne entre le point de raccordement des deux réseaux et la gare de transmission ainsi que l'ensemble du service dans cette gare seront assurés, en principe, par l'administration locale. Exception sera faite à cet égard pour le service de la transmission des wagons et des marchandises, ainsi que pour le service d'expédition, si un accord particulier intervient sur ce dernier point. (Voir article 12.)

3. La formation, le nettoyage, l'éclairage et le chauffage des trains seront réglés par voie d'accord entre les administrations des chemins de fer intéressées.

4. Les règlements de manœuvre de l'administration qui assure la marche du train seront appliqués pour la formation des trains.

5. L'arrangement additionnel local réglera les questions de détail concernant l'utilisation de la gare de transmission, au point de vue du mouvement des trains, ainsi que la transmission et la prise en charge des wagons, des bagages et des marchandises, l'exécution du service de manœuvre, l'emploi du personnel étranger ainsi que la marche des trains sur la ligne conduisant du point de raccordement entre les deux réseaux à la gare de transmission ainsi que dans cette gare. L'établissement et l'emploi des documents de transmission (feuilles de train, feuilles de chargement, bordereaux de transmission des bagages et des marchandises, etc.) feront l'objet d'arrangements séparés.

6. La question de l'utilisation, à titre exceptionnel, des locomotives appartenant à l'administration voisine, pour la manœuvre des wagons à la gare de transmission, sera réglée par l'arrangement additionnel local.

7. Les locomotives qui circuleront sur la voie étrangère devront satisfaire aux exigences techniques de ce chemin de fer. Si une locomotive étrangère a besoin de subir de petites réparations, la gare de transmission prêtera son assistance. (Voir article 34.)

8. Les administrations des chemins de fer se transmettront mutuellement, gratuitement et en temps utile, tous les règlements, circulaires et manuels indispensables pour l'exécution du service au point de passage ferroviaire. En cas d'urgence, le chef de la gare de transmission pourra s'entendre directement à cet égard avec le chef de la gare voisine de l'autre administration.

9. L'administration voisine sera informée à temps de toute modification apportée à l'exécution du service au point de passage ferroviaire, de façon que cette administration puisse donner les instructions nécessaires à son personnel. En particulier, chaque administration devra être informée des changements apportés au règlement relatif au mouvement des trains, ainsi que des modifications apportées aux installations situées à la gare de transmission ou sur la ligne conduisant de cette gare au point de raccordement des deux réseaux, pour autant que ces modifications intéressent l'exécution du service.

4. Each Contracting Party shall be entitled to send its employees in trains crossing the point of junction of the two systems to the nearest station at which the train stops in the neighbouring State and back, for the purpose of exercising Customs supervision and control of foreign currency and passports in its own State up to the point of junction of the two systems. The provisions of Article 18 shall apply *mutatis mutandis* to such employees.

Article 24.

OPERATION OF TRAIN SERVICE BETWEEN THE POINT OF JUNCTION OF THE TWO SYSTEMS
AND THE EXCHANGE STATION AND IN THE LATTER.

1. The neighbouring administration shall be responsible, subject to repayment of the haulage costs, for the movement of trains used for reciprocal railway communications between the point of junction of the two systems and the exchange station (see Article 33).

2. Furthermore, in principle, the local administration shall operate the services on the section of line between the point of junction of the two systems and the exchange station and all the services at that station. An exception shall be made in respect of operations connected with the handing-over of wagons and goods and, if specially agreed upon, in respect of the administrative services (see Article 12).

3. The marshalling, cleaning, lighting and heating of trains shall be dealt with on the basis of an agreement between the railway administrations concerned.

4. Marshalling operations shall be governed by the traffic regulations of the administration responsible for hauling the train.

5. The local additional agreement shall settle questions of detail concerning the use of the exchange station, as regards traffic and the handing-over and acceptance of wagons, baggage and goods, shunting operations and the employment of foreign staff, as well as the detailed provisions for train services on the line between the point of junction of the two systems and the exchange station and at the exchange station itself. The drawing up and use of freight documents (train sheets, freight specifications, consignment lists, baggage and goods sheets, etc.) shall form the subject of separate agreements.

6. The extent to which, as an exception, the train locomotives of the neighbouring administration may be used for shunting wagons in the exchange station shall be settled in the local additional agreement.

7. The locomotives to be used on the other Party's railway must be adapted to the technical installations of the said railway. Should locomotives of the other Party require minor repairs, assistance shall be given by the exchange station (see Article 34).

8. The railway administrations shall communicate to one another, free of charge and in good time, the regulations, circulars and manuals necessary for traffic operations on the frontier railway. In urgent cases, the station master of the exchange station may make direct application in this connection to the station master of the neighbouring station of the other administration.

9. The neighbouring administration shall be given timely notice of all alterations affecting the operation of traffic on the frontier railway in such a way as to enable it to instruct its personnel. Notice shall be given more particularly of changes in traffic regulations and of changes in the installations at the exchange station and on the line between that station and the point of junction of the two systems when such changes are of importance for the operation of traffic.

Article 25.

CHAUFFAGE, NETTOYAGE ET ÉCLAIRAGE DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS.

1. Le chauffage, le nettoyage, l'éclairage, etc., des bâtiments et autres installations qui sont utilisés pour le trafic entre les deux pays, incomberont à l'administration locale.
2. Les dérogations à cette règle seront fixées par l'arrangement additionnel local.

Article 26.

INTERRUPTION DU TRAFIC ET DES TRANSPORTS.

1. Les administrations des chemins de fer intéressées se tiendront au courant de tous empêchements au trafic et au transport qui seraient susceptibles d'entraver ou d'arrêter les communications au point de passage ferroviaire. Elles s'entendront, en cas de besoin, sur les mesures à prendre pour remédier à ces empêchements.

2. Les bureaux de l'administration voisine auxquels on devra adresser les avis prescrits en cas d'interruption du trafic, seront désignés dans l'arrangement additionnel local.

Article 27.

SECOURS EN CAS D'ACCIDENT OU D'INTERRUPTION DU TRAFIC.

1. Les administrations des chemins de fer se prêteront mutuellement assistance, sur demande, en cas d'accident de chemin de fer ou d'interruption du trafic sur leurs lignes ou dans leurs gares.

2. Les trains de secours et leurs équipes franchiront le point de raccordement entre les deux réseaux sans formalités relatives à la douane ou au service des passeports, sur la foi d'une inscription au journal de route ; toutefois, ils devront s'arrêter au point de raccordement des deux réseaux pour laisser monter le convoyeur et devront repartir dès que le travail de secours aura été terminé.

3. Les administrations des chemins de fer intéressées fixeront, dans l'arrangement additionnel local, la limite jusqu'à laquelle elles se porteront secours ; elles fixeront également les questions de détail relatives aux travaux de secours.

4. Les trains de secours seront en principe convoyés jusqu'au lieu de l'accident par un agent de l'administration dans le ressort de laquelle l'accident s'est produit. Pour éviter tout retard susceptible de provoquer un danger, le train pourra être convoyé par un agent appartenant à l'administration qui prête son assistance. Cet agent sera responsable de la stricte observation des règlements relatifs à la sécurité du trafic ; à cet égard, le personnel du train de secours devra se conformer aux ordres de service de cet agent.

5. Le chef d'équipe du train de secours devra, pour l'exécution des travaux de secours et de déblaiement de la voie, se conformer aux instructions qu'il recevra de l'agent dirigeant les travaux de secours sur le lieu de l'accident.

6. L'administration locale ne pourra utiliser une locomotive de l'administration voisine pour les travaux de secours que si cette mesure peut se faire sans entraver la marche des trains de l'administration voisine.

Article 28.

ANNONCE DES TRAINS.

1. Les trains seront signalés entre les postes situés de part et d'autre du point de raccordement entre les deux réseaux, conformément au règlement de l'administration qui assure la marche du train et dans sa langue officielle ; ces postes seront désignés dans l'arrangement additionnel local. Les mêmes dispositions s'appliquent à la remise au personnel du train d'instructions et d'ordres écrits.

2. L'arrangement additionnel local stipulera les dérogations à la règle ci-dessus énoncée.

Article 25.

HEATING, CLEANING AND LIGHTING OF BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

1. The local administration shall be responsible for the heating, cleaning, lighting, etc., of the buildings and other installations used for traffic between the two countries.
2. Exceptions to this clause shall be provided for in the local additional agreement.

Article 26.

STOPPAGES OF TRAFFIC AND TRANSPORT.

1. The railway administrations concerned shall keep one another informed of all obstructions to traffic and transport which would hamper traffic over the frontier or render it impossible. They shall come to an agreement, if necessary, as to how these obstructions shall be removed.
2. The offices of the neighbouring administration responsible, in the event of traffic obstructions, for sending out the prescribed notices shall be designated in the local additional agreement.

Article 27.

ASSISTANCE IN THE CASE OF ACCIDENTS OR INTERRUPTION OF TRAFFIC.

1. The railway administrations shall assist one another when requested in the case of railway accidents or traffic interruptions on their respective lines or at stations.
2. Breakdown trains and their crews may cross the point of junction of the two systems without Customs or passport formalities on the strength of an entry in the train sheet, but must stop at the point of junction of the two systems to take on an escort ; they must return as soon as assistance has been given.
3. The railway administrations concerned shall specify, in the local additional agreement, the point up to which they will give one another assistance, and shall settle further details connected with such assistance.
4. The breakdown train shall as a rule be accompanied to the place of the accident by an official of the administration in whose area the accident has occurred. If delay threatens to be dangerous, the train may also be accompanied by an official of the administration providing assistance. This official will be responsible for the observance of the traffic safety regulations ; in this connection, it is the duty of the crew of the breakdown train to obey his official orders.
5. The head of the breakdown gang shall, in the rescue work and clearing of the track, comply with the instructions of the employee in charge of the rescue work at the place of the accident.
6. A locomotive of the neighbouring administration may be used by the local administration for rendering assistance only when this can be done without prejudice to the train traffic of the neighbouring administration.

Article 28.

SIGNALLING OF TRAINS.

1. The signalling of trains between signal cabins situated on different sides of the point of junction of the two systems, to be specified in the local additional agreement, shall be carried out in accordance with the regulations of the administration operating the traffic and in its official language. The same shall apply to the issue of written instructions and orders to train crews.
2. Exceptions to the above shall be provided for in the local additional agreement.

Article 29.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, TÉLÉPHONIQUES ET COMMANDES DES SIGNAUX-BLOC.

1. Toutes les lignes téléphoniques, télégraphiques et similaires des chemins des fer s'arrêteront à la gare de transmission ou à la gare la plus proche qui se trouve de l'autre côté du point de raccordement.

2. Le personnel de l'administration voisine qui est en service à la gare de transmission aura le droit, entre la gare de transmission et la gare la plus proche qui se trouve de l'autre côté du point de raccordement, de se servir gratuitement, pour les besoins du service, des installations télégraphiques et téléphoniques des chemins de fer pour les communications au delà du point de passage ferroviaire.

3. Seront établies, en principe, entre les gares les plus proches qui se trouvent de part et d'autre du point de raccordement des deux réseaux :

a) Une ligne télégraphique servant au service général des télégrammes officiels ;

b) Une ligne destinée à signaler les trains ;

c) S'il y a lieu, une ligne téléphonique reliant les stations, une ligne de sonnerie et une commande de signaux-bloc, si la ligne est pourvue de cette installation. Des dérogations à ce principe pourront être stipulées dans l'arrangement additionnel local.

4. L'arrangement additionnel local fixera les heures de fonctionnement des appareils télégraphiques et téléphoniques, les conditions de remise des télégrammes de service et la marche à suivre pour annoncer les interruptions du service et rétablir les communications.

Article 30.

LOCAUX DE SERVICE, PERMANENCES ET DORTOIRS. DÉPÔTS DE LOCOMOTIVES.

1. L'administration locale mettra à la disposition de l'administration étrangère les locaux de service, permanences et dortoirs qui seront nécessaires pour loger le personnel de cette administration. Elle fournira également les dépôts nécessaires pour abriter les locomotives. Les locaux de service, permanences et dortoirs devront être convenablement éclairés, chauffés et aménagés ; ils devront répondre aux exigences de l'hygiène.

2. Le personnel devra disposer à l'intérieur des locaux ou à proximité de ces locaux, des emplacements nécessaires pour faire sa cuisine et sa toilette.

3. Les arrangements additionnels locaux régleront les points de détail.

Article 31.

HEURES OFFICIELLES DES OPÉRATIONS DE TRANSMISSION.

1. Les heures officielles de la remise et de la prise en charge des wagons de marchandises à la gare de transmission seront fixées en tenant compte des besoins du trafic, de la capacité des installations ferroviaires et de l'horaire des trains.

2. La remise et la prise en charge des trains de marchandises n'auront pas lieu aux jours fériés suivants : le Jour de l'An, le dimanche et le lundi de Pâques, le dimanche de la Pentecôte et le jour de Noël ; le 3 mai et le 11 novembre, fêtes nationales en Pologne ; le 16 février et le 8 septembre, fêtes nationales en Lithuanie.

3. Les dérogations à la règle énoncée ci-dessus ainsi que la circulation des trains de marchandises le dimanche et les autres jours fériés, seront fixées, suivant les besoins, par les administrations voisines.

Article 29.

TELEGRAPH, TELEPHONE AND BLOCK SYSTEM LINES.

1. All railway telephone, telegraph and similar lines shall terminate at the exchange station or at the nearest station situated on the other side of the point of junction.

2. The personnel of the neighbouring administration on duty at the exchange station shall be entitled, between the exchange station and the nearest station on the other side of the point of junction, to use for official purposes, free of charge, the railway telegraph and telephone installations for communications passing over the railway crossings.

3. In principle, there shall be established between the nearest stations situated on either side of the point of junction of the two systems :

(a) A telegraph line for the general exchange of official telegrams ;

(b) A line for the signalling of trains ;

(c) If necessary, a telephone line connecting stations, an electric bell line and, where a block system is in use, lines for block system messages. Exceptions may be specified in the local additional agreement.

4. The local additional agreement shall define the hours during which the telegraph and telephone apparatus will be in operation and the procedure for the transmission of service telegrams and for notifying and eliminating interruptions in the operation of the lines.

Article 30.

SERVICE PREMISES, PREMISES FOR OFFICIALS ON DUTY, SLEEPING QUARTERS, LOCOMOTIVE SHEDS.

1. The local railway shall place at the disposal of the foreign administration the service premises, premises for officials on duty and the sleeping quarters necessary for accommodating the personnel of that administration and also the sheds required for locomotives. These premises shall be suitably lighted, heated and furnished and be such as to safeguard the health of the inmates.

2. The personnel shall have at its disposal, either in the living quarters or in their vicinity, facilities for cooking and washing.

3. Detailed arrangements shall be included in local additional agreements.

Article 31.

OFFICIAL HOURS FOR EXCHANGE OF TRAFFIC.

1. At the exchange station the official hours for handing-over and accepting goods trains shall be adjusted in accordance with traffic requirements, the capacity of the railway installations and the railway time-table.

2. Goods trains shall not be handed over or accepted on any of the following holidays : New Year's Day, the first two days of Easter, Whit Sunday or Christmas Day, or on May 3rd and November 11th, which are national holidays in Poland, or on February 16th and September 8th, which are national holidays in Lithuania.

3. Exceptions to the above provision and also the question of goods train traffic on Sundays and other holidays shall be settled in accordance with requirements by the neighbouring administrations.

Article 32.

TRANSMISSION DE LA CORRESPONDANCE DE SERVICE DES CHEMINS DE FER.

1. La correspondance de service des chemins de fer (par télégraphe, par téléphone et par écrit) ainsi que les imprimés (tels que billets, tarifs, etc.) échangés entre les deux administrations, seront acheminés gratuitement pour autant que l'on utilisera à cet effet les installations des chemins de fer. Il en sera de même des recettes en espèces encaissées à la gare de transmission et qui seront envoyées aux administrations voisines.

2. La correspondance de service des administrations des chemins de fer sera prise en charge, sur la base d'une feuille d'échange, à la gare de transmission par l'administration voisine, qui en assurera l'acheminement.

Article 33.

INDEMNITÉS POUR LES PRESTATIONS AFFÉRENTES A LA TRACTION DES TRAINS.

1. Sauf le cas où les administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes s'entendraient pour que le règlement ait lieu en nature, l'administration locale remboursera à l'administration voisine les prestations afférentes à la traction des trains ; ces remboursements seront calculés d'après les trains-kilomètres parcourus.

2. Les administrations centrales des chemins de fer s'entendront sur le barème des frais par train-kilomètre ; ce barème sera révisé chaque année s'il y a lieu.

3. Le calcul des trains-kilomètres se fera d'après la longueur de la ligne entre le point de raccordement des deux réseaux et le centre de la gare de transmission.

4. On calculera séparément les trains-kilomètres parcourus par les trains et les wagons de secours, les locomotives de renfort et les chasse-neige. (Voir article 27.)

5. Les frais occasionnés par les trains de secours seront à la charge de l'administration dont les agents auront demandé la formation du train. L'indemnité comprendra les débours, les frais afférents au matériel de secours, ainsi que les allocations versées à l'équipe de secours depuis le moment où le train aura quitté sa gare d'attache jusqu'au retour à cette gare ; cette somme sera majorée de 10 % pour les frais administratifs. Cette disposition s'applique également aux locomotives de renfort et aux chasse-neige.

Article 34.

INDEMNITÉ POUR L'UTILISATION DES INSTALLATIONS ET POUR LES PRESTATIONS SPÉCIALES DE L'ADMINISTRATION VOISINE.

1. L'administration voisine ne sera tenue de verser une indemnité que pour l'utilisation des installations de la gare de transmission qui sont réservées à son usage exclusif. Il en sera de même pour la rémunération des prestations personnelles. La barème de ces indemnités sera fixé dans l'arrangement additionnel local ; il sera révisé chaque année s'il y a lieu.

2. Pour l'éclairage, le chauffage et le nettoyage des locaux utilisés exclusivement pour les besoins des services de l'administration voisine, on facturera le prix coûtant majoré de 10 % pour les frais administratifs.

3. Les petites réparations qui seraient faites dans la gare de transmission aux locomotives et à l'outillage de l'administration voisine par les soins de l'administration dont relève cette gare seront facturées à l'administration voisine au prix de revient majoré d'un supplément pour frais administratifs qui s'élèvera à 10 % du prix des matériaux employés et à 100 % des frais de main-d'œuvre.

4. L'arrangement additionnel local réglera la question de la fourniture éventuelle à l'administration voisine du matériel d'exploitation (combustible, moyens d'éclairage et de graissage, etc.) à la gare de transmission, ainsi que les conditions de cette fourniture. Ces fournitures seront facturées au prix de revient majoré de 10 % pour les frais administratifs.

Article 32.

DESPATCH OF OFFICIAL RAILWAY CORRESPONDENCE.

1. Official railway correspondence (by telegraph, telephone or letter) and also printed matter (tickets, tariff schedules, etc.) exchanged between the two administrations shall be conveyed free of charge, if railway installations are used for the purpose. The same shall apply to official funds paid in at the exchange stations and conveyed on behalf of one or other of the neighbouring administrations.

2. The official correspondence of one or other railway administration shall be accepted by the neighbouring administration at the exchange station on the basis of an exchange docket and reforwarded.

Article 33.

COMPENSATION FOR SERVICES RENDERED IN CONNECTION WITH THE RUNNING OF TRAINS.

1. Unless the railway administrations of both the Contracting Parties agree to a settlement in kind, the local administration shall pay the neighbouring administration compensation for services rendered in connection with the running of trains on a train-kilometre basis.

2. The charges per train-kilometre for trains shall be agreed upon between the central railway administrations and shall, if necessary, be revised annually.

3. The calculation of the number of train-kilometres shall be based on the length of the line between the point of junction of the two systems and the centre of the exchange station.

4. The number of train-kilometres worked by breakdown trains and wagons, pilot engines and snow-ploughs shall be reckoned separately (see Article 27).

5. The cost of a breakdown train shall be borne by the administration whose officials applied for such a train. The sum to be paid shall comprise the actual expenditure, together with the cost of the material used for assistance and for the breakdown gang during the period from the departure of the train from its home station until its return to that station, with an additional 10% for administrative charges. The same shall apply to pilot engines and snow-ploughs.

Article 34.

CHARGES FOR THE USE OF THE INSTALLATIONS OF AND SPECIAL SERVICES RENDERED BY THE NEIGHBOURING ADMINISTRATION.

1. The neighbouring administration shall only be required to pay compensation for the use of installations at the exchange station which are reserved for its exclusive use. The same shall apply to compensation for personal services. The rates for such compensation shall be settled in the local additional agreement and revised, if necessary, annually.

2. An administrative charge of 10% shall be added to the cost price of lighting, heating and cleaning supplied for the exclusive use of the neighbouring administration.

3. If minor repairs to the locomotives and tools of the neighbouring administration are carried out at the exchange station by the latter's administration, the neighbouring administration shall be charged the cost price plus an administrative charge of 10% on the cost of the materials used and 100% on the cost of labour.

4. The local additional agreement shall specify whether and on what conditions the neighbouring administration shall be supplied at the exchange station with working supplies (fuel, lighting material, lubricants, etc.). The charge made shall be the cost price plus a 10% administrative charge.

Article 35.

INDEMNITÉS EN CAS D'INTERRUPTION DU TRAFIC.

Une interruption temporaire du trafic ferroviaire ne suspendra pas l'obligation de rembourser les frais qui ont pris naissance pendant la durée de l'interruption.

Article 36.

INDEMNITÉS POUR AUTRES PRESTATIONS.

1. Pour les prestations non désignées expressément dans la présente convention l'administration locale sera indemnisée par l'administration voisine sur la base du prix de revient

2. Les deux Parties contractantes renonceront au remboursement d'un supplément pour frais administratifs, lorsque cette prestation supplémentaire n'aura pas été expressément prévue dans la présente convention.

Article 37.

NOUVELLES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS.

1. Les administrations des chemins de fer des Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas d'espèce, sur les nouvelles constructions et installations qui seraient nécessaires pour le trafic ferroviaire limitrophe, ainsi que sur les modifications, adjonctions et agrandissements qui seraient envisagés pour les bâtiments et installations dont l'administration voisine aurait besoin pour son usage exclusif.

2. On s'entendra en même temps sur le prix de location. Les frais de construction seront, dans tous les cas, à la charge de l'administration locale.

Article 38.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Les administrations se présenteront mutuellement un relevé trimestriel des créances dues en vertu de la présente convention, au plus tard dans la première moitié du trimestre suivant. (Voir articles 33 et 39.) Le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours à dater du jour de la réception du relevé. En cas de retard, un intérêt de 6 % par an sera perçu.

2. Les contestations portant sur les relevés ne pourront en retarder le paiement. Les débits et crédits qui pourraient résulter des comptes ainsi contestés devront être portés sur le compte suivant. Le règlement d'un relevé n'enlève pas le droit de réclamer des rectifications. Le droit de vérifier sur place les pièces annexées au relevé et de présenter ultérieurement des réclamations demeure intact. Cette vérification donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sera signé par les représentants des deux administrations des chemins de fer.

3. Le droit de vérification s'éteint après un délai de six mois à dater du jour où l'administration débitrice a reçu le relevé. Les autorités supérieures des deux administrations conservent le droit de présenter des réclamations après ce délai.

4. Les administrations des chemins de fer garantissent le paiement des créances dues par les autres bureaux qui assurent un service aux lieux de passage ferroviaire, et elles s'entremettront pour en obtenir le paiement.

Article 35.

EXPENSES IN THE CASE OF INTERRUPTION OF TRAFFIC.

A temporary interruption of railway traffic shall not suspend the obligation to pay any expenses incurred during the period of interruption.

Article 36.

COMPENSATION FOR OTHER SERVICES.

1. The neighbouring administration shall refund to the local administration the actual cost to the latter of the services rendered by it to the first-named administration which are not specified in the present Convention.

2. Where the payment of a supplementary administrative charge is not expressly provided for in the present Convention, the two Contracting Parties hereby waive their right to such payment.

Article 37.

NEW BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

1. The railway administrations of the Contracting Parties shall from time to time decide by agreement on the erection of the new buildings and installations necessary for railway traffic between the two countries and also on the alterations in, additions to or extensions of existing buildings, together with their equipment, required by the neighbouring administration for its exclusive use.

2. An agreement shall simultaneously be concluded regarding the rent. The cost of construction shall in every case be borne by the local administration.

Article 38.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Accounts for sums payable under the present Convention shall be reciprocally rendered for each quarter, not later than the middle of the quarter following (see Articles 33 and 39). Payment shall be made within thirty days from receipt of the account. In the event of delay in payment, 6% interest for delay shall be paid.

2. Payment may not be delayed because of a dispute regarding accounts. Any debits or credits resulting from the contesting of an account shall be settled in the next account. Payment of an account shall not be regarded as an admission of its correctness. The right shall be reserved to inspect on the spot the documents annexed to the accounts and to lodge further claims. A report shall be drawn up in regard to such inspection and signed by representatives of the two railway administrations.

3. The right to verify an account shall lapse at the end of six months from the date on which the debtor administration receives the account. The higher authorities of the two administrations shall retain the right to submit claims even after that period.

4. The railway administrations shall guarantee the payment of sums due by other offices performing services on the railway crossings and shall act as intermediaries for the discharge of such obligations.

5. Le règlement des soldes des compensations s'effectuera dans la monnaie du créancier, sauf convention contraire entre les administrations centrales des chemins de fer.

6. Les administrations centrales des chemins de fer des deux Parties contractantes s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures à prendre en vue d'éviter des pertes au change.

Article 39.

COMPENSATION DES RECETTES DE TRANSPORT, DES REDEVANCES AU TITRE DES WAGONS
ET DES AUTRES REDEVANCES.

Le règlement des comptes relatifs aux recettes de transport, aux redevances dues au titre des wagons et aux autres redevances qui ont fait ou feront l'objet d'arrangements particuliers s'opérera en vertu d'accords séparés entre les administrations des chemins de fer intéressées.

Article 40.

COMPENSATION DES CRÉANCES RÉCIPROQUES.

La compensation entre les créances résultant du trafic visé dans le présent instrument ou d'autres trafics auxquels participent la Lithuanie et la Pologne ne pourra faire état que des comptes qui se rapportent au trafic ferroviaire sur les lignes lithuaniennes ou polonaises. La prise en considération d'autres montants n'est pas autorisée.

Article 41.

TRIBUNAL ARBITRAL.

1. Un tribunal arbitral statuera sur les litiges auxquels la présente convention ou les arrangements additionnels locaux donneraient naissance, si le différend ne peut pas être aplani par voie de correspondance ou au moyen de conférences communes. Ce tribunal se composera d'un président désigné par les gouvernements des deux Parties contractantes et de deux arbitres, chacune des Parties contractantes désignant un des arbitres. Le tribunal arbitral ne se réunira que pour chaque cas d'espèce, à la requête de l'une des Parties contractantes. Si les gouvernements des deux Parties contractantes ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix du président du tribunal, le président des chemins de fer de la Confédération suisse sera prié de désigner un président compétent, ressortissant d'un Etat tiers.

2. Chacune des Parties contractantes paiera les indemnités de l'arbitre nommé par elle. Chacune des Parties prendra à sa charge la moitié des indemnités versées au président, ainsi que des dépenses administratives du tribunal arbitral.

3. Le tribunal arbitral fixera sa procédure et désignera le lieu des audiences; en cas de désaccord à ce sujet, la question sera tranchée par le président.

Article 42.

REVISION ET AMENDEMENT DE LA CONVENTION.

1. Chacune des Parties contractantes pourra, une fois par année civile, présenter à l'autre Partie une demande de revision de la présente convention.

2. La Partie qui aura demandé la revision de la convention devra présenter un projet à l'autre Partie. La Partie adverse devra définir son attitude dans un délai de deux mois; elle pourra présenter un contre-projet. Des négociations seront ensuite engagées.

5. Balances due in respect of current accounts must be paid in the currency of the creditor, unless otherwise agreed between the central railway administrations.

6. The central railway administrations of the two Contracting Parties shall, if necessary, arrange that payments shall as far as possible be independent of any currency fluctuations that may occur.

Article 39.

SETTLEMENT OF SUMS RECEIVED IN RESPECT OF TRAFFIC, WAGON AND OTHER CHARGES.

Settlements in respect of traffic receipts, charges for wagons or other services for which special agreements have been or may hereafter be concluded shall be effected on the basis of separate agreements between the railway administrations concerned.

Article 40.

SETTLEMENT OF AMOUNTS RECIPROCALLY DUE.

Only amounts connected with railway traffic on Lithuanian or Polish lines may be included in the reciprocal settlement of claims arising out of this or other forms of communication shared in by Lithuania and Poland. The inclusion of other amounts is not allowed.

Article 41.

ARBITRAL TRIBUNAL.

1. Disputes arising out of the present Convention or the local additional agreements shall be settled by an arbitral tribunal, if such disputes cannot be arranged by correspondence or at joint conferences. The arbitral tribunal shall consist of a President appointed by the Governments of the two Contracting Parties and of two judges, one appointed by each of the Contracting Parties. The arbitral tribunal shall meet only as occasion arises, at the request of one of the Contracting Parties. Should the Governments of the Contracting Parties be unable to agree on a President, they shall ask the President of the Swiss Federal Railways to appoint a competent President who shall be a national of a third State.

2. Each Contracting Party shall pay the sums due to the judge whom it has appointed. The emoluments of the President and the general expenses of the arbitral tribunal shall be shared equally between the two Contracting Parties.

3. The arbitral tribunal shall decide on its procedure and on the place where it will hold its sessions ; in the event of disagreement on this subject, the President shall decide.

Article 42.

REVISION AND AMENDMENT OF THE CONVENTION.

1. Each of the Contracting Parties may once in every calendar year submit to the other Contracting Party a proposal for the revision of the present Convention.

2. The Party which has applied for the amendment shall submit a proposal to this effect to the other Party. The other Party must define its attitude to the proposal within a period of two months and may submit a counter-proposal. Negotiations shall thereupon be set on foot.

Article 43.

LANGUE DE LA CONVENTION.

La présente convention a été établie en langues lithuanienne et polonaise, en double expédition ; chaque Partie contractante recevra un exemplaire en lithuanien et en polonais.
Les textes lithuaniens et polonais font également foi.

Article 44.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention est soumise à ratification. L'échange des instruments de ratification se fera à Kaunas dans le plus bref délai possible. La convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'échange des instruments de ratification. Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié son intention de la dénoncer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

VARSOVIE, le 25 mai mil neuf cent trente-huit.

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la présente convention, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

[A. Ad article 2.

Chacune des Parties contractantes veillera à ce que la présente convention soit observée par les administrations des chemins de fer privés qui participent au trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne. Ces administrations pourront revendiquer directement l'une de l'autre les droits reconnus aux chemins de fer par la présente convention.

Au cas où des changements interviendraient dans la direction de l'exploitation des chemins de fer, la Partie sur le territoire de laquelle la modification serait survenue obligera les successeurs juridiques à exécuter les dispositions de la présente convention.

B. Ad article 7.

a) Le point de passage ferroviaire qui est prévu à l'article 7 sera ouvert au trafic ferroviaire aux termes de la présente convention dès que l'arrangement additionnel local aura été conclu. (Voir article 10.)

b) Si la gare de Zawiasy est aménagée pour les services de transmission avant le 15 mai 1940, elle pourra être utilisée à cet effet même si la gare de Vievis n'a pas été reconstruite avant cette date.

C. Ad article 11.

L'emploi d'une langue tierce ne doit pas entraver l'exécution du service.

Article 43.

LANGUAGE OF THE CONVENTION.

The present Convention has been drawn up in duplicate in the Lithuanian and Polish languages, each Contracting Party receiving one copy each in the Lithuanian and Polish languages. The Lithuanian and Polish texts shall be equally authentic.

Article 44.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF VALIDITY OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Kaunas. The Convention shall come into force on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until the expiry of six months after the date on which one of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

WARSAW, *the 25th day of May, one thousand nine hundred and thirty-eight.*

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

FINAL PROTOCOL.

On signing the present Convention, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have agreed on the following provisions :

A. Ad Article 2.

Each of the Contracting Parties shall endeavour to see that the present Convention is carried out by the administrations of the private railways participating in railway traffic between Lithuania and Poland. The said railway administrations shall have a direct claim on one another in respect of the rights granted to the railways under the present Convention.

In the event of a change in the management of the railways, the Party on whose side the change has occurred shall oblige the legal successors to carry out the provisions of the present Convention.

B. Ad Article 7.

(a) The frontier railway-crossing which is to be opened in virtue of Article 7 shall, in pursuance of the present Convention, be opened for railway traffic as soon as the local additional agreement has been concluded (see Article 10).

(b) Should the Zawiasy station be adapted for exchange traffic operations before May 15th, 1940, it may be used for such purpose even though the Vievis station has not by that time been rebuilt.

C. Ad Article 11.

The use of a third language shall not interfere with the operation of the train services.

D. Ad article 20.

Les deux Parties conviennent que :

a) L'exonération d'impôts publics ne s'étend pas aux droits de douane (voir articles 18 et 21), aux droits de monopole, non plus qu'aux droits de consommation ;

b) Les infractions aux règlements relatifs aux douanes, aux impôts et aux devises ainsi qu'aux dispositions relatives aux passeports et aux prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, ne seront pas considérées comme des actes faits dans l'exécution du service ;

c) Les poursuites pénales contre un agent en service sur le territoire de l'Etat limitrophe devront être portées sans délai à la connaissance de l'autorité supérieure de l'agent poursuivi.

E. Ad article 22.

Le procès-verbal des enquêtes conduites en commun devra être signé par les délégués des deux Parties.

F. Ad article 24.

Les deux administrations des chemins de fer veilleront à ce que, dans le trafic ferroviaire entre les deux pays, les envois de marchandises soient accompagnés des documents de douane qui doivent être remis à l'administration des douanes de l'Etat limitrophe. Sauf convention contraire entre les administrations des douanes des deux Parties contractantes au sujet de ces documents, les envois de marchandises devront être accompagnés de la déclaration en douane de l'expéditeur (déclaration originale) en deux exemplaires.

En outre, le chemin de fer qui assure le trafic au point de raccordement des deux réseaux devra, à l'arrivée de chaque train comprenant au moins un wagon chargé, en plus du fourgon de service, remettre à la douane de l'autre Etat un exemplaire du bordereau de transmission ainsi qu'un exemplaire de la feuille de chargement pour chaque wagon de groupage.

Les bagages seront annoncés à la douane par la remise d'un exemplaire du bordereau de transmission des bagages.

G. Ad article 40.

Les administrations des chemins de fer des deux Parties contractantes institueront d'un commun accord un bureau de compensation qui servira d'intermédiaire pour le règlement réciproque des dettes et des créances.

VARSOVIE, le 25 mai mil neuf cent trente-huit.

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

D. Ad Article 20.

The two Parties agree that :

(a) Exemption from public taxation shall not extend to Customs duties (see Articles 18 and 21), monopoly dues or other taxes on consumption ;

(b) Breaches of Customs, revenue or foreign exchange regulations or of passport regulations or the regulations concerning import and export prohibitions or restrictions shall not be deemed to have been committed in the exercise of official duties ;

(c) The institution of criminal proceedings against an employee carrying out duties in the neighbouring State must be immediately notified to his superior authority.

E. Ad Article 22.

The official record of joint investigations must be signed by representatives of both Parties.

F. Ad Article 24.

Each of the railway administrations shall take steps to see that in reciprocal railway communications goods consignments are accompanied by Customs documents which must be handed over to the Customs authorities of the neighbouring State. Unless other arrangements are made by the Customs authorities of the two Contracting Parties regarding such documents, goods consignments must be accompanied by two copies of the consignor's Customs declaration (original declaration).

In addition, the railway operating traffic across the point of junction between the two systems shall, on the arrival of each train containing in addition to a service wagon at least one loaded wagon, hand to the Customs authority of the other State one copy of the exchange sheet and one copy of the freight list of each wagon containing miscellaneous freight.

Notification of baggage shall be given to the Customs authorities by communicating one copy of the baggage consignment list.

G. Ad Article 40.

The railway administrations of the two Contracting Parties shall jointly agree to set up a clearing office which shall be used for settling amounts reciprocally due by or to the Parties.

WARSAW, *the 25th day of May, one thousand nine hundred and thirty-eight.*

K. ŠKIRPA.

J. SZEMBEK.

ANNEXE A
à l'article 18.

Recto

PERMIS N°

Valable jusqu'au 193...

M.....
(nom) (fonctions)

est en service dans le trafic limitrophe entre la Lithuanie et la Pologne sur la ligne
..... et à la gare de

Cachet
du
Bureau

....., le 193...

Bureau

.....

Signature du fonctionnaire délivrant le permis.

.....
Signature du titulaire

Verso

OBSERVATION

Le présent permis doit être retourné au bureau qui l'a
délivré lorsque le titulaire cesse d'être en service dans le
trafic limitrophe et à l'expiration de la validité du permis.

Note : Le permis sera établi sur un carton de couleur bronze.

ANNEXE B
à l'article 19.

Recto

<p style="text-align: center; transform: rotate(-15deg); border: 1px solid black; padding: 2px;">Couleurs nationales</p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center; margin-top: 20px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 100px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <p>Photographie</p> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-left: 10px;"> <p style="text-align: center;">Cachet du Bureau</p> </div> </div> <div style="margin-top: 20px; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; display: inline-block;"> <p style="text-align: center;">Cachet du Bureau</p> </div> </div>	<p style="text-align: center;">CARTE D'IDENTITÉ N°</p> <p style="text-align: right;">Valable jusqu'au 193...</p> <p>M. (fonctions) (nom)</p> <p>domicilié à</p> <p>est en service en qualité de</p> <p>à la gare de</p> <p style="text-align: right;">..... le 193...</p> <p>Bureau</p> <p>.....</p>
<p>..... Signature du titulaire</p>	<p>..... Signature du fonctionnaire délivrant la carte d'identité.</p>

Verso

<p>Date de naissance</p> <p>Lieu de naissance</p> <p>Taille</p> <p>Cheveux.....</p> <p>Yeux</p> <p>Visage</p> <p>Signes particuliers</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center; font-weight: bold;">OBSERVATION</p> <p style="text-align: center;">La présente carte d'identité doit être retournée au bureau qui l'a établie si le titulaire n'est plus domicilié pour raison de service sur le territoire de l'Etat limitrophe et à l'expiration de la validité de la carte.</p>
---	--

Note : La carte d'identité sera établie sur un carton de couleur verte.

ANNEX B
to Article 19.

Face.

NATIONAL COLOURS (diagonal line)		IDENTITY CARD No.
		Valid until 193...
M. (Official duties) (Name)		
residing at		
is officially employed as		
at the station of		
	 the 193...
Office		
Signature of holder		Signature of official issuing identity card.

Back.

Date of birth Place of birth Height Hair Eyes Face Distinctive characteristics	<p style="text-align: center;">NOTE</p> <p>This identity card must be returned to the office which issued it when the holder is no longer officially domiciled in the neighbouring State and when the duration of validity of the card expires.</p>
---	---

Note : The identity card must be of cardboard and green in colour.

ANNEXE C à l'article 19. — ANNEX C to Article 19.

Recto — Face.

<p><i>Couleurs nationales</i> National colours</p>	<p>CARTE D'IDENTITÉ N° — IDENTITY CARD No</p>
<p>Photographie Photograph</p>	<p>Valable jusqu'au/Valid until 193...</p> <p>Pour/For M</p> <p style="text-align: center;">(femme, fils, fille, serviteur, servante *) (wife, son, daughter, man-servant, maid-servant) *</p> <p>de/of M.....</p> <p style="text-align: center;">(Fonctions — Official duties) (Nom — Name)</p> <p>en service en qualité de à la gare de</p> <p>officially employed as at the station of</p> <p>..... le/the 193...</p> <p>Bureau/Office</p> <p>.....</p>
<p>Signature du titulaire Signature of holder</p> <p>* Biffer les indications qui ne conviennent pas. — Cross out what does not apply.</p>	<p>Signature du fonctionnaire délivrant la carte d'identité. Signature of official issuing identity card.</p>

Verso — Back.

<p>Date de naissance Date of birth</p> <p>Lieu de naissance Place of birth</p> <p>Taille Height</p> <p>Cheveux Hair</p> <p>Yeux Eyes</p> <p>Visage Face</p> <p>Signes particuliers Distinctive characteristics</p> <p>Domicilié à Address</p>	<p style="text-align: center;">OBSERVATION</p> <p>La présente carte d'identité doit être retournée immédiatement au bureau qui l'a établie si l'agent avec lequel vit le titulaire de la carte n'est plus domicilié pour raison de service sur le territoire de l'Etat limitrophe, ou si le titulaire de la carte cesse de vivre au foyer de cet agent ; elle devra également être retournée à l'expiration de la validité de la carte.</p> <p style="text-align: center;">NOTE</p> <p>This identity card must be returned immediately to the Office which issued it when the official with whom the holder of the card lives is no longer officially domiciled in the neighbouring State, or when the holder ceases to reside with the said official, and when the duration of validity of the card expires.</p>
---	---

Note : La carte d'identité sera établie sur un carton de couleur verte.
This identity card must be of cardboard and green in colour.

N° 4457